



RAPPORT DU FEMISE
SUR LE PARTENARIAT EURO-MEDITERRANEEN

2011

LES PAYS MEDITERRANEENS AU SEUIL D'UNE TRANSITION FONDAMENTALE



Coordinateurs

Ahmed Galal, Economic Research Forum, Egypt
Jean-Louis Reiffers, Institut de la Méditerranée, France

Octobre 2011



Ce rapport a été élaboré avec le soutien financier de l'Union Européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité des auteurs et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant l'opinion de l'Union Européenne.

**RAPPORT DU FEMISE
SUR LE PARTENARIAT EURO-MEDITERRANEEN**

**LES PAYS MEDITERRANEENS
AU SEUIL D'UNE TRANSITION FONDAMENTALE**

Ahmed Galal, Economic Research Forum, Egypte

Jean-Louis Reiffers, Institut de la Méditerranée, France

Coordinateurs



Octobre 2011

Ce rapport a été élaboré avec le soutien financier de l'Union Européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité des auteurs et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant l'opinion de l'Union Européenne.

RAPPORT DU FEMISE SUR LE PARTENARIAT EURO-MEDITERRANEEN
LES PAYS MEDITERRANEENS
AU SEUIL D'UNE TRANSITION FONDAMENTALE

Octobre 2011

Ce rapport a été dirigé par le **Professeur Jean-Louis Reiffers** (Ecole Euromed Management Marseille, président du Comité scientifique du FEMISE et de l'Institut de la Méditerranée).

Contributions, par ordre alphabétique:

Prof. Lahcen Achy (Institut National de Statistique et d'Economie Appliquée (INSEA)), à Rabat et au Carnegie Middle East Center de Beyrouth a contribué dans le deuxième chapitre (avec l'aide de Joulan Abdulkhalek et Peter Gruskin).

Prof. adjoint Yusuf Kocoglu (Laboratoire d'Economie Appliquée pour le Développement (LEAD), Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université du Sud Toulon-Var, Centre d'études de l'emploi) a contribué dans le troisième chapitre.

Prof. Nicolas Péridy (Laboratoire d'Economie Appliquée pour le Développement (LEAD), Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université de SudToulon-Var) a contribué dans le quatrième chapitre.

Dr Hoda Selim (économiste FEMISE, ERF) a contribué dans le premier chapitre et dans les profils Pays (avec l'aide de Ramage Nada).

Dr Constantin Tsakas (économiste FEMISE, Institut de la Méditerranée) a contribué dans le premier chapitre et dans les profils Pays.

Des remerciements vont à **Isabelle Gaysset** (FEMISE), pour son aide dans la mise en forme.

Couverture : Illustration **Alain Soucasse**

Octobre 2011

Membres du Steering Committee :

Ahmed GALAL	Economic Research Forum	Egypte
Jean-Louis REIFFERS	Institut de la Méditerranée	France
Nuhad ABDALLAH	Academic Unit for Scientific Research (AUSR)	Syrie
Bruno AMOROSO	Federico Caffe Center Roskilde University	Danemark
Patricia AUGIER	DEFI, Université de la Méditerranée	France
Slimane BEDRANI	CREAD	Algérie
Mongi BOUGHZALA	Université de Tunis El Manar	Tunisie
Mahmoud EL JAFARI	Al Quds University of Jerusalem	Palestine
Anna Maria FERRAGINA	CELPE, University of Salermo	Italie
Michael GASIOREK	Sussex University	Royaume Uni
Ahmed GHONEIM	Faculty of Economics and Political Sciences - Cairo University	Egypte
John GRECH	Competitive Malta	Malte
Alejandro LORCA CORRONS	Universidad Autonoma de Madrid	Espagne
Samir MAKDISI	Institute of Financial Economics Am. Univ. in Beirut	Liban
Tuomo MELASUO	University of Tampere TAPRI	Finlande
Jan MICHALEK	Department of Economics Université de Varsovie	Pologne
Seyfeddin MUAZ	Royal Scientific Society	Jordanie
Lahcen OULHAJ	Université Mohammed V	Maroc
Khalid SEKKAT	Université Libre de Bruxelles	Belgique
Alfred STEINHERR	DIW	Allemagne
Subidey TOGAN	Bilkent University	Turquie
Alfred TOVIAS	Leonard Davis Institute of International Relations	Israël

Table des matières

Introduction	p.1
Première partie	
Chapitre 1. Les conséquences attendues des révoltes	p.9
I. Pertes à court terme et bénéfices à long terme : raisonnement	p.9
II. Estimations macroéconomiques et sectorielles	p.11
III. Comment la démocratie et la crédibilité peuvent-elles engendrer des bénéfices considérables	p.29
Chapitre 2. La rupture du modèle autoritaire	p.37
I. I. Le contrat autoritaire a longtemps prévalu	p.38
II. Un contrat impossible à honorer	p.42
III. Des stratégies de survie alternatives	p.43
IV. Les facteurs qui accélèrent la rupture	p.44
V. L'avenir : de l'économie à la politique et retour	p.48
Chapitre 3. L'emploi des jeunes dans les PM.....	p.51
I. La jeunesse, une vraie richesse pour les PM à condition qu'elle soit mobilisée	p.51
II. Une jeunesse de plus en plus éduquée.....	p.52
III. Un accès au marché du travail qui s'effectue mal.....	p.54
IV. Une relation éducation-chômage inquiétante pour les jeunes	p.56
V. Comment expliquer le taux de chômage élevé des jeunes diplômés ?.....	p.59
VI. Politiques actives d'emplois en direction des jeunes	p.64
VII. Conclusion et recommandations.....	p.66
Chapitre 4. Un nouvel aperçu du potentiel commercial entre l'UE et ses PM	p.71
I. Faits stylisés retenus concernant les échanges entre les PM et l'UE : analyse comparative.....	p.73
II. Potentiel commercial entre les PM et l'UE : analyse comparative	p.76
III. Conclusion et implications politiques.....	p.83
Références	p.89
Deuxième partie - Situation détaillée des PM : Fiches pays.....	p.97
Annexe Technique	p.227

LES PAYS MEDITERRANEENS AU SEUIL D'UNE TRANSITION FONDAMENTALE

INTRODUCTION

Un nouveau paradigme

Le printemps arabe a surpris tous les économistes qui pensaient que les efforts réalisés en matière d'ouverture aux échanges, d'attractivité des investissements directs étrangers et de coopération internationale avaient définitivement placé les pays méditerranéens sur une trajectoire de convergence avec leurs grands voisins européens. Les taux de croissance des PIB des dernières années devenaient proches du seuil permettant un réel rattrapage (assez largement supérieurs à 4% par an en moyenne sur la période 2000-2009) avec, ici, des progrès sensibles de productivité (Egypte, Jordanie, Maroc, Tunisie) fondés sur la pénétration de l'économie de la connaissance, et là, des entrées d'investissements directs significatifs qui pouvaient pousser certains à se lancer dans des opérations visant à la convertibilité du compte de capital (ce qui signifie aller vers la libéralisation complète des mouvements de capitaux, ce qui fut le cas en Egypte).

Certes, le Femise avait souligné le danger d'une équation de transfert déséquilibrée dans le cadre des accords Euromed. Celle-ci traduit un important déséquilibre commercial avec l'Europe, lié à l'asymétrie du désarmement tarifaire (qui ne concerne que très peu les produits agricoles et qui s'est accompagné d'une explosion des normes techniques et sanitaires mises en place par l'Europe), et à sa difficile compensation par les transferts des migrants, le tourisme et les capitaux de long terme. Il avait été aussi expliqué que la réduction de la pauvreté était insuffisante parce qu'inférieure au taux de croissance, ce qui signifiait que chaque point de croissance gagné s'accompagnait d'une augmentation d'un demi-point des inégalités, que les petites filles mouraient davantage que les petits garçons dans les campagnes, et que la pauvreté y était plus

forte. Enfin, il n'est pas un rapport qui ne soulignait l'important chômage des diplômés et des exclus de toute reconnaissance scolaire.

Mais tout ceci pouvait paraître au total maîtrisable et finalement assez commun aux pays situés dans la moyenne basse des pays à revenu moyen se dirigeant vers le statut de pays émergents. L'ouverture aux échanges crée naturellement des inégalités tout en engendrant un gain net global, car elle favorise les secteurs à avantages comparatifs au détriment des autres (les secteurs non compétitifs et ceux des biens dits non-échangeables) et peut engendrer des problèmes sociaux graves si la compensation des perdants n'est pas bien conduite par l'Etat. Lorsque l'offre de qualifications n'est pas adaptée, les investissements étrangers ont peu d'effets d'entraînement et se concentrent dans des îlots fermés, généralement situés sur les régions côtières ou proches des grands centres urbains.

Dès lors, pourquoi cette surprise et qu'est ce qui explique en profondeur le printemps arabe ? La première raison est la façon dont ce mouvement général vers l'émergence a été conduit. C'est un point central pour la transition qui va poser de considérables difficultés pour l'avenir. Ce mouvement s'explique par un modèle de développement qui a longuement favorisé une élite composée de politiques et d'hommes d'affaires étroitement liés (cf. Ahmed Galal)[1]. C'est notamment le cas en Egypte et en Tunisie. Dès lors, les rating habituels qui mettaient en évidence les insuffisances de la concurrence, du fonctionnement du marché du travail, du rôle des banques, de la corruption ne remettaient pas en cause une connivence profonde entre les opérateurs et le pouvoir. Au fil des années, cette connivence a touché toutes les sphères de la société et s'est traduite à des niveaux aussi différents que choisir les opérateurs pour un grand projet, obtenir un appel d'offres public, développer prioritairement une région, octroyer un crédit à une PME, trouver un emploi dans l'administration... voire obtenir une autorisation pour être marchand ambulant. La question est délicate pour la transition car

ce sont ces opérateurs et ce pouvoir, protégés par une presse aux ordres qui ont également contribué aux progrès économiques évoqués plus haut. Il n'est donc guère possible de se passer de la plupart d'entre eux sauf à aller vers un système totalement différent et donc éloigné des grandes tendances de l'économie mondiale aujourd'hui. Mais ceci doit être fait dans un contexte de transparence absolu, de séparation des opérateurs d'avec le pouvoir politique, de contrôle des décisions lourdes par des agences indépendantes, de liberté de la presse, de participation des populations aux choix, bref de véritable démocratie.

La seconde raison est l'instabilité naturelle que produit une plus grande insertion dans l'économie mondiale. Là encore, celle-ci doit être poursuivie notamment en développant l'intégration Sud-Sud. Mais celle-ci doit être bien régulée. Depuis plus de 40 ans nous savons que toutes les révoltes arabes ont eu lieu lorsque que les prix des produits de base du panier de la ménagère augmentaient significativement. Ce fut notamment le cas à la fin des années 70 en Egypte, au Maroc et en Tunisie lorsque les missions du FMI recommandaient de ne plus subventionner les prix des produits essentiels (blé tendre, sucre, huile) de façon à permettre le développement de la production locale. Mais ce qui était justifié sur le plan économique avait des conséquences sociales mal évaluées. C'est ainsi que l'on a vu la place Tahrir envahie, les hôtels brûler aux Caire ainsi que toutes les discothèques de la route des Pyramides avant que le Président Sadate ne revienne sur la mesure. De ces manifestations date d'ailleurs la montée des frères musulmans. Les mêmes phénomènes atténués se sont produits à Rabat et à Tunis à trois mois d'intervalle et pour la même raison.

Avant les révoltes du printemps arabe, nous avons effectivement assisté à une considérable augmentation de ces produits qui bien que subventionnés l'étaient par le biais de dispositifs inefficaces et ressentis comme injustes. Nul doute que c'est une cause importante de l'incendie. La leçon

a été semble-t-il retenue puisque le G8 vient de décider la création d'un fonds de régulation des prix des produits alimentaires qui n'ont pas à dépendre des anticipations des opérateurs de Chicago. Comment faire comprendre à la mère d'une famille pauvre (autour de 20% de personnes à moins de 2,40 \$ par jour dans les pays méditerranéens) que le blé tendre qui permet notamment de faire le couscous et qui représente autour de 30% de son panier de consommation augmente en trois mois de 15% parce que les opérateurs de Chicago ont acheté des futurs contrats à la hausse lorsqu'il y a une série d'incendies en Russie ? On peut d'ailleurs saluer le fait que le Président de la Banque Mondiale, Robert Zoellick ait déclaré qu'il fallait « considérer l'alimentation comme la priorité numéro un de la région en 2011 ».

La troisième raison qui tient à la première est l'exclusion de la jeunesse des décisions et de l'emploi. Le pouvoir actuel marocain l'a bien compris qui a inscrit dans la constitution l'obligation d'une représentation de jeunes de moins de 40 ans dans le Parlement. Cette lutte contre une société de patriarcat touche également les femmes qui ont été très actives dans la révolution. Elle sera de long terme et passe par le développement du syndicalisme étudiant, de leur engagement dans la vie politique et surtout la formation et l'emploi. Les pays arabes ont une très forte proportion de jeunes sans aucune qualification non répertoriés chômeurs, donc en dehors de toute considération sociale. Ils ont également une proportion considérable de chômeurs diplômés ce qui représente à l'évidence une bombe à retardement. Cela explique que les nouveaux pouvoirs aient immédiatement proposé la création d'emplois publics réservés à la jeunesse diplômée. Si l'on comprend bien les raisons immédiates de ces décisions, il est clair qu'elles ne résoudront guère le problème. La solution est de plus long terme. Elle concerne, la qualité de l'éducation et de la formation, son adéquation aux besoins de l'économie, la possibilité de créer et développer des petites entreprises, l'entrée dans l'économie de la connaissance, la pénétration d'une culture de la compétence et du risque.

La quatrième raison qui explique, par exemple, qu'en Tunisie le mouvement soit venu du centre du pays est l'extraordinaire disparité territoriale qui existe dans tous les pays concernés. Le développement s'effectue dans les grands centres urbains et les régions côtières. Les territoires ruraux du centre et du Sud sont largement démunis. C'est là que les emplois sont les plus rares, il manque souvent des infrastructures essentielles et leur autonomie de décision est faible. Cette reconquête du territoire et du monde rural sera décisive pour l'avenir. Elle nécessite là encore des avancées démocratiques par des formes de décentralisation au plus près des concentrations locales.

Tout ceci plaide donc pour une approche plus systémique et mieux coordonnée que celle retenue par le passé. Si les pays du printemps arabe ne peuvent pas poursuivre leur marche vers l'ouverture et le progrès en s'appuyant sur les éléments les plus dynamiques de leurs sociétés et parvenir à une meilleure intégration interne qui implique que les gains économiques ne soient pas les seuls critères de succès, alors on peut penser que la transition augurera d'une nouvelle ère de progrès. Cela se fera par la mobilisation de toutes les énergies existantes et par la mobilisation de nouveaux acteurs. A bien des égards il semble que les pouvoirs en place actuellement aient retenu cette orientation : « aller vers une croissance forte, ne pas revenir en arrière, mais rendre cette croissance plus inclusive et plus participative ». Le moteur est évidemment une véritable démocratie car c'est elle qui devrait permettre le jaillissement de nouveaux facteurs de dynamisme. Si, au contraire, l'on attend que les événements se calment pour revenir au « business as usual », il y a de grandes chances que ce soit l'avancée démocratique elle-même qui soit menacée.

Une transition mais laquelle ?

Si les situations diffèrent sensiblement sur la forme prise par le souffle démocratique les points identifiés pour expliquer cette évolution en Tunisie et en Egypte se retrouvent partout.

Dans les pays les plus touchés par le choc se pose la question d'un avenir encore mal consolidé. Comme on a pu le souligner à propos de l'Egypte (A. Galal 2011), «l'échec des politiques précédentes a laissé un vide intellectuel et il est clair que nous avons un besoin urgent de réponses précises à au moins trois questions :

✓ Quel modèle de développement les pays concernés doivent-ils suivre à la veille des révolutions?

✓ Qu'est-ce qui peut être fait dans le court terme pour faire face à la récession économique tout en veillant à ce que les mesures adoptées ne nuisent pas aux futurs efforts de réforme économique?

✓ Enfin, une fois que le calme reviendra et un nouveau système politique émergera, que faire pour atteindre une croissance économique plus rapide avec une plus grande égalité entre tous les citoyens?»

Pour les autres, qui souffrent, parfois à des degrés moindres, des mêmes difficultés de fond, il convient d'anticiper cette nouvelle demande sociale qui, de façon plus ou moins rapide, se propage. Tous l'ont compris qui mettent en place des réformes (Maroc, Jordanie, Algérie) ou essaient de convaincre leur population qu'ils vont le faire (Syrie).

Les derniers, enfin, qui sont sensiblement en avance du point de vue de la pénétration de la démocratie (Liban, Turquie) peuvent devenir des points de référence s'ils sont susceptibles d'inventer des formes de démocratie nouvelles assises sur une marche régulière vers le progrès économique et social. De ce point de vue, la Turquie, aujourd'hui, malgré des difficultés qui seront évoquées ci-dessous paraît la plus avancée.

Parler de transition à propos des pays méditerranéens évoque les années 90 lors de l'effondrement du bloc de l'Est et du passage à l'économie de marché. Le point commun est que l'évolution du système politique produira à court terme des coûts d'ajustement importants. La différence est

que la question ici n'est pas de laisser pénétrer les forces du marché, mais plutôt de faire en sorte que celles-ci ne soient plus contrôlées par des pouvoirs illégitimes.

La question est donc d'obtenir un modèle de croissance ouvert, plus inclusif que les populations puissent s'approprier parce qu'elles en perçoivent directement les résultats. Il s'agit d'un chemin étroit dans la mesure où des tendances apparaissent déjà pour passer d'un modèle de croissance économique, à un modèle distributif qui impliquerait un retour en force du contrôle, voire de la propriété étatique. Le point de vue du Femise est donc que les actifs accumulés depuis le début des années 90 en termes de libéralisation des marchés, d'ouverture aux échanges de marchandises et de capitaux, de circulation des idées, doivent être consolidés, voire accentués, notamment au niveau de l'intégration de la région Sud. Mais ils doivent également aboutir à des résultats mieux partagés ce qui impliquera la mise en place de plusieurs dispositifs qui font grandement défaut :

- ✓ Une stratégie claire sur le modèle de développement retenu cautionnée par la majorité de la population avec une feuille de route,
- ✓ Un dispositif placé auprès du premier ministre de mise en place et de suivi de cette stratégie allant jusqu'à l'évaluation des effets des projets mis en œuvre sur des populations particulièrement ciblées (pauvres, jeunes, femmes, etc.)
- ✓ Un renforcement au même niveau du contrôle des procédures de sélection de projets et de transparence des appels d'offres ,
- ✓ Une stricte séparation des pouvoirs entre les pouvoirs politiques, administratifs et judiciaires,
- ✓ La liberté de la presse et l'accès libre à des enquêtes indépendantes des offices nationaux de statistiques sur le degré d'inclusion des pauvres, des jeunes, des femmes, des populations rurales ou éloignées des centres de décision.

C'est à ce prix que la crédibilité de cette transition qui est une transition douce pourra être obtenue.

Contenu et plan du rapport

Le **premier chapitre** est destiné à offrir **un panorama général de la situation macroéconomique**

Il cherche notamment à caractériser la situation actuelle et à évaluer les coûts à court terme liés aux différents évènements internes aux pays de la région, aux conséquences des incertitudes sur les anticipations, aux effets de la dépression de la demande externe en Europe et aux Etats-Unis. Mais comme ce rapport repose sur l'hypothèse que ces coûts initiaux seront compensés par des gains de plus long terme, il propose également un certain nombre de recommandations pour majorer la croissance dans l'avenir.

La première est de continuer à aller dans le sens de la libéralisation qui est un élément important pour renforcer la stabilité à long terme par la mobilisation de nouveaux acteurs. Elle permet de surcroît une réallocation du capital et du travail au bénéfice des services productifs et des secteurs à avantages comparatifs.

L'UE doit confirmer son rôle d'ancrage ce qui impose de revoir la position des PM dans la politique de voisinage, d'éclaircir les rôles respectifs de la Commission et de l'Union pour la Méditerranée, de faire en sorte que l'engagement du G8 au soutien de la transition puisse se traduire rapidement dans les faits. Sous l'impulsion du G8 de Deauville, l'Union européenne adopte une nouvelle définition de sa politique euro-méditerranéenne (le « partenariat pour la démocratie et prospérité partagées ») et augmente les moyens consacrés à la Méditerranée d'ici à la fin 2013. Ces moyens supplémentaires sont conditionnés à des progrès démocratiques et répartis pour moitié entre des prêts de la BEI et des dons pour le soutien aux réformes et à des mesures sociales d'urgence.

Lors de la réunion du 10 septembre 2011 à Marseille, le partenariat de Deauville a été élargi à 17 nations et a mobilisé 10 « organisations internationales de soutien » dont les cinq organisations

financières internationales (Banque mondiale, Société financière internationale-SFI, BEI, BAFD et BERD) ainsi que les quatre institutions financières arabes. Quatre points sont mis en évidence : (i) un déficit en capital qui nécessite une aide directe, (ii) un effondrement des flux commerciaux qui impose de soutenir l'accès des pays concernés aux marchés des pays développés et l'approfondissement de l'intégration interarabe, (iii) la nécessité d'instaurer une croissance plus inclusive fondée sur l'essor du système privé local et une réforme du climat des affaires, (iv) le financement d'une assistance technique pour les évolutions institutionnelles nécessaires et le traitement des situations d'urgence (cf. Henry Marty-Gauquié octobre 2011)[2].

Deuxièmement, pendant que les réformes qui viendront compléter la transition vers une économie de marché se mettent en place, le gouvernement a une responsabilité en matière de protection sociale. Les perdants du processus de transition doivent être compensés par des allocations chômage, les politiques orientées sur l'éducation et la santé doivent être maintenues à court terme et développées à moyen-long terme. Le soutien au prix de l'énergie et des produits alimentaires doit également être maintenu en les rendant plus efficaces. Des politiques structurelles de long terme doivent être lancées, à la fois pour produire de nouvelles spécialisations dans les secteurs d'avenir, pour rééquilibrer les territoires et pour développer l'économie de la connaissance.

Troisièmement, il faut veiller à maintenir dans la mesure du possible les grands équilibres macroéconomiques, ce qui veut dire qu'une aide internationale importante doit être mobilisée pour éviter une charge excessive sur les dépenses publiques (l'effet courbe en J est inévitable), qu'une plus grande flexibilité nominale doit être acceptée (notamment au niveau de la politique monétaire et du taux de change) de façon à éviter des ajustements réels trop violents. Le risque est alors une augmentation sensible de l'inflation. Mais si les réformes de structures s'effectuent assez vite la politique

monétaire devrait pouvoir trouver un point d'équilibre adéquat entre le nécessaire ajustement nominal et l'ajustement réel.

L'examen de la situation au troisième trimestre 2011 montre que les conditions initiales pour une transition contrôlée sont plutôt favorables (déficit budgétaire relativement faible, réserves en devises autour de 5 mois d'importations, dette en % du PIB près de la moitié moindre de celle de nombreux pays européens, inflation à un chiffre, taux de chômage officiel légèrement supérieur à 10%) par rapport à la situation dans laquelle étaient les pays de l'Est au début des années 90 après la première vague de réformes.

En revanche, si les conditions de l'équilibre macroéconomique sont relativement favorables, les conditions de vie de base, la qualité de l'éducation, la lutte contre les inégalités, la corruption et le retard dans les évolutions institutionnelles sont très sensiblement en retrait. L'enjeu est donc très clair pour les années qui viennent. Jusqu'où peut-on aller pour améliorer ces conditions de base, ce qui est désormais indispensable pour avoir une croissance durable, avec l'aide de la communauté internationale, sans dégrader exagérément les grands équilibres macroéconomiques ?

Le **deuxième chapitre**, approfondit *l'effondrement de «l'autoritarian bargain model»* qui prévalait avant la crise (et qui prévaut encore aujourd'hui dans certains PM) pour examiner comment le faire évoluer vers un modèle démocratique.

La première question concerne la façon dont le passage de systèmes centralement planifiés et autocentrés vers l'économie de marché a finalement conduit à une forme de capitalisme autoritaire et captateur qui, progressivement, a perdu le soutien populaire au profit d'une influente bourgeoisie urbaine à la recherche de rentes et d'une élite rurale faite de propriétaires terriens. Ces deux

populations ayant constitué des réseaux appuyés sur les privatisations et les politiques menées en faveur du secteur privé.

La deuxième question traitée dans ce chapitre est de comprendre pour quelles raisons la majorité de la population n'accèpte pas les termes du marché conclu. La raison profonde est qu'une population plus importante, plus jeune, mieux éduquée et plus urbanisée a, à un moment donné, accordé davantage de poids aux valeurs «liberté», «dignité» et «justice sociale» que tous les bénéfices économiques qu'elle peut obtenir d'un régime autoritaire.

La troisième question examine les facteurs qui ont accéléré le processus de rupture. Le point de vue défendu dans ce chapitre est qu'en plus de l'érosion de l'autoritarian bargain, trois facteurs ont joué un rôle central : (i) l'ampleur de l'inégalité qui a augmenté de façon spectaculaire au cours des dernières années, (ii) la corruption endémique qui a proliféré au-delà de la rédemption dans les cercles internes des régimes, (iii) les médias sociaux qui ont permis aux gens de partager leurs sensibilisations.

La conclusion est qu'au lieu de se baser sur les rentes de patronage, les gouvernements de la région ont besoin de concevoir des systèmes d'incitation appropriés, basés sur l'efficacité économique et les considérations de justice sociale. Dès lors quatre groupes de recommandations sont développés :

✓ revoir la politique fiscale et se fixer l'objectif d'un système plus équitable qui implique: la fiscalité directe qui remplace les taxes indirectes, une fiscalité progressive sur le revenu, un combat contre la fraude et l'évasion fiscale et des exonérations injustifiées tout particulièrement sur les sociétés (les personnes physiques payent plus par rapport aux firmes : en Tunisie par exemple, les premiers paient 65% et les seconds 35%),

✓ concevoir une politique industrielle/structurelle appropriée avec une stratégie à moyen long terme,

✓ concevoir des Incitations adéquates pour canaliser les ressources vers certains secteurs à haute valeur ajoutée et à forte intensité en connaissance pour absorber la main d'œuvre qualifiée,

✓ renforcer les mécanismes de marché et la transparence pour une allocation efficace des ressources ; cela signifie renforcer les autorités de la concurrence et mettre des régulations qui encouragent la compétition.

Le **troisième chapitre** discute des raisons permettant de considérer **la jeunesse comme la principale richesse à faire fructifier**. Il s'agit de montrer ici le poids déterminant de la jeunesse dans les PM pendant encore une vingtaine d'années. A l'issue de cette période les PM seront eux-aussi confrontés au vieillissement démographique et auront des problèmes de financement des retraites. Il est donc décisif pour les équilibres de long terme de répondre le plus vite possible aux attentes de la jeunesse dans les PM.

Ce chapitre présente la situation en matière de scolarisation dans tous les cycles d'enseignement et dans l'emploi. Les conditions d'accès au marché du travail sont analysées de même que les différences de traitement entre le secteur privé et le secteur public. D'une façon générale, les taux d'activité et d'emplois dans les PM sont sensiblement inférieurs à ceux observés dans l'économie mondiale ce qui produit un chômage massif, en particulier pour les drop-outs et les diplômés du supérieur, chômage dont la durée tend à augmenter.

Les principales conclusions et recommandations de ce chapitre qui montre aussi la limite des interventions publiques actuellement menées en ce domaine sont :

✓ de retenir une approche systémique globale dans la mesure où sont concernées à la fois, l'offre de travail, la demande de travail et les relations entre les deux,

✓ de cibler deux catégories, les drop-outs du système scolaire et les diplômés du supérieur, car le niveau secondaire est moins touché,

✓ de développer davantage la formation professionnelles, l'orientation vers les filières courtes, les maîtrises professionnelles orientées sur les métiers d'avenir. A cet égard , il serait souhaitable, de disposer d'un socle commun de compétences de base en matière de création et de gestion d'entreprises qui pourrait être délivré dès la fin de la scolarité obligatoire et accrédité par des moyens informatiques. L'approche compétence devrait également être retenue pour définir les compléments à apporter aux formations généralistes compte tenu des nouveaux métiers qui se développent. D'une façon générale, il convient de:

✓ développer une approche fondée sur la compétence en complément de l'approche diplômante,

✓ de développer les possibilités de création de petites entreprises (fonds d'amorçage publics, crédits adaptés etc.

✓ de mettre en place pour les drops-outs des dispositifs du type écoles de le deuxième chance en Europe,

✓ de viser à améliorer la qualité d'ensemble du système éducatif en généralisant les évaluations Pisa,

Le **quatrième chapitre** traite du **potentiel d'échanges supplémentaire** qui pourrait être mobilisé entre l'UE et ses partenaires méditerranéens. Deux raisons plaident pour considérer cette question.

La première est que la création de la zone de libre-échange avec les évolutions institutionnelles liées a été au cœur du processus de Barcelone. La question posée ici est de savoir où nous en sommes comparativement aux autres grandes opérations de ce type dans le monde (notamment Nafta, l'Asean et le Mercosur). Reste-t-il des potentiels de croissance importants à espérer grâce à une ouverture supplémentaire aux échanges ?

La seconde, est que dans leurs premières réactions au printemps arabe, les pays développés

(y compris dans l'UE) ont eu tendance à dire « finissez de vous ouvrir aux échanges, en particulier dans les services, faites les évolutions institutionnelles qui vont avec et vous retrouverez naturellement le chemin d'une croissance durable ». Cette position qui évite un engagement financier lourd et un dispositif d'ancrage du type de celui dont ont bénéficié les pays de l'Est lors de leur transition, est-elle réaliste compte tenu de ce qui a été dit précédemment sur le printemps arabe ?

A partir de la méthodologie des modèles gravitaires, en considérant, non seulement les échanges de marchandises, mais également les mouvements de facteurs (migrations et capital) ce chapitre met en évidence plusieurs éléments : (i) il existe un potentiel de gains à l'échange supplémentaire limité qui ne paraît pas suffisant pour placer les PM dans une logique de croissance nettement plus accentuée, (ii) le potentiel d'échanges supplémentaires vis-à-vis de l'UE est insignifiant et correspond exactement à ce que le modèle gravitaire prédit qu'il devrait être, (iii) le potentiel d'échange obtenu dans la région Euromed correspond aux résultats obtenus dans Nafta, le Mercosur et l'Asean.

Si cela signifie, qu'au moins à partir de ce modèle, il n'est plus possible d'exhiber un retard patent vis-à-vis des autres opérations de libéralisation des échanges, cela ne veut pourtant pas dire que si les conditions d'environnement changent, un développement supplémentaire des échanges ne puisse se concrétiser. Par ailleurs, la comparaison qui est faite avec les autres zones ne tient pas compte de l'aspect qualitatif et du niveau d'intégration des PM dans les chaînes de valeurs qui se développent avec l'UE (niveau d'intégration sensiblement plus faible que dans l'Asean).

Plusieurs outils peuvent être mobilisés pour augmenter le niveau des exports des PM même si, aujourd'hui, on peut considérer ce niveau comme normal en niveau absolu et en comparaison

avec les performances des autres zones de libre-échange.

Le premier est de progresser dans la diminution des coûts à l'échange et des barrières non tarifaires (NTB). Ainsi en Algérie, en Egypte et au Maroc, les NTB en équivalent tarifaire représentent en moyenne 40% ce qui est beaucoup plus élevé que dans de nombreux autres pays.

Le second est l'amélioration de la performance logistique qui est relativement basse notamment dans les infrastructures douanières, de transport, de technologies d'information.

Le troisième concerne l'amélioration de la gouvernance et le développement de la migration qui est un facteur de croissance des exportations des PM vers l'UE. Il en est de même pour les IDE phénomène qui joue dans le sens du développement des exportations de l'UE vers les PM.

Enfin, un approfondissement du partenariat avec l'UE autour des questions qui concernent l'éducation, la formation, l'innovation et l'environnement serait un important moyen de développer de nouvelles valeurs fondées sur de nouvelles spécialisations de la région qui seraient naturellement porteuses de développement des échanges.

Dans les **chapitres suivants**, cet ouvrage présente la situation individuelle des PM.

Endnotes

1. Ahmed Galal (2011), «Egypte Post Janvier 2011: An Economic Perspective», ERF Policy Perspective July 3.

2. Henry Marty-Gauquié (2011), « Retour sur la transition démocratique, défis et réponses », à paraître dans revue Esprit, octobre 2011.

CHAPITRE 1. LES CONSÉQUENCES ATTENDUES DES RÉVOLUTIONS

Introduction

Jusqu'à l'année dernière, les pays partenaires méditerranéens (PM) étaient considérés comme s'étant relativement bien comportés en terme de performance économique face aux effets de la crise financière de 2008. La croissance des PM enregistra un ralentissement, passant de 4,7 % en 2000-2007 à 3,1 % en 2009 alors que les États-Unis et l'UE stagnaient dans la récession. Et malgré un coût à court terme lié à la baisse de la croissance du PIB, à la hausse temporaire du chômage (déjà élevé) et à l'augmentation des dépenses publiques (pour stimuler l'économie) qui creusa un peu plus les déficits budgétaires, il était considéré que la région se rétablissait rapidement, avec un rebond de la croissance en 2010.

Toutefois, le bouleversement politique dans la région méditerranéenne, exceptionnel et nouveau pour une région politiquement calme, donna un coup d'arrêt à ce rétablissement. Si l'avenir proche de la région peut s'avérer incertain, les révoltes sont une opportunité pour la démocratie et le changement vers un modèle de croissance fondé sur le capitalisme démocratique, pouvant se montrer plus inclusif et plus équitable dans la répartition des bénéfices économiques et mettant ainsi la région sur la voie du développement durable. Toutefois, il faudra supporter certaines pertes à court terme pendant cette transition avant de récolter les bénéfices de la démocratie à long terme.

Les transformations politiques et économiques sous-jacentes au Printemps Arabe semblent présenter des aspects identiques à celles qu'a connues l'Europe de l'Est en 1989. De nombreux enseignements pourraient en être tirés, les erreurs politiques pourraient être évitées et leur expérience pourrait servir de référence pour évaluer la performance des économies euro-méditerranéennes pendant la transition.

Ce chapitre évalue les conséquences immédiates de la révolution et suggère des réformes garantissant une

transition douce vers une démocratie fondée sur l'expérience des économies d'Europe centrale et orientale (PECO). Il soutient principalement que, comme dans le cas des PECO, la transition vers la démocratie dans la région sud-méditerranéenne s'accompagnera de coûts à court terme en matière de croissance économique, de chômage et de hausse des déficits budgétaires et des comptes courants. Ces coûts à court terme pourraient être compensés par les bénéfices engendrés à long terme par la démocratie, sous réserve que deux ensembles vitaux de pré-requis soient présents : (i) les réformes politiques, leur transparence et le retour de la sécurité. À ce titre, l'annonce d'une feuille de route détaillée pour la transition politique peut permettre de réduire l'incertitude et renforcer la crédibilité des pouvoirs politiques, (ii) la vitesse et l'ordre d'adoption des réformes. Le rétablissement économique dépendra sans doute fortement du rythme d'adoption des réformes, en particulier les politiques de stabilisation et de libéralisation. Un autre facteur important est l'ordre des réformes. En effet, un des enseignements importants tirés des PECO est que si l'établissement d'institutions solides est important, le rétablissement dépend principalement des résultats initiaux en matière de réduction des déséquilibres macroéconomiques. Enfin, il est également important de s'attaquer aux causes premières de la révolution et de garantir que le modèle de croissance permet un équilibre entre croissance, chômage et répartition.

Ce chapitre s'articule autour de trois sections principales. La première présente le raisonnement derrière l'idée des pertes à court terme et des bénéfices à long terme. La deuxième présente une évaluation générale de la situation économique avant et après le soulèvement politique. Enfin, la dernière section tire les enseignements des PECO afin de garantir que la démocratie apporte les bénéfices attendus.

I. Pertes à court terme et bénéfices à long terme : raisonnement

Cette section explique que les bénéfices à long terme engendrés par la démocratie nécessitent des coûts d'ajustement à court terme pendant la transition.

I.1 Démocratie et bénéfices à long terme

La littérature montre que la démocratie pourrait contribuer à de meilleurs résultats économiques via plusieurs canaux. Premièrement, la séparation claire des pouvoirs entre les pouvoirs exécutif et législatif permet d'empêcher l'abus de pouvoir par les politiciens (Persson et al., 1997). Deuxièmement, la démocratie est souvent associée à des mécanismes perfectionnés de contrôle et d'équilibre qui limitent le comportement de recherche de rente et empêche le pillage de la richesse publique (Dethier et al., 1999). En outre, parce que la démocratie implique plus de responsabilité, les institutions démocratiques permettent d'obliger les dirigeants politiques à adopter des politiques agressives « opportunistes » (Rodrik, 1999). Troisièmement, la démocratie conduit à une croissance plus forte car elle réduit l'incertitude économique, apporte de meilleures institutions et aide les pays à mieux s'adapter face aux bouleversements extérieurs (Rodrik, 1999). Quatrièmement, les gouvernements élus démocratiquement ont plus de légitimité pour mettre en œuvre les réformes institutionnelles nécessaires, même si elles s'accompagnent de coûts élevés à court terme (Giuliano et al., 2010). Enfin, la démocratie peut également garantir les droits de propriété et les libertés individuelles qui favorisent la créativité et l'entrepreneuriat (Leblang, 1996).

Toutefois, l'expérience de pays tels que le Chili et la Corée du Sud, où des réformes économiques ont été entreprises sous des dictatures, vient contrer l'idée d'une corrélation positive entre démocratie et réformes. Certains arguments ont ainsi été avancés pour souligner que la démocratie conduit à plus de réformes si les réformes sont adoptées dans l'ordre, c'est-à-dire que la libéralisation doit précéder la démocratisation (Giavazzi et Tabellini, 2005). Un autre courant de la littérature suggère également que des institutions faibles peuvent amoindrir les effets positifs des réformes sur la performance économique (Rodrik et al., 2002).

Outre ces arguments théoriques, il est démontré empiriquement que la démocratie favorise la stabilité macroéconomique. Satyanath et Subramanian (2004) notent qu'une augmentation d'une unité de l'écart

type dans la démocratie peut multiplier la stabilité par quatre. En outre, le lien entre stabilité macroéconomique et institutions démocratiques constitue la relation la plus forte par rapport au conflit et à l'ouverture. Il est intéressant de noter que Persson et Tabellini (2009) démontrent qu'un « capital démocratique » important - défini comme la longue tradition de démocratie dans un pays où le fait qu'il soit entouré de démocraties performantes - stimule la croissance. En outre, ces constats suggèrent l'existence d'un cercle vertueux selon lequel être une démocratie stable favorise le développement économique, qui contribue lui-même au renforcement de la démocratie ; cela conduit ensuite à développer le capital démocratique, avec des effets positifs additionnels sur la croissance et la stabilité démocratique. Par opposition, le risque de stagnation est plus fort pour les autorités car elles ne peuvent pas amorcer le cercle vertueux de consolidation et de croissance. En outre, si elles deviennent des démocraties, elles restent vulnérables et instables tant qu'elles n'ont pas constitué un capital démocratique suffisant.

Un important courant de recherche s'est intéressé à la corrélation entre réformes et démocratie. À ce titre, l'expérience des économies de transition a montré que la démocratie pouvait engendrer des transformations structurelles salutaires qui les mettaient sur la voie du développement durable. En général, ces travaux ont prouvé que la démocratie favorisait les libéralisations économiques (Grosjean et Senik, 2011 ; Fidrmuc, 2003 ; et Dethier et al., 1999). Enfin, la démocratie a un effet positif important sur l'adoption des réformes macroéconomiques (Giuliano et al., 2010 et Giavazzi et Tabellini, 2005).

I.2 Transition et coûts à court terme

Toutefois, si la démocratie apporte de meilleurs résultats économiques, ceux-ci ne sont pas instantanés. La première partie de la réponse est liée aux coûts de la transition. Le fait que la transition engendre des coûts à court terme fut constaté pour la première fois lors de la transformation politique des PECO. Et alors que les économistes pensaient que la suppression des distorsions économiques conduirait à plus d'efficacité et

à une production accrue dans ces pays, le contraire se produisit. Et au lieu d'un ajustement à court terme en forme de J, des récessions fortes et durables furent suivies de rétablissements progressifs à partir de la seconde moitié des années 1990 (Fidrmuc, 2003, Svejnar, 2002, Fischer et Sahay, 2000 Wyplosz, 2000 et BERD, 1999). Les PECO connurent en moyenne une baisse cumulée de la production de 28 %. Les ajustements des emplois furent également draconiens avec d'importantes réductions initiales dans les emplois industriels en Hongrie (supérieures à 20 %), suivie par la Slovaquie (supérieures à 13 %) et la Pologne (supérieures à 10 %). La baisse de l'emploi atteignit 15 à 30 % dans les années 1990 pour la plupart des économies. En outre, le chômage, jusque-là inconnu, atteignit des niveaux à deux chiffres deux ans après la transition (16 % en Bulgarie et en Pologne, 12 % en Hongrie et en Slovaquie). Le niveau d'inflation initial fut élevé et augmenta ensuite en conséquence de la suppression des subventions ou des difficultés financières (atteignant 2 000 % dans des pays comme l'Ukraine ou le Kazakhstan). La plupart des économies durent également faire face à d'importants déficits des comptes courants (atteignant 10 % du PIB dans des pays comme l'Albanie et la Bulgarie) et virent leur équilibre budgétaire se dégrader fortement, parfois à plus de 15 % du PIB, du fait de l'incapacité à créer des recettes et de l'augmentation des dépenses d'investissement.

La réponse en U de la production illustra une baisse initiale (et une hausse du chômage) associée à la réaffection des facteurs de production alors que l'économie abandonnait la planification centralisée pour répondre aux lois du marché et passait d'anciennes à de nouvelles activités. Cela se produisit dans un contexte plus large de « désorganisation », résultant des changements systématiques et des interruptions de production et d'échanges (faisant suite à la disparition de l'État en tant qu'acteur principal du marché). En outre, les politiques de stabilisation (dépenses budgétaires réduites, ajustements des taux de change réels) peuvent avoir contribué à la contraction de la demande globale. Le rétablissement de la croissance fut associé à la restructuration et la réorganisation de la production existante appartenant à l'Etat,

ce qui entraîna une hausse de la productivité, ainsi qu'à l'émergence d'un secteur privé qui absorba une partie des pertes d'emplois dues à la restructuration, ce qui permit uniquement de stabiliser le chômage jusqu'à la fin de la transition (EBRD, 1999 et Blanchard, 1997).

La seconde partie de la réponse au fait que les bénéfices soient si longs à obtenir est liée aux contraintes politiques vis-à-vis des réformes. D'abord, les réformes peuvent faire l'objet d'un refus ex-ante en raison des pertes qu'elles peuvent engendrer, en particulier en terme d'emplois, ce qui pourrait mobiliser le soutien en leur faveur (Roland, 2002 et Fidrmuc, 2000). En outre, le refus des réformes pourrait être dû aux coûts de redressement potentiellement élevés qu'elles engendrent et dont les conséquences pourraient s'avérer désastreuses (Roland, 2002). Lorsqu'elles sont mises en œuvre, les réformes peuvent également se heurter ex-post à l'opposition politique de la part de ceux qui connaissent des difficultés économiques. La transition vers la démocratie dans la région euro-méditerranéenne est déjà en marche. Mais la démocratie est une perception qui se développe progressivement avec le temps et n'intervient pas du jour au lendemain. Le processus sera donc difficile et l'expérience des PECO montre qu'il est normal de s'attendre à des coûts, jusqu'à ce que les réformes de stabilisation – aussi pénibles soient-elles – soient entreprises et que les institutions soient remodelées pour permettre aux marchés et au secteur privé de mieux fonctionner. La mise en œuvre des réformes institutionnelles en particulier est inévitablement longue car celles-ci nécessitent non seulement la promulgation de nouveaux règlements et lois mais également un changement fondamental en termes d'expériences, d'incitations et d'attitudes et, plus important, dans la capacité à faire appliquer les règles.

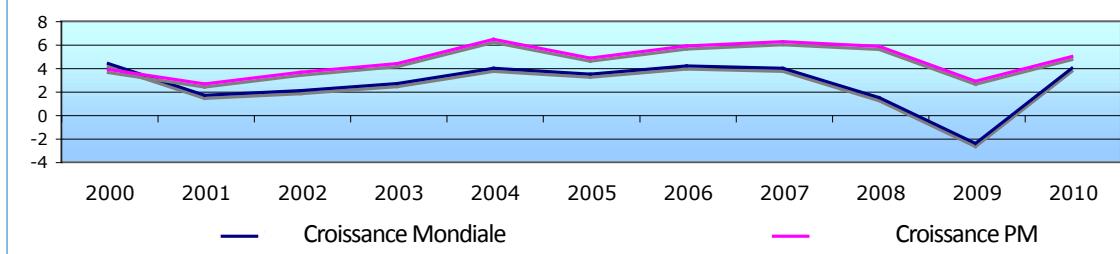
II. Estimations macroéconomiques et sectorielles

II.1. La situation avant le soulèvement politique

1. Une croissance en augmentation sensible

La récente crise sociale apparut comme la suite logique de la crise économique et de décennies de sta-

Graphique 1. Taux de croissance réel des PM VS taux de croissance mondial (%)



Source : EIU

gnation politique. Mais il ne faut pas oublier qu'elle frappa les PM alors que la situation économique de la région avait commencé à s'améliorer nettement pour la première fois en presque deux décennies. Jusqu'à fin 2008, la région avait affiché une croissance remarquable. Sur la période 2000-2007, le taux de croissance régionale moyen était de 4,7 % (contre 3,9 % en 1995-2000), alors qu'il atteignit 5,2 % en 2008. En outre, elle avait relativement bien surmonté la crise financière mondiale de 2008. Après avoir chuté à 3,1 % in 2009, la croissance remonta en 2010 avec un taux proche de 4,9 %, retrouvant les niveaux d'avant la crise. Cela peut s'expliquer par la faible intégration financière de la région et la forte concentration des exportations méditerranéennes dans quelques produits (pétrole, matériaux et industrie légère) qui ne furent pas aussi durement touchés par la crise que les biens d'équipement (FMI, 2011). Une forte tendance à l'ouverture dans le commerce des biens et services, plus d'ouverture à l'IDE et une plus grande capacité à attirer les ca-

pitaux, des retombées positives ainsi qu'une série de réformes pour intégrer la région dans l'économie mondiale devinrent une réalité lui permettant de maintenir la dynamique de la croissance au-dessus de la moyenne mondiale au cours de la décennie.

2. Une plus grande ouverture dans les échanges et les flux financiers

La région fit d'important progrès en s'ouvrant davantage au commerce extérieur et aux rentrées d'IDE au cours des quinze dernières années. Comme le montre la figure 2, la moyenne des droits de douanes pour les NPF fut abaissée à 14 % en 2009, contre 20 % en 1995 (24 % en incluant le Maroc). Les Accords d'Association avec l'UE semblent avoir contribué à cette tendance. Tous les PM affichent actuellement avec l'UE des barrières tarifaires inférieures à 18 % pour les produits agricoles et 5 % pour les produits non agricoles (FEMISE-BEI, 2010).

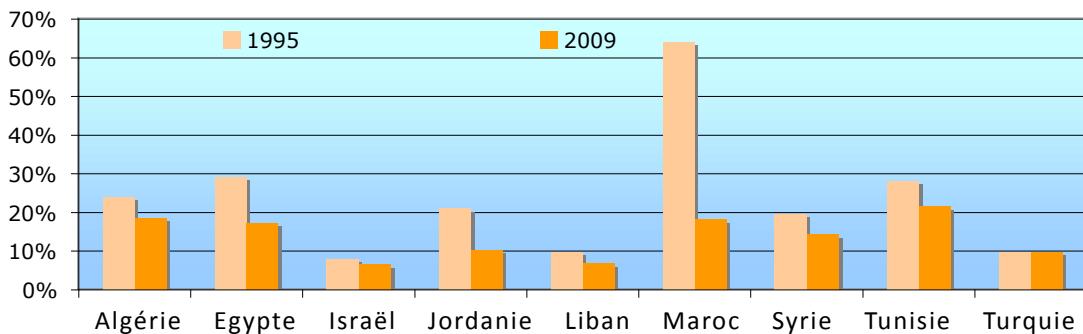
Tableau 1. Taux de croissance réel dans les PM jusqu'en 2010

	Taux de croissance réel (% variation annuelle)			
	2000-2007	2008	2009	2010
Algérie	4,1	4,5	2,1	4,1
Egypte	4,6	7,2	4,7	5,1
Israël	3,1	4,2	0,8	4,8
Jordanie	6,1	5,8	2,3	3,1
Liban	3,9	9,3	8,5	7,2
Maroc	5,1	5,6	4,9	3,7
Syrie	6,4	4,5	6	3,2
Tunisie	4,9	4,6	3,1	3,7
Turquie	4,4	0,7	-4,8	8,9
PM (simple moyenne)	4,7	5,2	3,1	4,9

Source : EIU

Selon une récente étude FEMISE-BEI, la zone de libre échange euro-méditerranéenne a permis une meilleure intégration dans l'économie mondiale. En ce qui concerne le commerce des biens, l'ouverture (mesurée par le ratio du commerce sur le PIB) augmente continuellement depuis 1995 pour tous les PM. Elle est notamment passée de 47 % en 2000 à 66 % en 2008. Pour le commerce des services, l'ouverture a également augmenté, passant de 17,4 % à 22,1 % sur la même période (FEMISE-EIB, 2010).

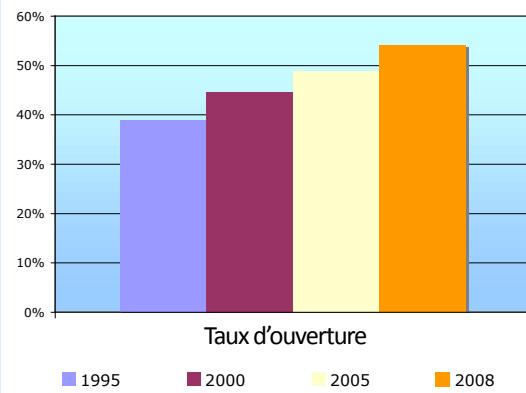
Graphique 2. Moyenne simple des droits de douane MFN par pays



Source : World Trade Organization, Tariff Profiles, Rapport FEMISE 2005 : 10 Ans après Barcelone

Note : Les données pour la Syrie sont pour 2002 et 2009

Graphique 3. Evolution du taux d'ouverture des PM (exportations et importations de biens divisées par le PIB)

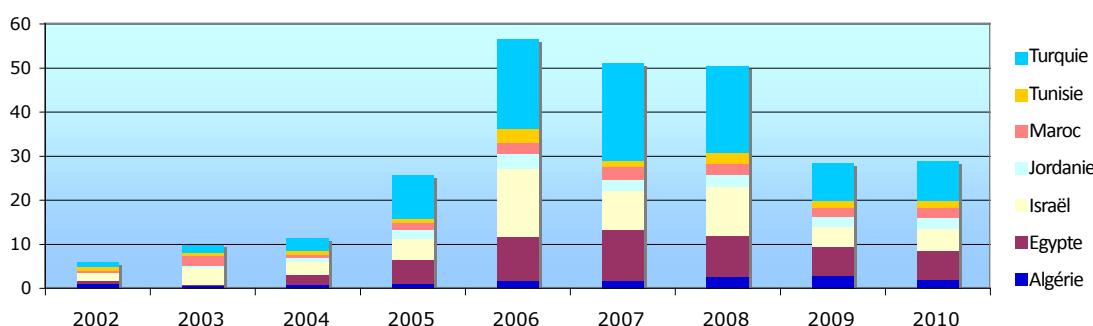


Source : COMTRADE

Enfin, les rentrées d'investissement direct étranger ont commencé à augmenter au cours de la seconde moitié de la décennie, comme le montre la figure 4. L'investissement étranger figura parmi les principaux moteurs de la croissance au cours de la seconde moitié de la décennie précédente, consolidant la place de la Méditerranée vis-à-vis des détenteurs de capitaux étrangers.

La région méditerranéenne est devenue plus attractive, les flux d'investissement étranger ont presque été multipliés par 7 entre 2002 et 2008, avec une amélioration constante du climat commercial et la découverte d'un nouvel intérêt dans les secteurs émergents. Comme l'a déjà noté le FEMISE (2009), les progrès réalisés par les PM ont également considérablement accru leur pouvoir d'attraction sur les pays de l'est. Des pays comme l'Egypte, la Jordanie et la Tunisie se sont extrêmement bien comportés grâce, dans une large mesure, à une meilleure qualification des ouvriers, à la disponibilité de la main d'œuvre et à un meilleur climat commercial. En conséquence, la part régionale dans les flux d'investissement, si elle est restée loin de celle des pays du Golfe voisins, approchait les 6 % en 2007. La crise internationale a pu entraîner une baisse substantielle de l'IDE, mais les investissements à l'étranger sont malgré cela restés plus élevés à la fin 2010 qu'au début des années 2000.

Graphique 4. Investissements Directs Etrangers dans les PM (2002-2010), bn US\$



Source : EIU, ANIMA

3. Un modèle de croissance qui présente néanmoins d'importantes limites

Les limites du modèle de croissance dans la région donnaient déjà lieu à des mises en garde timides. La raison est la suivante :

✓ Ce modèle reposait essentiellement sur une **accumulation importante de capitaux**. La croissance à long terme du PIB dans les PM était principalement alimentée par la croissance démographique et l'accumulation de capitaux alors que la contribution de la croissance de la productivité totale des facteurs resta marginale. En terme de croissance du PIB par tête, l'accumulation du capital humain (via l'éducation et la formation) eut un effet positif mais limité, l'accumulation du capital physique ayant été le principal facteur de croissance du PIB par tête, en particulier dans les pays comme l'Égypte, le Maroc, la Palestine et la Turquie, distinguant ainsi les PM du reste du monde en voie de développement (pour l'Égypte, voir Herrera et al. (2010)). La contribution de la productivité totale des facteurs, quant à elle, fut principalement négative ou nulle dans les années 80 et 90 pour la plus grande partie de la région, avant que sa contribution n'augmente légèrement dans les années 2000 (FEMISE-EIB, 2010).

✓ Nonobstant l'importance de la croissance fondée sur l'accumulation de capitaux (via l'investissement intérieur et l'IDE) dans le soutien de la croissance, ce modèle ne parvint pas à **absorber l'arrivée d'une main d'œuvre croissante**. Le FEMISE avait calculé que, à taux d'activité constants, les PM devaient créer au moins 22 millions d'emplois d'ici à 2020 pour ne pas connaître une détérioration de la création d'emplois et une hausse des taux de chômage (rapport de recherche du Femise FEM3d-02). Cela est loin d'être le cas puisque le rythme de création d'emplois ces dernières années a seulement permis d'absorber les nouveaux arrivants. En outre, le chômage reste élevé et il est considéré comme un des plus hauts du monde dans une région où la croissance de la population active est une des plus rapides du monde, en particulier chez les jeunes et les personnes instruites (OMT, 2011). En fait, le taux de chômage moyen dans la ré-

gion avoisine 11,3 % et il est nettement supérieur chez les jeunes, à environ 25,8 %.

✓ La croissance des années passées a également cohabité avec une **forte inflation** dans certains pays, notamment ces dernières années. Les pays méditerranéens ont connu des taux inflation élevés en 2008 après la hausse des prix alimentaires et pétroliers et une forte demande intérieure associée à des politiques budgétaires expansionnistes dans certaines économies. En Égypte, en Jordanie, en Syrie et en Turquie, le taux d'inflation avait atteint 18,3 %, 14,9 %, 15 % et 10,4 % en 2008, avec un taux régional moyen d'inflation de 8,9 % (EIU). L'insuffisance alimentaire chronique avait déjà entraîné une série de soulèvements dans plusieurs PM avant les révoltes de 2011, mettant en relief la réaction des populations méditerranéennes face aux évolutions des prix alimentaires.

✓ Les PM n'avaient pas de stratégie de **croissance inclusive**, d'une part parce que la croissance ne créait pas suffisamment d'emplois, mais également, à cause d'une inflation élevée persistante, parce qu'elle ne bénéficiait pas aux plus pauvres, ce qui creusa l'inégalité des revenus et exacerbta les tensions sociales. Alors que la pauvreté reste inférieure à ce qu'elle est dans de nombreuses régions (17 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté de 2 dollars par jour en 2005 dans les PM) et qu'elle a également décliné ces dernières années, les enjeux de la réduction de la pauvreté sont liés à sa persistance, à une forte vulnérabilité vis-à-vis de la pauvreté et à l'inégalité croissante. En fait, la pauvreté dans les PM touche principalement des groupes qui ne bénéficient pas de la croissance et une croissance économique rapide est nécessaire pour la réduire (supérieure à 2 pour cent par tête) (Banque Mondiale, 2010). En outre, une part importante de la population vit près du seuil de pauvreté, c'est-à-dire qu'elle est vulnérable à la pauvreté, ce qui signifie que le moindre bouleversement extérieur (une hausse des prix par exemple) peut les faire passer sous le seuil de pauvreté et entraîner une augmentation de la pauvreté. En fait, le bouleversement des prix des produits de base en 2008 provoqua une augmentation de la pauvreté dans la plupart des pays de la région (Banque Mondiale, 2009). Enfin, la région a connu une augmentation constante de l'inégalité et la pauvreté

Encadré 1. Comprendre les causes du chômage en Méditerranée

Les pays sud-méditerranéens risquent d'être confrontés à une escalade de la crise du chômage.

Bien avant les récents événements du Printemps Arabe, les taux de chômage étaient élevés, en raison notamment de la crise économique mondiale qui a commencé en 2008 et qui a affecté l'emploi dans les entreprises exportatrices. Mais les causes du chômage sont plus profondes, de nature structurelle et elles résultent de stratégies de croissance économique mal réfléchies. Parmi les causes, les régimes de croissance dans la région méditerranéenne :

✓ insistaient peu sur le secteur agricole, déclenchant un exode rural vers les zones urbaines. Ceci conduit à une croissance déséquilibrée, les capitales et leurs périphéries étant les principales bénéficiaires du développement ;

✓ étaient incapables d'établir l'adéquation entre la jeunesse diplômée et les besoins du marché de l'emploi, ce qui a augmenté les pressions induites par le chômage. De plus, des initiatives de formation continue ont été essentiellement sous-développées et les chercheurs d'emplois étaient réticents à toute acquisition de compétences plus « spécialisées » ;

✓ ont échoué à intégrer le secteur privé au sein de l'activité économique et donc ont laissé échapper de considérables opportunités de créations d'emplois, en dépit des réformes ;

✓ n'ont pas tiré avantage des projets IDE pour créer plus d'emplois, particulièrement pour les emplois qualifiés ;

✓ ont échoué à fournir suffisamment de soutien aux PME/PMI qui constituent un important contributeur d'emplois ;

✓ n'ont pas adopté une politique de migration circulaire qui permet d'augmenter les complémentarités de main d'œuvre. De ce fait, les pays avec un surplus de main d'œuvre n'ont pas été capables d'orienter leurs chômeurs vers des pays en manque de main d'œuvre.

L'ensemble de ces facteurs ont contribué au développement de l'un des plus forts taux de chômage du monde en développement dans les économies méditerranéennes, ensemble avec les taux de chômage des jeunes parmi les plus élevés et le plus bas taux de participation économique parmi les femmes.

Sources : MEMRI (2011), IIF (2011)

évolue de façon dissymétrique selon que la croissance est positive ou négative, les récessions ayant toujours plus d'effets sur la pauvreté que les booms économiques du fait de la répartition inégale des fruits de la croissance (Banque Mondiale, 2010).

✓ Des politiques sociales inefficaces, un accès inégal aux opportunités économiques se traduisant par de mauvais indicateurs de santé bas et un accès médiocre aux services sont autant de facteurs qui ont pesé sur le développement à long terme. Les systèmes de protection sociale dans les PM, caractérisés par une mauvaise gestion des ressources et une couverture instable, ont été très fragmentés. Les systèmes de sécurité sociale ne couvrent qu'une minorité de la population, privant de protection les employés du secteur informel de l'économie et des zones rurales. En outre, peu de pays ont mis en place des systèmes d'assurance chômage et lorsqu'ils existent, ils sont généralement insuffisamment développés. Quant aux systèmes régionaux de santé et d'assurance maladie, ils offrent généralement une couverture insuffisante, en particulier pour les travailleurs du secteur informel de l'économie (FEMISE, 2009). Dans son rapport de 2009, le FEMISE avait déjà constaté qu'il était nécessaire d'améliorer les systèmes de protection sociale pour garantir la protection en cas de perte d'emploi et maintenir la stabilité sociale dans la région. Les systèmes reposant sur de fortes subventions des prix, qui ciblent inefficacement les pauvres, devraient être progressivement supprimés afin de permettre une meilleure affectation des ressources.

✓ Dernier point important, la corruption généralisée et la faiblesse des institutions n'ont pas permis de distribuer équitablement les bénéfices économiques. En fait, l'alliance entre l'État et une élite économique limitée et privilégiée à la recherche de rente a été perçue comme un important facteur d'agitation politique (voir chapitre 2).

II.2. Estimation préliminaire des pertes et des pressions à court terme

Il apparaît que les responsables politiques dans la région méditerranéenne ont pendant longtemps mesuré les bénéfices potentiels uniquement en terme de PIB

sans aborder la question fondamentale de la redistribution des fruits de la croissance auprès de leurs populations. L'absence de « vision sociale », combinée à une croissance favorisant quelques privilégiés finit par conduire aux récents soulèvements. Nous nous intéresserons à la question suivante : comment la croissance en Méditerranée est-elle affectée et par quelles canaux ?

Le rétablissement de la région euro-méditerranéenne des effets de la crise de 2008 a été clairement interrompu par l'agitation politique de la fin de 2010 et du début de 2011 en Tunisie, en Égypte et actuellement en Syrie et en Libye. Dans l'ensemble, les pays de la région sont à des étapes différentes de leur transition politique. Certains, comme l'Égypte et la Tunisie, les deux premiers pays ayant connu un soulèvement « pacifique » du peuple, ont réussi à renverser leurs dirigeants autorocratiques et luttent actuellement pour parvenir à la démocratie. Ces précurseurs du Printemps Arabe ont subi des pertes économiques dues aux interruptions d'activité pendant la révolution, mais l'économie est dans une certaine mesure repartie, même si elle reste en deçà de son potentiel du fait de l'incertitude politique qui prévaut. La Syrie, où les manifestations organisées depuis fin mars sont violemment réprimées par le régime, est plus affectée. Et alors que l'on s'attend à des coûts économiques substantiels pour les pays précurseurs, d'autres PM qui connaissent une forte agitation intérieure devraient être affectés indirectement dans la mesure où toute la région méditerranée est en proie à l'incertitude.

Globalement, les pays les plus affectés dans la région méditerranéenne sont ceux d'où l'agitation est partie, à savoir l'Égypte, la Syrie et la Tunisie. Dans le même temps, le reste de la région est plus ou moins touché. La chute de la croissance économique, l'inquiétude vis-à-vis de la hausse du chômage, les déficits budgétaires croissants et la baisse des revenus du commerce, du tourisme et de l'IDE sont manifestes et traduisent l'impact économique des événements récents.

Si nous acceptons que les PM passent d'un modèle autoritaire et corrompu à un système de capitalisme démocratique, nous devons nous attendre à une

transition brutale pendant quelques années pour certains pays, avec des difficultés à court terme auxquelles il faudra faire face pour éviter que le processus de transition n'avorte.

✓ Diminution substantielle de la croissance due aux attentes des agents. Les fonds d'investissement pourraient connaître des difficultés importantes pour lever des fonds car les entrepreneurs ne prendront probablement aucun risque dans la région méditerranéenne.

✓ Le chômage devrait augmenter dans les pays du Printemps Arabe, mais il restera plus ou moins au même niveau dans les autres pays de la région.

✓ L'inflation augmentera probablement car les prix des produits de base internationaux connaîtront sans doute une autre augmentation, ce qui nécessitera une politique monétaire plus stricte.

✓ Augmentation du déficit budgétaire des pays en transition due à de plus faibles recettes provenant des impôts indirects, embauche de jeunes employés (qui pourrait conduire à des plans d'ajustement drastiques pendant quelques années), inflation, baisse des réserves (du tourisme et des transferts), pression accrue sur les devises et hausse des taux d'intérêt.

✓ L'instabilité et l'incertitude politiques des derniers mois entraîneront probablement la contraction du tourisme méditerranéen dans son ensemble. Cela intervient au moment où les perspectives du tourisme après la crise internationale, et juste avant le Printemps Arabe, étaient relativement positives. Or, les étrangers préféreront probablement choisir pour leurs vacances des destinations où le risque de soulèvement social, de manifestations et de violence est moindre, ce qui affectera non seulement les pays au cœur de la révolution politique, mais peut-être également leurs voisins du fait d'une croissance ralentie. Les premières indications montrent une chute de 7 % de la valeur pour le secteur après une baisse de 8,3 % de la fréquentation touristique,

✓ Baisse de l'IDE suite à l'instabilité politique des derniers mois et effets durables de la crise internationale. Actuellement, il est estimé que l'IDE chutera de 4,6 % après la baisse initiale de 12,5 % en 2010. En outre, en excluant la Turquie, la chute est de 19,6 % et la région

risque de devenir moins attractive en terme de capitaux. Cela intervient alors qu'au niveau mondial de nouveaux projets d'IDE voyaient le jour et que les flux internationaux augmentaient, quoique timidement. La tendance attendue dans les PM est donc différente de la tendance mondiale et le nombre de projets d'investissement en Méditerranée risque de diminuer.

✓ Un taux de croissance des exportations plus faible que celui précédent la crise internationale (croissance des exportations estimée à 14,4 % en 2011 contre environ 23 % sur la période 2006-2008). Les faibles liens commerciaux entre les économies sud-méditerranéennes limitent la contagion par ce canal.

✓ En conséquence, les déficits des comptes courants devraient augmenter pour passer de 1,8 % du PIB en 2010 à 5 % en 2011 dans les pays du Printemps Arabe.

1. Le fort ralentissement de la croissance à court terme chez les précurseurs des révoltes affecte également toute la région

Les soulèvements politiques depuis fin 2010 et début 2011 en Tunisie, en Égypte et en Syrie ont déjà engendré un coût économique substantiel résultant des arrêts de la production, du départ des touristes (dû aux restrictions de déplacement imposées dans ces pays) et de l'incertitude qui a déclenché une sortie massive des capitaux hors des marchés des valeurs mobilières et pèse encore sur les décisions en matière d'investissement. Ces facteurs pourraient conduire à ramener le taux de croissance en 2011 à 1,2 % pour l'Égypte (contre 5,1 % en 2010), 0,2 % pour la Syrie (contre 3,2 % en 2010) et -0,7 % pour la Tunisie (contre 3,7 % en 2010). L'incertitude dans ces pays sera très probablement néfaste pour d'autres pays dans la région, ébranlant sérieusement dans l'ensemble de la région la croissance qui devrait chuter à 2,6 % en 2011 après avoir atteint 4,9 % en 2010.

Bien qu'il soit encore tôt pour quantifier l'impact final car il est encore difficile de montrer la part exacte de responsabilité du climat régional dans les évolutions macroéconomiques, les estimations récentes montrent une détérioration ou un ralentissement du rétablissement après la crise internationale.

Chez les précurseurs du Printemps Arabe :

✓ Les arrêts de la production et la dégradation de certains biens physiques ont engendré un coût immédiat. Dans le cas de la Tunisie, les émeutes au cours des premières semaines ont coûté 3 milliards de dinars à l'économie (1,6 milliards d'euros), déjà équivalents à 4 % du PIB. Environ 2 milliards de dinars résultent de l'arrêt de l'activité économique intérieure. Dans le cas de l'Égypte, les arrêts de la production entraînent des pertes dans la fabrication, la construction et le tourisme. Le Grand Caire déplora la plupart des pertes (41,2 % de la valeur ajoutée dans la fabrication et l'extraction et 82,7 % dans la construction). Les pertes dans les industries alimentaires représentent près de 18 % de la valeur ajoutée. De la même manière, les ports nationaux, restés temporairement inactifs, virent la plupart de leur activité transférée vers des pays voisins comme Malte et Israël. Ces perturbations contribuent à une **productivité négative** en Égypte et en Tunisie (voir tableau 3) et au ralentissement sur un an de la croissance des **exportations** fin 2010.

✓ En outre, plusieurs anciennes personnalités du régime, aujourd'hui détenues ou interrogées, entretenaient des liens avec des entreprises majeures. Il existait en Égypte et en Tunisie une **relation étroite entre les hommes d'affaires et les responsables gouvernementaux** ; en Égypte, plus de 70 hommes d'affaires connus avaient appartenu à l'ancien parlement (en tant que membres officiels ou soutiens de l'État), alors qu'en Tunisie, près de 180 entreprises étaient contrôlées par le clan Ben Ali (Reuters). Par conséquent, alors que la chute des anciens régimes pourrait se traduire par davantage de rentrées d'IDE à moyen terme, les entreprises, craignant maintenant d'être surveillées de près par les nouveaux pouvoirs, ont annulé ou retardé les décisions en matière de production et d'investissement.

✓ De la même manière, l'Égypte et la Tunisie sont les plus touchées par la fuite des capitaux et l'arrêt des projets portés par l'IDE, avec des flux chutant respectivement d'environ 59,4 % à 2,6 milliards de dollars US et 35,3 % à 1,1 milliards de dollars US en 2011. Les deux pays doivent très rapidement essayer

Tableau 2. Principaux indicateurs macroéconomiques dans les PM

	Taux de croissance réel		Chômage (% de la force de travail)		Balance budgétaire		Compte Courant	
	(variation en %)		Total		Jeunes		(% du PIB)	
	2010	2011*	2010	2011*	2009	2010	2011*	2010
Pays du Printemps Arabe								
Egypte	5,1	1,2	9	12,2	27,2	-8,1	-10,4	-2
Syrie	3,2	0,2	8,3	8,1	23	-4,4	-8	-1,3
Tunisie	3,7	-0,7	13	16	28,5	-4,6	-9,1	-2,2
Moyenne	4	0,2	10,1	12,1	26,2	-5,7	-9,2	-1,8
Reste des PM								
Algérie	4,1	4,6	10	9,7	21,5	-1,2	-2,1	8,4
Israël	4,8	4,3	6,7	5,8	n.a	-3,7	-2,4	2,9
Jordanie	3,1	3	12,5	12,3	26,8	-8,2	-10,8	-3,9
Liban	7,2	1,3	9,2	9,2	21,5	-7,4	-9,9	-22,4
Maroc	3,7	3,8	9,1	9,2	24,9	-4,7	-6	-3,2
Turquie	8,9	5,7	12	10,3		-3,6	-1,5	-6,5
Moyenne	5,3	3,8	9,9	9,4	23,7	-4,8	-5,5	-4,1
Moyenne tous PM	4,9	2,6	10	10,3	24,8	-5,1	-6,7	-3,4
<i>Source : EIU, The Institute of International Finance</i>								

de ne pas retarder les projets d'investissement actuels et de restaurer leur image internationale pour permettre le retour des investisseurs étrangers, faute de quoi ils risquent de connaître les effets contagieux de la fuite des capitaux sous la forme d'une demande intérieure insuffisante et d'une baisse des opportunités d'économies d'échelle engendrant d'autres difficultés empêchant le rebond de la croissance. Enfin, la Syrie semble également figurer parmi les pays les plus touchés, avec une baisse des intentions d'IDE d'environ deux tiers début 2011 dans un climat de tensions croissantes (ANIMA).

✓ Dans le même temps, la crise libyenne a également accru les pressions intérieures via le **retour des migrants** dans leur pays, les Égyptiens et les Tunisiens représentant la plus grande proportion de migrants en Libye (respectivement 58 % et 12 % en 2010). Suite à l'agitation en Libye, il est estimé que près de 100 000 rapatriés sont entrés en Égypte et en Tunisie.

✓ **Le tourisme**, industrie majeure dans les 3 pays, a en outre enregistré un important repli avec le départ des touristes à la suite des révoltes. Il n'est pas sur-

prnant de noter que l'Égypte et la Tunisie devraient connaître la plus forte baisse du tourisme. L'Égypte, après avoir enregistré une perte instantanée de 1 milliard de dollars US dans la mesure où un million de touristes quittèrent le pays lorsque le soulèvement éclata, est confrontée à une baisse considérable de la fréquentation. Selon les derniers chiffres de l'Egyptian Tourism Authority (ETA), le tourisme en Égypte chuta de 28 % de janvier à juillet après la révolution. Le pays a accueilli 5,7 millions de touristes de janvier à juillet contre 8,2 millions sur la même période en 2010. Le nombre de touristes venus des EAU en Égypte chuta de 58 %, les Koweïtiens de 52 %, le Saoudiens de 48 % et les Jordaniens de 17 % de janvier à juillet. Le nombre de touristes arabes visitant l'Égypte diminua de 18,6 % alors qu'en juillet uniquement, leur nombre chuta de 28,5 %. Mais avec le départ de Moubarak, le tourisme pourrait rebondir dans les prochains mois (Gulfnews.com, 2011). Dans le cas contraire, les réserves de devises étrangères pourraient connaître une diminution substantielle et la balance des paiements pourrait être durement touchée. Quant à la Tunisie, il

a été annoncé que les recettes et le tourisme avaient chuté d'environ 40 % en janvier 2011. En outre, le nombre de touristes diminua de 40 % de janvier à la mi-avril par rapport à 2010. Cette tendance devait se poursuivre jusqu'à la fin de l'année ; la baisse du volume du tourisme était estimée à 50 % avec 25 % de diminution de recettes correspondantes. Les dernières informations montrent que le secteur du tourisme s'est effondré de plus de 50 %. Une perte de 2 milliards de dollars US pour les recettes du tourisme et pour le commerce a été annoncée. Elle est due en grande partie à la guerre en Libye, sachant que sur sept millions de touristes qui visitent la Tunisie chaque année, deux millions viennent de Libye (The Big Issue, 2011). La Syrie n'échappe pas aux évolutions négatives dans les secteurs du tourisme égyptien et tunisien. Le secteur du tourisme syrien affiche un très faible niveau de réservations, ce qui laisse à penser que ce secteur, qui représente 12 % du PIB, sera fortement affecté l'année prochaine.

✓ Dernier point important, l'incertitude empêche les agents de prendre des décisions éclairées à long terme en matière de consommation et d'investissement (et d'épargne). Concernant la Syrie par exemple, le Qatar a annoncé qu'il interromprait la construction de deux centrales électriques alors que les investisseurs étrangers n'investissent plus. Dans les trois pays, les dépenses nationales (de consommation privée et d'investissement) ont fortement ralenti.

Ces éléments contribuent à faire baisser le taux de croissance à 1,2 % en Égypte (contre 5,1 % en 2010),

Tableau 3. Croissance de la Productivité Globale des Facteurs dans les PM

	2009	2010	2011*
Egypte	2,6	1,8	-3,3
Tunisie	0,7	0,6	-3,3
Algérie	-1,4	0,7	1,9
Israël	-1,6	1,3	0,5
Jordanie	-1,2	-0,7	-0,6
Maroc	2,2	-0,5	-0,1
Turquie	-5,8	3,3	0,4

Source: EIU, estimations pour 2011

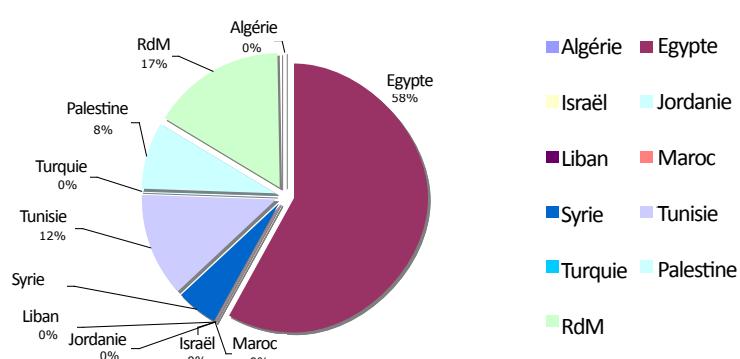
0,2 % pour la Syrie (contre 3,2 % en 2010) et -0,7 % pour la Tunisie (contre 3,7 % en 2010).

Dans le même temps, dans le **reste de la région**, l'activité économique est plus ou moins interrompue selon les pays, mais est généralement limitée :

✓ **L'investissement direct étranger** devrait être affecté dans la mesure où les investisseurs étrangers adoptent une position plus prudente. Mais tous les PM ne connaissent pas la même situation et il convient de les différencier : **premièrement**, un groupe de pays connaît des problèmes de stabilité politique, quoique dans une moindre mesure. Ce groupe inclut le Maroc et Israël. Le premier a été récemment confronté à des manifestations pour demander davantage de réformes démocratiques et a été particulièrement touché par l'attentat du 29 avril qui a terni son image de stabilité et a effrayé les investisseurs, au moins à court terme, ce qui entraîna une baisse de l'IDE estimée à 10 % en 2011 à 1,95

milliards de dollars US. Le second devrait connaître une légère augmentation à 5,8 milliards de dollars US, ce qui reste loin des 15,3 milliards de dollars US d'IDE en 2006. La cohésion de la coalition dans la politique israélienne est constamment mise à l'épreuve et l'éviction d'Hosni Moubarak engendre le scepticisme quant à l'avenir des

Graphique 5. Stock des migrants en Libye pour 2010, par pays d'origine



Source : Ratha and Shaw (2007) mis-à-jour avec des données supplémentaires pour 71 destinations comme décrites dans Migration and Remittances Factbook 2011.

Tableau 4. Exportations des PM à leurs voisins en 2009

	Exportations (valeur)	% d'exportations totales
PM à Algérie	\$2 873 015 027	2,15
PM à Egypte	\$3 604 810 799	2,69
PM à Israël	\$177 054 218	0,13
PM à Jordanie	\$312 386 427	0,23
PM à Liban	\$1 401 861 932	1,05
PM à Maroc	\$1 607 880 994	1,2
PM à Palestine	\$167 389 353	0,12
PM à Syrie	\$2 826 064 014	2,11
PM à Tunisie	\$1 478 131 612	1,1
PM à Turquie	\$4 285 120 700	3,2

Source : COMTRADE

relations entre Israël et ses voisins, un fait qui pourrait expliquer la réticence des investisseurs étrangers.

Deuxièmement, un groupe de pays affiche une perspective d'investissement solide pour 2011 grâce à une image de stabilité politique qui n'a pas encore été touchée, soit en raison des efforts démocratiques soit grâce à la bonne santé de l'économie nationale, qui garantit des recettes malgré l'instabilité de la région. Parmi ce groupe, figurent la Turquie et la Jordanie. La première a traditionnellement constitué un cas à part en terme d'attraction de l'IDE, principalement en raison de la taille de son économie et des efforts réalisés ces dernières années pour accroître la stabilité macroéconomique et politique. Ainsi, les flux entrants de capitaux étrangers en Turquie devraient augmenter de 29,4 % en 2011 pour atteindre 12 milliards de dollars US, ce qui reste toutefois bien inférieur au niveau d'IDE d'avant la crise. Quant à la Jordanie, la croissance de l'IDE y est estimée à 6 %.

✓ Le climat politique et social dans la région pourrait affecter le nombre de touristes dans les PM qui n'ont pas été touchés par l'agitation. Au Liban par exemple, des données récentes du ministère du tourisme indiquent que la fréquentation touristique au cours des six premiers mois de l'année a baissé de près de 20 % par rapport à la même période en 2010. Il semble que l'industrie hôtelière, mais également l'immobilier, la construction, le transport, le commerce de détail et d'autres services aient été touchés (EIU). Mais, au moment de la rédaction de

ce rapport, les estimations montrent que le secteur du tourisme dans le reste des PM n'a pas été trop affecté. Au Maroc, avant l'attentat du 29 avril, les estimations montraient une hausse de 8 % des recettes pour le secteur, avec une fréquentation environ 10 % supérieure à 2010. Toutefois, depuis l'attentat, l'inquiétude a gagné les touristes, qui ont progressivement annulé leur voyage, ce qui pourrait affecter la balance des services. Mais les recettes du tourisme au Maroc ont augmenté de 8,5 % pour atteindre 33,1 milliards de dirhams sur la période de janvier à juillet. Il est intéressant de noter que le Printemps Arabe alimente un « Printemps Turc », puisque les Saoudiens, Koweïtiens et d'autres touristes des états du Golfe qui passaient précédemment leurs étés en Syrie ou en Égypte cherchent des destinations plus au nord. Les réservations depuis l'Arabie Saoudite et le Koweït ont augmenté de 75 % et peu avant le début du Ramadan, les hôtels d'Istanbul et de Bursa, dans le nord ouest, affichaient complet (Guardian.co.uk, 2011).

✓ Globalement, les données sur les tendances du tourisme pour l'ensemble de la région sont limitées et principalement saisonnières, ce qui signifie que les chiffres définitifs pour 2011 ne sont pas encore connus.

2. Les pressions du chômage s'accentuent en Égypte, en Syrie et en Tunisie

Les révoltes ont clairement montré que le chômage a augmenté chez les PM et ce, plus que par le passé. Dans le même temps, l'instabilité politique qui en résulte fait obstacle aux investissements générateurs d'opportunités de création d'emplois. La région méditerranéenne se retrouve donc face à un défi immédiat : elle doit répondre à une croissance démographique de plus en plus forte et à l'augmentation de la main d'œuvre dans un contexte d'instabilité qui freine l'activité et l'emploi. En 2011, le nombre d'emplois dans la région devrait augmenter moins que la main d'œuvre (2,2 % contre 2,7 %). Cela, avec les récents licenciements des travailleurs temporaires à la suite des révoltes, explique pourquoi le chômage a augmenté tout au long de 2011 après une baisse au cours de l'année précédente. En conséquence, le

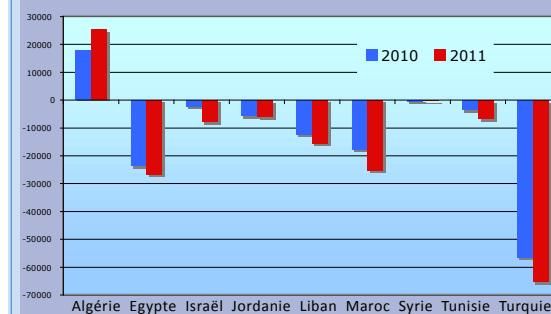
Encadré 2. Le déficit de la balance des paiements courants s'aggrave mais le canal des échanges a des effets limités

Dans les PM, on prévoit que le déficit de la balance des paiements courants extérieurs passera d'une moyenne simple de -3,4% PNB en 2010 à -6,2% en 2011. Cette détérioration est dûe dans une large mesure à une chute brutale des recettes du tourisme dans des pays tels que l'Egypte, le Liban, la Syrie et la Tunisie, et à une augmentation substantielle de la facture des importations suite à l'augmentation des prix du pétrole (particulièrement en Jordanie, au Maroc et au Liban) - (IIF, 2011).

Suite aux récents soulèvements en Egypte et en Tunisie, la question se pose de savoir si les exportations pourraient constituer un canal important susceptible d'avoir un impact négatif sur la croissance. Il faut noter, non sans une certaine surprise, que si en Egypte on a constaté une perturbation considérable des exportations, il n'en est pas de même pour la plupart des pays de la région.

D'autre part, l'Algérie et la Turquie ont maintenu leur croissance post-crise internationale grâce à une croissance impressionnante alimentée par les exportations. Pour l'Algérie, ceci est dû en grande partie aux exportations croissantes de produits hydrocarbures, qui représentent traditionnellement plus de 90% des exportations totales de ce pays, suite aux augmentations consécutives des prix des hydrocarbures. Pour la Turquie, l'amélioration des conditions des marchés européens et la relative stabilité intérieure ont contribué à une augmentation de 26,5% en glissement annuel des exportations en avril 2011. Globalement, au cours des quatre premiers mois de 2011, les exportations ont augmenté de 22,4% pour atteindre 43,3 milliards \$US. Dans une moindre mesure, le Maroc a également continué à bénéficier de l'augmentation des échanges. En 2010, la valeur des échanges de la plupart des secteurs a augmenté (à l'exception des exportations d'énergie), et les données préliminaires du début de 2011 suggèrent que les exportations devraient augmenter de 13,5%. Ce taux d'augmentation des exportations est toutefois inférieur à celui obtenu en 2010 ou avant la crise internationale, un fait qui s'applique également aux cas libanais et syriens qui ont enregistré une croissance positive en 2011 bien qu'inférieure aux niveaux traditionnels.

Graphique 6. Balance commerciale, millions US\$, 2010 et 2011

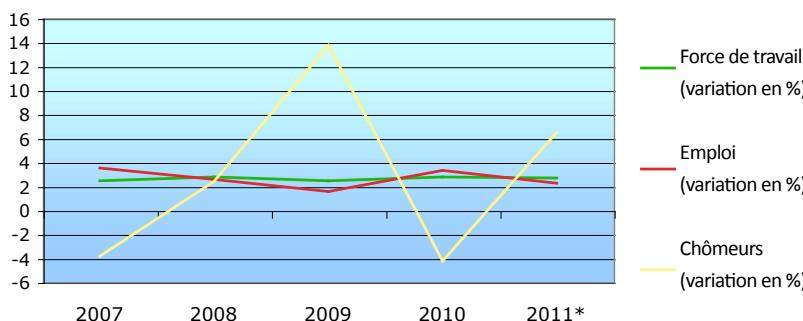


Source : EIU, estimations pour 2011

L'impact limité des soulèvements sur les exportations du reste de la région s'explique en partie par le fait que les exportations des PM vers leurs voisins ne représentent qu'une partie marginale des exportations totales. Comme le montre le tableau 4, les exportations des PM vers l'Egypte s'élevaient à environ 3,6 milliards \$US en 2009, soit moins de 3% des exportations régionales vers le monde entier. Dans le même temps, les exportations régionales vers la Tunisie ne représentaient que 1,1% des exportations totales. Donc, l'intégration commerciale sud-sud limitée a également réduit le risque de contagion, à travers la fermeture des ports et la diminution de l'activité économique dans les pays du printemps arabe.

Il n'en demeure pas moins que les importations augmentent dans toute la région, toujours plus rapidement que les exportations, aggravant le déséquilibre de la balance commerciale. Une chose semble certaine, la région est toujours dépendante des importations, et gagnerait à augmenter son volume d'exportations avec des partenaires majeurs tels que l'Europe. A ce jour, un certain nombre de PM ont capitalisé sur les accords existants pour promouvoir l'intégration au sein de marchés étrangers. Mais de telles actions ont surtout favorisé les exportations européennes alors que l'accès aux marchés qui permettrait d'accroître le potentiel exportateur des PM (ex. l'agriculture), reste fermé. Il n'y a eu pour l'heure que quelques cas limités dans lesquels les PM ont tiré avantage de leur proximité géographique avec l'UE pour promouvoir les exportations, une exception que l'on observe dans l'industrie textile et de la mode rapide.

Graphique 7. Force de travail, actifs et chômeurs dans les PM (% variation, an.)



Source : Calculs FEMISE, EIU

nombre total de chômeurs devrait augmenter de plus de 6,5 % dans toute la région (figure 7). Un nouveau niveau de chômage devrait être atteint et dépasser les 12 % chez certains PM, principalement ceux d'où sont parties les protestations.

En Égypte, en Syrie et en Tunisie, les révoltes ont entraîné une hausse immédiate des chiffres du chômage. Le taux moyen de chômage dans ces trois pays a augmenté tout au long des premiers mois de l'année et il devrait atteindre 12,1 % en 2011 (contre 10,1 % en 2010). En Égypte, suite au licenciement de nombreux travailleurs temporaires dans le secteur privé, le chômage a fortement augmenté (à environ 12 % au troisième trimestre 2011, contre 9 % l'année précédente) en particulier chez les hommes et dans les zones urbaines (16 % contre 12,5 % un an plus tôt). Dans le même temps, en Tunisie, il a été annoncé que le nombre de chômeurs atteindrait probablement 700 000 en 2011, soit une hausse de 34 % par rapport aux 520 000 chômeurs l'année précédente. Pendant les révoltes, 10 000 emplois ont été perdus, alors que certains restent fragiles, le conflit libyen ayant provoqué le retour de milliers de Tunisiens qui viennent ajouter à la pression sur le marché national du travail (TunisiaLive, 2011). En outre, l'arrivée croissante de diplômés universitaires devrait entraîner une hausse du nombre de demandeurs d'emploi. Le chômage devrait donc atteindre un niveau record de 16 % en 2011, contre 13 % l'année précédente (EIU).

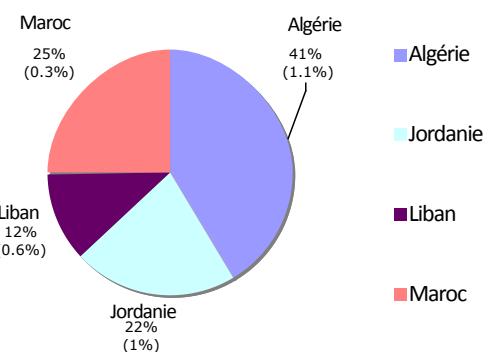
Mais dans le reste de la région, le chômage devrait rester proche des niveaux de 2010. Cette relative résilience peut s'expliquer par le fait que ces pays n'ont

pas connu des révoltes aussi fortes qu'en Égypte et en Tunisie. Les révoltes, si elles expriment également un malaise social, n'ont pas eu la même importance. Dans le même temps, les événements dans les pays au cœur du Printemps Arabe ont poussé les pouvoirs dans le reste de la région à adopter

de mesures afin d'éviter l'instabilité politique à court terme. Par exemple, la récente loi de finance complémentaire algérienne devrait permettre d'aider les petites entreprises à créer plus d'emplois dans le nord, dans les régions en altitude et dans les provinces du sud, négligées par le passé. Elle devrait également garantir que les mécanismes existants de subvention des prix seront étendus aux produits de consommation pour aider les algériens en difficultés.

On pourrait craindre que les révoltes en Égypte, en Syrie et en Tunisie se traduisent par une augmentation du retour des migrants chez d'autres PM, mettant ainsi une pression supplémentaire sur les marchés intérieurs. Mais, comme le montre la figure 9, l'interdépendance des marchés méditerranéens du travail est, au mieux, limitée. Le flux de migrants des PM dans les trois économies considérées se compose d'algériens

Graphique 8. Origine des migrants PM (Palestiniens exclus) localisés en Egypte, Syrie et Tunisie (2010, par pays d'origine)



Source : Calculs FEMISE à partir de Ratha and Shaw (2007), Migration and Remittances Factbook 2011.

Note : En parenthèse, ratio des migrants qui migrent vers les pays du printemps arabe divisés par le nombre total de migrants.

(41 %), de Marocains (25 %), de Jordaniens (22 %) et de Libanais (12 %). Mais la proportion de migrants qui choisissent de migrer vers les pays du Printemps Arabe est très faible, seulement 1,1 % pour l'Algérie, suivie de 1 % pour la Jordanie, 0,6 % pour le Liban et 0,3 % au Maroc. Il convient ici de noter que la Palestine fait exception à la règle. Près de 53,3 % des migrants palestiniens se trouvent dans le groupe de pays du Printemps Arabe et il ne faut donc pas écarter le fait que les révoltes puissent entraîner une augmentation du retour des migrants palestiniens sur leur territoire ou vers d'autres parties de la Méditerranée.

Mais globalement, dans le reste de la région, la moyenne du chômage devrait atteindre 9,4 % en 2011, soit une légère baisse par rapport au taux de 9,9 % enregistré en 2010, considérablement moins que dans les pays au cœur des révoltes. Toutefois, la question de l'emploi constitue un enjeu majeur pour la Méditerranée dans son ensemble. À ce titre, pour que la création d'emplois soit durable et ne résulte pas uniquement de tentatives sporadiques pour apaiser les inquiétudes à court terme, un secteur privé compétitif est probablement nécessaire (Banque Mondiale, 2009).

3. L'inflation devrait augmenter en raison des prix internationaux

Comme cela a été mentionné plus tôt, l'inflation a constitué un problème persistant dans certains pays euro-méditerranéens au cours des dernières années. L'inflation globale et de base a récemment accéléré dans la région, principalement portée par la hausse des prix internationaux des produits de base qui devraient encore augmenter à court terme. En général, l'inflation est principalement portée par des prix mondiaux de l'alimentation plus élevés, répercutés sur les prix nationaux qui représentent une large part des budgets des ménages dans les PM. La répercussion des prix de l'alimentation du niveau international au niveau national est forte pour les pays comme l'Égypte et la Palestine, mais plutôt faible en Tunisie et en Algérie. En fait, une augmentation de 1 % des prix internationaux de l'alimentation entraîne une hausse des prix na-

Tableau 5. Inflation et balance budgétaire dans les PM

	Inflation (CPI)		Balance Budgétaire	
	(moyenne, %)		(% du PIB)	
	2010	2011*	2010	2011*
Pays du Printemps Arabe				
Egypte	11,1	13,3	-8,1	-10,4
Syrie	4,4	7	-4,4	-8
Tunisie	4,4	4	-4,6	-9,1
<i>Moyenne</i>	<i>6,6</i>	<i>8,1</i>	<i>-5,7</i>	<i>-9,2</i>
Reste des PM				
Algérie	3,9	4	-1,2	-2,1
Israël	2,7	3,4	-3,7	-2,4
Jordanie	5	6,4	-8,2	-10,8
Liban	4	5,2	-7,4	-9,9
Maroc	1	2,2	-4,7	-6
Turquie	8,6	5,9	-3,6	-1,5
<i>Moyenne</i>	<i>4,2</i>	<i>4,5</i>	<i>-4,8</i>	<i>-5,5</i>
Moyenne PM	5	5,7	-5,1	-6,7

Source : EIU

tionaux de plus de 0,44 % en Égypte, 0,39 % en Jordanie et au Maroc, 0,18 % au Liban et 0,06 % en Tunisie (Banque Mondiale, 2011).

En conséquence, le taux d'inflation sur un an devrait augmenter de 5,7 % pour l'ensemble de la région, les pressions inflationnistes étant substantielles en Égypte, en Syrie et en Tunisie (8,1 % de hausse estimée en moyenne) alors qu'elles resteront limitées pour les autres PM (4,5 % de hausse attendue pour 2011). Si de tels bouleversements des prix devaient persister, les banques centrales devront adopter une politique monétaire plus stricte. Cela pourrait s'avérer problématique pour l'assouplissement de la politique monétaire nécessaire pour encourager l'activité économique intérieure face à une possible récession. La pression pour augmenter les taux directeurs viendra également d'un environnement de hausse internationale des taux d'intérêt et de l'augmentation des primes de risque d'insolvabilité des états emprunteurs. Un petit nombre d'économies

tirant leur richesse du pétrole, principalement l'Algérie, devrait profiter des hausses des prix du pétrole, mais pour la grande majorité des économies importatrices de pétrole, la hausse des prix du pétrole et de l'alimentation pourrait se traduire par une perte d'environ 3 % du PIB (FMI, 2011b).

Les hausses des prix des produits de base ont des implications sur la pérennité des programmes de subvention, très

répandus dans certains pays de la région, et elles exercent une pression continue sur le budget de l'État. En Égypte par exemple, les subventions des denrées alimentaires représentent environ 2 % du PIB alors que les subventions sur les carburants sont proches de 8 %. Il est considéré que ces deux systèmes ciblent imparfairement les pauvres, qu'ils profitent plus aux riches qu'aux pauvres et qu'ils souffrent d'importantes pertes par des fuites considérables (Banque Mondiale, 2010). À la lumière des récents développements, les plans antérieurs visant à supprimer les subventions ont été interrompus à court terme et, à défaut d'augmenter, les subventions ne devraient pas baisser en 2011. En Égypte, une augmentation des subventions d'environ 0,2 % du PIB a été annoncée en raison de la hausse des prix alimentaires internationaux (Banque Mondiale, 2011). Dans le même temps, les pouvoirs marocains ont annoncé que 2 milliards de dollars US de subventions seraient injectés pour éviter une hausse massive des prix des produits de première nécessité. En Jordanie, des subventions supplémentaires d'un montant de 550 millions de dollars US ont également été annoncées pour subventionner le prix du sucre, du riz et de la volaille surgelée.

Plusieurs PM ont révisé leur loi de finances et augmenté leur déficit budgétaire, ou devraient le faire, pour faire face aux contraintes sociales. En outre, des hausses des salaires et des pensions de la fonction

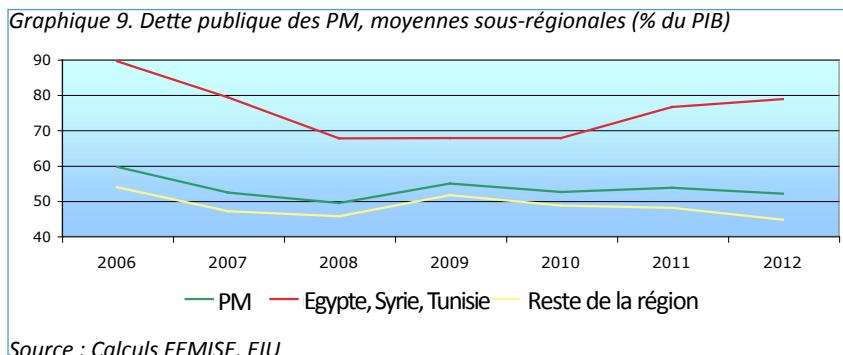
Tableau 6. Mesures de politique fiscale annoncées entre fin 2010 - fin Mars 2011

	<i>Subventions</i>	<i>Bien-être social et/ou transferts</i>	<i>Salaires publics/Bénéfices</i>	<i>Augmentation fiscales ou autres</i>	<i>Exemption</i>	<i>Coût Annuel (% du PIB)</i>
						<i>Augm. dép. publiques de</i>
<i>Algérie</i>	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>			<i>25% du PIB</i>
<i>Egypte</i>	<i>Oui</i>		<i>Oui</i>	<i>Oui</i>		<i>0.8 du PIB</i>
<i>Jordanie</i>	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>		<i>2.1 du PIB</i>
<i>Liban</i>				<i>Oui</i>		<i>1.0 du PIB</i>
<i>Maroc</i>	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>				
<i>Syrie</i>			<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	<i>2.0 à 3.0 du PIB</i>
<i>Tunisie</i>	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>		<i>Oui</i>		<i>1.4 du PIB</i>

Source : IMF (2011c), World Bank (2011), Note : Le coût annuel n'inclut pas le coût des subventions antérieures lié à l'augmentation des prix des biens alimentaires.

publique, des transferts de liquidités supplémentaires, des réductions d'impôts et d'autres augmentations des dépenses sont instaurées afin d'éviter le mécontentement engendré par l'instabilité régionale et la situation socio-économique. En Syrie par exemple, un décret prévoyant des augmentations de salaires comprises entre 20 et 30 % pour les employés des l'État a été publié, alors que des promesses pour le paiement des militaires et des employés de l'État en retraite ont été faites. Dans le même temps, en Jordanie, le salaire des fonctionnaires, des militaires et la pension des retraités ont été augmentés de 28 dollars US par mois, soit un coût total de 233 millions de dollars US. De telles mesures sont jugées essentielles pour garantir au moins un apaisement à court terme. Mais les budgets des états sont une nouvelle fois grevés par des mesures budgétaires aussi larges.

Tous les PM fonctionnent avec des balances budgétaires continuellement déficitaires. Seule l'Algérie, Israël et la Turquie parviennent à maîtriser relativement leur déficit, les estimations pour 2011 indiquant un déficit budgétaire de -2,1 %, -2,4 % et -1,5 % respectivement. Ces pays mis à part, les perspectives pour 2011 montrent une détérioration des déficits afin de minimiser l'impact social. Le soulèvement politique dans la région, combiné à un ralentissement de l'activité économique, devrait creuser les déficits budgétaires des précur-



seurs du Printemps Arabe avec un déficit moyen de -9,2 % en 2011 contre -5,7 % en 2010. Mais maintenant que les PM font face à des déficits encore supérieurs, le danger des coupes budgétaires visant des initiatives qui favoriseraient le développement des infrastructures et la création d'emplois plane. Dans l'ensemble, les réformes budgétaires longtemps attendues devront attendre encore un peu dans ces pays, en particulier en Égypte où la balance budgétaire devrait atteindre -10,4 % en 2011 selon l'EIU.

4. Les retombées sur la dette, les réserves étrangères et les taux de change

Naturellement, l'ampleur de la dégradation de la balance budgétaire a un impact sur la dette. L'ampleur de la détérioration des comptes publics va au-delà de la simple question économique et elle risque de menacer la stabilité sociale des PM. Alors que certains PM peuvent se permettre ces dépenses supplémentaires, d'autres ont une marge budgétaire très restreinte et devront compter sur le financement extérieur, ce qui devrait encore alourdir la dette.

La dette publique en tant que part du PIB devrait rester stable dans l'ensemble de la région. En 2010 elle s'élevait en moyenne

à 52,4 % du PIB et devrait légèrement augmenter pour atteindre 53,6 % du PIB en 2011. Mais dans les pays où les soulèvements ont eu lieu, le ratio a augmenté et pourrait atteindre 76,4 % du PIB en 2011, contre 67,6 % en 2010. Le pays affichant la plus forte dette publique totale en terme de PIB est l'Égypte, avec un ratio dette/PIB estimé à 92 % pour 2011 (EIU). Mais par le passé, les PM ont utilisé une partie de leur croissance pour épurer les dettes (FEMISE, 2009). La plupart d'entre eux ont donc retrouvé une certaine marge de manœuvre et restent en deçà des niveaux qui prévalaient il y a 5 ans. Ainsi, alors que les prévisions pour 2011 indiquent une augmentation de la dette publique en Égypte, en Syrie et en Tunisie, les niveaux resteront

Tableau 7. Dette externe dans les PM

	Total dette externe		Total dette externe		
	(% du PIB)		(bn US\$)		(variation en %)
	2010	2011*	2010	2011*	
Pays du Printemps Arabe					
<i>Egypte</i>	15,7	14,5	35,3	36,9	4,5
<i>Syrie</i>	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a
<i>Tunisie</i>	53,2	56,3	21,5	25,9	20,5
<i>Moyenne (pondérée)</i>	18,1	19,5	28,3	32,8	15,9
Reste des PM					
<i>Algérie</i>	2,9	2,4	4,3	4,4	2,3
<i>Israël</i>	48,7	43,7	106,1	107,9	1,7
<i>Jordanie</i>	29,4	26,8	7,3	7,3	0
<i>Liban</i>	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a
<i>Maroc</i>	29,7	30	27,1	29,6	9,2
<i>Turquie</i>	39,6	43,8	290,8	313,9	7,9
<i>Moyenne (pondérée)</i>	34,9	34,5	86,9	92,9	6,9
Moyenne PM (pondérée)	31,5	31,5	70,1	75,7	8

Source : EIU

bien inférieurs à ceux des dernières années. Cette situation permet une certaine liberté par rapport à celle des grands pays industrialisés.

Un modèle semblable a été suivi pour la dette extérieure, avec des perspectives régionales stables à 31,5 % du PIB et une augmentation dans les pays du Printemps Arabe. Dans le même temps, une très faible diminution est attendue dans le reste de la région (à 34,5 % du PIB) bien que cela soit principalement dû à la réduction considérable de la dette extérieure israélienne. À

l'exception d'Israël, de la Jordanie et de l'Algérie, qui sont parvenues à réduire leur dette par rapport au PIB, tous les autres PM devraient connaître une hausse. Ainsi, certains PM pourraient avoir des difficultés pour servir la dette libellée en devise étrangère. Si la balance commerciale reste négative et si les capitaux étrangers restent hésitants vis-à-vis de la Méditerranée, alors un manque de liquidités pourrait apparaître et les réserves étrangères pourraient baisser.

Les taux de change de la plupart des PM, même ceux du Printemps Arabe, n'ont pas connu de pression importante avec de graves répercussions sur la pérennité extérieure. Toutefois, si l'agitation perdure, une pression supplémentaire pourrait entraîner une baisse même dans les pays dont la devise n'a pas été affectée (EIU). Si les capitaux étrangers restent hésitants vis-à-vis de la Méditerranée, alors

Tableau 8. Taux de change (moy. mensuelle), monnaie domestique à US\$ et €

	2010-8	2011-1	2011-8	Variation (2010-08 à 2011-08)
Egypte:US\$ (av)	5,69	5,80	5,95	4,6
Israël:US\$ (av)	3,79	3,58	3,54	-6,6
Maroc:US\$ (av)	8,57	8,32	7,86	-8,3
Tunisie:US\$ (av)	1,48	1,44	1,38	-6,8
Turquie:US\$ (av)	1,57	1,56	1,60	1,5
Israël:€ (av)	4,89	4,79	5,09	4,1
Maroc:€ (av)	11,07	11,14	11,27	1,8
Tunisie:€ (av)	1,89	1,92	1,97	4,2
Turquie:€ (av)	1,92	2,09	2,30	19,7

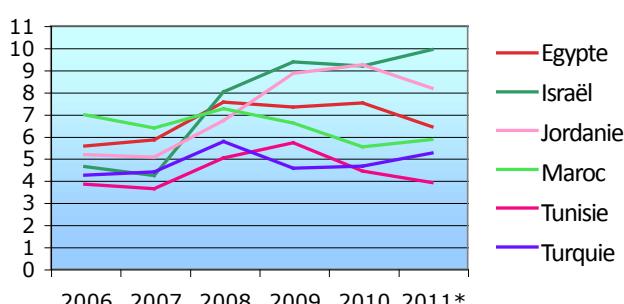
Source : EIU, Juillet pour l'Egypte

une pénurie de liquidités pourrait apparaître et les réserves étrangères pourraient diminuer. Toutefois, cette pérennité des taux de change semble avoir été obtenue au prix de l'appauvrissement des réserves étrangères. Cela semble déjà être le cas en Égypte où la Banque Centrale a retiré près de 8 milliards de dollars US des réserves officielles entre janvier et mai 2011, ramenant leur niveau à 27 milliards de dollars US, le plus bas en trois ans, et couvrant uniquement 6,5 mois d'importations. Le taux de couverture des importations devrait passer à 7,5 mois en 2011. En Tunisie, les réserves en devises, or non compris, sont passées à 9,39 milliards de dollars US en avril 2011, soit une baisse de 13,1 % sur trois mois (EIU). Les réserves totales permettaient de couvrir 4,4 mois d'importations, mais leur diminution signifie que le ratio de couverture des importations pourrait être inférieur à 4 mois pour la Tunisie. Les taux de change devraient faire l'objet d'une nouvelle

pression à la baisse en conséquence de la détérioration des attentes du marché liée à l'incertitude. Une forte dépréciation pourrait avoir de fortes répercussions sur l'inflation nationale. Intervenir en utilisant les réserves pour limiter la dépréciation dépend également du stock des réserves en devises.

La situation des autres PM n'est pas inquiétante. En particulier dans le cas de

Graphique 10. Réserves de change des PM (en mois d'importation)



Source : Calculs FEMISE, EIU, IMF

Tableau 9. CDS Spreads, points de base, maturités de 5-ans

	Fin Dec, 2010 Données les plus récentes*	
Egypte	243	311
Israël	115	140
Liban	305	351
Maroc	126	172
Tunisie	120	176
Turquie	140	174
Irlande	609	792
Portugal	501	798
Grèce	1010	2100

Source : IIF (2011), CMA (2011), * data from Q2 2011

l'Algérie, les réserves en devises représentent plus de 3 ans d'importations de biens et services et elles continuent à augmenter grâce à la hausse continue des prix du pétrole. Enfin, il convient de noter qu'en ce qui concerne le taux de change, si une situation d'agitation perdure dans la plupart des PM, des pressions à la baisse pourraient apparaître même dans les pays où la devise a résisté jusqu'à récemment (EIU).

5. Un risque accru pour les marchés financiers et du crédit, des menaces pour la stabilité du secteur bancaire

Nous noterons qu'à quelques exceptions près, la part de la finance internationale est plutôt limitée

dans la région. Les PM doivent faire face à un important dilemme : le recours aux marchés de capitaux est nécessaire pour couvrir les besoins de financement et maintenir le volume des investissements, mais cela exige la convertibilité du compte de capital, d'où une volatilité accrue et une plus forte dépendance vis-à-vis des attentes du marché dans un contexte de tension sociale et politique. Il convient de noter que les défis en matière de stabilité macroéconomique – s'ils ne sont pas relevés rapidement – pourraient miner la confiance, entraîner l'augmentation de l'écart créditeur et par conséquent faire échouer la poursuite de tout nouvel ordre du jour social. L'incertitude fait naître une extrême prudence chez les investisseurs étrangers, qui choisissent d'interrompre les flux d'IDE et de portefeuilles, ce qui affecte la croissance et le financement des déficits des comptes courants et met ainsi une pression non négligeable sur la solvabilité des PM comme l'Égypte.

L'agitation dans les pays arabes a fait augmenter les primes de risques sur les marchés financiers de tous les PM. Parmi eux, les écarts de couvertures de défaillance (CDS) se sont creusés pour l'Égypte (311 points de base), qui était plus intégrée dans la finance internationale que certains de ses voisins, et le Liban (351 points de base), mais ils restent à des niveaux inférieurs dans le reste de la région, malgré une augmentation (140 points de base pour Israël, 172 points de base pour le Maroc et 176 points de

Graphique 11. Développements dans les marchés boursiers Méditerranéens



Source : Bloomberg

Tableau 10. Indicateurs du secteur bancaire (2009)

	Frais généraux/ actifs totaux	Marge nette d'intérêt	Indice de concentration	Rentabilité des actifs	Rentabilité des fonds propres	Ratio coût- revenu	Z-Score
Algérie	0,114	1	0,103	0,799	0,970	10,942	
Egypte	0,039	0,030	0,530	0,061	0,059	0,425	2,409
Israël	0,021	0,024	1	0,014	0,224	0,614	37,991
Jordanie	0,021	0,035	0,862	0,014	0,085	0,419	13,651
Liban	0,012	0,013	1	0,018	0,063	0,515	18,914
Maroc	0,013	0,034	1	0,010	0,221	0,360	
Syrie	0,031	0,038	0,330	0	0,030		
Tunisie	0,018	0,040	0,591	0,336	0,831	0,331	6,745
Turquie	0,037	0,043	0,392	0,021	0,517	0,297	21,350
PM	0,024	0,041	0,745	0,064	0,314	0,491	16
Bas-Moyen Revenu	0,043	0,060	0,687	-0,014	-0,167	0,614	10,126
Haut revenu	0,027	0,025	0,786	0,095	0,208	0,639	11,749

Source : World Bank Financial Structure Database

base pour la Tunisie). En outre, les niveaux atteints dans la région restent bien en deçà des écarts en Irlande, au Portugal et en Grèce. Malgré cela, la région méditerranéenne semble connaître une « renégociation du risque politique », ce qui accroît la volatilité des anticipations des agents via l'augmentation des écarts de CDS (Wall Street Journal, 2011).

Les marchés des valeurs mobilières dans la Méditerranée ont été durement touchés par l'agitation, en particulier pendant les quinze premiers jours de mars 2011. Il convient de noter que les marchés des PM n'attirent traditionnellement pas une part considérable des flux de portefeuilles internationaux en raison d'un manque relatif de développement et d'accès. Mais l'Égypte et la Tunisie étaient devenues des destinations intéressantes pour les investisseurs. Après la révolution, la bourse égyptienne des valeurs mobilières a suspendu son activité avant de connaître une sortie massive des liquidités. L'impact sur la bourse tunisienne a été lui aussi sans précédent.

Le problème est le suivant : les investisseurs pourraient « se méfier des sociétés trop liées » à l'ancien régime. Comme cela a été noté plus tôt, en Égypte, plus de 70 hommes d'affaires influents furent membres de l'ancien parlement, alors qu'en Tunisie près

de 180 sociétés étaient contrôlées par des associés du clan Ben Ali. En conséquence, les nouveaux pouvoirs ont eu entre les mains une liste noire des sociétés liées aux anciens régimes. Mais il apparaît qu'un certain nombre de sociétés florissantes continuaient à entretenir de bonnes relations avec les régimes politiques précédents. Certains craignent donc également que la fuite des capitaux se poursuive en conséquence des récents efforts des pouvoirs nationaux des pays méditerranéens (Reuters, 2011).

Les investisseurs sont également préoccupés par la situation dans les pays arabes où les manifestations ont eu lieu, mais où le régime est resté en place, comme dans le cas du Maroc. Les bourses de Jordanie, du Liban et du Maroc ont enregistré une baisse, ce qui indique un manque général de confiance des investisseurs vis-à-vis d'une région où la tension politique subsiste.

Avant les révoltes, les PM affichaient des indicateurs semblables vis-à-vis du coût et de la performance du secteur bancaire. Comme le montre le Tableau 10, les frais généraux en tant que part de l'actif total s'élevaient dans la région à environ 2,4 %, un niveau proche de celui des pays à hauts revenus. Ils étaient toutefois bien supérieurs en Égypte (3,9 %) et en Turquie (3,7 %). La marge nette

moyenne de l'intérêt était de 4,1 %, mais elle passe à 3,2 % si l'on exclut l'Algérie, ce qui signifie que le coût d'intermédiation financière est plus proche de celui des pays développés et inférieur à celui des autres économies avec des revenus moyens inférieurs. Enfin, en ce qui concerne le ratio coût-revenu, la moyenne méditerranéenne, s'élevant globalement à 49,1 %, est bonne.

En ce qui concerne la performance bancaire, le rendement moyen de l'actif s'élevait à 6,4 % pour les PM, mais il chuta à 2 % avec l'exclusion de l'Algérie et la Tunisie. L'indicateur de rendement des capitaux propres indique une bonne performance des banques en Tunisie, en Algérie et en Turquie alors que ce rendement est moindre en Syrie, en Égypte et en Jordanie.

Dans la plupart des PM, le Z-score, indicateur de la stabilité bancaire (ratio du rendement de l'actif plus ratio capitaux-actifs sur l'écart type du rendement de l'actif) était supérieur à la moyenne des pays à hauts revenus, ce qui montre que l'ensemble de la région dispose d'un système bancaire plus stable. Mais il était déjà inférieure à la moyenne en Égypte et en Tunisie et maintenant, suite aux révoltes, les perspectives des secteurs bancaires égyptien et tunisien sont inquiétantes, cinq banques égyptiennes ayant vu leur note baisser et la perspective pour cinq banques tunisiennes étant considérée négative (FEMISE, 2011). Moody's et Standard & Poor's ont tous deux abaissé la note du plafond des dépôts en devises étrangères pour l'Égypte de B1 à Ba3, la note de santé financière des banques pour la National Bank of Egypt a été abaissée à D-, alors qu'elle a été abaissée à E+ pour la Banque Misr, qu'elle est restée à D pour la Banque du Caire mais avec une perspective négative alors qu'elle a également été abaissée à D pour la Commercial International Bank et à D- pour la Bank of Alexandria (GFSNews, 2011). En outre, les notes globales des devises locales ont également affiché une baisse.

Les risques financiers et bancaires ont indéniablement augmenté dans la région. Le moment

est peut-être plus que jamais venu pour les PM de disposer de « marchés du crédit efficaces » et d'encourager les politiques qui visent plus de discipline et de stabilité. Cela pourrait être fait selon une approche progressive en garantissant une stabilité accrue pour le secteur bancaire, en construisant une infrastructure de marché, en introduisant un cadre pour la concurrence et l'innovation et, enfin, en permettant le partage des risques avec le secteur privé afin de corriger toute défaillance éventuelle du marché (Banque Mondiale, 2009).

Mais il convient de noter que la stabilité du système bancaire ne signifie pas obligatoirement « un accès meilleur et plus ouvert au crédit ». Les pouvoirs dans les PM devraient également supprimer les règlements lourds qui augmentent le coût des prêts bancaires aux entreprises tout en garantissant que des « pratiques saines de gestion des risques » sont mises en œuvre (Banque Mondiale, 2009).

L'un dans l'autre, l'accès à la finance peut permettre d'augmenter la croissance dans les économies méditerranéennes. La stabilité macroéconomique est essentielle mais les responsables politiques peuvent également alimenter la croissance en développant le secteur bancaire et les marchés nationaux des valeurs mobilières et des obligations en améliorant les conditions de participation aux transactions financières, en renforçant les cadres juridiques pour les droits des actionnaires et des créanciers, en allégeant les régimes d'insolvabilité, en développant des marchés primaire et secondaire pour les titres publics et en supprimant les contrôles excessifs sur les taux de crédit et d'intérêt (FMI direct, 2011).

III. Comment la démocratie et la crédibilité peuvent-elles engendrer des bénéfices considérables

Au-delà des enjeux immédiats abordés dans la section précédente, les soulèvements récents offrent une excellente opportunité pour une véritable démocratie capable d'inverser les effets

néfastes à court terme. La première section a montré que la démocratie pouvait déclencher nombre des réformes nécessaires. Quelles politiques la région euro-méditerranéenne devrait-elle adopter pour tirer le maximum de profits de la révolution ? Dans ce contexte, l'expérience des PECO pourrait être très utile. Cette section utilise donc leur expérience pour animer le débat concernant les prochains choix politiques à faire et suggère également certains domaines de réformes à court et à long terme nécessaires pour garantir une transition en douceur.

III.1 Ce que les PM peuvent apprendre des PECO : Les choix politiques à faire

La performance des PECO pendant la transition n'a pas répondu aux attentes, principalement parce qu'ils étaient les premiers à connaître des transformations politiques et économiques et n'avaient donc aucune référence théorique ou pratique pour évaluer leur performance ou guider le processus. En conséquence, les problèmes économiques qu'ils rencontrèrent furent sous-estimés et les responsables politiques durent engager un certain nombre de mesures politiques dans un contexte de très grande incertitude. En fait, il y eut des controverses sur la vitesse des réformes, les méthodes de privatisation, le rôle et l'organisation du gouvernement. Ces controverses ne furent pas uniquement idéologiques, mais elles reflétèrent également dans une large mesure l'ignorance initiale et le manque de préparation des responsables politiques et des économistes vis-à-vis des changements institutionnels à grande échelle qu'imposait le passage du communisme au capitalisme (Roland, 2001).

Toutefois, alors que les pays ont dû « apprendre sur le tas », leur expérience pourrait tenir lieu d'enseignement pour la zone euro-méditerranéenne. Cette section n'apporte pas de réponses directes mais elle vise à ouvrir le débat sur certains choix politiques nécessaires pour construire la démocratie et récolter les fruits de la crédibilité.

1. La stabilisation et la libéralisation sont importantes pour le rétablissement

Dès le début de la transition, il existera peu de doutes quant aux réformes à adopter. Elles étaient de deux types selon Svejnar (2002). Les réformes de type I visaient à faire passer les économies d'une planification centralisée à une économie de marché. Elles portaient sur : (i) la stabilisation macroéconomique (incluant la stabilisation de l'inflation, des politiques monétaires et budgétaires restrictives, l'adoption d'un taux de change unique), (ii) des réformes structurelles incluant la libéralisation des prix et, (iii) le démantèlement des institutions du système communiste. La plupart des pays supprimèrent également les barrières au commerce et à la création d'entreprises et de banques privées.

La stabilisation macroéconomique et la libéralisation des prix furent associées à une performance économique accrue, mais cela fut moins efficace pour les économies dans lesquelles les finances publiques restaient faibles (De Melo et al., 1996 et 1997 ; et Havrylyshyn et van Rooden, 2000, Fischer et Sahay, 2000). En outre, la libéralisation économique a constitué un élément important de stabilisation, même au prix de certaines pertes à court terme, compensées par les bénéfices à long terme de la libéralisation économique (De Melo et al., 1996 et 1997). La libéralisation a permis en particulier de transférer le capital et la main d'œuvre de l'industrie vers les services, donc beaucoup furent préalablement réduits, ce qui permit un rétablissement plus rapide. Il convient également de mentionner que les PECO bénéficièrent d'un ancrage extérieur à long terme, l'entrée dans l'UE, ce qui motiva la progression rapide des réformes macroéconomiques via la convergence nominale et des critères structurels qui imposèrent des contraintes à long terme sur le laxisme budgétaire et les politiques macroéconomiques (Deppler et Schiff, 2002).

Les réformes de type II portaient sur les réformes institutionnelles incluant l'élaboration et la mise en œuvre des lois, règlements et institutions garantis-

sant le succès d'une économie tournée vers les marchés, comme l'établissement, pour le marché du travail, de règlements et d'institutions portant sur l'emploi public et les plans de retraite, les droits de propriété et la concurrence des marchés ainsi qu'un système financier sain. Elles incluent également la privatisation des grandes et moyennes entreprises. Il convient de noter que ces réformes ne remplacent pas les politiques économiques saines ou les réformes de type I. En fait, l'expérience des pays a montré que les réformes institutionnelles s'accéléraient une fois que tous les efforts de libéralisation avaient été mis en oeuvre. En d'autres termes, le développement d'un cadre institutionnel (état de droit, droits de propriété, lois sur la concurrence et la faillite) a un effet positif sur la croissance après que la stabilisation macroéconomique et l'adoption des réformes ont été menées à bien (Havrylyshyn et van Rooden, 2000).

La plupart des PECO adoptèrent les réformes de type I, mais deux facteurs déterminaient si un pays pouvait adopter les réformes de type II : sa capacité à collecter les impôts permettant de financer les réformes et sa capacité à minimiser la corruption et le comportement de recherche de rente. Les réformes de type II en particulier nécessitaient que le gouvernement dispose de certaines ressources pour mettre en place les institutions de marché, faire appliquer les lois et le cadre juridique et éviter que des intérêts spéciaux prennent le dessus (BERD, 1999).

D'une part, les précurseurs de la révolution semblent avoir moins besoin de réformes de type I que les PECO. Cela ne veut pas dire que les mesures de stabilisation, en particulier du budget et de l'inflation, ne sont pas garanties. Toutefois, certains pays comme l'Égypte et la Tunisie avaient déjà engagé le processus de transition vers une économie de marché avant la révolution, dès les années 1970 pour l'Égypte. En outre, les réformes économiques et les programmes d'ajustements structurels mis en œuvre avec des institutions financières internationales dans les années 1990 impliquèrent une certaine libéralisation des prix, l'ouverture du commerce, la

privatisation et la promotion du secteur privé ainsi que la restructuration et la consolidation des systèmes financiers nationaux. Toutefois, le passage à l'économie de marché n'est pas achevé dans la mesure où le secteur privé reste faible et où les subventions pour l'alimentation et l'énergie existent encore. D'autre part, l'absence d'institutions soutenant le marché (notamment l'absence de concurrence et d'un cadre juridique solide pour le développement du secteur privé et l'application des lois) montre que la plupart des pays dans la région semblent avoir un besoin urgent de réformes de type II. En fait, la faiblesse des institutions de marché faibles a créé un environnement commercial arbitraire où seuls quelques privilégiés pouvaient profiter des bénéfices économiques.

2. « Big bang » ou « gradualisme » pour l'adoption des réformes?

Alors que les réformes à adopter faisaient l'objet d'un certain consensus, un important débat concerna la méthode : « big bang » ou « gradualisme ». D'une part, « big bang » signifiait entreprendre le plus grand nombre de réformes dans le moins de temps possible. Une telle approche était supposée mettre en place rapidement des marchés opérationnels, inciter les entreprises à se restructurer, faciliter l'émergence du secteur privé et créer ainsi une forte demande pour des institutions supports. Il était également pensé que l'adoption rapide de réformes pénibles serait une garantie contre le recul et la stagnation politique (Banque Mondiale, 1996).

Cette approche a pour mérite de garantir la complémentarité des politiques (c'est-à-dire que pour être totalement efficaces, la plupart des mesures doivent être adoptées ensemble), de réduire l'incertitude politique liée au retard dans la mise en œuvre des réformes, qui peut conduire à une plus grande inefficacité, et enfin de permettre d'exploiter la période d'opportunité politique pendant laquelle des réformes « extraordinaires » peuvent être adoptées avec une plus grande tolérance de la part de

la population vis-à-vis des difficultés économiques à court terme et avant que les groupes d'opposition ne se mobilisent (Wyplosz, 2000 et BERD, 1999). Toutefois, le principal risque de cette thérapie de choc réside dans les coûts d'ajustement élevés en termes de chômage et de déficit budgétaire (puisque les gouvernements indemnisaient les perdants des réformes), mais également de fluctuation des taux de change et de crédibilité politique (Wyplosz, 2000 et Dewatripont et Roland, 1992).

D'autre part, le « gradualisme » implique des réformes partielles plus lentes et donc des coûts d'ajustement moindres. L'ordre d'adoption des réformes peut s'avérer utile si certaines sont des conditions préalables à d'autres, comme la nécessité de disposer d'institutions solides et d'un système financier performant pour l'émergence d'un secteur privé. En outre, l'ordre peut contribuer à asseoir la crédibilité lorsque les réformes s'avèrent fructueuses, créant ainsi un environnement favorable pour les futures réformes (Roland, 2002). Toutefois, les risques de cette stratégie sont que les réformes partielles – permettant pendant un certain temps la cohabitation d'une économie de marché et d'une planification centralisée – préservent les rentes et engendrent des droits acquis puissants susceptibles de bloquer les réformes ultérieures (BERD, 1999). Dans la pratique, les pays qui ont mis les réformes en œuvre rapidement ont connu un rétablissement plus rapide (De Melo et al., 1996 et Wyplosz, 2000).

En conclusion, la plupart des économies de transition optèrent pour l'approche du « big bang », mais cela signifie qu'elles en avaient la capacité étant données les circonstances de départ (Svejnar, 2002). La décision refléta souvent un compromis entre le coût financier et les contraintes politiques des réformes et leurs bénéfices immédiats. Certaines performances perdues par le passé à la suite de réformes partielles ainsi qu'un niveau global de chaos « combinant une économie se désintégrant avec un affaiblissement rapide du gouvernement » limitèrent dans une certaine mesure la portée du gradualisme (Banque Mondiale, 1996). Toutefois, une leçon très importan-

te à retenir est que quelle que soit l'approche suivie, les réformes durables et cohérentes sont payantes.

3. Pas seulement une question de politique, le rétablissement dépend de la situation initiale

Les sections précédentes ont montré que les grandes différences en terme de rétablissement entre les économies d'Europe Centrale et Orientale étaient en partie dues à la vitesse et à la nature des réformes. Toutefois, plus la situation initiale du pays est difficile (fortes distorsions macroéconomiques, structure et institutions économiques héritées et interdépendance avec le système commercial communiste, par exemple), plus les coûts du changement sont élevés, ce qui rend les réformes plus difficiles à faire accepter (Fidrmuc, 2003 ; Fischer et Sahay, 2000 ; et De Melo et al., 1997). Il a été constaté que de graves distorsions macroéconomiques et structurelles initiales se traduisent par des réformes plus lentes et une performance économique moindre.

Certaines conditions initiales pour la région euro-méditerranéenne sont meilleures que pour les PECO. Si les économies de la région souffrent de distorsions macroéconomiques, telles que des subventions généralisées, des déficits budgétaires structurels et des institutions de marché faibles, comme cela a été mentionné plus tôt, la transition vers l'économie de marché avait commencé il y a des décennies. Cela contraste fortement avec les économies d'Europe centrale et orientale qui doivent changer radicalement leur système économique, passant du communisme et d'une planification centralisée intégrale au marché libre. Grâce à ces facteurs, la transition euro-méditerranéenne sera probablement plus douce et moins onéreuse. Toutefois, les citoyens dans la plupart des économies d'Europe centrale et orientale étaient plus instruits – avec des taux de scolarisation très élevés en primaire et en secondaire, un degré d'alphanétisation élevé et des niveaux impressionnantes de compétences techniques – ce qui compliquera probablement la transition vers la démocratie (Banque Mondiale, 1996). En général, il a été constaté que la tendance à

la démocratie augmente avec le niveau de scolarisation (Barro, 1999). Cela est dû au fait que les citoyens peu instruits ont une « culture civique » plus limitée et qu'ils sont donc moins à même de comprendre l'environnement politique et donc de participer à la vie politique, ce qui peut affaiblir le soutien pour la démocratie (Glaeser et al., 2007).

4. Quel rôle pour l'État pendant la transition ?

Dans les pays euro-méditerranéens, le « vieil État » n'a pas réussi à garantir un niveau de vie décent. Il est perçu comme un régime corrompu, qui distribue les bénéfices économiques à quelques privilégiés. En d'autres termes, et comme cela a été mentionné au début du chapitre, sa réussite en termes d'emploi et de politiques sociales fut limitée.

Afin de garantir une transition douce vers le capitalisme démocratique, l'expérience des PECO a montré qu'il est nécessaire de restaurer la confiance dans l'État (Banque Mondiale, 1996). En d'autres termes, un équilibre est nécessaire entre la nécessité d'un pouvoir exécutif fort et crédible et le besoin de limiter le pouvoir de l'État afin d'empêcher tout abus de pouvoir et de garantir les droits individuels. À moyen terme, il incombe au gouvernement de mettre fin au grand banditisme, ce qui devrait renforcer sa crédibilité. Cela exige la stricte application des lois et un appareil sécuritaire efficace et respectueux des lois. À plus long terme, il est possible de limiter le pouvoir de l'État en renforçant l'état de droit. Le gouvernement lui-même doit respecter la loi, ne pas intervenir arbitrairement sur les marchés et remplir ses obligations (Banque Mondiale, 1996). Un élément important est la lutte contre la corruption. La réforme judiciaire est également cruciale pour régler les litiges, faire appliquer la loi et superviser la réforme politique. Cela contribuerait également au développement du secteur privé.

Enfin, à mesure que les réformes nécessaires à la transition vers l'économie de marché se mettent en place, il incombe au gouvernement de garantir une protection sociale. Parce que la transition des

PECO a engendré des « perdants » et conduit à une augmentation de la pauvreté et de l'inégalité, les gouvernements ont mis en place des programmes d'assurance-chômage et de prestations sociales, des mesures qui ont également permis d'accroître le soutien pour les réformes (Svejnar, 2002 et Banque Mondiale, 1996). Pendant la transition, les dépenses sociales ont été maintenues (éducation et santé) et d'autres ont augmenté (des allocations pour l'énergie et le logement ont remplacé les subventions) (Fischer et Sahay, 2000). Comme cela a été mentionné plus tôt, les niveaux actuels de dépenses pour le capital humain sont faibles dans les pays euro-méditerranéens et ils devraient augmenter pour améliorer les résultats, en particulier dans l'éducation. Cela augmentera encore la pression sur les finances publiques affaiblies.

5. Emprunter ou ne pas emprunter ?

Un important débat entre les précurseurs de la révolution consiste à savoir s'il faut recourir au financement extérieur pour financer les réformes pendant la transition. Le même débat eut lieu dans les PECO pendant leur transition, en particulier dans la mesure où les rentrées de capitaux privés étaient très limitées en l'absence de garanties occidentales (Svejnar, 2002b). Et alors que les économies d'Europe centrale et orientale ne bénéficièrent jamais d'un programme d'aide majeur semblable à un « plan Marshall », elles empruntèrent pour soutenir la balance des paiements et le budget, pour soulager la dette et pour soutenir les politiques de stabilisation ou pour financer les réformes institutionnelles (Svejnar, 2002b).

Les économies développées ont déjà manifesté leur intérêt à proposer des fonds à la région euro-méditerranéenne. Lors du sommet du G8 (à Deauville en mai 2011), elles ont décidé d'accorder 40 milliards de dollars US d'aide sur trois ans (20 milliards sous la forme d'aide multilatérale et 20 milliards en tant qu'aide bilatérale) afin de soutenir les efforts de démocratisation en Tunisie et en Égypte. En outre, Le FMI est prêt à affecter près de 35 milliards de dol-

lars US à la région si elle le demande (FMI, 2011c). Le processus de transition présente clairement un grand intérêt pour les pays développés dans la mesure où une instabilité politique et une agitation durables pourraient engendrer un exode massif des populations vers les pays de l'UE. De la même manière, il serait préférable selon les États-Unis de faciliter le passage vers la démocratie que de voir des acteurs politiques extrémistes arriver au pouvoir (IPS, 2011). Toutefois, l'aide extérieure se heurte à une résistance nationale dans certains pays (à savoir l'Égypte) en raison de la conditionnalité des prêts et la préférence va à une solution nationale pour le développement.

En conclusion, cette section a montré que dans le cas de la transition, il est vital d'adopter rapidement des politiques de stabilisation, que les réformes institutionnelles peuvent être adoptées une fois que l'économie a été stabilisée, que le pays doit disposer des ressources financières pour financer les réformes et que les conditions initiales sont déterminantes pour le rétablissement économique. En outre, il incombe au gouvernement de garantir une protection sociale afin d'atténuer les difficultés économiques liées aux réformes. L'emprunt extérieur pourrait être une option, mais il doit avoir le soutien du public. Enfin, les conditions initiales liées aux distorsions macroéconomiques et aux déséquilibres initiaux sont moins pénalisantes dans la zone euro-méditerranéenne que pour les PEKO. Toutefois, l'absence d'ancrage à long terme et le faible développement humain peuvent freiner le rythme de la transition.

III.2 Les économies euro-méditerranéennes : la marche à suivre

L'agitation sociale et politique dans la région euro-méditerranéenne a interrompu le rétablissement qui fit suite à la crise financière de 2008. La forte incertitude, plus particulièrement, affecte les perspectives économiques à court terme de la région. Ce chapitre a montré que la phase de transition engendrera des coûts à court terme, en particulier vis-à-vis de la croissance du PIB, du chômage et des

finances publiques et extérieures. Cela signifie que les réformes politiques pourraient être pénibles et qu'il faudra probablement du temps avant d'en récolter les fruits. À long terme, les bénéfices de la démocratie pourraient mettre la région sur la voie du développement durable.

Toutefois, comment cela peut-il permettre de définir des recommandations politiques pour la transition dans la zone euro-méditerranéenne ?

À court terme : premièrement, la sécurité et la clarité politiques sont des pré-requis cruciaux aux améliorations de l'économie. L'annonce d'une feuille de route détaillée pour la transition politique peut également renforcer la crédibilité des pouvoirs politiques. Ces deux facteurs sont importants pour les décisions à long terme en matière de consommation et d'investissement, mais également pour le retour des investisseurs étrangers et des touristes.

Deuxièmement, il est crucial (en particulier pour les précurseurs) de stabiliser rapidement l'économie. En matière de politique budgétaire, dans la mesure où il peut être difficile de réduire les dépenses publiques à court terme, en modifier la composition pourrait permettre de stimuler l'économie (Galal, 2011). Accroître les dépenses pour l'éducation, notamment, pourrait engendrer des retours importants puisque le niveau initial est bas. En matière de politique monétaire, il est vital de relever les défis futurs, y compris en maîtrisant les pressions inflationnistes, en gérant les pressions pour la baisse de la livre (ce qui nécessite d'assouplir la politique monétaire) et en contenant le ralentissement économique. La réforme institutionnelle peut être mise en œuvre une fois que la stabilisation a eu lieu. Il faudra probablement des années pour que cela soit payant.

Troisièmement, les gouvernements doivent rapidement prendre des mesures garantissant la création d'emplois et améliorant les taux d'employabilité, en particulier pour les jeunes. Outre les programmes de formation pour les jeunes et les encouragements fis-

caux destinés aux PME, les estimations (FMI, 2011a) montrent qu'un investissement de 1 % du PIB dans une infrastructure à forte main d'œuvre peut créer à court terme environ 87 000 nouveaux emplois en Égypte et 18 000 en Tunisie. De la même manière, des incitations visant les entreprises du secteur privé sous la forme de subventions temporaires sur les cotisations sociales pour les congés payés ou sur la formation professionnelle pourraient permettre d'accroître l'embauche. D'autres mesures à court terme pourraient inclure la mise en place d'un salaire minimal afin d'assurer que l'emploi garantit un niveau de vie décent permettant aux gens de sortir de la pauvreté (Galal, 2011).

Quatrièmement, des changements majeurs en matière de politique sociale doivent accompagner la transition vers l'économie de marché afin de réduire la pauvreté et contrer les effets néfastes des réformes. Les gouvernements doivent mettre en place des mécanismes d'indemnisation pour les « perdants » des réformes portant sur l'ouverture du commerce et susceptibles d'exacerber les déséquilibres sociaux (Reiffers, 2011). Toutefois, ces programmes apporteraient une aide temporaire afin d'amortir le choc actuel, mais ne devraient pas venir réduire les aides au retour à l'emploi.

Cinquièmement, emprunter à des institutions internationales pourrait permettre de financer certaines réformes pendant la transition tant que les fonds sont utilisés avec prudence et de manière adéquate (Galal, 2011). La dépendance vis-à-vis des emprunts étrangers devrait être envisagée temporairement jusqu'à ce que les réformes créent un environnement permettant d'attirer les capitaux privés. La plupart des institutions financières internationales recourent à la conditionnalité, un concept qui se heurte à une certaine résistance dans certains pays, où les réformes nationales sont privilégiées. Si l'aide extérieure bénéficie du soutien du public, elle doit viser les domaines suivants :

✓ Apporter une aide sociale à ceux qui font face à des difficultés économiques (réforme des pensions et allocations chômage),

- ✓ Réduire les barrières réglementaires et autres afin de faciliter l'entrée du secteur privé,
- ✓ Financer les programmes d'éducation/de formation pour les jeunes,
- ✓ Garantir un meilleur accès aux marchés pour les PM,
- ✓ Renforcer les droits de l'homme et les institutions de gouvernance,
- ✓ Aider la société civile méditerranéenne à se développer.

À long terme, la région nécessite un modèle plus inclusif équilibrant la croissance, l'emploi et la distribution. Une question clé à traiter est comment garantir une croissance favorable à l'emploi. Elle est étroitement liée à l'amélioration de l'éducation et de la formation afin de donner aux diplômés les compétences nécessaires. De la même manière, cela doit se faire dans le cadre d'une stratégie d'emploi générale cherchant à réduire les barrières (en terme de régularité et d'accès à la finance) qui se dressent devant les PME (en particulier les barrières officieuses), à améliorer l'environnement économique et à s'attaquer aux rigidités du marché de la main d'œuvre qui dissuadent le secteur privé d'embaucher (Galal, 2011 et FMI, 2011c). Un ordre du jour social doit être mis en place afin de garantir que la croissance profite à tous et que les citoyens jouissent de l'égalité des chances. Cela est possible en réexaminant la composition des dépenses publiques pour les rendre socialement plus équitables et pour accroître les dépenses pour le capital humain. Enfin, engager une réforme institutionnelle et consolider les institutions soutenant le marché (politique concurrentielle, lois anti-trust, etc.) sont des actions cruciales qui aideront également à soutenir le développement du secteur privé. Des mesures anti-corruption devraient également être mises en place dans un contexte plus large de réforme de la fonction publique.

L'enjeu de la réussite de ces réformes pénibles est qu'elles doivent bénéficier d'un soutien politique et d'un consensus social larges. En fin de compte, il est important de souligner que la région jouit d'un énorme potentiel, en particulier grâce à sa population dynamique et jeune qui, si elle est en

bonne santé et instruite, deviendra également plus productive et permettra à la région d'atteindre un niveau plus élevé de croissance et de développement à long terme.

CHAPITRE 2. LA RUPTURE DU MODELE AUTORITAIRE

Introduction

La révolte partie de Tunisie et qui a balayé la région a pris la plupart des gouvernements, experts et organisations internationales par surprise. Les anciens dirigeants de la Tunisie et de l'Égypte ont été renversés. D'autres régimes autoritaires dans la région, comme en Libye et en Syrie, sont en difficulté. Des concessions politiques et des subventions sous différentes formes sont consenties en Algérie, au Maroc et en Jordanie pour répondre aux protestations massives et au mécontentement et pour échapper à ce vent révolutionnaire.

Les régimes ont survécu pendant des décennies au cours desquelles des vagues démocratiques ont traversé différentes régions, de l'Amérique Latine à l'Afrique subsaharienne en passant par l'Europe de l'Est. Le modèle de contrat autoritaire a longtemps expliqué la dynamique dans la région et sa résilience au changement [1]. Selon ce modèle, les régimes autoritaires utilisent les ressources de l'état pour réprimer les opposants et récompenser les partisans. Ils mettent en œuvre des politiques économiques et sociales choisies pour redistribuer les profits à leurs électeurs. Certaines politiques telles que la réforme agraire, la nationalisation des biens privés ou la privatisation des biens publics modifient l'équilibre social des pouvoirs en changeant la structure des droits de propriété. D'autres politiques prennent la forme d'avantages récurrents accordés à l'ensemble de la population (aides universelles à la consommation et gratuité de la santé et de l'éducation publique) ou à des tranches spécifiques (programmes d'aide sociale, protection du commerce, emplois garantis à vie pour les fonctionnaires, crédits bon marché aux industries et subventions pour les agriculteurs).

Ces politiques ont longtemps constitué un socle social solide pour soutenir les régimes autoritaires dans la région arabe méditerranéenne. Même avec des programmes d'ajustement structurel et un certain nombre de réformes de marché, les régimes sont

parvenus à entretenir la contradiction entre transformation du marché et autoritarisme persistant. Lorsque des contraintes budgétaires se profilent, ils font des concessions prudentes afin de pouvoir résister. Les mesures d'austérité ont visé des segments spécifiques, généralement les plus faibles économiquement et ceux qui se font le moins entendre. Dans le même temps, les régimes ont coopté ou durement réprimé les dissidents et les rivaux potentiels. Ils ont sporadiquement accordé quelques libertés et droits politiques comme soupe de sûreté afin d'éviter tout soulèvement radical et assurer leur survie.

Récemment encore, les gouvernements arabes méditerranéens semblaient afficher une grande stabilité politique et garantir un soutien suffisant pour leur régime. Les soulèvements récents ont montré que cette stabilité de façade n'était qu'une illusion et ont remis en question les fondations du contrat autoritaire en vigueur. Deux arguments non exclusifs semblent pouvoir expliquer ce changement historique.

Premièrement, les régimes autoritaires ont violé les termes de l'ancien contrat et n'ont proposé aucune alternative crédible et viable. La transition d'une économie dirigée par l'état à une économie « tournée vers le marché » mise en œuvre dans un contexte de difficultés a conduit les dirigeants autoritaires à limiter ou arrêter la distribution des avantages économiques à de grandes parties de leurs partisans traditionnels. Les régimes ont fait progressivement glisser le socle social fondamental des ouvriers, des paysans et des fonctionnaires vers une minorité de la bourgeoisie urbaine influente à la recherche de rentes et de l'élite foncière et ont établi de nouveaux réseaux de soutien grâce à la privatisation et à des politiques tournées vers le secteur privé. La croissance démographique rapide et les flux massifs de chômeurs instruits ont mis les régimes face à de lourds dilemmes. Mais malgré une certaine croissance économique, l'inégalité et l'exclusion ont augmenté. L'incapacité des régimes autoritaires à acheter la loyauté et l'obéissance de vastes tranches de la population ou à proposer une alternative viable a

érodé leur légitimité et leur « raison d'être » et la plupart d'entre elles ont fini par se rebeller contre ce statu quo.

Dans tous les pays de la région, la première réaction après le début du soulèvement fut d'augmenter les salaires dans le secteur public et d'accroître les subventions et autres transferts sociaux pour maintenir l'ancien contrat en vie et mettre un terme aux exigences politiques radicales. Un pays producteur de pétrole comme l'Algérie a pu, jusqu'à présent, injecter de grandes quantités d'argent public sous forme de transferts et d'augmentations de salaire pour maintenir le régime en vie. Le Maroc, dont les ressources financières sont beaucoup plus limitées, a au lieu de cela fait des concessions politiques en réformant sa constitution. En Égypte et en Tunisie, les dirigeants ont essayé de combiner répression, avantages économiques et concessions politiques. Toutefois, ces deux pays ont échoué à calmer la tempête et leur régime autoritaire s'est effondré.

Deuxièmement, le modèle autoritaire n'est plus valable car la majorité des gens n'acceptent plus les termes du contrat. Au cours des dernières décennies pendant lesquelles les régimes autoritaires ont été en place, les sociétés arabes méditerranéennes ont connu des changements fondamentaux. Leurs populations ont grandi, elles ont rajeuni et sont devenues plus instruites et plus urbaines. Contrairement à leurs parents, les nouvelles générations, qui représentent près des deux tiers de la population totale, contestent la légitimité de leurs dirigeants et n'hésitent pas à montrer du doigt leurs échecs [2]. Elles accordent également plus de valeur à la « liberté », à la « dignité » et à la « justice sociale » qu'aux avantages économiques qu'elles peuvent tirer d'un régime autoritaire [3]. Les droits politiques et les gains économiques ne peuvent plus apparaître comme les substituts stipulés dans l'ancien contrat.

Ce chapitre montre qu'outre l'érosion du contrat autoritaire, trois facteurs ont été au centre du soulèvement massif dans la région. D'abord, les inégalités ont spectaculairement grandi au cours des dernières années, comme l'ont fait l'exclusion économique et la frustration sociale. Ensuite, la corruption endémique a proli-

féré de façon irrémédiable au cœur du régime. Enfin, en permettant aux gens de partager leur prise de conscience, d'échapper à la censure des médias officiels et de faciliter la coordination parmi un très grand nombre de personnes, les médias sociaux ont exposé les régimes autoritaires à des défis sans précédent.

I. Le contrat autoritaire a longtemps prévalu

L'indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit permet de classer les pays selon quatre types de régimes : démocraties pleines et entières ; démocraties imparfaites ; régimes hybrides et régimes autoritaires. Ce classement repose sur cinq critères : processus et pluralisme électoraux ; libertés civiles ; fonctionnement du gouvernement ; participation politique et culture politique. À l'exception du Liban et des territoires palestiniens, considérés comme des régimes hybrides, les autres régimes arabes méditerranéens sont considérés comme des autoronomies.

Les régimes autoritaires n'ont aucune légitimité populaire [4] et ne sont soumis à aucun contrôle ou bilan. Ils combinent politiques coercitives et politiques incitatives et utilisent les ressources de l'État pour réprimer les opposants et récompenser les partisans. Pour rester au pouvoir, ils fondent leur autorité sur des appareils sécuritaires et sur un système concurrentiel pour le soutien public qu'ils peuvent arbitrer.

La fourniture d'avantages économiques

Malgré certaines différences entre les pays, le comportement des régimes arabes méditerranéens au cours des cinq dernières décennies a été dans l'ensemble conforme au modèle de contrat autoritaire. La plupart des pays arabes méditerranéens ont instauré une politique de réforme agraire, ce qui eut pour effet de morceler les grandes propriétés des riches propriétaires terriens et de redistribuer une partie des terres récupérées aux personnes qui en étaient privées et aux petits exploitants agricoles. La mise en œuvre des réformes agraires a permis aux dirigeants d'affaiblir l'élite foncière et de constituer un socle social solide pour leur régime. Cette politique

Encadré 1. Les politiques de réforme foncière et la politique agricole. Les cas de l'Egypte et de la Syrie.

Ainsi, le régime de Nasser en Egypte et le régime Baath en Syrie bénéficièrent d'une forte légitimité grâce aux réformes foncières. Le régime nassérien élabora la première loi de réforme foncière en septembre 1952, ce qui a défini un plafond de 200 feddans pour la propriété foncière [6]. La part des grands propriétaires diminua d'environ 27% du total des propriétés foncières à seulement 6,5% et la part de 95% des plus petits propriétaires passa de 35% à 57% [7]. Le gouvernement réduisit le plafond de 100 feddans en 1961 ; 50 feddans par personne et 200 feddans par famille en 1969.

En Syrie, après la prise de pouvoir par le parti Ba'ath, le gouvernement mit en œuvre des dispositions radicales contre les grands propriétaires, par le biais du décret-loi de mars 1963. La propriété individuelle fut limitée comme suit : entre 15 et 45 hectares de terre irriguée et 80 et 300 hectares de terres sous pluie, en fonction de la zone. Entre le début des années soixante et le milieu des années soixante-dix, le gouvernement syrien distribua 40,5% du total des terres cultivables et permit à 25% des familles agricoles d'acquérir des terres. Le programme de réforme foncière syrien conduisit à un fort déclin de la concentration des terres en raison du plafond de propriété stipulé par la loi (Keilany 1980). Le gouvernement fut en mesure d'élargir sa base sociale dans les campagnes et de s'assurer le soutien des agriculteurs aux dépends des propriétaires terriens. Jusqu'au milieu des années 90, la réforme foncière syrienne améliora les conditions de vie des agriculteurs les plus pauvres, réduisit les inégalités de revenus en faveur des populations rurales et fit de leur participation l'un des piliers clefs de la fondation sociale du système politique syrien. La croissance de la production agricole atteignit une moyenne annuelle de 4,4% au cours des années 60 et augmenta jusqu'à 8,6% au cours des années 70 [8]. L'investissement public dans les infrastructures rurales et dans le développement social s'intensifia ; on assista à plus du doublement des terres irriguées, la consommation des engrains fut multipliée par un facteur quatre et la production alimentaire par capita fut presque maintenue au-dessus du niveau moyen qui prévalait au début des années 60 en dépit d'une pluviométrie instable et d'une croissance démographique annuelle constante de 3,5%.

Le changement de politique de l'agriculture syrienne depuis les années 90 a conduit à un changement de direction et a généré des effets pervers pour les petits propriétaires terriens ou les agriculteurs sans terre. Le gouvernement a mis un terme à son monopole sur les importations et sur la distribution des intrants, et a permis la vente de terres agricoles à des propriétaires étrangers. La diminution du secteur public et la vente de fermes d'état conduisirent à l'émergence de grandes entreprises agricoles privées à forte proportion de capital de 2 000 ha en moyenne et causèrent la faillite de petits agriculteurs qui furent forcés d'entrer en concurrence pour des emplois rémunérés. La décision de geler la distribution des terres expropriées - qui restèrent la propriété du gouvernement et furent soit partiellement utilisées comme fermes d'état soit louées à des agriculteurs - augmenta la population de sans-terres en termes absolus et relatifs. L'étude 2003/04 sur les revenus et les dépenses des ménages mit en relief une croissance de pauvreté rurale et le renforcement des inégalités dans le domaine agricole et entre l'agriculture et le reste de l'économie [9]. Il est intéressant d'observer que l'étude révéla que l'aspect de la pauvreté était particulièrement alarmant dans les districts administratifs (muhafazat) qui présentent plus de 60% de population rurale [10] tels que Al-Hass !laka, Al-Raqqa, Daraa, Deir ez-Zour, Hamah, Idlib et Tartous [11], et de plus que ces régions furent celles qui conduisirent les soulèvements en Syrie au cours des quatre derniers mois.

L'Egypte mit en œuvre des politiques d'ajustement similaires au début des années 90 : élimination des quotas de zone et des livraisons de cultures ; fin de l'interférence de l'état dans la définition de prix des récoltes ; élimination des subventions pour les engrains, les pesticides, les semences et les machines agricoles ainsi que politiques sur les taux d'intérêt, la privatisation des terres et compagnies nationales et la libéralisation du marché des terres cultivées. Ces politiques réduisirent les déficits budgétaires et de la balance des paiements, mais eurent un effet négatif sur le secteur agricole. Elles frappèrent particulièrement les pauvres agriculteurs (moins de deux feddans) car leurs revenus réels diminuèrent [12]. La proportion d'agriculteurs pauvres aurait approché les 60% du total des propriétaires [13].

était essentielle pour les régimes, qui cherchaient à consolider leur pouvoir et à gagner l'allégeance des communautés rurales pauvres. La littérature montre que la forte redistribution des terres tend à être plus fréquente dans les régimes autoritaires et que ceux qui ont engagé ce processus au début de leur existence avaient plus de chance de rester plus longtemps en place [5].

Réforme agraire et politique agricole

Les régimes ont favorisé les personnes privées de terres et les petits exploitants grâce à l'expropriation et la redistribution. Des droits de propriété non garantis et la supervision de l'activité agricole par l'État ont conduit à mettre en place des contrats durables de soutien et de clientélisme entre les dirigeants autoritaires et les petits exploitants ruraux.

Premièrement, les droits de propriété accordés aux bénéficiaires par l'État étaient très souvent incomplets. Il est démontré qu'en accordant des droits de propriété incomplets, le régime politique peut asseoir pour l'avenir son autorité sur les bénéficiaires des terres et leurs descendants [14]. Deuxièmement, en appartenant à des coopératives dirigées par l'État, les agriculteurs devenaient tributaires de la politique de l'État en termes de crédits, de subventions aux intrants agricoles, de stockage et de transport, de commercialisation et de prix de soutien de la production. En agissant ainsi, l'État s'imposait une tâche qu'il avait beaucoup de mal à assumer. Lorsque sous la pression des contraintes

Encadré 2. Subventions alimentaires en Tunisie

Le programme de subvention alimentaire a absorbé des ressources fiscales significatives à la fin des années 80, atteignant 7,2% du budget gouvernemental total et près de 3% du PIB en 1989. Ceci peut s'expliquer en partie par la couverture universelle des subventions, ainsi que par le taux élevé de subvention unitaire. A titre d'exemple, la subvention pour le pain était équivalente à 40% du prix total non-subsidieré du pain, et pour le sucre produit localement, la part des subventions pour la valeur totale représentait 70%. Des mesures auto-ciblées furent introduites dans une tentative de canaliser les avantages vers les groupes à faible revenu, conduisant graduellement à des coûts de programmes plus bas, qui ont décliné depuis 1990. Alors que les consommateurs tirèrent des avantages significatifs des subventions alimentaires, l'organisation institutionnelle et le contrôle de facto monopolistique de la production et de la distribution par les diverses directions commerciales sectorielles contribuèrent également aux coûts élevés du programme de subvention (Tableau 2).

budgétaires et en modifiant les compromis politiques, l'État réduisit ces services complémentaires ou orienta sa politique vers de plus gros exploitants, la plupart des petits agriculteurs se heurtèrent à des difficultés et sombrèrent souvent dans la pauvreté et la marginalisation.

Afin d'offrir des avantages et de garantir aux dirigeants autoritaires la loyauté de l'élite instruite et des citadins, les régimes créèrent une vaste bureaucratie. La nationalisation des biens économiques, le recours à une planification centralisée et l'adoption de garanties d'emploi explicites ou implicites amenèrent à fortement développer l'emploi dans le secteur public. Dans la plupart des pays, la taille du secteur public augmenta dans les années soixante-dix et quatre-vingt pour atteindre des niveaux exceptionnellement élevés par rapport aux moyennes internationales. Le secteur public garan-

Tableau 1. Taille de l'emploi dans le secteur public dans les pays méditerranéens arabes

Pays	Année	Public	Entreprise publiques	Total secteur public
Algérie	1984	22,7	35,9	58,6
Egypte	1986	21,3	10,8	32,1
Jordanie	1987	40,9	3,8	44,7
Syrie	1980	22,9	10,0	32,9
Tunisie	1982	12,8	7,2	20,0
Maroc	1988	9,8	2,2	12,0
Moyenne (pondérée)	--	20,0	13,7	33,7

Source: Mona Said (1996), ERF paper

Tableau 2. Coût budgétaire des subventions alimentaires explicites à la consommation, en Tunisie, 1988-95

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
% PIB	2,3	2,8	2,4	1,9	1,9	1,9	1,8	1,7
% total dépenses publiques	6,0	7,2	6,2	5,0	5,4	5,1	4,7	4,5

Source: IMF (1999), Consumer Food Subsidy Programs in the MENA region

tissait des emplois à vie accompagnés de salaires généreux et d'autres avantages non salariaux.

Certains pays dans la région garantirent des emplois de fonctionnaires aux diplômés de l'enseignement secondaire et supérieur ; d'autres firent office d'employeurs de dernier recours [15]. Jusqu'au milieu des années 1980, les emplois dans le secteur public représentaient en moyenne plus d'un tiers de l'ensemble des emplois dans les pays arabes méditerranéens (20 pour cent dans le secteur gouvernemental et 13,7 dans les entreprises publiques). Les emplois publics constituèrent pour le régime un des outils les plus importants pour étendre ses faveurs et exercer son autorité politique et sociale.

La mise à disposition d'une éducation et de services de santé gratuits et de produits de base fortement subventionnés fut un autre élément clé du contrat économique et social autoritaire dans la région. Ces avantages permirent d'améliorer le niveau de vie des groupes pauvres et moyens, de consolider la stabilité politique et de réduire la pression pour des réformes politiques. Selon le FMI (1999), les subventions couvrent environ 40 pour cent des coûts totaux de production intérieure pour les produits à base de blé en Tunisie et environ les deux tiers en Égypte. Près de la moitié de la consommation de sucre en Égypte et en Jordanie et de la farine panifiable au Maroc est subventionnée, alors que la quasi-totalité de la consommation de riz et de lait en poudre en Jordanie était subventionnée au début des années 1990.

L'usage de la peur et de la répression

La fourniture de subventions, de prestations sociales et d'emplois dans le secteur public ne permet d'expliquer qu'en partie la longévité et la résilience des régimes autoritaires dans la région. Le contrat autoritaire s'est heurté à l'opposition dès les premiers jours et a été défié par ceux qui n'ont jamais accepté les termes du « contrat » et ont refusé de troquer leur liberté contre du pain ou par les foules qui sont parfois descendues dans la rue pour exprimer leur colère et leur mécontentement. Parallèlement aux avantages

économiques, les dirigeants autoritaires ont développé trois stratégies répressives pour dissuader les dissidents potentiels, contenir leur influence et les punir en recourant à des procédures exceptionnelles et des dispositions légales stipulées dans des lois et règlements d'urgence et anti-terrorisme.

Premièrement, les dirigeants autoritaires développèrent une puissante rhétorique faisant appel aux sentiments pour contrôler la société et justifier la répression. La rhétorique nationaliste arabe, prédominante dans les années soixante et soixante-dix, jouit d'un soutien populaire considérable et conduisit à imposer un système de parti unique dans la plupart des pays [16]. Elle permit aux régimes autoritaires dans la région de mobiliser les masses, d'asseoir leur légitimité et de consolider leur pouvoir. Toutefois, la fin des années soixante marqua un tournant spectaculaire. Après la *naksa* [17], les dirigeants firent du pragmatisme et des seuls intérêts nationaux leur cheval de bataille. Le discours politique fit de la sécurité, de l'unité et de la souveraineté nationales contre la conspiration étrangère une priorité supérieure à toutes autres questions politiques, économiques ou sociales. Cet argument fut systématiquement utilisé pour écarter toute menace réelle ou potentielle pour la stabilité du régime et comme prétexte à la répression menée par l'État.

Deuxièmement, les dirigeants autoritaires mirent en œuvre des moyens légaux de répression au travers de lois d'urgence visant à réduire les libertés individuelles et permettant à l'État d'exercer un pouvoir sans aucun contrôle. Ces lois ont prévalu en Algérie, en Égypte et en Syrie et elles ne furent abrogées qu'après le début des révoltes arabes. À quelques différences mineures près, les lois d'urgence restreignent la liberté de réunion, de circulation et de résidence des personnes. Elles permettent d'arrêter et de détenir les suspects qui menacent la « sécurité publique » et de contrôler sans restriction les personnes et les lieux au titre du code de procédure criminelle.

En Égypte, plus de 1 000 prévenus civils ont été jugés devant des tribunaux militaires entre 1992 et 2000

en vertu de la loi d'urgence. 92 ont été condamnés à mort et 644 emprisonnés à vie [18]. Les organisations des droits de l'homme ont estimé que le nombre d'islamistes et autres prisonniers politiques détenus au titre de la loi d'urgence en Égypte était compris entre 13 000 et 20 000 fin 2001 [19]. En Jordanie, au Maroc et en Tunisie, les lois anti-terrorisme ont renforcé les pouvoirs des forces de sécurité grâce à des dispositions exceptionnelles et ont engendré des violations récurrentes des droits de l'homme et d'importantes restrictions des libertés fondamentales [20] [21]. En Tunisie, 2 000 personnes ont été détenues, accusées et/ou reconnues coupables de terrorisme entre 2004 et 2009 [22].

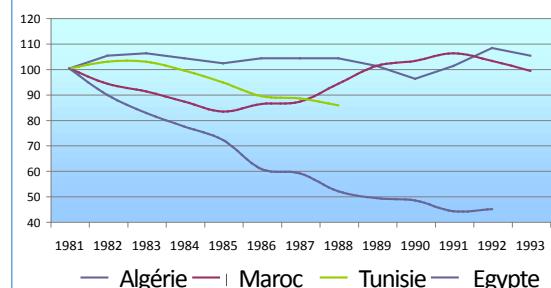
Troisièmement, les régimes autoritaires dans la région ont souvent recouru massivement et de façon disproportionnée à la force et la violence contre les émeutes de la faim et les manifestants pacifiques, aux arrestations arbitraires en masse, à la torture et à l'intimidation générale [23].

II. Un contrat impossible à honorer

Le contrat autoritaire permit aux pays dans la région de connaître dans les années soixante et une partie des années soixante-dix une croissance économique relativement forte et d'améliorer leurs indicateurs de capital humain grâce à des politiques populistes de redistribution. Les pays profitèrent d'importants flux financiers qui leur permirent de financer ces politiques.

L'Égypte, la Syrie et la Tunisie étaient des petits producteurs au vu des critères internationaux, mais elles disposaient d'importantes ressources pétrolières. Le pétrole représentait une grande partie de leurs exportations et des revenus du gouvernement. Le Maroc et la Jordanie étaient d'importants producteurs de phosphates, dont les prix furent multipliés par cinq après 1973. Pendant les années 1980, ce schéma s'inversa. Les revenus des gouvernements chutèrent suite à l'affondrement des produits issus du pétrole et des phosphates ; la baisse des envois de fonds par les migrants et de l'aide des États du Golfe imposa des restrictions budgétaires drastiques. Il devint impossible d'honorer le contrat social en vigueur.

Graphique 1. Evolution des salaires publics moyens



Source: Calculs de L.Achy

Les réformes économiques mises en œuvre frapperent de larges tranches de la population dans les pays arabes méditerranéens sans offrir de véritable ouverture politique permettant d'exprimer les doléances [24]. Les termes du contrat furent radicalement modifiés au titre des programmes d'ajustement des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Les politiques libérales réduisirent radicalement ou supprimèrent progressivement la plupart des avantages, inversèrent les réformes agraires en encourageant la concentration des terres et plongèrent un grand nombre de petits et moyens exploitants agricoles dans la pauvreté. Vers la fin des années quatre-vingt, le secteur public était en sureffectif et inefficace et sa masse salariale représentait un lourd fardeau pour le budget de l'état. Elle représentait 55 pour cent des revenus courants au Maroc, 52 pour cent en Algérie, 42,5 pour cent in Tunisie. Outre la stabilité de l'emploi et les autres avantages non salariaux, les emplois du secteur public offraient des salaires relativement supérieurs à ceux du secteur privé [25].

L'État réagit en réduisant le nombre de nouveaux postes offerts dans le secteur public, dont la contribution à la création totale d'emplois chuta à la fin des années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt-dix en Algérie, au Maroc, en Égypte et en Jordanie. Les plus touchés furent les demandeurs d'emploi instruits (en particulier les femmes) qui voyaient généralement dans la fonction publique une option naturelle et sûre après l'obtention de leurs diplômes. Cet impact se traduisit par des taux de chômage en hausse et l'allongement des files d'attente et du temps nécessaire pour obtenir un emploi. La gratuité de l'éducation et l'accès accru à l'enseignement secondaire et

supérieur compliquèrent davantage la situation. Les taux de chômage parmi les jeunes bondirent de plus de 20 pour cent après avoir stagné à des niveaux négligeables. En conséquence, les régimes autoritaires dans la région perdirent un des principaux moyens d'asseoir leur légitimité et d'exercer leur autorité.

Afin de limiter le poids de la masse salariale sur le budget de l'État, les salaires du secteur public furent gelés ou parfois augmentés, mais pas suffisamment pour compenser l'effet d'érosion de la libéralisation des prix et de l'inflation. Le pouvoir d'achat des salaires dans la fonction publique chuta fortement dans des pays comme la Tunisie et l'Égypte, où le salaire moyen dans le secteur gouvernemental perdit 60 pour cent de sa valeur au cours des années quatre-vingt-dix. Le processus d'érosion salariale se poursuivit dans les années 2000, plus vite dans l'administration publique que dans les autres secteurs économiques. Les baisses des subventions alimentaires et autres engendrèrent des émeutes, mais ces aides furent parfois rétablies pour préserver la paix sociale et la stabilité politique.

Toutefois, les régimes autoritaires commencèrent à perdre de plus en plus leur légitimité au sein de leurs partisans traditionnels, principalement les personnes privées de terres et les petits agriculteurs, les employés du secteur public et les foyers des classes moyennes. Au cours de la dernière décennie, les pays arabes méditerranéens ont connu une augmentation du nombre de grèves, de manifestations et d'autres formes de protestations sociales, motivée par les griefs économiques et sociaux [26]. La colère et la frustration gagnèrent les pauvres dans les campagnes, les chômeurs instruits, les vendeurs de rue marginalisés et les fonctionnaires appauvris. La stabilité des régimes ne fut toutefois pas remise en question. Les dirigeants autoritaires purent mettre en place un certain nombre de stratégies afin de préserver leur pouvoir et rétablir une partie de leur légitimité perdue.

III. Des stratégies de survie alternatives

Trois stratégies furent développées pour préserver les régimes et renforcer leur résilience. D'abord, les

régimes transférèrent progressivement leur socle social vers une minorité de l'élite économique influente et bâtirent de nouveaux réseaux de soutien grâce à la privatisation et à d'autres incitations visant le secteur privé. Ensuite, ils accordèrent un certain degré de liberté et de droits politiques comme soupe de sécurité pour éviter tout soulèvement radical. Enfin, ils profitèrent au début des années 2000 du terrorisme international grandissant pour s'assurer le soutien de l'Occident et se poser en partenaires vitaux dans la guerre internationale contre la terreur. En même temps, ils consolidèrent leurs forces de police et de sécurité pour réprimer les manifestants et les dissidents lorsque nécessaire.

Des réseaux de soutien au sein de l'élite économique

Les régimes autoritaires profitèrent de la politique de privatisation pour créer une forme de capitalisme du copinage dans laquelle les hommes d'affaires dépendent fortement de l'État pour accéder au pouvoir et obtenir ses faveurs. En agissant ainsi, les régimes visaient un double objectif. Premièrement, créer une nouvelle coalition sociale pour le régime afin de contrebalancer le poids des partisans traditionnels frappés par les réformes du marché, les réductions des subventions et autres prestations sociales. Deuxièmement, garder le contrôle de l'économie et éviter tout défi potentiel que peut présenter une communauté économique indépendante. Les régimes purent ainsi créer une élite loyale d'entrepreneurs constituée de capitalistes du secteur privé, d'élites foncières, d'officiers militaires et de hautes autorités de l'État [27]. Tous garantirent une manne de profits en achetant des biens privés cédés pour une valeur symbolique. De nombreux cas de sous-évaluation d'entreprises publiques privatisées furent rapportés. La privatisation apparut comme un prolongement du pouvoir de l'État et son retranchement derrière un nouveau modèle socio-économique.

Les régimes utilisèrent également de coûteux programmes d'incitation, la tolérance de la fraude fiscale et l'accès facilité aux marchés publics et financiers comme outils leur permettant de contrôler et de

discipliner le secteur privé. En Tunisie par exemple, le gouvernement se priva chaque année de 50 à 60 pour cent de l'impôt sur les bénéfices des sociétés sous la forme d'encouragements fiscaux pendant la période 2000-2007 [28]. L'absence d'investissements de la part du secteur privé et l'échec en matière de baisse du chômage amènent à s'interroger sur le bien-fondé de ces incitations.

Une avancée timide vers la réforme politique

L'empire de l'autoritarisme dans la région fut à la fois persistent et dynamique [29]. Outre la distribution de profits économiques et le recours à différentes stratégies répressives, la résilience du régime autoritaire dans la région fut également due à sa capacité à mettre en place des réformes politiques marginales pour gérer les pressions internes et externes sur la démocratie. Bien qu'imparfaits, le passage au multipartisme et l'organisation régulière d'élections conférèrent aux régimes autoritaires dans la région une certaine légitimité de façade.

La plupart des pays de la région commencèrent à organiser des élections législatives régulières (à partir de 1976 en Égypte, 1989 en Tunisie et 1991 en Algérie) et permirent un certain degré de pluralisme. La Syrie organisa des élections pour le Conseil du Peuple en 1990 et le congrès du parti Baas approuva l'idée de partis politiques indépendants en 2005. L'Égypte, la Tunisie et l'Algérie mirent en place des élections présidentielles nominales ouvertes au milieu des années 1990. Toutefois, les régimes en place contrôlaient les processus électoraux, des listes électorales aux partis et aux candidats autorisés à se présenter, les modes de scrutins et l'utilisation des médias pendant les campagnes électorales. Les régimes parvinrent ainsi à écarter tout résultat non favorable et bafouèrent l'ouverture politique [30]. Loin d'affaiblir les régimes en place, ces réformes timides engendrèrent de nouveaux systèmes autoritaires intégrant des politiques économiques libérales, de nouvelles alliances gouvernementales, un pluralisme superficiel et des tactiques de légitimation électorale [31]. Contrairement à un véritable processus de dé-

mocratisation, les réformes politiques par le haut et superficielles introduites dans la région ces deux dernières décennies n'ont pas conduit à la redistribution du pouvoir, parfois bien au contraire.

Un soutien occidental assuré par la guerre contre la terreur

Les attaques terroristes du 11 septembre firent entrer dans la politique étrangère des États-Unis le débat sur les réformes politiques et la démocratie dans la région arabe. L'administration Bush accusa l'autoritarisme d'être responsable de l'expansion du terrorisme et prit l'engagement de promouvoir la démocratie dans la région. Après différentes expériences électorales dans la région entre 2001 et 2004, les États-Unis réalisèrent que la démocratisation conduirait probablement à la percée des Islamistes dans la politique arabe avec le risque que les gouvernements islamistes soient moins disposés à coopérer avec eux que les dirigeants autoritaires alors en place [32].

Les régimes autoritaires saisirent cette occasion inattendue pour renouveler leur discours et se poser en partenaires vitaux dans la guerre internationale contre la terreur. L'argument de la « crainte des Islamistes » servit à décourager toute forme d'opposition intérieure et à justifier une répression excessive. En conséquence, l'Occident toléra les violations des droits de l'homme et la manipulation des élections et préféra soutenir l'autoritarisme dans la région pour préserver ses intérêts au lieu de soutenir un processus de démocratisation risqué.

IV. Les facteurs qui accélérèrent la rupture

Les économies de la région se sont développées au cours des six dernières années, affichant des taux de croissance économique relativement supérieurs à ceux obtenus dans les années quatre-vingt-dix, et la plupart d'entre elles semblaient avoir contenu l'impact de la crise économique internationale. Trois facteurs, au cœur du soulèvement massif dans les deux pays, ont toutefois affecté la résilience du modèle

de contrat autoritaire dans la région et conduit, à ce jour, à son effondrement en Tunisie et en Égypte. D'abord, les fruits de la croissance économique n'ont pas été partagés équitablement entre les différents groupes sociaux. L'inégalité a augmenté, tout comme l'exclusion économique et la frustration sociale. Ensuite, la corruption endémique a proliféré de façon irrémédiable au cœur du régime. La situation atteignit son point limite en Tunisie avec les révélations de Wikileaks qui eurent, sur la frustration du peuple, un véritable effet démultiplicateur. Enfin, en permettant aux gens de partager leur prise de conscience, d'échapper à la censure des médias officiels et de faciliter la coordination parmi un très grand nombre de personnes, les médias sociaux ont exposé les régimes autoritaires à des défis sans précédent. L'auto-immolation de Bouazizi déclencha l'explosion sociale qui s'étendit à l'ensemble de la région.

Inégalité grandissante et exclusion croissante

Les enquêtes sur les ménages, qui permettent de calculer les indicateurs d'inégalité, portent exclusivement sur l'inégalité en termes de revenus et de consommation. Bibi et Nabli (2010) ont souligné que par rapport au reste du monde, l'inégalité des revenus dans la région arabe est restée relativement élevée, avec des coefficients de Gini plus faibles qu'en Amérique Latine et en Afrique subsaharienne, comparables à ceux de l'Asie de l'Est, mais supérieurs à ceux de l'Europe, de l'Asie Centrale et de l'Asie du Sud. Bibi et Nabli ont rapporté une baisse globale de l'inégalité des revenus dans le monde arabe. Toutefois, comme le montre le tableau, ce constat cache des tendances divergentes entre les pays.

Pour des raisons de méthodologie, les enquêtes sur les ménages sous-estiment le niveau réel d'inégalité du fait du manque d'informations sur les personnes les plus riches et le degré de sous-estimation peut varier d'un pays à l'autre, raison pour laquelle les comparaisons internationales sont dénuées de sens. Par exemple, l'inégalité des revenus semble être relativement plus élevée dans les pays

arabes que dans d'autres régions, et la distribution des autres indicateurs non liés aux revenus tels que l'éducation, la santé et la propriété foncière est l'une des plus inégales dans le monde [33].

En outre, dans les pays touchés par la corruption et la fraude, les données sur les revenus déclarés manquent de pertinence et représentent sans doute imparfaitement l'ampleur de l'inégalité. L'inégalité en terme de richesse serait peut-être plus pertinente dans ces circonstances, mais aucune donnée correspondante n'est disponible. Au-delà des statistiques, la perception de l'inégalité par le public et les sentiments d'injustice qu'elle engendre peuvent être beaucoup plus éloquents. Quiconque visite l'Égypte, par exemple, remarquera l'inégalité déconcertante qui existe entre les villages déshérités de Gizeh, privés d'eau courante et d'électricité, et le site des pyramides voisin, lieu d'énormes investissements en hôtels de luxe, nouveaux complexes résidentiels riches et isolés et musées de classe internationale [34]. Les politiques économiques libérales et le changement de socle social des régimes autoritaires se sont traduits par une inégalité grandissante et des formes extrêmes d'exclusions sociale et régionale. Les pauvres et la classe moyenne qui ont investi dans l'éducation de leurs enfants n'ont récolté que de la frustration et leurs

Tableau 3. Evolution des inégalités

	Elevées	Moyennes	Faibles
Juste une observation	Comores	Oman et Emirats Arabes Unis	Liban
Pas d'évolution		Jordanie avec Gini 1992	Syrie
Stable	Mauritanie depuis 1995, Tunisie depuis 1990	Jordanie en ignorant Gini 1992	Kuwait et Egypte
		Maroc	
En augmentation	Maroc et Tunisie	Algérie	Syrie et Yemen depuis 1998
En diminution	Tunisie entre 1980s et 1990s	Algérie	

Source: Sami Bibi et Mustapha Nabli (2010)

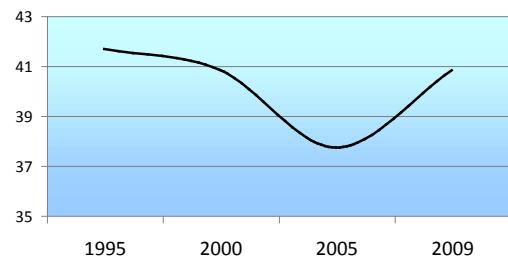
Encadré 3. Inégalités régionales croissantes en Tunisie

Les estimations disponibles sur les inégalités de revenus en Tunisie confirment l’élargissement de l’écart entre les riches et les pauvres au cours des cinq dernières années. L’indice delta de Gini a diminué entre 1995 et 2005 mais a augmenté depuis. Trois facteurs en particulier ont contribué à l’aggravation des inégalités : un niveau de chômage plus élevé chez les jeunes de classes pauvres et moyennes, l’absence de politiques fiscales redistributives, et les effets régressifs des dépenses sociales publiques (Figure 2).

Les statistiques officielles montrent que les taux de pauvreté ont diminué et que la situation économique globale s’est améliorée au cours de la dernière décennie. Toutefois de grandes parties du pays ont été négligées et ceci a exacerbé les inégalités régionales. L’écart des taux de pauvreté entre la capitale et le reste du pays montre que la variation régionale en termes de niveaux de vie a augmenté entre 2000 et 2004 [36]. L’écart par rapport à Tunis a augmenté dans toutes les régions. Le nord-ouest et le centre-est qui ont bénéficié d’investissements publics ainsi que de projets du secteur privé dans le tourisme et la fabrication off-shore sont plus proches de la capitale. Le sud et le centre-ouest, en revanche, sont en retard. D’autres indicateurs corroborent la persistance de grandes différences entre les régions côtières et les régions intérieures en termes d’accès aux infrastructures, à l’éducation, aux services de santé, et aux opportunités d’emploi. Les régions les plus pauvres manquent d’infrastructures économiques et sociales adéquates et souffrent de forts taux de chômage. Les trois régions les plus privilégiées (Grand Tunis, le centre et le nord-est) abritent 60% de la population et près de 90% des entreprises du secteur formel [37]. A l’inverse, les trois régions de l’ouest les plus défavorisées (nord-ouest, centre-ouest et sud-ouest) abritent 30% de la population tunisienne et moins de 8% des entreprises (Figure 3).

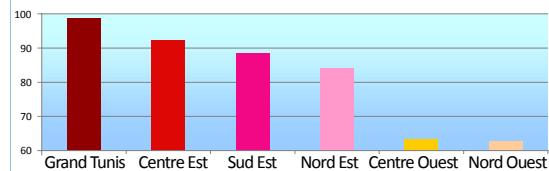
rêves et leurs espoirs ont été brisés. La prévalence du népotisme rend le problème encore plus complexe. Contrairement aux jeunes issus de milieux plus riches qui peuvent compter sur des réseaux fournis, ceux qui viennent de familles défavorisées finissent généralement au chômage ou condamnés à des emplois précaires.

Graphique. 2. Augmentation des inégalités régionales en Tunisie (basée sur l’indice Gini)



Source: Calculs de L.Achy

Graphique. 3. Accès des ménages à l’eau potable (2010)



Source: Calculs de L.Achy

Au cours des quelques dernières années, les fortes fluctuations des prix internationaux ont entraîné une inflation à deux chiffres pour les produits de base dans la plupart des pays de la région. Dans la mesure où les riches ne consacrent qu’une petite partie de leurs revenus à l’alimentation, ces hausses ont affecté les pauvres plus durement et leur sentiment d’inégalité et d’injustice a encore grandi. Une récente étude du FMI révèle que le risque de manifestations contre le gouvernement, d’émeutes et de conflit civil augmente avec la hausse des prix de l’alimentation [35].

Une corruption endémique au cœur des régimes

Les régimes autoritaires dans la région ont longtemps attribué la pauvreté et le chômage dans leur pays au manque de ressources financières intérieures et ont centré leurs politiques sur l’encouragement des investissements étrangers, des envois de fonds et parfois de l’aide internationale. Toutefois, la corruption galopante, l’abus de fonction et le détournement de fonds publics par les amis, les alliés et les clients des régimes ont poussé les gens à la défiance et à la colère. Ils reconnaissent maintenant que la corruption et la mauvaise gouvernance sont les véritables causes de l’échec. Un des principaux griefs qu’ils exprimèrent dans leurs protestations fut leur frustration

face aux cas de corruption scandaleux. La corruption constitue une atteinte aux droits fondamentaux de l'homme en matière de traitement équitable, de prise de décision impartiale et de protection du statut civil et politique.

En Tunisie par exemple, les membres de la famille de Ben Ali profitaient de leur fonctions au pouvoir et des positions leur permettant d'amasser des richesses, en monopolisant les fonctions de financiers intermédiaires dans les privatisations, les opérations d'import-export, l'accès aux marchés publics et l'accès à l'information. Ils procédaient également par intimidation, s'emparant d'une partie des capitaux des entreprises florissantes et multipliant les stratégies « matrimoniales » afin d'élargir leur champ d'intervention [38]. Selon Global Financial Integrity (GFI), l'Égypte a perdu plus de 6 milliards de dollars US par an sur la période

Encadré 4. Les médias sociaux en Egypte

Le mouvement Kefaya a attiré de nombreux jeunes apolitiques. En 2004 et 2005, ce mouvement a organisé une série de manifestations de protestation phares demandant la fin de la présidence Mubarak et de la loi d'urgence imposée au pays.

En 2008, de jeunes activistes de Kefaya formèrent le Mouvement du 6 avril en solidarité avec des travailleurs du textile qui envisageaient une grève pour cette date. Le mouvement a attiré 70 000 membres sur Facebook, ce qui en fit le plus grand mouvement de jeunes en Egypte à l'époque.

Des membres des deux mouvements – le mouvement du 6 avril et Kefaya – étaient derrière la création du plus important groupe sur Facebook en juin 2010, appelé «Nous sommes tous Khaled Said» en mémoire du jeune homme battu à mort par des policiers à Alexandrie. La version en arabe de cette page de Facebook était gérée par un activiste anonyme qui plus tard s'est révélé être un cadre de Google (Wael Ghonim). La page a attiré plus d'un million de supporteurs et devint le point focal d'un certain nombre de grandes protestations contre les abus de l'état au cours de l'été 2010. Ce cadre a utilisé la page pour appeler les égyptiens à descendre dans la rue le 25 janvier, qui est la date du jour de célébration de la Police Nationale.

Source: The Arab Revolts (2011)

2000-2008 dans des activités financières illicites et la corruption du gouvernement [39], soit l'équivalent de 5 pour cent du PIB sur la même période. Inutile d'expliquer pourquoi les Égyptiens ne supportaient plus le régime de Moubarak.

Le rôle des médias sociaux

L'utilisation des téléphones mobiles, l'accès aux chaînes de télévision par satellite, Internet et les autres technologies de médias sociaux ont connu un développement spectaculaire dans la région au cours des dix dernières années. Abordables et faciles d'accès, y compris pour les personnes vivant dans des zones reculées manquant d'infrastructures, ces technologies modernes de communication se sont popularisées et ont permis aux gens ordinaires d'échapper à la censure imposée par les médias contrôlés par l'État. Les habitants de la région ont compris à quel point la situation s'était dégradée et ont pris conscience des différences entre leur monde et celui qui les entoure en termes de niveau de vie, de réussite et, plus généralement, de développement humain et culturel [40].

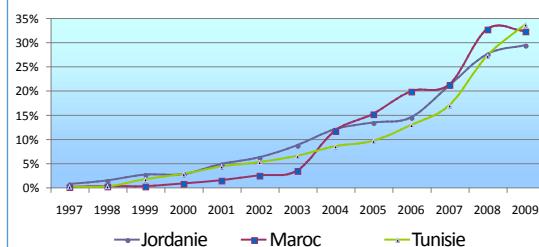
Les médias sociaux ont également permis de lever les contraintes imposées à la sphère publique par les lois d'urgence et les restrictions en matière de liberté de réunion et de manifestations publiques. L'activisme numérique, au travers de blogs dédiés et des pages Facebook, a remplacé les formes traditionnelles d'activisme. En Égypte par exemple, moins de 5 pour cent des jeunes appartiennent à des partis politiques [41].

Les médias sociaux ont permis aux gens de développer la confiance et de partager la prise de conscience vis-à-vis des problèmes économiques et sociaux majeurs. Les technologies de l'information et de la communication facilitent la mobilisation en connectant les citoyens partageant les mêmes sensibilités, en proposant des informations non officielles à quiconque est intéressé, en invitant les manifestants à se rassembler sur les places publiques et en permettant d'organiser des marches ou d'autres formes d'activisme politique [42].

Au-delà de la mobilisation, les médias sociaux ont permis aux activistes en ligne d'informer l'opinion publique internationale grâce aux blogs, aux mises à jours Facebook, aux communications par téléphone cellulaire et, de façon encore plus marquante, aux vidéos YouTube [43]. Les témoignages télétransmis par les gens ordinaires sont devenus une source d'information pour les agences de presse internationales et les chaînes de télévision par satellite dans le monde entier. En utilisant les témoignages télétransmis par les « activistes numériques », Al Jazeera, par exemple, joua un rôle d'impulsion dans la plupart des manifestations arabes. La diffusion en directe permit aux auditeurs du monde entier, confortablement installés chez eux, de rester informés du déroulement des évènements dans les rues tout en échappant à la propagande des médias patronnés par l'État.

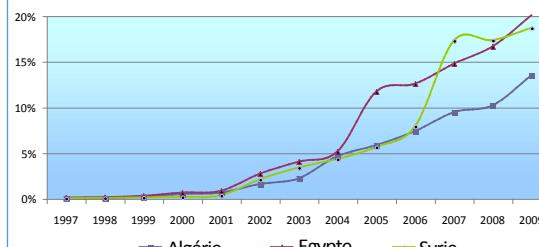
Bien que les régimes autoritaires aient poursuivi les activistes numériques, fermé leurs blogs et emprisonné certains, ils n'ont rien pu faire contre le rôle puissant et subversif d'Internet et des médias sociaux. Ces derniers sont apparus comme le contrepoint des vecteurs et instruments dont les régimes s'étaient traditionnellement servis pour asseoir leur autorité. En Tunisie comme en Égypte,

Graphique. 4. Taux de pénétration d'internet en Jordanie, Maroc et Tunisie



Source: Calculs de L.Achy

Graphique. 5. Taux de pénétration d'internet en Algérie, Egypte et Syrie



Source: Calculs de L.Achy

on parla de « révoltes sans chefs », trop de gens ordinaires pour que les régimes parviennent à les identifier, les réprimer ou les coopter.

V. L'avenir : de l'économie à la politique et retour

Il est apparu que le contrat autoritaire était impossible à honorer. La transition à partir de l'autoritarisme, qu'elle ait lieu dans l'ordre ou qu'elle résulte de manifestations généralisées et du renversement des dirigeants en place, devrait conduire à un système politique inclusif laissant de la place, dans le processus de prise de décision, à la diversité politique et à la participation de la société civile (syndicats, organisations du secteur privé et organisations de jeunes).

La fin du contrat autoritaire exige de passer clairement d'une légitimité fondée sur le favoritisme à une légitimité rationnelle reposant sur des moyens constitutionnels et des agences économiques et de développement fondées sur la performance. Mais l'ouverture politique n'est pas l'objectif ultime. Elle doit se refléter dans les politiques économiques et sociales et ses effets doivent profiter aux tranches moyennes et pauvres de la population. En passant de la coopération et du clientélisme à des mécanismes d'affection et de promotion dans le secteur public fondés sur le mérite, davantage d'opportunités devraient se présenter pour un leadership jeune et féminisé ainsi qu'aux autres segments sociaux et ethniques sous-représentés. Au lieu d'entretenir le favoritisme, les gouvernements dans la région doivent concevoir des modèles d'incitation adéquats reposant sur la performance économique et la justice sociale. Pour que cela soit efficace, les responsables politiques doivent se concentrer sur quatre piliers.

Premièrement, revoir la **politique budgétaire** et viser un système plus équitable : l'impôt direct plutôt qu'indirect, un impôt sur le revenu progressif, la lutte contre la fraude fiscale et les exemptions injustifiées. Dans la plupart des pays de la région, les impôts indirects sont plus nombreux que les impôts directs. À titre d'exemple, seul un tiers des impôts tunisiens provient des

impôts directs pour deux tiers provenant des impôts indirects [44]. Le poids des impôts indirects touche beaucoup plus les pauvres car ils consacrent généralement la totalité de leurs revenus à la consommation. Les riches peuvent échapper aux impôts indirects et bénéficier d'avantages fiscaux en épargnant ou en investissant une partie de leurs revenus. En ce qui concerne l'imposition directe, les particuliers paient plus d'impôts que les sociétés (65 pour cent pour les premiers et 35 pour cent pour les seconds). La modeste contribution de l'impôt sur les bénéfices des sociétés n'est pas le fait d'un faible taux nominal d'imposition des sociétés, fixé à 30 pour cent, mais d'un généreux système d'encouragements fiscaux accordés au titre du code des investissements à des sociétés choisies. Sur la période 2000-2007, le gouvernement se priva chaque année de 50 à 60 pour cent de l'impôt sur les bénéfices des sociétés sous la forme d'encouragements fiscaux. En Égypte, les sociétés privées non liées au secteur du pétrole ne contribuent que très modestement aux revenus de l'État.

Deuxièmement, élaborer une **politique industrielle adaptée** avec un moyen global permettant de développer une stratégie économique à long terme. Les pays dans la région doivent corriger les distorsions au niveau de leurs politiques commerciales et rationaliser leurs programmes incitatifs. Ils peuvent pour cela tirer des enseignements des expériences turque et sud-coréenne.

Troisièmement, les responsables politiques dans la région devraient introduire des incitations adéquates pour canaliser les ressources vers une **sélection de secteurs du savoir et à forte valeur ajoutée** afin d'absorber la main d'œuvre instruite. La part des secteurs les plus tournés vers l'exportation dans la croissance économique a été limitée par leur faible valeur ajoutée et leur manque d'intégration dans le tissu économique.

Quatrièmement, les responsables politiques dans la région devraient consolider les **mécanismes de marché et renforcer la transparence** pour une affectation efficace des ressources. Pour cela, ils doivent renforcer les autorités de la concurrence et mettre en œuvre des règlements pro-concurrentiels. La plupart des pays disposent de lois sur la concurrence conformes aux normes internationales, mais des problèmes de mise en œuvre subsistent toutefois [45].

Notes:

- 1 : Selon Desai et al., (2009), le « contrat autoritaire » fait référence à un arrangement ou un marché implicite entre le régime et la population en vertu duquel les gens renoncent à leur liberté et leur participation politique en échange de biens publics et autres avantages économiques.
- 2 : Selon Richard et Waterbury (2008), les grandes cohortes d'Arabes érudits et citadins ne pouvaient plus être contenues dans les régimes autoritaires paternalistes et répressifs.
- 3 : Les slogans des manifestants dans la région mettaient plus la dignité, la liberté et la justice sociale en avant.
- 4 : La légitimité politique est la reconnaissance d'un régime par le peuple. Selon Max Weber, il existe trois sources de légitimité : l'autorité charismatique dérivée du charisme du chef, l'autorité traditionnelle obtenue par tradition (cas d'une monarchie) et l'autorité rationnelle-légale fondée sur des règles constitutionnelles.
- 5 : Albertus et Menaldo (2010)
- 6 : Un feddan équivaut à 4,2 hectares
- 7 : El-Ghonemy (1990), *The Political Economy of Rural Poverty: The case of land reform*, Londres : Routledge 1990
- 8 : PNUD (non daté), Politique macroéconomique pour la réduction de la pauvreté : Le cas de la Syrie.
- 9 : PNUD (non daté)
- 10 : La population rurale représente 45 pour cent de la population totale avec de grandes différences régionales.
- 11 : PNUD (non daté)
- 12 : Banque Mondiale (1992) *Arab Republic of Egypt : An Agricultural Strategy of the 1990s*, Rapport 11083-EGT, Washington, D.C
- 13 : Mohamed Abou-Mandour (1995)
- 14 : Janvry et Sadoulet (2011), *The three puzzles of land reform*

- 15 : La Banque Mondiale (2004) semble indiquer que l'emploi dans le secteur public dans le MOAN fait partie d'un contrat social par lequel les gouvernements garantissent aux jeunes instruits l'accès aux emplois publics. Rapport de développement du MOAN : "Unlocking the Employment Potential in the Middle East and North Africa". Washington, DC
- 16 : Ottaway et Chouair (2008), Beyond the façade: Political reforms in the Arab World
- 17 : Ce mot renvoie à la défaite de la coalition arabe contre Israël pendant la guerre des Six Jours en 1967
- 18 : Kassem (2004), Egyptian Politics: The Dynamics of Authoritarian Rule
- 19 : U.S. State Department, 2001 Country Reports on Human Rights Practices: Egypt
- 20 : Amnesty international (2006), La nouvelle loi anti-terroriste jordanienne ouvre la porte à de nouvelles violations des droits humains
- 21 : UN CCPR (2004), Human rights body criticizes anti-terror law in Morocco
- 22 : Congressional research service (2011), Tunisia: recent developments and policy issues
- 23 : Selon Friedman, le slogan des autocrates arabes était : « Régnez par la peur – suscitez la peur au cœur de votre peuple en lui faisant savoir que vous ne suivez aucune règle pour que jamais, au grand jamais, il ne pense à se rebeller contre vous. » <http://www.nytimes.com/2011/08/03/opinion/the-new-hama-rules.html>
- 24 : Richards et Waterbury (2008), p 323
- 25 : Pissarides
- 26 : Ottaway et Hamzawy (2011), "Protest movements and political change in the Arab world"
- 27 : Stephen King (2009), The new authoritarianism in the Middle East and North Africa
- 28 : Calcul de l'auteur fondé sur les données fiscales en Tunisie et « La fiscalité tunisienne et la question de cohésion sociale » UGTT (2006).
- 29 : Stephen King (2009)
- 30 : Lors des élections parlementaires de 2000, les candidats indépendants ont obtenu plus de la moitié des sièges de l'Assemblée du Peuple contre 38 pour cent pour le Parti National Démocratique (PND) au pouvoir. Toutefois, comme la plupart des indépendants rejoignirent ultérieurement le bloc PND, le parti au pouvoir obtint une forte majorité (87 pour cent) à l'assemblée. Pour plus d'informations, voir Dunne et Hamzawy (2008) dans Marina et Chouair
- 31 : Stephen King (2009)
- 32 : Selon Gregory Gause (2005), personne ne peut prédire le cours que suivra une démocratie nouvelle, mais les sondages d'opinion et les récentes élections dans le monde arabe montrent que la démocratie peut engendrer un nouveau.
- 33 : Sami Bibi et Mustapha Nabli (2010), Equity and inequality in the Arab region", ERF Policy Research Papers
- 34 : Extrait de "Egypt on the Brink" (2010) that refers to Petra Kuppinger ("Pyramids and Alleys")
- 35 : IMF (2011), Food prices and political instability
- 36 : Il s'agit des données disponibles les plus récentes. D'autres statistiques plus actuelles révèlent que la division régionale s'est accrue depuis 2004
- 37 : Nous avons utilisé la définition ad hoc selon laquelle une véritable entreprise compte au moins cinq employés
- 38 : Hibou, Meddeb et Hamdi (2011), La Tunisie d'après le 14 janvier et son économie politique et sociale
- 39 : http://www.gfip.org/index.php?option=com_content&task=view&id=366&Itemid=70
- 40 : Bernard Lewis (2005), Freedom and Justice in the Modern Middle East, Foreign Affairs
- 41 : Rapport national sur le développement humain (2010)
- 42 : Ritter et Trechsel (2011), On the Role of Texts, Tweets, and Status Updates in Nonviolent Revolutions
- 43 : Ritter et Trechsel (2011)
- 44 : Les chiffres reposent sur les données des recettes fiscales (à l'exclusion du produit des compagnies pétrolières) sur la période 2005-2009
- 45 : Remerciements à Joulan Abdulkhalek et Peter Gruskin pour leur aide très précieuse pour les recherches .

CHAPITRE 3. L'EMPLOI DES JEUNES DANS LES PM

Introduction

La problématique de l'insertion professionnelle des jeunes (15-24 ans) dans les pays méditerranéens (PM) a pris de l'ampleur depuis une dizaine d'années pour en arriver à déclencher les mouvements de révoltes du «printemps arabe». Il n'est en effet pas anodin que l'élément déclencheur de cette vague de revendication fut l'immolation par le feu d'un jeune diplômé universitaire tunisien à la suite d'une altercation avec un policier à propos de son activité « informelle » de vendeur ambulant. La persistance et l'aggravation des difficultés d'insertion des jeunes sur le marché de l'emploi au cours de la décennie écoulée ont généré un malaise profond entre la jeunesse, notamment les plus diplômés, et la société. La cohésion sociale en vigueur n'a pas résisté à la dégradation des conditions de vie des jeunes consécutive à une exclusion de longue durée du marché du travail. Cette exclusion économique s'est par ailleurs renforcée d'un sentiment d'exclusion sociale et politique plus aiguë. En effet, l'ouverture au monde par le biais des médias et notamment des technologies de l'information et des communications (TIC) a modifié les aspirations des jeunes générations des PM sur le fonctionnement de la société et le rôle qu'ils pouvaient y tenir. En conséquence l'écart générationnel vis-à-vis des adultes et des autorités publiques, encore ancrés dans un schéma traditionnel, s'est rapidement creusé jusqu'à la fracture pour la Tunisie et l'Egypte.

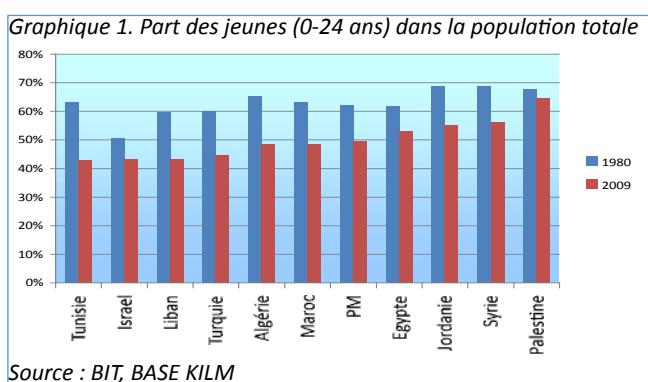
L'objet de ce chapitre est de dresser un bilan de la situation actuelle des jeunes sur le marché du travail des PM pour en tirer des conclusions quant aux actions à mener sur le long terme. Bien que les jeunes des PM représentent une force importante (section 1) et de plus en éduquée (section 2), son insertion sur le marché du travail est difficile (section 3) marquée notamment par une relation éducation-chômage inquiétante (section 4). Les raisons des difficultés des jeunes à s'insérer sur le marché du travail sont d'ordre à la fois macroéconomique et microéconomique (Section 5) et couvrent un vaste spectre d'intervention publique (formation-éducation, spécialisation productive, financement de l'acti-

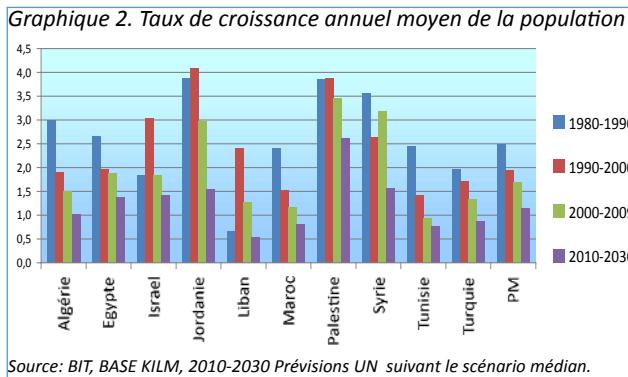
vité...). Face à ces enjeux systémiques, les politiques publiques sous-dimensionnées et mal coordonnées mises en œuvre n'ont pas eu les succès attendus (section 6).

I. La jeunesse, une vraie richesse pour les PM à condition qu'elle soit mobilisée

Bien que la plupart des pays méditerranéens (PM) [1] aient effectué leur transition démographique, la proportion de jeunes (15-24 ans) dans la population reste encore très élevée. En 2009, la moitié des 280 millions d'habitants des PM a moins de 24 ans (Tableau 1), ce ratio était de 60% en 1980 (Graphique 1). Les 0-14 ans qui représentaient 40% de la population au début des années 1980 ne représentent plus que 30% en moyenne alors que le poids des 15-24 ans est resté stable autour de 20%. Le taux de croissance moyen de la population des PM qui était de 2,5% par an sur la décennie 1980 est désormais situé à 1,5% et devraient être inférieur à 1% sur les deux prochaines décennies (Graphique 2). Les évolutions démographiques récentes semblent ainsi œuvrer dans le sens d'une moindre tension relative sur le marché du travail.

Néanmoins, la croissance démographique va peser sur le marché du travail car, selon les prévisions de l'ONU, la population de l'ensemble des pays MENA devrait augmenter d'un quart d'ici 2030 pour approcher les 350 millions d'habitants. Les 15-24 ans représenteraient alors autour de 70 millions d'individus contre 55 millions actuellement. Cette perspective implique donc que le marché du travail soit capable d'absorber ces millions d'individus supplémentaires dans les deux prochaines décennies.





II. Une jeunesse de plus en plus éduquée

Un accès généralisé aux cycles primaires et secondaires

La période passée depuis les indépendances a été celle de l'éducation. Les régimes autozentrés mis en place dès le départ ont eu comme principal objectif de diffuser la connaissance le plus largement possible. A titre d'exemple en 1955 la Tunisie avait autour de 65000 étudiants pour 350 000 originaires des pays européens contre 3500 étudiants correspondants aux 6 millions d'autochtones. Il y avait donc un important effort quantitatif à réaliser ce qui fut fait au prix d'un considérable engagement public.

Cet effort fut accentué au cours des dernières décennies ce qui a permis aux PM de rattraper en grande partie leur retard. Désormais dans la plupart des PM, le taux d'alphanétisation des jeunes est supérieur à 90%. Deux pays font exception, il s'agit du Maroc (80%) et dans une moindre mesure de l'Egypte (86%). L'école primaire s'est largement diffusée auprès de la population. Le taux brut de scolarisation dans le primaire est quasiment à 100%. Dans le secondaire, alors qu'il était inférieur à 50% dans la plupart des PM avant 1990, le taux brut de scolarisation avoisine ou dépasse désormais les 80% (Tableau 2).

Le Maroc et l'Egypte, auxquels s'ajoute la Syrie, ont des taux bruts de scolarisation dans le secondaire très en retrait. Le Maroc, malgré un effort important depuis la décennie 1990, est encore en retard dans ce domaine avec un taux brut de scolarisation dans le secondaire inférieur à 60%. En dépit de leur progrès, les PM doivent poursuivre leurs efforts pour combler leur retard en termes d'éducation par rapport à certains pays d'Asie ou encore d'Amérique Latine. Avec le ralentissement de la croissance démographique, les PM ne devraient pas avoir de difficultés à combler ce retard quantitatif dans la prochaine décennie.

Tableau 1. Population des PM et proportion des jeunes (0-24 ans)

	Population				Part dans la population totale			
	(en milliers, année 2009)				Population totale	(en %)		
	0-14 ans	15-24 ans	Pop. à l'âge de travail (15-64 ans)	0-14 ans		15-24 ans	0-24 ans	15-64 ans
Algérie	9529	7341	23752	34895	27	21	48	68
Egypte	26816	17148	52400	82999	32	21	53	63
Israël	1989	1112	4459	7170	28	16	43	62
Jordanie	2177	1305	3909	6316	34	21	55	62
Liban	1068	764	2847	4224	25	18	43	67
Maroc	9082	6414	21197	31993	28	20	48	66
Palestine.	1919	847	2233	4277	45	20	65	52
Syrie	7669	4616	13537	21906	35	21	56	62
Tunisie	2387	2030	7195	10271	23	20	43	70
Turquie	20060	13282	50350	74816	27	18	45	67
PM	82696	54858	181878	278868	30	20	49	65

Source : BIT, BASE KILM

Un premier point qui pose problème aujourd’hui et qui a été souligné par tous les rapports des agences internationales est l’amélioration de la qualité de leur système d’éducation. Par ailleurs, la hausse rapide des effectifs dans le secondaire et le tertiaire ne s’est pas accompagnée d’une hausse des dépenses d’éducation, le poids des dépenses publiques dans le PIB étant resté relativement stable sur la période (autour de 5%-6% du PIB). L’enquête PISA effectuée par l’OCDE auprès des jeunes de 15 ans montre ainsi que la Tunisie et la Jordanie qui sont les seuls pays de la zone à avoir eu le courage de se soumettre à cette évaluation, sont parmi les pays les plus mal classés (55ème place sur 65 pays) au niveau de la lecture, des mathématiques et des sciences (Tableau 3). Les scores obtenus aux tests TIMSS (Trends in International Math and Science Study) montrent les mêmes faiblesses : si le niveau moyen des élèves des PM (401) est légèrement inférieur

Tableau 3. Performances des élèves en compréhension de l’écrit, en mathématiques et en sciences, résultats enquête PISA (2009)[2]

Rang	Compréhension de l’écrit	Culture mathématique	Culture scientifique
	Moy. OCDE	493	496	501
1 <i>Shanghai-Chine</i>	556	600	575
22 <i>France</i>	496	497	498
32 <i>Grèce</i>	483	466	470
33 <i>Espagne</i>	481	483	488
37 <i>Israël</i>	474	447	455
41 <i>Turquie</i>	464	445	454
44 <i>Chili</i>	449	421	447
46 <i>Bulgarie</i>	429	428	439
48 <i>Mexique</i>	425	419	416
49 <i>Roumanie</i>	424	427	428
50 <i>Thaïlande</i>	421	419	425
53 <i>Brésil</i>	412	386	405
55 <i>Jordanie</i>	405	387	415
56 <i>Tunisie</i>	404	371	401
57 <i>Indonésie</i>	402	371	383
58 <i>Argentine</i>	398	388	401
64 <i>Azerbaïdjan</i>	362	431	373
65 <i>Kyrgyzstan</i>	314	331	330

Source : PISA 2009 base de données de l’OCDE

	TBS Primaire	TBS Secondaire	TNS Primaire	TNS Secondaire	TBS Tertiaire
Algérie	108	96	94	66	31
Egypte	101	67	93	65	28
Jordanie (2008)	97	88	89	82	41
Liban	103	82	90	75	53
Maroc (2007)	107	56	90	...	13
Palestine	79	87	75	85	46
Syrie	122	75	...	69	...
Tunisie	108	90	98	...	34
Turquie (2008)	99	82	95	74	38
Israël	111	89	97	86	63
Monde	107	68	88	60	27
Pays Arabes	97	68	85	59	22
Europe Centrale et Orientale	99	88	93	81	65
Asie Centrale	98	96	89	88	25
Asie de l’Est et Pacifique	111	78	94	65	28
Am. Latine et Caraïbes	117	90	94	73	37
Am. du Nord et Europe occidentale	102	100	95	90	72
Asie du Sud et de l’Ouest	110	56	87	...	10
Afrique subsaharienne	101	36	76	24	6

Source : Unesco

rieur à celui des élèves de l’Amérique Latine (406), il est en revanche nettement plus faible que ceux des élèves d’Asie du sud-est (466). Lorsque ce score est ajusté pour tenir compte des différences sur le PIB par habitant et sur le taux de scolarisation dans le secondaire, les résultats restent inférieurs pour les élèves des PM. Le score TIMSS ajusté montre, par exemple, que les élèves de Jordanie, du Liban ou de l’Egypte ont un niveau plus faible que celui prédit par leur niveau de Pib par habitant et leur taux de scolarisation dans le secondaire (Banque mondiale, 2008). Pour l’Egypte, Hamer (2007) détaille les principales faiblesses du système de formation dans les universités. Elle cite notamment le fait que les cours sont principalement assurés par des étudiants mal ou peu formés, des taux d’absentéisme des enseignants et des étudiants très élevés, des taux d’abandon très élevés notamment dans le premier cycle court de 2 ans (50% d’abandon), un programme daté et non adapté au marché du travail etc...

Le deuxième point qui pose problème, toujours lié à la qualité du système éducatif, est celui de l'augmentation du nombre des « drop-outs » consistant avec le taux de scolarisation. Les drop-outs incluent l'éducation primaire (15-25%), secondaire et tertiaire. En effet, à peu près la moitié des adultes qui poursuivent leur éducation après le primaire quittent le système d'éducation sans avoir validé leur parcours (Banque Mondiale, 2008). Avec l'afflux d'étudiants dans les hauts niveaux d'éducation, le cas des « drop-outs » pourrait devenir une question majeure dans les PM si ils ne mettent pas en place des systèmes alternatifs d'écoles de la deuxième chance.

Une hausse très rapide des effectifs d'étudiants dans les universités

Dans les PM, depuis le milieu de la décennie 1990, le nombre de jeunes poursuivant leurs études à un niveau supérieur au lycée a très fortement augmenté. Par exemple en Tunisie, les effectifs des étudiants de l'université ont été multipliés par trois depuis le milieu des années 1990 passant de 100 000 à plus de 360 000 en 2009, et les nouveaux inscrits qui étaient 25 000 en 1995 sont passés à 90 000 en 2008 (Tableau 4). En Algérie, la progression a été tout aussi importante, le nombre d'étudiants du supérieur étant passé de 300 000 en 1995 à plus de 1,1 million en 2009. Si on rapporte les effectifs d'étudiants du supérieur à la population, les PM, excepté le Maroc, ont entre 3000 et 4800 étudiants pour 100 000 habitants (Graphique 3). Le Maroc, qui avait près de trois fois plus d'étudiants du supérieur que la Tunisie dans la décennie 1990 se retrouve aujourd'hui en retrait avec seulement 1300 étudiants pour 100 000

Tableau 4. Effectifs des étudiants du supérieur

(en milliers)	1990	1995	2000	2005	2008	2009
Algérie	259	298,8	.....	792,1	.....	1149,7
Egypte	733,3	.....	.....	2397,4	2488,4	.....
Israël	122,6	182,8	255,9	310,9	325,2	342,7
Jordanie	69,4	87,5	142,2	217,8	254,8	.....
Liban		815,9*	1160,1	1657,3	1966,8	1996,6
Maroc	253,9	294,5	276,4	366,9	401,1	418,8
Syrie	214,2	215,7	.....	.....	.....	.....
Palestine	.....	.....	71,2	138,1	180,9	182,6
Tunisie	62,7	102,7	180	311,6	350,8	360,2
Turquie	685,5	1174,3	1588,4	2106,4	2532,6	.....

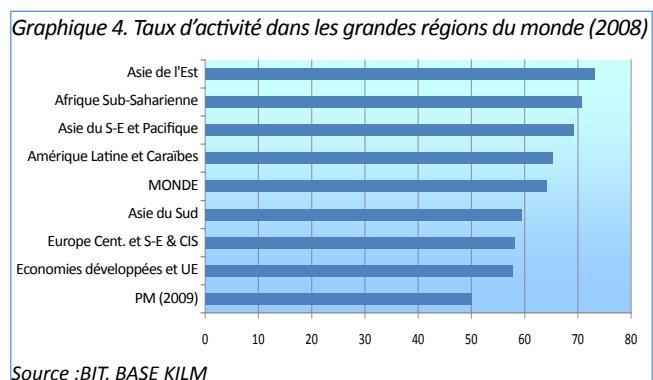
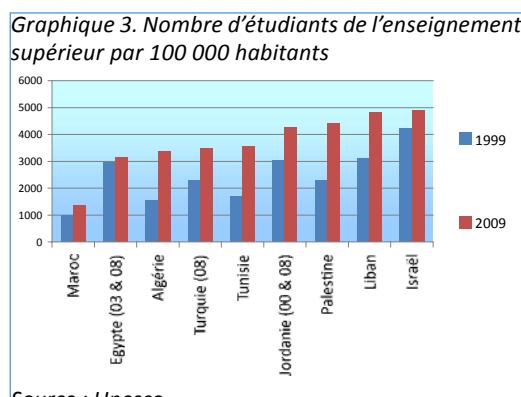
Source : Unesco, Public et privé, temps plein et partiel *1996

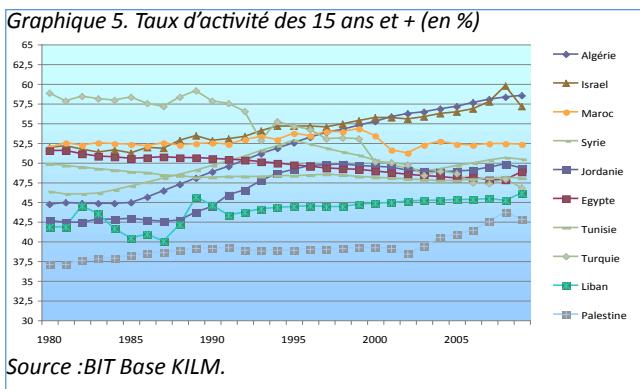
habitants. Ces évolutions rapides des effectifs d'étudiants se traduisent par une évolution aussi rapide du nombre de diplômés qui se retrouvent sur le marché du travail. Ainsi, en Egypte et en Turquie ce sont plus de 400 000 nouveaux diplômés qui arrivent chaque année sur le marché du travail. En Algérie ce chiffre est de 150 000 et en Tunisie et au Maroc il est proche de 70 000. Il s'agit alors pour les économies de ces pays de fournir des emplois qui correspondent aux qualifications et aux attentes, aussi bien en termes de salaire que de conditions de travail, de ces nouveaux diplômés.

III. Un accès au marché du travail qui s'effectue mal

Des taux d'activités très faibles

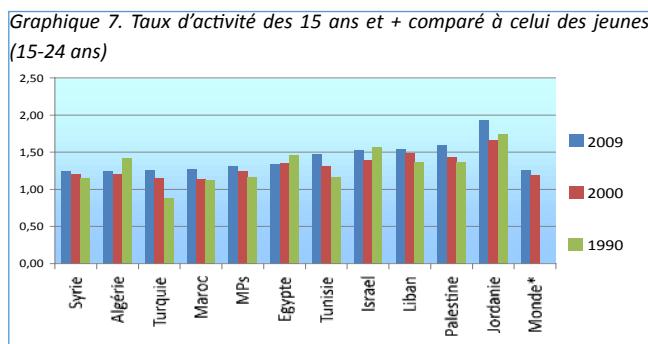
Les pays méditerranéens se caractérisent par des taux d'activité les plus faibles parmi les grandes régions du monde. En effet, en moyenne un individu sur deux de 15 ans et plus est actif dans les pays méditerranéens alors que ce taux est proche de 60% dans les pays de





Source : BIT Base KILM.

l'UE et il est de 65% au niveau mondial (Graphique 4). Ce niveau faible du taux d'activité est principalement lié à celui des femmes qui est inférieur à 25% [3] dans la plupart des PM, contre une moyenne de 52% au niveau mondial. Le taux d'activité pour l'ensemble des PM est resté stable sur la période 1980-2009, puisqu'il était de 52% au début des années 1980. Cependant, des pays comme la Turquie et dans une moindre mesure la Tunisie ont vu leur taux d'activité diminuer sur la période au contraire de l'Algérie et d'Israël pour lesquels nous observons une hausse (Graphique 5). Le niveau d'éducation joue un rôle important sur la participation notamment des femmes. Par exemple en Turquie, le taux d'activité des femmes est de 15% pour celles dont le niveau d'éducation est inférieur au lycée alors qu'il s'élève à 75% pour celles dont le niveau d'éducation est supérieur au lycée (Dovis et Kocoglu, 2009). Pour les jeunes, le taux d'activité dans les PM est, relativement aux autres régions du monde, nettement plus faible : 38% contre 51%. Cet écart s'explique, comme indiqué précédemment, en grande partie par le faible taux d'activité des femmes. Le taux d'activité des jeunes est dans l'ensemble des PM en moyenne plus faible de 30% que celui des 15 ans et plus (Graphique 7). Cet écart de taux d'activité entre les jeunes et l'ensemble de la population est com-

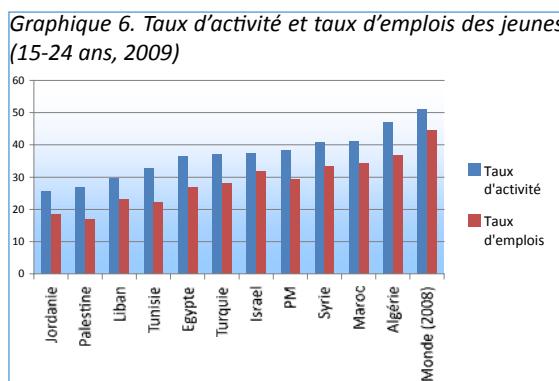


Source : BIT Base KILM.

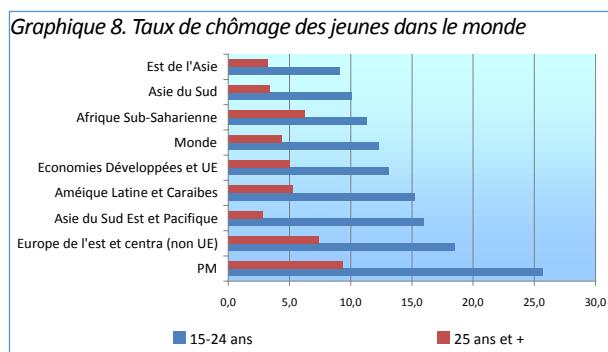
Lecture : obtenu par le calcul suivant : (taux d'activité des 15+) / (Taux d'activité des 15-24 ans). En 2009, dans les pays méditerranéens (PM), le taux d'activité des 15 ans et + était 31% plus élevé que celui des jeunes.

parable à celui observé au niveau mondial et reflète principalement la poursuite d'études des jeunes. Cet écart a eu tendance à augmenter au cours des deux dernières décennies, signifiant qu'une partie plus importante des jeunes poursuit les études sur une période plus longue.

Pour résumer, si nous supposons que le taux d'activité (notamment des femmes) dans les PM va converger vers celui des autres régions du monde, à l'effet démographique va alors venir s'ajouter ce second effet « taux d'activité » impliquant des besoins d'emplois encore plus importants dans les prochaines décennies. En projetant la dynamique de la population, Blanc (2011) estime ainsi que les PM auraient besoin de créer un minimum de 34 millions de nouveaux emplois d'ici 2030 pour simplement maintenir les taux d'activité et le taux de chômage à leur niveau actuel. Ce chiffre s'élève à 90 millions si l'objectif est de fournir un emploi à tous les nouveaux arrivants sur le marché du travail. En d'autres termes, le nombre de création d'emplois doit doubler pour que le nombre de personnes concernées par des problèmes d'emploi n'augmente pas.



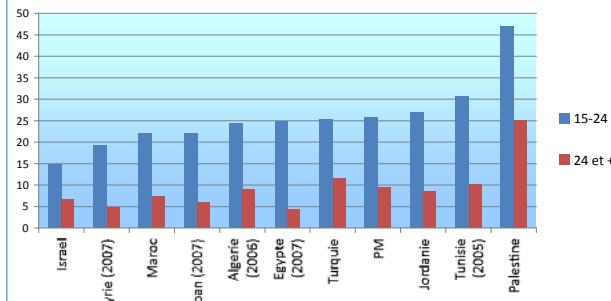
Source : BIT Base KILM.



Source : BIT, BASE KILM

PM : moyenne des pays suivants : Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine, Syrie, Tunisie et Turquie

Graphique 9. Taux de chômage des jeunes dans les pays méditerranéens (15-24 ans)



Source : BIT, BASE KILM

PM : moyenne des pays suivants : Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine, Syrie, Tunisie et Turquie

Un accès généralisé aux cycles primaires et secondaires

Les jeunes face au chômage [4] de masse

Les PM constituent, de loin, la région du monde dans laquelle le taux de chômage des jeunes est le plus élevé : 25% soit deux fois plus que la moyenne mondiale (Graphique 8).

La situation des jeunes est, à l'exception d'Israël, critique pour l'ensemble des PM notamment pour l'Egypte et la Tunisie (Graphique 9). L'Egypte se distingue en effet avec un taux de chômage des jeunes qui est près de six fois plus élevé que celui des adultes et la Tunisie [5] et les Territoires Palestiniens affichent le taux de chômage des jeunes le plus élevé de la région avec respectivement 30% et 45%. Ainsi, les jeunes représentent dans les PM (hormis Israël) entre un tiers et 60% des chômeurs (Graphique 10). Ce ratio tend à augmenter avec la crise financière en raison de la baisse de la demande de travail, de la précarité des contrats des jeunes qui sont victimes de la règle du « last-in first-out » (Scarpetta et al., 2010) et de leur manque d'expérience (Perigini et Signorelli, 2010). La crise accroît par ailleurs les problèmes structurels ce qui affecte la transition entre le système éducatif et le travail ; les jeunes doivent alors trouver un emploi de « survie » dans le secteur informel.

Cette situation de chômage massif pour les jeunes constitue le principal défi des PM dans la mesure où cela a des conséquences importantes sur la dynamique

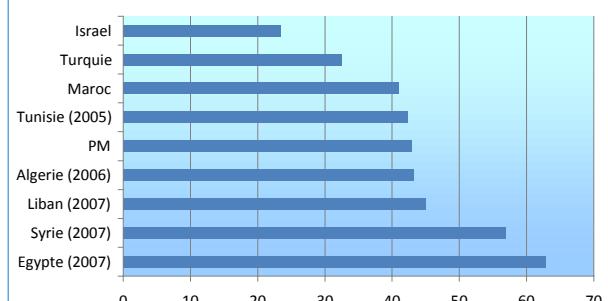
que de l'économie, l'équilibre intergénérationnel et le rapport de la jeunesse avec la société et peut avoir d'importantes répercussions politiques, comme l'ont montré les évènements du « printemps arabe ».

Nous allons d'abord analyser le chômage des jeunes selon le niveau d'éducation pour ensuite nous intéresser à la durée moyenne du chômage des jeunes.

IV. Une relation éducation-chômage inquiétante pour les jeunes

D'un point de vue macroéconomique, l'investissement dans le capital humain se justifie car il est l'une des sources les plus importantes de la croissance économique (Maguain, 2007, Aghion et Cohen 2004, pour une revue). D'un point de vue micro-économique, l'investissement dans l'éducation se justifie dans la théorie du capital humain par la perception d'une prime salariale et/ou un risque de chômage plus faible. Ce résultat se vérifie généralement bien : plus un individu acquiert un diplôme élevé plus il a, pour une spécialité donnée, une probabilité élevée d'obtenir un emploi et un meilleur salaire. Les études économétriques sur le taux de rendement privé de l'éducation dans les PM montrent bien un effet positif significatif entre le niveau d'éducation et le salaire mais le niveau de ce rendement privé est très hétérogène. Il semble relativement faible au Maroc et en Algérie, pays dans lesquels l'année supplémentaire d'éducation apporte un gain en termes de salaire inférieur ou égal à 5%. Pour l'Egypte, la Tunisie et la Turquie les résultats sont relativement cohérents avec ceux ob-

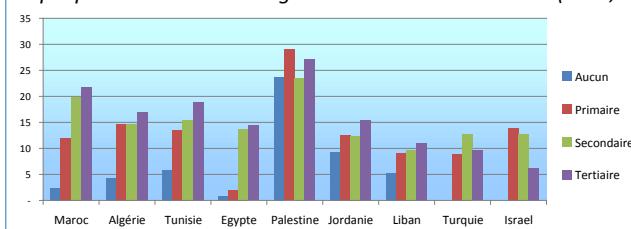
Graphique 10. Part des jeunes au chômage dans l'ensemble de la population en chômage (2009)



Source : BIT, BASE KILM

PM : moyenne des pays suivants : Algérie, Egypte, Israël, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie et Turquie

Graphique 11. Taux de chômage selon le niveau d'éducation (2007, %)



Source: Martin (2009) et BIT, BASE KILM

tenus pour les pays développés, c'est-à-dire compris entre 5% et 15% (Dovis et Kocoglu, 2009). Dans les PM le taux de rendement privé de l'éducation semble croître avec le niveau d'éducation contrairement aux résultats obtenus sur d'autres régions du monde. Ce résultat serait lié au poids important des emplois publics pour les diplômés du secondaire et du supérieur (Banque Mondiale, 2004). Ces résultats doivent être pris avec précautions dans la mesure où ces études sont relativement anciennes et ne tiennent donc que partiellement compte de la récente dégradation des conditions d'insertion sur le marché du travail des jeunes diplômés. Ensuite, si la relation positive entre éducation et salaire semble robuste, celle entre éducation et emploi est plus fragile. Dans les pays en développement, et en particulier dans les PM, ce résultat peut en effet être remis en cause notamment en raison d'imperfections sur le marché du travail et/ou un fort déséquilibre entre l'offre et la demande de diplômés.

Un taux de chômage très élevé pour les diplômés du supérieur

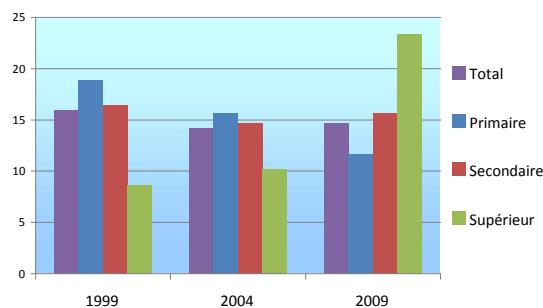
La dynamique très soutenue de l'offre de travail diplômé (Tableau 4) n'a pas rencontré les emplois escomptés, en conséquence le taux de chômage des jeunes diplômés universitaires a augmenté. Bien que les données du taux de chômage selon le niveau d'éducation disponible dans la base du BIT soient très lacunaires, elles révèlent l'existence, pour la plupart des PM, d'une relation croissante entre le taux de chômage et le niveau d'éducation (Graphique 11). Ce résultat souligne l'inadéquation entre d'un côté l'offre de travail des diplômés et de l'autre la demande de travail. Le cas de la Tunisie est une bonne illustration de ce déséquilibre.

L'énigme du taux de chômage des diplômés en Tunisie

Sur la décennie 1999-2008, le rythme de la croissance économique tunisienne a été bon avec 5% par an en moyenne. Cependant si cette performance a été suffisante pour maintenir constant le taux de chômage global de l'économie, il n'a pas permis de lutter contre un phénomène devenu préoccupant dans la plupart des pays du sud de la Méditerranée : la hausse importante du taux de chômage des jeunes diplômés universitaires. Cette tendance a été si lourde que plus d'un diplômé universitaire sur cinq est au chômage alors que le taux de chômage pour l'ensemble de la population active est de 14%. Comment peut-on expliquer cette relation inverse qui apparaît entre le niveau de diplôme et le taux de chômage malgré une croissance économique soutenue ?

L'analyse du marché du travail tunisien révèle que les diplômés universitaires représentent, en 2008, 17% des 3,7 millions d'actifs contre seulement 8% en 1999. Ce taux a donc doublé en moins de dix ans ce qui reflète la forte poussée de l'offre de travail diplômée sur le marché du travail tunisien. La hausse du taux de chômage des diplômés universitaires, notamment à partir de 2004, montre que le marché du travail n'a pas été capable d'absorber cette nouvelle main-d'œuvre. En effet, le taux de chômage des diplômés du supérieur a plus que doublé sur cette période. Il est passé de 8% en 1999 à plus de 23% en 2009 alors que le taux de chômage pour l'ensemble des actifs est resté relativement stable autour de 14%. Les diplômés universitaires sont ainsi passés du statut « de relativement protégés du chômage » à celui de « première victime du chômage » en Tunisie (Graphique 12). Aussi, sur les près de 600 000 actifs diplômés universitaires en Tunisie 128 000 se trouvent au chômage et un quart des chômeurs est diplômé de l'université en Tunisie (Benhalima et al, 2011). Pour les autres catégories de la population (diplômes inférieurs à l'Université ou pas de diplôme) le taux de chômage n'a pas connu cette forte hausse. Pour les diplômés du primaire, il est passé de 19% à 12% et

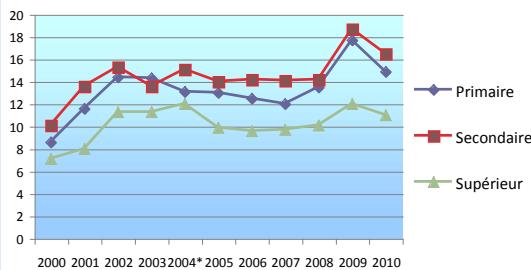
Graphique 12. Taux de chômage selon le niveau d'éducation en Tunisie



Source : Ministère de l'emploi et de l'insertion professionnelle des jeunes

pour les diplômés du secondaire il serait resté stable autour de 16%. Ces chiffres souligneraient que la crise de l'emploi est bien spécifique aux diplômés universitaires en Tunisie. Depuis 2007, nous avons, en Tunisie une relation positive entre le taux de chômage et le niveau d'éducation. Stampini et Verdier-Chouchane (2011) obtiennent également, à partir d'un modèle économétrique effectué avec les données de l'enquête emploi, que le fait d'avoir un diplôme universitaire augmente la probabilité d'être en situation de chômage.

Graphique 13. Taux de chômage selon le niveau d'éducation en Turquie, (ensemble de la population)



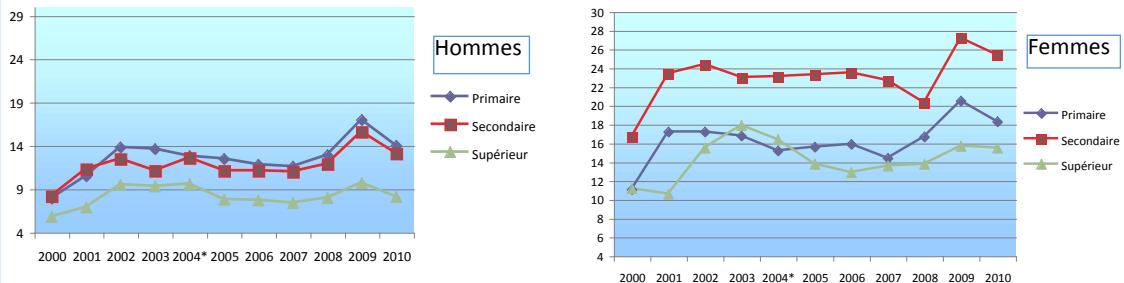
Sources : Turkstat , *Changement méthodologique dans l'enquête emploi en 2004.

L'enquête réalisée conjointement par le Ministère de l'emploi tunisien et la Banque Mondiale sur l'insertion d'un échantillon de près de 4800 diplômés de 2004 révèle des résultats encore plus négatifs sur la situation des diplômés. En effet, 18 mois après l'obtention du diplôme, 46% des jeunes sont en situation de chômage et seulement 31% sont en emplois. Si la situation s'améliore lors de la seconde vague d'interrogation réalisée 3,5 ans après l'obtention du diplôme, elle reste néanmoins négative. Seulement un jeune diplômé sur deux est en emploi et 30% est toujours en situation de chômage dont une grande majorité dans un schéma de chômage persistant (Banque Mondiale, 2009).

Le cas particulier de la Turquie

En Turquie, le taux de chômage des diplômés supérieur est, en conformité avec la théorie, plus faible que celui observé pour les diplômés du secondaire et du primaire. En revanche, les diplômés du secondaire ont un taux de chômage plus élevé ou identique à celui des diplômés de niveau inférieur. En Turquie, la relation de type courbe en cloche entre le niveau du diplôme et le taux de chômage n'est pas nouvelle et s'observe sur l'ensemble de la période 2000-2010 (Graphique 13). Ce résultat est lié à la relation entre niveau d'éducation-taux d'activité et taux de chômage des femmes. En Turquie, le taux d'activité des femmes est globalement faible mais il augmente assez fortement avec le niveau d'éducation. Le taux d'activité des femmes passe de 15% pour celles dont le niveau d'éducation est de niveau primaire à 30% pour le niveau secondaire et à 70% pour le niveau universitaire.

Graphique 14. Taux de chômage selon le niveau d'éducation et le sexe en Turquie



Sources : Turkstat
*Changement méthodologique dans l'enquête emploi en 2004.

sitaire. Un taux d'activité important peut alors conduire à un taux de chômage plus fort si les diplômées ne trouvent pas un emploi. Si pour les diplômées du tertiaire le taux de chômage reste dans la moyenne nationale (15%), il est en revanche plus élevé (26%) pour les diplômées du secondaire (Graphique 14). Aussi, la relation de type courbe en cloche entre le niveau d'éducation et le taux de chômage observée en Turquie s'explique par le taux de chômage très élevé des femmes avec un niveau d'éducation secondaire. En Turquie, la tendance structurelle est à l'augmentation du niveau d'éducation notamment des femmes. Actuellement 9% des femmes ont un niveau supérieur au bac contre 13% pour les hommes. Mais avec les nouvelles générations, les femmes sont plus présentes que les hommes dans l'éducation supérieure : pour la génération 1977-81, 25% des femmes ont atteint un niveau d'éducation supérieure au lycée contre 21% des hommes. Cette élévation du niveau d'éducation des femmes pourrait conduire dans un premier temps à une hausse du taux de chômage par l'effet transition du statut de non active à active mais aurait à long terme un effet positif sur la croissance de l'économie turque (Dovis et Kocoglu, 2009).

V. Comment expliquer le taux de chômage élevé des jeunes diplômés ?

Si le taux de chômage des diplômés du supérieur augmente c'est que le nombre de créations d'emplois est insuffisant au regard de la demande et ceci malgré un taux de croissance satisfaisant dans la région (5% par an en moyenne). Ce dernier résultat indique que la relation entre le taux de croissance de l'économie et la création nets d'emplois qualifiés est faible en raison d'un régime de croissance pauvre en gain de productivité globale des facteurs (Blanc et al., 2007).

Le biais d'un secteur public trop important ?

Historiquement, le secteur public a constitué le débouché principal pour les diplômés universitaires dans les PM (Banque Mondiale, 2004). Bien que cette distorsion des emplois qualifiés vers le secteur public peu productif soit sous-optimale pour la dynamique

de long terme car elle freine les gains de PGF, elle assurait une certaine cohésion sociale entre la jeunesse et la société. Ce contrat social s'est lentement délité sous l'effet d'une double évolution. D'un côté, comme décrit précédemment, les effectifs de diplômés ont rapidement augmenté alors que de l'autre côté on assiste à une baisse ou un ralentissement des recrutements dans la fonction publique. En effet, les PM ont engagé dans le courant de la décennie 1990, sous l'impulsion des programmes d'ajustement structurel, des politiques de privatisation et de libéralisation de leur économie et ont fait face à des contraintes budgétaires fortes. Par exemple au Maroc, la part du secteur public et semi-public dans l'emploi total (y compris non diplômés) est passée de 11% en 1999 à 8,5% en 2010 [6]. En Egypte, où le secteur public a un poids beaucoup plus important, la part des emplois publics est passée de 35% en 1995 à 31% en 2004 (Amer, 2007) et en Tunisie de 19% en 1997 à 13% en 2003 (INS). Le secteur public offre de nombreux avantages par rapport au secteur privé, comme la protection de l'emploi, l'accès à une caisse de sécurité sociale avec notamment des conditions avantageuses pour le système de retraite et ce qui est un élément important un salaire d'entrée plus élevé. Dans la plupart des PM, les salaires versés dans le secteur public sont effectivement plus élevés que ceux du secteur privé, l'écart étant particulièrement important au Maroc avec un salaire moyen dans le public 75% plus élevé que dans le privé (Tableau 5). Ces avantages, en particulier l'écart salarial, affectent la stratégie de recherche d'emploi des individus en modifiant entre autres leur salaire de réserve notamment pour les diplômés.

A partir de l'enquête sur l'insertion des diplômés universitaires tunisiens de 2004, Ben Halima et al. (2010)

Tableau 5. Salaires moyens perçus dans le secteur privé et dans le secteur public (en euros par mois)

	Maroc	Algérie	Tunisie	Egypte	Palestine	Jordanie	Liban	Syrie
Secteur Public	489	180		153	349	335		150
Secteur Privé	281	220	338	106	315	268	484	144
Salaire minimum	163	120	133,5	102		157	256	103

Source: Martin (2009), Tableau 2.3.1

montrent que les diplômés qui accèdent à un emploi, 18 mois après l'obtention de leur diplôme, bénéficient, toutes choses égales par ailleurs, d'un salaire moyen plus élevé que ceux qui accèdent à un emploi dans le secteur privé. Ces avantages favorables aux emplois publics reposent uniquement sur l'insertion des titulaires d'une maîtrise. En effet, si ces derniers réussissent le concours d'entrée dans la fonction publique, ils accèdent alors à un emploi, notamment dans l'éducation nationale, avec un salaire moyen de l'ordre de 520 Dinars. En revanche, en cas d'échec au concours ils sont, soit en situation de chômage, soit accèdent à un emploi faiblement rémunéré (en moyenne de 290 Dinars) dans le secteur privé et le plus souvent dans l'informel. Pour les autres diplômes, les auteurs ne trouvent globalement pas de différences salariales sensibles entre les emplois publics et les emplois privés. Ce second résultat montre que le secteur privé n'est pas, en termes salariaux, suffisamment attractif pour les diplômés. Le rapport de la Banque Mondiale sur le devenir de ces diplômés 3,5 ans après l'obtention de leur diplôme confirme ces résultats : les salaires des diplômés employés dans la fonction publique sont en moyenne 36% plus élevés que ceux employés dans le secteur privé. Au Maroc également, on observe que les salaires initiaux dans la fonction publique sont en moyenne supérieurs à ceux du privé de 40% (Boudarbat, 2004). Ainsi la combinaison d'une raréfaction des emplois du secteur public et d'une croissance rapide du nombre de diplômés a entraîné la formation de « files d'attente » importantes comme décrite dans le modèle de « job competition » (Thurrow, 1975). Les jeunes diplômés des PM seraient plus dans des stratégies de recherche de rentes avec l'obtention d'un emploi public et dévireraient ainsi des activités plus productives pour la croissance (Pissarides, 2000). Conséquemment, les jeunes choisiraient des filières de formations généralistes permettant l'accès aux emplois de la fonction publique, pour bénéficier des avantages sociaux et d'une meilleure rémunération. Ensuite, une fois diplômés, ils attendraient en situation de chômage un emploi correspondant à leurs espérances en termes de salaires et de conditions de travail que le secteur public est le plus apte à leur fournir (Boudarbat, 2004).

Ces analyses sur les biais introduits par le poids du secteur public restent néanmoins à consolider par des études microéconométriques en s'interrogeant notamment sur la stratégie des étudiants quant à leur choix de leur formation et à leur comportement dans la « file d'attente ». De plus, les études relatives à l'importance du secteur public dans les pays MENA datent des années 1990 [7], et en l'absence de statistiques récentes sur le sujet, il est difficile d'analyser plus finement le rôle du secteur public sur l'emploi des jeunes diplômés sur la dernière décennie. Enfin, il est difficile d'avoir une analyse statistique fouillée du secteur privé dans la mesure où l'informel occupe une grande place dans l'économie des PM.

La difficile transition vers l'économie de la connaissance

Le recrutement de diplômés dans le secteur privé est de son côté resté très peu dynamique n'absorbant qu'une très faible proportion des diplômés additionnels. En effet, la structure productive des économies des PM est encore tournée vers des secteurs aux besoins en main d'œuvre très qualifiée faibles (agriculture, services, tourisme, industries manufacturières à faible contenu technologique). En Tunisie, par exemple, 90% des emplois du secteur textile-habillement est constitué d'agents d'exécution, les cadres représentant moins de 5% des emplois (source : ONEQ). Si on poursuit sur l'exemple de la Tunisie, on observe que du côté de la demande de travail, l'évolution est relativement stable depuis le début des années 2000 : l'économie tunisienne génère, en moyenne chaque année, près de 80 000 nouveaux emplois ce qui est suffisant pour contenir voire légèrement diminuer le taux de chômage au niveau de l'ensemble des actifs. Cependant, la nature des emplois proposés ne correspond pas à celle de l'offre de travail. Il faudrait créer un minimum de 50 000 nouveaux emplois pour les diplômés universitaires et 30 000 pour les niveaux d'éducation inférieurs. Or l'économie tunisienne propose actuellement l'inverse : 50 000 emplois peu qualifiés et 30 000 emplois qualifiés (Zaïbi, 2008).

Cette inadéquation entre la dynamique de l'offre et celle de la demande de travail explique donc, d'un point de vue quantitatif, l'élévation importante du taux de chômage des diplômés universitaires. Cependant, l'évolution de la structure productive vers un mode de croissance plus axée sur l'économie de la connaissance nécessite des politiques économiques structurelles (autres que celles reposant sur des aides financières aux entreprises embauchant les jeunes diplômés, cf supra) et des délais de transition importants. A noter que le rapide développement du niveau d'éducation ne s'est pas traduit, contrairement aux prédictions des modèles économiques standards, par des gains de productivité très importants (Blanc et al, 2007). Cela souligne que le régime de croissance de ces pays demeure encore majoritairement extensif avec une croissance de la PGF très faible. C'est le paradoxe de la productivité associé aux pays MENA, pour reprendre et adapter la célèbre formule de Solow (1987) [8] : les diplômés sont partout sauf dans les statistiques de la productivité. Cette situation est néfaste à la fois sur le plan de la dynamique de croissance car le capital humain des jeunes diplômés n'est pas utilisé pour soutenir la croissance et cela envoie un signal négatif pour les générations futures qui peuvent renoncer à investir dans l'éducation préférant un emploi moins qualifié ou l'émigration.

L'insertion de la génération de jeunes éduqués nécessite le développement d'un secteur privé formel qui doit plus s'orienter vers des filières qualitatives favorisant l'émergence d'activités à forte valeur ajoutée comme les nouvelles technologies en Tunisie par exemple. Le corollaire de cette montée en gamme de la structure productive est une baisse du poids du secteur informel qui représente, selon les estimations et la méthodologie retenues, entre 30% et 60% des emplois privés hors agriculture dans les PM. Un poids aussi important du secteur informel, bien qu'il assure une certaine flexibilité du marché du travail et offre un minimum de revenu, freine le développement des activités à forts gains de productivité et réduit l'efficacité des politiques économiques (Blanc et al., 2007).

Une formation inadaptée ?

Les différents rapports de la Banque Mondiale (Kabbani et Khotari, 2005 par exemple) repris par d'autres études (Martin, 2009 par exemple) sur la question présentent principalement l'inadéquation de la formation des jeunes et les besoins des entreprises comme une cause majeure. La formation universitaire serait trop axée sur des enseignements généralistes et négligerait les formations techniques et scientifiques et la qualité des formations universitaires seraient relativement faible (Martin, 2009). Par exemple, selon l'enquête réalisée sur l'échantillon des diplômés tunisiens de 2004, le taux de chômage est le plus élevé parmi les techniciens supérieurs et les titulaires de maîtrises notamment ceux diplômés des filières droit et sciences humaines et sociales (Banque Mondiale, 2009).

Pour échapper au chômage, les jeunes peuvent accepter un emploi qui ne correspond pas à leur niveau de diplôme, ils sont alors dans une situation de déclassement. Par exemple, selon les résultats de l'enquête sur les diplômés tunisiens de 2004, le déclassement [9] touche 35% et 28% d'entre eux respectivement 18 mois et 3,5 ans après l'obtention du diplôme. Les maîtrisards sont les plus touchés par ce phénomène notamment ceux diplômés dans les filières du tertiaire comme le droit, les sciences humaines ou encore les sciences économiques et de gestion : entre 50% et 60% de déclassement 3,5 ans après l'obtention du diplôme. Il apparaît ainsi que ces diplômés universitaires ne trouvent que peu souvent un emploi vu leur taux de chômage élevé et lorsqu'il en trouve un, il ne correspond généralement pas à leur niveau de qualification [10] ou même n'est pas du tout dans la spécialité de leur formation. Remédier à ce problème nécessiterait de repenser le système de formation universitaire pour l'adapter plus aux besoins du secteur privé, c'est ce que préconisent les rapports de la Banque Mondiale par exemple. Les données de l'Unesco sur la part des effectifs de l'enseignement technique/professionnel dans le secondaire ne révèle pas un retard systématique des PM par rapport aux pays en

développement d'autres régions. Ainsi par exemple, en Egypte, en Turquie et au Liban, les étudiants du secondaire en formation professionnelle représentent entre 15% et 20% [11] du total des étudiants soit le même ratio qu'en Chine ou au Mexique par exemple.

Le problème ne serait pas, uniquement du moins, lié au volume des étudiants formés mais plus à la qualité de la formation et à son adéquation avec les besoins des entreprises. Il existe, au moins dans l'esprit des recruteurs sinon dans les faits, une différence entre obtenir un diplôme et avoir des compétences particulières. Les entreprises recherchent des compétences et le diplôme n'est pas, dans le cas des pays avec un taux de chômage des diplômés élevé, le vecteur par lequel les jeunes signalent leurs compétences et leur niveau de productivité aux entreprises. On assisterait alors la mise en échec de l'effet signal du diplôme par deux effets. Le premier est en lien avec la hausse rapide des effectifs dans le supérieur : selon la théorie du signal (Spence, 1973) l'efficacité de l'effet signal envoyé par le diplôme ne sera effective que si la formation joue son rôle de filtre et donc que l'obtention du diplôme nécessite un investissement important.

Un accès trop aisément, ou supposé comme tel par les recruteurs, entraîne une dépréciation rapide du diplôme et annulerait l'effet signal associé au diplôme. Le second effet concerne la qualité de la formation et les compétences requises pour l'obtenir. Si les recruteurs sont convaincus que l'obtention du diplôme en question ne révèle aucune information sur la « productivité » potentielle des individus, ils ne pourront pas utiliser le diplôme comme élément de sélection des candidats. De plus, ce résultat sera d'autant plus fort que les effectifs d'étudiants sont fortement concentrés sur un nombre très faible de diplômés. En effet, dans la théorie du filtre (Arrow, 1973), l'hétérogénéité des postes de travail disponibles sur le marché du travail nécessite en retour une hétérogénéité des compétences. Si l'université « produit » des individus homogènes pour la fonction publique son rôle de filtre disparaît. Devant cette

dévalorisation des diplômes, les jeunes cherchent d'autres stratégies de « signalement » comme passer par les réseaux familiaux ou sociaux, ou acquérir de l'expérience par des emplois de plus faibles qualifications. Un des enjeux des politiques éducatives à venir consiste à modifier la perception que les recruteurs, notamment du secteur privé formel, ont des diplômés pour redonner de la crédibilité au signal envoyé par la formation.

Comme signalé précédemment, la formation dans les PM est d'une qualité relativement faible (cf. Tableau 3) ce qui est également une explication avancée pour expliquer pourquoi le secteur privé n'emploie pas plus massivement les diplômés. De plus, la hausse rapide des taux de scolarisation dans le secondaire et le tertiaire conjuguée à des contraintes budgétaires fortes n'ont pas permis de faire évoluer la qualité de la formation (Dessus, 2001). Les chefs d'entreprises citent la mauvaise qualité des formations comme un des freins majeurs à l'embauche de jeunes diplômés (Assaad and Roudi-Fahimi, 2007). Enfin, il est aussi reproché à la formation dans les PM de ne pas préparer les jeunes à devenir entrepreneurs et donc à créer leur propre emploi. Bien que séduisante cette idée se heurte notamment aux conditions difficiles d'accès aux crédits dans les PM ainsi qu'aux différents blocages administratifs et autres imperfections du marché limitant les créations d'entreprises (barrières à l'entrée, coûts de transactions élevés, corruption).

Les jeunes face au risque d'exclusion économique et sociale

Le déséquilibre entre d'un côté une offre de qualification peu adaptée aux besoins du marché du travail et une demande de main-d'œuvre diplômée moins dynamique que l'offre sur la dernière décennie, a entraîné une hausse du stock de demandeurs d'emploi diplômés. La persistance de ce déséquilibre a eu comme conséquence l'allongement de la « file d'attente ». Dans l'approche théorique de « job competition », les individus peuvent, lorsque la file d'attente s'allonge, choisir soit de prolonger leur attente donc leur durée de chômage, soit de changer de file d'at-

tente en postulant pour des emplois moins en phase avec leurs attentes (emploi dans le secteur privé formel ou dans l'informel). Vu la durée du chômage des diplômés notamment des primo sortants de système éducatif, il semblerait que les jeunes choisissent de rester dans la file (O'Higgins, 2003). Par exemple au Maroc plus d'un jeune chômeur sur deux est un primo rentrant sur le marché du travail (Lakhouda, 2010). En Tunisie, la durée moyenne du chômage est de 28 mois pour les diplômés du supérieur contre 19 mois pour les non diplômés (Stampini et Verdier-Chouchane, 2011). En Egypte, le délai moyen d'obtention d'un emploi pour les jeunes est de 29 mois. Ce problème peut être accentué par la segmentation en trois composantes du marché du travail des PM : le secteur public avec des salaires élevés et une forte protection sociale, un marché informel avec de faibles salaires et une absence de protection, et le secteur privé formel avec des salaires moyens et un fort degré de rigidités. Ces dernières se reflètent notamment à travers un indicateur mesurant des difficultés de licenciements plus élevées que dans les autres régions du monde (Graphique 15). Ces rigidités sur le marché du travail sont souvent présentées comme une des principales causes du chômage de longue durée dans les PM ainsi que du poids important et croissant des emplois dans le secteur informel. Si les PM ont adopté depuis le milieu des années 1990 des mesures facilitant les accès au marché du travail avec notamment le développement des contrats de travail de court terme, du côté des licenciements, en revanche, peu d'évolution notable sont à signaler. Aussi, les procédures de licenciements économiques demeurent administrativement très complexes et

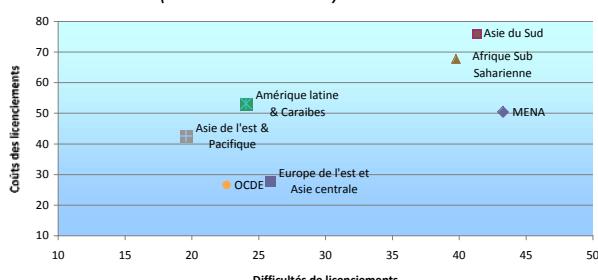
coûteuses pour les entreprises. Dans ce contexte, le secteur informel se développe car il constitue l'alternative à la fois pour les jeunes dans l'attente d'un emploi de « qualité » dans le secteur public ou dans le secteur privé formel et pour les entreprises qui échappent au poids de l'administration et aux prélevements fiscaux.

Le problème de la durée du chômage des jeunes diplômés est central à plusieurs titres. D'abord, l'éloignement des jeunes du marché du travail rend plus coûteuse et incertaine toute initiative de retour à l'emploi. Il entraîne la dépréciation du capital humain qui est leur principal atout sur le marché du travail. Il peut détourner durablement les futures générations des investissements dans l'éducation et inciter les jeunes à l'émigration. On assiste alors à l'apparition d'une classe de jeunes travailleurs découragés qui peuvent tomber dans une trappe de « chômage d'exclusion ». La mise à l'écart des jeunes générations plus éduquées que les générations plus anciennes mais installées sur le marché du travail risque de créer une situation de « rupture générationnelle » : les adultes reprochant aux jeunes leur faible motivation à occuper un poste dans le privé et les jeunes reprochant aux adultes le blocage de leur situation.

La migration comme issue ?

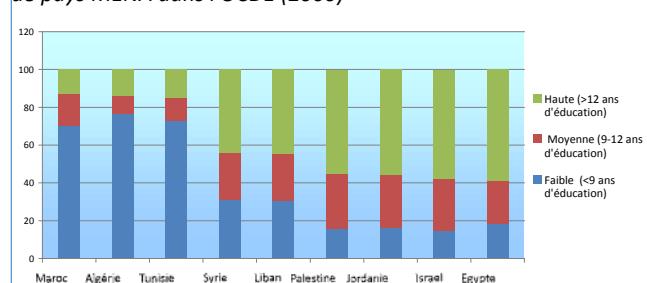
Les PM connaissent des flux migratoires sortants importants, affectant notamment la force de travail qualifiée. Ces flux sortants sont orientés essentiellement vers les pays de la Péninsule arabique et l'E-

Graphique 15. Indicateurs Doing Business relatifs aux difficultés de licenciements (indice de 0 à 100)



Source : Angel-Urdinola and Arvo Kuddo, (2010), DoingBusiness 2010

Graphique 16. Niveau de qualification des migrants en provenance de pays MENA dans l'OCDE (2000)



Source : Adams (2006)

rope. La migration peut constituer l'une des réponses susceptibles de faire face au déséquilibre présent sur les marchés du travail sud-méditerranéens. Néanmoins, l'ampleur du défi de l'emploi dans les PM au cours des 10 à 15 prochaines années est telle qu'il n'y a pas de scénario réaliste que la migration pourrait résoudre. Les migrations permettent, d'une part, des transferts de revenus qui ont joué un rôle primordial de par leur volume dans la stabilisation sociale jusqu'à la crise économique mondiale. Les transferts des travailleurs émigrés constituent actuellement un élément essentiel des économies des pays considérés puisque leur montant dépasse celui des IDE et des aides gouvernementales (Aita, 2008). Si la migration des jeunes limite les pressions sur le marché du travail, l'exode des cerveaux conduit à une perte de capital humain néfaste pour la dynamique de long terme de développement des PM.

Pour l'ensemble des PM, le brain drain représente 9% de sa population diplômée alors qu'au niveau mondial la moyenne est de 5% (Blanc et al., 2007). Les migrations de diplômés concernent principalement les pays du Moyen-Orient (Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Syrie) pour lesquels les diplômés du supérieur constituent plus de la moitié des migrants (Graphique 16). En revanche, pour les pays du Maghreb (Maroc, Algérie et Tunisie) la grande majorité des migrants a un faible niveau d'éducation. Cependant, ces données portent sur l'année 2000 et mériteraient une réactualisation pour tenir compte des conséquences en termes de migration de la dégradation de la situation des diplômés sur le marché du travail. Les motivations des candidats à la migration sont principalement d'ordre économique. Les enquêtes nationales sur ce sujet montrent bien que les principaux facteurs « push » sont liées à l'insertion sur le marché du travail et aux écarts de salaires de plus en plus importants (Martin, 2009). Cependant, le coût relativement élevé de la migration introduit de fait une sélection parmi les candidats, les plus diplômés sont alors les plus mobiles au niveau international. La demande migration des jeunes des PM se heurtent d'une part aux politiques restrictives en matière d'immigration des pays de l'UE et d'autre part à la concurrence des

immigrés des pays d'Asie dans les pays producteurs de pétrole de la péninsule arabique.

VI. Politiques actives d'emplois en direction des jeunes

Les pouvoirs publics qui ont pris conscience du problème de l'emploi des jeunes et notamment des diplômés universitaires ont mis en place depuis le début des années 2000 des mesures d'aide et d'accompagnement de leur insertion. Ces mesures sont une combinaison de plusieurs types de programmes (BIT, 2010). D'abord, les gouvernements ont mis en place des politiques de subvention à l'emploi des jeunes qui, si elles sont bien ciblées, peuvent permettre aux jeunes de retrouver une place sur le marché du travail. Ce type de mesure se heurte au problème bien connu des effets d'aubaine pour les entreprises ainsi qu'aux effets de substitution entre la population visée et le reste de la population. De plus, les emplois créés avec ce système risquent de disparaître avec la fin de la subvention. D'autres politiques publiques essaient de favoriser la formation professionnelle des jeunes pour leur permettre d'acquérir une expérience en entreprise. Cependant, la formation n'est pas suffisante pour garantir l'accès à l'emploi encore faut-il créer des emplois. Les gouvernements ont également essayé d'améliorer le suivi des chômeurs pour les aider dans leur recherche d'emploi ou encore développé des emplois publics « jeunes » pour des missions d'intérêt général. Enfin, les politiques d'aide à la création d'entreprises sont susceptibles de répondre aux besoins de création d'emploi de l'économie et aux attentes des jeunes en termes d'indépendance et de liberté. Dans les PM, les gouvernements ont testé ces types de politiques publiques avec des succès limités. L'exemple de la Tunisie en est une bonne illustration.

Une faible efficacité des politiques publiques à destination des jeunes

Comme dans la plupart des pays, la Tunisie a adopté une série de programmes pour limiter les risques liés au chômage et stimuler l'emploi. Ces program-

mes actifs du marché du travail incluent : les services de placement ; les subventions aux coûts de la main-d'œuvre (salaires et/ou cotisations sociales) ; les programmes de formation ; et les programmes générateurs d'emplois tels que le financement de petits projets. En Tunisie ces programmes consomment près de 1,5% du PIB (Ben Halima et al. 2011). Les programmes destinés aux diplômés du supérieur incluent notamment les Stages d'Initiation à la Vie Professionnelle (SIVP) dont les modalités ont été révisées en janvier 2009 pour les rendre plus efficaces et répondre aux conséquences de la crise internationale sur l'emploi des jeunes. Ces stages sont destinés aux jeunes diplômés du supérieur. Dans ce cadre, les jeunes stagiaires qui sont des primo-demandeurs d'emploi perçoivent, durant le stage, une indemnité mensuelle servie par l'Etat variant entre 100 DT et 250 DT, en plus de la couverture sociale ainsi qu'une indemnité supplémentaire que leur accordent les entreprises. La durée du stage est d'une année renouvelable une fois si nécessaire à l'insertion du stagiaire. Les entreprises qui recrutent des stagiaires à l'issue de leur stage, sont exonérées, pendant une année, de cotisations sociales. Le rapport conjoint de la Banque Mondiale et du Ministère de l'emploi tunisien donne quelques éléments sur l'efficacité des SIVP (avant la réforme de janvier 2009). Sur la période 2004-2007, plus d'un diplômé sur quatre (27%) a bénéficié au moins une fois d'un contrat SIVP. Si le SIVP concerne tous les types de diplômes, sur les

10 200 contrats SIVP la quasi-totalité concerne des titulaires d'une maîtrise (50% des SIVP) et les techniciens supérieurs (42% des SIVP).

Comme le souligne le Tableau 6, l'efficacité des contrats d'insertion est toute relative. Comparés aux autres diplômés, les jeunes ayant suivis un SIVP ont en moyenne un taux de chômage légèrement plus faible (30% contre 36%) mais un taux d'insertion avec un emploi en CDI moins bon (22% contre 28%). Si on ajoute, les effets d'aubaine pour les employeurs, qui sont toujours présents avec des politiques de subventions à l'embauche, le rapport coût-efficacité de cette mesure ne semble pas très favorable. Une étude économétrique plus poussée permettrait d'évaluer plus précisément cette efficacité. Le gouvernement tunisien a mis en place d'autres types de politiques publiques comme par exemple le Fonds 21-21 qui vise à accompagner les jeunes (pas uniquement les diplômés) dans la reconversion ou le développement d'un projet comme la création d'une entreprise. Ces différentes mesures n'ont pour l'instant pas réussi à inverser la tendance sur l'insertion des diplômés universitaires, même si elles ont eu quelques résultats positifs. La demande de travail, notamment du secteur privé, qui leur est adressée demeure nettement insuffisante. De plus, les politiques actives d'emploi ciblent particulièrement les diplômés et laissent moins de place aux jeunes sans qualification, rendant leur situation encore plus difficile.

Tableau 6. Situations des jeunes diplômés du supérieur bénéficiaires et non bénéficiaires d'un SIVP

	Ensemble des diplômés		Maîtrisards		Techniciens Supérieurs	
	SIVP	NON SIVP	SIVP	NON SIVP	SIVP	NON SIVP
<i>Salarié CDI</i>	22	28	23	29	18	19
<i>Salarié CDD</i>	26	14	25	12	26	16
<i>Autres salariés</i>	14	6	12	6	15	9
<i>Non salariés</i>	3	4	2	3	5	5
<i>Chômage</i>	29	36	31	36	29	43
<i>Inactivité</i>	7	12	7	14	7	8
<i>Total</i>	27	63	100	100	100	100

Source: Banque Mondiale (2009). Le tableau concerne la situation en 2007 des diplômés universitaire de la promotion de 2004. Résultats de l'enquête auprès d'un échantillon de 4763 diplômés.

Le Maroc a également adopté une série de programmes depuis le milieu des années 90 pour favoriser l'emploi des jeunes (formation complémentaire, réorganisation de l'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences, soutien à la création d'entreprise) mais ces mesures n'ont pas rencontré le succès escompté en matière d'insertion des jeunes (Bardak et al., 2006). La Jordanie avait entamé en 2002 un vaste programme de formation avec l'aide de l'armée, notamment, mais ce programme, faute de résultats, a été abandonné au bout de trois ans. De Gobbi et Nesporova (2005) soulignent que les politiques actives d'emplois en Egypte n'ont pas eu le succès attendu en raison notamment de l'inadéquation entre la formation des chômeurs et les besoins des entreprises mais aussi d'un manque d'accès aux sources de financements pour les porteurs de projets de création d'entreprise.

L'accès aux financements bancaires pour les porteurs de projet est en effet un frein majeur de l'activité économique dans les PME. L'enquête de la Banque mondiale auprès des banques de la région MENA a mis en évidence que l'accès au financement des PME connaît plus de restrictions dans les PME que dans les autres régions émergentes, avec seulement 20% des PME bénéficiant d'un prêt ou d'une ligne de crédit. Les crédits aux PME représentent seulement 8 % du volume total des prêts accordés par les banques dans la région, l'objectif étant de porter ce taux à 20% qui est le taux observé dans les autres régions du monde (Banque mondiale, 2009). Le financement des PME repose en grande partie sur les banques publiques. L'enquête de la Banque Mondiale a permis d'identifier les principaux facteurs qui freinent l'octroi de crédits aux PME. Le manque de transparence des PME, la mauvaise qualité des renseignements sur le crédit disponible et la protection insuffisante des droits des créanciers sont les principaux éléments mis en avant. Ainsi, améliorer l'insertion des jeunes par le développement des PME nécessite également une politique visant à améliorer le système de financement de l'économie .

En résumé, les politiques actives d'emplois dans les pays MENA souffrent généralement d'un ciblage insuffisant, d'une mise en œuvre difficile voire très partielle ; d'une forte dépendance au financement de partenaires extérieurs comme la Banque Mondiale ou l'UE (Assaad and Barsoum, 2007) ; et d'un accès aux marchés du crédit très limité pour les PME en général et les jeunes porteur de projet en particulier. Enfin, les études d'impact ou d'évaluation des politiques actives d'emplois sont très rares voire inexistantes rendant très difficiles les retours d'expériences, la coordination des différentes politiques et limitant l'effet de « learning by doing ».

VII. Conclusion et recommandations

La nécessité d'une approche systémique

La question de l'emploi des jeunes dans les PM est désormais une priorité absolue pour les vingt prochaines années. À cette échéance la pression des jeunes demandeurs d'emplois se sera atténuée et les équilibres atteints à l'issue de cette période perdureront. Il y a donc urgence de remettre cette question au cœur du contrat social et d'obtenir pour cela un large consensus.

Les développements qui précèdent montrent bien que nous sommes face à un problème systémique qui concerne l'écoute des attentes de la jeunesse, leur participation aux choix stratégiques et leur représentation dans les pouvoirs. Si l'éducation et la formation sont au cœur du problème, sont également concernés le fonctionnement du marché du travail, la création des entreprises, le financement bancaire, les modalités de recrutement dans la fonction publique et le dynamisme d'ensemble de la société en particulier dans sa capacité à créer de nouvelles valeurs (scientifiques, technologiques, culturelles).

Ce mouvement d'ensemble devrait être promu et contrôlé au niveau de toutes les décisions. Il implique une impulsion au plus haut niveau de l'Etat qui doit se traduire par un rajeunissement

des dirigeants et des élus (les sociétés méditerranéennes sont encore marquées par le patriarcat), des arbitrages au niveau du Premier Ministre qui privilégient cette cible dans les politiques structurelles et les grands projets mis en œuvre et des dispositifs d'évaluation des résultats obtenus. C'est ainsi, notamment, que l'instruction des grands projets, des autorisations d'installation, y compris des IDE, devraient systématiquement comporter une évaluation des effets attendus sur l'emploi des jeunes. Le minimum étant que les Instituts Nationaux de statistiques mènent régulièrement les enquêtes emplois nécessaires, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

A côté de la nécessaire impulsion nationale devraient s'ajouter des démarches décentralisées (régionales et locales) permettant une avancée en ligne des territoires. Autant dire que les décisions actuelles visant à créer des emplois publics réservés à la jeunesse ou des emplois temporaires aidés, si elles sont compréhensibles à court terme pour répondre aux demandes du printemps arabe ne constituent en aucun cas des solutions de long terme. Trop accentuées elles risquent de grever exagérément les budgets et surtout de dispenser de la refondation du contrat social dont il est question ci-dessus.

Modifier les relations entre l'éducation-formation et le marché du travail.

Comme on l'a vu, sur le plan de l'emploi, nous avons d'un côté une offre de travail qui change rapidement de nature, elle devient de plus en plus qualifiée (ainsi, en Tunisie, parmi les nouveaux entrants sur le marché du travail les diplômés universitaires sont désormais majoritaires). De l'autre côté, la demande de travail semble rester sur le schéma ancien d'une spécialisation en travail peu qualifié. De cette inadéquation découle un chômage élevé pour la jeunesse qui présente deux particularités aux conséquences importantes : (i) Il touche plus particulièrement les jeunes diplômés du supérieur et les « drop outs », (ii) il est de longue durée. Ces

deux éléments entraînent un phénomène « d'exclusion sociale » durable des jeunes, même des plus diplômés pour lesquels la file d'attente pour accéder à un travail correspondant à leurs qualifications et compétences est très longue étant donné la faible dynamique de la demande de travailleurs qualifiés.

Il s'agit ici d'une question commune aujourd'hui à tous les pays et qui prend une dimension particulière dans les PM. Ces pays ont déjà utilisé la plupart des outils disponibles avec des succès limités : développement des enseignements techniques et professionnels, alternance-apprentissage, mise en place des filières courtes, des IUT, modifications des dispositifs d'orientation etc... Les résultats ont été limités, d'une part, parce que les moyens disponibles sont faibles (les pays de la région ont déjà un taux de dépense dans l'éducation et la formation important), d'autre part, parce que l'on observe une forte préférence pour les filières de sciences humaines et sociales qui, par tradition, ouvrent les portes des concours aux emplois publics. Il faut noter que ce choix de la jeunesse est rationnel compte tenu des différences de rémunération et de statut entre le public et le privé qui jouent en faveur du public. La solution est donc clairement du côté de la demande de travail qui doit évoluer dans le sens d'une demande de qualifications plus élevée, ce qui suppose que les systèmes productifs des PM montent en gamme sur les chaînes de valeur, sur le contenu en technologie et la qualité des productions. Par ailleurs, la création d'entreprise doit être systématiquement facilitée et encouragée, en particulier dans les activités d'avenir (par des fonds d'amorçage, l'aide à l'innovation, des crédits bonifiés), dans le cadre d'une transparence totale.

Cibler deux catégories

La question de l'emploi des jeunes concerne donc particulièrement deux publics qu'il faut différencier : le public des jeunes sans formation (« drops out » du système éducatif ou non participants) d'une part, les diplômés d'autre part. Toutes les

études révèlent que c'est aux deux extrêmes que se posent le plus de difficultés, le niveau scolaire du secondaire qui correspond à des emplois moyennement qualifiés étant le moins touché par le chômage.

Quatre questions doivent être abordées ici :

Une première question concerne ces deux ensembles. Il s'agit de faciliter la pénétration d'une approche fondée sur les compétences en complément de l'approche diplômante qui est une approche centrée sur la maîtrise d'un ensemble de savoirs validés par l'obtention de la moyenne générale sur un nombre important de matières. C'est à l'évidence un système qui, s'il renforce l'identité sociétale (ce qui était justifié dans la période de reconstruction d'une identité sociétale), a l'inconvénient majeur d'éliminer des élèves qui ont une ou deux compétences fortement développées mais pas la capacité d'acquérir l'ensemble du spectre demandé. C'est à la fois l'explication du nombre important de « drops out » et la difficulté à donner des compétences clés permettant de rapprocher les diplômés généralistes (en particulier les maîtrises d'arabe) de l'entreprise.

Une deuxième question concerne particulièrement les exclus du système scolaire sans diplômes (drops out) dont les taux de chômage sont très élevés. On pourrait imaginer s'inspirer du fonctionnement des écoles de la deuxième chance pour adapter le concept aux besoins des pays méditerranéens. Ce dispositif fonctionne sur trois piliers : (i) l'obtention d'un socle de compétences de base du niveau fin de la scolarité obligatoire, délivré largement par des moyens informatiques et accrédité (ce socle devrait être complété par un package gestion de l'entreprise), (ii) une alternance par immersion dans les milieux professionnels, (iii) un soutien social pour remédier aux difficultés diverses (santé, logement et autres) des élèves. Les milieux urbains comme ruraux sont concernés.

Une troisième question concerne plus particulièrement le chômage des diplômés. Sont ici concernés

l'orientation vers les filières courtes, le développement de l'apprentissage et de l'alternance, les compléments en matière de compétences professionnelles pouvant être apportés dans toutes les maîtrises, en particulier les maîtrises de sciences humaines et sociales (lecture d'un bilan et d'un compte d'exploitation, rédaction d'un business plan, réalisation d'un plan d'investissement, calcul d'un point mort, détention des compétences minimales en informatique et en TIC). Toutes les formations de maîtrises devraient être concernées car c'est une des clés de la capacité à créer une activité marchande qui ne nécessite guère qu'une quinzaine de journées de formation et peut être facilement acquise par des moyens informatiques (jeu d'entreprises, enseignement à distance etc...). A cet égard , il serait souhaitable, de disposer d'un socle commun de compétences de base en matière de création et de gestion d'entreprises qui pourrait être délivré dès la fin de la scolarité obligatoire et accrédité par des moyens informatiques. L'approche compétence devrait également être retenue pour définir les compléments à apporter aux formations généralistes compte tenu des nouveaux métiers qui se développent. On a pu évaluer que 10% de produits nouveaux apparaissent chaque année dans les échanges internationaux qui nécessitent autant de modifications des métiers existants.

Une quatrième question concerne la qualité d'ensemble du système éducatif et sa mesure, questions qui sont fort peu développées dans le Sud Méditerranée et qui imposent que les PM acceptent de se soumettre aux tests de type Pisa.

Notes:

1: Dans le texte, le sigle MENA ou PM sera utilisé pour désigner le groupe de dix pays qui fait l'objet de l'étude. A savoir : Maroc, Algérie, Tunisie, Egypte, Israël, Territoires Palestiniens, Jordanie, Liban, Syrie, Turquie.

2: L'enquête PISA de l'OCDE couvre, en plus des pays membres de l'OCDE, quelques pays partenaires dont la Tunisie et la Jordanie.

- 3: Parmi les dix pays de l'étude, seuls l'Algérie (37%) et Israël (52%) présentent un taux d'activité féminin supérieur à 25%.
- 4: Le taux de chômage ici évoqué concerne l'ensemble de la population (rural + urbain). Cependant dans les PM le poids des emplois du secteur agricole reste important. Aussi le taux de chômage urbain est nettement plus élevé que le taux de chômage en région rurale. Par exemple au Maroc, le taux de chômage rural est de 4% alors qu'en milieu urbain il s'élève à 14% pour un taux moyen de 10% au niveau de l'ensemble de la population.
- 5: Les données publiées par l'INS pour l'année 2009 confirment ce diagnostic : le taux de chômage des 15-19 ans est de 33,6%, celui des 20-24 ans de 29,9% pour un taux de chômage de 13,3% au niveau de l'ensemble de la population.
- 6: Source : Haut commissariat au plan Maroc.
- 7: Par exemple, Kabbani et Khotari (2005) développent cet argument sur la base de données remontant aux débuts de la décennie 1990 concernant le poids du secteur public dans l'économie.
- 8: Le paradoxe de Solow ou de la productivité renvoie à la déclaration de ce dernier « On voit les ordinateurs de partout sauf dans les statistiques de la productivité ».
- 9: On parle de déclassement lorsqu'un diplômé est recruté pour un emploi en dessous de son niveau de qualification. Voir OCDE (2007) pour une application à l'insertion professionnelle des immigrés dans les pays d'accueil.
- 10: Cette mesure du déclassement ne repose pas sur les capacités des individus mais sur leur niveau de diplôme et leur spécialité pour l'inadéquation.
- 11: Ce ratio est cependant beaucoup plus faible (5%) pour le Maroc, la Syrie et la Jordanie et intermédiaire pour l'Algérie et la Tunisie (10%).

CHAPITRE 4. UN NOUVEL APERÇU DU POTENTIEL COMMERCIAL ENTRE L'UE ET SES PM

Introduction

Près de 50 ans après la signature des premiers accords commerciaux entre l'UE et ses partenaires méditerranéens (PM) et 15 ans après la mise en œuvre des accords de Barcelone [1], les barrières tarifaires entre les PM et l'UE ont presque totalement été levées. Cela a permis d'accroître dans une certaine mesure les échanges entre ces deux zones. Pour certains auteurs, une intégration plus profonde pourrait engendrer d'autres bénéfices commerciaux, notamment via la réduction des barrières non tarifaires (BNT) à la fois verticalement, c'est-à-dire entre l'UE et les PM, et horizontalement (entre les PM)[2].

Toutefois, outre les négociations commerciales régionales, il est possible de développer les échanges dans la zone Euromed via plusieurs autres voies. Une première voie consiste à réduire davantage les coûts commerciaux, pas uniquement en terme de BNT, mais également en termes d'infrastructure et de performance logistique. Ensuite, les mouvements de facteurs peuvent également aider à accroître les échanges, comme le laisse espérer la nouvelle théorie du commerce international selon laquelle, dans un cadre concurrentiel imparfait, la migration et l'IDE peuvent constituer un plus en matière d'échanges. Par conséquent, la relation commerce-migration-IDE peut s'auto-renforcer. Enfin, les facteurs institutionnels, notamment la gouvernance, devraient également avoir des effets importants sur la plupart des variables économiques clés, y compris les échanges.

Pour résumer, les analyses récentes tendent à montrer que les échanges ne dépendent pas uniquement de variables traditionnelles telles que l'ouverture, l'intégration régionale et les coûts de transport. Par conséquent, si le processus d'ouverture et d'intégration régionale doit être poursuivi et approfondi, il doit également s'accompagner d'autres politiques qui incluent les nouvelles voies mentionnées ci-dessus.

En outre, la question de l'équité sociale doit constituer un objectif politique central pour le succès de ces politiques. En d'autres termes, le processus d'intégration régionale, d'ouverture et de développement des voies indiquées doit s'accompagner de politiques sociales adéquates afin que les bénéfices économiques soient socialement durables. La question de la convergence des revenus dans et entre les pays constitue, en particulier, une question centrale qu'il convient de traiter. Cette convergence peut être obtenue par exemple grâce à des politiques budgétaires visant à distribuer plus équitablement les bénéfices économiques dérivés des différentes politiques relatives aux échanges.

Ce chapitre traite de ces questions commerciales en s'intéressant spécifiquement au potentiel commercial entre l'UE et les PM. Le potentiel commercial peut être défini par la différence entre les échanges observés entre deux pays ou zones et les échanges attendus si ces pays se comportaient comme les autres (l'anti-monde). Si les échanges observés sont inférieurs aux échanges attendus, cela signifie qu'il existe un potentiel commercial en ces deux pays.

En ce qui concerne la zone euro-méditerranéenne, les études de recherche existantes concluent généralement que le potentiel d'exportation des PM vers l'UE est important mais de grandeur limitée. Par exemple, Péridy (2006) montre que les exportations observées des PM vers l'UE sont environ 10-20 % inférieures aux exportations attendues (fixées) par le modèle (selon les spécifications économétriques). Certaines exceptions concernent le Liban et la Jordanie, pour lesquels le potentiel d'exportation est grand (environ 30-50 %). D'autres études donnent des résultats semblables. Par exemple, Yu-Feng et Gohar (2010) montrent des signes limités de potentiel d'exportation, sauf pour les exportations des produits agricoles. Cette recherche a également été étendue au Conseil de coopération du Golfe (CCG) ou GAFTA. Il est montré que le potentiel commercial entre les pays du CCG, d'une part, et l'UE et les USA., d'autre part, est également limité (Boughanmi, 2008). Il est également montré que le potentiel commercial entre les pays du GAFTA,

bien qu'important, est également restreint, en particulier lorsque le pays exportateur est producteur de pétrole (Abedini et Péridy, 2008). Cela s'explique principalement par le manque de complémentarité dans la structure commerciale des membres du GAFTA.

Par conséquent, bien que la littérature existante donne un aperçu du potentiel commercial entre l'UE et les PM, le présent chapitre a pour objectif d'approfondir cette analyse en incluant plusieurs nouvelles contributions. Premièrement, il se fonde sur une analyse comparative permettant de comparer le potentiel commercial PM-UE sur la période récente (2000-2009) avec celle correspondant aux autres groupes d'échange, comme l'ALENA, le MERCOSUR et l'ANSEA.

Deuxièmement, il repose sur de nouveaux modèles de gravité que suivent Anderson et Van Wincoop (2003) en incluant explicitement les coûts commerciaux, c'est-à-dire les barrières tarifaires, les barrières non tarifaires (BNT, en équivalents ad valorem, EAV) mais également les indices de performance logistique (IPL) en tant que mesure des coûts de transport (Banque Mondiale, 2001). Il inclut également les mouvements de facteurs, tels que les flux migratoires bilatéraux ainsi que l'IDE bilatéral. En fait, la nouvelle théorie du commerce international spécifie que dans un cadre concurrentiel imparfait, le commerce international ne permet pas de parvenir à l'égalisation des prix des facteurs (EPF) (Markusen (1983), Venables (1999)). Par conséquent, d'autres mouvements de facteurs tels que les flux de main d'œuvre et de capitaux sont nécessaires pour parvenir à l'égalisation des prix des facteurs (EPF). La modélisation des courants d'échange ne peut donc pas ignorer la migration et l'IDE, qui sont explicitement inclus dans notre modèle.

La gouvernance est la dernière variable clé additionnelle également prise en compte dans ce modèle. Elle semble particulièrement cruciale dans le contexte actuel d'émeutes et de manifestations dans la plupart des PM. À ce titre, un vaste ensemble d'indicateurs politiques sera testé (état de droit, corruption, stabilité politique, etc.) sur la base de Kaufmann et al. (2010). Fondamentalement, la

prise en compte de ces variables additionnelles est nécessaire pour des raisons théoriques et empiriques. D'un point de vue théorique, toutes ces variables sont interconnectées. Par exemple, une meilleure spécification des coûts commerciaux (au travers des barrières tarifaires, des BNT et de la logistique) est nécessaire dans la mesure où tous ces composants affectent directement les échanges. De la même manière, les variables correspondant au mouvement de facteurs ne peuvent être ignorées dans l'équation des échanges car la théorie du commerce international spécifie l'existence d'une relation entre commerce, migration et IDE. Enfin, il est maintenant impensable d'ignorer le rôle de la gouvernance dans un modèle d'échange, dans la mesure où celle-ci n'affecte pas uniquement les échanges directement au travers des coûts de transaction et des attentes, mais également indirectement au travers des mouvements de facteurs.

D'un point de vue empirique, prendre ces variables additionnelles en compte permet de réduire la distorsion due aux variables omises, fréquente dans les études de recherche existantes. Cette distorsion peut conduire à sous-estimer les valeurs d'exportation fixées et donc à surestimer le potentiel commercial. La modélisation économétrique, en tant que contributeur final, repose sur des estimateurs récents et spécifiques conçus pour corriger les distorsions les plus importantes dans l'estimation des potentiels d'exportation, en particulier les variables omises, l'endogénéité ou les questions de sélection. L'objectif final est de calculer des valeurs fiables de potentiel d'exportation tout en expliquant correctement les schémas commerciaux au sein de la zone Euromed.

Les résultats devraient avoir d'importantes implications politiques, non seulement en ce qui concerne directement les potentiels commerciaux, mais également au travers du signe et de la grandeur des variables clés dans le modèle. En particulier, la relation entre les courants d'échange, d'une part, et la migration et l'IDE, d'autre part, revêt une importance cruciale. En d'autres termes, les flux migratoires et l'IDE engendrent-ils des échanges

supplémentaires ou détruisent-ils les échanges existants ? En outre, la persistance des BNT est-elle tant préjudiciable que cela aux échanges ? La performance logistique est-elle très importante pour expliquer les échanges dans la zone Euromed ? Quel est l'impact de la gouvernance ? La corruption et l'absence de liberté économique réduisent-elles réellement les échanges ? Si oui, dans quelle mesure ?

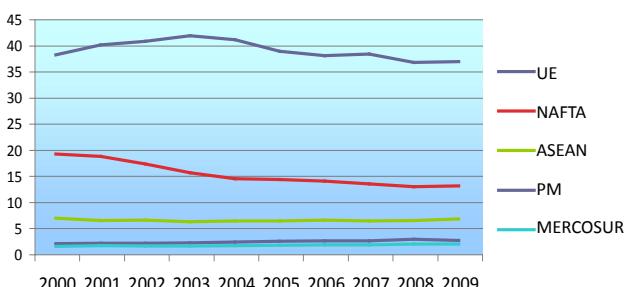
Ce chapitre s'articule en trois sections. La première analyse les faits stylisés fondamentaux concernant les échanges entre les PM et l'UE par rapport à ceux dans d'autres accords commerciaux préférentiels (ACP) tels que l'ALENA, le MERCOSUR et l'ANSEA. La deuxième section développe la méthodologie et décrit les résultats vis-à-vis des déterminants et des potentiels commerciaux. Tous les détails techniques sont présentés dans l'Annexe. La conclusion et les implications politiques font l'objet de la dernière section.

I. Faits stylisés retenus concernant les échanges entre les PM et l'UE : analyse comparative.

Cette section porte sur les tendances et indicateurs retenus en ce qui concerne les échanges entre les PM et l'UE. Dans la mesure où une vaste littérature est déjà consacrée aux courants d'échanges détaillés concernant ces pays [3], nous nous intéressons ici aux tendances spécifiques permettant de donner un premier aperçu du sujet principal de cette étude, à savoir le potentiel commercial entre les PM et l'UE.

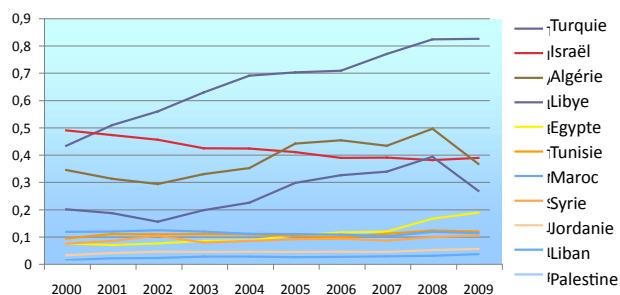
Comme première indication, la figure 1 montre que les PM représentent une part limitée des exporta-

Graphique 1. Part des PM et autres ACP dans les exportations mondiales (2000-09, %)



Source : UnctadStat

Graphique 2. Part des PM dans les exportations mondiales: décomposition par pays (2000-2009, %)



Source : UnctadStat

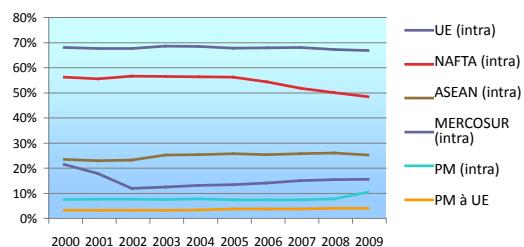
tions mondiales. Toutefois, cette part a légèrement augmenté au cours de la dernière décennie, passant de 1,8 % à 2,4 %. En outre, si elle est nettement inférieure aux autres zones économiques, comme l'ANSEA, cette part est comparable au MERCOSUR.

La figure 2 présente une ventilation par pays. Elle montre que parmi les PM, la Turquie est le pays qui contribue le plus aux exportations mondiales (0,8 % avec une nette tendance à l'augmentation). Les deuxièmes contributeurs sont les pays exportateurs de pétrole (Algérie, Libye et Égypte) avec Israël (ils représentent chacun environ 0,2-0,4 % du commerce mondial). Les autres PM représentent chacun moins de 0,1 % des exportations mondiales. Toutefois, dans ce dernier groupe, certains pays, à savoir la Tunisie, la Jordanie et le Liban, ont vu leur part des exportations mondiales augmenter légèrement.

En ce qui concerne les exportations des PM vers l'UE, la figure 3 montre que ces pays représentent encore une part limitée des exportations mondiales vers l'UE (3,5 %). Cela signifie que dans la zone euro-méditerranéenne, les exportations des PM vers l'UE restent limitées par rapport aux exportations totales vers l'UE. En outre, une comparaison avec les autres ACP montre que le commerce des PM au sein de la zone Euromed est inférieur au commerce interne dans les autres zones régionales, y compris l'ANSEA, le MERCOSUR et même les échanges intra PM.

Malgré cette faible performance apparente des PM en matière d'exportation vers l'UE, la figure 3 montre que les PM ont progressivement augmenté leur part

Graphique 3. Part du commerce intrabranches dans les exportations totales des ACP



Sources : UnctadStat

d'exportation par rapport au total des importations de l'UE, passant de 2,7 % en 2000 à 3,5 % en 2009.

En outre, comme le montre la figure 1, la part des PM dans les importations de l'UE est plus grande que dans les importations mondiales. Cela signifie que les PM affichent une meilleure performance d'exportation vers l'UE que vers le reste du monde.

Une ventilation par pays (figure 4) fournit d'autres informations en montrant que la plupart des PM ont davantage augmenté leurs exportations vers l'UE que vers les autres pays. La Jordanie, la Turquie, Le Liban et la Tunisie en particulier ont augmenté leurs exportations vers l'UE de plus de 10 % (moyenne annuelle) et l'Égypte de plus de 20 %, ce qui est nettement supérieur à la moyenne mondiale (8 %).

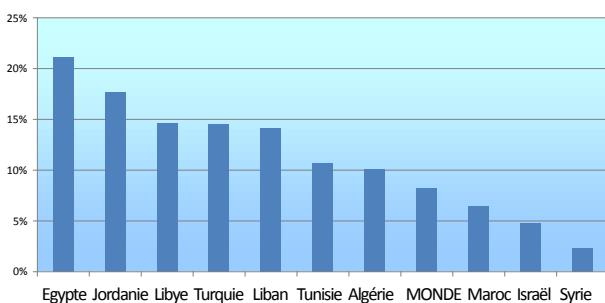
Pour résumer, les PM représentent encore une part limitée des exportations mondiales. Toutefois, cette part a légèrement augmenté au cours de la dernière décennie et, plus important, elle est su-

périeure vis-à-vis du marché de l'UE. À ce stade, il est difficile de tirer une quelconque conclusion en terme de potentiel d'exportation. En fait, représenter une part limitée dans les importations totales de l'UE ne signifie pas nécessairement qu'il existe un potentiel d'exportation énorme entre les PM et l'UE dans la mesure où la grandeur des exportations dépend de nombreuses variables qu'il convient de contrôler, à savoir la taille des pays, la distance, les coûts commerciaux ainsi que de nombreuses autres variables qui seront sélectionnées et décrites dans la section suivante.

Enfin, le tableau 1 présente un ensemble d'indicateurs commerciaux généraux qui soulignent les caractéristiques suivantes. D'abord, les PM peuvent être globalement considérés comme de économies ouvertes, même si pour certains pays exportateurs de pétrole, tels que l'Algérie, la Syrie et la Libye, le ratio commerce/PIB est faussé vers le haut du fait des exportations de pétrole. Ce ratio est en moyenne égal à 76,5 %, ce qui est supérieur à la moyenne mondiale. Il est même supérieur à celui enregistré pour l'ALENA, l'UE et le MERCOSUR, bien qu'il soit inférieur à celui de l'ANSEA. Les petits pays comme la Tunisie et la Jordanie sont particulièrement exposés à la concurrence internationale car le ratio commerce/PIB est supérieur à 100 %. Une implication de ce résultat est que pour la plupart des PM, il est impossible de prévoir l'existence de potentiel commercial en raison du manque d'ouverture. Une remarque similaire s'applique au commerce des services, plus important dans la plupart des PM que dans les autres zones d'échange. Cela constitue une indication supplémentaire d'ouverture de ces pays.

L'indicateur de croissance des exportations est en corrélation avec le constat fait plus haut, à savoir que le taux de croissance annuel moyen est substantiel (6,6 %) et supérieur à celui enregistré pour l'UE, l'Amérique du Nord et le MERCOSUR (il est toutefois inférieur à celui enregistré dans l'ANSEA). La structure d'exportation des PM par catégorie de produits est semblable à celle du MERCOSUR, sauf

Graphique 4. % increase in MP countries exports to the EU (Annuellement Moyenne 2000-2009)



Source : UnctadStat

Tableau 1: Indicateurs de commerce des PM

	Commerce (% du PIB)	Croissance des exportations (av. 2000-09, %)	Exports de carburants (% of total)	Exports alimentaires (% of total)	Exports Manuf. (% of total)	Exports Hautes tech. (% of total)	Commerce de services (% du PIB)	Nombre de produits exportés	Indice de Diversification	Indice de Concentration
Algérie	76,5	2,2	97,7	0,3	2,0	1,0	n.a.	106	0,799	0,558
Egypte	56,9	13,1	44,0	10,6	37,0	1,0	18,8	245	0,586	0,166
Israël	66,8	6,6	0,0	3,3	94,0	16,0	20,0	248	0,551	0,242
Jordanie	108,5	4,8	0,6	16,6	73,0	1,0	33,2	210	0,576	0,167
Liban	69,2	9,9	0,5	16,3	71,0	0,0	90,3	210	0,629	0,217
Libye	94,8	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	132	0,820	0,761
Maroc	68,1	5,8	2,0	9,3	65,0	9,0	21,1	212	0,694	0,151
Palestine	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	83	0,524	0,281
Syrie	69,6	6,8	38,6	22,0	35,0	1,0	13,2	209	0,638	0,211
Tunisie	107,3	4,1	13,6	9,2	75,0	5,0	21,4	213	0,546	0,159
Turquie	47,7	6,4	4,0	10,8	80,0	2,0	8,2	259	0,508	0,083
PM (1)	76,5	6,6	22,3	10,9	59,0	4,0	28,0	193	0,625	0,272
EU	70,3	3,7	5,1	9,1	75,0	13,0	17,7	260	0,207	0,060
MERCOSUR	42,1	4,3	21,1	18,0	60,0	12,0	5,9	211	0,668	0,270
ASEAN	97,0	9,9	8,0	7,6	70,0	25,0	9,5	260	0,335	0,128
NAFTA	27,3	2,5	10,8	10,6	64,0	20,0	6,5	259	0,333	0,118

(1) Moyenne non-pondérée

Sources: World Development Report 2011 (World Bank), UNCTAD Handbook of Statistics 2010, World Development Indicators

pour les exportations de hautes technologies, qui ne représentent que 4 % des exportations des PM alors qu'elles représentent 12 % dans le MERCOSUR et encore plus dans l'UE (13 %) et l'ANSEA (25 %). Le manque d'innovation dans les processus de production et d'exportation est une caractéristique préjudiciable majeure de la composition des exportations pour les PM. Nous reviendrons sur cette question en terme d'implications politiques dans la conclusion.

Enfin, les PM présentent également certaines similitudes avec le MERCOSUR en termes de con-

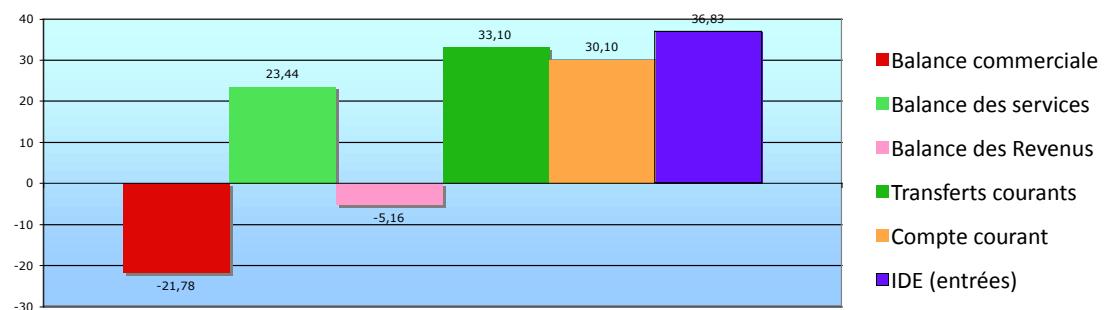
centration de marché et de diversification [4]. En fait, les exportations sont plus concentrées dans ces deux zones que dans l'UE, l'Amérique du Nord et l'ANSEA. En ce qui concerne les PM, cela peut s'expliquer principalement par l'hyper spécialisation dans les produits pétroliers, l'agriculture ou des produits manufacturés spécifiques (textile-vêtements). De la même manière, l'indice de diversification, qui mesure l'écart de la part du pays par rapport à la structure mondiale en terme de composition des produits, est identique dans les PM et le MERCOSUR mais plus grand que dans les autres

Graphique 5a. Balance courante et entrées d'IDE 2010: PM (hors Turquie, mrds US\$)



Source : UnctadStat

Graphique 5b. Balance courante et entrées d'IDE 2006-08: PM (hors Turquie, mrd US\$)



Source : UnctadStat

zones d'échange. Cela signifie que dans ces pays, le commerce se démarque fortement de la moyenne mondiale en terme de composition des produits, non seulement dans les pays exportateurs de pétrole, mais également dans les autres PM du fait de leur spécialisation et du manque d'échanges intra-industrie. Les implications de la structure d'exportation par produit n'entrent pas dans le cadre de ce rapport qui s'intéresse spécifiquement au potentiel global d'exportation. Il s'agit toutefois d'un problème crucial qui conduit certains PM à dépendre fortement de produits spécifiques en terme de capacités d'exportation. En outre, le manque d'échanges intra-industrie, supposé concerner principalement les produits transformés et innovants (industrie automobile, etc.), est également pour ces pays une question cruciale pour leur insertion dans l'économie mondiale.

Un dernier ensemble de chiffres est donné dans les graphiques 5a et 5b. Ils présentent la balance courante des PM (à l'exclusion de la Turquie) ainsi que l'IDE. Ils mettent en relief la spécificité des PM en ce qui concerne leur compte des opérations extérieures. Globalement, ces pays sont confrontés à un déficit important et croissant de leur balance commerciale. Ce déficit doit être financé par la balance des services (tourisme), les envois de fonds de la part des migrants et par le solde des transferts courants. Parfois, cette situation ne permet pas d'équilibrer la balance courante. En réalité, la balance courante globale a été négative en 2010. Dans ces conditions, les flux entrants d'IDE sont particulièrement nécessaires pour équilibrer le compte global des opérations extérieures.

La situation globale reste fragile dans la mesure où les PM sont fortement tributaires du tourisme et des envois de fonds pour équilibrer leur balance des paiements. Mais ils dépendent également de la demande extérieure pour les biens, notamment de la part de l'UE. À ce titre, la crise économique de 2008-2009 en Europe contribua à creuser le déficit commercial des PM en raison de la faible demande d'importations de l'UE. Les résultats mettent en relief l'interconnexion du commerce, de la migration et de l'IDE. Cette interconnexion sera étudiée en profondeur dans la section suivante avec l'examen des déterminants commerciaux et le rôle du mouvement de facteurs.

II. Potentiel commercial entre les PM et l'UE : analyse comparative

Cette section est consacrée au calcul du potentiel commercial par des méthodologies adéquates fondées sur les nouveaux développements concernant les modèles de gravité. Les questions méthodologiques sont présentées en premier, tous les détails techniques étant présentés dans l'annexe. Les résultats sont ensuite présentés afin de quantifier l'effet de chaque variable sur les échanges. Enfin, la dernière sous-section présente le calcul du potentiel commercial entre l'UE et les PM ainsi qu'une comparaison avec l'ALENA, le MERCOSUR et l'ANSEA.

a. Questions méthodologiques

Le calcul du potentiel commercial repose sur l'estimation économétrique d'un modèle qui explique les courants d'échange avec un ensemble de variables adé-

Encadré 1 – La spécification du modèle

L'équation suivante a été estimée :

$$\log X_{ijt} = a_0 + a_1 \log GDP_{it} + a_2 \log GDP_{jt} + a_3 \log TAR_{ij} + a_4 \log NTB_{ij} + a_5 \log LPI_i \\ a_6 + \log LANG_{ij} + a_7 \log REG_{ij} + a_8 \log COL_{ij} + a_9 \log MIG_{ij} + a_{10} \log FDI_{ij} \\ a_{11} \log SERV_{ij} + a_{12} \log POL_i + a_{13} \log X_{ijt-1} + \alpha_i + \beta_j + \varphi_t + \varepsilon_{ijt}$$

Avec : X_{ijt} les exportations du pays i vers le pays j pour l'année t . GDP_{it} et GDP_{jt} respectivement reflètent le POB des pays i et j . Les coûts des échanges sont donnés par trois variables distinctes : les tarifs bilatéraux appliqués dans le pays j aux produits venant du pays i ; les BNT, en équivalent ad-valorem, appliquées dans le pays j ; les coûts de transport qui peuvent être obtenus par les indices de performances logistique (IPL). $LANG_{ij}$ représente l'existence d'une langue commune entre les deux pays partenaires. REG_{ij} et COL_{ij} font référence à l'intégration régionale et aux liens coloniaux respectivement ; MIG_{ij} et FDI_{ij} correspondent au mouvement de facteurs, c.à.d. la migration bilatérale et les IDE. $SERV_{ij}$ correspond aux échanges bilatéraux des services. Finalement, POL_i reflète la qualité des facteurs politiques dans les pays exportateurs. L'équation comprend également les effets spécifiques au pays et à la période de temps qui sont destinés à saisir les variables omises et à prendre en compte l'hétérogénéité des pays et des périodes.

L'équation est estimée sur une période de temps récente (2000-2009) pour une matrice de 67 pays dont : les 27 états membres de l'UE, neuf PM (Algérie, Maroc, Tunisie, Turquie, Egypte, Jordanie, Syrie, Liban, Israël), les pays signataires des accords ALENA et MERCOSUR (y compris le Chili), les pays du groupe ASEAN+4 (Chine, Japon, Corée, Inde), ainsi que les pays du Golfe, l'Australie, la Norvège, la Confédération Helvétique et l'Afrique du Sud. Ces 67 pays représentent plus de 80% du commerce mondial. Ils constituent une base raisonnable pour la création de l'anti-monde qui sera utilisé pour le calcul des potentiels commerciaux. Globalement, en prenant en compte la dimension bilatérale des pays ainsi que la période de temps, le nombre total des observations est de 44 890.

Comme décrit en détails dans l'Annexe, plusieurs estimateurs ont été utilisés pour cette équation. Il s'agit de ceux de Hausman et Taylor, la procédure en deux étapes de Heckman ainsi que de l'ABB pour le modèle dynamique. Les estimateurs sont également contrôlés pour l'hétéroskédasticité et la corrélation du terme d'erreur par l'utilisation respective de l'estimateur Huber-White Sandwich et la transformation AR1 Cocrane-Orcutt.

Encadré 2 – Données et sources

- ✓ Les exportations bilatérales sont mesurées en parité du pouvoir d'achat (PPA) - (Purchasing Power Parity - PPP) constante; source : UNCTAD (base de données Comtrade)
- ✓ Les PIB sont mesurés en PPA constantes ; source : Cepii (base de données Chelem)
- ✓ TAR_{ij} est calculé (captured) par le biais des tarifs moyens pondérés du pays importateur j ; source : Banque Mondiale (indicateurs de développement mondial). Comme analyse de sensibilité, les indices globaux de restrictivité des échanges d'accès aux marchés (Market Access Overall Trade Restrictiveness Indexes - MAOTRI) indiquent les barrières auxquelles chaque exportateur est confronté lors de ventes dans d'autres pays ; source : Kee et al. (2008, 2009).
- ✓ Les BNT sont représentées par des équivalents ad-valorem (AVEs) calculés dans Kee et al. (2009). La méthodologie est décrite dans sa totalité dans l'annexe technique
- ✓ LPI_i est une variable proxy plus grande que les coûts de transport ; cet indicateur est élaboré à partir des informations collectées dans une étude mondiale des entreprises logistiques. Cet indice couvre sept domaines, à savoir : efficience des procédures douanières et autres agences aux frontières, qualité des transports et infrastructure des technologies de l'information en logistique, facilité des expéditions internationales, compétences de l'industrie logistique locale, capacité de suivi et de vérification des expéditions internationales, coûts de logistique intérieure ainsi que respect des délais des expéditions à destination. LPI est une moyenne pondérée de ces variables située entre 1 (le plus mauvais) et 5 (le meilleur) ; source : Banque Mondiale (2011)
- ✓ $LANG_{ij}$ est une variable fictive qui prend la valeur de 1 si au moins 10% de la population de chacun des pays de la paire (exportateur-importateur) parlent une langue commune ; dans le cas contraire la valeur est 0 ; source : Cepii Chelem
- ✓ COL_{ij} reflète les relations coloniales sur une longue période de temps avec une participation substantielle de la gouvernance du pays colonisé. Cette variable est égale à 1 s'il y a eu liens coloniaux, dans le cas contraire elle est égale à 0. Elle prend en compte les relations culturelles et historiques qui sont supposées induire une augmentation des

flux commerciaux entre certains pays de l'UE et des pays méditerranéens. Source : Cepii (base de données Chelem).

- ✓ *REG_{ij} (intégration régionale) est représentée par une variable fictive bilatérale. Elle prend la valeur 1 si une paire de pays appartient à la même zone régionale, et la valeur de 0 dans le cas contraire. En conséquence de quoi, on attend une relation positive entre cette variable proxy et les exportations puisque dans la mesure où les pays appartiennent à une même zone régionale, le commerce devrait augmenter ; source : OMC (base de données RTA)*
- ✓ *MIG_{ijt} est mesurée par le stock de migrants bilatéraux dans le pays i venant du pays j ; comme analyse de sensibilité, elle est mesurée à la fois dans sa valeur et comme pourcentage de la population du pays exportateur ; source: Banque Mondiale (Bilateral Migration and Remittances 2010)*
- ✓ *FDI_{ij} est exprimée par plusieurs variables proxy : stock ou flux bilatéraux d'intrants ou d'extrants (en valeur et en pourcentage du PIB) ; sources : Banque Mondiale (indicateurs du développement mondial) ; UNCTAD (Handbook of Statistics and World Investment Report).*
- ✓ *SERV_{ij} est mesurée par les échanges de services (source : UNCTAD)*
- ✓ *POL_{ij} est déterminée par plusieurs variables proxy alternatives : voix et redevabilité, qui mesure le domaine de participation des citoyens dans la sélection de leur gouvernement, la stabilité politique et l'absence de violence et de terrorisme, l'efficience du gouvernement, la qualité réglementaire, l'Etat de Droit ainsi que le contrôle de la corruption (pour plus de détails, voir Kaufman et al. (2010)).*

quates. Les nouveaux développements en matière de modèles de gravité par Anderson et van Wincoop (2003), qui aident à comprendre les courants d'échanges bilatéraux, tiennent lieu de point de départ.

Fondamentalement, le modèle présenté ici explique les courants d'échanges bilatéraux grâce aux variables suivantes. Un premier ensemble de variables inclut les variables de gravité traditionnelles :

- ✓ Le PIB du pays exportateur. Il est supposé que plus le PIB est élevé, plus le pays est grand et donc plus sa capacité d'exportation est grande.

Encadré 3 – Calcul des potentiels d'exportation

Le choix entre la prédiction dans l'échantillon ou hors-échantillon dépend de plusieurs facteurs. En premier lieu, Egger (2002) affirme que l'approche hors-échantillon pourrait permettre d'éviter une interprétation erronée des éléments résiduels. En second lieu, si les pays considérés n'ont pas totalement réussi leur intégration dans l'économie mondiale (pays en transition), la prédition hors-échantillon semble plus appropriée, car elle permet de calculer ce que seraient les exportations de ces pays s'ils se comportaient comme les pays totalement intégrés dans l'économie mondiale. Compte tenu de ces considérations, nous utiliserons la méthodologie hors-échantillon. Comme analyse de sensibilité, la méthode dans l'échantillon a également été effectuée et s'est révélée assurer des résultats très proches.

Une question importante est le choix entre la spécification statique ou dynamique concernant le calcul des potentiels commerciaux. En effet, bien que l'avantage de l'équation dynamique réside dans la prise en compte de l'inertie passée dans les flux commerciaux, un inconvénient réside dans le fait qu'elle tend à niveler les deux niveaux et les variations du potentiel d'échanges pour un pays particulier, ainsi que des différences du potentiel d'échanges entre les pays. Dans la présente étude, les résultats finaux présentent le calcul du potentiel commercial comme ratio entre les exportations actuelles et ajustées au moyen de l'estimateur HT (statique), afin de fournir de plus grandes différences entre pays. Ce ratio indique la différence entre les exportations observées et les exportations ajustées sous réserve que les pays considérés se comportent comme les autres pays de l'échantillon. De ce fait, si les calculs montrent que les exportations observées de PM vers les pays de l'UE se situent sous leur niveau potentiel, cela signifie que les PM exportent moins vers l'UE qu'ils ne le devraient, une fois que tous les déterminants commerciaux ont été pris en considération.

- ✓ Le PIB du pays importateur. En fait, la demande en produits étrangers augmente avec le PIB, ce qui se traduit par une augmentation des importations (les exportations de son pays partenaire).
- ✓ L'existence ou non d'une langue commune entre les deux partenaires. Il est considéré que si les

deux pays parlent la même langue, ils sont plus susceptibles de commercer car les coûts de transaction et d'information sont moindres.

✓ Une colonisation dans le passé peut également accroître les échanges bilatéraux en raisons de relations (économiques, politiques et culturelles) plus étroites entre les deux pays.

Un deuxième ensemble de variables est lié aux coûts commerciaux. Ils incluent les barrières tarifaires, les BNT et l'infrastructure, telle que la logistique. Il est également considéré que les mouvements de facteurs influencent les échanges. En fait, les échanges ne peuvent pas être expliqués indépendamment des mouvements de main d'œuvre et de capitaux, comme le spécifient la théorie traditionnelle du commerce international et la nouvelle théorie. Cette dernière considère une relation complémentaire entre les échanges, d'une part, et le mouvement de facteurs, d'autre part. Le commerce des services est également inclus dans la spécification finale dans la mesure où il est sensé venir compléter le commerce de biens (les services de transport, par exemple, sont nécessaires pour le commerce des biens).

Dernière variable cruciale, les facteurs politiques sont également supposés jouer un rôle important dans le commerce international. Il est considéré en particulier que l'absence de démocratie restreint les courants d'échanges ainsi que la croissance dans ces pays. À ce titre, les événements politiques récents dans les PM sont une excellente opportunité pour tester l'impact de ces facteurs politiques sur les échanges. Il est intéressant de noter que la littérature récente a énormément progressé en matière de mesure des problèmes politiques et de la gouvernance, en particulier avec la base de données des indicateurs mondiaux de gouvernance (Kaufmann et al., 2010). Cela permet de mesurer trois aspects de la gouvernance : le processus selon lequel les gouvernements sont choisis, surveillés et remplacés ; la capacité du gouvernement à formuler et mettre en œuvre efficacement des politiques sérieuses et le respect des citoyens.

Enfin, le modèle de gravité peut également inclure une composante dynamique. En d'autres termes, les exportations actuelles dépendent également des exportations antérieures. Cette caractéristique dynamique a sa propre justification théorique, fondée sur l'existence de coûts irrécupérables. En fait, dans la mesure où les entreprises doivent faire face à d'importants coûts irrécupérables lorsqu'elles entrent sur le marché de l'exportation, elles doivent d'abord s'assurer qu'elles pourront les amortir (Baldwin et Krugman, 1989). En conséquence, une entreprise qui commence à exporter continuera probablement à le faire les années suivantes. C'est pourquoi le niveau actuel des exportations s'explique en partie par le niveau antérieur des exportations. Les détails sur la spécification du modèle, les données et les sources sont présentés dans les encadrés 1 et 2 alors que toutes les considérations économétriques font l'objet de l'Annexe. Lorsque le modèle est correctement estimé, le calcul des potentiels d'exportation (notamment le potentiel d'exportation des PM vers l'UE) peut être réalisé à partir de l'estimation des résidus du modèle (voir description détaillée dans l'encadré 3). Comme cela a été expliqué dans l'introduction, le potentiel commercial peut être défini par la différence entre les échanges observés entre deux pays ou zones et les échanges attendus si ces pays se comportaient comme les autres pays (l'anti-monde). Si les échanges observés sont inférieurs aux échanges attendus, cela signifie qu'il existe un potentiel commercial entre ces deux pays.

b. Résultats : quels sont les principaux déterminants commerciaux ?

Le tableau 2 montre les résultats d'un estimateur, c'est-à-dire Hausman et Taylor. Tous les résultats détaillés sont présentés dans l'Annexe. Une caractéristique frappante dans le tableau 2 est que les estimations de paramètres sont presque toutes importantes au niveau 1 % et toutes affichent le signe attendu. Par exemple, les variables de gravité traditionnelles, telles que le PIB, la langue commune, le passé colonial et les accords régionaux sont toutes positives, comme at-

Tableau 2: Résultats d'estimation des déterminants du commerce	
<u>VARIABLES TRADITIONNELLES:</u>	
PIB reporteur	0.8186***
PIB partenaire	0.7719***
langue commune	0.3356***
colonie	0.5165***
<u>COUTS COMMERCIAUX:</u>	
tariffs	-0.2624***
BNTs	-0.0396***
performance logistique	2.7629***
<u>MOUVEMENT DES FACTEURS:</u>	
migration	0.2744***
Stocks d'IDE	0.0274***
services	0.1778***
<u>INTEGRATION REGIONALE:</u>	
accords régionaux	1.7549***
<u>VARIABLES INSTITUTIONNELLES:</u>	
Gouvernance	0.2025***
<u>AUTRE:</u>	
Intercept	-31.0560***
*** valeur significative à 1%; ** valeur significative à 5%; * valeur significative à 10%	

tendu précédemment. En outre, les variables de coûts commerciaux sont également importantes : les barrières tarifaires et les BNT affichent un signe négatif alors que la performance logistique montre une estimation de paramètre positive. Ces variables sont plus pertinentes que la variable traditionnelle de distance, trop générale pour mesurer les coûts commerciaux.

Les mouvements de facteurs sont également très importants, avec des estimations de paramètres positives. Cela signifie que l'IDE et la migration contribuent aux échanges. C'est ce que prévoit la nouvelle théorie du commerce international qui spécifie que le commerce des biens ne peut pas garantir l'égalisation des prix des facteurs (FPE). Il doit être complété par des mouvements de capitaux et humains. Ce résultat est particulièrement important dans la mesure où il montre que l'IDE et la migration sont tous deux créateurs d'échanges. La même remarque s'applique également au commerce des services, complémentaire du commerce des biens.

La gouvernance, mesurée ici d'abord par l'état de droit, est également positive et importante

Tableau 3: Sensitivity analysis	
<u>COUTS COMMERCIAUX</u>	
tariffs	-0.2488***
BNTs	-0.0444***
Distance	-0.0001***
logistique: tout	2.3451***
logistique: douanes	0.6831***
logistique: infrastructure	0.5673***
logistique: envoi	0.6216***
logistique: compétence	0.6388***
logistique: traçabilité	0.7677***
logistique: ponctualité	0.1496***
MAOTRI	-5.7572***
<u>MOUVEMENT DES FACTEURS:</u>	
migration	0.2566***
IDE: stocks (%PIB)	0.0302***
IDE: stocks (US\$)	0.0030*
IDE: flux(%PIB)	0.0496***
IDE: flux(US\$)	0.0551***
services	0.2654***
<u>INTEGRATION REGIONALE:</u>	
accords régionaux: Tous	-
accords régionaux: UE	2.1510***
accords régionaux: Euromed	0.3696***
accords régionaux: Nafta	0.9095***
accords régionaux: Mercosur	3.0979***
accords régionaux: Asean	1.9566***
accords régionaux: Gafta	2.4279***
<u>FACTEURS INSTITUTIONNELS:</u>	
Gouvernance	0.1393***
Gouvernance: Stabilité politique	0.5224***
Gouvernance: efficacité gouvernementale	0.6299***
Gouvernance: qualité de la réglementation	0.5059***
Gouvernance: voix	0.1929***
Gouvernance: control de la corruption	0.2072***
<u>VARIABLES TRADITIONNELLES:</u>	
PIB reporteur	0.7750***
PIB partenaire	0.7937***
langue commune	0.2620***
colonie	0.7125***
Intercept	-30.6389***
Adjusted R-squared	0.7536
*** valeur significative à 1%; ** valeur significative à 5%; * valeur significative à 10%	

au niveau 1 %. Cela signifie que la qualité des institutions et les facteurs politiques jouent effectivement un rôle important dans la création d'échanges.

Pour aller plus loin dans l'analyse, le tableau 3 présente une analyse de sensibilité utilisant des variables de substitution pour les accords régionaux, les coûts commerciaux, la gouvernance et l'IDE (en caractères gras). En commençant par l'intégration régionale, la ventilation en différentes zones d'échanges préférentiels (ZEP) montre qu'elles sont toutes créatrices d'échanges. Toutefois, la grandeur de l'estimation de paramètre pour l'accord Euromed est inférieure à celle correspondant aux autres paramètres. Cela montre que le processus de Barcelone a été moins créateur d'échanges que les autres accords régionaux considérés dans ce domaine. Ce résultat n'est pas surprenant dans la mesure où le processus d'intégration régional dans la zone Euromed n'est pas terminé. En particulier, sur la période considérée (2000-2009), les PM n'ont pas totalement levé leurs barrières tarifaires sur les produits provenant de l'UE. En outre, la persistance des BNT, le manque d'accès aux marchés dans l'UE pour les produits agricoles provenant des PM, le manque d'intégration en termes de services et d'IDE, etc. contribuent à expliquer que la création d'échanges résultant des accords de Barcelone, même si elle est positive, reste limitée (voir Péridy, 2010a pour plus de détails). Toutefois, cela ne signifie pas que le potentiel commercial entre les PM et l'UE est plus important que dans les autres zones. En effet, il ne dépend pas uniquement des effets des accords régionaux mais également d'autres déterminants commerciaux. Cela sera vérifié ultérieurement, lors du calcul du potentiel commercial entre l'UE et les PM.

Une autre analyse de sensibilité concerne les coûts commerciaux. À ce titre, la variable traditionnelle de distance a été testée. Elle est en toute logique négative et importante. Un autre test intègre l'indice de limitation globale de l'accès commercial aux marchés (Market Access Overall Trade Restrictiveness Index – MAOTRI), qui reprend les barrières tarifaires et les BNT auxquelles est confronté chaque exportateur lorsqu'il vend à d'autres pays (Kee et al. 2008 et 2009). Cette variable est négative et très importante. Enfin, nous présentons une

ventilation de l'indice de performance logistique dans ses différentes composantes, c'est-à-dire, l'efficacité des douanes, la qualité des infrastructures, l'efficacité dans l'organisation des expéditions internationales, la compétence de l'industrie logistique locale, la capacité à suivre les expéditions et leur ponctualité. Toutes ces composantes sont très importantes pour expliquer les exportations bilatérales. Elles accentuent l'impact clé des différents aspects de la logistique dans le processus de création d'échanges. Cela a d'importantes implications politiques pour les PM dont l'efficacité en terme de logistique est généralement inférieure à celle de la plupart des pays émergents ou développés (voir section 3 pour la discussion sur la politique).

De la même manière, d'autres tests utilisent différents indicateurs de gouvernance. Cela inclut l'indicateur « voix » qui permet de mesurer dans quelle mesure les citoyens peuvent participer au choix de leur gouvernement, la stabilité politique (et l'absence de violence et de terrorisme), l'efficacité du gouvernement, la qualité de la réglementation, l'état de droit ainsi que la lutte contre la corruption (pour plus de détails, voir Kaufman et al. (2010)). Il est intéressant de noter que toutes ces variables sont importantes au niveau 1 %. Cela signifie que la qualité de la gouvernance est un facteur clé dans le processus de création d'échanges. Là encore, la piètre qualité des indicateurs de gouvernance dans les PM a une implication majeure sur les échanges. Les implications politiques correspondantes seront examinées ultérieurement. D'autres tests fournissent une autre mesure de l'IDE, en termes de stocks ou de flux ou en terme de valeur comme pourcentage du PIB. Les estimations de paramètres sont généralement plus importantes quelle que soit la variable de substitution. La seule exception concerne les stocks d'IDE en dollars US, importants à 10 % uniquement.

Pour résumer, les résultats de l'estimation décrits dans cette section montrent que les échanges bilatéraux ne peuvent s'expliquer uniquement par l'équation traditionnelle de gravité qui inclut le PIB, la distance,

Tableau 4: Le potentiel d'exportation des PM vers l'UE (ratio des exportations observées/ajustées)

importer\exporters	Algérie	Egypte	Israël	Jordanie	Liban	Maroc	Syrie	Tunisie	Turquie	PM Moyenne
Autriche	0,744	0,852	0,997	1,000	0,808	1,072	1,111	1,004	1,000	0,954
Belgique	1,172	1,088	1,184	1,068	1,023	1,090	1,060	1,117	1,035	1,093
Chypre	1,146	1,157	1,296	1,098	1,150	0,993	1,084	1,150	1,149	1,136
Rep. Tchèque	0,665	0,971	1,084	0,899	0,890	1,031	1,012	0,971	1,090	0,957
Danemark	0,974	0,930	1,047	0,938	0,868	0,907	0,813	0,992	1,034	0,945
Finland	0,999	0,967	1,064	0,950	0,810	0,991	0,789	0,838	1,018	0,936
France	1,061	1,007	1,033	0,908	0,893	1,049	1,061	1,084	1,011	1,012
Allemagne	0,998	0,970	1,033	0,891	0,875	1,011	1,097	1,081	1,004	0,995
Grèce	1,165	1,058	1,074	0,937	1,022	1,107	1,072	1,056	1,058	1,061
Hongrie	0,683	0,933	1,068	1,069	0,766	0,945	0,882	0,979	1,076	0,933
Irlande	0,736	0,972	1,023	0,899	0,885	1,052	0,680	1,019	1,067	0,926
Italie	1,205	1,060	1,067	1,019	0,939	1,042	1,137	1,144	1,059	1,075
Lithuanie	1,009	1,021	1,100	0,927	0,796	0,999	0,761	0,874	1,121	0,956
Luxembourg	1,046	0,792	1,052	0,792	0,760	1,035	1,013	1,036	1,021	0,950
Pays Bas	1,250	1,103	1,118	1,102	0,952	1,066	1,084	1,125	1,011	1,090
Pologne	1,080	0,943	1,056	1,031	0,832	1,104	0,998	1,084	1,014	1,016
Portugal	0,770	0,968	1,050	0,978	0,832	1,124	1,033	1,058	1,077	0,988
Roumanie	1,298	0,983	1,037	1,032	0,966	1,056	0,895	1,027	1,136	1,048
Slovaquie	0,899	0,999	0,990	1,052	0,687	1,156	0,669	1,126	1,077	0,962
Espagne	1,202	1,091	1,080	1,027	0,972	1,112	1,110	1,153	1,023	1,086
Suède	1,102	0,918	1,033	0,875	0,910	0,956	0,812	1,038	1,014	0,962
Suisse	1,041	0,927	1,142	1,150	1,116	1,099	0,776	1,146	1,070	1,052
Royaume Uni	1,114	0,983	0,997	0,934	0,935	1,073	1,026	1,112	1,036	1,023
Moyenne UE	1,016	0,987	1,071	0,982	0,899	1,047	0,955	1,053	1,052	1,007

la langue et l'intégration régionale. Trois ensembles de nouvelles variables revêtent également une importance cruciale, à savoir les coûts commerciaux (y compris les BNT et la logistique), le mouvement de facteurs (migration et IDE) ainsi que la gouvernance. Négliger ces variables lors du calcul du potentiel commercial peut engendrer une distorsion due aux variables omises. Les résidus du modèle incluraient alors les effets de ces variables et le potentiel commercial pourrait être surestimé. À l'inverse, en prenant explicitement en compte les nouvelles variables, les exportations attendues devraient mieux correspondre aux exportations observées. Le potentiel commercial peut donc ne pas être aussi important que dans les études traditionnelles.

c. Calcul du potentiel commercial

Le tableau 4 présente le ratio exportations observées/attendues des PM vis-à-vis de l'UE. Un ratio inférieur à un indique que les exportations ob-

servées n'ont pas atteint le niveau attendu par le modèle économétrique. Il existe donc un potentiel d'exportation. À l'inverse, un ratio égal ou supérieur à un signifie qu'il n'existe plus de potentiel d'exportation. Les pays exportateurs apparaissent horizontalement alors que les pays importateurs sont présentés verticalement. La dernière ligne et la dernière colonne indiquent la moyenne par pays pour les exportateurs et les importateurs.

Globalement, le ratio d'exportation est très proche de 1. Par exemple, les exportations moyennes des PM vers l'UE sont égales à 1,007 fois les exportations attendues. Les exportations des PM vers l'UE sont donc en moyenne exactement égales aux exportations prédictes par le modèle. Ce résultat diffère légèrement de celui obtenu dans certaines études existantes montrant un faible potentiel d'exportation (Péridy (2006), Yu-Feng et Gohar (2010)). Une des raisons est liée à la période de temps considérée, plus récente dans la présente étude. Cela

tend à montrer que les PM ont atteint leurs niveaux d'exportation « attendus » vis-à-vis de l'UE ces dernières années. Plus important, la principale raison pour expliquer cette différence est la spécification économétrique qui inclut un plus grand nombre de variables, notamment les coûts commerciaux, les mouvements de facteurs et la gouvernance. La migration et les flux d'IDE (ou stocks) contribuent en particulier à l'augmentation des exportations des PM vers l'UE. Négliger ces variables engendrerait une distorsion liée aux variables omises, qui augmenteraient à leur tour les résidus dans le modèle et présenteraient donc un potentiel d'exportation artificiel. En d'autres termes, les migrations, l'IDE et les services sont fortement créateurs d'échanges et contribuent ainsi à expliquer pourquoi le potentiel d'exportation n'est pas important.

Il existe toutefois de légères différences entre les pays. Par exemple, le tableau 3 montre qu'il existe un faible potentiel d'exportation pour les pays du Mashrek, en particulier le Liban et la Syrie. Ces pays sont traditionnellement moins tournés vers le commerce à destination de l'Europe. À l'inverse, le potentiel est plus grand pour les pays du Maghreb et la Turquie, qui affichent un ratio supérieur à un du fait raison d'une plus grande ouverture commerciale vis-à-vis de l'UE.

Il existe également des différences au sein des couples de pays. Par exemple, la première colonne du

Tableau 5: Le potentiel d'exportation en NAFTA (ratio des exportations observées/ajustées)

importateur/ exportateur	Mexique	USA	Canada	NAFTA moy.
<i>Mexique</i>		0,996	0,994	0,995
<i>USA</i>	0,997		1,005	1,000
<i>Canada</i>	1,026	0,999		1,013
<i>Moyenne NAFTA</i>	1,011	0,998	1,000	1,003

Tableau 6: Le potentiel d'exportation en MERCOSUR (ratio des exportations observées/ajustées)

importateur/ exportateur	Argentine	Brésil	Chili	Paraguay	Uruguay	MERCOSUR
<i>Argentine</i>		0,998	0,922	1,022	0,991	0,983
<i>Brésil</i>	1,002		0,980	1,010	1,009	1,000
<i>Chili</i>	0,986	0,964		1,071	0,980	1,000
<i>Paraguay</i>	1,019	1,003	0,970		1,083	1,019
<i>Uruguay</i>	0,988	0,977	0,963	1,236		1,041
<i>MERCOSUR</i>						
<i>Moyenne</i>	0,999	0,985	0,959	1,085	1,016	1,009

tableau 1 montre que le ratio d'exportations observées/attendues est nettement supérieur à 1 entre l'Algérie, d'une part, et la Belgique, la France, les Pays-Bas, l'Espagne et l'Italie, d'autre part. Cela signifie que les exportations algériennes vers ces pays sont supérieures aux attentes. Cela peut s'expliquer par le rôle de la migration depuis l'Algérie vers ces pays.

Du côté des importations, il existe un faible potentiel commercial avec les pays de l'est et du nord de l'UE alors que le potentiel est plus grand avec les autres pays de l'UE (en particulier les pays du sud). Malgré les

Tableau 7: Le potentiel d'exportation en ASEAN (ratio des exportations observées/ajustées)

importateur/ exportateur	Cambodge	Chine	Inde	Indonésie	Japon	Malaisie	Philippines	Rep. de Corée	Singapour	Thaïlande	Viet Nam	ASEAN moy.
<i>Cambodge</i>		0,993	0,901	1,074	0,924	1,081	0,940	1,017	1,130	1,104	1,096	1,026
<i>Chine</i>	0,849		0,897	0,982	0,963	0,974	0,985	1,005	0,984	0,990	1,002	0,963
<i>Inde</i>	0,827	0,947		0,998	0,888	1,006	0,839	0,945	0,979	0,959	0,924	0,931
<i>Indonésie</i>	0,837	0,916	0,885		0,917	1,013	0,937	0,953	1,079	0,990	0,970	0,950
<i>Japon</i>	0,914	0,951	0,870	1,036		1,031	1,017	0,936	1,009	1,016	1,045	0,983
<i>Malaisie</i>	0,974	0,965	0,958	1,091	0,996		1,078	1,013	1,129	1,105	1,107	1,042
<i>Philippines</i>	0,886	0,961	0,878	1,054	0,989	1,079		1,022	1,066	1,073	1,122	1,013
<i>Rep. de Corée</i>	0,922	0,952	0,879	0,998	0,922	0,997	1,001		1,006	0,952	0,984	0,962
<i>Singapour</i>	1,082	0,942	0,939	1,085	0,984	1,088	1,010	1,024		1,067	1,080	1,030
<i>Thaïlande</i>	0,956	0,947	0,934	1,056	1,014	1,110	1,057	1,006	1,113		1,075	1,027
<i>Viet Nam</i>	0,966	0,955	0,922	1,055	0,965	1,049	0,988	1,023	1,053	1,012		0,999
<i>Moy. ASEAN</i>	0,921	0,953	0,906	1,043	0,956	1,043	0,985	0,994	1,055	1,027	1,041	0,993

faibles différences géographiques, la caractéristique majeure du tableau 3 est que le potentiel d'exportation des PM avec l'UE est négligeable. Ce résultat a des implications politiques importantes qui seront traitées dans la section suivante. Les tableaux 5, 6 et 7 présentent une comparaison intéressante avec d'autres zones géographiques. Il est intéressant de noter que la conclusion est la même que précédemment, à savoir qu'il n'y a plus de potentiel d'exportation dans les autres ACP, c'est-à-dire l'ALENA, le MER-COSUR et l'ANSEA, malgré un faible potentiel pour des flux bilatéraux sélectionnés. Cela signifie que les exportations des PM vers l'UE ne sont pas différentes de celles dans les autres ACP. En d'autres termes, il n'existe aucune spécificité des relations commerciales entre les PM et l'UE par rapport aux autres ACP.

III. Conclusion et implications politiques

Le principal résultat de cette étude est que les PM ont atteint leur potentiel d'exportation avec l'UE. En d'autres termes, le niveau d'exportation actuel des PM vers l'UE est égal au niveau prédict par le modèle.

Il a également été montré qu'il n'existe aucune spécificité du potentiel commercial PM-UE par rapport aux autres ACP (ALENA, MERCOSUR et ANSEA) qui ont également atteint leur potentiel commercial. Ce résultat repose sur une spécification économétrique qui prend en compte de nouvelles variables explicatives généralement omises dans les études précédentes. Elles incluent les coûts commerciaux (barrières tarifaires, BNT et logistique), le mouvement de facteurs (migration et IDE) ainsi que la gouvernance.

Les implications politiques des résultats sont les suivantes : le fait que les PM aient atteint leur potentiel d'exportation signifie simplement que les exportations des PM vers l'UE sont à un niveau « normal » par rapport aux autres zones d'échanges dans le monde. Toutefois, cela

ne veut pas dire que les exportations ne peuvent pas augmenter dans les années à venir. Cela est possible grâce aux outils suivants pouvant être mis en œuvre pour accroître les performances d'exportation des PM :

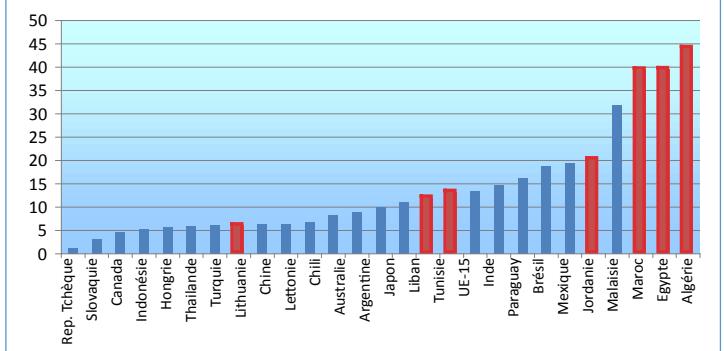
✓ Poursuivre la réduction des coûts commerciaux, en particulier les BNT

La recherche récente dans ce domaine tend à montrer que les BNT sont très importantes dans les PM. Pour l'illustrer, la figure 6 montre que l'équivalent moyen (AVE) des BNT s'élève à environ 40 % en Algérie, en Égypte et au Maroc. Cela est beaucoup plus élevé que dans de nombreux autres pays. À ce titre, le modèle économétrique présenté précédemment montrait clairement que la présence de BNT est réductrice d'échanges. Par conséquent, il semble que les PM pourraient notablement augmenter leurs échanges en réduisant les BNT. Cela ne veut pas dire qu'il faut supprimer totalement les BNT, certaines d'entre elles pouvant être utiles pour protéger les consommateurs ou les industries spécifiques. Toutefois, chercher à se rapprocher de la moyenne mondiale aiderait à créer des échanges [5].

✓ Rapprocher la performance logistique des standards de l'UE

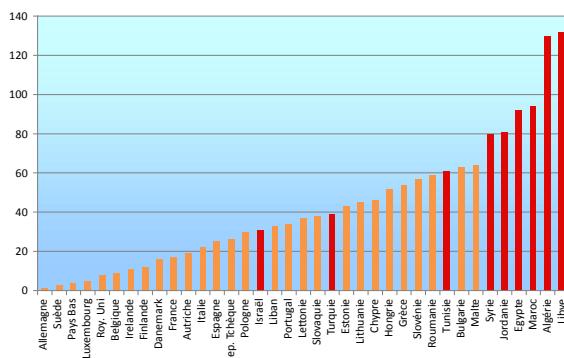
La récente étude de la Banque Mondiale sur la performance logistique montre que les PM sont

Graphique 6. BNTs dans les PM - comparatif avec d'autres pays en % (Moyenne en équivalent tarifaire)



Source : Kee et al.(2009)

Graphique 7. Rang des pays pour la Performance logistique (rang 2010* plus de 155 pays)

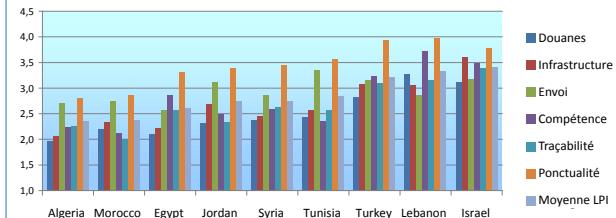


Source: World Bank (2011); *Année 2007 pour le Maroc

loin des standards internationaux dans ce domaine. La figure 7 présente le classement des pays dans la zone euro-méditerranéenne. Il est frappant d'observer que sur un total de 155 pays, il existe un vaste fossé entre, d'une part, les pays de l'UE, parmi les plus performants du monde, et, d'autre part, les PM, généralement en dessous de la moyenne mondiale, en particulier la Libye et l'Algérie, qui apparaissent en fin de liste.

Certains pays ont récemment fait de réels efforts. Le Maroc en particulier, avec le complexe « Tangier Méditerranée » et le développement correspondant de routes et autres infrastructures, devrait se rapprocher du haut de la liste dans le classement des pays. Toutefois, d'autres pays doivent faire des efforts semblables pour accroître l'efficacité et la compétitivité de leur commerce. Pour ces pays, comme le suggère la Figure 8, des efforts particuliers doivent être faits afin d'améliorer l'efficacité du processus de dédouanement (et des autres agences aux frontières), la qualité des infrastructures de transport et informatiques pour la logistique, l'efficacité du traçage et du suivi des expéditions internationales ainsi que la compétence des industries logistiques locales. Ces efforts devraient engendrer des bénéfices commerciaux notables, puisqu'une augmentation de 1 % de l'IPL entraîne une hausse de 2,76 % des exportations, comme le montrent les résultats économétriques du Tableau 2.

Graphique 8. Performance logistique, indice (décomposition par catégories)

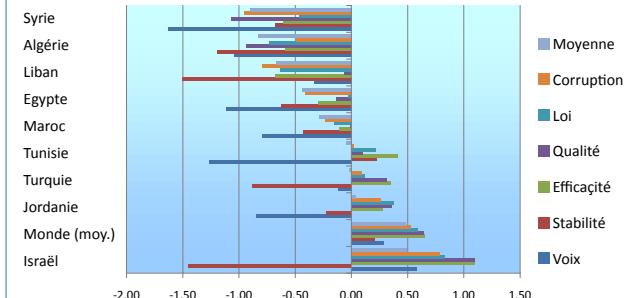


Source: World Bank (2011); *Année 2007 pour le Maroc

v Améliorer la gouvernance

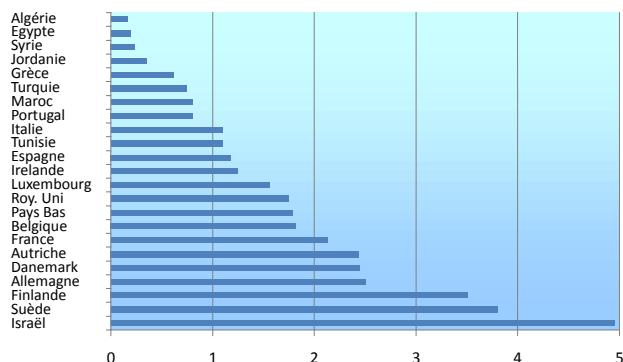
Selon Kaufman et al. (2010), qui ont proposé plusieurs indices pour la gouvernance, les PM sont généralement nettement en dessous de la moyenne mondiale. À ce titre, la Figure 9 montre la valeur des différents indicateurs de gouvernance dans les PM par rapport aux zones déjà considérées dans cette étude (UE, ALENA, MERCOSUR, ANSEA). Il est frappant d'observer que la plupart des PM affichent une moyenne inférieure à 0, reflet d'une piétre performance dans le processus de gouvernance, en particulier en Syrie, en Algérie, au Liban, mais également en Égypte, au Maroc et en Tunisie dans une moindre mesure. Les récentes émeutes observées dans ces pays sont évidemment liées à la mauvaise qualité de la gouvernance. En outre, la gouvernance a un effet important sur l'économie, en particulier le commerce, comme cela a été montré précédemment. En fait, le tableau 1 et 2 montre clairement qu'une augmentation de quelque indicateur de gouvernance que ce soit engendre une augmentation notable des échanges. D'après la figure 9, des efforts importants devraient être faits, notamment en ce qui concerne

Graphique 9. Indicateurs de gouvernance



Source: d'après Kaufman et al. (2010)

Graphique 10. R&D en Euromed (% du PIB, dernière année disponible)



Source: UNCTAD(2010))

: i) la « voix », qui permet de mesurer dans quelle mesure les citoyens peuvent participer au choix de leur gouvernement (Syrie, Tunisie, Égypte, Algérie, mais également Jordanie et Maroc) ; ii) la stabilité politique (Liban, Israël, Algérie, mais également Turquie et Égypte) ; iii) la lutte contre la corruption (Syrie, Liban, etc.) ; iv) l'état de droit, l'efficacité du gouvernement et la qualité des réglementations devraient également être améliorés, notamment en Algérie, en Syrie et au Liban.

V Le rôle du mouvement de facteurs dans le processus de création d'échanges

Un des aspects originaux de la présente étude est l'inclusion des mouvements de facteurs en tant que déterminants des échanges. Comme cela a été expliqué dans la section précédente, considérer le monde comme un cadre concurrentiel imparfait conduit à la complémentarité entre les échanges et le mouvement de facteurs, car les échanges seuls ne permettent pas d'égaliser les prix des facteurs. La présente étude valide cette hypothèse théorique en acceptant clairement la relation de complémentarité entre échanges et migration. Il a été montré par exemple que 1 % de flux de migration sortants engendre une augmentation des exportations d'environ 0,2 %. Cela signifie que les PM qui ont exporté des personnes vers l'UE ont par conséquent créé des exportations. En conséquence, la migration peut être vue comme un outil de création d'exportations des

PM vers l'UE. Ce résultat n'est pas nouveau dans la littérature, mais il est clairement souligné dans la présente étude des relations UE-PM [6]. De la même manière, notre modèle a montré que 1 % d'augmentation des flux sortants d'IDE (en pourcentage du PIB) entraîne 0,03 % d'augmentation des exportations. Par conséquent, l'IDE peut être vu comme un outil permettant aux pays de l'UE de créer des exportations vers les PM. En d'autres termes, il semble que la relation commerce-migration-IDE puisse s'auto-renforcer. Cela signifie que si l'UE et les PM ont pour objectif commun de développer les relations commerciales, des politiques migratoires et d'IDE adéquates peuvent permettre de l'atteindre.

Pour résumer, les remarques présentées ci-dessus montrent que la politique commerciale (intégration régionale fondée sur des politiques de barrières tarifaires et de BNT) ne peuvent plus être vues comme les seules outils permettant de développer les relations commerciales entre deux zones. En fait, comme cela a été montré précédemment, les échanges peuvent être développés grâce à de nombreux autres outils ou politiques, dont en particulier la performance logistique, l'IDE, la migration et la gouvernance.

Réorienter le partenariat UE-PM vers de nouveaux enjeux : éducation, recherche, innovation et environnement

En outre, l'UE et les PM doivent également réorienter leur partenariat vers de nouveaux outils permettant eux aussi de créer des échanges, des emplois et de la croissance dans le futur, à savoir l'éducation, la recherche et l'environnement.

L'éducation et la recherche constituent le premier enjeu majeur. En effet, elles permettent de rehausser les niveaux moyens de compétence dans une économie, ce qui peut ensuite stimuler le processus d'innovation. À ce titre, une littérature de plus en plus riche montre le lien entre éducation-recherche-innovation, d'une part, et commerce-

croissance-emploi, d'autre part (Amable, 2000 ; Milanovic, 2006 ; Péridy, 2010b). Malgré les réels efforts récemment faits dans certains PM, le fossé reste important avec les pays émergents ou développés, en particulier l'UE, en termes d'éducation et de recherche, comme le montre la figure 10.

Enfin, l'environnement est sur le point de devenir une question centrale, non seulement au niveau mondial, mais également pour les PM en particulier. Par exemple, les problèmes des déchets (traitement et recyclage), de la dépollution (sol, air et mer) ainsi que du développement des énergies propres (solaire, éolienne, etc.) deviennent des questions cruciales pour le développement durable dans les PM. À ce titre, un énorme travail reste à faire dans ce domaine. D'un point de vue économique, traiter les aspects environnementaux peut permettre de créer directement de nombreux emplois tout en créant des échanges et de la croissance dans les PM. Cette approche gagnant-gagnant (en termes d'environnement et d'économie) constitue une question politique centrale que les responsables politiques devront traiter très prochainement.

Notes

1 : Les premiers accords d'association furent signés dans les années 1960 avec la Turquie, le Maroc et la Tunisie. Ils accordaient des préférences tarifaires pour les importations en provenance des ces pays et à destination de la CE. Ces accords furent progressivement étendus à tous les PM, c'est-à-dire aux pays du Maghreb et du Mashrek et le processus de Barcelone prépara le chemin vers la mise en œuvre d'une zone de libre échange entre l'UE et ses PM

2 : Pour une étude récente sur les effets de l'intégration commerciale UE-PM, voir Péridy (2010a).

3 : Voir par exemple les nombreuses recherches du FEMISE et plus particulièrement Gallal et Reiffers (2010)

4 : Pour une définition complète de ces indicateurs, voir la CNUCED, recueil de statistiques, 2010

5 : Pour toute information complémentaire sur les BNT dans les PM, voir Augier et Péridy (2010)

6 : Pour la relation commerce-migration, voir par exemple Co and al., 2004, Izanzo et Péri (2009) et Bran et al. (2009)

7 : Voir Anderson et van Wincoop (2003) pour la dérivation complète du modèle

8 : Fondamentalement, la première étape estime un modèle pure d'effets fixes afin d'obtenir une estimation des effets unitaires. La seconde étape met en œuvre une régression instrumentale du vecteur d'effets fixes sur les variables fixes dans le temps. Cela permet de décomposer le vecteur d'effets fixes en une première composante expliquée par les variables fixes dans le temps et une seconde composante, à savoir la partie inexplicable (le terme d'erreur). Elle couvre également le problème de l'endogénéité. Lors de la dernière étape, le modèle est à nouveau estimé au moyen de MCO pondérés, y compris toutes les variables explicatives, les variables fixes dans le temps et le terme d'erreur. Cette troisième étape garantit le contrôle de la colinéarité entre les variables dans le temps et fixes dans le temps, à droite.

9 : Cela peut être estimé en plusieurs étapes. La première étape estime un modèle Probit (test de la probabilité pour le pays i d'exporter vers le pays j). Dans une seconde étape, sous réserve que des exportations aient lieu, les effets des barrières commerciales et autres variables peuvent être estimés en choisissant un estimateur adéquat (Heckman, 1979, Greene, 2006). Cette méthode semble particulièrement intéressante dans la présente étude de recherche car elle prend spécifiquement en compte les informations contenues dans les données zéro ou manquantes. Le principal problème consiste à choisir la variable de sélection adéquate. La recherche récente au niveau des entreprises (Melitz, 2003) montre qu'en cas de niveaux de productivité différents entre les entreprises, l'existence de coûts fixes entraîne une sélection des entreprises. En conséquence, seules les plus productives parviennent à exporter alors

que les autres restent sur le marché intérieur. Cela montre que la productivité au niveau des entreprises peut servir de variable de sélection dans ce type de modèle. Malheureusement, dans la présente recherche, les données sur les entreprises ne sont pas disponibles pour tous les pays, ce qui ne permet pas de mettre en œuvre cette variable de sélection. Au lieu de cela, la variable d'exportation déphasée sera également utilisée comme variable de sélection. Comme cela a déjà été expliqué dans la section 2, cela peut être justifié en considérant l'hystérisis dans le commerce international (Baldwin et Krugman, 1989).

References (par chapitre)

Chapitre 1

- ANIMA (2011). « Observatoire des Investissements et Partenariats en Méditerranée Bilan au premier trimestre 2011 ». May 19th.
- ANIMA (2011). « Turkey, Syria, Lebanon and Jordan to boost tourism cooperation ». January 17 th.
- Barro, R. 1999. "Determinants of democracy." *Journal of Political Economy* 107(S6):158-183.
- Blanchard, Olivier. 1997. *The Economics of Post-Communist Transition*. New York : Oxford University Press.
- Davis. N. (2011). « A truly scary scenario for post-revolutionary MENA ». March 20th.
- De Melo, Martha, Cevdet Dinizer and Alan Gelb. 1997. "Circumstance and Choice: the Role of Initial Conditions and Policies in Transition Economies." *World Bank policy Research Working Paper* 1866. Washington, D.C.
- . 1996. "From Plan to Market: Patterns of Transition." *World Bank policy Research Working Paper* 1564. Washington, D.C.
- Dethier, Jean-Jacques. Hafez Gahnem and Edda Zoli. 1999. "Does Democracy Facilitate the Economic Transition? An Empirical Study of Central and Eastern Europe and the Former Soviet Union". *World Bank Policy Research Working Paper* 2194. Washington, D.C.
- Dewatripont, M. and Gerard Roland. 1992. « The Virtues of Gradualism and Legitimacy in the Transition to a Market Economy. » *Economic Journal* 102(411):291-300.
- European Bank for Reconstruction and Development. 1999. *Transition Report 1999: Ten Years of Transition*. London, European Bank for Reconstruction and Development.
- FEMISE (2007). « Le défi de l'emploi dans les pays méditerranéens ». *Femise Research Report FEM3d-02*. November.
- FEMISE (2008). « Rapport du Femise sur le partenariat euroméditerranéen 2007 : Le partenariat Euro-Méditerranéen à la croisée des chemins ». February.
- FEMISE (2009). « Rapport du Femise sur le partenariat euroméditerranéen 2008/2009 : Les pays méditerranéens face à la crise». October.
- FEMISE (2010). « Rapport du Femise sur le partenariat euroméditerranéen 2010 : Le partenariat Euro-Méditerranéen à la croisée des chemins », November.
- FEMISE-EIB (2010). « Crise et voies de sortie de crise dans les pays méditerranéens partenaires de la Femise ». November.
- FEMISE (2011). « The Economics of the Arab Spring in an Era of Hope: The Cases of Egypt and Tunisia ». Staff FEMISE. May 10th.
- FEMISE (2011). « The Economic and Social Impact of State Divestiture: A comparison between MENA countries and other regions ». *Femise research project FEM33-08*. February.
- Fidrmuc, Ian. 2003. "Economic Reform, Democracy and Growth during Post-communist Transition." *European Journal of Political Economy* 19(3): 583-604.
- . 2000. "Political Support for Reforms: Economics of Voting in Transition Countries." *European Economic Review* 44(8): 1491-1513
- Fischer, Stanley and Ratna Sahay. 2000. "The Transition Economy After Ten Years." *International Monetary Fund Working Paper Series WP/00/30*. Washington, D.C.
- GFSNews (2011). « Outlook bleak for Middle Eastern banks ». March 22nd.
- Giavazzi, Francesco and Guido Tabellini. 2005. "Economic and Political Liberalizations." *Journal of Monetary Economics* 52(7): 1297–1330.
- Giuliano, Paola Prachi Mishra, and Antonio Spilimbergo. 2010. "Democracy and Reforms: Evidence from a New Dataset." *International Monetary Fund Working Paper Series WP/10/173*. Washington, D.C.
- Glaeser, Edward L and Giacomo A. M. Ponzetto. 2007. "Why Does Democracy Need Education?" *Journal of Economic Growth* 12(2): 77-99.
- Grosjean, Pauline and Claudia Senik. 2011. "Democracy, Market Liberalization and Political Preferences." *Review of Economics and Statistics* 93(1): 365-381.
- Havrylyshyn, Oleh and van Rooden, Ron. 2000. "Institutions Matter in Transition, but so do Policies." *International Monetary Fund Working Paper Series WP/00/70*. Washington, D.C.
- IIF (2011). « The Arab World in Transition: Assessing the Economic Impact ». May 2nd.
- ILO. 2011.

- IMF (2010). Tunisia: 2010 Article IV Consultation—Staff Report. IMF Country Report No. 10/282. September.
- IMF (2011a). « Creating Jobs in the Middle East and North Africa ». Published in Asharq Al Awsat. May 20. 2011.
- IMF (2011b). « Mideast Unrest Shows Need to Consider Bigger Picture ». MIDDLE EAST BRIEFING. April 8th. 2011.
- IMF (2011c). « Regional Economic Outlook: Middle East and Central Asia ». April 2011
- IMFdirect (2011). « The MENA Jobs and Growth Challenge: How Can Finance Help? ». May 23rd.
- IPS (2011). « The Economics of the Arab Spring ». April 21st.
- Leblang, David A. "Property Rights, Democracy and Economic Growth." *Political Research Quarterly* 49(1): 5-26.
- LeMonde (2011a). « Un plan économique pour soutenir la transition démocratique en Tunisie ». May 17th.
- LeMonde (2011b). « Un capitalisme du XIXe siècle pour aider les révoltes arabes. par Edmund Phelps ». May 25th.
- NewYorkTimes (2011). « G-8 Support for a Tunisian Plan ». May 18th.
- Oxford Business Group (2010). « The Report: Tunisia 2010 ».
- Persson, Torsten and Guido Tabellini. 2009. "Democratic Capital: the Nexus of Political and Economic Change." *American Economic Journal: Macroeconomics* 1(2):88-126.
- , Gerard Roland, and Guido Tabellini, 1997. "Separation of Powers and Political Accountability." *Quarterly Journal of Economics* 112(4): 1163–1202.
- Ratha, D. and W. Shaw (2007). "South-South Migration and Remittances." World Bank Working Paper. World Bank. Washington DC. 2007.
- Reiffers, Jean-Louis (2011). « Les questions relatives aux enjeux futurs du partenariat Maroc/UE ». Conférence à L'Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES). Rabat. 24 juin 2011.
- Reuters (2011). « In new Egypt and Tunisia, some buyers return ». March 30th.
- Roland, Gerard. 2002. "The Political Economy of Transition." *Journal of Economic Perspectives* 16(1): 29-50.
- . 2001. "Ten Years After: Transition and Economics." *IMF Staff Papers* 48(special issue): 29-52.
- Satyarthi, Shanker and Arvind Subramanian. 2004. "What Determines Long-Run Macroeconomic Stability?" Democratic Institutions." International Monetary Fund Working Paper Series WP/04/215. Washington, D.C.
- Svejnar, Jan. 2002. "Transition Economies: Performance and Challenges." *Journal of Economic Perspectives* 16(1): 3-28.
- The Layalina Review (2011a). « Arab Media Forum Brings "Storms of Change" To Region ». VOL. VII NO. 10. May 06-May 19. 2011.
- The Layalina Review (2011b). « The Aftermath of the Arab Spring ». VOL. VII NO. 10. May 06-May 19. 2011.
- Rodrik, Dani, Arvind Subramanian and Francesco Trebbi. 2004, "Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Geography and Integration in Economic Development." *Journal of Economic Growth* 9(2): 1-35.
- . 1999, "Where Did All the Growth Go? External Shocks, Social Conflict and Growth Collapses." *Journal of Economic Growth* xx.
- TravelDailyNews (2011). « Jordan continues to be a safe tourist destination ». February 7th.
- TunisiaLive (2011). « Unemployment expected to rise in 2011 ». April 17th.
- Unesco (2011). « Democracy and renewal in the Arab World: roundtable at UNESCO in support of transition to democracy ». June 21st.
- Wall Street Journal (2011). « Egyptian Protests Spark Concern Over Credit Risk ». January 28th.
- World Bank. 2011. « World Bank Middle East and North Africa Region Regional Economic Update: MENA Facing Challenges and Opportunities ».
- . 2010a.
- . 2010b. Note on Recent Trends of Poverty in the Middle East and North Africa. Available on <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/MENAEXT/EXTMNAREGTOPPOVRED/contentMDK:22475121~pagePK:34004173~piPK:34003707~theSitePK:497110,00.html>
- . 2009. From Privilege to Competition: Unlocking Private-Led Growth in the Middle East and North Africa. *MENA Development Report*. Washington, D.C. The World Bank.
- . 1996. *World Development Report 1996: From Plan to Market*. Washington, D.C. The World Bank.
- Wyplosz, Charles. 2000. "Ten Years of Transformation: Macroeconomic Lessons." *World Bank Policy Research Working Paper* 2288. Washington, D.C.

Chapitre 2

- Abou-Mandour, Mohamad. "Structural Adjustment in Egyptian Agriculture: Objectives and Impact". Center for Agricultural Economic Studies. April 1995.
- Albertus, Michael, and Victor A. Menaldo. "If You're Against Them You're with Us: The Effect of Expropriation on Autocratic Survival" (September 2010) Comparative Political Studies. Forthcoming.
- Amnesty International. "Jordan's Anti-Terrorism Law Opens Door to New Human Rights Violations". Public Statement Document Series. November 2006.
- Arezki, Rabah and Markus Bruckner. "Food Prices and Political Instability" International Monetary Fund Working Paper. 11-62: March 2011.
- Arieff, Alexis. "Tunisia: Recent Developments and Policy Issues". Congressional Research Service. January 2011.
- Bibi, Sami and Mustapha Nabli (2010), Equity and inequality in the Arab region", ERF Policy Research Papers
- Desai, Raj M., and Anders Olofsgard. "The Logic of Authoritarian Bargains". Economics and Politics. 21:1 (2009).
- El-Ghonemy, Mohamad Riad. The Political Economy of Rural Poverty: The case of land reform. London: Routledge 1990.
- Friedman, Thomas. "The New Hama Rules". The New York Times. August 2, 2011.
- Gause, Gregory. "Can Democracy Stop Terrorism?" Foreign Affairs. 84:62 (2005).
- Global Financial Integrity. "Egypt Lost \$57.2 Billion from 2000-2008" GFI Press Release. January 2011.
- Hamzawy, Amr and Marina Ottaway. "Protest movements and political change in the Arab world". Carnegie Endowment for International Peace: Policy Outlook. January 2011.
- Hibou, Beatrice, Hamza Meddeb, and Mohamed Hamdi. "Tunisia after 14 January and its social and political economy" Euro-Mediterranean Human Rights Council. June 2011.
- Janvry, Alain de, and Elisabeth Sadoulet. "The three puzzles of land reform". Fondation pour les Etudes et Recherches Sur le Developpment International. April 2011.
- Kassem, Maye. Egyptian Politics: The Dynamics of Authoritarian Rule. London: Lynne Rienner 2004.
- King, Stephen Juan. The new authoritarianism in the Middle East and North Africa. Bloomington: Indiana University Press 2009.
- Lewis, Bernard. "Freedom and Justice in the Modern Middle East". Foreign Affairs. 84:3 (2005).
- Osman, Tarek. Egypt on the Brink: From Nasser to Mubarak. New Haven: Yale University Press 2010.
- Ottaway, Marina, and Julia Choucair-Vizoso. Beyond the façade: Political reforms in the Arab World. Washington, DC: Carnegie Endowment for International Peace 2008.
- Pissarides, Christopher. "Human Capital and Growth: A Synthesis Report." OECD Development Center Technical Paper No. 168, Paris 2000.
- Richards, Alan and John Waterbury. A Political Economy of the Middle East (3rd ed.). Westview Press 2008.
- Ritter, Daniel P., and Alexander H. Trechsel. "Revolutionary Cells: On the Role of Texts, Tweets, and Status Updates in Nonviolent Revolutions". European University Institute. May 2011.
- U.S. State Department. "Country Reports on Human Rights Practices: Egypt". Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor. 2001.
- Union Generale Tunisienne Du Travail. "La Fiscalite en Tunisie et la Question de la Cohesion Sociale". November 2006.
- United Nations Development Program. "Macroeconomic policies for poverty reduction: The case of Syria". International Policy Center for Inclusive Growth. January 2007.
- United Nations Development Program. Human Development Report: Egypt. 2011.
- United Nations. "International Covenant on Civil and Political Rights Fifth Periodic Report: Morocco". Human Rights Committee. March 2004.
- World Bank. "Arab Republic of Egypt: An Agricultural Strategy of the 1990s". Report 11083-EGT. Washington, DC 1992.
- World Bank. "Unlocking the Employment Potential in the Middle East and North Africa: towards a New Social Contract". MENA Development Report. January 2004.

Chapitre 3

- Adams R. (2006): Migration, remittances and development: The critical nexus in the Middle East and North Africa

- Aghion Ph, Cohen E. (2004): Education et croissance, Rapport du CAE, n°46, La documentation française.
- Amer Mona (2007): "Transition from education to work, Egypt Country report", ET Working Document, January.
- Angel-Urdinola D, Arvo Kuddo (2010): "Key Characteristics of Employment Regulation in the Middle East and North Africa", World Bank, SP Discussion paper, n° 1006, July 2010.
- Arrow K. J. (1973): "Higher education as a filter", Journal of Public Economics, n°2, juillet.
- ASSAAD, R., BARSOUM, G. (2007): "Youth Exclusion in Egypt: In Search of 'Second Chances'", Middle East Youth Initiative Working Paper, number 2.
- Banque Mondiale (2009) : "MENA Economic developments and Prospects 2009", World Bank, Washington.
- Banque Mondiale (2008) : "The Road Not Traveled, Education Reform in the Middle East and North Africa", MENA Development Report, Washington DC, 399p.
- Banque mondiale et Ministère de l'Emploi et de l'Insertion Professionnelle des Jeunes (2007) : « Dynamique de l'emploi et adéquation de la formation parmi les diplômés universitaires : Volume I: Rapport sur l'insertion des diplômés de l'année 2004 », Ministère de l'emploi et de l'insertion des jeunes.
- Banque mondiale et Ministère de l'Emploi et de l'Insertion Professionnelle des Jeunes (2009) : « Dynamique de l'emploi et adéquation de la formation parmi les diplômés universitaires : Analyse comparative des résultats des deux enquêtes (2005 et 2007) », Ministère de l'emploi et de l'insertion des jeunes, juillet.
- Bardak U., Huitfeldt H., Wahab J (2006) : « Employment policy reforms in the middle east and north Africa, Selected issues on the functioning of the labour market », European Training Foundation.
- Ben Halima M., Kocoglu Y., Ben Halima B. (2011): "Insertion Professionnelle des Diplômés Universitaires en Tunisie: comparaison public-privé", 28ème Journées de Microéconomie Appliquée, Sousse, 02 et 03 juin 2011.
- Blanc F., Galal A., Louis M., Reiffers J-L (2007) : « Le défi de l'emploi dans les pays méditerranéens », Rapport du FEMISE n°FEM3d-02, novembre.
- Boudarbat, B. (2004) : "Employment Sector Choice in a Developing Labor Market." Working Paper. Department of Economics, University of British Columbia, Canada.
- Bureau International du travail (2010) : Global employment trends for youth, Special issue on the impact of the global economic crisis on youth, August 2010
- Bureau International du travail (2010) : "Politiques sur l'emploi des jeunes au cours e la reprise économique », Note d'orientation
- CHAABAN, J. (2008): "The Costs of Youth Exclusion in the Middle East", Middle East Youth Initiative Working Paper No. 7
- De Gobbi et Nesporova (2005) : "Towards a new balance between labour market flexibility and employment security for Egypt", Employment Strategy Paper, ILO, 2005/10.
- Dovis M. et Kocoglu Y. (2009) : Marché du travail, capital humain et performances économiques dans le bassin méditerranéen », dans Ph. Gilles et S. Mouley (eds.), Attractivité, Compétitivité et Financement de la croissance en Tunisie. Nouveaux enjeux, Nouveaux débats, Tunis, Publications de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne, 2009.
- Flabbi L., Paterbostro S. et Tiongson E.R. (2007) : « Returns to Education in the Economic Transition: A Systematic Assessment Using Comparable Data », World Bank Working Paper Series, n°WPS4225.
- Gürsel S. (2007) : « La Turquie : un marché du travail en transition ? », Connaissance de l'emploi, Centre d'étude de l'emploi, n°46, septembre.
- International Labor Office (2010) : Global employment trends for Youth, Special issue on the impact of the global economic crisis on youth, August, ILO, Geneva.
- Kabbani N., Kothari E. (2005): "Youth Employment in the MENA Region: A Situational Assessment", World Bank SP Discussion paper, September 2005, N° 0534
- Lakoua F. (dir) (2010) : « L'insertion des jeunes diplômés et le rendement des investissements dans l'enseignement supérieur : Cas du Maroc et de la Tunisie », Etude Femise n° FEM33-24, octobre.
- Maguain D. (2007) : « Les rendements de l'éducation en comparaison internationale », Economie et Prévision, n°180-181, p. 87-106.
- Martin I. (2009) : "Labour Markets Performance and Migration Flows in Arab Mediterranean Countries. A Regional Perspective", Robert Schuman Centre, European University Institute, Florence – Italy, Final Report, November 2009.

- Mincer J. (1974) : *Schooling, Experience, and Earnings*, Columbia University Press, New York.
- Muller C. et Nordman C. (2005) : « Which human capital matters for rich and poor's wages? Evidence from matched worker-firm data from Tunisia », Instituto Valenciano de Investigaciones Económicas, WP IVIE.
- OCDE (2007) : « Adéquation entre formation et emploi : un défi pour les immigrés et les pays d'accueil », in Perspectives des migrations internationales, Paris.
- OCDE (2006) : Etude économique de la Turquie, 2006.
- O'Higgins, N. (2003) : "Trends in Youth Labour Market in Developing and Transition Countries". World Bank Social Protection Discussion Paper No. 0321, Washington DC.
- Pissarides C. (2000) : « Human Capital and Growth: A Synthesis Report », OECD Development Centre Working Papers, No. 168.
- Pissarides C. et Varoudakis M-A. (2005) : « Labor markets and economic growth in the MENA region », CERDI, Document de travail de la série Etudes et Documents E 2005.35.
- Scarpetta, S., Sonnet A, and Manfredi T (2010): "Rising youth unemployment during crisis: how to prevent negative long-term consequences on a generation?", OECD Social, Employment and Migration Papers, 106. Paris: OECD.
- Spence M. (1973): "Job market signaling", Quarterly Journal of Economics, vol 87, n°3, août.
- Solow R. (1987): "We'd Better Watch Out", New York Times Book Review, 12 juillet.
- Stampini M. et Verdier-Couchane A. (2011) : « Labor market dynamics in Tunisia : The issue of youth unemployment », African Development Bank Group, Working papers, n°123, February.
- Tunaer B.M. et Gulgän Y. (2006) : « Measuring returns to education in Turkey », International Conference on Human and Economic Resources, Izmir.
- Wahba J. (2000) : « Returns to education and regional earnings differentials in Egypt », discussion papers, University of Southampton.
- Zaïbi F. (2006) : « Analyse du chômage des diplômés de l'enseignement du supérieur : Exploitation des résultats de l'enquête auprès des diplômés de 2004 », Ministère de l'emploi et de l'insertion des jeunes, décembre.
- Zaïbi F. (2008) : « Principales caractéristiques de la demande d'emploi des diplômés de l'enseignement supérieur », Ministère de l'emploi et de l'insertion des jeunes, 12 février.
- Zaïbi F. (2008) : « Evolution du marché de l'emploi en Tunisie », Ministère de l'emploi et de l'insertion des jeunes, 18 février.

Chapitre 4

- Abedini and Péridy, N. (2008) The Greater Arab Free Trade Area (GAFTA): An Estimation of Trade Effects (with Javad Abedini), *Journal of Economic Integration*, 23(4): 848-872
- Amable, B. (2000) "International Specialisation and Growth", *Structural Change and Economic Dynamics* 11, 413-431.
- Augier, P. And N.Péridy (2010) "Inventory and Assessment of Non-Tariff Measures in MENA Region, Report for the World Bank, The World Bank, Washington
- Anderson J., van Wincoop E. (2003), "Gravity with Gravitas: A Solution to the Border Puzzle", *American Economic Review*, 93(1), pp. 170-192.
- Arellano, M. and S. Bond (1998) « Dynamic Panel Data Estimation Using DPD98 for Gauss: A Guide for Users » CEMFI, Madrid.
- Arellano, M. and O. Bover (1995) « Another Look at the Instrumental Variable Estimation of Error Component-Models, *Journal of Econometrics*, 68: 29-51.
- Baltagi, B. and P. Wu (1999) "Unequally Spaced Panel Data Regression with AR(1) disturbances, *Econometric Theory*, 15: 814-823.
- Baldwin, R. and Krugman, P. (1989), 'Persistent Trade Effects of Exchange Rate Shocks', *Quarterly Journal of Economics*, 104, 635-654.
- Boughanmi, H. (2008) "The Trade Potential of the Arab Gulf Cooperation Countries (GCC): A Gravity Model Approach", *Journal of Economic Integration*, 23(1): 42-56.
- Brian, A., P.P. Combes, and M. Lafourcade (2009) "Product Complexity, Quality of Institutions and the Pro-Trade Effect of Immigrants", CEPR Discussion Paper 7192
- Chen, Y. 2004. Intra-national versus international trade in the European Union: why do national border matters? *Journal of International Economics* 63: 93-118
- Co, C., P. Euzent and T. Martin (2004) "The export effect of immigration into the USA" *Applied Economics* 36: 573-583.

- Gallal, A. and J.L. Reiffers (2010) Rapport du FEMISE sur le Partenariat Euro-méditerranéen: Le Partenariat Méditerranéen à la croisée des chemins, FEMISE annual report, www.femise.org
- Greene, W. 2004. Econometric modeling guide. Econometric Software Inc.
- Greene W. (2006), *Econometric Analysis* (New York: Prentice-Hall International), 6th edition
- Greene (2010) "Fixed Effects Vector Decomposition: A Magical Solution to the Problem of Time Invariant Variables in Fixed Effects Models", mimeo, <http://pages.stern.nyu.edu/~wgreen/>
- Egger, P. (2002), 'An Econometric View on the Estimation of Gravity Models and the Calculation of Trade Potential', *World Economy*, 25, 2, 297-312.
- Egger, P. (2004), "On the problem of endogenous unobserved effects in the estimation of gravity models", *Journal of Economic integration*, 19(1): 182-91.
- Evenett S., Keller W. (2002), "On Theories Explaining the Success of the Gravity Equation", *Journal of Political Economy*, 110(2): 281-316.
- Feenstra R., Markusen J., Rose A. (2001), "Using the Gravity Equation to Differentiate among Alternative Theories of Trade", *Canadian Journal of Economics*, 34(2): 430-447.
- Harris, M. and L. Matyas (2001), 'Modelling Export Flows in the APEC Region: Static and Dynamic Gravity Model Approaches', *Asia Pacific Journal of Economics and Business*, 5, 1, 97-118.
- Hausman, J. and W. Taylor 1981. Panel Data and Unobservable Individual Effects. *Econometrica*. 49: 1377-1398.
- Helpman E., Krugman P.R. (1985), "Market Structure and Foreign Trade: Increasing Returns, Imperfect Competition and the International Economy", Cambridge, Mass.: MIT Press.
- Iranzo, S. and G.Peri (2009) "Migration and trade: Theory with an application to the Eastern–Western European integration", *Journal of International Economics*, 79:1-19
- Kaufmann, D., A. Kraay and M. Mastruzzi (2010) "The Worldwide Governance Indicators: Methodology and Analytical Issues, draft policy research working paper, the World Bank.
- Kee et al. (2009) Estimating Trade restrictiveness indices, *Economic Journal*, 119 : 172-199
- Markusen, J. (1983) "Factor Movements and Commodity Trade as Complements", *Journal of International Economics* 14(3-4): 341-56
- Lee, J. and P. Swagel (1997) "Trade Barriers and Trade Flows across Countries and Industries", *Review of Economics and Statistics*, 79(3): 337-68.
- Markusen J., Wigle R.M. (1990), "Explaining the Volume of North-South Trade", *Economic Journal*, 100(403): 1206-15.
- Milanovic, B. (2006) "Economic Integration and Income Convergence: Not Such a Strong Link?" *Review of Economics and Statistics* 88, 659-670.
- Péridy, N. (2010a) « Evaluation de l'impact du partenariat euro-méditerranéen 15 ans après Barcelone : Quels enseignements ? Quelles actions ? » in : A. Gallal and J.L.Reiffers (ed) Rapport du FEMISE sur le Partenariat Euro-méditerranéen: Le Partenariat Méditerranéen à la croisée des chemins, pp.3-20.
- Péridy, N. (2010b) "Innovation, Growth and Convergence in the Euro-Mediterranean Area: Implications for MENA Countries", *Economics Bulletin*, 30(4), pp. 2978-2986.
- Péridy, N. (2006) "La nouvelle politique de voisinage de l'Union Européenne: Une estimation des Potentiels de Commerce", *Revue Economique*, 57(4) : 727-746
- Plümper T., Troeger V. E. (2007), Efficient Estimation of Time-Invariant and Rarely Changing Variables in Finite Sample Panel Analyses with Unit Fixed Effects, *Political Analysis*, vol, 15, p, 124–139.
- Venables, A. (1999) "Trade Liberalization and Factor Mobility: An Overview", in: R. Faini, J. de Melo and K. Zimmermann (eds) *Migration: The Controversies and the Evidence*, Cambridge University Press, CEPR.
- Yu-Feng L. and A. Gohar (2010) "Trade and Intra-regional Integration: Is Arab Region a Potential Candidate for Economic Union?", *Journal of Economic Cooperation and Development*, 31(3): 67-82
- UNCTAD (2010) *World Development Indicators*, 2009.
- World Bank (2011) "Connecting to Compete: Trade Logistics in the Global Economy", International Bank for Reconstruction and Development, The World Bank

SITUATION DETAILEE DES PM : FICHES PAYS

ALGÉRIE : Une croissance retrouvée grâce au pétrole, mais peu de diversification et d'ouverture

L'économie algérienne retrouve sa tendance de croissance d'avant la crise, après une récession de courte durée qui a vu la croissance chuter à 2,2 % en 2009, et le PIB a atteint environ 4,1 % en 2010 soit le taux moyen annuel sur la période 2000-2007. Comme toujours, quand les prix du pétrole augmentent, les exportations algériennes font de même et il est actuellement inutile de rappeler à quel point le régime national a été à la fois une bénédiction et une malédiction. En terme de réserves internationales il a permis à l'Algérie d'atteindre des sommets vertigineux et de pourvoir à ses besoins budgétaires. Mais le potentiel maximal de croissance, possible grâce au développement de secteurs plus productifs de l'économie, n'a pas été atteint.

Dans des rapports précédents, le FEMISE (2009, 2010) a noté comment la croissance portée par le pétrole contribue à maintenir des fondations结构elles fragiles, soutenant une économie tournée vers l'importation, à l'exclusion du pétrole, et empêchant le développement d'une économie du savoir. Les récents évènements dans la région permettent de souligner comment les pouvoirs nationaux ont longtemps exercé un régime autocentré qui constitue un obstacle à l'ouverture internationale et à la démocratie, malgré des efforts dans le passé. Malheureusement, le risque d'adoption d'un comportement protectionniste subsiste, l'Algérie pouvant passer à côté d'une stabilité à long terme passant par l'ouverture démocratique en choisissant au lieu de cela un régime qui se ferme progressivement. Cela serait un gaspillage des efforts réalisés à la fin des années 1980 lorsque le pays décida de s'écartier d'une structure centralisée.

Une chose est claire, à la lumière des soulèvements en Méditerranée, le défi doit être relevé immédiatement. Plus simplement, si le pays est parvenu à réagir assez efficacement face à la menace de la crise internationale fin 2008, il reste beaucoup à faire pour établir un régime de croissance reposant moins sur l'accumulation de capitaux et plus sur la

productivité et gage de stabilité dans la structure sociale dans un contexte de trouble régional.

Dans le cas de l'Algérie, les éléments suivants méritent une attention particulière :

- ✓ Une hausse de 26,6 % des exportations de biens a eu lieu en 2010 avec une augmentation estimée à 37,2 % pour 2011, portant le total à 78,5 milliards de dollars US. La balance commerciale a alors fortement rebondi en 2010 et elle devrait atteindre 28,7 milliards de dollars US en 2011.
- ✓ Les investissements étrangers pourraient chuter de 5,4 % à 3,5 milliards de dollars US, ce qui reste relativement élevé. Cependant, il faut encore régler des problèmes chroniques en terme de participation de capitaux étrangers.
- ✓ Le pays dispose de vastes réserves de devises étrangères représentant environ 3 ans d'importation de biens et services en 2010 et qui ont augmenté au cours des premiers mois de 2011. Dans le même temps, la dette extérieure est faible, à 6,6 % du PIB en 2010, et elle est restée stable sur le premier semestre 2011. La hausse des prix du pétrole permet évidemment de mieux supporter le coût de service.
- ✓ Comme prévu, l'activité économique s'est redressée en 2010, dépassant même les niveaux de croissance d'avant la crise, pour atteindre 4,1 %. Elle devrait atteindre 4,6 % en 2011 après une croissance soutenue des dépenses et investissements publics.
- ✓ Le taux de chômage a légèrement baissé en 2010, passant à 10 % contre 10,2 % en 2009. Après les six premiers mois de 2011, les estimations indiquent une nouvelle baisse à 9,7 % pour l'année complète.
- ✓ Le taux d'inflation (3,9 % en 2010, estimé à 4 % en 2011), alors qu'il n'est certainement pas aussi élevé que dans les pays voisins, pourrait engendrer des troubles sociaux en réduisant un peu plus le pouvoir d'achat des pauvres. Cela explique pourquoi les pouvoirs ont promis des augmentations de salaires, notamment dans le secteur public, afin d'éviter des troubles après les évènements régionaux.

✓ En 2010, les pouvoirs ont maintenu une politique budgétaire expansionniste et fait des efforts pour réduire l'impact de la baisse des exportations de pétrole de l'année précédente. Or, avec des dépenses publiques qui devraient maintenir une croissance soutenue en 2011, le solde budgétaire devrait rester déficitaire, mais à un niveau moindre (estimé à -2,1 %).

✓ La croissance de la productivité du travail n'a pas été régulière au cours des années et elle pénalise le taux de croissance du PIB par tête. Les pouvoirs doivent réformer le système de l'éducation et de la formation professionnelle afin de faciliter la diffusion de l'innovation et d'améliorer la qualité du capital humain.

✓ Enfin, près de 100 000 étudiants ont organisé une marche de protestation pour exiger la démocratisation des universités, la transparence dans le classement et une meilleure correspondance entre les diplômes universitaires. Un cadre à long terme favorisant la participation des acteurs privés est nécessaire pour la création d'emplois pour les jeunes. Les pouvoirs devraient également assouplir le marché du travail et cibler des secteurs offrant le plus fort potentiel en terme de création d'emplois au travers d'initiatives d'investissements génératrices d'emplois.

I. Situation de l'économie politique et implications

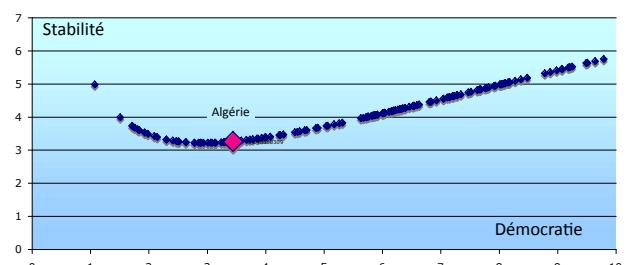
1. Le modèle politique dans une phase transitoire cruciale

Bien que n'ayant pas été confrontée aux mêmes situations que la Tunisie et l'Égypte, la scène politique nationale est plus agitée qu'auparavant. Le président algérien, en place depuis 12 ans, en est à son troisième mandat suite à des amendements constitutionnels permettant de prolonger ses fonctions. La population, peut-être encore marquée par les événements de la guerre civile dans les années 1990, ne s'est pas encore rebellée comme en Égypte et en Tunisie. Mais si les promesses de changement ne se matérialisent pas rapidement, le mécontentement des jeunes (70 % des Algériens ont moins de 30 ans) pourrait atteindre des niveaux intenables (NPR, 2011).

Le graphique ci-dessous place l'Algérie sur la courbe mondiale J. Celle-ci montre ce qui s'annonce pour le pays en termes de stabilité politique et d'ouverture démocratique. Les pays aux régimes autoritaires sont généralement stables et, lorsqu'ils s'ouvrent à la démocratie, ils connaissent une courte phase d'instabilité avant de récolter les fruits d'une économie et d'institutions plus démocratiques. Avant la fin des années 1980, l'Algérie était stable parce qu'elle était fermée, laissant aux facteurs extérieurs peu de possibilités d'ébranler les pouvoirs nationaux. Toutefois, après un changement politique par lequel les pouvoirs ont décidé d'adopter un régime plus libéral, le pays s'est déplacé à droite de la courbe J et a passé la période de transition sur laquelle on observe un compromis entre ouverture et stabilité.

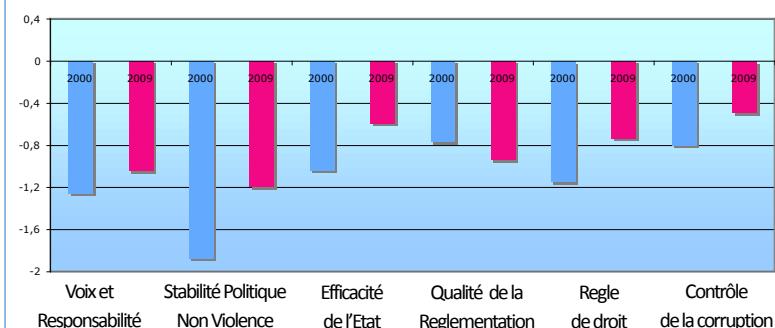
Mais la figure montre également que l'Algérie reste relativement proche du point d'infexion signifiant que si les efforts de démocratisation cessent, le pays risque de retomber dans une période d'instabilité politique. À la lumière de ce qui se passe dans le monde arabe, deux options s'offrent à l'Algérie : continuer à faire des efforts pour réformer ses institutions et son économie pour plus de démocratie dans la mesure où elle a déjà passé (ne serait-ce que de peu) le point d'infexion crucial. Ou retrouver une position protectionniste dans un effort visant à maintenir le statu quo politique. Les événements récents laissent à penser que la situation peut évoluer dans un sens comme dans l'autre.

Graphique 1. L'Algérie sur la courbe en J mondiale (2010)



Source : Calculs FEMISE basés sur: EIU Political Instability Indicator, Index of Democracy [1]

Graphique 2. Algérie: Indicateurs de Gouvernance



Source : Worldwide Governance Indicators 2010, World Bank.

Note : Valeurs de -2.5 (mauvaise gouvernance) à 2.5 (bonne gouvernance)

Cependant, les mesures anti-corruption en Algérie n'ont pas empêché le pays d'être mal classé au niveau mondial. Dans son édition de 2010, l'indice de perception de la corruption (CPI) de Transparency International classe l'Algérie 105ème sur 178 pays et, malgré une légère amélioration (le pays était 111ème dans l'édition CPI 2009), l'Algérie figure encore parmi les économies les plus corrompues de la

2. La gouvernance s'est améliorée, mais beaucoup reste à faire en matière de réforme

Les indicateurs de gouvernance peuvent donner des indications précieuses en expliquant comment la situation politique de l'Algérie est légèrement plus stable que celle de ses voisins. Comme le montre la figure 2, alors que les scores de gouvernance de l'Algérie sont restés négatifs en 2009, il y a eu des améliorations dans presque toutes les mesures.

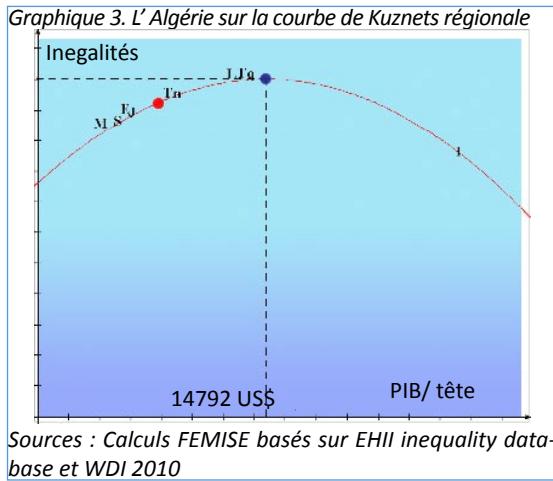
Plus spécifiquement, l'indicateur d'efficacité gouvernementale, qui inclut la perception de la qualité des services fournis par les pouvoirs publics tout en offrant une mesure de la crédibilité et de la qualité de la mise en œuvre de la politique, semble avoir fortement progressé entre 2000 et 2009. Dans le même temps, le contrôle de la corruption semble avoir progressé, reflétant probablement les efforts des pouvoirs algériens ces dernières années pour combattre la corruption. Notons qu'en 2010, et suite à la mise en œuvre de la loi anti-corruption de 2006, les pouvoirs ont approuvé la création d'une agence centrale anti-corruption afin d'améliorer l'efficacité du pays dans la lutte contre la corruption intérieure, en particulier dans les grands projets d'infrastructures revêtant une importance stratégique pour l'économie nationale. En outre, les pouvoirs ont fait des efforts pour former les responsables en charge de ressources financières publiques, alors que les contrôles financiers dans les ministères ont été accrus (Source : Magharebia 2010).

région. Dans le même temps, beaucoup reste à faire en matière de liberté d'expression, comme le montrent les faibles niveaux de l'indicateur « voix et responsabilité », un fait dont les pouvoirs nationaux devraient tenir compte s'ils veulent véritablement mettre des réformes en place pour plus de démocratie.

Dernier point et non le moindre, il apparaît qu'en dix ans, l'Algérie s'est dégradée en terme de règle de qualité de régulation (WGI, Banque Mondiale 2010), c'est-à-dire la capacité des pouvoirs locaux à développer et appliquer des mesures politiques facilitant le développement du secteur privé national. Le FEMISE a récemment noté que les pouvoirs semblent suivre une tendance inverse par rapport au reste de la région, adoptant une position plus protectionniste de « patriotisme économique ». Si une telle approche peut aider les entreprises locales, en restaurant le rôle des pouvoirs publics en tant que protecteurs contre les lacunes du marché, elle peut également freiner davantage le développement du secteur privé en limitant la présence de capitaux étrangers et d'échanges (FEMISE-EIB, 2010).

3. Un modèle de croissance qui ne réduit toujours pas les inégalités

Dans un rapport précédent, le FEMISE (2009) a déjà noté comment les politiques sociales passées ont conduit à des redistributions limitées au profit des pauvres. Mais alors que le décile le plus pauvre a effectivement bénéficié d'une croissance des re-



venus, il n'a reçu que 3 % des revenus totaux sur la période 1988-1995. Dans le même temps, la figure 3 montre que le régime algérien de croissance économique ne permet pas encore de réduire les inégalités. Une augmentation du PIB par tête accroît en réalité les inégalités au plan national car la distribution de la richesse profite principalement aux déciles les plus riches de la population. Comme pour la majeure partie de la région, l'Algérie est encore trop loin du point de basculement à partir duquel l'effet de la croissance seul peut réduire les inégalités.

La question pourrait alors être la suivante : l'Algérie progresse-t-elle rapidement vers le point de basculement pour rendre ce niveau d'inégalité plus « supportable » ? Une étude réalisée par Cherkaoui et al (2009) montre que les efforts de l'Algérie pour un régime de croissance en faveur des pauvres réduisant les inégalités ont donné des résultats positifs entre 2000 et 2005, même si la pauvreté a suivi un chemin chaotique. Le taux de pauvreté est passé de 8 % en 1988 à 14 % en 1995, pour redescendre progressivement à 12 % et 6,8 % en 2000 et 2004 respectivement. Toutefois, la pauvreté semble encore fortement concentrée dans les régions du sud et la pauvreté rurale (selon le seuil national de pauvreté) en 2000 s'élevait à 14,7 % de la population totale. En outre, il semble que, *ceteris paribus*, les chômeurs algériens, ceux provenant de familles nombreuses et qui ont un accès limité à l'eau potable et à l'électricité ainsi que ceux dont le niveau d'éducation est faible, présentent le plus grand risque de devenir pauvres (Cherkaoui et al, 2009).

Mais il ne faut pas oublier que le cas de l'Algérie est particulier. Le niveau de développement humain a soit augmenté soit baissé avec chaque variation des prix du pétrole et les produits consécutifs (la valeur de l'IDH algérien pour 2010 est de 0,677 et le pays est 84ème sur 169). Cela signifie que les efforts nationaux pour réduire la pauvreté, notamment ceux du Plan de soutien de la relance économique (PSRE), dépendent encore fortement de l'économie du pétrole. Il semble qu'il n'y ait pas de réelle convergence entre les régions algériennes. Comme l'ont noté Belarbi et Zouache (2008), il pourrait y avoir des « clubs de convergence » en Algérie dans la mesure où la tendance est que les régions riches restent riches alors que les régions pauvres restent pauvres. Les auteurs indiquent que les secteurs portant la croissance nationale (en particulier les hydrocarbures et la construction) n'ont pas sur l'économie locale une effet externe positif nécessaire.

L'un dans l'autre, le régime de croissance nationale, s'il est peut-être plus performant que ceux de certains pays membres voisins, a encore besoin de réformes et d'une structure plus diversifiée en matière de sources de revenus pour soutenir la diminution de la pauvreté.

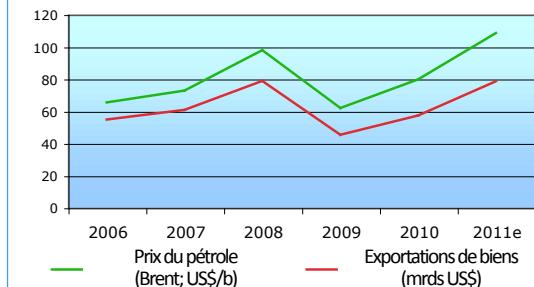
II. Développements récents : transmission réelle et financière

1. Un secteur réel relativement épargné par les tensions régionales

Le secteur réel a été relativement épargné par les récents évènements dans la région. On notera :

- ✓ Une hausse de 26,6 % des exportations de biens pour l'année 2010 à 57,2 milliards de dollars US et une augmentation estimée à 37,2 % en 2011 à 78,5 milliards de dollars US,
- ✓ Une hausse de 2,7 % de la facture des importations en 2010 et une hausse prévue de 29,7 % en 2011 qui la porterait à environ 49,8 milliards de dollars US,

Graphique 4. Exportations de biens et prix du pétrole



Source : EIU

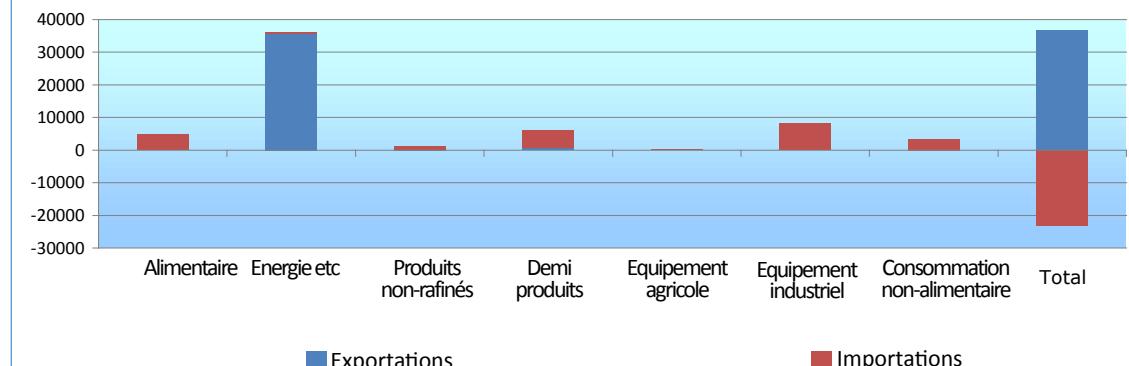
- ✓ La balance commerciale nationale a rebondi fortement en 2010 à 18,8 milliards de dollars US. Elle devrait augmenter à nouveau de 52,7 % pour atteindre 28,7 milliards de dollars US en 2011,
- ✓ Il reste à voir si le tourisme sera affecté par les récents évènements. La balance des services devrait chuter de 26,5 % en 2011 pour afficher un déficit de 10,5 milliards de dollars US.

Comme l'a suggéré le FEMISE (2010), l'économie nationale est plus ouverte que la moyenne méditerranéenne pour le commerce des biens, avec un ratio d'ouverture commerciale (somme des exportations et des importations divisée par le PIB) proche de 70 % en 2008 (contre approximativement 53 % pour l'ensemble de la Méditerranée). Naturellement, cela est dû dans une large mesure aux exportations de pétrole qui représentent traditionnellement plus de 90 % des exportations totales algériennes. Décomposer la structure des exportations nationales a peu de sens dans la mesure où les exportations d'énergie ont représenté 97,2 % des exportations sur le premier semestre 2011. Le commerce algérien continue

à profiter des hausses de prix qui devraient conduire à une augmentation impressionnante de 37,2 % des exportations totales de biens en 2011. Quant aux importations, leur valeur a augmenté de 2,7 % en 2010 et elle devrait croître de 29,7 % en 2011 pour atteindre environ 49,8 milliards de dollars US. L'augmentation de la demande nationale (de 6,8 % en 2010 et de 7,6 % attendus en 2011) et le prix de l'alimentation en hausse permanente (l'alimentation représentant approximativement 15 % des importations algériennes selon l'EIU) contribuent à l'augmentation de la facture des importations. Cependant, malgré la hausse des importations, la balance commerciale reste largement positive. Elle a fortement rebondi en 2010 à 18,8 milliards de dollars US et devrait augmenter de 52,7 % pour atteindre 28,7 milliards de dollars US en 2011. Mais là encore, si les prix du pétrole avaient évolué différemment, l'Algérie aurait été confrontée à un tout autre scénario, une possibilité qui ne doit jamais être écartée à l'avenir du fait de la dépendance nationale au secteur des hydrocarbures.

La balance des services a été traditionnellement négative car l'Algérie, dont la structure de production manque de diversification, importe traditionnellement la plupart de ses services. Ainsi, il ne serait pas étonnant que, suite à la hausse des prix internationaux, le déficit de la balance des services algériens augmente davantage en 2010, à -8,3 milliards de dollars US, alors qu'il devrait atteindre environ -10,5 milliards de dollars US en 2011 (EIU). En dépit des soulèvements chez ses voisins, le pays a accueilli plus de 2 millions de touristes au cours de l'année passée, ce qui corres-

Graphique 5. Balance commerciale, premier semestre 2011 (millions de US\$)



Source : Algex.DZ

pond à une croissance de 8,32 % en 2010 (après 9,45 % de croissance en 2009). Cela en fait une des principales destinations touristiques du continent. Le fait qu'environ deux tiers des touristes sont des algériens vivant à l'étranger et les efforts du gouvernement ces dernières années pour promouvoir le pays comme destination de villégiature pourraient expliquer la résilience du secteur. Il reste à voir toutefois comment le tourisme se comportera en 2011.

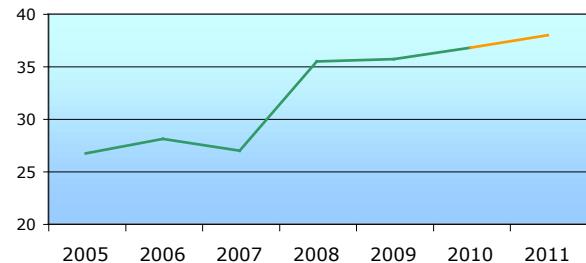
2. Secteur financier : un taux de change qui dérape en raison de la nouvelle méthode de paiement des importations et des événements régionaux

Actuellement, l'Algérie reste un marché financier relativement fermé en raison des faibles niveaux de libéralisation du compte de capital et d'une libéralisation financière à une étape intermédiaire (FEMISE 2009, rapport de recherche FEM33-20). La contagion financière dans un climat régional de tension est donc assez limitée.

2.1 Reprise des investissements étrangers, mais des problèmes chroniques en matière de participation de capitaux étrangers doivent être résolus

En 2011, L'IDE pourrait chuter de 5,4 % à 3,5 milliards de dollars US, mais la valeur est relativement élevée, notamment si l'on considère le manque d'enthousiasme des investisseurs pour investir dans le Sud méditerranéen (EIU). Mais cela ne signifie pas que le climat soit optimal, un fait que même les pouvoirs nationaux ont reconnu puisqu'ils encouragent l'investissement national au détriment de l'investissement étranger. Plus spécifiquement, il ne faut pas oublier que les pouvoirs plafonnent à 49 % la participation étrangère aux nouveaux projets, une mesure qui a apporté peu d'IDE à l'économie nationale à l'exclusion du secteur pétrolier. En outre, sur 183 économies, l'Algérie n'est que 136ème en terme de facilité de commercer (Doing Business 2011, Banque Mondiale). Dans l'ensemble, les politiques fiscales semblent être un obstacle. Orascom Telecom a par exemple vendu son unité algérienne Djezzy (différé par les pouvoirs car le problème fiscal n'est pas encore résolu) à cause d'un régime fiscal jugé décourageant.

Graphique 6. Réserves de change, en mois d'importations de biens et services de l'année suivante



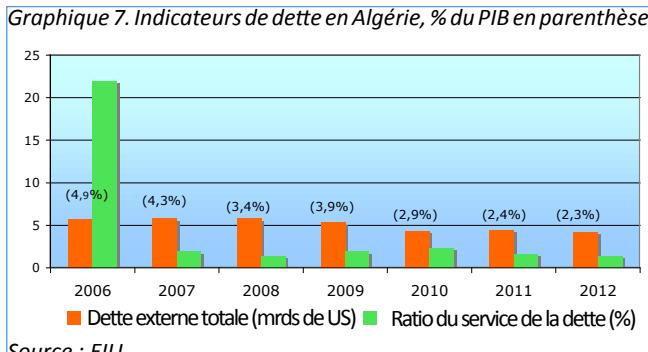
Source : IMF

2.2 Une bourse des valeurs trop petite pour qu'une transmission soit induite par la crise

La bourse d'Alger se caractérise par un très faible niveau de développement. Début 2011, le marché n'affichait que deux titres cotés, un hôtel détenu par les pouvoirs publics (Egh el Aurassi) et une société pharmaceutique (Saidal), elle aussi propriété du gouvernement. Dans le même temps, les seuls titres de créance étaient ceux de trois sociétés : Algérie Télécom, Spa Dahli et Sonelgaz. Discuter des éventuels coûts des révolutions sur le marché financier national a peu de sens, les transactions sont extrêmement faibles (6,74 millions de dollars US pour 2009), les opérations de bourse se limitent aux sessions de deux heures du lundi et du mercredi, alors que la bourse algérienne est absente de l'index MSCI. Le secteur privé n'est pas présent sur le marché financier car il ne répond pas aux standards comptables en matière de transparence, nécessaires pour sa participation. Une exception concerne Algerian Alliance Assurances qui a détenu la première société privée IPO (20,5 millions de dollars US fin 2010 avant d'entrer en bourse en février 2011).

2.3 Les réserves de change et les indicateurs de la dette sont solides

Comme on pouvait s'y attendre, l'Algérie détenait des réserves de change considérables en 2010 et début 2011 ; elles représentaient environ 3 ans d'importation de biens et services en 2010 et ont augmenté au cours des premiers mois de 2011 après la hausse soutenue des prix du pétrole. Comme toujours, les réserves de change agissent comme un coussin, protégeant l'économie natio-



nale contre les chocs extérieurs. Le niveau élevé des réserves signifie également que l'Algérie peut continuer à éviter les marchés de capitaux internationaux pour emprunter à l'extérieur en comptant sur son fonds national de stabilisation du pétrole pour couvrir les déficits publics.

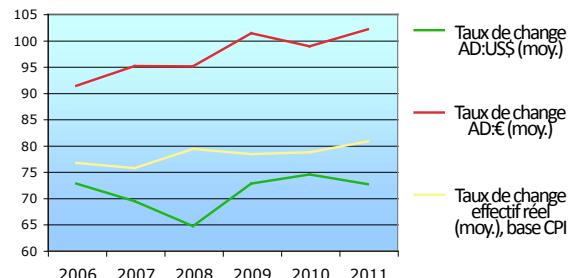
Quant à la dette extérieure, elle a poursuivi sa tendance à la baisse à 2,9 % du PIB en 2010 pour rester stable les premiers mois de 2011 et devrait tomber à 2,4 % du PIB en 2011. La hausse des prix du pétrole a permis cela et elle devrait se poursuivre en 2011, rendant le coût du service plus supportable. Mais il convient de noter que le faible niveau de la dette est également dû à la gestion macroéconomique prudente des dix dernières années, un fait que le Fonds Monétaire International reconnaît (FMI, 2011).

4. Les événements récents contribuent à la chute libre de la parité du taux de change

Le taux de change avait dérapé début 2011 après l'imposition du « crédit documentaire » en tant que moyen unique de paiement de toutes les importations [2]. Malgré une hausse par rapport à l'Euro en 2010, le dinar algérien baissa ensuite face aux deux principales devises (dollars US et Euro). Sur le marché officiel (interbancaire), l'Euro valait 106 AD, contre 90 AD environ début 2010 (EconomicsNewsPapers, 2011).

Les exigences de crédit ont poussé les importateurs à chercher les devises nécessaires pour payer les importations sur le marché parallèle, qui a réagi en augmentant le prix de la devise européenne (moyen de paiement d'environ 80 % des importations). Ainsi, sur le marché non officiel des devises,

Graphique 8. Indicateurs de taux de change



l'Euro s'échange maintenant contre 145 AD, ce qui correspond à une dévaluation du dinar algérien de 40 % sur 18 mois (EIU). Dans l'ensemble, le dinar devrait remonter face à l'Euro pour passer de 102,02 AD pour 1€ en 2011 à 91,86 AD pour 1€ en 2015 alors que la zone euro reste en crise (EIU). Il devrait également remonter légèrement face au dollar US pour atteindre 72,05 AD pour 1 dollars US en 2015.

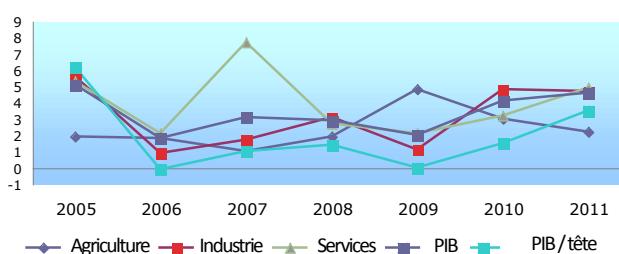
III. Politiques économiques et macro espérances

1. Principaux développements

1.1 Une croissance économique qui se stabilise en 2011 mais qui suit encore une approche fragmentée

La croissance (attendue à 4,6 %) suit le développement du secteur de l'industrie, ce dernier devant représenter environ 61,6 % de la valeur ajoutée en 2011 suivi de 30,2 % pour les services et 8,1 % pour l'agriculture. Ce dernier secteur ne représente qu'une petite part du PIB total, les terres arables (8,2 millions d'hectares) ne représentant que moins de 3,5 % de l'ensemble des terres. Mais il convient de noter que l'agriculture et le marché de l'alimentation se sont développés ces dernières années et 2011 ne fait pas exception. Dans un

Graphique 9. Croissance du PIB par secteur



effort pour augmenter la productivité et des niveaux totaux de production agricole et réduire la dépendance vis-à-vis des importations de denrées alimentaires (représentant actuellement 75 % des besoins alimentaires), les pouvoirs ont décidé d'améliorer l'infrastructure agricole, principalement via des initiatives d'irrigation (TeatroNaturale, 2011).

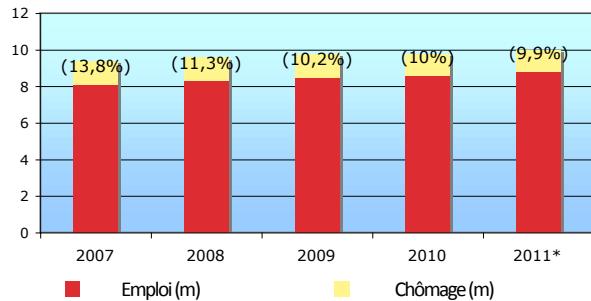
Dans le même temps, ils ont récemment signé un protocole d'accord et de coopération avec le Maroc pour favoriser le développement agricole rural dans les deux économies en développant différents domaines liés tels que le commerce, la sécurité alimentaire et la recherche scientifique. De nouvelles méthodes d'irrigation et de gestion de l'eau pourraient permettre d'accroître les récoltes, de rendre l'agriculture plus fiable et moins dépendante des pluies et de contribuer, quoique dans une moindre mesure que le pétrole, à la croissance du PIB.

Dans l'ensemble, l'Algérie a tout à gagner de l'utilisation de ses ressources issues du pétrole pour diversifier ses sources d'activité économique pour la croissance future. Mais elle doit le faire dans un cadre cohérent. Les pouvoirs semblent actuellement incapables de développer l'économie avec une vision stratégique cohérente. Cela étant considéré, il existe un programme économique quinquennal (2010-2014) de 286 milliards de dollars US ciblant, entre autres, l'infrastructure, l'éducation et le logement. Mais il apparaît malheureusement qu'une approche sectorielle fragmentée soit adoptée au détriment de la perspective mondiale.

1.2. Un taux de chômage qui devrait baisser suite aux récentes initiatives

Le taux de chômage en Algérie a légèrement baissé en 2010, se situant à 10 % contre 10,2 % en 2009. Après les six premiers mois de 2011, les estimations indiquent une nouvelle baisse du taux à 9,7 % pour l'année complète. Cependant, la population active devrait augmenter d'environ 1,6 % en 2011 (contre 1,3 % en 2010), ce qui signifie que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour relancer la création

Graphique 10. Composition de la force de travail (taux de chômage en %)



*Source : IMF, EIU * estimations pour 2011*

Encadré. Mesures d'incitation pour l'emploi, le pouvoir d'achat et le développement des entreprises prévues par la loi de finance complémentaire de 2011

La nouvelle loi de finance complémentaire prévoit une série de mesures d'incitation pour la création de PME-PMI et l'expansion des mécanismes existants de subvention des prix pour les produits de consommation. Ces mesures d'incitation incluent entre autre notamment :

✓ Soutien aux petites entreprises et création d'emplois pour une large partie de la population dans le territoire du nord (65% à 80%), en altitude et dans les provinces du sud (72% à 90%),

✓ Crédit d'impôt progressif pour les entreprises, une déduction fiscale de 70% la première année, suivie d'une déduction de 50% et 25% la deuxième et la troisième années respectivement,

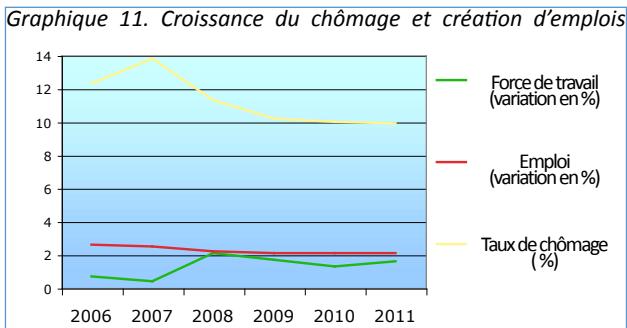
✓ De la même manière, la création d'une taxe graduée avec déduction fiscale pour les nouvelles activités (exemption fiscale les deux premières années, 70%, 50% et 25% de déduction pour les troisième, quatrième et cinquième années) dans une tentative de réduire progressivement la part du marché non-officiel,

✓ Exemption des taxes douanières et de la TVA sur une série de biens importés (plus particulièrement les huiles végétales brutes et le sucre).

Source : Echoroukonline (2011)

d'emplois afin d'absorber les nouveaux arrivants et les 1,2 millions de chômeurs actuels.

La nouvelle Loi de finance complémentaire devrait contribuer à la création d'emplois et aider les pou-



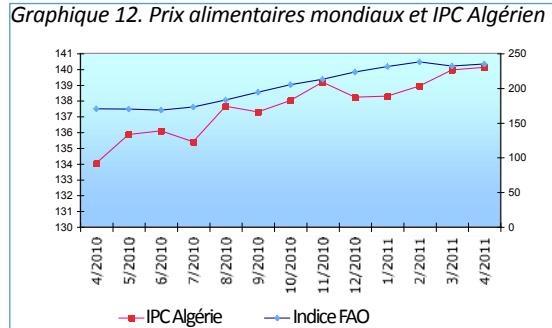
Source : EIU, estimations pour 2011

voirs à créer 3 millions d'emplois sur la période 2010-2014. Des initiatives au niveau local pourraient également apporter des résultats et les plans d'Alger pour la création de 200 000 emplois sur la période 2011-2014 ont été annoncés au travers de projets d'investissement dans les secteurs tels que l'immobilier, le tourisme et la construction.

1.3. Des pressions inflationnistes persistantes

Les pressions inflationnistes en 2010, bien que plus faibles qu'en 2009, sont restées élevées après la hausse de la demande nationale, la hausse des prix internationaux et les restrictions sur les importations. Le taux d'inflation a atteint 3,9 % et devrait augmenter légèrement à 4 %. La hausse des prix des importations agricoles pourrait plomber un peu plus l'indice des prix à la consommation. En mai 2011, l'indice des prix céréaliers avait augmenté de 69 % sur un an, alors que le prix du sucre a augmenté de 44 % sur la même période selon la FAO.

Les taux d'inflation actuels, s'ils ne sont pas aussi élevés que dans des pays tels que l'Égypte, la Syrie et la Turquie, pourraient provoquer un malaise social en diminuant le pouvoir d'achat des pauvres. Les pouvoirs ont donc promis des augmentations salariales, notamment dans le secteur public, pour éviter les troubles. Le gouvernement a eu pour habitude de subventionner l'alimentation et d'introduire des contrôles des prix, maintenant ainsi l'inflation à des niveaux artificiellement bas. Selon l'EIU, l'année 2011 ne devrait pas faire exception et on s'attend à ce que les pouvoirs réduisent l'impact



Sources : FAO, Office National des Statistiques

de la hausse des prix internationaux en plafonnant les prix, c'est-à-dire en appliquant ou en éliminant des barrières tarifaires spécifiques et en gérant la distribution. Heureusement, le volume important des produits du pétrole devrait empêcher tout impact négatif sur le solde budgétaire dû à la hausse des subventions pour les denrées alimentaires.

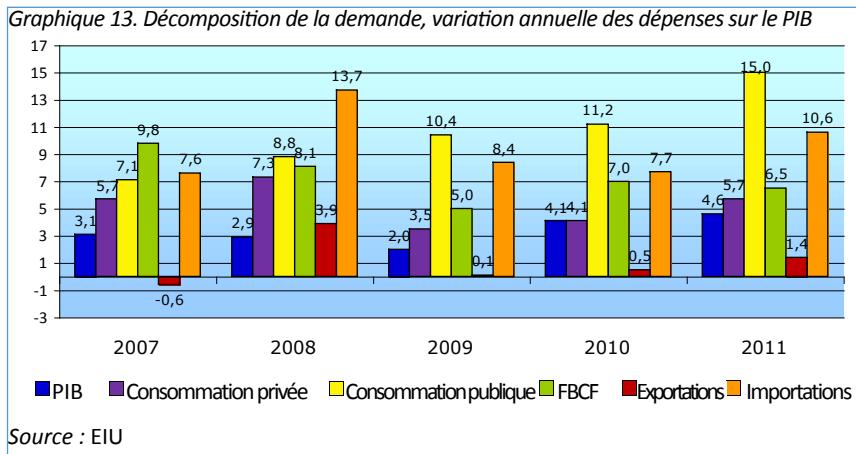
2. Du côté de la demande : maintien attendu du rebond de la croissance et retour à l'équilibre budgétaire

2.1 Redressement de l'activité économique grâce à la hausse de la consommation publique et des investissements

Comme prévu, l'activité s'est redressée en 2010, dépassant même les niveaux de croissance d'avant la crise pour atteindre 4,1 % et afficher une prévision de 4,6 %.

Alors qu'alimenter la croissance grâce à la consommation du gouvernement pourrait freiner le développement du secteur privé, il convient de noter que les dépenses publiques se sont avérées favorables. La consommation publique a affiché une croissance réelle de 11,2 % en 2010 et elle ne devrait pas ralentir, les estimations de l'EIU indiquant une augmentation de 15 % en 2011, bien supérieure aux taux de croissance précédents.

En outre, les estimations pour 2011 montrent que la croissance des investissements est résistante. Après une hausse de 7 % en 2010, la formation brute de capital fixe (FBCF) devrait maintenant croître de 6,5 % supplémentaires. La croissance de



la FBCF restera inférieure au taux réalisé avant la crise internationale mais, dans un contexte d'agitation politique régionale, le taux réalisé est considérable.

2.2 Après une détérioration massive, le déficit budgétaire devrait être réduit

Après la crise internationale, les pouvoirs ont augmenté les dépenses pour éviter les troubles sociaux. Ainsi, alors que le solde budgétaire était positif sur la décennie (à 7,4 % en 2000-2007, 9 % en 2008) il chuta au niveau record de -5,5 % en 2009.

En 2010, les pouvoirs ont maintenu une politique budgétaire expansionniste et fait des efforts pour réduire l'impact de la baisse des exportations de pétrole par rapport à l'année précédente. Les économies budgétaires devraient soutenir de fortes dépenses d'investissement dans l'infrastructure publique, d'une importance vitale pour la croissance. La hausse des prix du pétrole devrait augmenter les réserves du « Fonds de régulation des recettes » qui devrait contribuer à son tour à réduire le déficit budgétaire. Or, les dépenses devant continuer à porter la croissance en 2011, le solde budgétaire devrait rester déficitaire, mais à un moindre niveau (estimé à -2,1 %).

L'Algérie profite également d'une dette publique limitée, ce qui offre plus de marge de manœuvre pour soutenir son programme d'infrastructure

tout en apportant une aide sociale pour lutter contre le chômage. Cependant, la position budgétaire actuelle pourrait devoir être réfrénée. Comme l'a noté le FMI, une consolidation budgétaire progressive garantirait la durabilité du budget pour les années à venir.

2.3 Une politique monétaire/de taux de change à la croisée des chemins

La Banque Centrale algérienne suit une politique de flottement géré du dinar pour garantir la stabilité des taux de change. Une politique monétaire relativement prudente, associée à des prix élevés du pétrole et une politique budgétaire prudente, a permis d'avoir d'importantes réserves de devises étrangères, une dette faible et d'importantes économies dans le fonds de stabilisation du pétrole.

Mais comme nous l'avons vu plus tôt, la devise nationale est actuellement en chute par rapport au dollar US et à l'Euro. La diminution de l'offre pour ce dernier, combinée à la montée de l'inflation et aux risques sociaux dans la région, pourrait amener les détenteurs de devises à voir l'Euro comme une valeur refuge préférable au dinar.

Comme l'a noté le FMI, les politiques monétaires et de taux de change devraient plutôt être orientée vers l'absorption de l'excès de liquidités issues de l'économie du pétrole et parer l'inflation liée à l'augmentation des salaires des fonctionnaires. En cas d'inflation persistante, les taux d'intérêt pourraient être augmentés, donnant un signal plus fort pour le coût du crédit intérieur que celui que donne l'état de l'absorption des liquidités.

IV. La question de la jeunesse

1. Caractéristiques générales du chômage des jeunes

Comme nous l'avons noté plus tôt, l'économie nationale repose fortement sur les exportations. Elle peut bénéficier des hausses des prix du pétrole au profit de sa balance commerciale et dispose de vastes réserves de devises étrangères alors que la dette extérieure est faible. Mais les pouvoirs se sont montrés incapables de créer suffisamment d'emplois, ce qui pénalise en particulier les primo demandeurs d'emploi. Le phénomène du chômage en Algérie affecte principalement les jeunes (des estimations de l'OIT indiquent un taux de chômage de 24,3 % chez les jeunes) ; le taux de chômage chez les personnes âgées de 16-24 ans a atteint 21,5 % fin 2010, alors que pour les adultes (plus de 25 ans) il n'est que de 7,1 %. Si ce chiffre semble alarmant, sa grandeur augmente davantage lorsque l'on considère qu'environ 48 % de la population a moins de 24 ans et qu'environ 70 % des chômeurs en Algérie ont moins de 30 ans.

Il convient de noter qu'alors que la croissance démographique diminue globalement depuis les années 1980, la part de la population active a augmenté suite à l'arrivée des jeunes femmes sur le marché du travail. Les politiques gouvernementales et l'accès facilité à l'éducation pour les jeunes filles pourraient expliquer ce changement. La participation accrue des femmes a conduit à une recomposition de la population active, leur part dans la population active a augmenté d'environ 50 % entre 1980 et 2004 et leur taux de participation de 70 % (Kpodar, 2008).

Cependant, un aperçu des principaux taux d'activité en Algérie montre qu'un écart considérable subsiste entre les sexes. L'examen de la démographie des jeunes de 15-24 ans montre que le taux d'activité pour les jeunes hommes s'élève à 46,5 % contre seulement 8,9 % pour les jeunes femmes. Mais le phénomène d'écart entre les sexes ne concerne pas uniquement les jeunes. Il apparaît clairement que les femmes de tous âges sont sous-

représentées dans la population active nationale malgré une participation croissante ces dernières décennies.

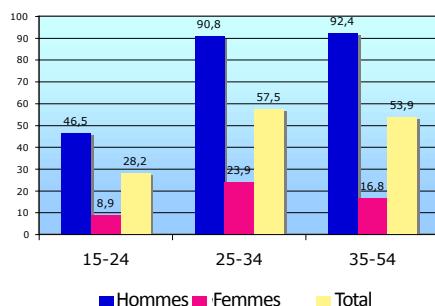
Enfin, au vu de la rigidité du marché du travail et de l'écart entre l'offre et la demande, il est clair que la question du chômage des jeunes est difficile à résoudre. Afin d'apporter des réponses concrètes aux futures générations d'algériens, les pouvoirs devraient peut-être s'attacher à offrir une meilleure éducation.

2. La question de la jeunesse, qualité de l'éducation et productivité du travail médiocres

Une évaluation internationale des connaissances en mathématiques et en science menée auprès d'élèves de 3ème montre que le niveau des élèves algériens est inférieur à la moyenne en science alors qu'il est proche de la moyenne en mathématiques (des scores inférieurs à 400 indiquent que seules les connaissances fondamentales sont acquises). Cela étant considéré, les élèves algériens de 3ème semblent avoir de meilleurs résultats que les élèves de la Tunisie et du Maroc voisins dans ces deux domaines. Cependant, leur niveau de connaissance semble faible par rapport aux niveaux obtenus dans les économies de transition de l'Est telles que la Hongrie (536 en science et 510 en mathématiques), la Lettonie (542 en science et 537 en mathématiques) et la Lituanie (514 en science et 530 en mathématiques).

On pourrait dire que les pouvoirs doivent dépendre plus pour rendre le système scolaire plus performant. Mais cet argument serait en contradiction

Graphique 14. Taux d'activité en Algérie, par âge et genre, fin 2010



Source : Office National des Statistiques

Encadré. Comprendre les caractéristiques fondamentales du chômage des jeunes en Algérie

✓ Environ 68,5% des chômeurs ont entre 20 et 34 ans ; 80,4% occupent des emplois provisoires, 67,7 % sont dans le secteur privé et 38,5 % ont perdu leur emploi dans les 12 mois précédents.

✓ Le chômage est élevé dans la population de jeunes diplômés particulièrement les femmes ; alors que le taux de chômage est de 7,3% chez les non-diplômés, il atteint 21,4% chez les jeunes diplômés du secondaire (les hommes (11,1%) sont moins touchés que les femmes (33,6%)). Globalement, environ 34% des chômeurs sont des diplômés du secondaire et du tertiaire.

✓ 42% des chômeurs se trouvent dans les zones rurales.

✓ Actuellement, l'économie informelle est le principal employeur des jeunes et surtout les femmes. L'économie informelle est estimée à environ 45%.

✓ Les autorités se sont attelées à cette question selon une méthode fragmentée et inefficiente (particulièrement par le biais d'initiatives de micro-crédits). De ce fait, la productivité de la main d'œuvre au cours de la dernière décennie a été faible. En moyenne, 400 000 demandeurs se présentent chaque année pour seulement 60 000 offres d'emploi et 45 000 demandeurs d'emploi ne trouvent pas de travail.

Source : Office National des Statistiques (2011), Kpoder K. (2008), Achy (2010)

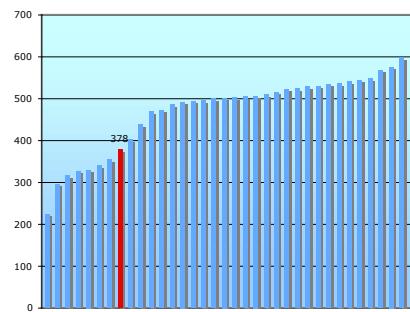
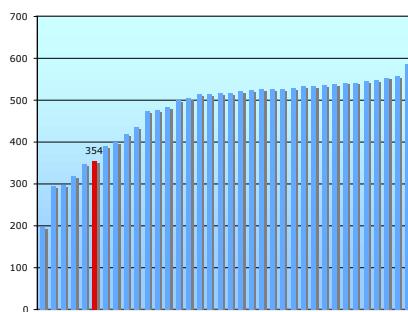
avec les dépenses publiques sur les chiffres de l'éducation qui montrent clairement que l'Algérie dépense plus pour l'éducation que le monde arabe en moyenne, les dépenses pour l'éducation représentant environ 4,3 % du PIB, un pourcentage légèrement supérieur au taux moyen de dépense pour

l'éducation par rapport au PIB dans les économies à revenu moyen inférieur. Il est donc moins question de quantité dépensée que de la piètre qualité du processus de réforme de l'enseignement.

Comme l'a souligné une étude récente (Achy, 2010), l'Algérie a engagé depuis son indépendance plusieurs réformes de son système d'éducation qui ont permis d'améliorer les taux d'alphabétisation et l'accès à l'éducation pour les deux sexes. Toutefois, la qualité de l'enseignement a régressé. Les enseignants perçoivent des salaires faibles et ne s'investissent que partiellement dans leur mission, les méthodes d'enseignement manquent de modernisme et d'efficacité et cela se confirme à l'université où un chômage important attend les diplômés dans la mesure où le système est incapable de répondre aux demandes de travail.

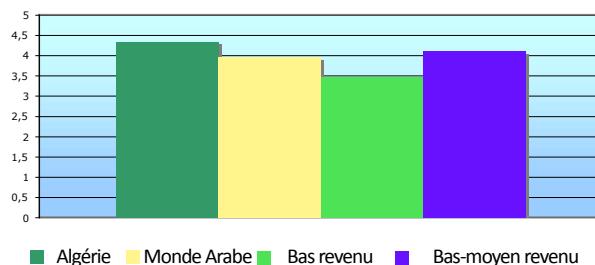
Le fait que les diplômés des deuxième et troisième cycles (principalement des femmes) représentent plus d'un tiers des chômeurs laisse penser que l'éducation est incapable de proposer aux jeunes Algériens une orientation correcte et les qualifications nécessaires. Il n'est donc pas surprenant que le secteur privé soit confronté à un manque de main d'œuvre disposant des compétences fondamentales, sachant qu'environ 80 % des étudiants sont inscrits en sciences humaines, sociales et connexes, ce qui se traduit souvent par moins d'opportunités d'emploi, alors que seuls quelque 20 % des étudiants sont dans les filières scientifiques et technologiques, vitales pour les besoins du marché du travail.

Graphique 15. Résultats moyens en sciences et mathématiques des élèves de 4ème, Algérie VS le Monde: 2007



Source : IES, National Center for Education Statistics, U.S. Department of Education

Graphique 16. Dépenses publiques totales en education, dernière date disponible (% du PIB)



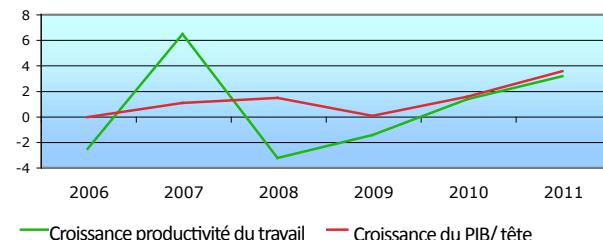
Source : WDI

Cette inefficacité se reflète dans une croissance de la productivité du travail qui s'est montrée inconsistante au fil des années et qui pénalise à son tour le taux observé de croissance du PIB par tête. La persistance à se reposer dans une large mesure sur le secteur des hydrocarbures, associée aux variations des prix du pétrole dans le monde, a également eu un impact négatif sur la main d'œuvre nationale. Les exportations algériennes se sont effondrées à la fin des années 80 après la chute spectaculaire des prix du pétrole, ce qui a finalement conduit au programme d'ajustement structurel du FMI pour l'Algérie, qui s'est soldé par la perte d'environ 405 000 emplois publics sans aucune possibilité de reclassement dans le secteur privé. Alors que les statistiques officielles montraient une baisse spectaculaire du chômage, ce programme finit par éroder le pouvoir d'achat et contribua au développement du secteur non structuré de l'économie, ignorant le long terme et stigmatisant la productivité du travail par rapport à d'autres autres pays présentant le même niveau de développement. Quant aux récentes politiques pour les jeunes, elles semblent trop axées sur les programmes de travaux publics qui offrent des opportunités éphémères et sous-payées, sans traiter le cœur du problème du chômage.

3. Quelles politiques pour les jeunes ?

Les pouvoirs nationaux doivent clairement élaborer une stratégie à long terme pour l'emploi des jeunes. Comme l'ont montré les événements récents (le 10 avril, quelque 100 000 étudiants ont

Graphique 17. Algérie : Productivité du travail et croissance du PIB/tête ces dernières années



Source : EIU

défilé de la Grande Poste au siège de la présidence algérienne pour protester), la jeunesse algérienne exige la démocratisation des universités, la transparence dans le classement et une meilleur équivalence entre les diplômes universitaires entre l'ancien système et le nouveau. Elle a également besoin de savoir que les diplômes lui donneront les opportunités qu'elle mérite.

Mais il est impossible de répondre à ces inquiétudes avec des solutions à court terme. Elles nécessitent un cadre à long terme impliquant la participation d'acteurs privés. D'abord, le gouvernement devrait engager des réformes pour augmenter la productivité du travail afin de réduire durablement le chômage. Améliorer l'environnement commercial et se concentrer sur la qualité du capital humain au lieu d'accumuler du capital physique pourrait marquer la voie vers la réalisation de cet objectif. Ensuite, assouplir le marché du travail, tout en garantissant une assurance chômage, pourrait également s'avérer utile en facilitant et en accélérant la création d'emplois. Enfin, les pouvoirs algériens doivent cibler les secteurs présentant le plus fort potentiel en terme de création d'emplois. Pour cela, ils devraient compter sur l'investissement générateur d'emplois, dans le public et dans le privé, qui nécessite souvent d'embaucher du personnel qualifié pour réaliser des projets pouvant durer plusieurs années. Intensifier les initiatives de formation professionnelle pour orienter les jeunes vers de nouveaux secteurs potentiellement « porteurs de croissance » constituerait également une approche sage.

Certaines initiatives ont récemment donné des résultats positifs, bien que parfois insuffisants. En 2010, le plan ANEM pour la jeunesse a permis à 181 839 jeunes de trouver un emploi alors que le dispositif d'aide à l'insertion professionnelle DAIP a permis d'insérer 273 141 jeunes. Parmi eux, 99 691 étaient diplômés universitaires (soit 26,5 % du total) et dans l'ensemble environ 531 000 emplois ont été créés en Algérie pour 2010. Différents programmes sociaux via l'initiative ANSEJ ont également contribué à la création d'emplois pour les jeunes dans toutes les régions.

Mais des problèmes subsistent, comme l'ont montré les 4 000 dossiers de demandes officielles d'emploi actuellement « en souffrance » avec des incohérences notées en terme de statut et de traitement des demandeurs d'emploi, la non application des droits des travailleurs par les autorités responsables et l'existence de faux emplois. Cela montre que la coordination entre les agences est également un besoin urgent si le gouvernement veut s'attaquer au problème en profondeur.

V. Conclusions

L'économie algérienne retrouve son niveau de croissance d'avant la crise. Le PIB a augmenté d'environ 4,1 % en 2010 et devrait se maintenir autour de 4,6 % en 2011. Dans le même temps, le pays est passé à droite de la courbe J et a franchi la période de transition sur laquelle on observe un compromis entre ouverture et stabilité. Cependant, le régime algérien de croissance économique ne permet pas encore de réduire les inégalités et les inquiétudes et les tensions se sont multipliées au sein de la population.

L'analyse conduit aux **recommandations suivantes**.

Premièrement, les tensions de plus en plus fortes chez les jeunes imposent des réformes au niveau politique. Si les efforts de démocratisation ne sont pas maintenus, le pays risque de retomber dans

une période d'instabilité. Les pouvoirs ont annoncé des réformes de la constitution pour une démocratie plus représentative, mais personne ne sait quand et comment ces efforts interviendront. Pour la première fois en plus de dix ans, l'état d'urgence en vigueur a été levé alors que le Conseil National de Sécurité s'est réuni.

Deuxièmement, le défi que pose la récente hausse de l'inflation et l'évolution de la parité dinar-euro signifient que la position budgétaire s'inscrit dans un contexte d'agitation dans la région. Mais cela devra permettre une meilleure durabilité budgétaire pour les années à venir et la croissance pourrait être maintenue grâce à une meilleure utilisation des dépenses publiques.

Troisièmement, tous les facteurs qui ont contribué à la chute des régimes voisins, tels que le chômage des jeunes, le manque de transparence et la corruption persistante, sont présents en Algérie. Les pouvoirs devraient donc s'attaquer à ces problèmes avant qu'il ne soit trop tard et tant qu'ils n'ont pas encore engendré de révolution semblable dans le pays.

Quatrièmement, il est nécessaire de mettre en place, pour la création d'emplois pour les jeunes, un cadre à long terme favorisant la participation des acteurs privés. Les pouvoirs devraient assouplir le marché du travail et cibler des secteurs offrant le plus fort potentiel de création d'emplois via des initiatives d'investissements générateurs d'emplois. Il convient également de noter ce qui suit : le FEMISE a estimé (2006) qu'une croissance annuelle de 0,7 % de la productivité totale des facteurs combinée à un taux d'investissement de 30 % serait nécessaire pour réduire le chômage de moitié. Plusieurs années plus tard, cette observation est plus pertinente que jamais et le gouvernement doit engager des réformes afin d'accroître la productivité du travail. Cela implique de réformer l'éducation et le système de formation professionnelle afin de faciliter la diffusion de l'innovation et d'améliorer la qualité du capital humain national.

Enfin, il faut toujours envisager de cibler des secteurs capables de soutenir l'emploi. À ce titre, les pouvoirs semblent mettre en œuvre un plan afin de stimuler la filière textile grâce à une enveloppe de 2 milliards de dollars US. Cela permettrait d'abord de racheter la dette des entreprises du textile puis de moderniser cette industrie.

Notes de fin de document :

1. L'approximation de la courbe J est obtenue en plaçant l'« indice d'instabilité politique » (EIU) sur l'« indice de démocratie 2010 » (EIU). Nous obtenons une équation bicarrée qui représente une relation simplifiée entre les deux indices et prend la forme suivante :

$$Y = 5,2547 - 8,7419 * \ln X + 9,3128 * \ln X^2$$

où X est l'indicateur de démocratie EIU pour 2010 et Y l'indice d'instabilité politique inversée (stabilité politique)

2. Le crédit documentaire correspond à l'exigence que tous les importateurs mobilisent préalablement les ressources financières pour payer les biens et services des commandes d'importation (EIU).

Références :

- Achy L. (2010), « Trading High Unemployment for Bad Jobs: Employment Challenges in the Maghreb », Carnegie Papers, No 23, June.
- AfricanCapitalMarketsNews (2011), « Algiers Stock Exchange: Results of Alliance Assurances IPO offer », Janvier 10th.
- AfricaScienceNews (2011), « Maroc signs agriculture deal with Algérie », April 27th.
- Algérie360 (2011), « L'ANEM lutte contre le chômage, 531.000 postes d'emploi créés en 2010 », Janvier 5th.
- Algérie360 (2011), « Wilaya d'Alger : Création de 200.000 emplois entre 2010 et 2014 », April 26th.
- Ansamed (2010), « Tourism : Algérie ; Sitev Opens, Pays Presents Attractions », May 18th.

Belarbi, Yacine and Abdallah Zouache (2008), « Regional Employment Growth and Spatial Dependencies in Algérie (1998 - 2005) », Working Paper presented at Economic Research Forum (ERF) 15th Annual Conference: Equity and Economic Development 23rd - 25th November 2008.

Carnegie (2011), « Algérie's Oil Revenues Will Not Prevent Social Upheaval », Lahcen Achy, February 7th.

Carnegie (2011), « Arab Youth Unemployment: Roots, Risks, and Responses », Beirut, February 10th.

Cherkaoui et al (2009), « Growth, inequality and poverty alleviation policies in the MENA region », International Union for the Scientific Study of Population XXVI International Population Conference Marrakech, 27 September - 2 October 2009

Echoroukonline (2011), « Algérie's 2011 Supplementary Finance Act: New measures to preserve purchasing power », May 11th.

EconomicsNewsPaper (2011), « New blow for the dinar », June 9th.

Economist Intelligence Unit (EIU) (2011) Pays Forecast: Algérie, The Economist Intelligence Unit: United Kingdom. Various issues.

El Moudjahid (2011), « Lutte contre le chômage : Le mode d'emploi pour 2010-2014 », May 12th.

ExcelAfrica (2011), « Emploi des jeunes - La législation du travail ignorée ? », February 3rd.

FEMISE (2006), « Profil pays du FEMISE : Algérie », Janvier.

FEMISE (2009), « Financial Systems in Mediterranean Partners and the EURO-Mediterranean Partnership », Rapport de Recherche FEMISE FEM33-20, par Simon Neaime, en collaboration avec Nidal Sabri, Décembre.

FEMISE-EIB (2010), « The crisis and ways out of it in the FEMIP Mediterranean partner countries », November.

ILO (2011), « Youth Employment and Social Dialogue in the Maghreb Region », Jürgen Schwettmann, ILO Deputy Regional Director for Africa; Brussels, 19 April 2011.

IMF (2011), « Algérie: 2010 Article IV Consultation—Staff Report », Pays Report No. 11/39, February.

- Kpodar K. (2008), « Why Has Unemployment in Algérie Been Higher than in MENA and Transition Countries? », CERDI, Etudes et Documents, E 2008.03.
- La Tribune (2011), « Près d'un millier d'étudiants ont bloqué la rue Didouche-Mourad », May 3rd.
- Les Afriques (2011), « Algérie : Government admits policy problem for FDI », April 5th.
- Magharebia (2010), « Corruption endemic in Algérie, Transparency International alleges », November 5th.
- Magharebia (2011), « Algérie unveils vision for regional tourism », May 29th.
- Middle East Online (2010), « Algérie creates special anti-corruption agency », August 26th.
- NorthAfricaTimes (2008), « AlgiersBourseShunnedby-PrivateSector-Regulator », March 16th-22nd.
- NPR (2011), « In Rich Algérie, Youth Face Meager Future », June 1st.
- Reuters (2011), « Stock markets in protest-hit Middle East, North Africa », March 29th.
- TeatroNaturale (2011), « Agriculture and food market could grow more in Algérie », 07 March 2011 Teatro Naturale International n. 3 Année 3.
- U.S. Department of State (2011), « 2011 Investment Climate Statement – Algérie », March.
- YourDZ (2011), « Textile : l'Algérie tisse une stratégie de relance », May 8th.

ÉGYPTE : Préparer les chemin vers un développement plus durable

Jusqu'au soulèvement politique de janvier 2011, il était considéré que l'économie égyptienne avait assez bien surmonté la crise économique internationale de 2008. Si la croissance avait ralenti, passant de 6,4 % entre 2005 et 2008 à seulement 4,9 %, elle était sur la voie du rétablissement depuis le milieu de 2010 (environ 5 %). Malgré une chute des exportations suite à la crise de 2008, la position extérieure restait viable. La demande intérieure restait ferme, soutenue par la croissance dans des secteurs comme la construction et la communication. L'investissement (en particulier les niveaux d'IDE en hausse) jouèrent un rôle de plus en plus marqué comme facteur de croissance avant la crise de 2008. La forte accumulation de réserves, permit à la Central Bank of Egypt (CBE) de constituer un niveau de réserves confortable (35 milliards de dollars US fin 2010) et elle gérait le taux de change avec attention. Toutefois, une des principales failles de cette forte croissance, c'est qu'elle bénéficiait à une élite du capitalisme clientéliste. Elle ne permit aucune inclusion sociale, elle engendra une inflation galopante – en particulier pour l'alimentation –, elle ne créa aucun emploi (en particulier chez les jeunes) et n'inclut pas les pauvres. En conséquence du soulèvement politique, les interruptions de production, l'absence de sécurité et les incertitudes politiques engendrèrent un coût à court terme. Les perspectives pour 2011 sont les suivantes :

✓ La croissance a chuté à 1,8 %, reflétant une forte baisse de l'investissement et du tourisme. La croissance pour 2012 est prévue à 3,7 %,

✓ En conséquence, le chômage devrait augmenter légèrement pour dépasser 12 % alors que l'incertitude perdure pour le secteur privé et que les migrants reviennent des pays voisins (en particulier la Libye) du fait de la contagion politique. La précarité devrait également augmenter,

✓ Le déficit du compte courant a été ramené à 1 % du PIB, malgré une forte baisse des exportations de services et une contraction du tourisme de 8,6 %,

✓ Les flux d'IDE ont fortement diminué de 67 % et les importantes sorties de capitaux à court terme devraient se poursuivre, notamment depuis le marché des bons du Trésor (les étrangers en détiennent 22 %),

✓ Les pressions sur le taux de change peuvent amener la CBE à appauvrir davantage les réserves. Fin août, 11 milliards de dollars US de réserves avaient été perdus et le stock actuel ne couvre que 6,2 mois d'importations contre 8,6 en juin 2010,

✓ L'inflation constitue un risque à court terme et elle devrait atteindre 16 % car de nouvelles vagues de hausses des prix internationaux de l'alimentation sont très probables,

✓ Les finances publiques sont inquiétantes et le déficit budgétaire devrait dépasser 10 % du PIB. Et alors que la décision de geler les réformes des subventions semble actuellement appropriée, les mesures expansionnistes adoptées en réponse aux demandes croissantes du peuple suscitent des inquiétudes quant à la pérennité budgétaire,

✓ Enfin, le chômage des jeunes est le plus élevé (25 %) en particulier chez les diplômés. Ceux qui ont la chance d'avoir un emploi sont souvent confrontés à la précarité d'un travail de mauvaise qualité et mal payé. Les politiques mises en œuvre jusqu'à maintenant ont eu une vision à très court terme et ont péché par manque de coordination.

Cette présentation du pays expose la situation actuelle et souligne les enjeux à venir. Après un rappel du contexte politique actuel et de ses origines, il fait le point sur les coûts économiques récents, au cours du premier trimestre 2011 (janvier-mars), la période immédiatement postérieure à la révolution. Enfin, il aborde les enjeux du chômage des jeunes.

I. Les limites du modèle politique d'économie

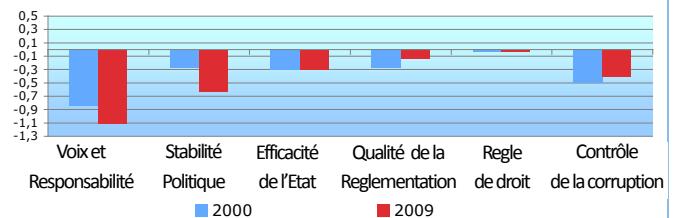
Avant la révolution déjà, les jeunes Égyptiens avaient fait campagne via les réseaux sociaux (facebook) contre la corruption, la brutalité de la police (en particulier le service de sécurité de l'État qui recourrait à la violence et la torture pour écraser la dissidence au titre de la loi d'urgence) et la monopolisation des

institutions politiques par le Parti national démocratique au pouvoir. En outre, l'organisation de l'élection truquée fin 2010 déclencha des manifestations en masse le 25 juillet (Jour de la Police) (EIU, 2011). Inspirées par le succès de la révolution tunisienne, ces manifestations conduisirent à un soulèvement populaire qui mit fin à trente années de règne du président Moubarak en février 2011. Le Conseil suprême des forces armées (SCAF), qui aurait fait pression sur le président pour qu'il démissionne, a surveillé la transition vers un gouvernement civil jusqu'à l'organisation de nouvelles élections présidentielle et législatives. Il a dissous le parlement, nommé trois cabinets transitoires et annoncé une nouvelle constitution pour remplacer celle de 1971. Un président devait être élu avant octobre 2011 et superviser ainsi la rédaction de la nouvelle constitution. L'état d'urgence en vigueur depuis 1981 devait être levé avant les élections législatives prévues en novembre 2011.

1. Une période d'instabilité politique sera peut-être inévitable

Avant la révolution, l'Égypte avait été considérée comme un régime politique stable, avec peut-être une certaine incertitude autour des élections présidentielles. Des réformes pour la libéralisation économique furent adoptées au début des années 1990 et elles connaissaient un nouvel élan depuis 2004. Toutefois, la révolution montra que stabilité politique ne voulait pas nécessairement dire ouverture politique, cette dernière n'ayant pas accompagné l'ouverture économique.

Graphique 2. Egypte: Indicateurs de Gouvernance



Source: Worldwide Governance Indicators 2010, World Bank.

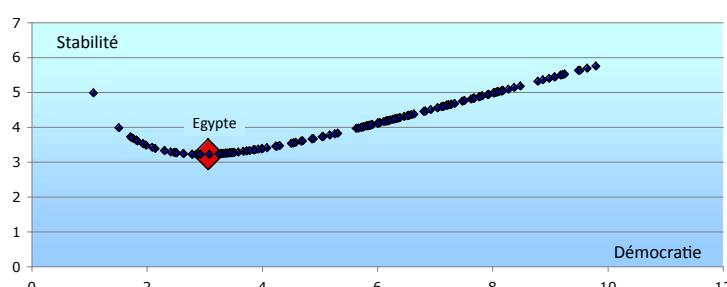
Note: Valeurs de -2,5 (mauvaise gouvernance) à 2,5 (bonne gouvernance)

La courbe J (comme la suggère Bremmer (2006)) représente la stabilité de l'État (qui dépend de la présence d'institutions et de leur qualité) par rapport à l'ouverture (économique et politique). Jusqu'à un certain point, il existe un compromis à court terme entre ouverture et stabilité. Des pays comme l'Égypte pouvaient être stables sans pour autant être démocratiques mais à mesure qu'ils s'ouvrent, ils deviennent moins stables pendant une courte période. En Égypte, la transition vers une plus grande ouverture politique avait déjà commencé avant la révolution. Même si le président égyptien contrôlait totalement le pouvoir exécutif, les partis d'opposition étaient autorisés, mais leur formation était strictement contrôlée. Par comparaison avec les pays voisins, la liberté de la presse fut accordée à partir des années 2000. En fait, la courbe J montre que l'Égypte, comme la Tunisie, est très proche du point d'infexion après lequel ouverture et stabilité augmentent toutes les deux, sous réserve que de véritables efforts de démocratisation soient faits.

2. Les scores de gouvernance et de corruption sont alarmants

Les indicateurs de gouvernance pourraient expliquer dans quelle mesure la mauvaise gouvernance est responsable des résultats politiques actuels. Comme le montre la figure 2, tous les scores de gouvernance de l'Égypte sont négatifs, reflet d'une mauvaise performance entre 2000 et 2009. Une forte détérioration s'est notamment

Graphique 1. L'Egypte sur la courbe en J



Source : Calculs FEMISE basés sur: EIU Political Instability Indicator, Index of Democracy.

produite au niveau des notes politiques (voix et responsabilité, stabilité politique et recours à la violence), ce qui confirme la demande des jeunes pour plus de démocratie et de participation politique. Dans le même temps, la qualité de la réglementation et l'état de droit se sont améliorés, reflets probables des récents efforts du gouvernement pour simplifier la réglementation des affaires (l'Égypte fut classée quatre fois meilleur réformateur dans le rapport de Doing Business entre 2004 et 2009) et réformer les droits de propriété et l'exécution des contrats.

Ce qui est toutefois surprenant, c'est que la note de la corruption s'est également améliorée, ce qui amène à émettre des réserves sur l'indicateur. En outre, l'Égypte affichait une note de 3,1 en 2010, se classant 98ème sur 178 pays (et 12ème dans la région MOAN) pour l'indice de perception de la corruption de Transparency International (0 correspondant à « fortement corrompu » et 10 à « non corrompu »), avec le Burkina Faso et seulement devant l'Algérie, le Liban et la Syrie pour la région euro-méditerranéenne (Transparency International, 2010).

En Égypte, la corruption n'était pas uniquement associée à l'abus de fonction par les pouvoirs publiques, mais elle résultait directement de la collusion entre argent et pouvoir. En fait, l'alliance entre l'État et une élite privilégiée d'hommes d'affaires à la recherche de rente fut perçue comme un important élément déclencheur de l'agitation politique. Il apparut également que les « copains » capitalistes n'avaient pas utilisé les ressources intérieures de manière optimale (King, 2007). En fait, la part d'investissement privé sur le PIB était insuffisante (même après avoir atteint 14,4 % en 2008) pour créer les emplois nécessaires pour absorber une main d'œuvre de plus en plus nombreuse, et le chômage resta à des niveaux à deux chiffres (Banque Mondiale, 2009). Les résultats d'une étude réalisée en 2009 pour le Centre pour l'entreprise privée internationale (CIPE) montrent que 28 % de l'échantillon voyait dans le taux de chômage élevé

(suivi de l'inflation) la manifestation la plus importante de la corruption. Les hommes d'affaires privés pouvaient également influencer l'adoption de politiques/réformes qui leur étaient favorables. Les réformes portant sur le secteur informel de l'économie (30 % du PIB) furent donc négligées. Certains hommes d'affaires pouvaient également mettre en œuvre des politiques anti-concurrentielles (comme sur le marché de l'acier). D'autres formes de corruption généralisée incluent également les crédits accordés à de nombreux hommes d'affaires qui n'en avaient pas besoin, la distribution de terres à des prix subventionnés (environ 20–25 % du prix du marché et 50–60 % du recouvrement des coûts d'infrastructure) et les priviléges accordés aux hommes d'affaires impliqués dans la politique (Banque Mondiale, 2009). Des études réalisées auprès d'entreprises par la Banque Mondiale ont également confirmé que la corruption est le deuxième sujet d'inquiétude pour le développement du secteur privé, suivi des pratiques anti-concurrentielles et informelles (Banque Mondiale, 2009).

3. Les limites du modèle de croissance égyptien

Comme cela a été mentionné plus tôt, la croissance économique de l'Égypte était sur la voie du rétablissement, affichant 5,6 % au cours du premier semestre 2011 (contre 5,1 % en 2010). Si ces taux étaient bien inférieurs à ceux enregistrés pendant la période de prospérité récente (proches de 7 %), ils n'en constituaient pas moins un résultat positif dans un contexte de forte récession mondiale. The Economist classa même l'économie égyptienne parmi les six meilleurs marchés émergents pour la décennie à venir. Si la récente révolution montra une chose, c'est que les gouvernements passés auraient pu afficher de meilleures performances macroéconomiques récentes (mesurées par la forte croissance portée par des rentrées de capitaux sans précédents), mais leur modèle fut incapable d'offrir un niveau de vie décent aux citoyens en termes de meilleur développement humain, d'égalité, d'emplois décents et de sortie de la pauvreté.

3.1 Une croissance sans développement humain suffisant

La croissance de l'Égypte ne s'accompagna que d'une légère amélioration des indicateurs de développement humain sur les dix dernières années. Entre 2000 et 2010, l'indice de développement humain de l'Égypte n'augmenta que de 0,9 % par an, le pays se classant ainsi au 101ème rang sur 169 pays en 2010. Cela place l'Égypte sous la moyenne régionale, derrière la plupart des pays à l'exception de la Syrie et du Maroc (PNUD, 2010a). Cela n'a rien de surprenant dans la mesure où la part des dépenses publiques pour l'éducation et la santé dans les dépenses totales est très faible (17 % entre 2007 et 2010).

Et alors que l'accès à l'éducation s'est amélioré, avec des taux de scolarisation plus élevés et un resserrement des disparités entre les genres, les indicateurs de qualité restent alarmants. Les résultats de la Trends in International Mathematics and Science Study (TIMSS) montrent que le score moyen de l'Égypte est nettement inférieur à la moyenne de l'échelle. Le score moyen en mathématiques et en science a même baissé entre 2003 et 2007. Les disparités ville-campagne sont très fortes en terme d'acquis pédagogiques, en particulier chez les jeunes (entre 10 et 17 ans), comme le montre le Survey of Young People in Egypt (SYPE) réalisé en 2009. En outre, El Arabi (2010) montre que les retours sur l'éducation (un indicateur de qualité) en Égypte sont très faibles par rapport aux autres pays en voie de développement. Le PNUD (2010b) explique en outre les retours sur l'éducation des jeunes, en particulier chez les jeunes instruits.

Les résultats en terme de santé sont également alarmants. Les résultats de l'édition 2008 d'Egypt Demographic and Health Survey montrent que les retards de croissance (malnutrition chronique) ont augmenté de 26 % depuis 2005 (El-Zanaty et Way, 2009). Actuellement, 29 % des enfants de moins de cinq ans présentent un retard de croissance et 7 % souffrent de malnutrition aiguë, ce qui correspond

exactement à l'estimation de l'extrême pauvreté (incapacité de se nourrir) (Marotta et al., 2011b). La qualité des services de santé est extrêmement médiocre, les nombres de lits d'hôpitaux, de sages-femmes/d'infirmières et de médecins étant respectivement 1,7, 3,5 et 2,8 pour mille habitants. En outre, les dépenses effectives de santé représentent environ 57 % des dépenses totales de santé.

3.2 Une croissance sans emplois décents

La croissance entre 2005 et 2009 ne créa pas d'emplois (Marotta et al., 2011b). En fait, la contribution de l'emploi à la croissance fut négative au cours de cette période et la croissance de l'emploi diminua fortement de 6,3 en 2007 à 3,6 % en 2008. En outre, la crise de 2008 engendra des pertes d'emplois dans la fabrication (baisse de 7 %) et le tourisme (baisse de 15 %). La croissance de l'emploi ne se redressa que partiellement en 2010 pour n'atteindre que 3,7 %. Le chômage stagna 8 et 9 % à partir de 2007 pour atteindre 9,4 % en 2009. Un autre fait gênant réside dans la qualité des emplois. Assaad et Barsoum (2007) montrent qu'en 2005, la proportion d'emplois formels pour les nouveaux arrivants chuta à 28 % en 2006 contre 33 % dans les années 1970 et la part d'emplois informels passa à 72 %. En outre, un quart de l'ensemble des emplois est précaire (travailleurs familiaux non salariés et travailleurs indépendants) (PNUD, 2010a). Enfin, Marotta et al. (2011b) ont également montré que les travailleurs familiaux précaires non salariés constituaient le seul groupe le plus fortement exposé à la pauvreté et présentant la plus forte augmentation absolue en terme de taux de pauvreté. Ils étaient en outre plus pauvres qu'avant la crise.

3.3 Une croissance qui n'a pas inclus les pauvres

Marotta et al. (2011b) montrent que la pauvreté a augmenté de 19,6 % en 2005 à 22 % en 2009 et que les presque pauvres (31 millions) sont estimés représenter environ 40 % de la population (1). L'inégalité a également augmenté entre 2005 et 2008, en particulier dans les zones rurales (Marotta et

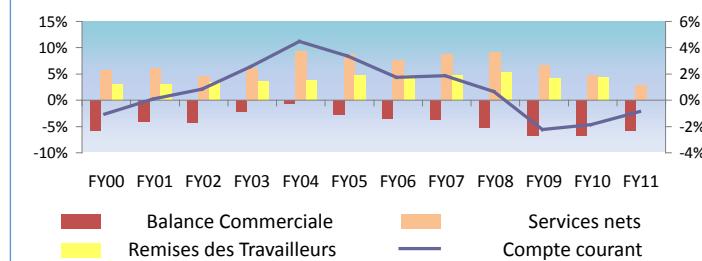
al., 2011a). Une autre source de vulnérabilité est l'inégalité des chances – due à des caractéristiques prédéterminées telles que le sexe, le travail et l'instruction des parents et le lieu de naissance – qui limite l'accès aux services publics élémentaires et aux facteurs de production vitaux. Belhaj (2010) démontre que 30 % de l'inégalité des revenus pour la tranche d'âge de 40-49 ans est due à l'inégalité des chances. Cela pourrait ainsi contribuer à l'exclusion sociale et à la persistance de l'inégalité (Elbers et al., 2005 et Bourguignon et al., 2007).

Marotta et al. (2011b) indiquent que de nombreux facteurs font que la croissance n'a pas inclus les pauvres. Premièrement, l'inflation a été préjudiciable aux pauvres : la hausse du coût du panier de la ménagère (de 47 %) a réduis les revenus réels des pauvres et des presque pauvres de 20 %. Dans l'évolution totale de la pauvreté (+2,46 points de pourcentage) entre 2005 et 2009, l'inflation alimentaire a représenté une hausse de 4 %, anéantissant ainsi les effets de la croissance (-0,39 %) et de la distribution (-0,92 %) en termes de réduction de la pauvreté. Deuxièmement, le rôle des secteurs à forte croissance (fabrication, transport et communications) en tant que sources de moyen de subsistance pour les pauvres a été réduit à moins d'un quart. Troisièmement, la croissance ne s'est pas produite dans les secteurs où la répartition des pauvres est importante, comme l'agriculture (qui représente le principal moyen de subsistance pour 40 % des pauvres). Au lieu de cela, comme cela a été indiqué plus tôt, elle s'est produite dans d'autres secteurs (où seuls 11 % des pauvres travaillent). Et alors que le gouvernement semblait préoccupé par le fait que la croissance n'était pas répercutée, il ne chercha pas nécessairement à prendre des mesures inclusives efficaces.

II. La crise, réponse et perspectives à court terme

Lorsque la révolution éclata, l'absence de sécurité (pendant 18 jours en janvier et février 2011) et la

Graphique 3. Finances externes



Source : Calculs FEMISE basés sur Central Bank of Egypt's monthly statistical bulletin.

fermeture des banques mirent un coup d'arrêt brutal à l'économie. Après la démission du président, l'activité économique redémarra lentement mais elle reste en deçà de son potentiel car les craintes en matière de sécurité et l'incertitude politique persistent. Cette section s'intéresse en particulier à la crise (ses principaux canaux de transmission et son impact) au cours du troisième trimestre 2011 et à la réponse du gouvernement.

1. Les canaux de transmission de la crise à court terme

Après la révolution, le rétablissement de l'économie égyptienne à la suite à la crise financière de 2008 fut interrompu. L'impact à court terme se produisit via trois canaux principaux : l'arrêt de l'activité économique et la chute du commerce extérieur, provoquant des pertes d'emplois et conduisant finalement à la contraction de l'économie. Le troisième canal concerne les sorties de capitaux qui s'ensuivirent.

1.1. Arrêt de l'activité économique et pertes dans le commerce extérieur

Les estimations officielles de CAPMAS montrent des pertes dans la fabrication, la construction et le tourisme. Ces trois secteurs représentent 39 % de la valeur ajoutée, 24 % des emplois et 40 % de l'investissement. En général, c'est dans le Grand Caire qu'eurent lieu la plupart des pertes (41,2 % de la valeur ajoutée dans la fabrication et l'extraction et 82,7 % dans la construction). Les pertes dans l'industrie alimentaire représentèrent près de 18 % de la valeur ajoutée. Le solde des opérations cou-

rantes avec l'extérieur a été sous pression au troisième trimestre 2011, mais les chiffres pour 2011 sont plus positifs :

✓ La balance commerciale s'est contractée à 8,5 % du PIB contre 11,5 % l'année dernière, suite à la baisse des revenus des exportations (à 9,7 % du PIB contre 11 % l'année dernière) et des importations de marchandises (à 18 % du PIB contre 22 %), la plus grande partie de la baisse concernant les importations non pétrolières (de 20 % à 16 % du PIB),

✓ L'exportation des services chuta également à 8 % du PIB (contre 11 % l'année dernière) suite à la baisse des recettes du canal de Suez et du tourisme,

✓ Le compte courant resta déficitaire, mais à 1 % du PIB contre 2 % l'année dernière,

Fin 2010, le redressement des exportations de marchandises (pétrolières et non pétrolières) après un ralentissement de la demande extérieure était en cours. Toutefois, les interruptions d'activité au troisième trimestre 2011 suite à la révolution mirent une légère pression sur la balance courante. Malgré le resserrement du déficit commercial (à 2,2 contre 3 % du PIB), le déficit du compte courant augmenta très peu (à 0,6 % du PIB contre 0,4 % l'année dernière). Cela était principalement dû à une forte contraction des excédents de services, réduits de 50 % après la forte baisse des revenus liés aux exportations de services (à l'exception du canal de Suez), à savoir la baisse du tourisme de près de 35 %.

Toutefois, les chiffres pour 2011 montrent que la balance commerciale s'est contractée à 8,5 % du PIB contre 11,5 % l'année dernière, suite à la baisse des revenus des exportations (à 9,7 % du PIB contre 11 % l'année dernière) et des importations de marchandises (à 18 % du PIB contre 22 %), la plus grande partie de la baisse concernant les importations non pétrolières (de 20 % à 16 % du PIB). L'exportation des services chuta également à 8 % du PIB (contre 11 % l'année dernière) suite à la baisse des recettes du canal de Suez (à 1,8 % du PIB contre

2,1 %) et du tourisme (à 3,8 % du PIB contre 5,3 %). Dans le même temps, les envois de fonds augmentèrent légèrement pour atteindre 4,5 % du PIB contre 4,3 %. En conséquence, le déficit du compte courant a été ramené à 1 % du PIB en 2011 contre 2 % en 2010.

D'une part, le tourisme (3,5 % de la valeur ajoutée et 25 % des recettes des échanges extérieurs) a enregistré les pertes suivantes après les interdictions de quitter le territoire imposées en Égypte :

- ✓ 178 millions de dollars US en recettes du tourisme après le départ de 210 000 touristes,
- ✓ 825 millions de dollars US rien qu'en février avec l'annulation des voyages en Égypte,
- ✓ 70 millions de LE en salaires des travailleurs temporaires mis à pieds.

Plusieurs pays européens ont récemment levé leurs mises en garde concernant les voyages en Égypte. Toutefois, la sécurité restant un problème, les arrivées de touristes ont chuté de 45 % sur un an et les recettes de 34 % sur la période janvier-mars 2011, considérée comme la haute saison pour le tourisme. Les taux de fréquentation ont également fortement chuté, passant de plus de 70 % avant la révolution à 23 % environ en mars, avec un rebond à 40 % en août 2011 (IDSC, 2011b). La Banque Mondiale (2011) indique qu'une baisse de 18 pour cent des recettes du tourisme en 2011 entraînerait un manque à gagner direct de 1,5 % du PIB en devises étrangères. D'autre part, les recettes du canal de Suez ont résisté. Elles ont augmenté de près de 11 % (sur un an) en 2011 (par rapport à une contraction de 4 % l'année dernière, mais cela reste loin de la croissance record de 21 % en 2008), pour atteindre 5 milliards de dollars US, signe de l'amélioration du commerce mondial. La hausse des prix du pétrole a également fait monter le coût des routes maritimes alternatives, en particulier depuis que l'Autorité du canal de Suez a décidé de ne pas modifier ses droits de transit (pour la troisième année consécutive) jusqu'à fin 2011.

1.2. Des sorties de capitaux aux conséquences gérables

Les sorties de capitaux devraient perdurer :

- ✓ L'IDE a chuté de 68 %,
- ✓ Les sorties importantes de capitaux à court terme devraient se poursuivre, en particulier depuis le marché des bons du Trésor (les étrangers en détiennent 22 %) alors que l'incertitude persiste.

Après avoir amorcé un rétablissement à la suite de la crise de 2008, l'excédent des comptes financiers de l'Égypte a affiché un déficit de -1,7 % du PIB contre 3,8 % en 2011. Cela fut essentiellement dû à une réduction substantielle des rentrées d'IDE (de plus de 67 %) à 2,2 milliards de dollars US contre 6,7 milliards en P, soit 0,8 % du PIB contre 3,1 %. Les sorties à court terme (6 milliards de dollars US rien que sur le marché des bons du Trésor) ont eu lieu à la suite de la révolution après un solide rétablissement à la fin de l'année. En conséquence, les portefeuilles d'investissement ont chuté (à -0,9 contre 3,6 % du PIB l'année dernière) et les banques commerciales ont consolidé leurs actifs à l'étranger (une sortie de plus de 3 points de pourcentage du PIB). L'excédent de la balance des paiements s'est donc transformé en déficit de 3,5 % du PIB (9,7 milliards de dollars US), le plus fort ces 20 dernières années.

Le ministre des finances prévoit une augmentation des besoins de financement de l'Égypte à environ 11 milliards de dollars US en 2012 (ministère des finances, 2011b). Le gouvernement a déjà rejeté un accord de confirmation sur 12 mois avec le FMI portant sur un montant de 3 milliards de dollars US pour soutenir le programme économique du gouvernement pour 2012 (EIU, 2011). Un prêt prévu auprès de la Banque Mondiale (pour 4,5 milliards de dollars US) pour répondre aux besoins de financement de l'Égypte a également été suspendu. La dette extérieure de l'Égypte n'est pas élevée (35 milliards de dollars US fin 2010, passant de 15,9 à 14,7 % du PIB) et elle ne devrait pas augmenter de manière significative puisque

les plans d'emprunt extérieur du gouvernement ont été suspendus.

La reprise des flux à court terme en 2010 a contribué à la bonne performance de la bourse égyptienne (EE) en 2010, qui s'est mieux comportée que de nombreuses places boursières du Moyen-Orient, le principal indice boursier, l'EGX30, ayant enregistré une croissance de 15 %. Toutefois, les évolutions politiques ont fait chuter les actions (de 16 %) au cours des premiers jours de la révolution (26 et 27 janvier). Alors que la situation politique se détériorait, la bourse égyptienne fut fermée pendant 38 jours, soit presque les 40 jours du délai de grâce à l'issue duquel elle aurait pu être exclue de l'indice MSCI des marchés émergents. Lorsque la bourse ouvrit à nouveau, les autorités instaurèrent des règlements provisoires prévoyant la suspension des transactions à partir de 5 % de variation dans les deux sens. Une limite de 10 % fut également fixée pour les transactions quotidiennes sur les titres individuels et les transactions inter-journalières ainsi que le trading sur marge ont été suspendus. Le marché affiche une tendance à la baisse depuis mars 2011, chutant de près de 11 % entre janvier et juillet 2011, mais à un rythme beaucoup plus soutenu sur un an (-20 % en juillet 2011), l'indice ayant atteint son plus bas niveau en presque deux ans (4799) début août 2011.

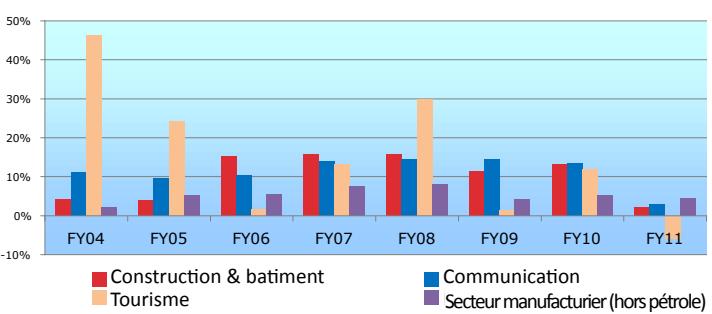
Le 27 janvier 2011, illustrant l'incertitude politique, Fitch revit la note BB+ de l'Égypte à la baisse, ce qui fut confirmé fin juin 2011. Et alors que les banques furent fermées du 27 janvier au 6 février, Moody's abaissa la note de cinq banques égyptiennes le 31 janvier (2) avant d'abaisser la note de la dette d'un cran, de Ba1 à Ba2, et de changer la perspective du pays de stable à négative. La note fut ensuite abaissée à Ba3 en mars 2011. De la même manière, Standard & Poor's (S&P) abaissa les notes des devises étrangères et locale pour l'Égypte à BB et BB+ respectivement, à chaque fois avec une perspective négative, ces notes ayant été confirmées début juillet 2011. Moody's comme S&P ont averti que d'autres dégradations des notes pouvaient suivre en cas de forte instabilité.

2. Les impacts de la crise sur les équilibres macro

2.1. Ralentissement de l'activité économique

Les interruptions de l'activité et l'incertitude entourant les décisions en matière d'investissement et de consommation entraînèrent une contraction de l'économie de 4,2 % au troisième trimestre 2011 (figure 4), mais les chiffres pour 2011 restaient positifs (1,8 % de baisse par rapport à 5,1 % l'année dernière), la prévision initiale ayant été de 5,6 %. Cela fut la conséquence d'une forte baisse de l'investissement (de 4,4 %), notamment l'investissement privé qui passa à 9 % du PIB contre 10,5 % l'année dernière. La croissance de la consommation privée resta positive (en hausse de 4,8 %), comme pour l'année dernière. La croissance des exportations et de importations est restée positive, à 3,7 et 7,5 % respectivement. La General Authority for Investment and Free Zones (GAFI) a annoncé en avril dernier de nouvelles mesures d'incitation pour attirer les investisseurs portant entre autres sur la simplification accrue des procédures de création et la facilitation des procédures commerciales. L'impact de ces mesures reste à venir. Du côté de l'offre, la plupart des secteurs ont enregistré un repli au cours du premier trimestre suivant le début de la révolution. Le tourisme a enregistré sa plus forte baisse (-33 %), suivie par la fabrication des produits non pétroliers (-12 %), le transport et le stockage (-9,7 %), la construction (-9 %), le commerce (-9 %) et la finance (-5 %) suite à la fermeture des banques début 2011. En 2011

Graphique 5. Taux de croissance sectoriels



Source : Calculs FEMISE basés sur données MPIC

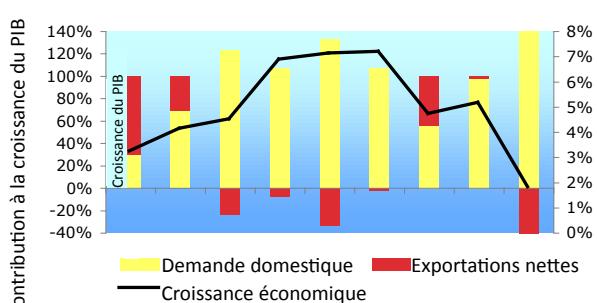
toutefois, seuls trois secteurs ont affiché des taux de croissance négatifs, le tourisme (-6 % contre 12 % l'année dernière), la fabrication (-1 % contre 5 %) et l'extraction (-0,8 % contre 0,9 %). Le canal de Suez a affiché une croissance de 11,5 % après une baisse de 3 % l'année dernière (figure 5).

En tablant sur une reprise du marché de l'exportation, sans oublier les inquiétudes vis-à-vis des tensions politiques et de la sécurité, les projections pour 2012 placent la croissance du PIB à 3,7 % contre 1,8 % cette année. Cette perspective reflète une reprise de la consommation privée et de l'investissement, après la perte de confiance, les interruptions d'activité et la baisse du tourisme.

Un certain nombre de facteurs sont importants pour restaurer le potentiel de la croissance. Premièrement, la stabilité politique et la sécurité devraient garantir la reprise de l'investissement privé. Deuxièmement, le gouvernement doit poursuivre ses efforts de diversification. Le pétrole représente encore un peu moins d'un tiers de la valeur ajoutée. Outre le pétrole, le canal de Suez et le tourisme, fortement affectés par la situation extérieure, représentent 37 % de la valeur ajoutée (figure 6).

Troisièmement, une relance des réformes est nécessaire pour garantir une croissance positive de la PTF (Herrera et al., 2011). La croissance de la PTF, qui a bien réagi aux réformes et a été positive ces dernières années, devrait connaître une forte baisse et atteindre des niveaux négatifs. Il est fort probable que le gouvernement de transition

Graphique 4. Contribution à la croissance du PIB



Source: Calculs FEMISE basés sur des données de: Ministry of Planning and International Cooperation (MPIC)

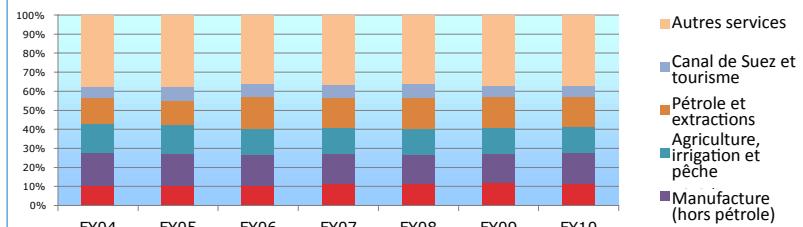
actuel suspende les plans de réforme économique et de libéralisation pour se concentrer sur la stabilisation de l'économie.

2.2. Le chômage a explosé, en particulier dans les zones urbaines

Le chômage en Égypte constitue un problème persistant et il présente plusieurs caractéristiques. Il est concentré dans les zones urbaines, il est particulièrement élevé chez les femmes et chez les jeunes (de 15 à 29 ans), notamment diplômés. Avant les récents événements politiques, le chômage avait baissé après les effets de la crise pour atteindre 8,9 % fin 2010 contre 9,4 % un an plus tôt, porté par une baisse du chômage chez les hommes (de 5,3 à 4,8 %). Dans le même temps, le chômage chez les femmes avait légèrement augmenté (de 21,9 à 22,7 %).

Alors que le secteur privé licencia de nombreux travailleurs temporaires (estimés à 49 et 18 % dans la construction et la fabrication respectivement) (3) dans le sillage de la révolution, le chômage afficha une forte hausse chez les hommes dans les zones urbaines. En fait, le chômage a atteint près de 12 % en 2011 contre 9 % un an plus tôt, après une hausse substantielle du chômage de 3,7 points de pourcentage à 8,7 % chez les hommes alors qu'il restait relativement stable chez les femmes, autour de 22 % (figure 8). Suite à l'arrêt de la production dans les zones urbaines, le chômage urbain (en particulier chez les hommes) augmenta également pour approcher les 16 % contre 11,7 % un an plus tôt. Le chômage rural augmenta également, passant de 6,9 % à près de 8,6 %. Plus inquiétant encore, des pertes d'emploi ont été enregistrées avec la baisse de l'emploi de 2,7 % entre le troisième trimestre 2011 et le deuxième trimestre 2011, en particulier chez les hommes avec une baisse de 3,8 %. Toutefois, ces pertes semblent s'être stabilisées fin 2011, l'emploi affichant une croissance nulle. Les estimations montrent également que les opportunités d'emploi et l'embauche dans le secteur privé

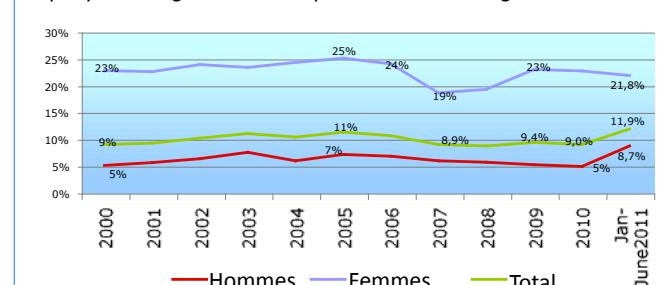
Graphique 6. Composition de la Valeur Ajoutée



Source: Calculs FEMISE basés sur données: Ministry of Planning and International Cooperation (MPIC)

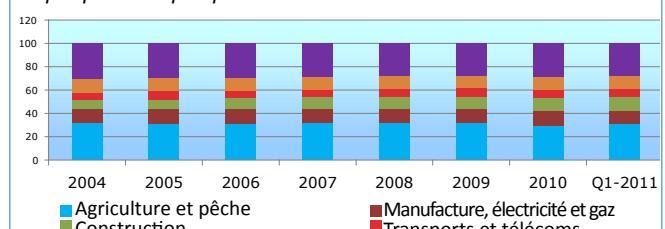
se sont contractées en juin 2011 de 74 % et 4 % respectivement par rapport à l'année précédente (IDSC, août 2011a). Une nouvelle hausse du chômage est attendue, et il pourrait atteindre 12 %, notamment si l'on assiste à un retour important des migrants en raison de la contagion politique dans les pays voisins (en particulier la Libye). Le chômage dans les zones urbaines (12 %) risque notamment de croître après les interruptions d'activité, en particulier dans les secteurs touchés tels que la fabrication et, dans une moindre mesure, le tourisme, qui représente en gros plus d'un cinquième de l'ensemble des emplois (figure 8). En fait, la proportion d'employés dans la fabrication dans les zones urbaines a baissé de 17 à 13 % de la main d'œuvre totale. L'emploi informel, qui représente environ 39 % de l'ensemble des emplois, risque également d'augmenter.

Graphique 7. Augmentation importante du chômage



Source : Labor Force Sample Survey (LFSS), 2011, CAPMAS

Graphique 8. Emploi par secteur



Source : Calculs FEMISE sur données CAPMAS

2.3. L'inflation alimentaire reste élevée et elle présente un risque à court terme

L'inflation à deux chiffres des trois dernières années est en hausse depuis novembre 2010 et elle se situe actuellement autour de 10,4 % (juillet 2011) (figure 9). L'inflation des prix alimentaires, qui constituent 40 % de l'IPC du panier de la ménagère en Égypte, a été le principal facteur d'inflation globale et a atteint 30 % en août 2008 avant de fluctuer plus récemment entre 18 et 22 %. L'inflation sous-jacente est également forte et fluctue autour de 7-9 % depuis septembre 2009 (4). La CBE s'abstient de durcir la politique monétaire depuis septembre 2009 en se servant du recul de la croissance.

L'inflation de l'IPC est prévue à 16 % alors que de nouvelles hausses des prix internationaux de l'alimentation sont très probables. Les pressions seront exacerbées si le taux de change est fortement déprécié. Une inflation plus forte aura probablement les conséquences suivantes : (i) elle engendrera une nouvelle agitation sociale : l'inflation

couche plus particulièrement les pauvres, surtout en l'absence d'un système de protection sociale efficace, (ii) elle exercera une pression sur le déficit budgétaire dans la mesure où les subventions alimentaires augmenteront probablement, (iii) elle exige une politique monétaire restrictive, ce qui peut aller à l'encontre de la politique de la CBE pour maintenir la dynamique économique.

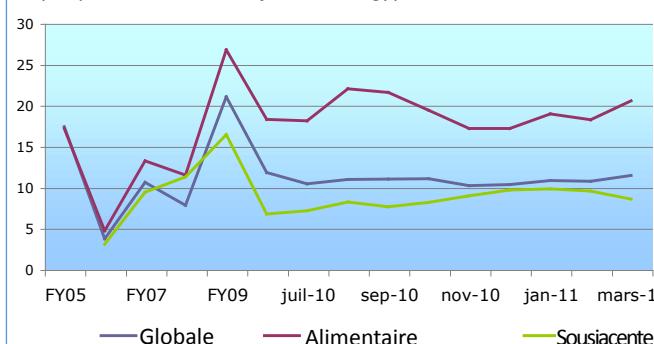
III. Réponses macroéconomiques

1. Les finances publiques sont inquiétantes

Jusqu'à présent, le déficit budgétaire a légèrement augmenté à 8,2 contre 7,2 % du PIB entre mai et juillet 2011 et la même période l'année dernière (figure 10). Cela fait suite à une baisse substantielle des recettes, de 16 à 14,6 % du PIB, reflet de baisses dans tous les postes de recette, en particulier les revenus de capitaux immobiliers qui sont passés de 3 à 2,3 % du PIB (après la diminution des recettes et de la rente pétrolières, de 0,6 % du PIB toutes les deux). Jusqu'à présent, les recettes fiscales semblent résister au ralentissement de l'économie (elles représentent 11 % du PIB, soit le même niveau que l'année dernière). Dans le même temps, les dépenses sont restées proches de 23 % du PIB, malgré une hausse des subventions et des prestations sociales de 5 à 6 % du PIB. Les subventions alimentaires, notamment, sont passées de 1 à 2 % du PIB.

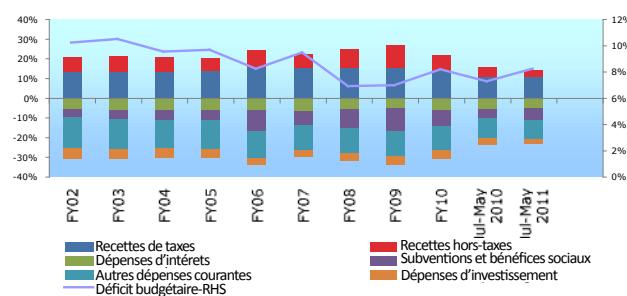
La réaction budgétaire face à la crise est quelque peu inquiétante. Des mesures expansionnistes ont été annoncées pour répondre aux demandes du peuple. Elles incluent une prime de 15 % sur les salaires et les pensions des fonctionnaires, des exemptions fiscales et douanières, la titularisation de 450 000 emplois civils temporaires. Dans le même temps, les subventions et les prestations sociales devraient augmenter à environ 10 % du PIB, après l'augmentation prévue des prix internationaux des produits de base. Certaines mesures visant à accroître les recettes en 2011 (nouvelles taxes sur les gains en capital et sur le tabac) ne permettront pas de compenser la hausse des dépen-

Graphique 9. Mesures d'inflation en Egypte



Source : Calculs FEMISE basés sur données CAPMAS et CBE

Graphique 10. Mesures d'inflation en Egypte



Source : Calculs FEMISE basés sur des données du Ministère des Finances, données mensuelles financières

ses et les pertes des recettes fiscales (le plan visant la mise en place d'un impôt foncier a été suspendu et le plafond des exemptions fiscales a été relevé).

En conséquence, le déficit devrait atteindre environ 10 % en 2011 contre 8 % prévus initialement. Le ministre des finances annonce toujours un déficit d'environ 8 %. Le Conseil des forces armées a approuvé le budget 2012 en estimant le déficit à 8,6 % du PIB seulement (contre une estimation précédente proche de 11 % du PIB) mais d'autres prévisions font état de 11 % du PIB. Quoi qu'il en soit, le gouvernement vise à ramener le déficit à 4 % du PIB d'ici à 2016. Pour y parvenir, il dispose de plans visant à accroître les recettes en introduisant une taxe sur la valeur ajoutée, en augmentant les taxes sur le tabac, en élargissant l'assiette fiscale et en réexaminant la loi sur l'impôt sur le revenu (au titre de laquelle le taux d'imposition est fixé au taux forfaitaire de 20 %). La dette budgétaire nette devrait augmenter. Elle est principalement détenue par les banques (40 %) sous forme de bons du Trésor (les deux tiers). Le crédit de l'État a déjà bondi de 30 % en mars 2011 puis de 37,4 % en mai 2011, amenant la part du crédit total à 49 % contre 36 % sur la période 2006-2010 (figure 11), aux dépens du crédit privé dont la part est passée de 47 à 37 % sur la même période. Le secteur bancaire reste toutefois liquide avec des dépôts faibles car les banques égyptiennes préfèrent placer leurs dépôts dans des bons du Trésor au rendement faible mais sûr plutôt que dans des activités de prêt plus risquées. Les banques disposent donc d'une cer-

taine marge pour accorder des crédits au secteur public sans démunir le secteur privé.

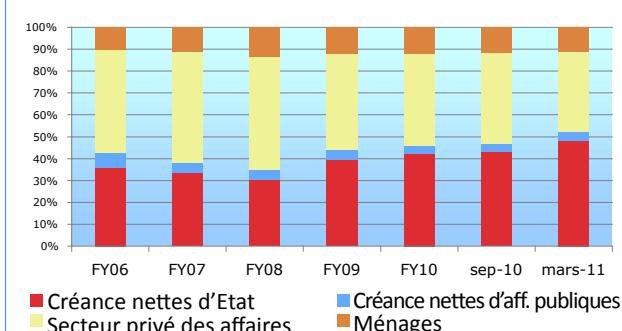
Un autre fait inquiétant est l'augmentation du coût des emprunts d'état, ce qui laisse penser que la prime de risque de l'État augmentera pour continuer à attirer les acheteurs, en particulier en l'absence de second marché. En fait, le taux des bons du Trésor à 91 jours est passé de 9 % en moyenne avant janvier 2011 à environ 11 % en février et 13 % fin avril, le plus haut depuis 2008. Le rendement des bons d'état à dix ans est passé de 12,9 % fin novembre 2010 à 14,5 % en mai 2011. Le gouvernement a également connu des difficultés pour réunir les sommes nécessaires pour les adjudications des bons du Trésor depuis la fin février dans la mesure où les investisseurs demandaient des rendements plus élevés.

Le gouvernement devrait identifier les priorités afin d'affecter efficacement les montants empruntés. Il peut être déconseillé d'augmenter les dépenses courantes pour soutenir le budget (y compris les salaires et autres dépenses courantes) et un réexamen de la composition des dépenses est nécessaire. Les inquiétudes sur la pérennité budgétaire devraient être prises en compte lors de l'emprunt de nouveaux fonds. Le programme de réforme économique implique une réduction progressive de la dette de l'État mais uniquement en 2013.

2. La réponse de la politique monétaire fut d'abord inadaptée

Jusqu'à présent, la CBE semble bien gérer la situation. Au début de la crise, elle n'a pas imposé de contrôles officiels des capitaux, mais elle a institué des mesures strictes dans le secteur bancaire, y compris des restrictions sur les sorties et rapatriements quotidiens de fonds investis, et interdit l'utilisation de facilités de crédit en LE pour l'achat de devises étrangères. La CBE a en outre lancé en mars dernier des « contrats de rachat à sept jours (pensions sur titres) » qui lui permettront d'injecter des liquidités dans le

Graphique 11. Composition du crédit domestique



Source : Calculs FEMISE basés sur Central Bank of Egypt's monthly statistical bulletin.

marché sans influencer les taux d'intérêts. Les pensions sur titres sont émises à un taux d'intérêt fixé à 9,25 % et proposées en échange de bons du Trésor collatéraux. De telles opérations devraient stimuler la faible demande en bons du Trésor depuis février dernier. Afin d'accorder aux clients plus de temps pour rembourser leurs emprunts, la CBE a assoupli la réglementation sur le paiement des provisions sur les prêts non performants en allongeant la période nécessaire pour classer un prêt comme non performant à trois mois (contre 30 jours) après que le paiement est dû.

Pour l'instant, cette mesure a permis d'éviter une hémorragie des dépôts et les banques n'ont connu aucun problème de liquidité (les ratios prêt sur dépôt sont d'environ 50 %) mais plusieurs entreprises ont fait état de difficultés pour transférer des fonds à l'étranger et obtenir les autorisations pour les paiements et les virements impliquant des entreprises faisant actuellement l'objet d'enquêtes ou dont les actionnaires incluent des personnes haut placées de l'ancien régime.

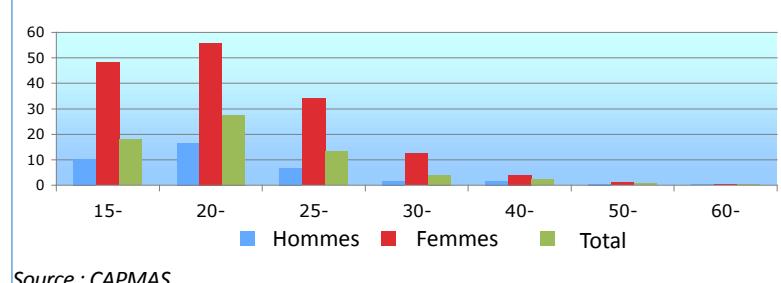
Pour la gestion du change, la CBE n'a consenti qu'une dépréciation limitée du taux de change et a principalement compté pour cela sur une intervention via les réserves en devises. En fait, le taux de change qui avait déjà baissé début 2011 en réaction aux événements politiques en Tunisie se retrouva sous pression pendant la révolution. Dans l'ensemble, de fin janvier 2011 à juin 2011, il n'a été déprécié que de 2,4 % et s'est stabilisé depuis mars dernier grâce à l'intervention de la CBE pour empêcher toute « spéculation excessive ». Cette stabilité a été obtenue au prix d'un appauvrissement de 11 milliards de dollars US de réserves officielles entre décembre et août 2011, ce qui a ramené ces réserves à 25 milliards de dollars US, leur plus bas niveau en trois ans, et ne permet de couvrir que 6,2 mois d'importations. Les réserves non officielles (détenues par les banques commerciales) ont également baissé de 7 milliards de dollars supplémentaires fin février, portant les pertes totales des réserves à 17 milliards de dollars US.

Le taux de change devrait à nouveau subir une pression à la baisse en raison de la forte chute de l'ensemble des recettes de l'Égypte en devises étrangères et de la détérioration des attentes du marché liée à l'incertitude. L'ampleur du risque dépendra probablement de la réaction de la CBE. Une dépréciation excessive induira probablement un vaste effet de répercussion sur l'inflation nationale, en particulier du fait d'un environnement d'inflation extrêmement volatile. La volatilité accrue des taux de change affectera également les exportations égyptiennes. Sinon, une intervention via les réserves pour limiter la dépréciation dépend du volume des réserves de la CBE en devises étrangères. Enfin, imposer des contrôles des capitaux engendrerait probablement le retour du marché noir. Une politique combinant gestion des taux de change et dépréciation pourrait être un bon moyen de gérer les taux de change.

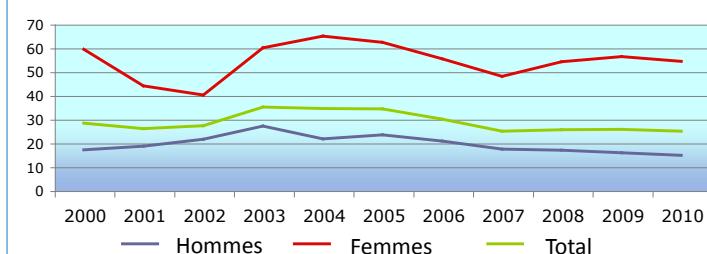
IV. Les enjeux du chômage des jeunes

Selon les estimations de la population de CAPMAS en 2009, 31 % des Égyptiens ont entre 15 et 29 ans. En outre, ce même groupe constitue 62 % de la main d'œuvre. Si elle bénéficiait d'une éducation et de soins de santé adéquats, cette population de jeunes pourrait être productive et offrir à l'Égypte une opportunité de croissance et de développement accrus. Dans le même temps, ces jeunes exercent une pression importante sur le

Graphique 12. Chômage par tranche d'âge, 2010



Graphique 13. Chômage des jeunes (15-24 ans) en Egypte, 2000-2010



Source : CAPMAS

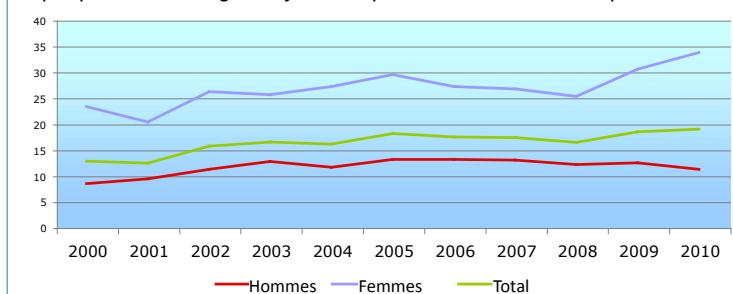
système éducatif et sur les marchés du travail et du logement (Assaad et Barsoum, 2007). Cela s'est notamment traduit par 850 000 nouvelles arrivées sur le marché du travail chaque année au début des années 2000, soit deux fois plus qu'à la fin des années 1970 (Assaad, 2007). Néanmoins, les jeunes affichent toujours des taux de chômage supérieurs, en particulier les diplômés de l'enseignement supérieur, des revenus inférieurs et ils sont confrontés à une sécurité et une stabilité de l'emploi limitées, la plupart des nouveaux arrivants trouvant des emplois dans l'économie informelle. Cette section cherche à expliquer le problème du chômage des jeunes.

1. Les jeunes affichent le taux de chômage le plus élevé

De récentes analyses ont montré que le chômage en Égypte est dans une large mesure un problème d'insertion des jeunes sur le marché du travail (Assaad, 2007). En fait, les jeunes représentent 70 % des chômeurs (CAPMAS, 2011). Il s'agit de nouveaux arrivants sur le marché du travail suite à la réduction du secteur public et à la capacité limitée du secteur privé à créer de nouveaux emplois. En outre, les jeunes (15-29 ans) connaissent

également le taux de chômage le plus élevé (20 %), par rapport aux autres groupes (figure 13). Les disparités entre les genres sont également notables avec des taux de chômage proches de 11 % pour les jeunes hommes alors qu'ils atteignent le chiffre exorbitant de 46 % pour les femmes. La tranche d'âge 20-24 ans, âge de fin des études universitaires et donc de l'entrée sur le marché du travail, connaît le taux de chômage le plus élevé avec 28 %. La figure 14 montre également que le chômage des jeunes (15-24 ans) est passé de 35 % en 2003 à 25 % en 2010.

Graphique 15. Chômage des jeunes diplômés de l'éducation supérieure

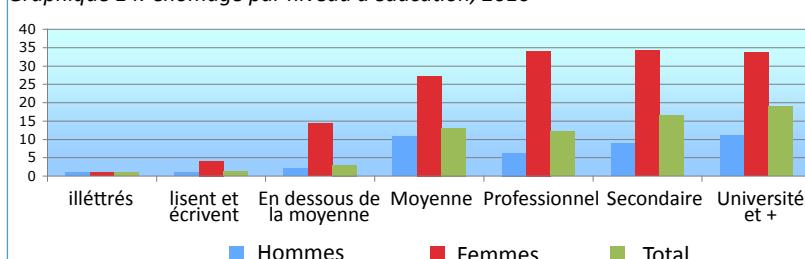


Source : CAPMAS

2. Le chômage des jeunes est un problème pour les instruits

Pour Assaad et Barsoum (2007), le chômage est un problème pour les jeunes instruits, car leurs attentes supérieures en terme d'emploi se heurtent aux conditions difficiles du marché du travail. En fait, en 2010, les titulaires d'un diplôme intermédiaire ou supérieur représentaient plus de 90 % des chômeurs, parmi lesquels près de 40 % sont diplômés des universités. Le taux de chômage reste faible (près de 3 %) pour ceux dont le niveau d'instruction est faible (inférieur au niveau intermédiaire), mais il atteint 13 % chez ceux qui ont un diplôme intermédiaire et il est le plus élevé chez les diplômés des universités (19 %) (figure 15).

Graphique 14. Chômage par niveau d'éducation, 2010



Source : CAPMAS

En fait, le chômage dans ce groupe augmente régulièrement depuis les années 2000, passant de 12 % à 19 % en 2010 (figure 16). Assaad (2007) montre qu'il s'agit du seul groupe à avoir connu une hausse du chômage entre 1998 et 2006. Assaad et Barsoum (2007) expliquent que la raison derrière le chômage des jeunes instruits est liée aux politiques d'emploi du gouvernement et à la qualité de l'enseignement. En fait, alors que le gouvernement a garanti au cours des trois décennies passées un emploi public aux diplômés du secondaire et des universités, le système éducatif s'est montré incapable de produire des travailleurs hautement productifs et compétitifs dans une économie de marché. En conséquence, les retours sous la forme de salaires supérieurs ont fortement chuté car les jeunes se sont trouvés confrontés à un marché du travail de plus en plus privatisé qui ne veut pas accorder de primes pour des diplômes qui ne se traduisent pas par une productivité accrue (Assaad et Barsoum, 2007). Pour Assaad (2009), les taux de chômage très élevés chez les femmes instruites résultent d'une contraction spectaculaire de l'embauche par l'État, ce qui les dissuada d'entrer sur le marché du travail. Said et al. (2009) montrent également que les réformes économiques récentes ont particulièrement affecté les chômeurs instruits.

3. Les jeunes ont généralement des emplois de mauvaise qualité

L'analyse ci-dessus a montré que les jeunes constituent le groupe le plus nombreux parmi les chômeurs et que ce sont eux qui doivent affronter le plus grand nombre d'obstacles pour obtenir un travail. Une récente analyse montre en outre que lorsque ces jeunes trouvent un emploi, il s'agit d'un travail de mauvaise qualité et mal payé, ce qui leur permet très difficilement de fonder une famille (Assaad et Barsoum, 2007 et PNUD, 2010b).

En outre, le PNUD (2010b) montre que la probabilité d'obtenir un emploi public ou privé pour les jeunes a fortement baissé. Le rapport montre également que la qualité des emplois s'est fortement

détériorée entre 1998 et 2006, en particulier pour les ouvriers issus de l'enseignement élémentaire ou titulaires de diplômes techniques de l'enseignement secondaire. En fait, l'enquête SYPE montre que près de la moitié des jeunes actifs (43 %) ont des emplois informels avec un salaire régulier dans le privé, sans les avantages d'un contrat ou d'une couverture sociale. De la même manière, près d'un quart (22,6 %) ont un emploi avec un salaire irrégulier qui, outre le fait d'être informel, est également extrêmement instable. En fait, les jeunes semblent condamnés à l'instabilité puisque 46,7 % de leurs emplois sont temporaires, occasionnels ou saisonniers. L'enquête montre également que seuls 16 % des jeunes actifs disposent d'un contrat légal avec leur employeurs et qu'un peu moins de 15 % bénéficient d'une couverture sociale. En terme de revenus, Assaad et Roushdy (2006) montrent que 69 % des jeunes actifs en 2006 ont des revenus faibles. Said et al. (2009) en apportent une preuve intéressante en montrant que le choix d'accroître les exportations a un effet très négatif sur la qualité des emplois. De la même manière, les industries affichant les plus fort taux d'importation se caractérisent par la qualité des emplois la plus basse, mais de gros progrès ont été faits dans ce domaine.

4. Formation professionnelle : décalage des compétences

L'enseignement technique accueille encore une grande proportion d'étudiants du secondaire, bien que les débouchés dans le secteur privé soient très faibles et malgré l'impact négatif en terme d'inégalité des salaires, les débouchés étant moindres pour les niveaux d'éducation supérieurs (Said et al., 2009). La recherche a montré que ces écoles offrent une formation insuffisante et souvent inadaptée (El-Hamidi, 2006). Les dépenses publiques limitées pour ce type d'enseignement particulièrement onéreux, le manque de professeurs qualifiés, des programmes d'enseignement obsolètes et un manque d'interaction entre les entreprises et ceux qui définissent les programmes d'enseignement conduisent à un manque d'acquisition des com-

pétences et un décalage entre ce que ces écoles offrent et les besoins du marché du travail. Assaad et Roudi-Fahimi (2007) notent que la réaction des systèmes éducatifs en Égypte face à une économie de plus en plus ouverte et tournée vers le marché a été lente, ce qui a engendré de forts décalages entre les compétences recherchées sur le marché du travail et celles qu'apportent les nouveaux arrivants. Ce décalage, combiné à l'augmentation rapide du nombre d'arrivants, contribue à allonger le temps de passage de l'école à la vie active. En outre, le PNUD (2010b) explique qu'il n'existe aucun système d'enseignement et de formation techniques et professionnels pour les jeunes en Égypte. Toutefois, différents acteurs agissent chacun de son côté. Des efforts ont été entrepris très récemment pour améliorer la coordination et la direction de tous les établissements de formation. En outre, un plan d'action pour le soutien de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (TVET) a été annoncé en 2010. Le rapport du PNUD montre également un certain nombre d'obstacles se dressant devant le système TVET, dont l'absence de responsabilité budgétaire, un programme d'enseignement obsolète ne répondant pas aux besoins actuels du marché, le manque de formation pratique, l'incapacité à suivre l'évolution de la technologie, l'absence de spécialisation moderne et les contraintes financières.

V. Conclusion

L'économie égyptienne est entrée dans une période d'incertitude. L'analyse a montré que la phase de transition vers une plus grande ouverture politique engendrera des coûts à court terme. À long terme, les bénéfices de la démocratie pourraient mettre l'Égypte sur la voie du développement durable. L'analyse propose les recommandations politiques suivantes.

Premièrement, la certitude et la sécurité politiques sont des pré-requis vitaux pour l'amélioration de l'économie. Le Conseil suprême des forces armées (SCAF) a promulgué des lois allant dans ce sens,

mais leur application est lente. De la même manière, l'annonce d'une feuille de route détaillée concernant la transition politique peut aider à réduire l'incertitude et à asseoir la crédibilité des pouvoirs politiques. Ces deux facteurs sont importants pour les décisions concernant la consommation et l'investissement à long terme et pour le retour des investisseurs étrangers et des touristes.

Deuxièmement, le court terme peut nécessiter des choix politiques durs, mais la gestion de ces compromis à court terme est déterminante pour les perspectives de l'Égypte à moyen terme. L'inflation et le taux de change pourraient faire naître des défis immédiats. La gestion du taux de change doit être assouplie et ne pas reposer uniquement sur l'appauvrissement des réserves. Une politique budgétaire expansionniste pourrait engendrer des problèmes de pérennité à long terme. Au lieu de cela, le gouvernement pourrait réexaminer la com-

Encadré. Efforts passés pour insérer la jeunesse dans le marché du travail

Plusieurs mesures de relance de l'emploi des jeunes ont été mises en oeuvre dans le passé. De nombreuses critiques ont été exprimées sur ces interventions considérées comme court-termistes et manquant de coordination entre elles et avec les politiques macroéconomiques (El-Megharbel, 2007). Ces politiques peuvent être regroupées en quatre catégories :

Le PNUD (2010) mentionne qu'un plan d'action national pour l'emploi des jeunes fut élaboré et devait être incorporé dans le plan à cinq ans de l'Egypte pour un montant de 17 milliards LE. Ce plan répondait à 3 priorités : (i) EFPT pour améliorer l'emploi des jeunes, (ii) développement des entreprises pour soutenir les micro, petites et moyennes entreprises, et (iii) politiques du marché destinées à activer la règle du salaire minimum et son application à améliorer les bureaux de l'emploi et à encourager l'établissement d'agences privées de recrutement.

Des programmes de développement des ressources humaines étaient destinés à assurer l'adéquation entre la formation et les exigences du marché de l'emploi. Dans cette optique, l'initiative Mubarak-Kohl tentait d'institutionnaliser un système duel de formation et d'apprentissage dans les entreprises existantes. Le ministère de l'éducation et les associations d'entreprises sont conjointement responsables de la formation, de la gestion et du financement des cours

de formation. Plus de 20 000 étudiants ont été diplômés par le biais de cette initiative, dont 85% reçurent immédiatement des propositions d'emploi. L'initiative a été transférée à des partenaires égyptiens et est maintenant gérée et appliquée avec succès. Le projet de normes des compétences nationales du fond social égyptien pour le développement constitue une autre action. Il vise l'élaboration de normes et de procédures destinées à tester et à certifier les apprenants. A ce jour, il a développé des normes pour près de 106 professions et remis à niveau environ 50 centres de formation continue.

Des projets destinés à la création directe d'emplois se sont concentrés sur des projets d'infrastructures au moyen des ressources locales, d'employés intérimaires et de techniques de constructions à forte main-d'œuvre. Le secteur privé, les groupes cibles de chômeurs et les ONGs sont tous impliqués dans l'identification de projets, et une contribution financière est demandée aux groupes cibles. L'intervention la plus importante est celle du programme de travaux publics (public works programme - PWP) dont l'objectif était de créer des opportunités d'emploi à court et à long termes par le biais de projets d'infrastructures publiques dans les zones rurales. Ce programme perdit de son importance lors de l'entrée dans sa seconde phase du fond de développement social (social development fund - SDF) établi au début des années 90, et que les efforts furent transférés de mesures à court terme d'élimination de la pauvreté à des efforts de développement à long terme.

Enfin, des projets de soutien à l'auto-emploi et à la création d'entreprises furent mis en oeuvre par le biais de programmes de développement du désert visant directement les jeunes chômeurs diplômés. Ce projet de culture dans le désert (environ 20 000m² de terre pour chaque diplômé chômeur) visait à diminuer les pressions démographiques urbaines et à augmenter la production agricole. Divers programmes assuraient la formation, des crédits, du bétail, du logement et des équipements. Ces programmes rencontrèrent un succès limité et drainèrent les ressources publiques. Les jeunes diplômés ne se sont pas approprié le programme dans la mesure où ils devaient cultiver les terres pendant 30 ans avant d'en devenir propriétaire. La période entre l'attribution du diplôme et l'attribution des terres était beaucoup trop longue et les terrains trop éloignés des villes. Ceci, combiné au manque d'expérience des candidats conduisit à une utilisation sous-optimale de ces terres. De ce fait, il y eut un changement en faveur de grands investisseurs, qui s'en remettent moins au financement du gouvernement mais qui utilisent du capital et de la main d'œuvre temporaire.

Source: UNDP, 2010b and van Eekelen et al. (2002).

position de ses dépenses publiques afin de stimuler l'économie. La politique publique pourrait tirer un énorme profit d'une plus grande transparence afin de rassurer le public et accroître la crédibilité.

Troisièmement, proposer des incitations pourrait permettre de soutenir l'investissement privé mais elles ne doivent pas être réservées aux grandes entreprises. Il est également important de supprimer progressivement à long terme ces subventions afin de s'assurer qu'elles n'engendrent pas de distorsions sur le marché du travail. Il est également plus que temps de réexaminer le salaire minimal et de l'indexer sur l'inflation afin de s'assurer qu'il garantit un niveau de vie décent.

Quatrièmement, il est urgent de s'attaquer aux causes premières de la révolution, c'est-à-dire réussir l'inclusion sociale, répartir les revenus équitablement, garantir l'emploi et l'éducation pour une répartition plus juste des bénéfices économiques à venir. Soutenir la croissance de l'emploi et l'éducation devrait notamment être la priorité.

Afin de développer l'emploi, il est nécessaire d'élaborer une stratégie d'emploi nationale ciblant la création d'emplois avec la plus grande souplesse possible. Les politiques macroéconomiques et du marché du travail devraient être alignées sur les objectifs de la stratégie (El-Megharbel, 2007). L'emploi des jeunes doit être placé au centre de ce plan. Les initiatives d'emploi devraient s'accompagner de la réforme du système éducatif qui repose encore trop sur la mémorisation et la répétition plutôt que sur la réflexion critique et créative. La formation professionnelle est également cruciale pour faciliter le passage de l'école à la vie active pour les jeunes et pour traiter le problème de décalage entre les compétences scolaires et les besoins du marché du travail. Il est important d'adopter des politiques d'emploi tenant compte des sexospécificités afin d'accroître les taux de participation des femmes sur le marché du travail. Il est également important d'accroître la sensibilisation vis-à-vis des programmes de formation/emploi. Barsoum (2004) montre

que les jeunes demandeurs d'emploi, notamment ceux issus de foyers à faibles revenus, n'ont pas suffisamment accès aux informations sur les opportunités d'emploi, les compétences demandées et les opportunités de formation.

Références:

- Assaad, Ragui. 2009. "Labor Supply, Employment and Unemployment in the Egyptian Economy, 1988-2006." In Ragui Assaad, ed., *The Egyptian Labor Market Revisited*. Cairo: The Economic Research Forum.
- _____. 2007. "Unemployment and Youth Insertion in the Labor Market in Egypte." The Egyptian Center for Economic Studies (ECES) Working Paper Series 118. Cairo.
- _____. and Rania Roushdy. 2006. "Poverty and the Labor Market in Egypte: A Review of Developments in the 1998-2006 Period". Background Paper for Egypte Poverty Assessment Update 2007. World Bank: Washington, D.C.
- _____. and Ghada Barsoum. 2007. "Youth Exclusion in Egypte: In Search of Second Chances." Dubai School of Government, Wolfensohn Center for Development, Middle East Youth Initiative Working Paper 2. Dubai.
- Assaad, Ragui and Farzaneh Roudi-Fahimi. 2007. "Youth in the Middle East and North Africa: Demographic Opportunity or Challenge?" Population Reference Bureau Policy Brief. Washington, D.C.
- Barsoum, Ghada. 2004. "The Employment Crisis of Female Graduates in Egypte: An Ethnographic Account. Cairo Papers in Social Science 25. Cairo: American University in Cairo Press.
- Belhaj, Nadia. 2010. "Inequality of Opportunity in Egypte". ERF Working Paper 549. Cairo.
- Bourguignon, François, Francisco Ferreira and Michael Walton. 2007. "Equity, Efficiency and Inequality Traps: A Research Agenda". Journal of Economic Inequality 2(5):235-256.
- Bremmer, Ian. 2006. *The J-Curve: A New Way to Understand Why Nations Rise and Fall*. Simon and Schuster. New York.
- Central Agency for Public Mobilization and Statistics (CAPMAS) Database. www.capmas.gov.eg
- Central Bank of Egypte. Monthly Statistical Bulletin.
- The Central Bank of Egypte: Cairo. Various issues.
- Center for International Private Enterprise (CIPE).
2009. *Business Environment for Small and Medium-Sized Enterprises in Egypte» 2009 Survey on Corruption*. Cairo. CIPE. Available on <http://www.cipe.org/Egyptesurvey/>
- Economist Intelligence Unit (EIU). 2011. *Egypte Pays Report* The Economist Intelligence Unit Limited, London. Various Issues.
- _____. 2011. *Egypte Pays Forecast*. The Economist Intelligence Unit Limited, London. July.
- van Eekelen, Willem; Loretta de Luca and Nagwa Ismail. "Youth Employment in Egypte." InFocus Programme on Skills, Knowledge and Employability Skills Working Paper No. 2. International Labor Office, Geneva.
- Elbers, Chris, Peter Lanjouw, Johan Mistiaen and Berk Özler. 2005. "Re-Interpreting Sub-Group Inequality Decompositions." World Bank Policy Research Working Paper 3687. Washington, D.C.
- El-Arabi, Ashraf. 2010. "Determinants of the demand on education in Egypte." Paper presented at the Partners in Development Conference. Cairo.
- El-Hamidi, Fatma. 2006. "General or Vocational? Evidence on School Choice, Returns, and 'Sheep Skin Effects' from Egypte 1998." Journal of Economic Policy Reform 9(2):157-176.
- El-Megahrbel, Nihal. 2007. "The Impact of Recent Macro and Labor Market Policies on Job Creation in Egypte." ECES Working Paper Series 123. Cairo.
- El-Zanaty, Fatma and Ann Way. 2009. *Egypte Demographic and Health Survey 2008*. Cairo, Egypte: Ministry of Health, El-Zanaty and Associates, and Macro International.
- Herrera, Santiago, Hoda Selim, Hoda Youssef, and Chahir Zaki. 2010. "Egypte beyond the Crisis: Medium-Term Challenges for Sustained Growth." World Bank Policy Research Working Paper 5451. Washington, D.C.
- Information and Decision Support Center. 2011a. Report on Economic and Social Indica-

- tors for the Arab Republic of Egypte. August. Cairo, Information and Decision Support Center. Available on: <http://www.eip.gov.eg/Periodicals/Periodicals.aspx?ID=13>
- _____. 2011b. The Economy during the Current Events. August, 7. Cairo, Information and Decision Support Center.
- King, Stephen J. 2007. "Sustaining Authoritarianism in the Middle East and North Africa." *Political Science Quarterly* 122 (3):433-59.
- Marotta, Daniela, Ruslan Yemtsov, Heba El-Laithy, Hala Abou-Ali, and Sherine Al-Shawarby. 2011a. Arab Republic of Egypte Poverty in Egypte 2008-09: Withstanding the Global Economic Crisis. The World Bank. Mimeo.
- _____,2011b. "Was growth in Egypte between 2005 and 2008 pro-poor? From static to dynamic poverty profile." *World Bank Policy Research Working Paper* 5589. Washington, D.C.
- Ministry of Finance. 2011a. "Budget Proposal 2011/2012". Cairo, Ministry of Finance.
- _____,2011b. "Egypte's Economic Programme." Cairo: Ministry of Finance. Ministry of Planning and International Cooperation Database. Cairo, Egypte.
- Population Council. 2010. Survey of Young People in Egypte 2010. Cairo, the Population Council. <http://www.popcouncil.org/projects/SYPE/index.asp>
- Said, Mona, John Salevurakis, Chrisian Schulter, Jackline Wahba, and Sherine Al Azzawi. 2008. «Unemployment, Job Quality and Labour Market Stratification in the MED Region.» FEMISE 2008 Annual Conference Proceedings.
- Trends in International Mathematics and Science Study (TIMSS). 2008. TIMSS 2007 International Mathematics Report. Boston: TIMSS & PIRLS International Study Center.
- Trends in International Mathematics and Science Study (TIMSS). 2008. TIMSS 2007 International Science Report. Boston: TIMSS & PIRLS International Study Center.
- Transparency International. 2010. Transparency International Annual Report 2010. Berlin: Transparency International.
- United Nations Development Program (UNDP). 2010a. The Real Wealth of Nations: Pathways to Human Development: Human Development Report. New York: UNDP.
- _____,2010b. Egypte Human Development Report 2010 Youth in Egypte: Building our Future. Cairo: UNDP and the Institute of National Planning, Egypte.
- World Bank. 2011. World Bank Middle East and North Africa Region Regional Economic Update: MENA Facing Challenges and Opportunities. The World Bank, Washington, D.C.
- _____. 2009. From Privilege to Competition: Unlocking Private-Led Growth in the Middle East and North Africa. MENA Development Report. Washington, DC: World Bank.
- World Bank Indicateurs de Gouvernance database.

Notes:

1. Les foyers dont la consommation est inférieure au seuil de pauvreté inférieur (2 216 LE (395 dollars US)) sont considérés comme pauvres, et ceux qui se situent sous le seuil de pauvreté supérieur (2 806 LE (500 dollars US)) constituent les presque pauvres (Marotta et al., 2009a).
2. Ces banques sont : National Bank of Egypt, Banque Misr, Banque du Caire, Commercial International Bank, et Bank of Alexandria.
3. Ces chiffres concernent 2005/06. Ce sont les derniers communiqués par CAPMAS.
4. À l'exclusion des fruits et légumes et de certains produits réglementés.

ISRAËL : Un modèle de pays développé qui reste perfectible du point de vue social

Par rapport à la plupart des économies méditerranéennes, l'État d'Israël figure parmi les pays les « plus proches » de la démocratie. Il ne devrait donc pas connaître les récents soulèvements qui ont secoué ses voisins. La situation n'est toutefois pas optimale et le modèle politique est toujours menacé.

D'abord, malgré la démocratie, le régime israélien n'est pas le plus stable du point de vue politique (Ofer, 2008). Le système électoral favorise la création de coalitions fragiles susceptibles de disparaître après la période électorale (Bain, 2011). En outre, les relations extérieures entre Israël et ses voisins pourraient entrer dans une période de tension si les pays où les soulèvements se sont produits n'évoluent pas vers des régimes plus démocratiques. Des problèmes de corruption dans la classe politique sont également apparus et le risque de rupture entre les élus et leurs électeurs est de plus en plus grand. La plupart des scores de gouvernance de l'État d'Israël se sont en outre détériorés au cours de la décennie passée.

Dans le même temps, le régime de croissance israélien reste imparfait en terme d'égalité. L'État d'Israël affiche une inégalité supérieure de 22 % à la moyenne des pays de l'OCDE et la capacité des pouvoirs à intervenir pour la réduire commence à être mise en doute (National Insurance Institute, 2010). Des initiatives sont nécessaires pour améliorer les infrastructures dont l'absence plonge plusieurs communautés dans la pauvreté (Abu-Bader et Gotlieb, 2009). Tout cela a contribué à classer Israël parmi les cinq premiers pays développés les plus inégaux.

L'économie israélienne est parvenue à rebondir après la crise de 2008 alors qu'elle avait été une des plus touchées. Or, après de bonnes performances économiques dans les années 2000, Israël doit adopter des mesures permettant à la croissance économique de profiter à l'ensemble de la population. La lutte contre la pauvreté, avec 35,9 % des enfants vivant en 2007 sous le seuil de pauvreté, doit être une des priori-

tés. Adopter un nouveau modèle de formation professionnelle et établir une autorité centrale pour la coordination des programmes et des stratégies pour la jeunesse pourraient constituer une aide précieuse (Nathanson et al, 2010).

Dans la situation actuelle, les éléments macroéconomiques suivants méritent une attention particulière :

- ✓ La croissance, qui s'est redressée pour afficher un taux de 4,8 % en 2010, devrait augmenter de 4,3 % en 2011, portée par la hausse des exportations, des perspectives d'investissement fortes et la croissance de la consommation privée.
- ✓ Le taux de chômage a atteint son niveau le plus bas à 5,8 % en avril 2011 selon les statistiques officielles, ce qui correspond à 186 000 chômeurs, malgré la forte augmentation de la main d'œuvre israélienne.
- ✓ Malgré une hausse récente, l'inflation devrait approcher les 3,4 % au cours des 12 prochains mois.
- ✓ Les exportations n'ont pas été affectées par l'agitation dans la région, les exportations de marchandises ayant augmenté de 12,9 % entre août 2010 et août 2011. Une hausse de 12,2 % est attendue pour l'année complète.
- ✓ Toutefois, suite à la hausse des prix internationaux, les importations de marchandises (à l'exclusion des diamants) ont enregistré une hausse record de 25,8 % sur un an au cours de la période février-avril 2011. Elles devraient augmenter d'environ 21,7 % en 2011, ajoutant à la pression sur le compte courant et ramenant son excédent à 1,2 % du PIB.
- ✓ Les rentrées d'IDE se sont réduites ces derniers mois, le pays ayant reçu 206 millions d'IDE en mai 2011, une baisse de 53 % par rapport à avril 2011 (442 millions de dollars US), alors qu'une chute de l'IDE de 11,5 % est attendue pour l'année complète.
- ✓ À la lumière de la récente hausse des recettes fiscales, le déficit budgétaire devrait atteindre 2,4 % du PIB, contre -3,7 % l'année précédente, un seuil néanmoins supérieur à l'objectif de 1,5 % fixé initialement.
- ✓ Enfin, la politique monétaire devrait se durcir au cours des années à venir (période 2013-2015) avec un taux directeur proche de 4,5 %- 5 %.

I. La situation actuelle et ses implications

1. L'état du modèle politico-économique

Le modèle politique dans l'État d'Israël est considéré comme le plus démocratique dans une région où les régimes autoritaires dominent. Malgré cela, l'État d'Israël s'intéresse tout particulièrement à l'agitation régionale et à ses conséquences politiques dans des pays comme l'Égypte. Un changement politique chez un ou plusieurs de ses voisins pourrait entraîner une modification du paysage politique méditerranéen, des efforts pour plus de démocratie dans la région pourraient signifier une plus grande stabilité, alors qu'un retour vers des régimes plus « fermés » chez les PM pourrait engendrer de fortes tensions géopolitiques.

L'État d'Israël entre dans cette nouvelle ère politique avec une économie qui se développe et attire des travailleurs migrants, ce qui permet de dire que le pays est en position de force (Haaretz, 2011a). Mais il ne faut pas oublier que la perspective politique est fortement liée aux positions du pays vis-à-vis de l'évolution du processus de paix avec les Palestiniens. Le gouvernement et le peuple israéliens se rendent de plus en plus compte qu'une initiative est nécessaire, la meilleure solution passant par le développement de l'accord de paix reconnaissant la Palestine comme un état indépendant à l'intérieur des frontières définies par les accords d'Oslo (Haaretz, 2011a).

2. L'instabilité politique reste inquiétante

Les tensions politiques sont également présentes à l'intérieur du pays, une situation qui peut s'expliquer par un système électoral susceptible de donner naissance à des coalitions fragiles. La coalition actuelle nécessite par exemple le soutien d'un grand nombre de partis de moindre importance avec des points de vue parfois divergents. Le gouvernement détient actuellement 66 sièges sur 120.

Le modèle politique intérieur est un cas à part parmi les économies méditerranéennes. Comme le suggère

Ofer (2008), bien que l'État d'Israël maintienne un régime stable, la stabilité politique est sujette à caution dans la mesure où des élections sont organisées fréquemment et où les gouvernements ne restent pas en place assez longtemps. Le pays est une démocratie parlementaire, avec un parlement comptant 120 membres (la Knesset). Le scrutin à deux tours a été introduit au début des années 1990. Il permet à chaque citoyen de voter deux fois : une fois pour élire le premier ministre et une fois pour le parti de son choix. Les législateurs sont élus selon un système à l'échelle nationale dans lequel le pays est représenté comme une circonscription électorale unique. Un bulletin de vote peut contenir des membres de plusieurs partis, et les partis politiques de moindre importance se présentent souvent sur une liste où ils sont associés à un ou plusieurs autres partis. En outre, à l'issue des élections, ces coalitions peuvent cesser d'exister au sein de la Knesset (Bain, 2011). Les électeurs élisent donc à la Knesset plusieurs petits partis représentant des groupes aux intérêts restreints qui font obstacle aux grands partis éclatés et paralysent le système politique (The Jewish Chronicle, 2009).

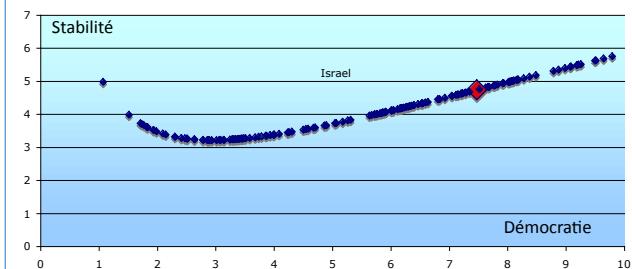
En outre, l'absence de discipline au sein des partis, les remaniements ministériels fréquents et l'instabilité des coalitions contribuent à la fragilité de la stabilité politique et soulignent l'importance qu'il y a d'introduire des changements structurels dans le régime parlementaire (The Jewish Chronicle, 2009).

3. La stabilité politique et la corruption devraient être au centre de la réforme politique

La conséquence de la situation actuelle est qu'Israël gagnerait beaucoup à introduire des réformes favorisant la stabilité politique. La figure 2 montre clairement que l'indice de stabilité politique s'est détérioré ces dernières années pour atteindre un niveau proche de la mauvaise gouvernance.

Dans le même temps, il convient de noter que si la plupart des scores de gouvernance de l'État d'Israël sont positifs, ils se sont détériorés au cours de la décennie passée. Le contrôle de la corruption,

Graphique 1. Israël sur la courbe en J mondiale (2010)



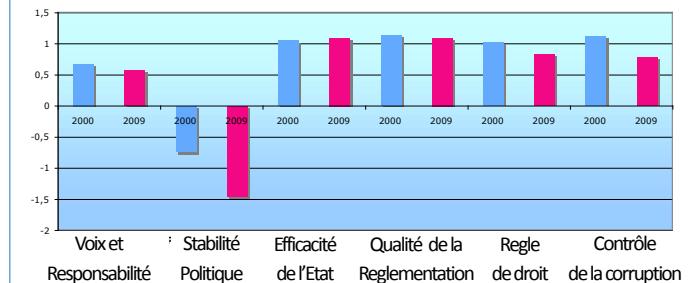
Source : Calculs FEMISE basées sur: EIU Political Instability Indicator, Index of Democracy

plus particulièrement, semble s'être dégradé et, comparé aux autres membres de l'OCDE, le pays se classe parmi les plus corrompus, avec une note de 6,1 sur 10 pour l'indice de perception de la corruption (IPC), une nette détérioration par rapport à la note de 7,9 obtenue en 1997, ce qui place Israël au 22ème rang parmi 33 membres de l'OCDE (Transparency International).

Les politiciens semblent ne pas avoir considéré la question de la corruption comme une priorité, les discussions n'étant pas suffisantes pour mettre fin à ce phénomène (Haaretz, 2010). La liste des enquêtes sur la corruption en Israël ces dernières années, impliquant plusieurs premiers ministres, présidents et ministres (Los Angeles Times, 2010), semble indiquer que la corruption prend ses racines dans l'importance accordée au « matérialisme et au capitalisme ». Dans le même temps, l'absence d'élections directes se traduit chez les politiciens par le besoin « d'obtenir des faveurs auprès de leur parti et de rendre des services », les élus se sentant moins « redéposables » auprès de leurs électeurs et plus déconnectés d'eux.

Les récentes allégations contre le ministre des affaires étrangères Lieberman sur le transfert de millions de shekels vers des « sociétés et des comptes fictifs » (Guardian.co.uk, 2011) appartenant à des proches montrent à quel point il est crucial pour les autorités israéliennes de s'attaquer en urgence à la question. Introduire des réformes dans le système électoral et renforcer la cohésion au sein de partis politiques semblent

Graphique 2. Israël: Indicateurs de Gouvernance



Source : Worldwide Governance Indicators 2010, World Bank.

Note : Valeurs de -2.5 (mauvaise gouvernance) à 2.5 (bonne gouvernance)

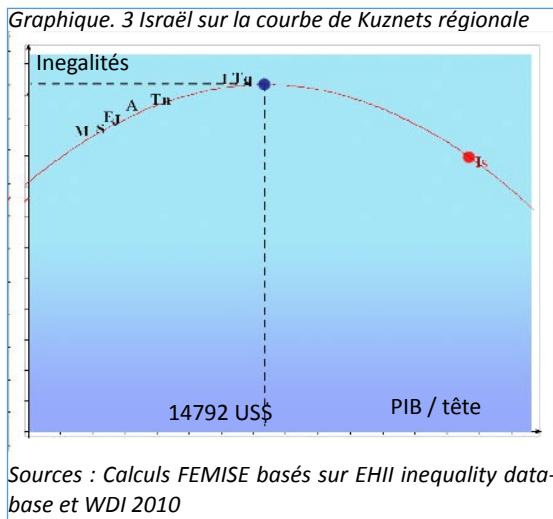
constituer des conditions préalables pour améliorer la gouvernance de l'État d'Israël.

4. L'état du modèle de croissance israélien

Une croissance qui favorise le développement humain et apporte de l'optimisme...

Le niveau de développement humain d'Israël a atteint de nouveaux sommets, le pays ayant gagné 12 places dans le dernier indice de développement humain (IDH) pour atteindre la 15ème place mondiale, la meilleure jamais obtenue par le pays, devançant des pays développés de l'UE comme l'Italie et la Grande-Bretagne. Il est surprenant de noter qu'alors que l'amélioration de l'IDH réduit le taux de fécondité total d'un pays (Callender, 2011) cela semble ne pas avoir été le cas en Israël. En fait, le taux de fécondité en Israël, qui a atteint 2,96 en 2009, est le plus élevé des pays développés. Dans le même temps, le pays affiche le 6ème taux le plus bas de mortalité liée à la maternité et le 19ème taux le plus bas de mortalité infantile dans le monde (DellaPergola, 2011).

Comme l'a noté DellaPergola (2011), il convient de considérer la « centralité persistante » des enfants dans les espoirs de la population israélienne et l'existence d'une « relation réciproque entre la présence des enfants et un optimisme généralisé ». Dans le même temps, selon l'enquête sociale nationale de 2008, 87 % des Juifs et 83 % des Arabes d'Israël semblent satisfaits de leur vie et plus de la moitié pensent qu'elle peut s'améliorer.



Sources : Calculs FEMISE basés sur EHII inequality database et WDI 2010

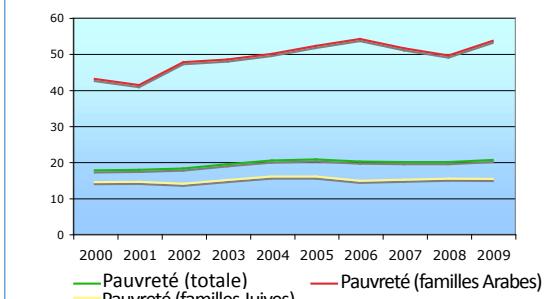
...mais une croissance qui n'inclut pas toujours les pauvres

Le chiffre suivant montre que, théoriquement, le régime israélien de croissance économique constitue une exception rare en Méditerranée, puisqu'il contribue à la réduction des inégalités. Une augmentation du PIB par tête permet de réduire les inégalités dans le pays grâce à une redistribution des richesses favorable aux déciles plus pauvres de la population. Contrairement au reste de la région, Israël a passé le point d'infexion au-delà duquel l'effet de la croissance permet à lui seul de réduire les inégalités. Toutefois, avec un coefficient de Gini de 0,37, Israël se classe parmi les cinq premiers pays les plus inégaux du monde développé (BusinessInsider, 2011). Le coefficient de Gini en Israël est supérieur d'environ 22 % à celui des pays de l'OCDE. Il apparaît qu'avec le temps, l'intervention publique a fait décroître l'intervention directe pour réduire les inégalités (National Insurance Institute, 2010). En 2009, le taux de pauvreté est passé à 20,5 %, soit trois points de pourcentage de plus qu'en 2000. Cela résulte dans une large mesure des coupes budgétaires appliquées aux paiements de la sécurité sociale pendant la période de crise de la seconde intifada. Depuis, le taux de pauvreté n'est pas revenu à ses niveaux précédents (AdvaCenter, 2010).

Ainsi, comme dans le reste de la région, la croissance économique n'a pas toujours engendré une redistribution égale et des bénéfices pour l'ensem-

ble de la population. Comme l'a souligné le FEMISE (2009), l'inégalité des sexes et les discriminations vis-à-vis des communautés arabes et juives orthodoxes perdurent. Comme l'a noté le National Insurance Institute (2010), les plus pauvres en Israël figurent parmi les ultra-orthodoxes et les Arabes de Jérusalem et du sud, la proportion d'ultra-orthodoxes parmi la population pauvre étant 3,6 fois la proportion dans l'ensemble de la population. La situation socio-économique de la population arabe en Israël est inquiétante et les conditions sociales et économiques auxquelles elle est confrontée sont nettement moins bonnes que celles de la société juive (Abu-Bader et Gotlied, 2009). Sur une période de neuf ans, la pauvreté a augmenté parmi les Arabes et elle était en moyenne trois fois supérieure à celle dans le secteur juif (non ultra-orthodoxe). La probabilité de vivre dans la pauvreté pour les Arabes israéliens s'explique par des variables traditionnelles telles que les fossés en terme d'éducation, la taille des familles et le nombre de personnes ayant un revenu. Mais elle s'explique également par le manque d'accès à l'infrastructure publique, en particulier les transports publics, quasi-inexistants dans les communautés arabes, ce qui les affecte directement puisque le taux de motorisation y est faible. L'absence d'initiatives visant à améliorer l'infrastructure pour ces communautés les pousse donc dans la pauvreté et réduit encore plus leur présence sur le marché du travail (Abu-Bader et Gotlied, 2009). En outre, la plupart des immigrants et des autres Juifs (non qualifiés d'immigrants ou d'ultra-orthodoxes) se situent dans les tiers intermédiaire et supérieur de la tranche de revenu des pauvres (National In-

Graphique 4. Taux de pauvreté parmi les familles en Israël, 2000-2009, après taxes directes et transferts, en %



Source : AdvaCenter (2010)

surance Institute, 2010). Il y a également une forte incidence de la pauvreté chez les enfants (environ 35 % sont sous le seuil de pauvreté) parmi les haredim et les secteurs minoritaires (Bureau du premier ministre, 2007). Dans le même temps, avoir un travail n'est pas une protection efficace contre la pauvreté en Israël dans la mesure où les salaires sont insuffisants pour amener les ouvriers, en particulier dans les secteurs peu productifs, au-dessus du seuil de pauvreté. La part des familles temporairement pauvres a augmenté ces dernières années, un fait qui pourrait être lié à la crise internationale qui touche directement le marché intérieur du travail et des actifs. Ce dernier fut affecté par la dégradation de la situation économique des familles se situant généralement au bord du seuil de pauvreté (National Insurance Institute, 2010). Des politiques sociales ciblant mieux ceux qui sont dans le besoin sont donc clairement nécessaires.

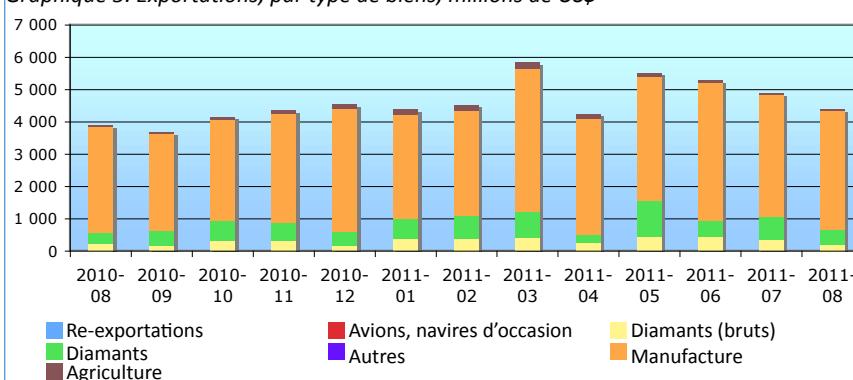
II. Perspectives à court terme

1. Un secteur réel relativement épargné

Le secteur réel intérieur a été relativement épargné par les récents événements dans la région, à l'exception de l'IDE qui devrait baisser cette année. On observe :

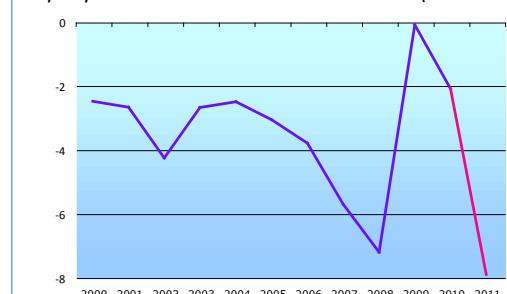
- ✓ Une hausse estimée des exportations de marchandises de 12,2 %,
- ✓ Une augmentation de 21,7 % des importations de marchandises,

Graphique 5. Exportations, par type de biens, millions de US\$



Source : Central Bureau of Statistics

Graphique 6. Israël: Balance commerciale (% du PIB)



Source : EIU

✓ Une balance commerciale (à l'exclusion des diamants) en déficit, à -5,7 milliards de dollars US sur la période janvier-avril 2011, contre -2,3 milliards de dollars US sur la même période en 2010.

✓ Une balance des services résiliente affichant une hausse d'environ 6,1 % à 7 milliards de dollars US en 2011,

✓ Un excédent du compte courant ramené à 0,4 % du PIB en 2011,

Le secteur des exportations israéliennes ne semble pas affecté par l'agitation dans la région. Les exportations ont augmenté, portées par les bonnes performances des secteurs de la fabrication et des diamants. En août 2011 le premier a enregistré une hausse de 12,2 % sur un an alors que les exportations de diamants polis affichaient une augmentation de 41,8 % sur la même période (Bureau central des statistiques). Les exportations de marchandises ont ainsi augmenté de 12,9 % entre août 2010 et août 2011 et une hausse des importations de 12,2 % est attendue pour l'année complète (EIU).

Toutefois, le coût des importations a également augmenté avec la hausse des prix internationaux. Selon le Bureau central des statistiques, une augmentation de 12,4 % sur un an des importations de marchandises a été enregistrée en août 2011. Il apparaît que les importations depuis les pays de l'UE ont augmenté d'un taux annuel de 29,2 %

sur la même période. Dans le même temps, les importations depuis les USA ont augmenté de 16 % et les importations depuis les pays asiatiques de 11,6 % (Bureau central des statistiques). Les importations devraient donc augmenter d'environ 21,7 % en 2011 pour atteindre 70,6 milliards de dollars US, augmentant ainsi la pression sur la balance commerciale et donc sur le compte courant (EIU). La balance commerciale (à l'exclusion des diamants, des navires et des avions) affiche un déficit croissant, à -6,7 millions de NIS en août 2011 contre -4,3 millions de NIS sur la période correspondante de 2010 (Bureau central des statistiques). Le déficit devrait atteindre -8,1 milliards de dollars US d'ici à la fin 2011 (EIU). Dans le même temps, la balance des services a résisté et devrait afficher une hausse de 6,1 % pour atteindre 7 milliards de dollars US en 2011. Cela peut s'expliquer par une industrie du tourisme étonnamment résiliente, le nombre de touristes visitant Israël restant stable. Après que les révoltes ont éclaté début 2011, l'impact sur le tourisme israélien est resté faible, le trafic global vers Israël affichant une baisse de 2 % sur un an en février, à 218 000 d'entrées de touristes. Le nombre de touristes visitant le pays avait toutefois augmenté de 10 % (Haaretz, 2011b). En outre, le tourisme en Israël continue à augmenter ces derniers mois. En mai 2011, près de 308 000 touristes sont arrivés dans le pays, ce qui correspond à une augmentation de 5 % sur un an et un bond de 33 % par rapport à mai 2009 (TheJerusalemPost, 2011). En août 2011, les arrivées de touristes en avion avaient très légèrement baissé (-0,57 %) par rapport à août 2010 (CBS).

La hausse de la facture des importations signifie que l'excédent du compte courant devrait être ramené à 0,4 % du PIB en 2011 (EIU).

2. Un secteur financier qui connaît une baisse de l'IDE et de la bourse

2.1 Baisse de l'investissement direct étranger après l'introduction de contrôles de capitaux

L'année 2010 a vu Israël accroître ses rentrées d'investissement direct étranger d'environ 18 %. Dans le même temps, l'IDE a augmenté de 7,25 % au cours du premier trimestre 2011. Début 2011, Israël a amendé sa « Loi pour l'encouragement des dépenses en immobilisations », ce qui permet d'améliorer la compétitivité de l'industrie israélienne et d'encourager l'IDE. Il convient de noter un changement de politique de la part de la Banque d'Israël qui a essayé d'imposer des contrôles de capitaux sur l'investissement étranger « perturbateur ». Plus spécifiquement, la Banque Centrale impose maintenant des exigences en terme de réserves aux banques nationales engagées dans des transactions d'échange de devises. Dans le même temps, le ministre des finances a levé l'exemption accordée jusque-là aux investisseurs en capitaux étrangers sur « l'impôt sur le revenu de 15 % prélevé sur les intérêts payés sur les makams (prêts à court terme) » (EIU, 2011).

Mais les amendements incluent la baisse des taux d'imposition des sociétés pour les « revenus privilégiés » dégagés par une « entreprise privilégiée » d'une « société privilégiée » (Global Finance, 2011)

2.2 Le marché des valeurs mobilières affecté par les événements régionaux

Avant les révoltes, le marché des valeurs mobilières israélien profitait de bases saines, d'un système bancaire solide et se comportait bien en terme

Tableau 1. Investissement de non-résidents en Israël (transactions nettes, million de US\$)

	2010 q2	2010 q3	2010 q4	2011 q1	Mars 2011	Avril 2011	Mai 2011
<i>Investissements de non-résidents</i>	2071	3727	6891	5148			
<i>Investissements directs</i>	-218	1650	2426	2602			
<i>Parmis lesquels: par l'activité bancaire</i>	1017	819	1073	1160	631	442	206
<i>Investissements de portefeuille</i>	633	322	4349	1698	-1267	-655	-198
<i>Autres</i>	1656	1755	116	848			

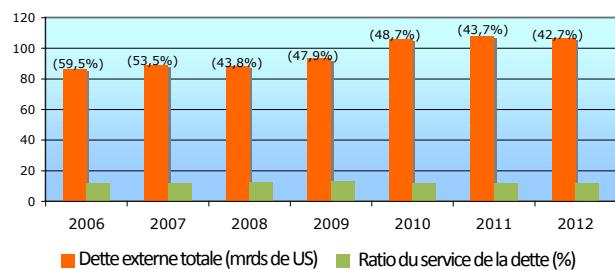
Source : Bank of Israël

de productivité. Il afficha en conséquence une hausse impressionnante de 88 % et 15 % respectivement en 2009 et 2010 (TheStreet, 2011). La bourse de Tel-Aviv (TASE) est considérée comme une des plus grandes de la région, avec une capitalisation boursière de 217 milliards de dollars US et 613 inscriptions à la cote officielle (EFinancialNews, 2011). Des efforts ont également été faits début 2011 pour encourager les sociétés israélo-arabes à entrer dans la bourse israélienne car aucune société arabe n'était cotée. Ces dernières ont généralement hésité à lever des fonds via le marché israélien des capitaux.

Mais les évènements politiques récents ont un effet direct sur la bourse nationale. Comme dans les autres PM non directement affectés par les soulèvements, le marché des valeurs mobilières a enregistré une baisse en mars 2011, signe de l'inquiétude générale des investisseurs vis-à-vis d'une région politiquement tendue. L'indice TA 100 afficha une valeur de 1 233 le 16 février et accusa une baisse de 7,4 % en un mois pour atteindre une valeur d'indice de 1 135 le 15 mars. Il parvint à retrouver rapidement son niveau, revenant à 1 221 le 21 avril avant de perdre 10,9 % au cours des deux mois suivants et redescendre à 1 088 le 26 juin (Bloomberg). Dans l'ensemble, l'indice a chuté de 9 % entre janvier et septembre 2011 (Globes, 2011).

Dans le même temps, une instabilité prolongée menace et chaque évènement régional engendre une perturbation au niveau national. Le dernier exemple est l'annonce de l'explosion du pipeline de gaz égyptien le 4 juillet qui entraîna la chute du titre de la société Lamballe de 85 % et 1 milliards de dollars US de pertes avec de lourdes conséquences pour les investisseurs dans le secteur de l'énergie (Youm7, 2011). Dans l'ensemble, les investisseurs sont clairement affectés par ce qui se passe dans la région sud-méditerranéenne et craignent que la tendance gagne d'autres PM, comme ce fut le cas de la Tunisie à l'Égypte.

Graphique 7. Indicateurs de la dette, % du PIB en parenthèse



Source : EIU

2.3 Les réserves en devises restent importantes et les indicateurs de la dette sont positifs

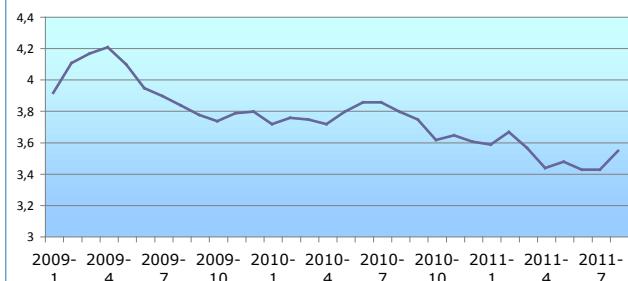
Les réserves en devises étrangères avaient légèrement baissé à 9,1 mois d'importations en 2010 par rapport à 9,3 mois en 2009. Elles restaient toutefois importantes, uniquement égalées par celles de la Jordanie en nombre de mois d'importations et devancées par celles de l'Algérie. Un taux de croissance attendu supérieur à 4 % en 2011, l'augmentation continue des exportations et une bonne performance attendue dans le secteur du tourisme devraient amener le ratio importations-couverture à environ 10 mois en 2011.

En ce qui concerne les indicateurs de la dette israélienne, les premiers chiffres pour 2011 montrent que la dette extérieure se situera à 107,9 milliards de dollars US, ce qui correspond à une augmentation de 1,7 % en termes absolus contre 106,1 milliards de dollars US en 2010, mais à une forte baisse en pourcentage du PIB, de 48,7 % en 2010 à 43,7 % en 2011. Israël devrait donc parvenir à ramener sa dette à un niveau inférieur à celui d'avant la crise de 2008 (43,8 %) et s'approcher du seuil de 40 % d'ici à 2013. Quant au ratio du service de la dette, il était de 12 % en 2010, contre 12,9 % en 2009, avec des prévisions montrant une légère augmentation à court terme pour atteindre environ 12,3 % en 2011 avant de baisser à 11,6 % en 2012.

2.4 Un shekel renforcé face au dollar US en 2011

Le shekel israélien a été réévalué de plus de 5 % face au dollar US au cours des 4 premiers mois de

Graphique 8. Taux de change NIS:US\$ (moy.)

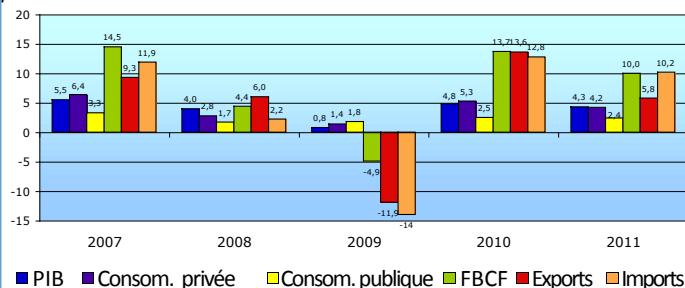


Source : EIU

2011, porté par l'augmentation du différentiel d'intérêts entre Israël et les économies développées et il a été épargné par les évènements régionaux.

La devise avait été réévaluée de 12,4 % face au dollar l'année dernière, mais elle fut dépréciée en mai 2011 suite à l'interruption de la hausse des taux d'intérêt, qui avaient augmenté 10 fois au cours des deux dernières années, réduisant la demande en devises nationales de la part des investisseurs (Bloomberg). Une devise plus forte a permis de réduire le déficit commercial et pourrait faire ralentir la croissance (à 4,8 % annualisé sur le premier trimestre 2011 contre 7,6 % sur les trois mois précédents). Ainsi, afin de réduire les pressions en faveur d'une réévaluation, les pouvoirs nationaux ont introduit, entre autres, une exigence de 10 % de réserves pour les transactions sur dérivés du secteur bancaire national avec les résidents non israéliens. Plus récemment, le shekel s'est affaibli face aux deux devises principales et le taux de change moyen de 1 NIS pour 1 dollar US devrait se situer à 3,53 en 2011 (contre 3,73 en 2010) alors qu'il est prévu à 4,97 face à l'euro (contre 4,95 en 2010) (EIU).

Graphique 9. Décomposition de la demande, variation annuelle des dépenses sur le PIB



Source : EIU

III. Politique économique et attentes macroéconomiques

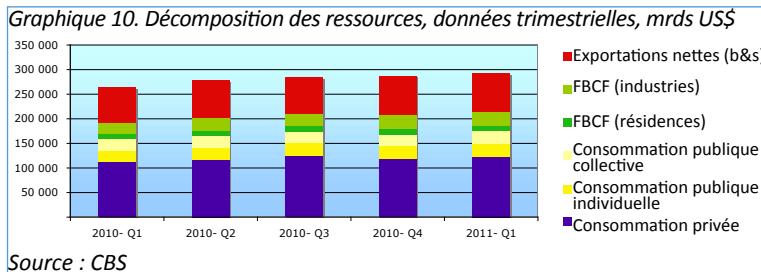
1. Principaux développements

1.1 L'activité économique reste solide

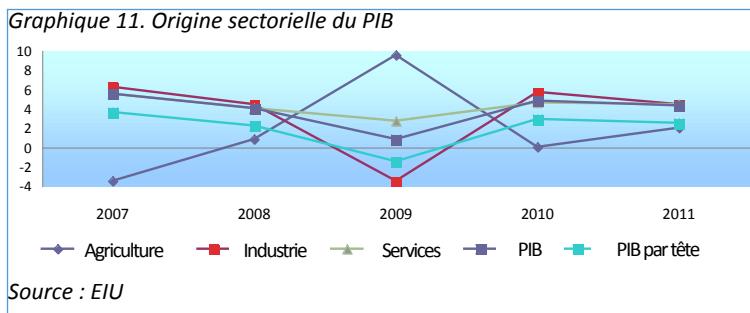
Comme prévu, l'activité économique s'est redressée en 2010 pour atteindre un taux de croissance de 4,8 %, identique à celui connu avant la crise internationale. Pour 2011, le PIB réel a augmenté de 8,8 % sur un an au cours du premier trimestre, de 5,2 % au cours du deuxième trimestre (CBS) et il devrait croître de 4,3 % pour l'année complète (EIU).

La croissance sera portée par la hausse des exportations, un investissement solide et une forte croissance de la consommation privée. Pour ce dernier point, la réduction des taux d'imposition sur le revenu et la baisse du chômage permettent à la croissance de la consommation privée, prévue à 4,2 % en 2011, de résister. Dans le même temps, sous réserve que la stabilité politique et la sécurité soient garanties, l'investissement privé devrait maintenir sa croissance à son potentiel actuel. Mais il convient de noter qu'au cours de la décennie passée, les investissements n'ont concerné qu'une poignée de secteurs. Sur la période 2000-2009, la haute technologie a attiré la plupart des investissements, avec un taux moyen annuel de croissance de 8 %, le stock de capital du secteur de la haute technologie en 2009 étant le double de ce qu'il était en 2000. Dans le même temps, dans le secteur traditionnel, le taux moyen annuel de croissance ne fut que de 2 % et le

stock de capital n'augmenta que de 19 % sur la période 2000-2009 (AdvaCenter, 2010). Le gouvernement doit donc poursuivre ses efforts de diversification afin de soutenir le régime de croissance. L'investissement, en hausse de 10 % en 2011 après 13,2 % d'augmentation l'année précédente, devrait alimenter la croissance, dans une large mesure grâce à l'exploitation du gaz naturel, à la construction et au secteur de la haute technologie. Quant aux ex-



TIC » (Lach et al, 2008). Dans le même temps, les secteurs hors TIC ne semblent pas accuser de retard par rapport au reste du monde en ce qui concerne la recherche et le développement (R&D).



Comme l'ont noté Lach et al (2008), l'économie israélienne ressemble à une « double économie » en devenir. Ainsi, les réformes qui facilitent l'adoption des TIC dans des industries plus traditionnelles pourraient permettre une croissance plus équilibrée.

Cela pourrait naturellement garantir des taux de productivité supérieurs en permettant une meilleure performance de l'économie hors TIC.

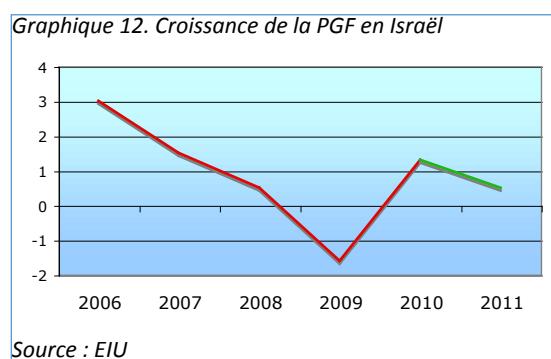
portations, qui représentent environ 40 % du PIB israélien, leur performance sur les marchés asiatiques devrait compenser les résultats timides obtenus sur les marchés des partenaires développés (EIU).

En ce qui concerne la composition de la croissance par secteur, le taux de croissance en Israël suit le développement du secteur des services, qui représente environ les trois quarts du PIB. Les services commerciaux, financiers et aux personnes représentent environ 31 % du PIB et emploient plus d'un tiers de la main d'œuvre alors que les services publics représentent un quart du PIB et emploient environ 34 % des Israéliens (Bureau central des statistiques). Le secteur des services devrait croître de 4,4 % en 2011, alimentant ainsi la croissance du PIB. Quant au secteur de l'industrie, qui représente plus de 20 % du PIB, les tendances récentes montrent qu'il pourrait afficher la même croissance en 2011. Si ce secteur contribue moins à la production nationale, il convient de noter qu'il représente environ les trois quarts des exportations israéliennes, principalement grâce à une croissance rapide (8 % de moyenne annuelle ces dernières années) dans les secteurs de la haute technologie (ministère israélien des affaires étrangères, 2010). Pour certains, le secteur des TIC israéliennes est trop tourné vers l'exportation, ce qui signifie que la plupart des industries locales ne « profitent pas des fruits du secteur productif des

1.2 Un chômage au plus bas

Comme le montre l'évolution des chiffres de l'emploi ces dernières décennies, le modèle de croissance israélien a permis d'atteindre des niveaux de chômage très faibles, les plus bas parmi les pays méditerranéens. Les retombées de la crise internationale ont porté le chiffre du chômage à 7,5 % en 2009, mais cette tendance a été éphémère et le chômage est retombé à 6,7 % en 2010.

Il semble que cette tendance à la baisse se soit poursuivie au cours des premiers mois de 2011, le taux de chômage ayant déjà atteint son plus bas



Encadré. Les faits sur le chômage

En Israël le chômage présente un certain nombre de caractéristiques spécifiques, dont les principales sont les suivantes :

- ✓ *Les localités arabes sont plus affectées que les localités juives,*
- ✓ *Le chômage est plus élevé dans les villes de développement juif que dans les villes prospères,*
- ✓ *Les femmes arabes sont les plus touchées,*
- ✓ *Les personnes sans éducation de base sont touchées,*
- ✓ *Le chômage frappe les jeunes qui sont relativement nouveaux entrants sur le marché du travail national.*

Il est à noter que seules les personnes qui sont enregistrées auprès des services gouvernementaux de l'emploi sont considérées comme chômeurs. Mais de nombreux chômeurs ne s'enregistrent pas pour des raisons personnelles ou pratiques (absence de bureaux de l'emploi), ce qui signifie que le nombre actuel de chômeurs est plus élevé que ne le montrent les statistiques officielles.

Source : AdvaCenter 2010

niveau à à peine 5,8 % en avril 2011 selon les statistiques officielles, ce qui correspond à 186 000 chômeurs. Ce chiffre est encore plus impressionnant lorsque l'on considère l'augmentation de la main d'œuvre israélienne, qui a atteint 3,9 % et 2,4 % respectivement en 2009 et 2010 (EIU).

Malgré un taux de chômage atteignant des niveaux historiquement bas en 2011, il convient de noter qu'il reste beaucoup à faire pour améliorer les conditions de travail. Par exemple, le salaire moyen en Israël est faible, environ 60 % des employés gagnant moins de 75 % du salaire moyen national, alors que 40 % gagnent moins de la moitié (Association pour les droits civils en Israël, 2011). Au cours du premier trimestre 2011, le salaire nominal a augmenté de 0,8 % par rapport aux trois mois précédents, mais le salaire réel a baissé de 0,9 %. En outre, le salaire minimal devrait passer de 3 900 NIS à 4 100 NIS par mois à compter de juillet (Banque Centrale d'Israël). Dans le même temps, la disparité entre les sexes persiste puisque les femmes gagnent 63 % du salaire moyen des hommes. L'assurance chômage

est également une des plus faibles dans le monde développé. En 2010, 25 % de la population au chômage uniquement avait droit aux allocations chômage. Dernier point important, les réductions des dépenses pour la formation professionnelle semblent avoir conduit à un manque de programmes publics de formation professionnelle (Association pour les droits civils en Israël, 2011).

1.3 Une inflation faible, mais en augmentation après la hausse des prix du logement

L'inflation en Israël a traditionnellement été l'une des plus faibles de la région au cours de la décennie passée. Après avoir atteint 2,7 % en 2010, elle a dépassé les prévisions au cours des premiers mois de 2011. La hausse des prix du logement semble avoir eu un impact sur l'indice des prix à la consommation à cause de la composante loyer de l'indice (EIU). Dans le même temps, la hausse des prix du pétrole et des produits de base a gonflé l'inflation des produits importés (EIU). L'inflation annuelle avait atteint 4,1 % en mai, mais elle devrait revenir à environ 3,4 % au cours des 12 prochains mois (Reuters, 2011).

2. Réponses macroéconomiques

2.1 Les finances publiques ne sont pas inquiétantes, mais l'incertitude dans la région pourrait entraîner une hausse à court terme des dépenses militaires

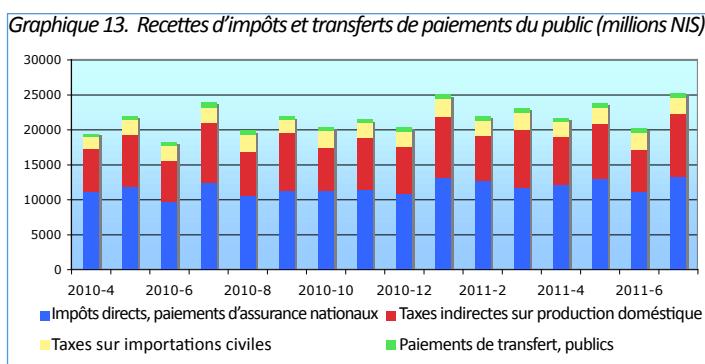
Contrairement à la plupart des PM qui ont vu leur déficit budgétaire augmenter considérablement en 2011, le déficit budgétaire en Israël est relativement maîtrisé. Cela est en partie dû à une tendance à la hausse du côté des recettes avec des impôts directs et indirects sur la production nationale représentant 90 % des recettes publiques et ayant augmenté respectivement de 6,9 % et 5,6 % entre juillet 2010 et juillet 2011. Dans le même temps, les taxes sur les importations civiles ont augmenté de 3,51 % alors que les paiements de transfert ont chuté de 6,7 % sur la même période (Banque Centrale d'Israël).

Dans un climat d'incertitude régionale, la position budgétaire doit être prudente. L'incertitude liée aux changements géopolitiques pourrait amener les pouvoirs à éviter de détériorer l'équilibre budgétaire dans les années à venir. Les dépenses militaires en Israël devraient augmenter, sans oublier qu'elles ont déjà augmenté d'une moyenne annuelle de 2 milliards de NIS ces dernières années (passant de 51 milliards de NIS en 2005 à 61 milliards en 2010) et dépassé le budget initial. Les décisions actuelles pourraient porter le déficit à 2,4 % du PIB, contre -3,7 % l'année précédente, un seuil néanmoins supérieur à l'objectif de 1,5 % initialement fixé.

En outre, par rapport aux économies de l'OCDE, les dépenses civiles sont relativement faibles et il est encore nécessaire d'investir dans l'éducation, ce qui limite la marge de manœuvre pour les politiques à venir, surtout lorsque l'on considère que les pouvoirs ont convenu « d'une évolution à la baisse des taux d'imposition sur le revenu pour les personnes et les sociétés » (Banque Centrale d'Israël). Le taux de croissance devra donc rester supérieur à 5 % par an pour respecter les objectifs en matière de déficit pour les années à venir.

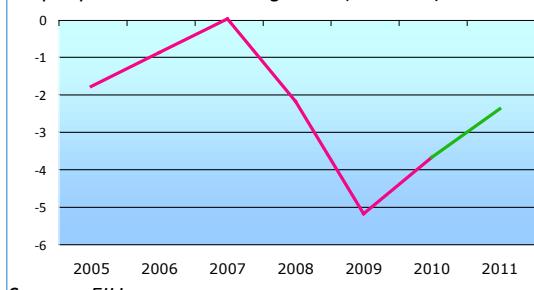
2.2 Une politique monétaire qui suit de près les développements internationaux

La Banque d'Israël met en œuvre une politique « en accord avec le processus de rétablissement progressif d'un environnement plus normal des taux d'intérêt » qui vise à stabiliser l'inflation et soutenir la croissance économique tout en maintenant la stabilité financière (Banque d'Israël).



Les taux d'intérêt ont d'abord augmenté de 275 points de base cumulés, à 3,25 %, lorsque le cycle de durcissement entra en vigueur en septembre 2009. Des mesures concernant le marché du logement furent prises conjointement avec le ministre des finances. Dans le même temps, le shekel a été réévalué ces derniers mois et les prix des produits de base ont enregistré une baisse. Tenant compte de la forte augmentation des risques internationaux, les taux d'intérêts étaient restés inchangés en juillet 2011. Mais le rythme de la

Graphique 14. Balance budgétaire (% du PIB)



hausse des taux d'intérêt n'est pas fixe et il dépend de l'inflation environnante et de la croissance intérieure et internationale en prenant en compte les politiques monétaires des principales banques centrales et l'environnement des taux de change (Banque d'Israël).

Les taux réels, fondés sur des prévisions d'inflation à 12 mois, étaient négatifs, alors que la hausse annuelle de 16 % des prix du logement est très préoccupante (EIU). En outre, les inquiétudes concernant le ralentissement de la croissance dans le monde et la crise de la dette de l'UE, susceptibles de ralentir ou de stopper la hausse des taux d'intérêt, risque d'accroître la pression pour une réévaluation du shekel en raison des différentiels

d'intérêts attendus (Banque d'Israël). Le 26 septembre, la Banque d'Israël a décidé d'abaisser son taux directeur de 25 points de base à 3 % en raison du ralentissement international.

La politique monétaire devrait se durcir dans les années à venir (période 2013-2015) dans la mesure où les contraintes en terme de capacité sont de

plus en plus évidentes (EIU). Retarder les mesures de durcissement ultérieures pourrait accroître l'inflation et conduire à la nécessité d'une déflation. Des instruments macroprudentiels et différentes formes de contrôle des capitaux pourraient donc s'avérer particulièrement utiles (IMF, 2011).

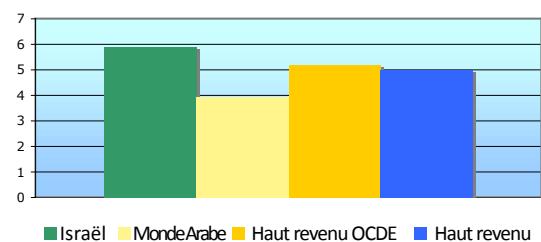
IV. Améliorer la condition des jeunes

1. La condition des jeunes en Israël

Dans la mesure où Israël est le pays méditerranéen le plus développé économiquement et où son régime de croissance partage les principes de la démocratie, on pourrait s'attendre à ce que la condition des jeunes soit meilleure, en particulier en ce qui concerne l'emploi, que chez les autres PM. Il faut également noter que le système éducatif est bien développé et que les taux de scolarisation sont élevés.

Malgré cela, le chômage chez les jeunes n'est pas particulièrement bas (près de 16,1 % en 2008) et il est même élevé pour certaines tranches de la population (chez les nouveaux immigrants éthiopiens par exemple). Il est impossible de généraliser en parlant de la jeunesse israélienne en raison de la structure de la société israélienne, composée d'Arabes israéliens, de Bédouins, de Druzes et de travailleurs migrants provenant de différents pays (Programme Euromed Jeunesse). En 2008, Israël comptait 60 000 immigrants âgés de 12 à 17 ans, ce qui correspond à environ 9 % de tous les jeunes, dont 70 % viennent de l'ex-Union Soviétique et 12 % d'Éthiopie (Kahan-Strawczynski et al, 2010).

Graphique 15. Dépenses publiques totales en éducation, dernière date disponible (% du PIB)



Source : WDI

Parmi les problèmes auxquels les jeunes Israéliens sont le plus souvent confrontés, figure la pauvreté, en particulier dans les familles d'immigrants et arabes, avec 35,9 % d'enfants sous le seuil de pauvreté en 2007. En outre, les jeunes Israéliens présentent un comportement à risque élevé en raison de la situation instable en terme de sécurité, ce qui se traduit par une forte consommation de stupéfiants (19 % des garçons de 11 ans consomment de l'alcool au moins une fois par semaine) et un comportement violent (Programme Euromed Jeunesse).

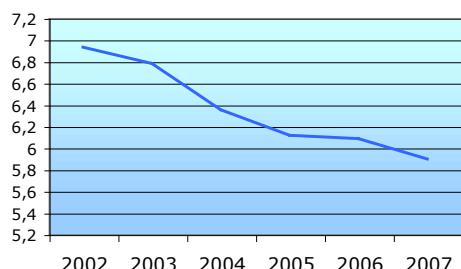
La vérité est qu'il n'y a pas de véritable politique nationale pour les jeunes en Israël, que le changement fréquent des administrations constitue un obstacle pour les efforts potentiels et qu'il n'existe aucun organisme de coordination, à l'exception des tentatives sporadiques de différents ministres sur la question des jeunes. Des commissions ont été récemment constituées afin de promouvoir deux types de stratégies pour les jeunes. Ils s'agit de « la jeunesse au centre » (Youth at the Centre), une initiative partageant les pratiques d'excellence et permettant aux jeunes de travailler au niveau de la municipalité et de « la loi de la jeunesse » (Youth Law), une initiative visant à mettre en œuvre un cadre juridique pour les jeunes (Programme Euromed Jeunesse).

Tableau 2. Pourcentage des 17-ans commençant le collège en 2009

	Total de la Population		Juifs		Arabes	
	Nombre	part (%)	Nombre	part (%)	Nombre	part (%)
<i>Nombre de ceux enregistrés au collège</i>						
8 ans plus tard	30 150	26,92	27 833	31,52	2 338	15,28
Nombre qualifiés à l'entrée	41 740	37,27	36 865	41,75	3 621	23,67
Nombre qualifiés aux diplômes	50 680	45,25	43 794	49,6	5 340	34,9
Nombre de seniors	84 430	75,38	71 193	80,63	10 117	66,12
Total des 17-ans, incl. les ultra-Orthodoxes et ceux de Jérusalem Est	112 000	100	88 300	100	15 300	100

Source: AdvaCenter 2010

Graphique 16. Evolution des dépenses publiques en éducation en Israël, total (% du PIB)



Source : WDI

Il convient également de noter qu'un autre problème, qui concerne exclusivement les jeunes Israéliens, est celui du service militaire, très long et qui influe fortement sur le passage de l'école à l'emploi. Comme le souligne l'étude du Programme Euromed Jeunesse III, le fait d'avoir rempli ou non ses obligations militaires peut influer sur les futures chances sociales et professionnelles. Il peut être très difficile de trouver un emploi permanent pour ceux qui n'ont pas fait leur service militaire et pour les catégories de citoyens exclues de cette procédure, comme cela est le cas pour la population arabe.

2. Des inégalités dans le système scolaire pour les jeunes Arabes

En Israël, seuls 46,1 % des lycéens ont obtenu le baccalauréat en 2009, ce qui signifie que plus de la moitié ont échoué, alors que 39 % uniquement de la tranche d'âge a eu le niveau nécessaire pour faire des études supérieures (AdvaCenter, 2010). Le système scolaire en Israël présente de fortes inégalités, comme le montrent les différences en terme de taux de réussite au baccalauréat dans les différentes régions. Dans les villes de Modi'in Illit et de Bene Braq par exemple, les taux de réussite n'étaient que de 5 et 6 % respectivement contre 76 % et 75 % à Ra'anana et Giv'atayim. Comme l'a montré une récente étude (AdvaCenter, 2010), les jeunes venant de villes riches ont affiché des taux de réussite élevés au cours des cinq dernières années (67 % en moyenne), alors que ceux qui vivent dans les villes juives en voie de développement et arabes (à l'exclusion de Jérusalem Est) ont connu une forte baisse (de 54,2 % en 2004 à 47,3 % en 2009 pour les villes en voie de développement et de 42,2 % en 2004 à 34,4 % en 2009 pour les villes arabes).

Encadré. Acquérir une formation professionnelle en Israël

Selon la Fondation Européenne de la Formation (European Training Foundation - 2006) la formation professionnelle des jeunes comprend les dispositions suivantes :

✓ Des écoles industrielles, en coopération avec de grandes organisations et compagnies industrielles, destinées à assurer des formations professionnalisantes rémunérées théoriques et pratiques pour environ 13 000 étudiants.

✓ Des centres d'apprentissage pour environ 1 800 étudiants pour lesquels de petites entreprises assurent une formation pour les apprentis.

✓ Des groupes et des cours de travail pour les jeunes entre 15 et 17 ans qui ne sont pas dans le cursus de formation/travail, en collaboration avec des institutions publiques et des réseaux de formation.

De plus, un récent rapport (Nathanson et al., 2010) indique que les jeunes d'Israël peuvent acquérir une formation professionnelle par le biais d'une série de mesures, à savoir :

✓ Un programme TM (technicien et immatriculation) concentré sur les métiers de l'électricité et de la mécanique et qui permet aux jeunes étudiants de devenir des techniciens qualifiés (à la fin du Grade 12). Ce programme est très intéressant puisqu'il est géré conjointement par le Ministère de l'Education, l'Association des fabricants israéliens et l'IDF ce qui lui permet de prendre en compte directement les besoins du marché.

✓ Etudes secondaires supérieures en Grades 13 et 14 pour devenir technicien ou technicien supérieur.

✓ Des cours de technologie pure, divisés en deux filières et sans formation pratique réelle ; ces cours se concentrent sur les « sciences » et la « pensée technologique ». Le premier cours assure une spécialisation dans des domaines tels que la chimie, la physique et la biologie, le second cours propose une spécialisation dans des « orientations d'ingénierie » (électrotechnique, mécanique, logiciel, etc.), des « orientations technologiques » (communications, conception industrielle, etc.) et dans des « orientations VET » (gestion commerciale, santé, tourisme, etc.). Ces orientations sont purement technologiques par nature et n'offrent pas de formation ou de spécialisation professionnelle pratique avec une usine ou une entreprise.

Sources : European Training Foundation (2006) et Nathanson et al. (2010)

Dans le même temps, il semble que seul un quart des jeunes font des études supérieures en Israël. En 2009, seuls 26,9 % des jeunes âgés de 17 ans en 2001 ont fait des études supérieures. Comme le montre le Tableau 2, en 2001, le taux de scolarisation au lycée n'était que de 75,4 % (84 430 lycéens) et le taux de réussite au baccalauréat ne fut ensuite que de 45,2 %. Dans cette catégorie, certains n'ont pas eu le niveau pour faire des études supérieures et ceux qui l'avaient n'étaient que 30 150 (26,92 %) en 2009. En ce qui concerne les inégalités en terme de performance scolaire, on observe qu'en 2001, seuls 66,12 % des Arabes fréquentaient le lycée (contre 75,38 % pour les Juifs) et seuls 23,67 % d'entre eux ont eu le niveau nécessaire pour faire des études supérieures (contre 37,27 % pour les Juifs). Seuls 15,28 % des Arabes ont fait des études supérieures contre 31,52 % des étudiants juifs. Les chiffres concernant les universités montrent également une augmentation du nombre d'étudiants issus de toutes les villes. Malgré cela, la proportion des 20-29 ans provenant des villes riches était nettement supérieure, à 10,6 % contre 6,4 % des jeunes issus des villes juives en voie de développement et seulement 2,1 % pour les jeunes engagés dans des études de 1er cycle venant de villes arabes (Advacenter , 2010).

3. Nécessité d'un nouveau modèle pour la formation professionnelle

La formation professionnelle en Israël est administrée par la division développement de la formation et du personnel du ministère de l'industrie, du commerce et de l'emploi. Son objectif est de « réduire les disparités sociales et fixer des normes professionnelles en Israël en développant les ressources humaines formées aux différents métiers » (Nathanson et al, 2010).

La proportion de diplômés de l'enseignement secondaire et professionnel en Israël est élevée, à environ 84,6 %, mais la proportion d'étudiants qui suivent un cursus technologique/professionnel est relativement faible, à 37 %. En outre, le cursus technologique/professionnel national accueille la proportion la plus faible dans le monde d'étudiants qui associent formation et travail (3,6 %). Dans le même temps, les lycéens israé-

liens engagés dans une filière technologique/professionnelle sont 37 % aujourd'hui contre 52 % à la fin des années 1970. Dernier point important, le nombre de classes pour les étudiants israéliens dans ces filières a baissé, alors qu'il a augmenté dans les filières générales (Nathanson et al, 2010). Cela pourrait s'expliquer par le fait que bien qu'elles restent supérieures aux niveaux rencontrés dans les pays à hauts revenus, les dépenses publiques pour l'éducation ont continuellement baissé, tombant sous 6 % du PIB en 2007 (WDI). Comme l'ont noté Nathanson et al (2010), le budget spécifique pour l'éducation technologique/professionnelle a été fortement réduit, le budget 2007 ayant été environ 35 % inférieur à celui de 2003. Globalement, la formation professionnelle en Israël est mal perçue du public et elle est considérée comme une alternative moins valorisante que les études traditionnelles.

Une nouvelle approche de la formation professionnelle en Israël est clairement nécessaire. Comme l'a déjà noté Heidemann (2000), l'éducation et la formation sont sans doute l'affaire de conditions préalables et de conséquences propres à chacun ; mais les conditions de participation et l'accès aux opportunités exigent une forme de réglementation générale plus « collective » par le biais de la législation ou de conventions collectives ou avec des entreprises. Une approche possible pourrait consister à renforcer la « responsabilité individuelle » afin d'aider chacun à trouver sa voie (comme la politique britannique d'intégration et de formation des jeunes au début des années 2000), à charge pour chaque jeune d'exploiter son propre potentiel, la responsabilité de la société étant d'offrir des opportunités et d'apporter un soutien (Heidemann, 2000).

Dans une récente étude, Nathanson et al (2010) suggèrent une nouvelle approche pour Israël qui s'intitule « Macro Model for Vocational Training » (Macromodèle pour la formation professionnelle) qui impliquerait de développer les compétences professionnelles formelles et informelles afin que chacun ait de meilleures chances de trouver un emploi. Les compétences incluraient l'éducation formelle et la formation pratique en cours d'emploi. Il semble également vital selon les auteurs d'établir une autorité centrale

de coordination dont la tâche consisterait également à déterminer la ligne de conduite, faire passer des lois et des règlements, mettre en œuvre une planification stratégique à long terme et superviser les niveaux de formation. Bien sûr, pour qu'une nouvelle approche fonctionne, les formateurs devraient être à la hauteur de la tâche. Le processus y gagnerait beaucoup si les formateurs cessaient d'être juste des « transmetteurs de savoir » pour devenir des « facilitateurs » et des « conseillers d'apprentissage » qui stimulent les situations d'apprentissage, permettant ainsi aux stagiaires d'évoluer vers l'auto-apprentissage (InWent, 2003).

La haute technologie, qui est déjà un des avantages comparatifs et pourrait offrir des opportunités d'emploi pour la jeunesse israélienne, constitue un secteur potentiel. IT Works, une organisation caritative indépendante, a récemment lancé le programme de responsabilisation des jeunes « Youth Empowerment Program » (YEP) s'adressant aux jeunes à risque sans diplôme de l'enseignement secondaire dans un effort combinant l'enseignement technologique avec le bénévolat et le mentorat personnel. Une telle initiative pour apporter une aide précieuse dans les villes aux faibles revenus et le National Insurance Institute d'Israël s'est déjà engagé à financer la moitié des 18 programmes YEP pour les trois prochaines années.

Mais il ne faut pas oublier qu'une approche « universelle » peut ne pas fonctionner (Nathanson et al, 2010). Des modèles multiples doivent être mis en place pour garantir que les stagiaires trouvent des opportunités permettant une évolution de carrière.

V. Conclusions

Comparé à la plupart des PM, le régime de l'État d'Israël est l'un des plus démocratiques. Toutefois, des risques menacent toujours le modèle politique de croissance actuel et de nouveaux efforts sont nécessaires.

D'abord, alors que la croissance devrait revenir, les pouvoirs doivent introduire des réformes conduisant à moins d'inégalités et de pauvreté et cesser de voir la croissance économique comme une fin en soi. Ils doivent faire da-

vantage d'efforts pour améliorer l'éducation, le système de formation professionnelle et l'accès à l'emploi pour les tranches les plus pauvres de la population. Il est également nécessaire d'investir davantage dans l'infrastructure afin de permettre aux communautés vivant dans la pauvreté, ou à la limite de la pauvreté, d'accroître leur présence sur le marché du travail.

Ensuite, le gouvernement s'est probablement trop focalisé sur le secteur des affaires, en réduisant par exemple les dépenses de l'État pour éviter la concurrence avec les entreprises sur les sources de crédit ou en réduisant l'impôt sur les sociétés pour attirer les capitaux étrangers. Mais ces mesures, si elles profitent à la croissance, en particulier dans l'industrie de la haute technologie, n'ont pas permis de répondre à tous les besoins de la société. Il convient de noter que les secteurs de la haute technologie et de la banque-assurance n'emploient que 13 % de la main d'œuvre totale. Le gouvernement pourrait donc diriger l'investissement vers davantage de secteurs de l'économie tout en permettant au secteur de la haute technologie de croître également. Poursuivre les efforts de diversification permettrait de pérenniser le régime de croissance tout en offrant plus d'opportunités d'emploi aux moins qualifiés.

Enfin, pour plus de stabilité politique, certains observateurs disent qu'Israël pourrait commencer à penser à réformer son système électoral qui dépend encore trop de groupes aux intérêts restreints qui paralySENT souvent la scène politique. En d'autres termes, ce dont le pays a besoin, c'est d'un système permettant une responsabilité et une stabilité plus fortes, même si cela doit limiter la représentation pour les points de vue uniques ou minoritaires (Bain, 2011). Le système politique actuel condamne également le pays à une escalade de la corruption (European Observer, 2010). La lutte contre la corruption devrait également être une priorité pour améliorer la gouvernance du pays et délivrer un message porteur d'un symbole fort pour la population.

Références :

Abu-Bader S. and D. Gottlieb (2009), "Poverty, Education and Employment in the Arab-Bedouin

- Society: A Comparative View”, National Insurance Institute WP98, June.
- AdvaCenter (2010), “Israël: A SOCIAL REPORT 2010”, December.
- Bain, A. (2011), “Israël’s Flawed Electoral System: Obstacle To Peace And Democracy”, Middle East Institute, Policy Brief No. 32 February 2011.
- Bank of Israël (2011), “Priorities of Israël’s Budget», Dr. Michel Strawczynski at Round Tableau of the Falk Institute, Hebrew University of Jerusalem, May 29th.
- Bank of Israël (2011), “Report to the public on the Bank of Israël’s discussions prior to setting the interest rate for July 2011”, July 11th.
- BusinessInsider (2011), “The Most Unequal Countries In The Developed World”, April 18th.
- Callender, Samantha (2011), “Gender Inequality, Human Development and Fertility”, 19TH ANNUAL LINFIELD COLLEGE SCIENCE SYMPOSIUM.
- DellaPergola, Sergio (2011), “The Israël Fertility Experience”, Commission on Population and Development Forty-fourth session, United Nations, New York 12 April 2011.
- European Observer (2010), “Israël’s Dangerous Political System”, 2010-06-07.
- EFinancialNews (2011), “Israéli stock exchange plans to attract Arab companies”, April 4th.
- Economist Intelligence Unit (EIU) (2011) Pays Forecast: Israël, The Economist Intelligence Unit: United Kingdom. Various issues.
- EIU (2011), “Israël financing/banks: War footing”, Janvier 28th.
- European Training Foundation (2006), « Technical and Vocational Education and Training and the Labour Market in Israël ».
- Free Press Release (2011), « IT Works Launches Youth Empowerment Program (YEP) », March 8th.
- Global Finance (2011), «Pays Report: Israël», October.
- Globes (2011), «Tue: Tel Aviv 25 down 8% in 5771», September 27th.
- Guardian.co.uk (2011), « Avigdor Lieberman set to face Israéli corruption charges », April 13th.
- Haaretz (2010), “Israël ranks among Western world’s most corrupt countries”, October 26th.
- Haaretz (2011a), “On behalf of ‘political stability’”, Janvier 21st.
- Haaretz (2011b), “Israël tourism buoyant despite Middle East turmoil”, April 3rd.
- Heidemann, W. (2000), “Lifelong learning and employability: is the european model of vocational training in crisis ?”, lecture at Technische Universität Darmstadt, February 2000.
- IMF (2011), “IMF Pays Report No. 11/21”, Janvier.
- InWent (2003), “The project method in vocational training”, December.
- Israëli Ministry of Foreign Affairs (2010), “ECONOMY: Sectors of the Israëli Economy”, November 28th.
- ItWorks (2011), “IT Works Launches Youth Empowerment Program (YEP)”, Press Release, March 9th.
- Lach S., G.Shiff, and M.Trajtenberg (2008), « Together but Apart: ICT and Productivity Growth in Israël », The Foerder Institute for Economic Research and The Sackler Institute of Economic Studies, August.
- Los Angeles Times (2010), “Israëli good government proponent looks at political corruption”, October 16th.
- Nathanson R., Ro'ee Levy and Natalia Simanovsky (2010), « Proposal for a Vocational Training Model for Israël », Friedrich-Ebert-Stiftung and The Macro Center for Political Economics, December.
- National Insurance Institute (2010), “Poverty and Social Gaps”, 2009 Annual Report, November.
- Ofer, Kenig (2008), “Frequent Elections and Political Instability”, The Israël Democracy Institute, July.
- Prime Minister’s Office (2007), “Socio-Economic Agenda, Israël 2008-2010”, White Paper.
- Reuters (2011), “Euro debt woes may slow Israëli growth, inflation –minutes”, July 11th.
- SFGate (2011), “Fischer Will Probably Pause With Israël Rate Increase on Shekel”, June 26th.
- State of Israël (2011), “Israël’s Foreign Trade by Pays - April 2011”, May 17th.
- The Association for Civil Rights in Israël (2011), « Social and Economic Rights in Israël 2011 », May 14th.
- TheJerusalemPost (2011), “Record-breaking tourism seen in Israël for month of May”, June 14th.
- The Jewish Chronicle (2009), “Reforms vital to Israëli political stability”.
- TheStreet (2011), “Israéli Stock Market Wary of Egypte Crisis”, Janvier 31st.
- Youm7 (2011), “Israëli stock market faces sharp decline after gas pipeline explosion”, July 4th.

JORDANIE : une réaction rapide pour contenir les troubles politiques

Le Royaume hachémite de Jordanie, tout comme l'Égypte, a connu une croissance forte avant la crise de 2008 (de 6,5% en moyenne pour la période 2000-2007), en grande partie due à d'importants afflux d'IDE (15% du PIB) dans le domaine du bâtiment, en provenance des pays arabes voisins notamment. Par la suite, la croissance réelle s'est réduite à 2,3% en 2009 pour remonter légèrement en 2010 à 3,1%, suite à une certaine reprise des investissements et des exportations.

Quoiqu'il en soit, la Jordanie n'a pas tardé à suivre l'exemple des révoltes égyptiennes et tunisiennes et des manifestations anti-gouvernementales ont eu lieu début 2011. Et comme chez ses voisins, le chômage, la corruption rampante et une ouverture politique restreinte ont nourri les mécontentements. Les manifestants n'ont cependant jamais cherché à renverser le régime, d'autant plus que, contrairement à beaucoup d'autres dirigeants de la région, le roi a été prompt à réagir. Un nouveau gouvernement a été formé en février avec pour mission de faire avancer une « véritable réforme politique ». À ce jour, les réformes politiques n'ont cependant pas répondu aux exigences de l'opposition.

En prenant en compte l'instabilité politique de la région, et en particulier les troubles en Syrie, et le risque d'une récession en double-creux due à la hausse des prix de l'essence et des produits alimentaires, voici les prévisions pour l'année 2011 :

✓ Le PIB devrait augmenter de 3,3%, soit un taux similaire à celui de 2010, ce qui témoigne du renforcement relatif de certains secteurs d'exportation, mais d'une reprise modérée des IDE, d'un faible accroissement des dépenses en capital et de la fin de l'embellie du secteur du bâtiment,

✓ Le déficit courant actuel devrait être réduit à 2,9% du PIB en 2011, au lieu de 4,3% en

2010, grâce à l'accroissement des exportations suite à un regain de la demande asiatique et irakienne, qui compense un éventuel recul à court terme des chiffres du tourisme dû aux troubles régionaux,

✓ Le flux des IDE, qui a accusé une forte baisse, à 6,3% du PIB en 2010, ne devrait pas connaître de reprise,

✓ L'inflation devrait passer de 5% en 2010 à 6,4%, suite à la hausse mondiale du prix des matières premières,

✓ Le déficit budgétaire devrait se creuser légèrement pour atteindre 6,2% du PIB (au lieu de 5,6% l'an dernier) malgré une forte reprise des aides étrangères, liée à l'augmentation des dépenses courantes pour répondre aux revendications populaires,

✓ L'ancrage du taux de change pourrait se traduire par un transfert des dépenses en cas de dépréciation du dollar américain,

✓ Les jeunes Jordaniens, et en particulier les diplômés, subissent le plus fort taux de chômage (18%). Le marché du travail jordanien se caractérise par une forte fuite des compétences vers les économies pétrolières.

Ce portrait du pays décrit la situation actuelle de la Jordanie et souligne les défis qui l'attendent. Après avoir présenté les limites du climat politique actuel, il propose un panorama des évolutions économiques récentes. En conclusion, il traite de l'enjeu du chômage des jeunes.

I. Les limites du modèle d'économie politique

Le rythme des réformes politiques entreprises à la fin des années 80 s'est ralenti sous le règne du roi Abdallah II (depuis 1999) qui a muselé l'opposition (Yom, 2009). La Jordanie dispose officiellement d'une « constitution démocratique » depuis 1952, qui a été régulièrement contournée, amendée et infléchie pour satisfaire au monarque et à son régime. Dans ce contexte, les manifestants avaient déjà interpellé le Premier ministre précédent, avant même le déclenche-

ment des révoltes politiques dans la région, pour qu'il entreprenne de vastes réformes destinées à lutter contre la corruption et le chômage. Les premières manifestations anti-gouvernementales en Égypte et en Tunisie, ont connu un écho immédiat en Jordanie, avec certes une moindre ampleur, dénonçant la montée du chômage, la corruption rampante et une faible ouverture politique. Et si elles n'ont jamais cherché à renverser le régime, elles ont exigé la dissolution du Parlement loyaliste et non représentatif élu en novembre 2010, ainsi que des réformes politiques et constitutionnelles pour garantir une réelle participation.

Comme son homologue marocain, le roi de Jordanie a été prompt à réagir. Un nouveau gouvernement a été formé en février avec pour mission d'entreprendre une « véritable réforme politique ». Parallèlement à des incitations économiques, le roi a donné mandat à deux instances pour proposer des changements électoraux et constitutionnels : la Commission royale pour la révision de la constitution (CRRC) et la Commission pour le dialogue national.

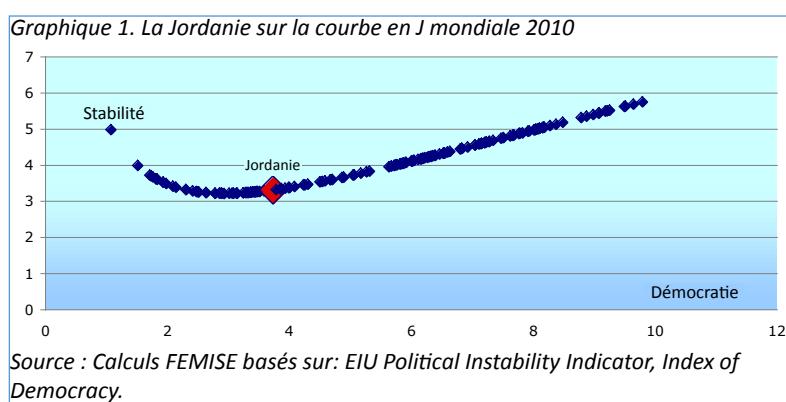
À ce jour, les réformes ont abouti à quelques réalisations, comme l'abolition des procès de civils devant les tribunaux militaires (sauf dans les cas de terrorisme et d'espionnage) ainsi que l'introduction de nouvelles garanties en matière de droits de l'homme, dont l'interdiction de la torture. De plus, l'indépendance a été garantie et un système électoral indépendant mis en place. Et afin d'augmenter la participation des jeunes, l'âge pour être élu député a été abaissé à 25 ans, tandis que la liberté de la presse a été étendue.

Malgré ces évolutions, plusieurs sujets de préoccupations persistent. D'abord, les membres de ces deux instances, qui ont été nommés, comptent de nombreux fidèles du régime.

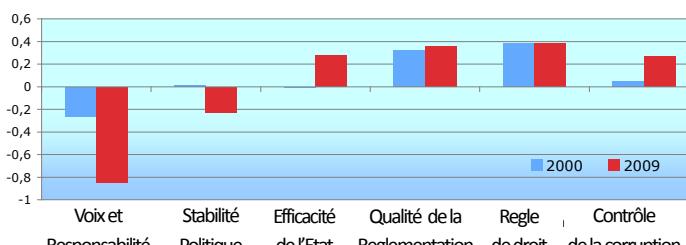
Evidemment, les réformes envisagées sont pour l'instant loin de correspondre aux attentes de l'opposition. Deuxièmement, contrairement aux modifications apportées à la constitution marocaine, qui ont amené le roi à déléguer une partie de ses pouvoirs (du moins sur le papier), la CRRC n'a proposé que de modestes amendements de la constitution jordanienne vieille de soixante ans. Ainsi, si les modifications ont restreint la capacité du roi à ajourner la tenue d'élections et réduit la durée de son pouvoir de légiférer entre deux élections, le roi détient toujours d'importants pouvoirs, comme celui de nommer le Premier ministre, et conserve une influence politique inexplicable. Troisièmement, les recommandations du CDN en matière électorale restent, elles aussi, timides : le système électoral permet toujours aux tribus rurales acquises au roi de dominer le Parlement. Conséquence de cela, des affrontements ont eu lieu entre d'un côté les manifestants réformistes et de l'autre la police et les défenseurs du régime. Un autre sujet de préoccupation réside dans le fait que le Parlement, qui n'a pas encore été dissous et reste dominé par les partisans du roi, ne risque pas de critiquer ces amendements.

1. La stabilité politique et le royaume hachémite

Comme le Maroc, la Jordanie a tout juste franchi le point de retournement de l'instabilité politique sur la courbe en J (graphique 1), mais en reste très proche. Elle devance à la fois l'Egypte et la Tunisie et se classe mieux que ces deux pays (4e de la région) en terme d'indice de liberté économique (établi par la Fondation Héritage), réalisant la plus forte progression de



Graphique 2. Jordanie: Indicateurs de Gouvernance



Sources : *Worldwide Governance Indicators 2010, World Bank*.

la région en 2010. Elle reste cependant loin de pays méditerranéens voisins tels qu'Israël et la Turquie.

En outre, la Jordanie se trouve face à un dilemme délicat. D'un côté, le régime du roi, s'il n'est pas renversé, risque malgré tout de chuter s'il n'accomplit pas ses promesses de réforme politique. De l'autre, l'instauration d'un véritable système parlementaire démocratique risque de porter au pouvoir la majorité sous représentée des Palestiniens de Jordanie qui pourraient rejeter complètement la monarchie.

2. Mesures de la gouvernance et de la corruption

La Jordanie enregistre de meilleurs résultats sur le plan de la gouvernance que d'autres pays de la région comme l'Égypte. D'un côté, on note une dégradation inquiétante de l'indicateur Voix et responsabilisation, et dans une moindre mesure de l'indicateur Stabilité politique, qui enregistrent tous les deux des valeurs négatives, contrairement aux autres indicateurs. D'un autre côté, on note des progrès importants en termes d'Efficacité gouvernementale et de Contrôle de la corruption. Et d'après l'indice 2010 de perception de la corruption de Transparency International, la Jordanie obtient une note de 4,7 et se place 50e sur 178 pays (et 6e de la région MOAN), devant la Turquie et l'Égypte.

II. Crise, réponse et perspectives à court terme

Contrairement à ce qui s'est passé en Égypte et en Tunisie, les contestations politiques en Jordanie n'ont pas eu de conséquences dramatiques sur l'économie.

La croissance économique s'est doucement remise des effets de la crise de 2008, parallèlement à une reprise économique des pays du CCG (Conseil de coopération du Golfe), avec lesquels les liens financiers et commerciaux sont étroits. Cependant, l'instabilité de la région, et en particulier de la Syrie, pèse sur les perspectives de croissance à court terme de la Jordanie.

1. Canaux de transmission de la crise à court terme

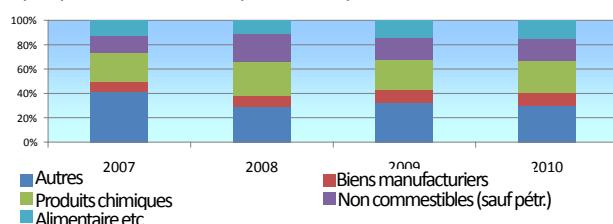
Suite aux mouvements de protestations dans la région, les financements extérieurs de la Jordanie, très dépendants des capitaux étrangers, constitués par les aides, les envois de fonds, les recettes touristiques et les IDE, sont sous tension. Voici les perspectives pour 2011 :

- ✓ La croissance des exportations devrait légèrement ralentir pour atteindre 11%, la reprise asiatique étant partiellement contrebalancée par le ralentissement mondial et l'instabilité régionale,
- ✓ La facture conséquente devrait encore augmenter à cause de la hausse du prix des matières premières,
- ✓ Etant donnée l'augmentation, même lente, des envois de fonds et des recettes liées au tourisme, le déficit courant devrait se réduire un peu, de 4,3% du PIB en 2010 à 2,9%,
- ✓ Les flux d'IDE, qui ont fortement diminué pour atteindre 6,3% du PIB en 2010, ne devraient pas se redresser.

1.1 La balance courante se détériore à cause d'une reprise lente des transferts de fonds

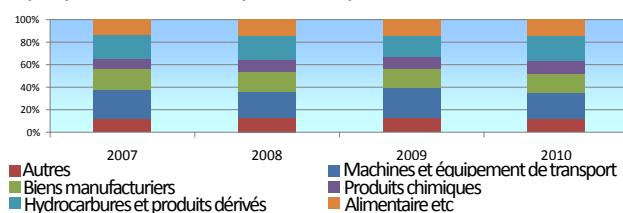
Après une chute à 21% du PIB en 2009, liée aux répercussions de la crise de 2008, les exportations ont rebondi pour atteindre 22,5% du PIB en 2010, mais restent loin des niveaux d'avant-crise (26,2% du PIB en 2007). La progression des exportations de marchandises en 2010 a été particulièrement marquée pour les matériaux bruts, les produits manufacturés et les produits chimiques qui repré-

Graphique 3. Jordanie Exportations par secteur 2007 - 2010



Sources : Calculs FEMISE basés sur données de Jordan Department of Statistics www.dos.gov.jo

Graphique 4. Jordanie Importations par secteur 2007 - 2010



Sources : Calculs FEMISE, Jordan Department of Statistics

sentent à eux seuls plus de la moitié des exportations de la Jordanie.

À l'inverse des exportations, les importations ont diminué, passant de 60% du PIB l'an dernier à 58,3% en 2010, très loin des niveaux d'avant-crise puisqu'elles approchaient les 80% du PIB en 2007.

Il est important de noter que la Jordanie est massivement dépendante des importations (en particulier en ce qui concerne le pétrole et les biens d'équipement, qui représentent 45% du total des importations), 2,5 fois plus importantes que les exportations (graphique 4).

L'accroissement des exportations ayant dépassé celui des importations, le déficit commercial s'est légèrement réduit, passant de 26% du PIB en 2009 à 25% en 2010. Parmi les exportations de services, les recettes du tourisme, qui représentent plus du

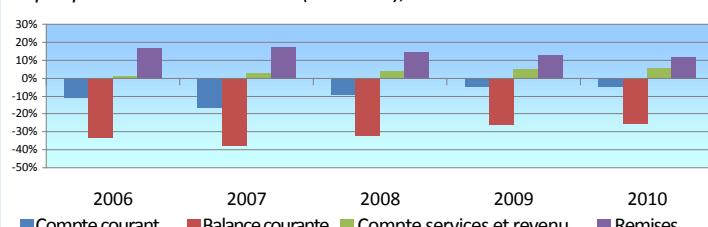
quart des exportations de biens et de services, ont été particulièrement élevées en 2010 (13% du PIB), se rapprochant des niveaux d'avant-crise (13,5% en 2007). Les envois de fonds, qui représentent un peu plus du tiers des recettes de devises étrangères, restent faibles (12% du PIB en 2010, contre 17,5% en 2007), ce qui conduit à une légère détérioration de la balance courante, qui passe de 4,7% du PIB à 5%.

En 2011, les exportations devraient augmenter à un rythme plus lent (11% contre 15,2% en 2010), la reprise de la demande extérieure en Asie et la progression du commerce de réexportation avec l'Irak compensant la demande atone des États-Unis. Parallèlement, la facture des importations devrait continuer de s'alourdir en raison de la hausse du prix des matières premières (pétrole et denrées alimentaires). La balance courante devrait cependant se détériorer, passant de 4,3% du PIB en 2010 à 2,9% en 2011, grâce à une augmentation des exportations qui compenserait le fléchissement à court terme des chiffres du tourisme provoqué par l'instabilité régionale.

1.2 Pas de relance des IDE

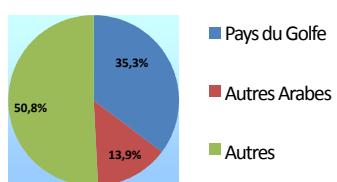
Suite à des réformes visant à améliorer le climat des affaires, la Jordanie a attiré de nombreux IDE avant la crise de 2008 (15% du PIB en 2007), en provenance notamment des pays du CCG (un peu moins du tiers des entrées totales d'IDE) (graphique 6). Le Koweit est le principal investisseur étranger en Jordanie, avec 5 milliards d'USD investis dans le secteur bancaire, les télécommunications, le commerce de détail et l'immobilier. Conséquence du ralentissement de la croissance mondiale et régionale depuis la crise mondiale de 2008-09, les flux d'IDE ont baissé pour atteindre 6,3% du PIB en 2010, contre 10% en 2009. En revanche, les investissements de portefeuille ont augmenté pour s'élever à 3% du PIB, après des sorties équivalentes à 2,6% du PIB en 2009. L'indice boursier

Graphique 5 Finances externes (% du PIB), 2006-2010



Source : Calculs FEMISE basés sur Central Bank of Jordanie data

Graphique 6. Composition géographique des IDE, (%) 2010

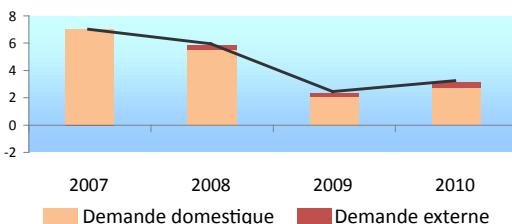


Sources : Arab Investment et Export Credit Corporation

sier a clôturé l'année 2010 en baisse d'environ 6%. Cette tendance à la baisse s'est poursuivie jusqu'en juillet 2011, avec un recul cumulé de 12% depuis le début de l'année.

Même si l'agitation politique nationale semble avoir été bien maîtrisée jusque-là, les événements mondiaux et régionaux représenteront un handicap pour la reprise, déjà faible, des IDE en 2011. Les investissements des pays du Golfe devraient diminuer suite aux difficultés financières de plusieurs des plus importantes sociétés immobilières arabes du Golfe. D'une façon générale, les efforts du gouvernement pour attirer davantage d'investissements privés pour financer de nouveaux travaux d'infrastructures pâtiront de la lente reprise de l'économie mondiale et des craintes liées à l'instabilité régionale, ce qui pourrait conduire à reporter un certain nombre de projets dans les secteurs de l'énergie et des transports. Perspective plus optimiste, l'attractivité de la Jordanie en matière d'investissements étrangers devrait connaître un coup de fouet grâce à la baisse récente des taux d'imposition des sociétés et à une nouvelle loi plus souple sur les investissements étrangers, à condition que le climat régional s'apaise et que le contexte économique mondial s'améliore. En outre, sa situation géographique favorable pourrait lui permettre de jouer un rôle plus important en tant que base stratégique pour les entreprises souhaitant investir en Irak et en tant qu'intermédiaire pour les importations dans le pays. Les accords de libre-échange avec les États-Unis et le Canada ainsi que l'Accord d'association avec l'UE renforcent l'attractivité du pays en tant que base d'exportations (EIU, 2011).

Graphique 7. Contribution à la croissance du PIB, (%) 2007-10



Sources : Calculs FEMISE basés sur données EIU

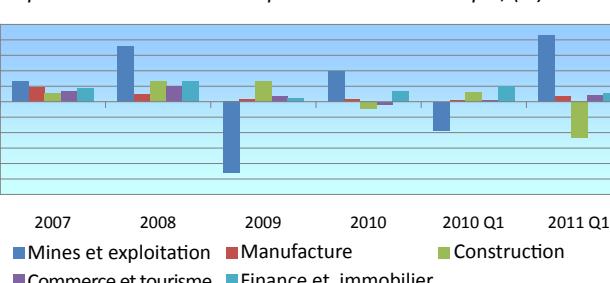
2. Conséquence de la crise sur les principales balances macroéconomiques

2.1 Une faible reprise en 2010

Après une décennie de croissance forte (6,5% entre 2000 et 2007), l'économie jordanienne a connu un important ralentissement, tombant à 2,3% en 2009, à cause de la crise économique mondiale, et ne s'est que faiblement redressée à 3,1% en 2010 (graphique 7). Ce rétablissement est en grande partie dû à une reprise des investissements (en hausse de 2%, après une baisse de 0,5% l'an dernier) et des exportations (+ 1,1% au lieu d'une contraction de 2% l'an dernier). Les importations ont aussi augmenté de 0,3% après avoir chuté de 2,1% en 2009. Les autres composantes de la demande globale n'ont pas progressé. Il est enfin opportun de souligner que la croissance s'appuie encore en grande partie sur la demande intérieure, qui contribue à hauteur d'environ 88% à l'augmentation du PIB (graphique 7).

La plupart des secteurs économiques ont enregistré des taux de croissance positifs en 2010, à l'exception du bâtiment, du commerce et du tourisme qui se sont respectivement contractés de 5% et 2%. La reprise s'est surtout fait sentir dans le secteur des mines et

Graphique 8 : Croissance du PIB par activité économique, (%) 2007-11



Source: Calculs FEMISE sur données de la Banque Centrale de Jordanie

des carrières (+ 19% au lieu des - 46% de 2009), suite à une hausse de la demande mondiale de phosphates et autres minéraux. Parmi les autres secteurs à forte croissance, on compte celui des services financiers (+ 7%) et celui des transports, stockage et télécommunications (+ 5%). Le secteur manufacturier n'a connu qu'une reprise partielle (+ 2%, comme l'an dernier, encore bien en-deçà des 9,2% de 2007) (graphique 8). Sa part dans le PIB a donc chuté de 19 % en 2007 à 16,9% en 2010. Parallèlement, la production industrielle a diminué de 3% en 2010 (contre -1,1% en 2009). Et cela malgré une progression spectaculaire de la production des industries extractives (+ 40%) qui n'a pu que partiellement compenser le fléchissement de la production manufacturière (de 5,5%). Au premier trimestre 2011, le PIB a augmenté de 2,3%, comme l'an dernier, tiré par le secteur des mines et carrières (+ 43%), celui de la finance, des assurances, de l'immobilier et des services aux entreprises (5,6%), ainsi que celui du commerce de gros et de détail et de la restauration (4,1%). Selon la Banque centrale de Jordanie- BCJ (2011), l'instabilité régionale explique ces résultats médiocres.

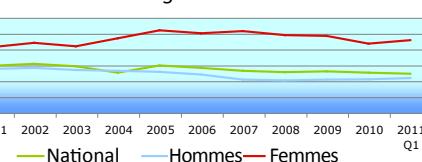
La reprise en Jordanie est subordonnée à celle de ses voisins. L'agitation politique en Syrie a eu de profondes répercussions sur l'économie de la Jordanie, les deux pays étant des partenaires commerciaux privilégiés et des voies de transit précieuses pour l'Arabie Saoudite et le Golfe (EIU, 2011). Parmi les autres principaux partenaires commerciaux figurent les économies du Conseil de coopération du Golfe (CCG), et en particulier l'Arabie Saoudite. Ces pays représentent la part la plus importante des échanges commerciaux, des envois de fonds, des aides, des IDE et des recettes liées au tourisme de la Jordanie. Le FMI (2010) indique que la croissance de la production jordanienne est bien davantage liée à la croissance de la production non pétrolière du CCG, que celle des autres économies importatrices de pétrole de la région. Les données empiriques montrent par ailleurs que les cycles de croissance de la Jordanie sont étroitement liés à ceux de l'Arabie Saoudite. Un point d'augmentation dans la production saoudienne entraîne une hausse de 0,8 point de la croissance jordanienne. Les chocs subis par la composante cyclique de la produc-

tion saoudienne ont des conséquences importantes, significatives et durables sur la trajectoire de croissance de la Jordanie.

2.2 Le chômage n'a pas baissé

La Jordanie conserve un taux de chômage à deux chiffres depuis 10 ans, qui avoisine les 13 % depuis 2007 (graphique 9). Le chômage en Jordanie présente plusieurs caractéristiques générales. En 2010, le taux de chômage s'était à peine remis des effets de la crise, passant de 12,9% en 2009 à 12,5% en 2010. Cela était dû à la baisse du taux de chômage des femmes (de 24% à 22%). Le taux de chômage était lui resté le même (autour de 10,4%). Au premier trimestre 2011, le taux de chômage a diminué pour atteindre 12,2%, malgré l'augmentation du taux de chômage des hommes, passé à 10,8%.

Graphique 9. Taux de chômage en Jordanie

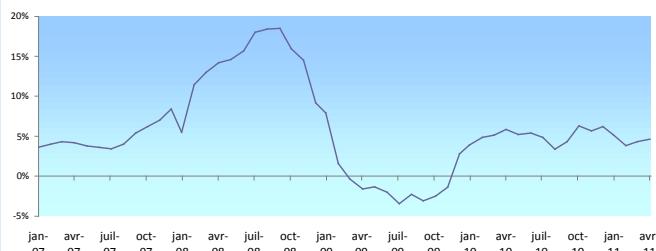


Source : Department of Statistics, Jordanie

2.3 Une inflation en hausse mais qui reste modérée

Après avoir connu une baisse constante au cours de l'année 2009, pour atteindre un taux légèrement négatif, consécutif à la plongée du prix mondial des matières premières, l'inflation est repartie à la hausse en 2010, avoisinant les 5%, et s'est maintenue à ce niveau depuis le début de l'année 2011 (graphique 10). Ces évolutions récentes sont en grande partie dues à la hausse internationale du prix des denrées et de l'énergie. En 2011, l'inflation globale devrait suivre la même courbe ascendante que le prix des matières premières importées (énergie et produits alimentaires), passant de 5% en 2010 à 6,4%. Une stratégie anti-inflationniste plus officielle devrait être mise en place dans la seconde moitié de l'année 2013, en même temps qu'un début de hausse des taux de la Réserve fédérale (Banque centrale des États-Unis).

Graphique 10. Inflation IPC en Jordanie, 2007-2011, (%)



Source: Calculs FEMISE sur données de la Banque Centrale de Jordanie

III. Réponses macroéconomiques

1. La réponse aux revendications de la population accroît la pression sur les finances publiques

Comme de nombreuses économies émergentes, la situation budgétaire déjà délicate de la Jordanie s'est dégradée en 2009, suite à une chute brutale des aides extérieures et une hausse plus relative des dépenses en capital. En 2010, le déficit s'est malgré tout réduit pour atteindre 5,6% du PIB, contre 9% en 2009. Le déficit apparaît plus important si on exclut les aides, mais suit la même tendance, passant de 11% du PIB à 7,7%. La chute conjointe des dépenses (de 35,7% du PIB en 2009 à 30,4% du PIB en 2010) et des recettes (de 26,7% du PIB à 24,8%) explique ces résultats. La baisse des dépenses est due en grande partie à la réduction des dépenses en capital (de 8,5% du PIB à 5%) et s'agissant des recettes, de la diminution des recettes fiscales (de 17% à 16% du PIB). Les aides n'ont pas augmenté et représentent 2% du PIB, contre 4,6% du PIB en 2008. Dans la première moitié de l'année 2011, le déficit (aides comprises) a augmenté d'environ 55%, suite à un gonflement des dépenses courantes (+ 13%), qui a plus que contrebalancé la réduction des dépenses en capital (- 19,7%). Aspect plus positif, les aides ont plus que doublé, bien que les recettes n'aient augmenté que de 5,5%. La Jordanie a déjà accepté une aide d'un milliard d'USD de la part de l'Arabie Saoudite en juillet, et devrait bientôt rejoindre le Conseil de coopération du Golfe (CCG).

Comme en Égypte, la volonté du gouvernement jordanien de contrôler strictement les dépenses en 2011 s'est heurtée aux engagements financiers pris

à la suite des manifestations de janvier. Le roi a accordé en août une augmentation de 100 dinars jordaniens aux anciens employés civils et militaires, ainsi qu'aux travailleurs journaliers, aux employés de la fonction publique, des organismes indépendants, des universités publiques et des municipalités, aux pensionnés de la caisse de sécurité sociale et aux familles allocataires du Fonds national d'assistance.

De sorte que les dépenses courantes devraient de nouveau augmenter. Parallèlement, les décisions récentes de diminuer les taxes sur 150 produits de base ne fera que contribuer à la baisse des recettes. Cependant, fort de la reprise des aides étrangères (notamment de l'Arabie Saoudite), le déficit (aides comprises) ne devrait pas beaucoup se creuser, et s'établirait à 6,2% du PIB en 2011, soit un niveau plus élevé que les 5,5% annoncé par le gouvernement. L'État ne devrait donc pas remplir son objectif d'excédent budgétaire primaire (qui impliquerait un déficit global inférieur à 3% du PIB).

Bien que l'emprunt de l'État ait augmenté au cours du premier semestre, le gouvernement semble être sur la bonne voie pour maintenir son endettement global au-dessous de 60% du PIB, plafond recommandé par le FMI. La dette publique nette s'élevait à 58,5% du PIB prévu pour 2011, au lieu de 61,1% du PIB à la fin de l'année 2010. Le poids de la dette du secteur public devrait augmenter, le creusement du déficit budgétaire contraignant le gouvernement à émettre davantage de bons du trésor.

2. Une politique monétaire stricte pour contrer l'inflation

Après avoir mené une politique monétaire conciliante entre novembre 2008 et février 2010, la Banque centrale de Jordanie (BCJ) a augmenté ses taux directeurs de 25 points de base en mai 2011 et réduit les réserves obligatoires des banques, suite à la hausse de l'inflation. Les écarts restent cependant importants entre les taux de prêt des banques commerciales et son taux directeur, les

banques commerciales n'ayant pas encore satisfait à la demande du gouvernement d'abaisser ses taux de prêt, conformément à ce qu'a fait la BCJ. Il ne devrait pas y avoir d'autres hausses des taux d'intérêt en 2011, puisque, dans un contexte fragile de reprise, il faut encourager les banques à prêter (les prêts ont augmenté de 6,8% en 2010 et encore de 13% en juin 2011, au lieu de 2,2% en 2009).

Selon le FMI (2010), l'arrimage au dollar américain, conservé depuis les années 90, joue un rôle clé à la fois dans l'ancrage des anticipations d'inflation et dans le maintien de la stabilité financière. Si la récente vigueur de l'USD a conduit à une forte appréciation du dinar jordanien, le FMI (2010) démontre que le taux de change effectif réel jordanien reste globalement conforme aux fondamentaux de moyen terme. Cependant, une éventuelle dépréciation du dollar (un scénario envisageable depuis que l'agence Standard and Poor's a dégradé le triple A des États-Unis en août 2011) entraînerait des transferts de dépenses pour la Jordanie (les importations en provenance d'autres pays que les États-Unis deviendraient plus coûteuses et les exportations rapporteraient moins).

L'augmentation des entrées de capitaux à court terme a permis aux réserves officielles de devises d'atteindre un montant record de 12,2 milliards d'USD à la fin de l'année 2010, tombé à 10,7 milliards d'USD en juin 2011. Selon le FMI (2010), le niveau actuel des réserves de devises est suffisant pour amortir les violents chocs que pourraient subir le compte de capital et la balance courante, et permet aussi de réduire la pression que des problèmes de liquidité à court terme ou des évolutions politiques néfastes pourraient faire peser sur la monnaie. Cette situation confortable des réserves – à la fois au regard des stocks potentiels et des autres économies de la région – place la Jordanie devant la plupart des pays de la région du point de vue de sa capacité à prendre des mesures classiques assurant l'adéquation des réserves et à se conformer aux critères d'optimisation des avoirs de réserve. Cela devrait aussi l'autoriser à davan-

tage de souplesse à l'avenir dans la conduite de la politique monétaire.

3. Le secteur financier a plutôt bien surmonté la crise financière de 2008

Conséquence des efforts fournis pour protéger le secteur bancaire des retombées de la crise financière mondiale – comme de prolonger la garantie de l'État sur tous les dépôts bancaires jusqu'à la fin de l'année 2010 (FMI, 2010) – le crédit intérieur a décollé pour atteindre 6,8% en 2010, au lieu de 2,2% l'année précédente, tiré par une relance du crédit au secteur privé (+ 7,2% au lieu de 1,3% l'an passé). Cela a conduit le gouvernement à retirer sa garantie en janvier 2011. L'accroissement du crédit reste pour l'instant dynamique à 9,7%, sans pour autant atteindre les niveaux d'avant-crise (26% en 2008).

De plus, le secteur bancaire reste liquide (avec un ratio prêts/dépôts proche de 75%) (FMI, 2010). Les banques demeurent rentables et bien capitalisées. Naceur et coll. (2011) présentent des indicateurs du secteur bancaire jordanien. Le rendement des actifs et le rendement des capitaux propres tournent respectivement autour de 2% et 10%, légèrement en-deçà du taux moyen de la région MOAN. Cependant, l'indice de concentration du secteur bancaire jordanien (part des actifs des trois plus grandes banques dans volume total des actifs bancaires) est élevé (86%). En outre, le FMI (2010) indique que le coefficient de prêts non productifs par rapport à l'encours des crédits n'est que de 6,6%. Ils soulignent cependant que les banques pourraient être exposées à moyen terme à des prêts non-productifs et des exigences de provisionnement plus élevés, la trajectoire de croissance de la Jordanie risquant à court terme de demeurer en deçà de ce qu'elle pourrait être.

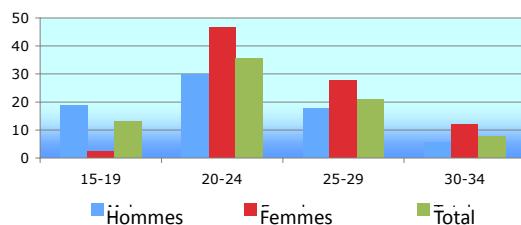
Suite aux troubles nationaux et régionaux, Moody's a révisé en février 2011 la note souveraine en devises à Ba2 de la Jordanie, de « stable » à « négative ». L'agence a également diminué sa note sur la

dette locale de Baa3 à Ba2, ainsi que celle des plafonds souverains en monnaie locale et en devises étrangères. Ces rétrogradations témoignent d'une inquiétude à la fois quant aux finances publiques, suite à la décision d'augmenter les salaires et les pensions et de baisser les prix du carburant et des produits alimentaires, et quant aux financements extérieurs, la détérioration de la balance des paiements pouvant conduire à une baisse des réserves de change. Pour les mêmes raisons, Standard & Poor's n'a pas tardé à baisser elle aussi les notes en devise et en monnaie locale à BB+/B. La perspective à long terme des notes en monnaie locale et en devise a également été révisée de stable à négative.

IV. Chômage des jeunes

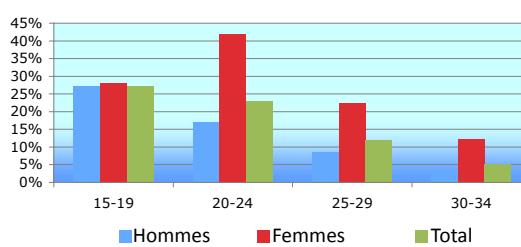
Comme la plupart de ses voisins méditerranéens, la Jordanie a une population jeune : sur 6 millions d'habitants en 2010, 1,7 million ont entre 15 et 29 ans (28%), 2,1 millions entre 15 et 34 ans (35%), et 1,8 million (30%) ont plus de trente ans, d'après le Département des statistiques. Cette population jeune aggrave la tension sur le marché du travail. Mais c'est aussi elle qui subit le plus fort taux de chômage, et en particulier la frange la plus instruite, ce qui contraint de nombreux jeunes en quête de meilleurs emplois à l'émigration.

Graphique 11. Part du chômage des jeunes en Jordanie par âge et genre, (%), 2010



Sources : Amer (2011)

Graphique 12. Chômage par âge et genre (%) 2010



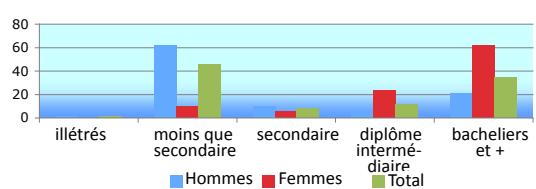
Sources : JLMPS 2010

1. Le chômage des jeunes est le plus élevé

En plus de constituer une part importante de la population, les 15-24 ans, qui comprennent les nouveaux entrants sur le marché du travail, représentent près de la moitié des chômeurs (Amer, 2011).

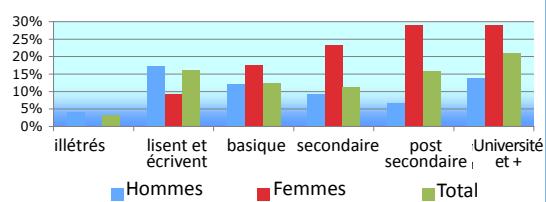
En outre, les jeunes subissent le plus fort taux de chômage. D'après les données de l'enquête par panel sur le marché du travail jordanien (Jordanian Labor Market Panel Survey - JLMPS) (2010), le taux de chômage des jeunes (15-29 ans) se situe autour de 18%, un peu en dessous de pays tels que l'Égypte et la Turquie. Comme le montre le graphique 12, le taux de chômage des jeunes hommes est de 15%, quand celui des femmes est deux fois plus important, proche de 32%. Le taux de chômage le plus élevé concerne les 15-19 ans (27.3%), puis il décroît avec l'âge. Chez les jeunes femmes, le pic concerne la tranche des 20-24 ans. Amer (2011) observe également que le taux de chômage des femmes est bien plus élevé que celui des hommes pour tous les groupes d'âge. Il représente plus du double de celui des hommes pour la tranche des 15-34 ans (26% contre 11,6%). Et même si le chômage des femmes diminue avec l'âge, après deux pics entre 15 et 19 ans et 20 et 24 ans, il demeure élevé parmi les 30-34 ans (12.2%).

Graphique 13. Part des chômeurs par éducation et genre, 2010



Sources : Department of Statistics (DOS)

Graphique 14. Chômage des jeunes par éducation, 15-34 Ans, 2011



2. Un taux de chômage plus élevé parmi les diplômés

Une des principales caractéristiques du chômage en Jordanie, comme dans les autres économies méditerranéennes, est qu'il touche d'abord les jeunes instruits : 34,1% des chômeurs sont à minima titulaires d'une licence, d'après le Département des statistiques. Le problème du chômage des diplômés concerne au premier chef les femmes : le taux de chômage des femmes titulaires d'au moins une licence est en effet de 61,5%, contre 21,2% pour les hommes (graphique 13). Ce sont cependant les personnes n'ayant pas atteint le niveau d'études secondaires qui sont les plus frappées par le chômage avec un taux de 45%. Chez les 15-34 ans, le chômage touche d'abord les titulaires d'un diplôme universitaire (21%) (graphique 14). Amer (2011) montre que le taux de chômage des femmes (chez les 15-34 ans) augmente avec le niveau d'études, grimpant à 29 % parmi les diplômées de l'université. La même tendance se retrouve chez les hommes, avec un pic à 13,8% parmi les diplômés de l'université. Le fort taux de chômage des personnes diplômées témoigne d'une inadéquation entre la qualité des emplois proposés et les attentes d'individus au niveau d'instruction élevé (Kanaan et Hanania, 2009).

3. Le marché du travail jordanien entre immigration et émigration

Ces dernières années, les efforts du gouvernement ont porté sur la création de 46 000 nouveaux emplois par an et sur la réduction du taux de chômage à 6,8% d'ici 2017. Entre 2000 et 2005, l'économie a en effet créé entre 24 000 et 44 000 emplois par an, mais sans parvenir à réduire le taux de chômage de la population nationale qui se maintient autour de 14% (Rad, 2011). Cela est révélateur de deux particularités paradoxales de l'économie jordanienne.

D'un côté, on constate un fossé entre la qualité des emplois proposés et les attentes d'individus à haut niveau d'instruction, ce qui conduit les Jordaniens

les plus qualifiés et les plus diplômés à rester au chômage « par choix » ou à émigrer vers les pays producteurs de pétrole, en particulier ceux où ils peuvent trouver des emplois de grande qualité et des salaires élevés (Rad, 2011). Ce qui peut expliquer pourquoi près de la moitié des personnes en emploi en Jordanie ont un niveau d'instruction inférieur au secondaire.

Globalement, la Jordanie est un grand exportateur de main d'œuvre : 734 000 Jordaniens ont émigré en 2010 (environ 12% de la population jordanienne). Environ un quart des émigrés s'installent dans les pays du CCG et un peu plus de la moitié dans d'autres pays arabes (Banque mondiale, 2011). Les ménages qui reçoivent des fonds envoyés par les travailleurs migrants acceptent moins facilement d'être embauchés parce que leur « salaire d'acceptation » est plus élevé, les rendant moins susceptibles d'accepter des emplois de mauvaise qualité (Kanaan and Hanania, 2009).

D'un autre côté, la Jordanie est aussi un importateur de main d'œuvre. En 2010, elle a accueilli 2,9 millions d'immigrés et en 2009 les travailleurs étrangers représentaient environ 20% de la force de travail du pays (Rad, 2011 et Banque mondiale, 2011). Bien que les nouveaux emplois créés soient de mauvaise qualité (bas salaires et conditions de travail difficiles), ils sont acceptés par les non-Jordaniens, comme les Égyptiens qui représentent 71% des travailleurs étrangers en Jordanie (Kanaan & Hanania, 2009). Rad (2011) explique aussi qu'environ 63% des nouveaux emplois créés entre 2001 et 2005 ont été occupés par des non-Jordaniens.

Cette caractéristique du marché du travail jordanien laisse à penser que l'offre existe mais qu'elle n'est pas pourvue par les nationaux. Rad (2011) en conclut avec inquiétude que la croissance économique seule ne saurait suffire à réduire le chômage et que des efforts doivent être mis en œuvre pour créer des emplois décents correspondants aux qualifications des titres jordaniens.

V. Conclusion

Comparée à la plupart de ses voisins du sud de la Méditerranée, la Jordanie semble jouir d'une plus grande stabilité politique. Si le pays n'a pas pu échapper aux troubles politiques en début d'année, la réaction rapide de son leader a permis de calmer les revendications. Les réformes sont toutefois encore loin d'avoir répondu aux exigences de l'opposition. Et si le régime du roi n'est pas renversé, il pourrait tomber s'il n'accomplit pas ses promesses de réformes politiques.

La croissance économique se remet doucement des effets de la crise de 2008, parallèlement à une reprise de la croissance dans les économies du CCG, en vertu des liens commerciaux et financiers qui les unissent. Contrairement à l'Égypte et à la Tunisie, les troubles politiques n'ont pas eu de conséquences dramatiques sur l'économie jordanienne. Pour autant, l'instabilité régionale, en particulier en Syrie, pèse sur les perspectives de croissance à court terme.

La persistance d'un chômage aux alentours de 13%, malgré la croissance de ces dix dernières années, demeure un des principaux enjeux auxquels est confronté le pays. Le chômage des jeunes (qui représentent près d'un tiers de la population) tourne autour de 18% et pèse sur le marché du travail. Il est crucial de relever le défi que représente le chômage des jeunes, d'autant qu'ils sont à l'origine du mécontentement social et des révoltes politiques. Les recommandations politiques suivantes pourraient contribuer à améliorer l'insertion des jeunes sur le marché du travail :

- ✓ Les systèmes d'enseignement supérieur doivent être restructurés et les programmes de transition de l'école à la vie active doivent permettre aux nouveaux entrants sur le marché du travail de s'adapter aux besoins du marché,
- ✓ Le gouvernement jordanien a adopté une Stratégie nationale pour l'emploi afin de remplacer les travailleurs étrangers par des Jor-

daniens, mais les politiques de l'emploi devraient inciter les jeunes défavorisés à accepter les emplois moins rémunérés aujourd'hui occupés par des étrangers,

✓ Il est urgent de créer en parallèle des emplois productifs décents qui correspondent aux qualifications des jeunes Jordaniens. La jeunesse jordanienne, plutôt instruite, l'est en effet de plus en plus (une forte proportion est titulaire de diplômes secondaires, post-secondaires et universitaires) (Amer, 2011).

✓ Enfin, les emplois ne devraient pas être créés dans le secteur public : ce remède à court terme se traduirait par une surcharge budgétaire à moyen terme.

Références:

- Amer, Mona. 2011. "The School-to-Work Transition of Jordanian Youth." Paper presented at the Jordanian Labor Market Seminar. Amman. June 1.
- Ben Naceur, Ben-Khediri and Casu (2011), « What Drives the Performance of Selected MENA Banks? A Meta-Frontier Analysis », IMF Working Paper WP/11/34. Washington, D.C.
- Central Bank of Jordan. 2011. Latest monetary developments and economic development in Jordan. July. Central Bank of Jordan. Amman.
- EIU. 2011. Pays Report Jordanie. London. The Economic Intelligence Unit Limited. Various issues
- EIU. 2011. Pays Forecast Jordanie. London. The Economic Intelligence Unit Limited. September.
- IMF. 2010. Jordanie: 2010 Article IV Consultation-Staff Report and Public Information Notice. September 2010. IMF Pays Report No. 10/297. International Monetary Fund: Washington, D.C.
- Kanaan, Taher and May Hanania. 2009. "The Disconnect Between Education, Job Growth and Employment in Jordan." In T. Yousef and N. Dhillon, eds., Generation in Waiting: The Unfulfilled Promise of Young People in the Middle East. Brookings Institution Press..
- Rad, Sahar Taghdisi. 2011. "Jordan's Paradox of Growth without Employment: A Microcosm of the Middle East"? Development Viewpoint 65. August.

- School of Oriental and African Studies, The Centre for Development Policy and Research: London.
- World Bank. 2011. Migration and Remittances Fact-book 2011. The World Bank, Washington, D.C.
- World Bank Indicateurs de Gouvernance.
- Yom, Sean. 2009. "Jordanie: Ten More Années of Autocracy." In *Journal of Democracy*. October. Volume 20, number 4. National Endowment for Democracy and The Johns Hopkins University Press.

LIBAN : Une croissance faible due aux troubles politiques nationaux

Jusqu'à l'an dernier, l'économie libanaise avait maintenu un taux de croissance élevé, malgré la crise internationale et l'instabilité politique nationale. Après une hausse de 8,5% en 2009, le PIB a augmenté de 7,2% en 2010, en partie grâce à un afflux de capitaux pendant la période électorale qui a dopé le PIB. Pourtant, si la crise internationale n'a eu que peu d'effet sur les recettes, l'instabilité politique nationale tout au long de l'année 2011 et le climat d'incertitude régionale devraient limiter la croissance à 1,3%.

Comme cela a déjà été noté dans de précédents rapports, le Liban est un cas à part, son économie étant largement stimulée par l'effort de reconstruction. Le développement de l'économie s'appuie sur le secteur des services, au premier rang desquels le tourisme, mais le secteur industriel ne progresse que très peu. Le Liban est moins productif que les autres PM et aurait grand besoin d'une politique industrielle qui affecte les ressources de façon plus optimale. Enfin, le coût de la reconstruction est à l'origine de déficits publics considérables rendant nécessaires une réforme budgétaire.

Si depuis son indépendance le Liban n'avait pas été confronté à une constante instabilité politique, il aurait sans doute pu relever plus efficacement les défis évoqués plus haut. Des facteurs tels que la concentration du pouvoir aux mains des élites ethniques et la structure du système des partis ont entretenu l'instabilité. D'un autre côté, l'intervention étrangère a souvent rendu les choses plus compliquées, tandis que le climat actuel d'incertitude dans la région menace l'équilibre politique national. Et ce à une époque où les dissensions politiques ont déjà contribué à détériorer les indicateurs de gouvernance. En outre, plus d'un Libanais sur quatre vit dans la pauvreté, ce qui montre la nécessité d'améliorer les conditions sociales dans un contexte où l'agitation régionale peut facilement déboucher sur des révoltes sociales.

Concernant la situation macroéconomique, il faut prendre en considération les éléments suivants :

- ✓ Une hausse des exportations estimée à 3%, selon les données nationales. En mai 2011, les exportations ont enregistré une augmentation de 1,62% en année glissante.
- ✓ Une augmentation de 17,9% des importations de marchandises, qui constitue une préoccupation majeure suite à la flambée des prix internationaux.
- ✓ D'où un déficit de la balance commerciale, qui devrait atteindre -15,2 milliards de dollars américains, passant de 31,2% du PIB en 2010 à 37,5%.
- ✓ Une balance des services qui accuse une baisse sans précédent, à 2,76% du PIB contre 5,75% du PIB en 2010, d'abord due à la chute prévisible du tourisme, le nombre de touristes ayant baissé de près de 20% au cours des six premiers mois de l'année, par rapport à la même période en 2010.
- ✓ Le volume total des échanges à la Bourse de Beyrouth a fléchi de 58% au cours des cinq premiers mois de l'année 2011, par rapport à la même période en 2010. Tandis que le chiffre d'affaires global totalisait 306 millions de dollars américains, soit une chute de 78% par rapport aux cinq premiers mois de 2010.
- ✓ Les réserves de devises étrangères devraient s'établir à 48,063 milliards de dollars américains en 2011, soit une hausse de 7,9% par rapport à 2010.
- ✓ La dette devrait augmenter de 15,14% pour atteindre 35,062 milliards de dollars américains en 2011. Les versements au titre du service de la dette devraient s'élever à 5,3 milliards de dollars américains, soit 4% de plus que l'an dernier.
- ✓ La livre libanaise devrait rester arrimée au dollar américain, dans une fourchette comprise entre 1,501 et 1,514 LBP pour 1 dollar. Si, conformément aux prévisions, le dollar américain s'apprécie face à l'euro en 2011-2012, il en sera alors de même pour la livre libanaise vis-à-vis de la monnaie européenne.

I. La situation actuelle et ses implications

1. Un modèle politique qui entretient l'instabilité

1.1 L'instabilité politique résulte de causes internes et externes

En 1943, le Liban indépendant a formé son premier gouvernement démocratique et a modifié la constitution, mettant un terme au mandat français. Depuis, le Liban indépendant n'a cessé d'être confronté à une instabilité politique qui affecte le bien-être de sa population.

D'après Zakaria (2011), l'instabilité politique du pays est dû à des facteurs à la fois internes et externes, les seconds aggravant les premiers. La marginalisation politique et économique (concentration du pouvoir entre les mains des élites ethniques, au détriment de la population), la structure du système des partis (idéologie, représentation inclusive et exclusive et cartels des élites) ainsi que la militarisation des communautés constituent les facteurs internes. Il faut insister sur le fait que « les partis confessionnels en particulier (...) n'arrivent souvent pas à créer une organisation partisane claire ni à remplir les fonctions normales d'un parti politique occidental moderne ». Selon l'auteur, c'est le cas du Liban où les deux principaux partis politiques ont grandement contribué, en suivant leurs principes islamiques, à l'instabilité politique et à l'émergence de conflits violents.

Le déficit politique s'explique aussi par des facteurs externes, dont l'intervention étrangère (de pays tels que la Syrie, l'Iran, Israël, l'Arabie Saoudite et les États-Unis), la Révolution islamique iranienne et les contrecoups du conflit israélo-palestinien, etc. Le conflit israélo-palestinien pourrait être un des facteurs ayant contribué à l'instabilité, l'augmentation de l'immigration palestinienne ayant eu « des répercussions sur l'équilibre fragile entre Chrétiens maronites et Musulmans dans le pays » (Zakaria, 2011).

1.2 Une situation politique toujours tendue

Bien que le régime libanais s'apparente davantage à une démocratie et soit très éloigné de celui des autres PM, comme l'Égypte, la Tunisie et la Syrie, la situation politique nationale reste tendue et devrait le rester à court terme, en dépit des efforts récents. Ces dernières années, après le départ du président Lahoud en novembre 2007, la scène politique a été confrontée à une impasse, qui a duré environ six mois, jusqu'à l'élection du général Sleiman à la présidence. En amont et à la suite de plusieurs incidents, le peuple avait cru qu'une nouvelle guerre civile pouvait éclater : c'était avant que le président nouvellement élu prône le compromis, permettant ainsi d'atténuer la tension générée par les dissensions et de ne tenir l'armée à l'écart des événements politiques (BBC, 2011).

Après cinq mois de tractations, le Premier ministre Mikati a récemment réussi à former un gouvernement largement dominé par les membres du « 8 mars », une coalition soutenue par l'Iran et la Syrie qui, début 2011, a pris le pouvoir à l'alliance du « 14 Mars », soutenu par les États-Unis, l'Arabie Saoudite et la France (EIU, 2011). Il semble que la Syrie pèse toujours dans la politique libanaise, malgré le retrait de ses forces militaires en 2005 (BBC, 2011). C'est pourquoi la stabilité politique dépend beaucoup du soutien actuel de Walid Jumblatt (à la tête du Parti socialiste progressiste) partisan du maintien des liens avec la Syrie, mais pas nécessairement avec le régime de Bashar al-Assad (EIU, 2011).

L'instabilité perpétuelle du Liban, dont la chute de l'administration en 2011 constitue une des dernières manifestations, est à la fois la cause et la conséquence des limites de l'État libanais moderne. Comme l'a souligné Colombo (2011) « l'absence d'un budget d'État entre 1993 et 2009, le manque de conseil des ministres régulier et le fait que le président du parlement puisse suspendre les séances quand bon lui semble (...) : tout cela témoigne de la fragilité profonde et du mauvais fonctionnement d'un État libanais divisé »

Les tensions politiques devraient perdurer et la période actuelle constitue un « test » pour le gouvernement libanais : sur fond de divergences concernant la facture électrique, la rupture entre les deux clans du général Aoun et de Walid Jumblatt menace actuellement le front uni de la majorité et provoque des tensions (TheDailyStar, 2011).

1.3 Une gouvernance qui ne s'améliore pas

Les indicateurs de gouvernance donnent un aperçu précieux de la situation et expliquent pourquoi le Liban se retrouve dans une situation politique assez instable. Comme le montre le graphique 1, la majorité des notes de gouvernance du pays sont restées négatives en 2009 et tous les indicateurs ou presque se sont détériorés. Ces dernières années, la guerre contre le Liban, mais aussi les dissensions politiques incessantes ont détérioré l'indicateur de Stabilité politique et violence, qui en 2009 a frôlé le niveau de « mauvaise gouvernance ». Parallèlement, l'indicateur d'efficacité des pouvoirs publics, qui reflète l'opinion sur la qualité de prestation des services publics, a chuté, signe d'une crédibilité entamée et d'un manque d'efficacité dans la mise en œuvre des politiques.

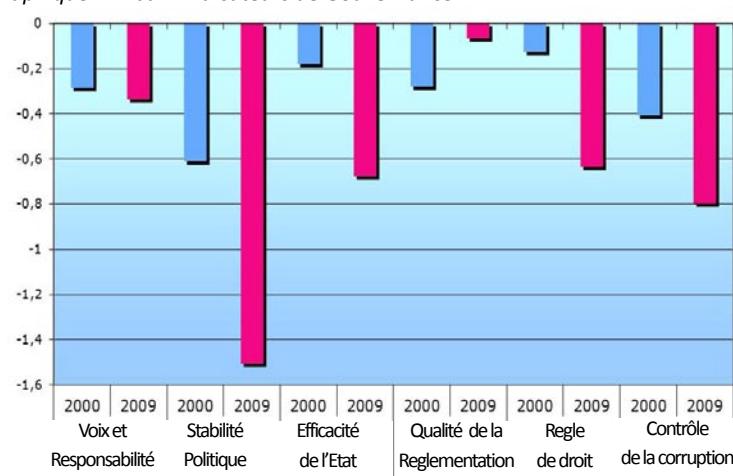
En outre, la lutte contre la corruption s'est également détériorée. En 2010, l'Indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency Internationale a classé

le Liban 127ème sur 178 pays, ce qui signifie que le pays présente une des économies les plus corrompues de la région, et que la situation ne fait que se dégrader depuis 2007 (IPC de 2,5 en 2010 contre 3,6 en 2007). Ce phénomène s'explique entre autres par la méconnaissance des causes et des conséquences de la corruption, par l'inefficacité (ou l'inexistence) des organismes anti-corruption et par l'insuffisance du cadre législatif et des mécanismes d'application juridique. Il faut également souligner qu'après la guerre, les efforts consentis par le passé pour combattre le phénomène ont été réduits à néant ou presque, pour laisser place aux divisions et à une « bataille pour les ressources de l'État » (The Lebanese Transparency Association).

1.4 Un modèle de croissance en capacité de réduire les inégalités mais une pauvreté toujours élevée

Le graphique 2 montre que le régime de croissance économique du Liban est proche du « point de retournement » de la courbe de Kuznetz régionale. Ce qui signifie que la croissance ne permet pas encore de réduire les inégalités, mais que le pays peut espérer y parvenir à l'avenir. Ainsi, contrairement à la plupart des PM, une augmentation du PIB par habitant pourrait à court terme réduire les inégalités nationales, la répartition des richesses se faisant en grande partie au profit des déciles les plus pauvres de la population.

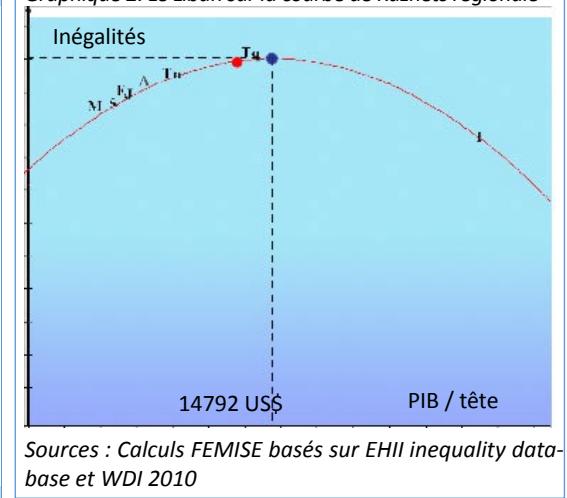
Graphique 1. Liban: Indicateurs de Gouvernance



Source : Worldwide Governance Indicators 2010, World Bank.

Note : Valeurs de -2,5 (mauvaise gouvernance) à 2,5 (bonne gouvernance)

Graphique 2. Le Liban sur la courbe de Kuznets régionale



Bien que le pays se trouve dans une meilleure situation que les autres PM, le défi reste d'ampleur. Une étude de 2008 du Centre international pour l'action en faveur des pauvres (International Poverty Centre - IPC) montre qu'environ 28% de la population est en situation de pauvreté, et 8% en situation d'extrême pauvreté. Plus important, il existe d'immenses disparités régionales : si la

pauvreté est quasi-inexistante à Beyrouth, elle est très élevée dans le gouvernorat du Nord. Selon cette étude, les chômeurs et les ouvriers non qualifiés de l'agriculture et du bâtiment constituent la majorité des pauvres. Elle montre également que la diminution de moitié de l'extrême pauvreté aurait un coût très modeste, « une infime portion des obligations considérables du pays au titre de sa dette extérieure ». Mais ce coût serait beaucoup plus élevé si la future croissance devait se révéler « défavorable aux pauvres ». Comme le souligne l'étude, les futures politiques macroéconomiques

devront mobiliser les ressources permettant d'augmenter les dépenses publiques destinées à la protection sociale, ainsi que les investissements publics dans les services sociaux.

2. Perspectives à court terme

2.1 Secteur réel

L'économie réelle libanaise devrait être touchée dans une certaine mesure en 2011. On s'attend plus particulièrement à :

- ✓ Une hausse des exportations de 3%, selon les données nationales,

Tableau 1. Mesures de Pauvreté par Gouvernorat, 2004-5

Gouvernorat	Très pauvres			Tous les pauvres		
	P0	P1	P2	P0	P1	P2
<i>Beirut</i>	0,67	0,07	0,01	5,85	0,95	0,24
<i>Nabatieh</i>	2,18	0,21	0,05	19,19	3,97	1,26
<i>Mount Liban</i>	3,79	0,69	0,21	19,56	4,45	1,52
<i>Bekaa</i>	10,81	1,89	0,53	29,36	8,05	3,06
<i>Sud</i>	11,64	2	0,53	42,21	11,35	4,22
<i>Nord</i>	17,75	3,65	1,08	52,57	18,54	8,63
<i>Total</i>	7,97	1,5	0,43	28,55	8,15	3,32

Source : International Poverty Centre (2008)

Note : L'indice « poverty gap » (P1 index) mesure l'écart entre le revenu moyen des pauvres et la ligne de pauvreté. L'indice « poverty severity » (P2 index) mesure les inégalités parmi les très pauvres.

- ✓ Une augmentation de 17,9% des importations de marchandises,
- ✓ Un déficit de la balance commerciale qui devrait atteindre -15,2 milliards de dollars américains, soit 37,5% du PIB contre 31,2% en 2010,
- ✓ Une chute sans précédent de la balance des services qui s'établirait à 1,14 milliards de dol-

Tableau 2. Indicateurs commerciaux et de la BdP, millions de US\$

	Mai 10	Mars 11	Avril 11	Mai 11	variation en %
<i>Exportations</i>	371	354	375	377	1,62
<i>Importations</i>	1369	1631	1501	1578	15,27
<i>Balance commerciale</i>	-998	-1277	-1126	-1201	20,34
<i>Balance des Paiements</i>	-195	270	-199	-199	2,05

Source : Byblos Bank

lars américains en 2011, soit 2,76% du PIB contre 5,75% en 2010,

✓ Un déficit courant qui pourrait s'élever à -28,5% du PIB en 2011 contre -22,4% en 2010.

Le secteur des exportations ne semble pas avoir enregistré de baisse sensible suite aux troubles dans la région. En mai 2011, les exportations ont connu une hausse de 1,62% en année glissante. Selon l'EIU, les exportations de marchandises devraient baisser de 1% au cours de l'année 2011 pour atteindre 5,41 milliards de dollars américains. Cependant, d'après les dernières données chiffrées, les exportations industrielles totalisaient 1,7 milliards de dollars américains au pre-

mier semestre de l'année 2011, ce qui correspond à une hausse de 3% par rapport aux 1,66 milliards de dollars américains enregistrés pour la même période en 2010 (Byblos Bank, 2011). Les exportations industrielles ont atteint 314,3 millions de dollars américains en juin 2011, soit 3,9% de plus par rapport aux 302,5 millions de dollars américains du mois de mai 2011, mais 0,5% de moins qu'en juin 2010. Les perles et les pierres précieuses ou semi-précieuses représentaient 22,1% du montant total des exportations au premier semestre, suivies par les métaux de base et produits connexes (18,1%) ainsi que les machines et appareils mécaniques (16%). Les pays arabes représentaient en juin 37,3% du montant total des exportations industrielles, loin devant les pays européens avec 18,9%.

La préoccupation majeure concerne les importations. Suite à la montée des prix sur le marché international, elles devraient enregistrer une hausse importante, après avoir augmenté régulièrement.

En mai 2011, elles avaient déjà connu une augmentation de 15,3% en année glissante, tandis que les estimations de l'EIU tablaient sur une hausse de 17,9% des importations de marchandises pour l'année entière. Selon le Ministère de l'industrie, les importations industrielles s'élevaient à 123,1 millions de dollars américains au premier semestre, soit une hausse de 8,8% en année glissante. Cela s'explique en partie par un bond en juin 2011 de 30,9% des importations d'équipement industriel et de machines, en année glissante.

Il faut donc s'attendre à ce que la balance commerciale subisse de nouvelles pressions, et que le solde de la balance courante s'en trouve affecté. Le déficit commercial s'est creusé de près de 20,34% entre mai 2010 et mai 2011. Les projections pour 2011 montrent que le déficit pourrait atteindre -15,2 milliards de dollars américains, soit 37,5% du PIB libanais.

Dans le même temps, la balance des services devrait enregistrer une chute sans précédent

pour atteindre 1,14 milliard de dollars américains en 2011, soit 2,76% du PIB contre 5,75% en 2010. Les troubles que connaît la région pourraient avoir des conséquences sur l'industrie du tourisme si les passagers décident d'annuler leur voyage au Liban. En mai 2011, le nombre total de passagers des aéroports approchait les niveaux de 2010, soit 466 640, marquant un léger fléchissement de 0,02%. Mais les données récentes du Ministère du tourisme montrent que 774 000 touristes ont été accueillis au cours du premier semestre de l'année, soit 20% de moins qu'en 2010 à la même période. Les effets se font sentir non seulement sur l'industrie hôtelière mais aussi sur d'autres secteurs de l'économie nationale, tels que l'immobilier, le bâtiment, les transports, la vente au détail et autres services (EIU).

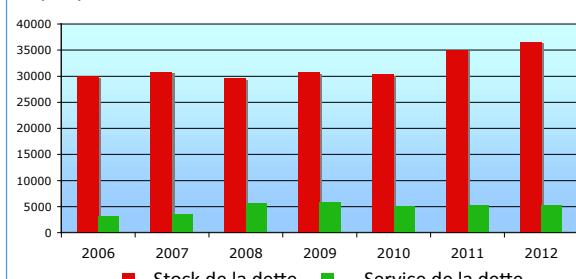
En conséquence, le déficit courant pourrait atteindre -28,5% du PIB en 2011, contre -22,4% en 2010.

2.2 Secteur financier

2.2.1. La Bourse touchée par les événements régionaux et internationaux

Le volume total des échanges sur le marché boursier de Beyrouth a porté sur 50,4 millions de titres au cours des cinq premiers mois de 2011, ce qui correspond à une diminution de 58% par rapport à la même période l'an dernier. Tandis que le chiffre d'affaires s'élevait à 306 millions de dollars américains, soit un tassemement de 78% par rapport au cinq premiers mois de 2010. Les événements qu'a connus la région ont donc eu d'importantes conséquences. La capitalisation

Graphique 3. Indicateurs de la dette au Liban, millions de US\$



Source: EIU

boursière a baissé de 8,9% depuis la fin mai 2010 pour s'établir aux environs de 11,7 milliards de dollars américains, dont plus de 70% en actions bancaires et 25% en placements immobiliers (Ioubnan.info, 2011).

Le marché boursier libanais est aujourd'hui peu attractif, les investisseurs se concentrant sur l'évolution des marchés européens et américains. Le 19 août 2011, l'indice boursier de Beyrouth a clôturé à 1 299,69 points, avec une capitalisation boursière de 11,22 milliards de dollars américains, contre 13,06 milliards de dollars américains en août 2010. Les grosses pertes enregistrées par les places boursières internationales, liées à la peur croissante d'une nouvelle récession mondiale, ont donc affecté le monde financier libanais (TheDailyStar, 2011).

2.2.2 Une augmentation des réserves de change et une dette toujours parmi les plus élevées

On peut estimer que le niveau élevé des réserves de change de la Banque centrale (31,5 milliards de dollars américains en mars 2011) est une bonne chose dans une période d'instabilité intérieure et extérieure. Les réserves de devises étrangères ont enregistré une hausse constante. D'après l'EIU, le montant total des réserves internationales devrait atteindre 48,063 milliards de dollars américains en 2011, en hausse de 7,9% par rapport à 2010.

Concernant les indicateurs de la dette libanaise, les premiers chiffres de 2011 indiquent un encours en hausse de 15,14%, s'établissant à 35 milliards de dollars américains en 2011. Le paiement du service de la dette devrait atteindre 5,3 milliards de dollars américains, soit 4% par rapport à l'an dernier. Comme l'a souligné l'EIU (2011), la dette extérieure est principalement détenue par les banques locales tandis que le service de la dette constitue une forme de soutien du gouvernement aux banques. C'est pour cela que le pays a peu de risque de subir les contrecoups de la crise internationale de la dette, malgré un important déficit structurel et un ratio dette/PIB parmi les plus élevés.

2.2.3 Une monnaie nationale arrimée au dollar américain

Au bout du compte, la livre libanaise devrait rester arrimée au dollar américain, dans une fourchette comprise entre 1,501 et 1,514 LBP pour 1 dollar. Si, conformément aux prévisions, le dollar américain s'apprécie face à l'euro en 2011-2012, il en sera alors de même pour la livre libanaise vis-à-vis de la monnaie européenne. Comme l'a souligné l'EIU, l'engagement de la Banque du Liban à défendre cet ancrage monétaire est conforté par « sa capacité à influer sur les taux d'intérêt, un volume d'actifs élevé et un soutien important des banques commerciales locales ». Par conséquent, en cas de sortie de capitaux, l'économie libanaise devra puiser dans ses réserves de devises étrangères et en utiliser une partie pour soutenir son économie nationale.

Une enquête menée auprès de 100 cadres supérieurs du secteur industriel libanais montre qu'ils considèrent les variations passées du taux de change comme un des facteurs expliquant la faible productivité et le peu de compétitivité de l'industrie libanaise. Plus précisément, 56% des personnes interrogées estiment que les variations du taux de change constituent la première cause de la détérioration de la compétitivité, puisqu'elles ont entraîné une hausse du coût des matières premières importées. À l'inverse, 12% seulement jugent que les variations du taux de change améliorent le « positionnement concurrentiel » sur les marchés d'exportation (Byblos Bank, 2011).

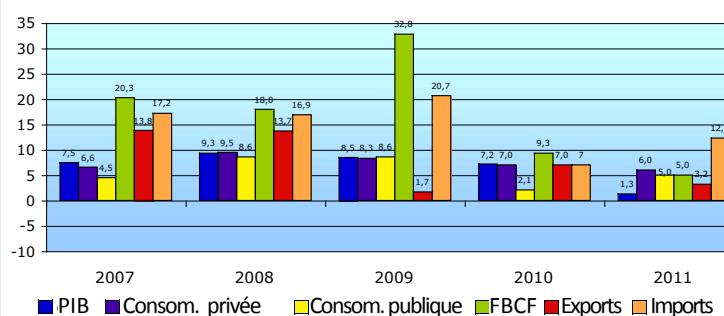
II. Politique économique et attentes macroéconomiques

1. Principales évolutions

1.1 Les effets sur l'activité économique

L'économie a connu un taux de croissance impressionnant de 7,2% en 2010, en-deçà de celui de 2009 à 8,5% mais au-dessus de la plupart des économies méditerranéennes. Le léger tasse-

Graphique 4. Décomposition de la demande, variation annuelle des dépenses sur le PIB



Source: EIU:

ment dans l'augmentation du PIB est dû à une forte chute de la formation brute de capital fixe passée d'un taux d'accroissement de plus de 30% à 9% en 2010. Pendant que les importations baissaient également (de 21% à 7%), les exportations sont remontées de 7%, au lieu de 2% l'an dernier.

La croissance semble avoir ralenti début 2011 en raison de l'agitation politique qui a secoué le pays au cours du premier semestre, et qui est venue s'ajouter aux effets des soulèvements qui ont eu lieu dans tout le monde arabe, et en particulier en Syrie. Les événements nationaux ont pesé sur la consommation et sur l'investissement et les troubles qu'a connus la région ont affaibli les performances libanaises en matière d'exportation. L'économie libanaise dépend en grande partie du tourisme, des opérations bancaires et du bâtiment, secteurs qui ont tous décliné au cours du premier semestre 2011. Pendant les deux premiers mois de 2011, le nombre de touristes a baissé de 13% par rapport à la même période en 2010 et les ventes immobilières (qui

permettent de mesurer l'activité du secteur du bâtiment) ont fléchi de 18,7%.

En tenant compte des événements régionaux et nationaux, on s'attend à ce que l'activité économique dégringole à 1,3% en 2011, loin de son niveau de 2010 de 7,2%, faisant du Liban un des pays de la région méditerranéenne à la croissance économique la plus lente. Le secteur des services devrait continuer à subir les contrecoups de la situation régionale.

1.2 Une inflation en hausse mais qui reste modérée

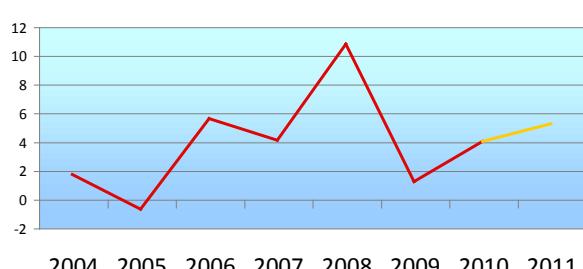
Après avoir fortement diminué en 2009, parallèlement à la baisse mondiale du prix des matières premières, l'inflation est remontée autour de 4% en 2010. Elle a poursuivi sa progression en 2011, suivant la hausse mondiale des prix des denrées et de l'énergie, produits dont le Liban est entièrement dépendant en terme d'importations. L'inflation mesurée par l'IPC se situe actuellement (août 2011) autour de 5,5%, avec une hausse du prix de l'énergie de 14% et de celui des denrées de 6%. D'autres éléments du panier de l'IPC ont vu leurs prix flamber, comme les vêtements et les chaussures (+ 8,8%), les transports, l'éducation et la santé (+ 7% environ). En 2011, l'inflation globale devrait suivre la même courbe ascendante que celle du prix des matières premières importées, soit + 5% (voir graphique 5).

2. Réponses macroéconomiques

2.1 Finances publiques

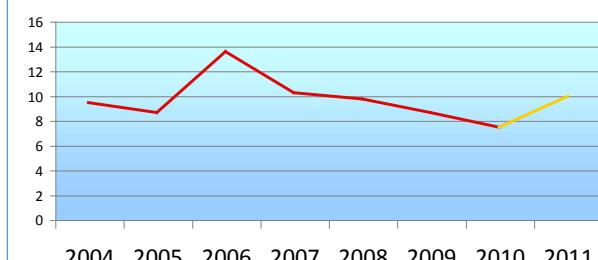
Le déficit budgétaire du Liban s'est amélioré pour la première fois depuis 2006, réduit à 7,4% du PIB en 2010, alors qu'il représentait 8,6% du PIB en

Graphique 5. Inflation IPC (moy., %)



Source: EIU

Graphique 6. Déficit budgétaire (% du PIB)



Source: EIU

2009, et qu'il avait connu des niveaux bien plus élevés pendant la période 2006-2008 (où le déficit était de 11% en moyenne). Ce résultat s'explique par une réduction des dépenses, passées de 33% du PIB à 28,8% du PIB, qui a permis de compenser largement la baisses des recettes de 24,4% du PIB à 21,4%. Au cours du premier semestre 2011, le déficit s'est maintenu même niveau que l'année précédente, autour de 2,5% du PIB. Cependant, les dépenses spécifiques des ministères devraient se poursuivre le reste de l'année, aggravant le déficit. On estime donc que ce dernier devrait atteindre 9,9% du PIB.

La dette publique libanaise a elle aussi diminué, passant de 148% du PIB l'an dernier à 133,8% du PIB. Une grande partie de la dette extérieure du gouvernement est entre les mains des banques locales, et le paiement du service de la dette constitue une forme de soutien du gouvernement aux banques – ce qui signifie que le pays a peu de risque de subir les contrecoups de la crise de la dette dans les autres pays, malgré un important déficit structurel et un ratio dette/PIB parmi les plus élevés au monde. En retour, la forte exposition des banques à la dette de l'État, et les taux d'intérêts élevés proposés, les encouragent à poursuivre leur rachat de la dette publique.

2.2 Politique monétaire et système bancaire

Le cadre de la politique monétaire, fondé sur l'ancre du taux de change au dollar américain, a contribué à asseoir la confiance dans le système financier libanais. Ces dernières années, il a en outre

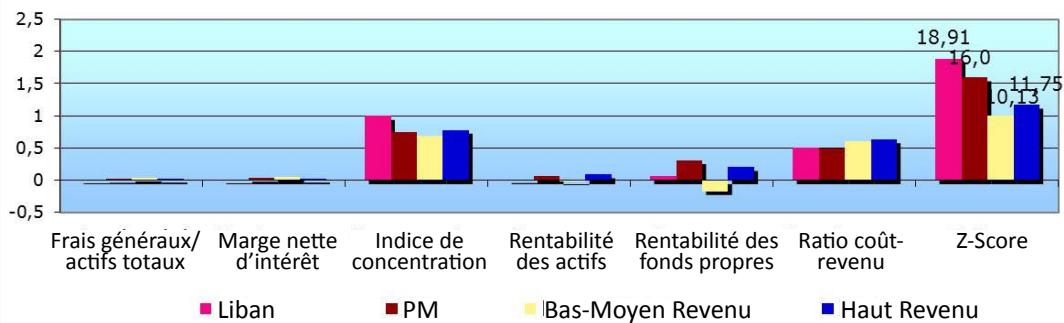
bénéficié d'un encadrement strict de l'actuel gouverneur de la Banque centrale. Dans le même temps, l'afflux de capitaux a permis d'accumuler des réserves importantes qui s'élevaient à environ 44,5 milliards de dollars américains en 2010, contre 39 milliards en 2009. Cependant, afin de maintenir l'ancrage monétaire, la Banque du Liban a dû stériliser ces capitaux, notamment en émettant des certificats de dépôt à taux élevé, libellés en monnaie nationale, dont le coût a pesé de façon importante sur les ressources nettes de la Banque du Liban (IMF, 2010).

Les taux d'intérêt (pour les bons du trésor à 3 mois) sont restés au même niveau que l'an dernier (autour de 3,8%) mais il y a eu un fléchissement des dépôts qui ont enregistré un recul d'environ -1% en juin et juillet, après un accroissement de 29% l'an dernier. La baisse des taux d'intérêt a permis de maintenir la croissance du crédit au secteur privé à des niveaux sains (autour de 17% en juin 2011, soit moins que les 22% de l'an dernier).

La Banque du Liban a pour objectif de stabiliser à court terme les taux des dépôts, afin de garantir un niveau de liquidités suffisant. La prime des taux de dépôts en livre libanaise par rapport aux taux des dépôts en dollars continuera à favoriser les rentrées et la dé-dollarisation des dépôts.

Les dernières données issues de la base de données de la Banque mondiale sur la structure financière, montrent que le système bancaire libanais est plus solide que la moyenne régionale (Z-score de 18,91 contre 16 pour la région) mais son indice de concentration (part des actifs des trois plus grandes banques dans le volume total des actifs bancaires) est plus élevé que dans le reste du monde (1 au Liban contre 0,745 dans la région), ce qui plaide pour une plus grande concurrence bancaire. Le FMI (2010) a également observé que le contrôle et la réglementation efficaces du système bancaire, associés à un financement bancaire et à des structures d'actifs conventionnels ont préservé le

Graphique 7. Indicateurs du secteur bancaire: Liban VS le Monde (2009)



Source: World Bank Financial Structure Database

secteur financier national des turbulences mondiales. Dans le même temps, une réglementation prudentielle sur les leviers financiers et une exposition moindre à l'immobilier ont mis les banques à l'abri d'une éventuelle bulle du marché immobilier. De fait, le contrôle et la réglementation se sont attachés à éviter la prise de risques démesurés. La BDL et la commission de contrôle des banques ont renforcé la surveillance transfrontalière et les mesures destinées à renforcer le contrôle des Libanais.

III. Conclusion : le chemin à parcourir

Comme l'a souligné Fakhoury Mühlbacher (2009), le processus de démocratisation du Liban restera inachevé et susceptible de retour en arrière si les désaccords concernant les principales problématiques aboutissent à des conflits profonds et permanents ainsi qu'à une ambivalence quant aux institutions démocratiques. C'est pourquoi il serait plus prudent d'envisager la transition vers la démocratie comme « un processus fragile dont on mesurera la consolidation avec le temps » à l'aune d'un certain nombre de critères. Parmi lesquels l'adoption d'une loi électorale juste, l'introduction de libertés civiles et politiques substantielles, un réel pouvoir de décision des élus, une réforme progressive des institutions étatiques et la séparation des pouvoirs, l'application des règles démocratiques à tous, y compris aux « élites » et enfin l'accès des jeunes au processus politique. Comme l'a également noté Colombo (2011), les Libanais se sont accommodés d'une administration défectueuse, tout comme ils savent devoir coexister, étant donné qu'il ne sem-

ble pas y avoir d'alternative à la pluralité de la société nationale et « pas de moyen pour le moment de s'affranchir du système politique confessionnel établi par le Pacte national ».

Pendant toutes ces années, de nombreux facteurs ont empêché la transition démocratique de progresser. Mais avec l'avènement du Printemps arabe, le Liban devrait saisir l'occasion : au niveau de sa politique intérieure, il devrait enfin s'atteler à « concilier ses deux visages, démocratique et consociative, et plus précisément, en finir avec les désaccords internes persistants » (Fakhoury Mühlbacher 2009). Dans le même temps, les autorités devraient prendre des mesures incitatives pour promouvoir l'investissement privé dans des secteurs stratégiques de l'économie. Le secteur du tourisme devrait bénéficier d'aides dans ce moment crucial et faire l'objet d'une restructuration dans les années à venir afin de réduire le déficit courant qui se creuse. Si les partis nationaux décident également de se prononcer pour une « coopération interne », l'éventualité d'une fuite des capitaux s'en trouvera réduite, tout comme celle d'un choc politique. Mais si le Printemps arabe peut initier une nouvelle étape dans l'évolution de la région, il peut aussi constituer une charge supplémentaire pour l'État libanais, avec la peur croissante de voir émerger des régimes conservateurs et à cause des relations avec Israël (Colombo, 2011). Le plus grand défi consistera à « conserver l'ouverture politique et économique du pays, tout en le préservant des effets déstabilisants induits par cette sensibilité aux influences extérieures ».

Références

- BBC (2011), « Liban Pays profile », July 13th.
- Byblos Bank (2011), « Liban this week », Issue 229, August 22-27.
- Colombo, S. (2011), « Syrie and Liban:Diverging paths of state unsustainability », MEDPRO Technical Report No. 6/June 2011.
- Economist Intelligence Unit (EIU) (2011) Pays Report: Liban: The Economist Intelligence Unit: United Kingdom. Various issues.
- Fakhoury Muhlbacher, Tamirace (2009), « Democracy and Power-Sharing in Stormy Weather: The Case of Liban », Publisher: VS Research.
- Iloubnan.info (2011), « Stock market activity down 78% to \$306m in first five months of 2011 », June 4th.
- International Poverty Centre (2008), « Poverty, Growth and Income Distribution in Liban », Pays Study number 13, Janvier.
- TheDailyStar (2011), « Liban's Arabic press digest », August 25th.
- TheDailyStar (2011b), « Beirut bourse takes backseat to global events », August 20th.
- The Lebanese Transparency Association (2011), « Corruption in Liban », website, About Corruption.
- Zakaria, Patty (2011), « Are Political Deficits in Liban Self-Imposed or Externally Inflicted? », Paper prepared for presentation at the Annual Meetings of the Canadian Political Science Association, Waterloo, May 16-18, 2011.

MAROC : Vers un régime plus démocratique

Dans une région méditerranéenne qui connaît une période de troubles politiques, le Maroc fait figure d'exception. Malgré les récentes manifestations, le pays a précédé la plupart de ses voisins sur la voie des réformes démocratiques, qu'il a su efficacement associer à un régime de croissance nationale. Cette dernière s'appuie sur la consommation intérieure et le financement d'infrastructures qui ont fait du Maroc une économie solide, à fort potentiel. Il faut reconnaître au Maroc sa capacité à conjuguer ses réformes démocratiques avec un modèle de croissance s'appuyant peu à peu sur une économie de la connaissance et qui a suscité plus de créations d'emploi que dans les régions voisines, tout en maintenant l'inflation à un niveau tout à fait raisonnable.

Néanmoins, le pays n'a pas été épargné par les événements récents, d'autant que depuis quelque temps, les efforts pour promouvoir davantage de démocratie stagnent. En outre, les sources de croissance ne sont pas encore suffisamment diverses et le chômage des jeunes y est toujours élevé. Le moment est idéal pour que les autorités s'attèlent à ces problèmes, d'autant qu'elles ont le privilège d'avoir du temps pour cela. En effet, bien qu'il y ait déjà eu des manifestations, le climat économique et politique a été moins perturbé que dans d'autres économies de la région.

Certains indices incitent à l'optimisme dans le cas du Maroc : d'abord, malgré le contexte régional, l'économie marocaine devrait retrouver son rythme de croissance d'ici deux à trois ans, grâce à une demande intérieure renforcée et un regain attendu de la demande extérieure, sous réserve que la crise économique ne s'aggrave pas dans les pays européens. Ensuite, les autorités semblent déterminées à engager des mesures de modernisation des infrastructures, sur le plan à la fois matériel et humain, offrant ainsi la stimulation nécessaire à la croissance économique et à l'emploi. Les seules préoccupations majeures résident dans l'éventuelle absence de résultats et la diminution des recettes fiscales à court terme, conséquence de l'augmentation du déficit budgétaire.

On s'attend à ce que le taux de croissance proche de 3,8% en 2011 remonte considérablement dès 2012. En gardant cela à l'esprit, on peut noter les évolutions suivantes dans l'économie marocaine :

- ✓ La crise sociale que connaît la région n'a pas eu d'incidence négative d'ampleur sur l'économie marocaine. D'après les premiers chiffres du début de l'année 2011, on peut estimer que la demande extérieure continuera de progresser et que les exportations augmenteront de 13,5% en 2011.
- ✓ Cependant, on s'attend à une augmentation de 20,6% des importations, ce qui signifie que le déficit de la balance commerciale s'aggraverait de 30,2% pour atteindre 18,8 milliards de dollars américains en 2011, soit 18,9% du PIB.
- ✓ On a craint que le tourisme pâtit à la fois du printemps arabe et de l'attentat du café de Marrakech. Mais jusqu'à la fin avril, le nombre de touristes était supérieur de 10% à celui de 2010. Parallèlement, le ministère du tourisme marocain avait souligné que les recettes liées au tourisme augmenteraient à un rythme plus rapide suite à l'investissement de 14,5 milliards de dollars des pays du Golfe dans la construction de nouveaux lieux de vacances. Au bout du compte, il apparaît qu'entre janvier et juillet, les recettes du tourisme ont augmenté de 8,5% pour atteindre 33,1 milliards de dirhams.
- ✓ Après un regain de 10% en 2010, certains prévoient une baisse de 10,1% des investissements directs étrangers (IDE), qui atteindraient 1,95 milliard de dollars américains (EIU), se rapprochant des niveaux de 2009. Malgré cela, et comparé à plusieurs partenaires méditerranéens, le Maroc est considéré comme offrant davantage d'opportunités pour les investisseurs. Et du fait de son partenariat avancé avec l'Union européenne, le Maroc peut tabler sur des investissements à long terme.
- ✓ Les événements du début de l'année 2011 ont porté un coup au marché financier et la contestation pourrait freiner la reprise, pour cause de nervosité des marchés de capitaux. En 2011, les deux indices de référence de la bourse de Casablanca - le MADEX et le MASI - ont chuté respectivement de 9,01% et 9,07% à la mi-juillet 2011.

- ✓ Le taux de couverture des importations s'est maintenu au-dessus de l'indice du septième mois. Les premières prévisions pour 2011 montrent une légère augmentation des réserves, conformément aux projections positives initiales du secteur touristique ; l'agitation dans la région pourrait conduire à une révision du taux de couverture des importations, qui resterait cependant au-dessus des niveaux de 2008.
- ✓ On peut faire deux remarques à propos du chômage des jeunes. D'abord, la jeunesse ne peut espérer trouver un travail qui corresponde à la fois à ses qualifications et à ses prétentions salariales. Ensuite, les jeunes ont un niveau d'instruction plus élevé que les autres demandeurs d'emploi et des attentes plus grandes, ce qui aboutit malheureusement à un décalage entre l'offre et la demande. Cela peut expliquer pourquoi le chômage des plus instruits représente encore le double du taux de chômage global.
- ✓ Les autorités nationales doivent prendre en compte les gains de productivité réalisés dans le domaine des services et s'efforcer de faire de même dans les autres secteurs de l'économie, dans le cadre d'une stratégie cohérente. En outre, il est nécessaire de prendre les mesures incitatives requises pour orienter la jeunesse vers des emplois productifs. Une augmentation d'1% de l'écart de revenus entre le privé et le public équivaut à augmenter de 5,3 mois le délai d'obtention d'un emploi dans le secteur public. Cela signifie qu'un ajustement des rémunérations de la fonction publique permettrait d'éviter l'augmentation du taux de chômage marocain.
- ✓ Enfin, le Maroc possède l'une des législations du travail les plus rigides du Maghreb, pour le recrute-

ment comme pour le licenciement. Les partenaires sociaux, ainsi que toutes les parties concernées, devraient établir un nouveau cadre législatif qui lève les obstacles et favorise l'égalité d'accès au marché officiel.

I. La situation politique et ses implications

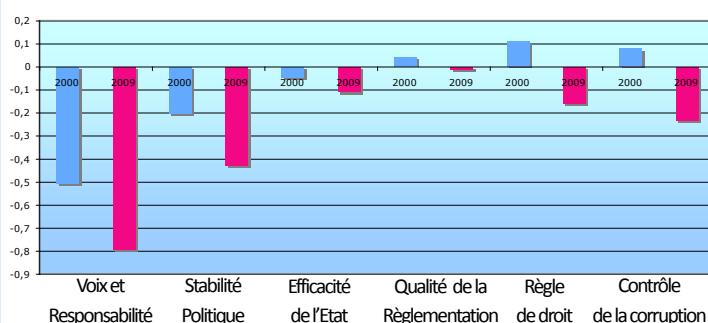
Un pays en avance du point de vue démocratique par rapport aux autres PM, mais qui a besoin d'une meilleure gouvernance.

Contrairement aux PM voisins aujourd'hui confrontés à une grande instabilité politique, le Maroc s'est déjà engagé sur la voie d'une ouverture démocratique. La démocratie est encouragée depuis longtemps et la série de réformes adoptées ces dix dernières années a fait du Maroc un des pays du sud de la Méditerranée les plus progressistes sur le plan politique. Si ces réformes ont parfois été retardées, le pays a effectivement entrepris : a) de jeter les bases d'une réforme constitutionnelle (1996) en créant une chambre des représentants élue au suffrage direct, en interdisant la torture et en ouvrant le gouvernement à l'opposition ; b) de réformer le droit de la famille (Mudawana) pour renforcer les droits des femmes en matière de mariage, de divorce et de droits civils ; c) des réformes pour la liberté de la presse, le droit des minorités et la décentralisation.

Néanmoins, on pourrait rétorquer que le Maroc est une monarchie, qui concentre toujours les pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif. Sans compter que les

bouleversements récents qu'ont connu l'Égypte et la Tunisie n'ont pas laissé la population nationale indifférente : début 2011, des milliers de personnes ont manifesté à travers le pays pour réclamer, entre autres, une restriction des pouvoirs monarques et une réforme de la constitution. L'analyse des indicateurs de gouvernance marocaine montre clairement que le pays a reculé à tous les niveaux

Graphique 1. Maroc: Indicateurs de Gouvernance



Source : Worldwide Governance Indicators 2010, World Bank.

Note : Valeurs de -2,5 (mauvaise gouvernance) à 2,5 (bonne gouvernance)

et que les résultats se sont dégradés considérablement dans les domaines de la Participation et représentation, de la Stabilité politique et de la Lutte contre la corruption – toutes choses qui ont été exprimées par les contestataires. C'est pourquoi le Mouvement du 20 février pour plus de démocratie et pour une monarchie constitutionnelle apparaît justifié et reflète des préoccupations légitimes (New York Times, 2011). On peut également mettre en avant la stagnation des efforts pour davantage de démocratie : le système de parti est inefficace, l'élite monarchique est perçue comme trop privilégiée et le processus électoral a suscité peu d'enthousiasme. En outre, plusieurs cas de violation des droits de l'homme ont été relevés et la liberté de la presse est encore loin d'être complètement acquise (MoroccoBoard 2010).

Et pourtant, le roi du Maroc a lancé une réforme radicale de la constitution au travers du référendum du 1er juillet, approuvé « à une écrasante majorité » par la population (Hindustantimes, 2011). Par conséquent, les pouvoirs du parlement seront renforcés, les droits de l'homme reconnus comme des principes essentiels, les droits des femmes et des minorités élargis. Le modèle politique marocain semble donc évoluer, et, fort heureusement, avant que la situation intérieure ne devienne intenable. Malgré l'existence d'inégalités, la croissance économique joue en sa faveur et a permis une diminution partielle du chômage. Son taux est tombé au-dessous de 10% ces dernières années - ce qui le place en deçà de la moyenne méditerranéenne - et ne devrait pas beaucoup grimper dans les années à venir, contrairement aux PM voisins. Les chiffres ci-dessus font penser que le pays a déjà opéré un tournant crucial dans sa transition d'une société autoritaire vers une société démocratique. C'est pour cela que les autorités ont tout intérêt à s'attaquer à de nouvelles réformes « pro-démocratiques », comme elles l'ont fait par le passé, dès lors que l'éventualité de troubles intérieurs reste faible. Si le pays doit encore franchir le pas vers une « démocratie pleine et entière », il peut néanmoins expliquer sa stabilité par

son processus progressif d'ouverture démocratique et se targuer d'être plus proche du but à atteindre sur le long terme que les autres PM voisins.

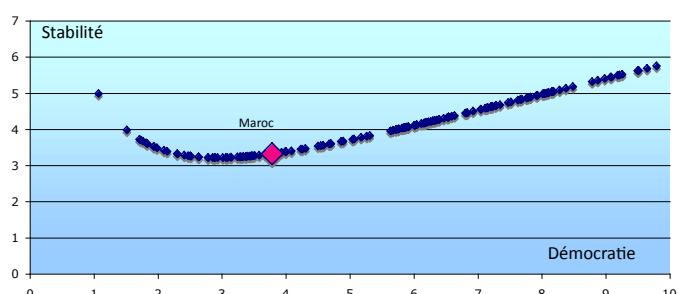
Deux voies s'offrent désormais au Maroc : le régime en place peut poursuivre ses réformes démocratiques, dont les effets positifs à long terme se rapprochent. Ou il peut en rester là, avec un régime certes plus démocratique que la plupart de ses voisins, mais toujours au bord d'une crise qui pourrait conduire à une instabilité. La démarche suivie ces derniers mois suggère que le Maroc a choisi la première voie. En cas de réussite, l'expérience marocaine pourrait même servir d'exemple à d'autres pays de la rive méridionale de la Méditerranée, en raison de sa capacité à associer démocratie et principes musulmans, tels que la « choura » (principe de gouvernement qui découle d'une consultation entre les dirigeants et le peuple), l'« oumma » (communauté de Musulmans d'origines diverses qui militent pour les droits de l'homme) et l'« ijma » (consensus).

II. Coût économique des évolutions récentes

1. Le secteur réel ne s'est pas dégradé mais le déficit commercial reste élevé

La crise sociale que connaît la région n'a pas eu beaucoup d'effets négatifs sur l'économie marocaine. Les manifestations qui se sont déroulées dans la capitale et l'attentat survenu récemment peuvent certes être interprétés comme une menace pour la stabilité du pays, mais son économie a été moins touchée que celles de la région, com-

Graphique 2. Le Maroc sur la courbe en J mondiale (2010)



Source : Calculs FEMISE basés sur: EIU Political Instability Indicator, Index of Democracy.

me le montre l'évolution des principaux agrégats suivants :

- ✓ Hausse estimée de 13,5% des **exportations** de marchandises en 2011.
- ✓ Augmentation de 20,6% de la facture des **importations** en 2011, qui s'établirait à 40,87 milliards de dollars américains.
- ✓ On s'attend donc à une augmentation de 30,2% du **déficit commercial** qui atteindrait 18,8 milliards de dollars américains en 2011.
- ✓ La **balance des services** devrait accuser un déficit de -5,6% en 2011 tandis que le tourisme augmenterait de 8,5% pour atteindre 33,1 milliards de dirhams au cours des 7 premiers mois de 2011.

L'économie nationale étant plus ouverte que la moyenne méditerranéenne, le commerce marocain a bénéficié du regain de la demande extérieure en provenance notamment des partenaires de l'UE. Ce qui s'est traduit par une hausse de 38,26% des exportations de marchandises en 2010, qui se sont établies à 19,42 milliards de dollars américains. Les phosphates constituent traditionnellement une part importante des exportations : ils ont enregistré une progression impressionnante de 36,7% en glissement annuel, au cours des sept premiers mois de 2011. Quant aux pro-

duits du textile, ils ont enregistré une progression de 8,7% sur la même période. Tous les autres secteurs d'exportations ont connu une augmentation, avec un bond notable du secteur des câbles électriques de 21,9%. Le Maroc a donc réalisé une bonne performance en matière d'exportation durant les sept premiers mois de l'année 2011 : le total des exportations de marchandises a augmenté de 19% (Bank Al-Maghrib – Banque centrale du Maroc) et leur taux de croissance annuelle pourrait atteindre 13,5% (EIU).

Cette progression continue des exportations ne devrait cependant pas suffire à couvrir l'augmentation considérable des importations. Il est à noter que, tout au long de l'année 2010, le prix des matières premières a entraîné une hausse de 65,1% des importations de denrées alimentaires. Cela reflète les lourdes conséquences de la hausse mondiale des cours des produits alimentaires : dans les sept premiers mois de l'année 2011, les importations de produits alimentaires ont grimpé de 50% par rapport à la même période en 2010. Dans le même temps, les importations énergétiques ont augmenté de 39,1%, celles de produits semi-finis de 20,6% et celles des biens de consommation de 8,4%. C'est pourquoi les importations devraient grimper de 20,6% en 2011, ce qui porterait la facture à 40,87 milliards de dollars américains.

Tableau 1. Commerce par groupement de secteurs, million de dirhams

	Janvier-Juillet 2010	Janvier-Juillet 2011	variation sur 12 mois (%)
Exportations de biens	83 355,00	99 160,30	18,96
Phosphates et dérivés	19 134,60	26 160,40	36,72
Exportations hors Phosphates et dérivés	64 220,40	72 999,90	13,67
Textiles et habits	10 852,30	11 792,30	8,66
Câbles électriques	7 297,30	8 893,30	21,87
Tissus, tricot	3 951,40	4 316,70	9,24
Composantes électroniques	2 893,90	3 069,70	6,07
Importations de biens	171 307,50	205 553,60	19,99
Produits énergétiques	37 281,90	51 871,50	39,13
Importations hors Produits énergétiques	134 025,60	153 682,10	14,67
Demi produits	36 122,20	43 550,20	20,56
Produits alimentaires	15 568,50	23 358,10	50,03
Biens d'équipement	40 609	38 933,00	-4,13
Biens de consommation	32 741,20	35 490,00	8,40

Source: Bank Al-Maghrib

Ces tendances étant susceptibles de se poursuivre l'année prochaine, le déficit de la balance commerciale devrait augmenter de 30,2% pour atteindre 18,8 milliards de dollars américains en 2011. Autrement dit, si ces prévisions se vérifient, le déficit s'élèvera à 18,9% du PIB.

On a craint que le Printemps arabe et l'attentat du café de Marrakech cette année affectent le tourisme. Jusqu'à la fin avril, le nombre de touristes était en hausse d'environ 10% par rapport à 2010, mais suite à l'attentat, près de 15 000 personnes (3% du total) ont annulé leur séjour. Mais contrairement aux autres PM, le Maroc dépend moins des touristes pris en charge par des voyagistes et s'appuie davantage sur des touristes autonomes. Le touriste moyen dépense au moins trois fois plus environ (800 dollars américains) que celui de la Tunisie voisine. Le ministère du tourisme marocain avait souligné que l'augmentation des recettes liées au tourisme serait accélérée par l'investissement par les pays du Golfe de 14,5 milliards de dollars américains dans la construction de nouveaux lieux de séjour. Au bout du compte, il apparaît qu'entre janvier et juillet, les recettes liées au tourisme ont grimpé de 8,5% pour atteindre 33,1 milliards de dirhams. Parallèlement, les transferts de fonds des émigrés a augmenté de 8,2% pour s'établir à 33,3 milliards de dirhams (MoroccoWorldNews, 2011).

2. Secteur financier

Le système financier de l'économie marocaine Morocco se situe dans une phase intermédiaire, avec un compte de capital partiellement ouvert et surtout une démarche de libéralisation financière conduite au coup par coup.

2.1 Incertitudes quant aux effets sur les IDE

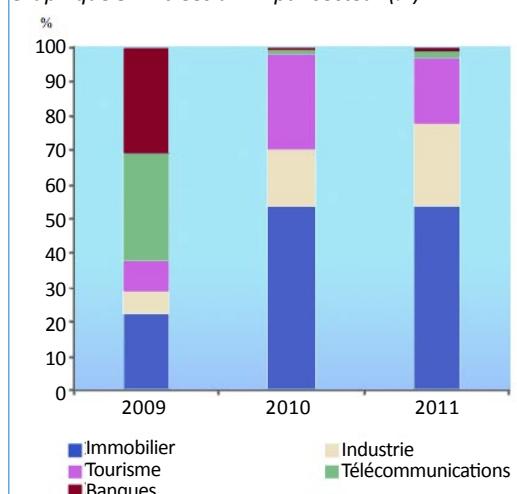
Après un rebond de 10% en 2010, certains prévoient que les IDE chutent de 10,1% pour s'établir à 1,95 milliards de dollars américains, soit un niveau proche de celui de 2009. Pourtant, même si cette baisse se produit, on devrait plutôt l'envisager comme une stabili-

sation plutôt que comme un recul. En effet, comparé à plusieurs PM voisins, le Maroc offre plus d'opportunités aux investisseurs, son cadre national constituant un carrefour vers les marchés européens, méditerranéen et africain. Les réformes nationales ont abouti à une croissance durable des investissements (les IDE ont été multipliés par six depuis le début des années 90) qui, combiné au développement des infrastructures, a créé un climat propice aux affaires. Dernier élément, enfin, et non des moindres, le partenariat avancé avec l'UE et le fait que le Maroc reste l'unique pays arabe bénéficiant d'accords avec les Etats-Unis, portent à croire que les investissements se feront sur le long terme. Malgré l'instabilité régionale, on peut penser que le Maroc poursuivra ses réformes et maintiendra sa croissance pour attirer les entreprises étrangères.

2.2 La tendance à la hausse des marchés boursiers interrompue

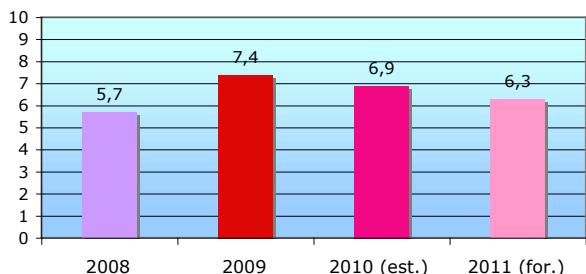
Les événements récents ont porté préjudice à un marché qui se comportait bien auparavant. Au cours du dernier trimestre 2010, l'indice MASI a progressé de 6,4% par rapport au trimestre précédent, pour afficher une rentabilité annuelle de 21,2%. Il était prévu que le marché poursuive cette tendance à la hausse tout au long de l'année 2011 ; en février, il avait augmenté de 1,7% avec une rentabilité de 1,2% depuis le début de l'année. Mais cette tendance a vraisemblablement

Graphique 3. Entrées d'IDE par secteur (%)



Source : Bank Al-Maghrib, estimations pour 2011

Graphique 4. Réserves de change (en mois d'importation)



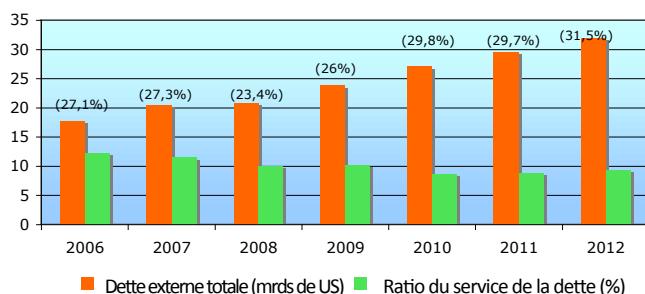
Source : COFACE

été interrompue, entre autres, par l'attentat visant des touristes. Quant à l'indice flottant du MADEX, il approchait les 10 500 points début mars, avant de chuter de 3,5% et s'établir en fin de compte à 9 694,51 points après l'attentat du mois d'avril. À la mi-juillet 2011, les indices MADEX et MASI ont respectivement connu une baisse de 9,01% et 9,07% (Yacout.Info, 2011). Reste à voir si les indices marocains parviendront à se redresser. Les manifestations récentes pourraient nuire à ce redressement, étant donné la nervosité des

tensions ne s'établissait plus qu'à 6,9 mois. Les réserves extérieures nettes ont augmenté progressivement en 2010, et leur encours a progressé à un taux annuel de 6,7%, suite à la hausse des recettes touristiques. Cependant, malgré les prévisions positives concernant le tourisme, l'estimation du ratio de couvertures des importations a dû être revu à la baisse (6,3 mois) en raison de l'augmentation massive des importations. Heureusement, en dépit des turbulences régionales, le ratio se maintiendra au-dessus des niveaux antérieurs à la crise de 2008.

Concernant la dette marocaine, la dette extérieure s'élèvait à 27,1 milliards de dollars en 2010, passant de 26% du PIB en 2009 à 29,8% en 2010. En 2011, le montant total de la dette extérieure pourrait atteindre 29,6 milliards de dollars, soit un pourcentage du PIB à peu près égal aux années précédentes (29,7%). Le ratio d'endettement était tombé de 10,2% en 2009 à 8,7% en 2008, bien en-dessous de ses niveaux d'avant la crise. Les prévisions pour 2011 tablent sur une augmentation, le ratio atteignant 8,9% pour se stabiliser ensuite. Le niveau global de la dette a connu une hausse en septembre 2010, époque où le Maroc a eu recours au marché international, et il faut préciser que les tensions politiques que connaît la région pourraient accroître la pression sur les primes de risque. Malgré cela, le régime de croissance actuel et la détermination des autorités à contenir le déficit budgétaire devraient permettre de maintenir le niveau de la dette publique en dessous de 70% du PIB dans les années à venir.

Graphique 5. Indicateurs de la dette au Maroc, dette externe en % du PIB en parenthèse



Source : EIU

marchés de capitaux dans ce genre de contexte. Dans tous les cas, l'euphorie initiale du début de l'année 2011 semble avoir disparu, et l'activité financière risque de mettre du temps à s'en remettre.

2.3 Stabilisation prévue des réserves de changes et des taux d'endettement

Les réserves de devises étrangères couvraient 7,4 mois d'importations en 2009 et la baisse du montant total des importations avait permis de soulager la pression sur les opérations de change. Les importations ayant augmenté en 2010, le ratio de couverture des impor-

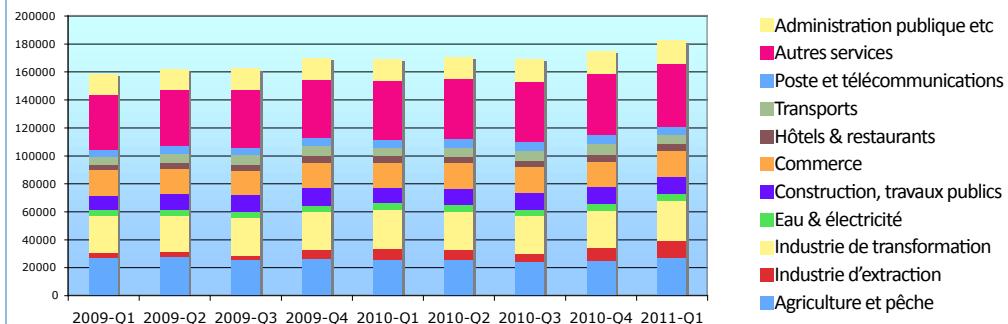
III. Politique économique et attentes/espoirs macro-économiques

1. Principales évolutions

1.1 Une croissance économique en partie freinée par le contexte d'après-crise

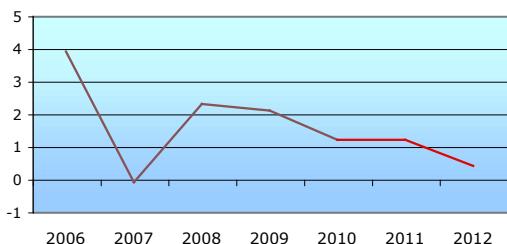
En 2010, suite à une demande extérieure encore fragile, le taux de croissance du Maroc a atteint 3,7%, un résultat en deçà des prévisions initiales et plus bas que la moyenne régionale de 4,9%. Cela montre une fois de plus à quel point le pays a besoin de diversi-

Graphique 6. Valeur ajoutée aux prix de base, par activité, base Année 1998, million de dirhams



Source : Bank Al-Maghrib

Graphique 7. Productivité Globale des Facteurs au Maroc



Source : EIU, estimations pour 2011, 2012

fier ses sources de croissance, le ralentissement de la progression du PIB étant à mettre en parallèle avec la chute de 5,13% dans le secteur de l'agriculture et de la pêche en 2010. Cette année-là, de mauvaises conditions météorologiques avaient affecté les récoltes, la production céréalière 2009-2010 chutant de 25%, après une année 2009 record où le secteur agricole avait connu une hausse d'environ 30%.

Il faudrait développer l'économie non agricole et les autorités devraient se concentrer sur des secteurs à plus haute valeur ajoutée et favoriser une plus grande productivité. Aujourd'hui, la croissance marocaine repose aussi sur d'autres services et sur le commerce : les premiers ont connu une hausse de 6,1% en année glissante au premier trimestre 2001 tandis que le dernier progressait de 5,8% sur la même période. D'autres secteurs, tels que celui de l'extraction (+39,5%), de l'hôtellerie-restauration (+9,2%), des services postaux et de télécommunication (+5,8%) et de la construction (+3,2%) sont également en hausse. Le secteur du commerce devrait également bénéficier de la pente ascendante suivie par les activités non-agricoles. De plus, le secteur des transports devrait continuer sur sa

lancée, avec une croissance de 7,1% au quatrième trimestre 2010 et de 7,2% au premier trimestre 2011. Le trafic aérien en particulier a progressé de 15,1% fin 2010 et a poursuivi sur le même rythme avec une hausse de 15,3% en janvier 2011 (Bank Al-Maghrib).

Les prévisions pour 2011 tablent sur un taux de croissance proche de 3,8%, qui se situerait au-dessus de la moyenne régionale estimée à 2,6% en 2011 et dépasserait les 4% à partir de 2013 (EIU). La nouvelle usine d'assemblage de voitures de Renault devrait stimuler l'industrie d'exportation tandis que le port de Tanger devrait contribuer à la croissance liée aux services. Malgré cela, le taux de croissance de 2011 restera en-deçà de la moyenne marocaine enregistrée pour la période 2000-2008 (près de 5,5%) et très loin du niveau nécessaire pour réduire les inégalités et encourager l'emploi. À cet égard, le Maroc doit hâter sa conversion complète à un régime tiré par la productivité.

Le dernier rapport annuel du FEMISE a montré comment l'économie marocaine avait progressivement gagné en efficacité pour atteindre un taux positif de croissance de la productivité au cours de la première moitié des années 2000. Toutefois, comme l'indique l'illustration 7, la productivité globale des facteurs a été relativement inégale ces dernières années ; les estimations soulignent qu'après avoir approché les 4% en 2006, elle est devenue négative en 2007 (-0,1%), pour remonter à une moyenne de 2,2% en 2008-2009, avant de retomber à 1,2% en 2010 et 2011. Le Maroc doit consolider son régime de croissance, en favorisant une structure d'entre-

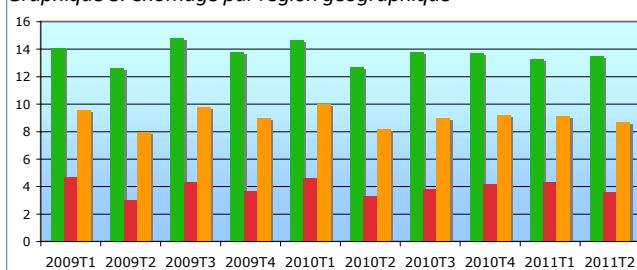
prise qui maximise le potentiel productif, permette un meilleur transfert des technologies et s'appuie sur une force de travail qualifiée. Ces objectifs peuvent être atteints si le pays crée des produits à plus haute valeur ajoutée l'affranchissant de sa dépendance agricole.

1.2 Un taux de chômage qui s'est stabilisé bien en dessous de la moyenne méditerranéenne

Le taux de chômage marocain s'élevait à 9,1% en 2010, en dessous d'une moyenne régionale à 10%. Malgré les efforts déjà accomplis, et que nous évoquerons dans la deuxième partie, il reste beaucoup à faire concernant les jeunes qui représentent la majorité des chômeurs. Le taux de chômage a connu une baisse spectaculaire ces dernières années, tombant de 14,4 % en moyenne entre 2000 et 2007 à 9,6% en 2008, puis 9.1% en 2009 pour se maintenir à ce niveau en 2010. Les zones urbaines subissent les taux les plus hauts, malgré une baisse considérable de 21,4% en 2000 à 13.5% fin juin 2011, suite à plusieurs initiatives de création d'emploi.

Quant au chômage rural, il n'atteignait que 3,6% à la mi-2011. Il faut toutefois noter que le sous-emploi, phénomène fréquent dans ces zones, y est souvent plus élevé que sur le territoire urbain. C'est dans les régions de l'Oriental (18% en 2010), de Rabat-Salé-Zemmour-Zaër (12,2%) et dans les trois régions du Maroc méridional (11,4%) que l'on trouve les plus hauts niveaux de chômage. Alors que Marrakech-Tensift-Al Haouz (5,8% en 2010), Taza-Al Hoceima-Taounate (6,1%), Fès-Boulemane (6,1%) et Tadla-Azilal (6,2%) sont les régions les moins touchées.

Graphique 8. Chômage par région géographique



Source : Haut Commissariat au Plan

Encadré. Les bénéficiaires de la création d'emploi au Maroc

Au cours de la dernière décennie, la création moyenne d'emploi annuelle s'élevait à 156 000 emplois, faisant passer le volume d'emploi de 8,845 millions en 2000 à 10.405 millions en 2010.

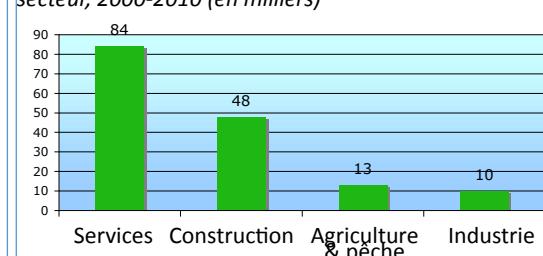
Les bénéficiaires des nouvelles créations sont principalement :

- ✓ Les hommes, avec 118 000 emplois créés annuellement contre 38 000 emplois pour les femmes ;
- ✓ Les adultes entre 40 et 59 ans, qui bénéficient de 112 000 emplois annuellement, alors que les travailleurs entre 15 et 29 ans perdent annuellement 9 000 emplois ;
- ✓ Le secteur des services a créé 84 000 emplois annuellement au cours de la dernière décennie, suivi du secteur du bâtiment (48 000 et 63 000 annuellement en deux ans après 2008) ;
- ✓ Les régions urbaines ont profité de 1,08 millions de nouveaux emplois contre seulement 480 000 pour les régions rurales ;
- ✓ Les régions qui sont les principaux contributeurs à la valeur de production et au PIB comprennent Casablanca (contribution de 21,3% du PIB et 28 000 emplois créés annuellement).

Source : Haut-commissariat au Plan

Contrairement à d'autres pays de la région, la différence entre le chômage des hommes et celui des femmes n'est pas aussi marquée que dans les PM voisins. À la mi-2011, le taux de chômage des femmes s'élevait à 9,7% contre 8,4% pour les hommes, traduction des efforts accomplis pour favoriser

Graphique 9. Crédit annuel moyen d'emplois par secteur, 2000-2010 (en milliers)



Source : Haut Commissariat au Plan

l'égalité entre les sexes dans une société qui pourrait servir d'exemple au niveau régional.

Au bout du compte, le chômage devrait se maintenir en 2011 à un niveau proche de l'année dernière, avec une légère augmentation qui le ferait passer à 9,2%. Si le problème du chômage n'est pas aussi dramatique que dans les PM voisins, il reste une sérieuse préoccupation. D'après les autorités nationales, pour conserver les mêmes taux d'activité et de chômage qu'en 2010, le Maroc devrait créer 17 000 emplois de plus par an au cours des deux prochaines décennies. Et si le Maroc voulait revenir à son niveau d'activité de 1999, il faudrait alors créer 92 000 emplois de plus par an.

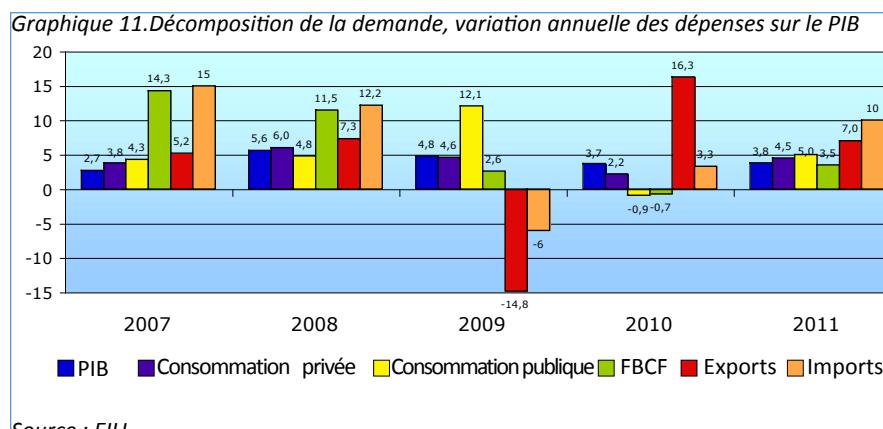
Tous les indicateurs soulignent la nécessité pour le pays d'adopter un nouveau modèle de croissance, qui inscrive l'économie dans le contexte mondial, dans des secteurs tels que l'énergie renouvelable et l'industrie manufacturière, où le Maroc peut bénéficier d'un avantage comparatif. Le développement d'infrastructures permettrait de créer des emplois décents et, plus important, d'améliorer les revenus des travailleurs. Mais il faut aussi valoriser le capital humain, en améliorant l'efficacité du système d'éducation et de formation car, comme nous le verrons plus en détail par la suite, les étudiants marocains ont un niveau de connaissance en dessous de la moyenne.

me d'éducation et de formation car, comme nous le verrons plus en détail par la suite, les étudiants marocains ont un niveau de connaissance en dessous de la moyenne.

2. Réaction macro-économique : croissance ralentie et pression budgétaire accrue, avec une inversion de tendance attendue pour 2012

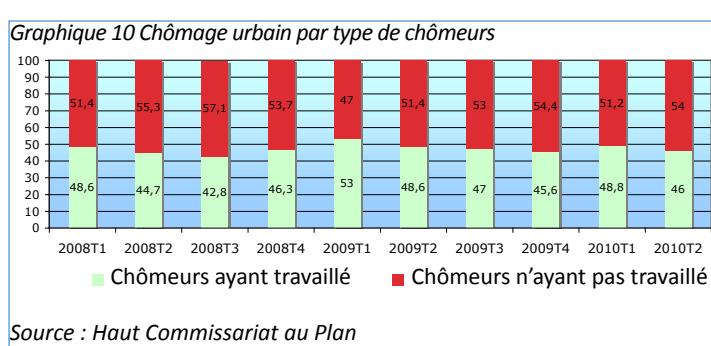
2.1 Une activité économique qui reposera encore sur la consommation publique et privée.

Ces dernières années, la consommation publique a contribué à soutenir la croissance marocaine. Juste après la crise de 2008, elle a enregistré une réelle progression de 12,1% en 2009, avant de tomber à 0,9% en 2010 et il est prévu qu'elle remonte à 5% en 2011. Suite aux émois internationaux, les travaux publics ont joué un rôle de soutien à la croissance et à la création d'emploi dans des secteurs tels que le tourisme, permettant une augmentation du PIB de près de 3,7% en 2010. Malgré cela, la consommation privée a bien moins augmenté que les années précédentes (de 2,2% seulement en 2010 avec une prévision de 4,5% en

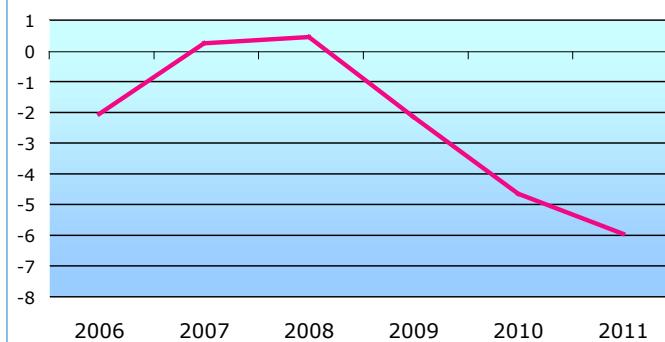


2011). Il y a cependant des raisons d'être optimistes pour l'avenir, suite à la hausse des activités non agricoles, mais aussi, plus récemment, des transferts de fonds.

L'augmentation des investissements, bien qu'importante, aura du mal à rattraper les niveaux de croissance d'avant la crise (14,3% en 2007 et 11,5% en 2008) et le Maroc, en tant que destination attractive pour les investisseurs, pourrait en partie pâtir du climat politique régional actuel qui ramènerait la croissance des investissements à



Graphique 12. Balance budgétaire, % du PIB



Source : EIU

3,5% en 2011, soit un niveau encore en-deçà de celui de 2010. L'investissement public devrait s'accroître, réparti essentiellement entre les secteurs du phosphate, de l'énergie renouvelable et des infrastructures de base (Bank Al-Maghrib). Enfin, le rendement des exportations continuera de progresser, sans cependant égaler les pics antérieurs, la demande extérieur de l'UE n'ayant pas complètement repris.

2.2 Une balance budgétaire proche de la moyenne régionale, qui laisse encore des marges de manœuvre

Après la crise internationale, les finances publiques, à l'équilibre en 2008 (+0,4%), ont enregistré un déficit de 2,2% en 2009 et de 4,7% en 2010, en raison de l'augmentation des dépenses budgétaires. Le déficit est estimé à -6% en 2011, suite aux décisions d'augmenter de près de 100% les subventions aux denrées de base.

Malgré cela, et contrairement à l'Égypte et à la Tunisie voisines aux déficits élevés, le Maroc a encore

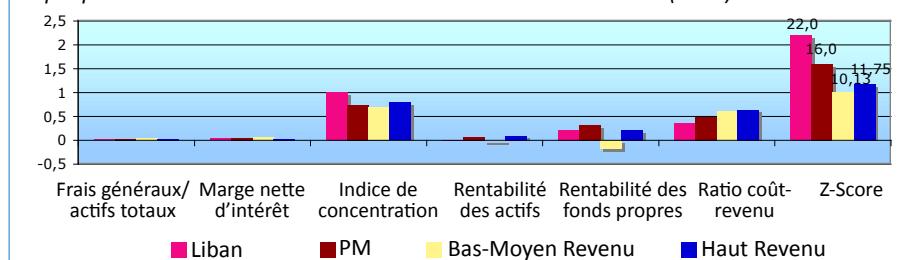
la possibilité d'aligner sa situation budgétaire sur la moyenne méditerranéenne. Si le nouveau budget ne prévoit aucune augmentation d'impôts, les autorités comptent sur une hausse des recettes liées à la croissance. Le projet de réforme du régime d'aides est quant à lui reporté afin de garantir la stabilité politique dans le contexte régional de troubles.

2.3 Une politique monétaire toujours flexible

Le taux directeur de la Banque centrale du Maroc (Bank al-Maghrib) n'a pas changé depuis deux ans et se situe aujourd'hui à 3,25%. Les prévisions d'inflation restent basses, conformément aux objectifs de stabilité des prix de la Banque, ce qui explique pourquoi le taux directeur demeure le même.

Le système bancaire marocain apparaît plus solide que celui de la moyenne régionale (avec un Z-score de 22,0 contre 16 dans les PM), le pays affiche un taux de rendement des capitaux propres comparable à celui des pays riches, mais son indice de concentration (part des actifs des trois

Graphique 13. Indicateurs du secteur bancaire : Maroc VS le Monde (2008)



Source : Ben Naceur et al (2011)

Tableau 2. Taux de change

	Août 2009	Août 2010	Août 2011
Dh:US\$ (moy.)	7,9	8,57	7,86
Dh:€ (moy.)	11,26	1,07	11,27

Source: EIU

plus grandes banques dans le volume total des actifs bancaires) est plus élevé que dans le reste du monde (1 au Maroc contre 0,745 dans la région), ce qu'on peut interpréter comme un besoin de concurrence. Les autorités monétaires ont efficacement traité le problème de liquidité du système bancaire national, et fin 2010 la pénurie de liquidité avait été réduite à 13,9 milliards de dirhams, au lieu de 23,4 milliards de dirhams au troisième trimestre. D'abord grâce à des opérations de trésorerie qui ont permis de répondre au grand be-

soin de liquidité en injectant 12 milliards de dirhams. Au cours des deux premiers mois de 2011, la liquidité s'est encore améliorée pour atteindre 10,1 milliards de dirhams, suite aux interventions pour réduire la pression pesant sur le taux moyen modéré. La Banque centrale marocaine a consenti des avances sur sept jours, correspondant à un montant quotidien de 9,3 milliards de dirhams, tout en fournissant des liquidités supplémentaires grâce à une avance à un jour de 3,6 milliards de dirhams. Au deuxième trimestre 2011, le déficit de trésorerie bancaire s'élevait malgré tout à 21,6 milliards de dirhams, les facteurs autonomes restreignant la liquidité bancaire de 11,9 milliards de dirhams.

Un régime de flottement dirigé a continué d'être appliqué au taux de change vis-à-vis d'un panier de monnaies (essentiellement composé d'euros) afin de contenir l'inflation à un bas niveau. Fin 2010, le dirham a perdu 0,92% face à l'euro. En 2011, le dirham devrait suivre le cours de l'euro, permettant ainsi au Maroc de maintenir sa compétitivité. La flexibilité de la politique monétaire du Maroc lui permet surtout de ne pas aller à l'encontre de la croissance, ni de la freiner.

IV. La question des jeunes

La croissance économique est passée de moins de 2% à la fin des années 1990 à 5,1% au cours de la période 2000-2007, puis à 5,6% en 2008. Malgré cela, le potentiel de création d'emploi n'a pas été pleinement exploité et le chômage des jeunes Marocains reste une préoccupation majeure. Le chômage des 15-29 ans tournait autour des 17,6% en 2008. Si le taux reste en-deçà de celui des pays voisins, comme la Tunisie, les jeunes représentent 62% des personnes sans emploi.

1. Une création d'emploi insuffisante, un taux de chômage urbain élevé

Comme évoqué précédemment, le groupe d'âge 15-24 ans est le plus touché par le chômage

(16,2% au premier trimestre 2006 et 17,4% à la mi-2011), suivi par la cohorte des 25-34 ans (14,1% au premier trimestre 2006 et 12,8% à la mi-2011), puis, loin derrière, par les 35-44 ans (stable à 5,1%). On peut faire deux remarques concernant le chômage des jeunes Marocains.

Encadré. Comprendre l'évolution du marché de l'emploi marocain et ses relations avec la jeunesse

✓ *La démographie évolue lentement, la population totale est demeurée à 30,9 millions en 2006, pour passer à 32,3 millions en 2010 et devrait atteindre 34,5 millions en 2015.*

✓ *La croissance du PIB marocain a été irrégulière : + 5,1% en 2004, +3% en 2005, +7,8% en 2006 et +2,7% en 2007. Ces tendances sont partiellement liées à la dépendance agricole et aux fluctuations climatiques. Les implications pour l'emploi sont telles que ces croissances ne peuvent pas répondre entièrement à l'augmentation de la demande sur le marché de l'emploi.*

✓ *Caractéristiques du chômage au Maroc : principalement urbain, frappant la jeunesse particulièrement les jeunes diplômés.*

✓ *Le marché de l'emploi est sous-divisé entre un marché formel et informel. Le marché formel est régulé par le gouvernement. Le secteur informel n'a pas de règles spécifiques, est imprudent et ne répond pas aux investissements en capital humain.*

✓ *Sur le marché national, un employé ne peut être licencié que pour des raisons disciplinaires et non pas pour des raisons économiques.*

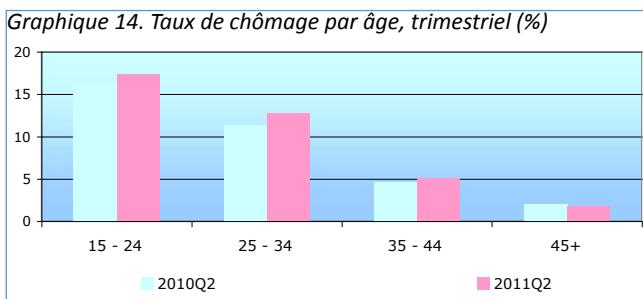
✓ *L'expérience professionnelle est fortement appréciée par les employés, contrairement à la formation initiale, ce qui pénalise naturellement la jeunesse.*

✓ *Les jeunes marocains trouvent généralement un travail par leurs propres réseaux sociaux (famille, contacts, etc.). La famille est un grand recours financier pour les chômeurs car il n'existe aucune assurance chômage formelle.*

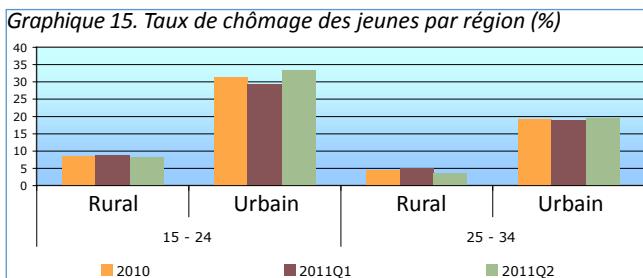
✓ *Le chômage a conduit à une considérable dépréciation du capital humain et à un phénomène migratoire vers les partenaires les plus développés.*

✓ *Les autorités nationales ont tenté de surmonter la question du chômage des jeunes (programme Action-Emploi, CINA, ANAPEC, etc) avec divers degrés de succès.*

Source : Schonholzer J. (2008), EIU (2011)



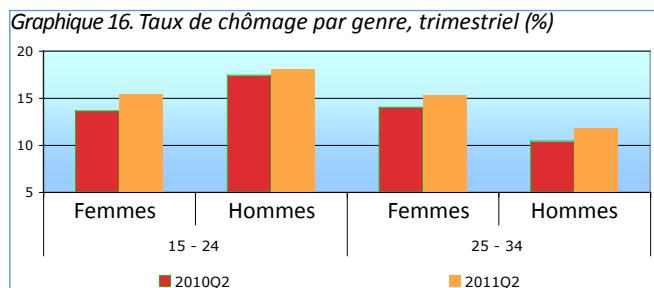
Source : Haut Commissariat au Plan



Source :Haut Commissariat au Plan

D'abord, les jeunes ne peuvent s'attendre à trouver un emploi qui corresponde à la fois à leurs qualifications et à leurs préférences salariales. Deuxièmement, ils ont un niveau d'instruction plus élevé que les autres personnes en recherche d'emploi et donc des préférences plus grandes, qui malheureusement accroissent le fossé entre l'offre et la demande. Cela peut expliquer que le taux de chômage des plus instruits, malgré une baisse de 29% en 2001 à 20% en 2008 (voir Achy, 2010), représentait encore le double du taux de chômage général.

Comme l'a montré Achy (2010), l'augmentation de la population active se fait à un rythme étonnamment lent : à chaque point de croissance économique ne correspond qu'une hausse de l'emploi de 0,34%, un taux plus bas que celui observé en Tunisie par exemple (0,55% de hausse de l'emploi). L'auteur avance le facteur explicatif suivant : si la moyenne de productivité du travail augmente au rythme annuel impressionnant de 3%, ces gains de productivité ne concernent que quelques employés des secteurs privés, notamment dans les services (transport & télécommunication, banques et assurance, etc) qui bénéficient du transfert de technologie. Mais le reste de l'économie se caractérise par des rendements inégaux, en particulier



Source : Haut Commissariat au Plan

dans l'agriculture, secteur qui concentre 40% des emplois.

Les autorités nationales doivent tenir compte des gains de productivité réalisés dans le domaine des services et s'efforcer de les transposer à d'autres secteurs de l'économie, dans le cadre d'une stratégie cohérente. Celle-ci ne devra pas se concentrer sur les seuls secteurs, mais prendre en compte la question de la jeunesse dans sa spécificité territoriale. Il apparaît en effet que le chômage des jeunes est un phénomène essentiellement urbain, et bien que le taux de chômage des jeunes ait baissé ces dernières années dans les zones urbaines, il reste très élevé. Le groupe des 15-24 ans est le plus touché, malgré les efforts récemment accomplis (37,8% en 2006, 33,4% au deuxième trimestre 2011), suivis par les 25-34 ans (30,2% en 2006, 19,5% à la mi-2011). Alors que taux de chômage dans les zones rurales se situe au-dessous de la moyenne, soit à 8,1% pour les 15-24 ans et à 3,7% pour les 25-34 ans.

Parmi les jeunes, le fait d'être un homme ou une femme semble moins déterminant, comparé à d'autres pays au même stade de développement. Les jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans sont moins touchées que les hommes, même s'il faut préciser que ces dernières années, le taux de chômage des jeunes femmes progresse plus vite (13,2% pour les femmes contre 17,2% pour les hommes début 2006 et 15,5% pour les femmes contre 18,1% pour les hommes au deuxième trimestre 2011). En revanche, parmi la tranche des 25-34 ans, ce sont les femmes qui sont le plus touchées, avec un taux de chômage de 15,3% à la mi-2011 contre 11,8% pour les hommes.

De façon générale, le chômage est un phénomène urbain, qui touche en priorité les jeunes et les plus instruits. Ce dernier point, qui mérite une attention particulière, sera analysé dans la partie suivante.

2. La question des jeunes et l'éducation

Au Maroc, comme dans les autres PM, le fait est que le niveau de chômage des personnes instruites est élevé. Il y a des raisons de penser que ceci n'est pas seulement dû à une création d'emploi insuffisante dans des domaines qualifiés, mais aussi à la mauvaise qualité du système éducatif.

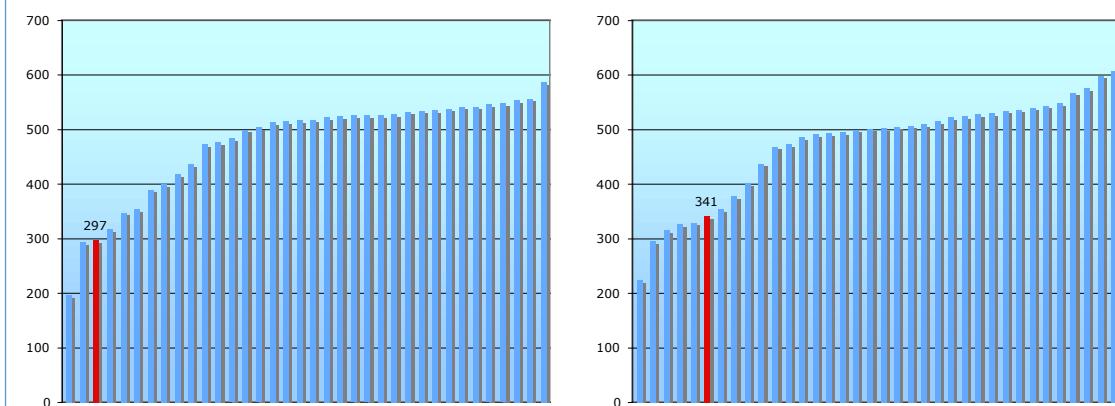
Une évaluation internationale des connaissances en sciences et mathématiques d'élèves en fin d'élémentaire montre que les écoliers marocains sont en dessous de la moyenne dans les deux matières (un résultat inférieur à 400 signifie que seules les bases sont acquises). En outre, comme le souligne Achy (2010), seuls 6,7% des étudiants post-secondaires sont inscrits dans des filières d'ingénierie, contre 15% en moyenne dans les pays en développement. Les étudiants marocains ont en effet tendance à s'orienter vers les sciences sociales et le droit, aboutissant ainsi à une pénurie malvenue des compétences dont aurait besoin le secteur privé pour prospérer.

Comme l'a montré le FEMISE (2008), l'accès à l'éducation a longtemps été freiné dans les années 1990, entre autres, par la prédominance de réticences so-

ciologiques à l'alphabétisation et la scolarisation. Aujourd'hui, l'enseignement élémentaire est obligatoire et gratuit, contrairement aux PM voisins. Paradoxalement, alors que plus d'un quart du budget national est consacré à l'éducation, le taux d'adultes, et en particulier de femmes, ne sachant ni lire ni écrire reste parmi les plus élevés (Achy, 2010). De plus, l'accès à l'enseignement technique et professionnel vient renforcer l'inégalité scolaire. En conservant un taux d'alphabétisation très faible et en accumulant les effets négatifs provoqués par le déficit d'inscription en cycle secondaire et universitaire, le Maroc n'a pas su valoriser le domaine de l'éducation et de la formation. Alors que parallèlement, la mondialisation de certains secteurs du marché du travail entraînait l'arrivée de plus en plus de travailleurs qualifiés. Plus tard, la filière professionnelle et technique a permis à la fois d'améliorer le niveau de qualification et de favoriser les liens entre enseignement et économie avec des résultats néanmoins mitigés, dont beaucoup ont besoin d'être renforcés, comme ceux liés à l'emploi des jeunes.

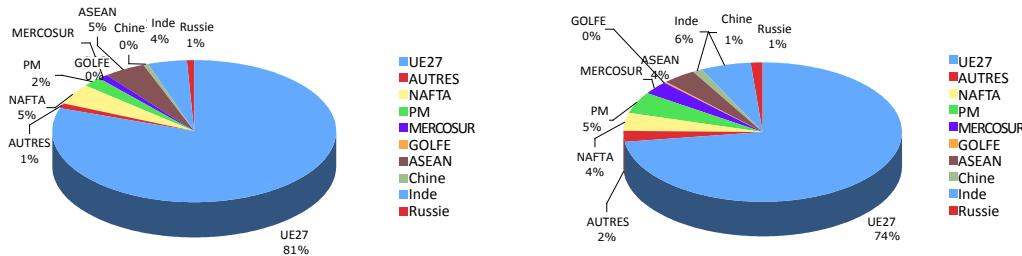
Il faut se pencher sur les facteurs potentiels d'accès à l'emploi des jeunes Marocains diplômés de l'enseignement technique. Selon Schonholzer (2008), deux éléments fondamentaux caractérisent le cas marocain. D'abord, il existe une corrélation négative entre l'âge des diplômés et l'accès à l'emploi, c'est-à-dire que plus le diplômé est jeune, plus il a de chances de trouver un emploi, ce qui va à l'encontre des idées reçues en la matière. Cela peut

Graphique 17. Résultats moyens en sciences et mathématiques des élèves de 4ème, Maroc VS le Monde: 2007



Source : IES, National Center for Education Statistics, U.S. Department of Education

Graphique 18. Exportations marocaines par partenaire commercial (2000 et 2009)



Source : EIU

s'expliquer par le fait qu'il s'agit d'emplois sous-payés, demandant peu de qualification, mais l'étude n'entre pas dans le détail. Ensuite, l'accès à l'emploi du jeune diplômé semble être lié à la profession de son père. On peut l'interpréter de diverses manières : cela peut signifier que le réseau familial facilite l'obtention d'un travail ; ou que les enfants de cadres supérieurs ont bénéficié d'un environnement financier plus sécurisant, valorisant les études et l'obtention d'un emploi qualifié.

Le Maroc a grand besoin d'une réforme de l'éducation et de la filière technique et professionnelle, qui aurait des répercussions positives sur l'emploi. Mais il est également nécessaire d'inciter les jeunes à s'orienter vers des activités productives. Dans un article sur le sujet, Boudarbat (2008) estime que les salaires et la durée du chômage jouent un rôle décisif dans les critères de sélection. L'auteur établit que l'avantage salarial du secteur public (l'écart initial du salaire horaire) approche les 42,5%, de sorte qu'une hausse de 1% de l'écart de revenus entre le public et le privé entraîne jusqu'à 5,3 mois de délais pour obtenir un emploi dans le public. Cela signifie qu'un ajustement des rémunérations du public au Maroc permettrait d'éviter l'augmentation du chômage.

3. Quelles politiques pour les jeunes ?

Suite aux récentes manifestations, les autorités ont procédé au recrutement de plus de 4 000 docteurs dans le secteur public. Mais cela ne peut constituer qu'une solution temporaire. Ces programmes d'aide à court terme peuvent permettre d'intégrer les jeunes chômeurs marocains dans des secteurs tels que les travaux publics et le bâtiment, mais ce

sont les programmes à long terme qui importent davantage, c'est-à-dire des politiques qui favorisent une croissance créatrice d'emplois. Mettre l'accent sur les domaines liés aux TIC pourrait être une façon d'inverser progressivement la tendance qui veut que les étudiants s'orientent vers des secteurs peu « porteurs de croissance ».

Le gouverneur de la Banque centrale marocaine (Magharebia, 2011) a récemment affirmé que le Maroc devrait ouvrir les secteurs public et privé aux jeunes, en les dotant des compétences nécessaires tout en réformant le système d'enseignement technique et professionnel. Au vu des parties précédentes, cela paraît logique : une réforme du système éducatif et de la formation est décisive dans le cas marocain, qui pâtit d'une mauvaise qualité de l'enseignement à l'origine d'une inadéquation entre éducation et emploi. Aujourd'hui, moins de 20% des entreprises formelles du secteur manufacturier offrent une formation à leurs employés, contre 50% dans les autres pays développés (Achy, 2010).

Il ne faut pas non plus perdre de vue que le nombre limité d'emplois dans le secteur privé contribue largement au chômage des jeunes. Il est donc nécessaire, comme l'a montré Boudarbat (2008), d'investir davantage dans le capital humain. Il semble que les autorités prévoient de s'engager sur cette voie : le ministère des finances a annoncé des mesures pour une formation rémunérée des jeunes. De plus, des négociations devraient démarrer avec les entreprises pour le recrutement de jeunes diplômés à l'issue de leur formation (avec un objectif de 150 000 nouveaux emplois en 2011, soit 30 000 de plus qu'en 2010).

Enfin, il faut traiter la question de la réglementation du marché du travail. Le Maroc possède actuellement un des droits du travail les plus rigides au monde, du point de vue de l'embauche comme du licenciement. Les différentes lois ne s'appliquent cependant pas aux travailleurs agricoles, ni à ceux du secteur informel, qui représentent la majorité des travailleurs (70% des salariés marocains n'ont pas de contrat de travail d'après Achy, 2010). Les partenaires sociaux et toutes les autres parties concernées devraient donc élaborer un nouveau cadre législatif, qui faciliterait l'accès au marché formel de l'emploi et réduirait les inégalités.

V. Quelques remarques en guise de conclusion

Le pays est en avance sur ses voisins méditerranéens, ayant su conjuguer ses réformes démocratiques avec son modèle de croissance. En outre, malgré le contexte régional, l'économie devrait retrouver son rythme de croissance, avec un taux de près de 3% en 2011, avant de décoller par la suite. Le taux de chômage, qui a fini par tomber sous la moyenne méditerranéenne, ne devrait pas remonter dans les années qui viennent.

S'il y a une leçon à retenir de la crise socio-économique régionale, c'est que les pays identifiés comme stables sont souvent plus fragiles qu'il n'y paraît. Dans le cas du Maroc, les autorités devraient donc prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter une contagion inspirée des événements qui se sont déroulés en Égypte et en Tunisie.

En gardant à l'esprit que :

✓ Premièrement, comme l'a déjà souligné le FEMISE dans de précédents rapports, le pays doit adopter un modèle qui permette d'inverser la redistribution en faveur des quantiles les plus pauvres, qui ont le moins bénéficié de la croissance.

✓ Deuxièmement, il doit conduire une réforme de l'éducation et de l'enseignement professionnel et technique afin de mieux lutter contre le chô-

mage des jeunes, tout en les incitant à s'orienter davantage vers des secteurs productifs, moteurs d'une croissance future.

✓ Troisièmement, afin de contrebalancer les éventuelles conséquences des événements récents, les autorités devraient soutenir l'investissement dans le secteur touristique, à travers divers projets de création d'infrastructures, favorisant du même coup l'emploi. Ils devraient aussi faire émerger des projets d'IDE sur l'ensemble du territoire en évitant la concentration des capitaux étrangers sur un nombre limité de zones urbaines. Aujourd'hui, Casablanca représente plus d'un tiers des projets d'IDE envisagés, mais Tanger et Rabat se sont développés, attirant respectivement 12% et 8% des IDE en 2010 (ANIMA).

✓ Enfin, et ce n'est pas le moins important, face au risque d'aggravation massive du déficit commercial, le pays devrait repenser sa stratégie d'ouverture afin d'encourager une plus grande diversification. En vérité, l'UE représente toujours près des trois quarts des échanges du Maroc, ce qui laisse de larges possibilités de diversification. Ainsi, le commerce avec les pays du NAFTA ne représente que 4% des exportations marocaines (au lieu de 5% en 2000) et les échanges avec de vastes marchés comme la Chine et la Russie représentent un total d'environ 2%. En diversifiant davantage ses échanges, le Maroc pourrait amortir le fléchissement de la demande européenne et se protéger des chocs extérieurs.

Notes :

1. La courbe en J est obtenue en rapportant l'« indice d'instabilité politique » (EIU) à l'« indice de démocratie 2010 » (EIU). On obtient une équation quadratique représentant une relation simplifiée entre les deux indices sous la forme :

$$Y = 5.2547 - 8.7419 * \ln X + 9.3128 * \ln X^2$$

où X représente l'indice de démocratie 2010 de l'EIU et Y l'indice d'instabilité politique inversé (stabilité politique)

Références :

- Achy L. (2010), « Trading High Unemployment for Bad Jobs: Employment Challenges in the Maghreb », Carnegie Papers, No 23, June.
- Ben Naceur, Ben-Khediri and Casu (2011), « What Drives the Performance of Selected MENA Banks? A Meta-Frontier Analysis », IMF Working Paper, WP/11/34, February.
- Boudarbat B. (2008), « Job-Search Strategies and the Unemployment of University Graduates in Maroc », International Research Journal of Finance and Economics, Issue 14.
- Carnegie (2011), « Arab Youth Unemployment: Roots, Risks, and Responses », Beirut, February 10th.
- Digital Journal (2011), « Pro-democracy protests spread to Maroc; 5 killed in mass unrest », February 21st.
- Economist Intelligence Unit (EIU) (2011) Pays Forecast: Maroc The Economist Intelligence Unit: United Kingdom. Various issues.
- FEMISE (2008), « Evaluation of the Professional Training System and its Impacts on Development: Comparison Between Maroc and Tunisie », Research report no FEM31-23, directed by Jamal Bouoiyour.
- FEMISE (2010), « FEMISE report on the EuroMediterranean Partnership 2010 : The EuroMediterranean Partnership at Crossroads», directed by Jean-Louis Reiffers, November.
- Haut Commissariat au Plan (2011), Allocution de Monsieur Ahmed Lahlimi Alami, Haut Commissaire au Plan sur « La situation de l'emploi et du chômage au Maroc et ses déterminants structurels et politiques dans un contexte de transition », Conférence de presse Casablanca, 11 mai.
- HindustanTimes (2011), «Reforms, open society keeps uprising off in Maroc», September 27th.
- ILO (2011), « Youth Employment and Social Dialogue in the Maghreb Region », Jürgen Schwettmann, ILO Deputy Regional Director for Africa; Brussels, 19 April 2011
- Magharebia (2011), « Youth unemployment persists in Maroc », April 6th.
- Marcopolis.net (2011), « Invest in Maroc: Opportunities to Invest in Maroc », March 30th.
- MarocBoard (2010), « Maroc : Assessing Democracy Assistance), June 28th.
- MarocWorldNews (2011), « Maroc's trade deficit hits record in July», August 17th.
- New York Times (2011), « Protesters in Maroc Seek Quicker Shift to Democracy and Denounce Terror », May 1st.
- Schonholzer J. (2008), « Les déterminants de l'accès à l'emploi chez les jeunes diplômés de la formation professionnelle au Maroc », Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures en vue de l'obtention du grade de maîtrise en relations industrielles, dirigé par Brahim Boudarbat, Université de Montréal.
- TopMaroc.com (2011), « Maroc's tourism revenues to increase », May 9th.
- Yacout.Info (2011), « Maroc: Breathing new life into the markets», September 14th.

Introduction

Alors que la plupart des pays méditerranéens se sont progressivement relevés de l'effondrement de leurs taux de croissance depuis 2009, la Syrie a dû faire face à une mauvaise récolte qui a considérablement affecté son secteur agricole. Inspirées des soulèvements populaires en Égypte et en Tunisie et nourries par la grogne à l'encontre de la politique répressive du régime, des manifestations ont éclatées en Syrie en mars dernier. À ce jour, le gouvernement n'a proposé qu'une série de réformes limitées à l'opposition et n'a pas hésité à employer la violence pour faire taire les protestataires.

Bien qu'aucune donnée disponible ne permette de le prouver concrètement, l'instabilité politique a, de toute évidence, fortement perturbé les activités commerciales traditionnelles du pays. Pour l'année 2011, les prévisions sont les suivantes :

- ✓ La croissance du PIB devrait chuter de 2% (estimation du FMI) du fait des troubles politiques,
- ✓ Les exportations et importations (en volume) devraient se contracter respectivement de 2,6% et 11,8% selon le FMI,
- ✓ Le déficit de la balance courante devrait être multiplié par 4 en passant à 4% du PIB contre 1 % en 2010,
- ✓ L'inflation devrait passer de 4,4% à 6-7% en 2010 en raison de la hausse internationale des prix des marchandises,
- ✓ Le déficit fiscal devrait doubler pour atteindre 8% du PIB après des pertes de recettes,
- ✓ Les importants retraits de dépôts privés (pour un montant de près d'1,4 milliards de dollars) ont poussé la Banque centrale syrienne à imposer des contrôles sur les devises étrangères,
- ✓ Le taux de change officiel est resté relativement stable mais le marché noir a refait surface pour atteindre un taux record de près de 15%.

I. Les limites du modèle économique politique

Depuis 1963, la Syrie est gouvernée par le parti Baas, lui-même placé sous autorité du clan Assad et des membres associés de la secte Alaoui. La participation politique des citoyens est limitée et les libertés civiles sont restreintes. Depuis le milieu des années 1980, quelques réformes ont été mises en place sans jamais porter sur des questions de politique intérieure en dépit des promesses présidentielles faites en ce sens (Aita, 2006 et Colombo, 2011).

Contrairement à la plupart des pays voisins, la Syrie a déjà connu l'instabilité politique pour la liberté d'expression au début des années 2000 et le changement politique en 2005. Ces mouvements avaient déjà fait l'objet d'une violente répression (Colombo, 2011).

La Syrie semblait toutefois isolée des vagues de mouvements populaires qui ont secoué le monde arabe début 2011, le gouvernement ayant imposé un contrôle extrêmement strict de la liberté d'expression, notamment sur les sites Internet et les réseaux sociaux (Colombo, 2011). Le président syrien a tout d'abord fait preuve de compassion, au même titre que la Jordanie et le Maroc, avant de faire des concessions et de proposer des réformes superficielles pour éviter une escalade de la situation dans son propre pays. Parmi ces réformes figuraient la levée de l'interdiction d'utiliser Facebook en février dernier, l'abolition de la loi d'urgence de 1963, la modification du fonctionnement de la Cour suprême de sûreté de l'État et l'adoption d'une loi autorisant la population à organiser des manifestations sous réserve d'avoir obtenu une autorisation auprès du Ministère de l'Intérieur.

Le pays est pourtant été frappé de plein fouet par un mouvement contestataire de la politique gouvernementale depuis mars 2011. Colombo (2011) explique que, si les soulèvements populaires des pays voisins ont effectivement eu un rôle sur l'apparition des troubles en Syrie, d'autres facteurs permettent également d'expliquer cette instabilité comme l'explosion de la corruption et le fossé existant entre les

élites et la population. Selon EIU (2011), le président Assad a continué à proposer des réformes, bien que restreintes, pour la désignation d'un nouveau gouvernement et l'adoption de nouvelles lois régulant les élections avec la création d'une nouvelle commission indépendante et autorisant l'émergence de nouveaux partis politiques indépendants. Il a également promis la tenue de nouvelles élections parlementaires en février 2012 et l'adoption de réformes gouvernementales locales.

Ces actions ayant toutefois été jugées insuffisantes, les Syriens sont passés à la vitesse supérieure en appelant à une forte mobilisation contre le régime via la diffusion de messages par SMS et sur les réseaux sociaux, s'affranchissant ainsi de leur crainte des forces de l'ordre. En réponse, le régime a exercé une répression agressive et sans précédent ayant entraîné la mort de 2 200 personnes, encore plus de blessés et l'arrestation de 8 000 manifestants depuis le début du soulèvement en août 2011. En outre, selon un rapport, près de 10 000 personnes auraient quitté le nord de la Syrie pour se réfugier en Turquie et fuir l'armée (UIE, 2011).

1. Si la Syrie venait à « se libérer », l'instabilité politique devrait perdurer

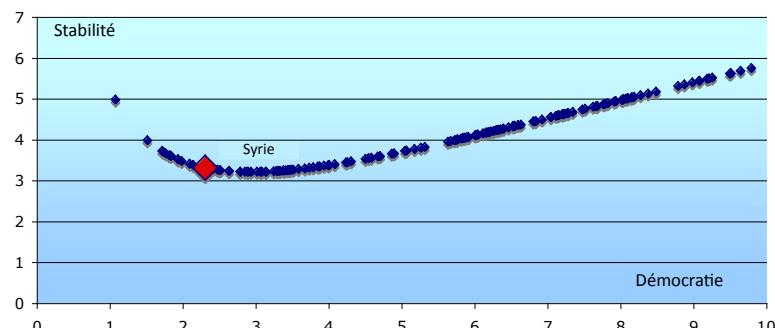
La courbe en J ci-dessous semble indiquer que les pays dotés d'un régime autoritaire sont généralement stables. Dès qu'ils s'ouvrent à la démocratie, ils traversent une courte phase d'instabilité avant de pouvoir bénéficier pleinement de tous les avantages d'une économie et d'institutions plus ouvertes. La

figure n°1 montre que la Syrie se situe sur la partie gauche de la courbe avant le changement, indiquant ainsi que le pays est plus proche d'un « régime autoritaire » que de l'ouverture.

Par ailleurs, la position de la Syrie sur la courbe en J suggère qu'elle dispose d'un excellent potentiel en matière d'efforts de démocratisation. Ce potentiel dépend bien évidemment de l'évolution de la situation qui reste, pour l'heure, difficilement prévisible. Dans son étude, Colombo (2011) explique que la Syrie se trouve dans une situation particulière dont le dénouement pourrait, en raison de nombreux facteurs, être différent de celui qu'ont connu l'Égypte et la Tunisie. Tout d'abord, la contestation syrienne est portée par des « groupes » isolés et pas par un mouvement national comme cela a pu être le cas en Égypte et en Tunisie. Deuxièmement, les manifestants ne dépendent pas d'un groupe unitaire clairement défini. Troisièmement –et il s'agit du point le plus important–, le régime a choisi la violence pour mettre fin à la contestation et s'accroche désespérément au pouvoir en espérant mener de front le processus de changement. Bien entendu, tout ceci n'aurait pas été possible sans un soutien sans faille de l'armée qui s'est alignée sur la stratégie du régime, une différence cruciale par rapport aux événements en Tunisie et en Égypte. La mobilisation des défenseurs du régime est un autre facteur à prendre en compte, même si l'on estime que le régime est lui-même l'instigateur de leur action. Colombo (2011) explique également que deux facteurs jouent à la fois en faveur et contre le président Assad : sa popularité passée et la valeur de ses actions reconnues dans le pays et à l'étranger contre sa capacité à répondre aux attentes du peuple.

Si les manifestants renversaient le régime, le pays pourrait entamer une transition démocratique associée à une instabilité

Graphique 1. La Syrie sur la courbe en J mondiale (2010)



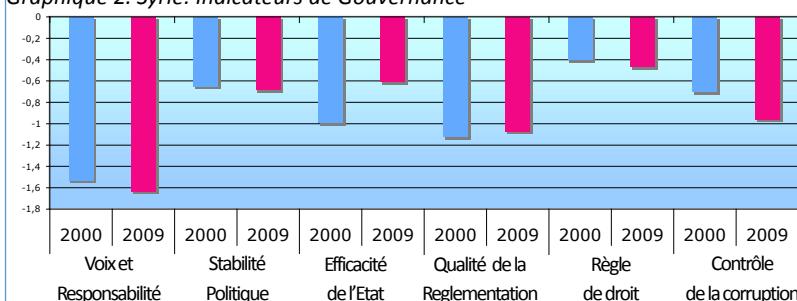
Source : Calculs FEMISE basés sur: EIU Political Instability Indicator, Index of Democracy.

à court terme comme cela a été le cas en Tunisie et en Égypte. À l'inverse, si le régime parvenait à stopper définitivement les manifestations, la Syrie pourrait adopter une attitude protectionniste en vue de préserver le statu quo politique. Dans ce cas, la mise en place de réformes significatives pour l'émergence d'une véritable démocratisation semble peu probable. Si elles étaient instaurées, ces réformes resteraient superficielles, à fortiori si elles sont émanant du régime en place avant la contestation.

2. Problèmes de gouvernance, « fausses réformes »

Les indicateurs de gouvernance donnent une vision assez réaliste de la situation même si leur fiabilité est à prendre avec beaucoup de précaution. Comme le montre la figure n°2, tous les indicateurs de gouvernance étaient négatifs entre 2000 et 2009 tout comme en Égypte ce qui est un signe de mauvaise performance. La plupart se sont d'ailleurs dégradés à l'exception de l'efficacité gouvernementale et de la qualité de la réglementation. Les indicateurs de voix et de responsabilisation, de stabilité politique, d'État de droit et de contrôle de la corruption se sont tous aggravés au cours des 10 dernières années. La Syrie enregistre un score de 2,5 pour l'indice de perception de la corruption de Transparency International. Elle occupe donc la 127ème place du classement sur 178 pays dans le monde et arrive en dernière position pour l'ensemble des pays méditerranéens partenaires (Transparency International, 2010).

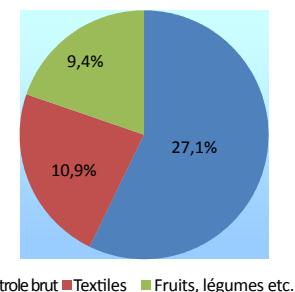
Graphique 2. Syrie: Indicateurs de Gouvernance



Source: Worldwide Governance Indicators 2010, World Bank.

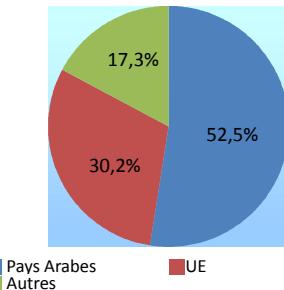
Note: Valeurs de -2,5 (mauvaise gouvernance) à 2,5 (bonne gouvernance)

Graphique 3. Composition des exportations, 2009, %



Source: Banque Centrale de Syrie

Graphique 4. Composition géographique des exports, 2009, %



Source: Banque Centrale de Syrie

II. La crise, la réponse et les perspectives à court terme

1. Les sanctions sur le pétrole font pression sur les activités commerciales et probablement sur le régime

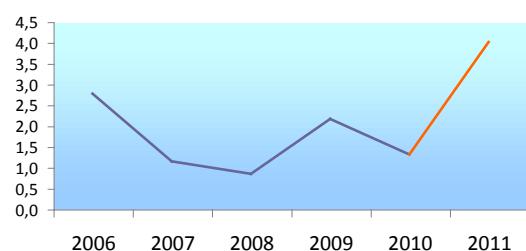
Les finances extérieures syriennes devraient subir de fortes pressions en 2011. Les prévisions sont les suivantes :

- ✓ Une contraction des exportations et des importations (en volume) de 2,6% et 11,8% respectivement selon le FMI.

- ✓ Le déficit de la balance courante devrait être multiplié par 4 en passant à 4% du PIB contre 1 % en 2010.

Les chiffres de 2010 ne sont pas connus mais les estimations du FMI montrent une reprise des exportations de marchandises (en volume) avec une croissance de 20%

Graphique. 5. Déficit du compte courant, % du PIB



Sources : EIU

par rapport à une contraction de 19% enregistrée l'an dernier. Parallèlement, la croissance des importations de marchandises est restée positive à 5% mais beaucoup plus faible que l'année précédente où elle était de 24,5%. Cela a permis une amélioration du déficit de la balance courante qui est passé de 1,3% du PIB contre 2,2% il y a un an.

En raison de la situation nationale, les exportations semblent avoir subi les contrecoups d'un développement commercial perturbé. Les récentes sanctions concernant les exportations de pétrole pourraient être un nouveau coup porté aux finances externes de la Syrie. Selon les données 2009 de la Banque centrale syrienne, les exportations de pétrole brut représentent près de 27% du total des exportations (figure n°3). En outre, un peu moins d'1/3 de toutes les exportations et près de 95% des exportations de pétrole de la Syrie sont destinées à l'Europe (figure n°4).

Malgré une hausse des prix du pétrole au niveau international, les exportations syriennes devraient chuter de 2,6% en raison des sanctions prises par l'UE, sanctions qui pourront partiellement être compensées par des acheteurs alternatifs à prix réduit. Ce déclin est également dû à l'effondrement des exportations non pétrolières en lien avec l'instabilité politique. Les importations devraient elles aussi diminuer de 11%, l'incertitude politique entraînant une perte de confiance des consommateurs et l'amélioration des récoltes en Syrie permettant au pays de se suffire à lui-même en termes d'alimentation. L'impact de l'évolution des prix du pétrole sur la balance commerciale est limité puisque les importations syriennes de produits raffinés sont presque équivalentes aux exportations de

pétrole brut. Les revenus touristiques devraient s'effondrer sur la période 2011-2012 après les récents événements publics. Le déficit de la balance courante devrait, quant à lui, être pratiquement multiplié par 4 pour atteindre 4% du PIB (figure n°5).

2. Impact considérable sur les flux financiers

Avec l'apparition des tensions politiques, la Syrie a enregistré un déclin d'environ 2/3 des IDE en début d'année 2011 (ANIMA). Les projets d'investissements futurs en Syrie ont également été suspendus. Par exemple, les enchères pour l'attribution d'une licence pour le développement d'un 3ème réseau de téléphonie mobile en Syrie ont été reportées à une date indéterminée. Malgré les efforts du gouvernement pour inciter des investisseurs à faire candidature pour l'obtention de licences d'exploration pour le gaz et le pétrole, des désistements supplémentaires pourraient avoir lieu, la situation ne parvenant pas à se stabiliser rapidement.

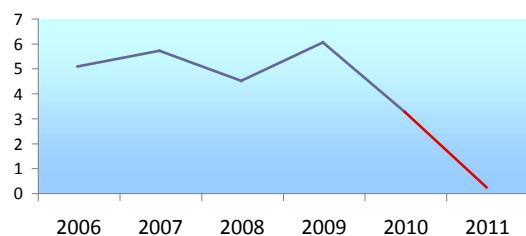
Les problèmes politiques se sont traduits par une baisse continue du DSE, l'indice principal de la Bourse de Damas qui a chuté à 990 points le 20 juillet 2011 – une première depuis sa création – alors qu'il avait atteint un record historique de 1752 points mi-décembre 2010. Le marché est reparti à la hausse les jours suivants mais fin août, l'indice avait perdu près de 50% de sa valeur. La Bourse de Damas s'est alors contentée de 3 séances boursières hebdomadaires au lieu de 4 afin de contrôler les pertes.

III. Principales balances macroéconomiques

1. La faible reprise économique de la Syrie en 2010 subit les écueils de la situation politique

Contrairement à la plupart des pays méditerranéens, la Syrie ne s'est pas progressivement relevée de l'effondrement de son taux de croissance en 2009. Selon les chiffres provisoires de la Banque centrale syrienne, la croissance réelle du PIB était de 3,2% en 2010 contre 6% en 2009. On considère que cette modeste performance est due à la contraction du

Graphique 6. Croissance du PIB, %



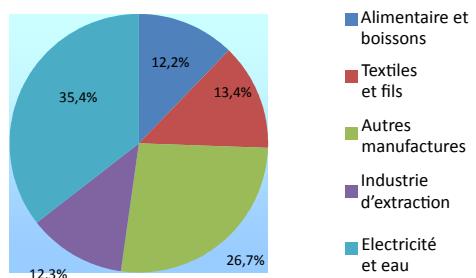
Source : EIU

secteur agricole (8,7% du PIB en 2009) qui affichait un taux de croissance de 4% en 2010 après une mauvaise récolte contre 12% en 2009. En outre, la hausse des importations de nourriture a légèrement terni les effets positifs de la croissance liés à la production de pétrole et à l'expansion du tourisme.

Les grandes entreprises pétrolières ont indiqué jusqu'ici que la production n'avait pas été affectée par les événements malgré quelques rapports faisant état de sabotages d'oléoducs pouvant entraîner quelques retards dans la livraison. La situation politique et son impact sur les activités commerciales devraient néanmoins entraîner une chute de la croissance à 0,2% en 2011 (figure n°6). Le FMI se veut encore plus pessimiste en annonçant un repli de l'ordre de 2%. L'instabilité politique devrait également freiner les investissements dans de nombreux secteurs, à l'exception de ceux du gaz et du pétrole. D'après l'analyse sectorielle, l'agriculture devrait se redresser sur la période 2011-2012 après les récoltes désastreuses de 2010. Le secteur des services sera, pour sa part, en chute libre en raison de la baisse de la fréquentation touristique, notamment celle des ressortissants occidentaux.

Le gouvernement a pris des mesures afin de contenir l'impact des événements politiques. Avant le Ramadan, les prix d'un certain nombre de produits intermédiaires importés par des entreprises locales et des magasins alimentaires ont été baissés. Le gouvernement a également annoncé son intention de fixer l'âge du départ à la retraite pour les employés du secteur public de 60 à 52 ans (avec une garantie de pension à hauteur de 75% des gains de fin de carrière pour 30 années travaillées) afin d'ouvrir de nouveaux postes aux jeunes.

Graphique 7. Emploi par secteur, 2009, %



Sources : Banque Centrale de Syrie

2. L'emploi

Sur la même lancée, l'emploi est resté à un niveau stable de 8% en 2010, sensiblement similaire à celui de 2009. Le chômage pourrait toutefois considérablement s'aggraver surtout si les turbulences venaient à toucher le secteur de la production (près de 52% de l'emploi total) (figure n°7).

3. L'inflation augmente mais reste modérée

Après avoir considérablement chuté en 2009 pour atteindre un taux négatif avec une baisse du prix des marchandises mondiales, l'inflation est repartie à la hausse pour atteindre près de 4,4% en 2010 (contre 2,8% en 2009). Elle a notamment été extrêmement forte fin 2010 pour atteindre 7,2% en janvier 2011. Elle est restée relativement volatile depuis pour osciller entre 3 et 5% (figure n°8). La hausse constante des prix depuis le mois de juin est due à une augmentation du prix des denrées alimentaires (+11,6% en juillet 2011 contre 0,3% en juillet 2010) et, dans une certaine mesure, à la hausse des liquidités disponibles en raison de la hausse du salaire des employés du secteur public et des baisses d'impôts promises en mars. Il semble que les hausses réelles ne soient pas aussi fortes que prévu du fait : (i) d'une amélioration de la récolte de blé qui a limité l'exposition de la Syrie

Graphique 8. Inflation IPC, %



Source : Banque Centrale de Syrie

aux hausses de prix internationales, (ii) de la décision gouvernementale de baisser le prix du diesel de 20% au 1er avril. En 2011, l'inflation devrait atteindre 6-7% en lien avec la hausse du prix des marchandises internationales.

IV. Réponses macroéconomiques

1. Un déficit fiscal pratiquement multiplié par 2

Le déficit fiscal semble s'être légèrement accru pour atteindre 4,4% du PIB en 2010 contre 4% en 2009 avec une hausse des dépenses à hauteur de 26,5% du PIB contre 25,7% l'année précédente et une légère amélioration des recettes fiscales (estimées à 22,1% du PIB en 2010). Les dépenses garanties récentes ainsi que la perte des recettes attendues en lien avec l'attribution de la 3ème licence de téléphonie mobile devraient entraîner une détérioration du déficit fiscal qui va pratiquement doubler pour atteindre 8% du PIB. Une partie des pertes de recettes sera imputable à la suspension récente des aides de l'UE à la Syrie. L'UE a injecté plus de 1,1 milliards d'euros dans le système financier en Syrie notamment dans le cadre de projets énergétiques, la Banque européenne d'investissement (BEI) ayant en particulier accordé des prêts à hauteur de 615 millions d'euros pour la construction de centrales électriques et de systèmes de transmission et de distribution.

2. La fuite des capitaux et d'importants retraits de dépôts ont incité la Banque centrale à imposer des contrôles sur les devises étrangères

L'instabilité politique a eu un impact négatif sur le secteur financier syrien. En effet, en mars dernier, les banques ont signalé d'importants retraits de dépôts. Globalement, les dépôts bancaires avaient baissé de 8,7% fin avril représentant des sorties d'argent de l'ordre de 2,6 milliards de dollars. Les banques du secteur public, qui regroupent 73% du total des actifs bancaires commerciaux de la Syrie, ont enregistré une baisse de 7,1% soit un total de 1,3 milliards de dollars. La baisse la plus forte concerne toutefois les demandes de dépôts du secteur privé qui ont

chuté de 1,4 milliards de dollars, soit un dévissage de 15% entre janvier et juin 2011. Les dépôts de devises étrangères ont, pour leur part, chuté de 300 millions de dollars pour atteindre moins de 4 milliards d'euros fin janvier. Il semblerait que la majeure partie des retraits aient été effectués au début des troubles.

Cette situation a poussé la Banque centrale de Syrie à prendre des mesures au mois de mai dont : (i) une hausse des taux d'intérêt pour les dépôts en livres syriennes (de l'ordre de 300 points de base) et en devises étrangères (+2 à 3% des cotations des taux Libor pour le dollar américain et +1 à 2% pour l'euro), (ii) une baisse du taux de réserves obligatoires de 10% à 5% avec possibilité de ramener le taux à 0% si les dépôts sont consacrés au financement de projets, (iii) des mesures de contrôle des devises étrangères. Parmi ces mesures de contrôle, on peut notamment citer la restriction des cessions de devises étrangères aux résidents syriens (limitées à 1000 dollars/mois avec 3 cessions maximales par an) ou à ceux qui souhaitent financer des importations (ces derniers sont tenus de signaler chaque achat afin que les autorités puissent vérifier que les fonds ont bien été utilisés aux fins prévues). Les Syriens seront toujours autorisés à retirer des devises étrangères mais il sera plus difficile de convertir des fonds exprimés en livres syriennes en espèces. Les voyageurs ont le droit de retirer gratuitement des devises étrangères mais seulement 2 fois par an sur présentation de documents de voyage valides mentionnant la date de départ prévue. Enfin, les Syriens peuvent effectuer un achat exceptionnel d'une valeur maximale de 120 000 \$ par an à condition que la somme soit déposée sur un compte de dépôt. Les fonds généreront des intérêts qui resteront déductibles dans le cas où les fonds viendraient à être retirés avant la fin de la période minimum obligatoire de dépôt de 3 mois.

Malgré tous ces changements, le taux de change officiel est resté relativement stable (47,6 livres syriennes = 1 \$). Cependant, le marché noir a refait surface avec la dévaluation de la livre syrienne (52 livres syriennes = 1 \$). Avec la mise en application des mesures de la Banque centrale syrienne, l'écart entre les taux a été

réduit. Le gouvernement a également indiqué que les réserves de devises étrangère restaient stables à 18 milliards de dollars, une somme suffisante pour couvrir plus d'une année d'importations. Cela permet également à la Banque centrale de défendre la monnaie locale.

3. Le secteur bancaire

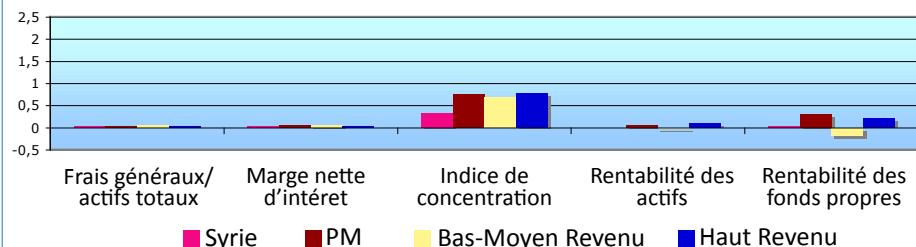
La base de données structurelles de la Banque mondiale (World Bank Financial Structure Database) indique que le taux de concentration (part des actifs des 3 plus grandes banques par rapport au total des actifs bancaires) est plus faible que dans le reste du monde (0,33 en Syrie contre 0,745 dans la région) ce qui signifie que la concurrence n'est probablement pas faible. Cependant, le taux de rendement des capitaux propres (0,03) est lui aussi plus faible que dans le reste de la région (0,314) et dans les systèmes économiques à hauts revenus (0,208). La marge d'intérêt nette des banques syriennes est également plus faible que la moyenne méditerranéenne (0,038 contre 0,041) (figure n°9).

Récemment, les banques syriennes ont augmenté leur capital afin de se conformer à une loi adoptée début 2010 en faisant passer la part d'actions étrangères détenues par les banques privées de 49 à 60% et en augmentant le capital minimum des banques conventionnelles de 30 millions de dollars à 200 millions de dollars et celui des banques islamiques de 100 millions de dollars à 300 millions de dollars.

V. Conclusion

La situation politique et sécuritaire de la Syrie est plus instable que celle de ses voisins du sud méditerranéens. Les manifestants ne sont pas parvenus

Graphique 9. Indicateurs du secteur bancaire: Syrie vs. le Monde (2009)



Source : World Bank Financial Structure Database

à faire suffisamment pression sur leur dirigeant pour qu'il démissionne ou réponde à leurs demandes. La situation de la sécurité est particulièrement alarmante étant donnée l'agressivité du régime à l'égard des manifestants. Il est difficile de prévoir l'évolution des événements à court terme. Il semble toutefois évident que l'instabilité politique a bouleversé les activités commerciales du pays et minimisé la reprise déjà très faible de 2010. Cela aura très certainement un impact sur les perspectives de croissance de la Syrie dans un proche avenir.

Notes :

1. Les valeurs approximatives de la courbe en J ont pu être obtenues en croissant « l'indice d'instabilité politique » (UIE) et « l'indice de démocratie 2010 ».

Nous obtenons alors une équation du second degré correspondant à une relation simplifiée entre ces 2 indices qui se présente sous la forme suivante:

$$Y = 5,2547 - 8,7419 * \ln X + 9,3128 * \ln X^2$$

où X correspond à l'indice de démocratie de 2010 et Y correspond à l'indice d'instabilité démocratique inversé (stabilité politique).

Références :

- Banque centrale de Syrie (2011)
- DayPress (2011), « Turquie: l'incertitude plane sur les relations commerciales avec la Syrie », 10 octobre.
- EIU (2011) Rapport pays : Syrie, Problématiques diverses.

FEMISE (2006), «Le profil de la Syrie : perspectives d'avenir », février.

ForwardSyria (2009), «De l'illettrisme à la réussite : Les femmes entrepreneuses de Syrie rurale changent de vie grâce à la formation et au micro-crédit », 08/01/2009 – n°30.

Guardian (2011), « L'économie syrienne plie sous le poids de l'insurrection et des sanctions », 28 septembre.

FMI (2011), «Approche de l'économie mondiale : ralentissement de la croissance, multiplication des risques», septembre.

Mitchell, Laura E. (2010), «L'engagement de la jeunesse syrienne : une situation espérée mais non encouragée», Fafo-paper 2010:01.

SlateAfrique (2011), «Syrie-Algérie : même combat?», 02/09/2011.

World Bank Financial Structure Database (2011)

TUNISIE : L'entrée dans une phase de transition vers le «capitalisme démocratique»

Tout récemment encore, on aurait pu croire que la Tunisie avait réussi à absorber les effets de la crise internationale sans en payer le prix fort, si ce n'est celui d'un accroissement du déficit fiscal et d'une baisse de la croissance économique. Les récents événements ont pourtant montré que les stigmates étaient beaucoup plus profonds et que la sensibilité de la population à la dégradation des conditions de vie, que des pays plus riches pourraient supporter, était un facteur déclencheur de l'agitation sociale en raison des difficultés rencontrées dans plusieurs provinces et régions. Ainsi, après une série de manifestations organisées sur l'ensemble du territoire, la Tunisie est entrée dans une phase de profonde crise sociale ayant entraîné un changement drastique du régime politique. Pourtant, cette avancée vers un système plus démocratique est de bon augure pour l'avenir du pays.

Cet espoir retrouvé risque néanmoins d'avoir un goût d'inachevé si la Tunisie ne revient pas rapidement à une stabilité fondée sur des perspectives favorables pour les agents économiques et un régime de croissance plus fédérateur. Il ne faut pas oublier que la politique économique tunisienne était plutôt efficace dans les années 2000. En effet, la productivité totale des facteurs avait permis d'accroître la compétitivité, l'économie réelle était devenue solide grâce à un programme de modernisation et les IDE étaient en hausse.

Bien que l'ancien modèle politique ait vraisemblablement permis de résoudre la question du développement économique, il se situait bien en dessous des attentes d'un point de vue social, le tissu social tunisien étant relativement dilaté. Comme dans la plupart des pays partenaires méditerranéens mais peut-être encore plus qu'ailleurs, la jeunesse tunisienne a été lourdement touchée par le chômage. Aussi, la plupart des diplômés universitaires ont choisi d'émigrer ou, pour les moins chanceux, de se tourner vers des emplois sous-qualifiés et sous-payés ne correspondant pas à leurs compétences.

Jusqu'au début des années 2010, la Tunisie devait surtout chercher à maîtriser l'effondrement de la demande internationale lié à la crise économique et à maintenir les investissements en dépit des restrictions budgétaires. Aujourd'hui, les enjeux sont beaucoup plus grands puisque le pays doit faire preuve de détermination pour atteindre une paix sociale passant par la gestion du chômage des jeunes, des réformes équilibrées, l'amélioration du système gouvernemental et l'accès à la démocratie. Tous ces éléments sont des prérequis pour que la Tunisie retrouve le statut d'une économie réformée en Méditerranée, l'image d'un pays qui a su faire table rase de ses difficultés en se consacrant pleinement à sa réussite économique et en l'approfondissant.

En ce qui concerne l'évolution de la situation en Tunisie au moment de l'écriture du présent rapport, on peut citer les éléments suivants :

✓ La croissance économique devrait être négative en 2011 (-0,7% contre 3% initialement). Les mouvements contestataires coûtent 3 milliards de dinars à l'économie (1,6 milliard d'euros), soit 4% du PIB. Près de 2 milliards de dinars ont été perdus en raison de l'interruption de l'activité économique nationale et 1 milliard à cause de l'arrêt des exportations.

✓ Le tourisme, qui représente 6,5% du PIB, a déjà été lourdement touché et pourrait entraîner un accroissement du chômage (de 13,3% en 2010, il devrait atteindre 16,6% en 2011). Des milliers de touristes ont fui la Tunisie en fin d'année 2010 et les tours opérateurs ont demandé le déploiement d'un plan d'urgence. Le déclin du secteur touristique et la détérioration de la balance commerciale devrait entraîner une aggravation du déficit du compte courant à 7,9% (contre 2,2% en 2010).

✓ L'évolution des IDE semble beaucoup plus inquiétante pour 2011. Sur les deux premiers mois de l'année, ils ont atteints 275,1 millions de dinars, soit une chute de 21,7% en année glissante. Les investissements étrangers devraient normalement subir une dégradation de 35,3% en 2011 pour attein-

dre 1,1 milliard de dollars. Toutefois, le transport (notamment routier), les infrastructures technologiques et les zones industrielles exigent un développement immédiat qui peut aboutir à la création de projets à petite échelle dans des régions jusqu'ici marginalisées et permettre de réinstaurer la confiance pour rebondir après la crise.

✓ Le climat d'instabilité a poussé les agences de notation internationales à dégrader les notes de la Tunisie. Par exemple, Moody's Investors Service a revu à la baisse la valeur des dépôts mondiaux de devises locales et de devises étrangères pour 5 banques tunisiennes.

✓ Avant l'apparition de la crise sociale tunisienne, la Bourse locale bénéficiait d'éléments fondamentaux relativement sains et était même considérée comme le marché le plus performant de toute la zone MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord). Mi-avril 2011, la Bourse tunisienne affichait des pertes de 17,6% contre des bénéfices de 11,2% sur la même période en 2010.

✓ Le taux de couverture des importations a chuté à près de 5 mois fin 2010. Ainsi, la Tunisie est retombée à son niveau de réserves de 2006, une situation qui devrait faire l'objet d'un suivi dans les années à venir. Les récentes estimations envisagent même une dégradation supplémentaire à une capacité de couverture des importations de 3 mois seulement.

✓ Les projets initiaux de réduction des subventions et de hausse d'impôts semblent désormais inappropriés. Le nouveau gouvernement devra renforcer les transferts sociaux et les subventions pour éviter une recrudescence des mouvements contestataires.

La Tunisie souffre pourtant d'un important déficit budgétaire (estimé à 4,6% du PIB en 2010). Le déficit budgétaire devrait atteindre près de 9,1% du PIB en 2011 et devra être endigué dans les années à venir.

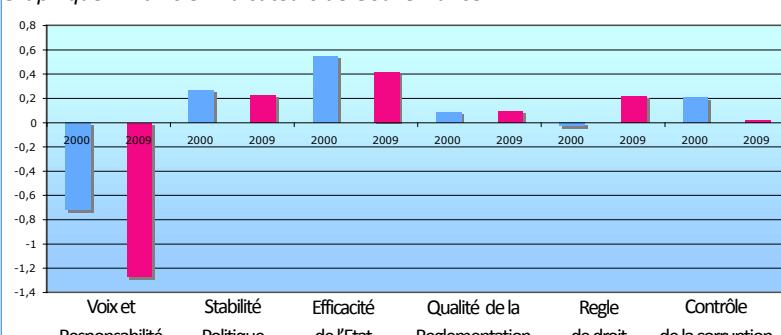
✓ Avec la hausse du prix des denrées alimentaires, l'inflation a atteint 4,4 % en 2010 mais devrait retomber à

4% en 2011. La Banque centrale devra probablement mettre en place une politique monétaire plus stricte afin que l'inflation puisse rester largement sous contrôle. À court terme, la Banque centrale se focalisera sur le maintien de la croissance économique, notamment pour les exportations en raison d'une progression plutôt faible au sein de l'UE. La libéralisation monétaire complète sera probablement repoussée de quelques années.

✓ Les répercussions devraient être particulièrement fortes en termes de chômage en 2011. À ce jour, 33 entreprises étrangères ont mis fin à leurs activités, entraînant la perte de 2400 postes. En outre, les femmes représentent toujours la majorité des chercheurs d'emploi.

✓ Par ailleurs, si la Tunisie a bénéficié d'excellentes performances macroéconomiques, elle n'est pas parvenue à réduire efficacement le chômage des jeunes. La gravité sans précédent du chômage des jeunes est l'un des principaux problèmes à surmonter. Les jeunes sont plus touchés par le chômage que par tous les autres facteurs ce qui a pour conséquence de créer une génération de « travailleurs découragés » et une exclusion sociale. La crise a un double impact sur les jeunes: premièrement, une baisse de la demande sur le marché du travail qui touche les nouveaux entrants et deuxièmement, une destruction progressive de l'emploi qui concerne plus particulièrement les jeunes. Les programmes d'intégration professionnelle tunisiens devraient être plus efficaces pour les détenteurs de diplômes issus de secteurs touchés par le chômage comme les sciences sociales ou d'autres disciplines.

Graphique 1. Tunisie: Indicateurs de Gouvernance



Source : Worldwide Governance Indicators 2010, World Bank.

Note : Valeurs de -2,5 (mauvaise gouvernance) à 2,5 (bonne gouvernance)

I. La situation politique et ses implications

Un modèle politique dans une phase transitoire cruciale

La Tunisie est dans un état d'incertitude politique sans précédent. Après le plus grand soulèvement populaire jamais connu, l'ancien président tunisien Ben Ali a fui le pays. Les mouvements de contestation sociale et les violences se sont poursuivis pendant plusieurs semaines tandis que le troisième gouvernement par intérim s'efforce désormais d'organiser des élections démocratiques afin de garantir une meilleure représentation de tous les courants politiques. On peut notamment souligner la promulgation d'une loi exceptionnelle exigeant que les listes électorales soient composées de 50% de femmes. Les autorités ont toutefois un long chemin à parcourir avant que les institutions de l'ancienne monarchie soient complètement réformées.

Il convient de mesurer toute l'ampleur de la tâche. Pour cela, les indicateurs de gouvernance peuvent mettre en lumière quelques éléments essentiels pour l'évolution du régime politique tunisien, même s'il convient de garder une certaine réserve quant à la pertinence d'un indice « quantifiant » la gouvernance. En l'espace d'une décennie, la Tunisie semble avoir évolué en termes d'État de droit et, dans une moindre mesure, en matière de qualité réglementaire. Toutefois, le pays a vu ses indicateurs de voix et responsabilisation, de stabilité politique, d'efficacité gouvernementale et de corruption se dégrader considérablement. Ainsi, alors

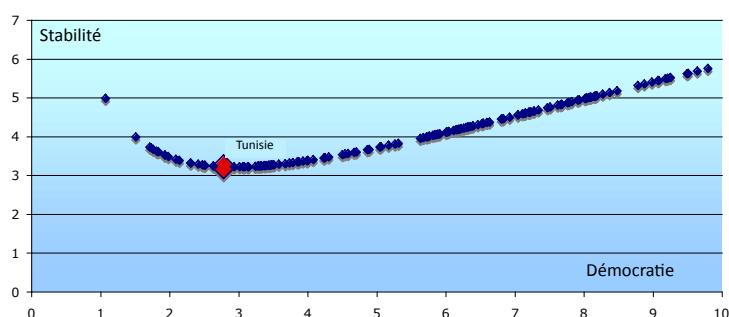
que la Tunisie a fait de nets progrès en matière de croissance économique depuis le Processus de Barcelone, il semblerait que sa situation politique suive une trajectoire opposée.

La situation actuelle montre que le modèle politique tunisien est un échec. Ce constat d'échec concerne surtout deux éléments : la hausse du coût de la vie et la création d'emplois insuffisante. Cela démontre qu'il faut être l'économie la plus compétitive de tout le continent n'est pas suffisant lorsque les fruits de la croissance ne s'accompagnent pas d'un renforcement de la création d'emplois, d'un recul des inégalités et d'une baisse de la corruption.

La figure ci-dessous présente la crise d'instabilité de la Tunisie qui accompagne sa transition d'un régime autoritaire vers une société ouverte. Comme l'explique Bremmer (2006), « il y a une corrélation contre-intuitive entre la stabilité de la nation et son ouverture aussi bien en termes d'influence sur le monde extérieur qu'au sein de ses frontières ». Certains États sont stables car ils vivent en autarcie. L'influence du monde extérieur sur la population locale avec, par exemple, l'amélioration de la capacité à communiquer (ex : via les réseaux sociaux) peut affaiblir le régime national et entraîner des troubles sociaux et une instabilité. Toutefois, un pays qui est « stable car ouvert » bénéficiera d'une meilleure stabilité et d'avantages à long terme qui contrebalanceront le coût de la transition à court terme.

Néanmoins, comme le montre la courbe en J, pour qu'un pays « en autarcie » se stabilise grâce à son ouverture, une période de transition est nécessaire. C'est précisément le cas de la Tunisie à l'heure actuelle. Les indicateurs de démocratie et de stabilité politique placent le pays au bas de la courbe dans une phase transitionnelle au cours de laquelle l'ouverture a créé plus d'instabilité. Toutefois, la Tunisie est à la frontière d'un tournant décisif où une plus grande ouverture en termes de démocratie pourrait renforcer la stabilité.

Graphique 2. La Tunisie sur la courbe en J mondiale (2010)



Source : Calculs FEMISE basés sur: EIU Political Instability Indicator, Index of Democracy. [1]

Le régime politique tunisien a donc le choix : il peut s'engager sur la voie de la démocratie et de ses avantages à long terme au prix d'une longue période d'instabilité à court terme ou bien prendre la direction opposée c'est-à-dire rechercher la stabilité à court terme au détriment de l'ouverture démocratique. Les mesures se sont enchaînées depuis la première étape qu'a été la chute de Ben Ali.

En très peu de temps, le(s) gouvernement(s) de transition a/ont démis les anciens ministres de leurs fonctions et fait emprisonner les proches de l'ancien régime. Les anciens prisonniers politiques ont été relâchés et les responsables politiques en exil peuvent désormais rentrer en Tunisie. Parallèlement, les autorités par intérim ont fait preuve de flexibilité politique et se sont montrées moins rigides que dans les autres pays partenaires méditerranéens en crise permettant à la Tunisie de se distinguer par sa singularité.

L'optimisme quant à l'avenir politique du pays s'accompagne donc d'une certaine prudence. La société tunisienne pourrait notamment évoluer vers une démocratisation réelle et respectueuse des libertés civiles et pas uniquement vers un régime un peu moins autoritaire.

II. Les enjeux des événements récents

1. Le secteur réel

La crise sociale a eu un véritable impact sur l'économie tunisienne. Les manifestations ont déjà coûté 3

milliards de dinars à l'économie (1,6 milliard d'euros), soit 4% du PIB. Le transfert de la crise est perceptible à différents degrés au travers des principaux agrégats listés ci-dessous :

✓ Près de 2 milliards de dinars ont été perdus en raison de l'interruption de l'activité économique nationale et 1 milliard à cause de l'arrêt des exportations. Par conséquent, les exportations devraient augmenter de 7,2% seulement en 2011 pour atteindre 17,9 milliards de dollars.

✓ Une hausse de 10,7% des importations est attendue en 2011 pour un montant prévu de 22,7 milliards de dollars.

✓ Par conséquent, le déficit commercial devrait augmenter de 23,7% en 2011 passant ainsi de -3,8 milliards de dollars en 2010 à -4,7 milliards de dollars en 2011.

✓ Le tourisme, qui représente 6,5% du PIB, a été fortement touché. Des milliers de touristes ont fui la Tunisie tandis que les tours opérateurs ont demandé le déploiement d'un plan d'urgence pour relancer le secteur. Par conséquent, la balance des services devrait chuter de 28% pour atteindre 1,8 milliard de dollars en 2011.

La Tunisie a été la première économie méditerranéenne à établir un accord d'association avec l'UE et à procéder à un démantèlement des barrières tarifaires tandis que les activités commerciales sont devenues un moteur de croissance important. Cependant, les exportations ont chuté en 2009 en raison de la crise et de la trop forte dépendance du pays

Tableau 1. Exportations par groupe de produits

	Exportations					
	six mois			Variations		
	2009	2010	2011	2009-10	2010-11	
Agro-alimentaire	588,8	500,5	535,1	-15,0%	6,9%	
Energie	1168,5	1610,8	1795,9	37,9%	11,5%	
Mines & phosphates	783,6	875,3	721,5	11,7%	-17,6%	
Autres intermédiaires	1875,1	2479,1	3092	32,2%	24,7%	
Equipement	1418	1883,2	1962,3	32,8%	4,2%	
Autre consommation	3683,7	3999,7	4803	8,6%	20,1%	

Source: Institut National de la Statistique

Tableau 2. Importations par groupe de produits

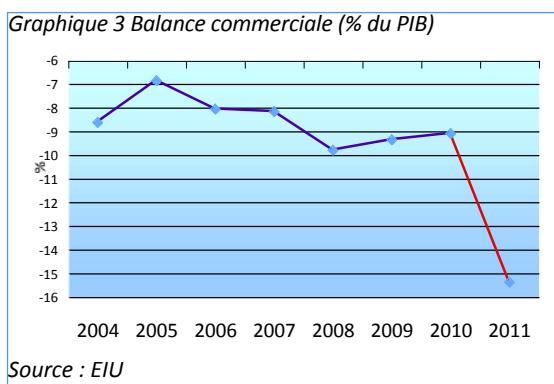
	Importations					
	six mois			Variations		
	2009	2010	2011	2009-10	2010-11	
Agro-alimentaire	658,5	812,6	1112,8	23,4%	36,9%	
Energie	1034,6	1801,4	2181,3	74,1%	21,1%	
Mines & phosphates	257,7	297,6	306,7	15,5%	3,1%	
Autres intermédiaires	4984,1	6232,9	6890,5	25,1%	10,6%	
Equipement	3615,4	4927,9	4330	36,3%	-12,1%	
Autre consommation	1496,1	1719,4	1685,8	14,9%	-2,0%	

Source: Institut National de la Statistique

vis-à-vis de la demande des pays partenaires développés. En 2010, les exportations ont augmenté de 16% mais les récents événements ont eu un impact négatif sur les activités commerciales tunisiennes. Dès les premières semaines de contestation, près d'1 milliard de dollars ont été instantanément perdus en raison de l'interruption des exportations. En janvier 2011, la Tunisie a enregistré plusieurs baisses en année glissante au niveau des équipements (-7,75%), de l'agriculture (-11,3%), des autres produits intermédiaires (-5,42%) et des autres produits de consommation (-7,04%). Néanmoins, les exportations ont fait preuve d'une résistance relative face à la crise et les espoirs de voir un tel scénario se reproduire en 2011, même partiellement, sont réels. Ainsi, malgré les tendances négatives de départ, la plupart des secteurs sont en hausse en année glissante dès le milieu d'année 2011. Au cours du pre-

nouvelle hausse de 10,7% attendue en 2011 avec des importations qui devraient atteindre 22,7 milliards de dollars grâce à la hausse de la part des importations agricoles et alimentaires. Les performances générales du commerce de marchandises en 2010 ont fait passer le déficit commercial à -3,8 milliards de dollars. Mais les performances relativement timides prévues au niveau des exportations pour 2011 font passer les estimations à -4,7 milliards de dollars (environ -10% du PIB). Si un tel déficit était atteint, il s'agirait d'un record de performance négative pour l'économie tunisienne, une telle chute n'ayant jamais été enregistrée sur le marché national depuis l'instigation du processus de Barcelone.

Enfin, la balance des services est en progression même si un repli de 28% à un montant d'1,8 milliard de dollars est envisagé. Le secteur du tourisme est le principal responsable de cette performance négative. En effet, des milliers de touristes ont fui la Tunisie pendant les manifestations tandis que le Ministre chargé du tourisme a annoncé que les bénéfices et le nombre de visites étaient en chute de près de 40% en janvier 2011. En outre, le nombre de touristes a encore chuté de 40% supplémentaires entre janvier et mi-avril par rapport à 2010. Le tourisme est d'une importance capitale pour l'économie domestique : non seulement il emploie 400 000 Tunisiens et contribue au PIB à hauteur de 2,5 milliards de dollars mais il est également le premier poste d'apports de devises étrangères. Maintenant que la sécurité s'est améliorée, il faut voir si les touristes étrangers souhaitent revenir ou si le secteur va continuer à souffrir. Malheureusement, la situation du tourisme dans le sud de la Tunisie est troublante. L'île de Djerba, une destination très prisée des touristes, a vu la moitié de ses hôtels fermer leurs portes, un contexte surprenant d'autant que la saison haute est proche. Les incidents en Libye ont naturellement aggravé la situation du fait de la proximité géographique avec le sud de la Tunisie. En outre, parmi les 7 millions de touristes qui se rendent en Tunisie chaque année, plus de 20% viennent de Libye ce qui pourrait fortement affecter les afflux, au moins sur le court terme. Selon les toutes dernières informations, il semblerait que



mier semestre, la Tunisie a enregistré une hausse importante en année glissante au niveau de l'énergie (11,5%), des autres produits intermédiaires (24,7%) et des autres produits de consommation (20,1%). Par conséquent, les recettes liées aux exportations ont augmenté de 10,2% en année glissante sur les 7 premiers mois de l'année 2011. Parallèlement, la demande de l'UE est restée forte malgré la crise de la dette de la zone euro (UIE). Ainsi, les revenus liés aux exportations devraient augmenter de 7,2% pour atteindre 17,9 milliards de dollars.

Au même moment, les importations ont augmenté de 13,3% en 2010, la demande ayant connu une reprise après la forte baisse de l'année précédente. Ceci étant dit, les chiffres récents ont fait état d'une

les activités touristiques se soient effondrées de plus de 50%. Une perte de 2 milliards de dollars de recettes liées au tourisme et aux activités commerciales a été annoncée, en grande partie à cause de la guerre en Libye (The Big Issue, 2011). Un effet attendu de « destination-substitution » vers des pays ayant un climat similaire (ex : Grèce, Turquie) pourrait aggraver la situation pour le tourisme tunisien dans les années à venir. La demande de plan d'urgence des tours opérateurs tunisiens pour relancer le secteur semble donc pertinente et impérative.

2. Le choc financier

La Tunisie est une économie dotée d'un marché financier à un stade de développement intermédiaire, même si son niveau de libéralisation financière est, pour sa part, avancé. Aussi, tout choc exogène ou national n'aurait qu'un impact modéré sur le secteur financier qui serait néanmoins plus marqué que chez les pays partenaires voisins.

2.1 Le déclin des investissements étrangers

De leur côté, les estimations relatives aux IDE pour 2011 sont préoccupantes. Les investissements étrangers ont chuté de près de 39,6% en 2009. Ils sont timidement repartis à la hausse en 2010 mais devraient à nouveau baisser de 35,3% pour atteindre 1,1 milliard de dollars en 2011. Au cours des 2 premiers mois de 2011, les investissements directs étrangers ont atteint 275,1 millions de dinars ce qui, en d'autres termes, correspond une baisse de 21,7% en année glissante. L'énergie et les services représentent plus de la moitié des afflux d'investissements avec respectivement 120 millions de dinars et 44,2 millions de dinars. Le pays devra donc faire face à un double défi: premièrement, éviter des retards supplémentaires pour les investissements relatifs aux projets actuels et deuxièmement, attirer les investisseurs étrangers en créant un environnement commercial transparent, fiable et sans corruption. La capacité des autorités à régler efficacement ce problème dépendra surtout des initiatives prises dans les prochains mois. Le transport (notamment routier), les infrastructures technologiques ainsi

que les zones industrielles exigent un développement immédiat qui pourrait être favorisé par la création de projets à petite échelle dans des régions marginalisées jusqu'ici. Actuellement, seules 33 entreprises étrangères ont interrompu leurs activités sur un total de 6185, une véritable chance pour le pays, d'autant que la plupart de ces entreprises connaissent un retour à la normale. Cela devrait permettre de restaurer une confiance plus que nécessaire au niveau national et montrer au monde que la Tunisie est en mesure de rebondir rapidement après le choc.

2.2 La Bourse

Avant l'apparition de la crise sociale tunisienne, la Bourse locale bénéficiait d'éléments fondamentaux relativement sains et ne présentait aucun signe d'activité spéculative. Elle était même considérée comme le marché le plus performant de toute la zone MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) en 2009 avec un ratio cours/dividende extrêmement attractif. Pourtant, dès le dernier trimestre 2010, la situation a commencé à se dégrader et l'indice boursier (Tunindex) enregistrait un déclin de 9,82% en octobre 2010. Cette situation a été une véritable surprise étant donné que les grandes entreprises cotées en Bourse affichaient 50% de gains au dernier trimestre. Il est possible qu'une telle inversion de tendance soit due à l'annonce d'une nouvelle loi prévoyant d'imposer une taxe sur les bénéfices boursiers. Quoiqu'il en soit, les événements d'« octobre noir » ont rapidement été suivis de la grande crise sociale et, par conséquent, de l'instabilité politique et d'une perte de confiance des investisseurs ayant accentué l'inversion de la tendance. À la mi-janvier, la Bourse tunisienne a fermé ses portes pendant 2 semaines, la chute de l'ancien régime ayant provoqué un effondrement des marchés à hauteur de 12% en une semaine seulement. Après la réouverture, sur des horaires restreints, l'activité est restée timide avec une nouvelle baisse d'indice de 2%. En février, la Bourse a annoncé qu'elle suspendait toutes les transactions afin de préserver l'épargne investie dans les actions ordinaires.

Mi-avril, la Bourse tunisienne montrait quelques signes de reprise, bien que les pertes totales aient atteint un taux de 17,6% dans la semaine du 18 au 22 avril 2011 contre 11,2% de gains sur la même période en 2010. Reste désormais à voir si l'élection récente d'un nouveau président du comité directeur de la « Bourse des valeurs mobilières de Tunisie » sera source de plus de stabilité. Il faut néanmoins souligner que depuis fin mai 2011 l'indice boursier Tunindex est en hausse et que sa valeur était de 470 à la mi-septembre.

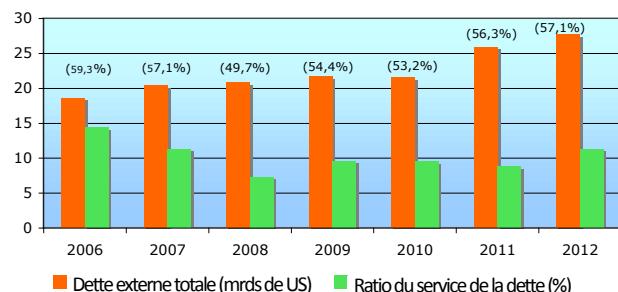
2.3 Les indicateurs de réserves étrangères et de dette

Les réserves de devises étrangères avaient connu une croissance exceptionnelle de plus de 50% en 2009 pouvant couvrir près de 7 mois d'importations grâce aux recettes touristiques compensant la baisse des revenus commerciaux et à une valeur plus faible des importations réduisant la pression.

Pourtant, comme nous l'avons indiqué précédemment, les importations ont augmenté de plus de 13% en 2010 ce qui explique une chute du taux de couverture des importations à près de 5 mois en fin d'année. Ainsi, la Tunisie a retrouvé son niveau de réserves de 2006 et serait même retombée à un seuil de 3 mois de couverture des importations, une situation à suivre de très près dans les années à venir. La baisse probable de la part des importations en 2011 pourrait permettre d'amortir la tendance à la baisse, même si l'optimisme doit s'accompagner d'une certaine prudence.

En ce qui concerne les indicateurs de dette tunisiens, les chiffres révisés de 2010 font état d'une dette externe de 21,5 milliards de dollars correspondant à un léger déclin par rapport au 21,7 milliards de dollars de 2009 en termes absolus. Cependant, la part au niveau du PIB est de 54,4% en 2009 et de 55,5% en 2010. Bien qu'elle ne soit pas parvenue à maintenir sa dette au niveau d'avant-crise de 2008 (proche de 50%), la Tunisie a toujours eu une dette inférieure au seuil de 60% jusqu'au milieu des années 2000. Alors que le stock de dette externe s'est accru depuis la

Graphique 4. Indicateurs de la dette en Tunisie, % du PIB en parenthèse



Source : EIU

crise, il devrait se stabiliser en 2011 avant d'enregistrer une baisse à partir de 2012. Au niveau du coefficient du service de la dette, il est resté stable à 9,5% en 2010 contre 9,6% en 2008 tandis que les estimations indiquent de nouvelles hausses à partir de 2012. Reste désormais à voir comment les autorités peuvent mettre en place une politique améliorant les balances fiscale et courante tout en réduisant le coefficient du service de la dette dans un contexte d'instabilité et de perte de confiance des marchés internationaux.

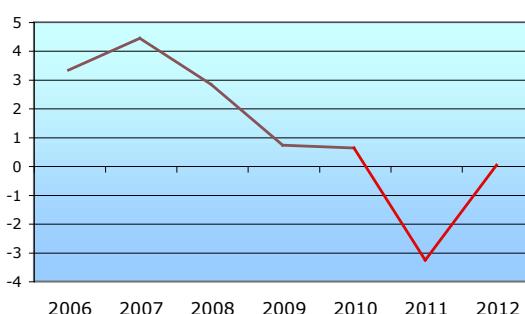
III. Politique économique et prévisions macroéconomiques

1. Événements principaux

1.1 La croissance : un régime qui pourrait bénéficier de quelques ajustements

L'an dernier, malgré une croissance internationale en déclin, la Tunisie a enregistré un taux de croissance de 3,7%. Néanmoins, pour entretenir la tendance,

Graphique 5. Productivité Globale des Facteurs en Tunisie



Source : EIU

Note: estimations pour 2011, 2012

Tableau 3. PIB par groupement sectoriel (par trimestre, prix courants)

	Q1 2011	Q1 2010	Variation (%)
Agriculture & pêche	1 262,1	1 140,9	10,62
Manufactures	2 440	2 471,5	-1,27
parmis lesquels Textiles, habits, cuirs	460,5	448,5	2,68
Industries mécaniques et électriques	800,8	694,9	15,24
Non-Manufactures	2 034,1	2 012,2	1,09
Services commerciaux	6 090,6	6 331,6	-3,81
parmis lesquels Commerce au gros	1 145,8	1 172,1	-2,24
Transports	1 003,6	1 199,8	-16,35
Total de la Valeur Ajoutée	14 127,1	14 082,4	0,32

Source: Institut National de la Statistique

des efforts supplémentaires de diversification des exportations nationales semblent nécessaires via le développement de produits et services à forte valeur ajoutée et la recherche de nouveaux partenaires commerciaux. Les récents événements sont pourtant susceptibles de freiner de telles initiatives politiques tandis que les estimations prévoient un taux de croissance négatif de -0,7% en 2011 (UIE).

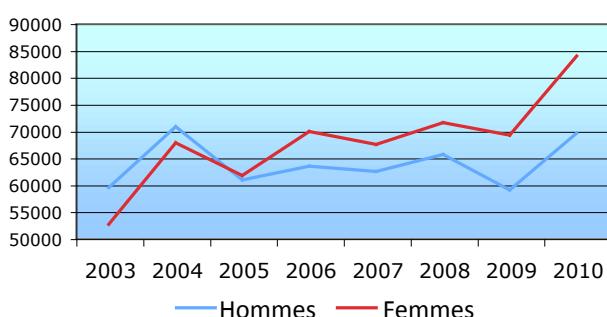
Le PIB est largement alimenté par le secteur des services. Les services marchands représentent plus de 40% du PIB et le secteur a enregistré une baisse de 3,8% au cours du premier trimestre 2011. Sur la même période, les transports et le commerce de vente en gros ont respectivement reculé de 16,3% et 2,2%. Les initiatives passées de diversification ont partiellement protégé la Tunisie des retombées de la crise actuelle. Malgré tout, sa capacité de reprise dépend de la demande externe. Aussi, l'effondrement attendu des recettes touristiques pourrait avoir de

lourdes conséquences sur la croissance qui pourrait être encore plus négative en 2011.

L'an dernier, le rapport du FEMISE a mis en avant le fait que la Tunisie appliquait un régime de croissance fructueux basé sur la productivité. Cependant, au lendemain de la crise économique, la productivité globale des facteurs s'est ralentie dans le pays tandis les récents événements ont vraisemblablement influencé l'efficacité de production du tissu économique (PGF estimé à -0,2% en 2011).

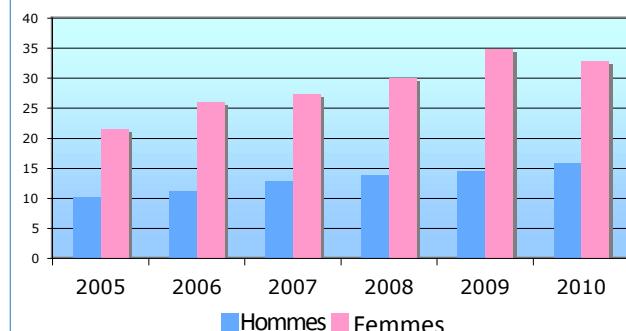
En réalité, la Tunisie a l'un des régimes de croissance les plus solides de la région. Elle a également plus de chances que ses voisins de développer des produits à forte valeur ajoutée pour maintenir son niveau de compétitivité. Mais, dans une période où des appels à une meilleure répartition et à la création d'opportunités ont été lancés, une période de transition du régime de croissance est à prévoir. La transition vers plus

Graphique 6. Evolution des primo-demandeurs d'emploi, par genre



Source : Ministère de la formation et de l'emploi, Tunisie

Graphique 7. Chômage des diplômés du supérieur par genre



Source : Ministère de la formation et de l'emploi, Tunisie

Tableau 4. Marché du travail en Tunisie

	2011		Variation			2010		Moyenne mensuelle (S1)	
	Juin	Janvier	Moyenne mensuelle (S1)	Juin 2011	S1 2011	Juin	Janvier		
				(%)	(%)				
Demande de travail (totale)	54 968	74 390	50 361	3,10	24,51	53 315	47 888	40 448	
parmi lesquels: primo-demandeurs d'emploi	50 508	69 716	45 320	3,68	27,22	48 713	43 097	35 623	
Gouvernorats avec la plus grande demande									
Tunis	4 952	5 916	3 809	19,87	25,42	4 131	3 249	3 037	
Sfax	4 136	5 012	4 206	-21,55	42,87	5 272	4 875	2 944	
Gafsa	3 492	4 554	3 069	-1,16	77,81	3 533	3 618	1 726	
Offre de travail (totale)	9 662	9 302	14 683	-28,28	-5,31	13 472	15 268	15 507	
Placements par les agences d'emploi	4 963	4 096	10 302	-51,41	-3,63	10 213	10 172	10 690	
parmi lesquels: primo-demandeurs d'emploi	3 907	3 105	7 334	-46,35	1,03	7 283	6 678	7 259	

Source: Institut National de la Statistique

de « capitalisme démocratique » pourrait aboutir à un rebond économique éventuellement permanent.

1.2 L'emploi : la nouvelle priorité de la décennie

Le taux de chômage atteignait 13% en 2010 en Tunisie et risque encore d'augmenter en 2011. Au cours du premier semestre 2011, la demande annualisée sur le marché de l'emploi a augmenté de 24,5% en moyenne tandis que l'offre a baissé de 5,3% (tableau n°3). Comme nous le verrons plus tard, le chômage touche essentiellement les jeunes. Sur les 6 premiers mois de 2011, la demande parmi les chercheurs d'un tout premier emploi a augmenté de 27,2% en année glissante. Le FEMISE a signalé à de nombreuses reprises que la Tunisie disposait d'un riche capital humain qualifié. L'offre est surtout importante dans le secteur de la production suivi par les autres services, l'agriculture et le tourisme.

Encore une fois, la phase de transition est nécessaire. En termes simples, l'économie domestique doit non seulement chercher à diversifier ses sources de croissance mais également la création d'emplois au niveau du tissu économique. Le développement de nouveaux secteurs fortement tournés vers l'exportation peut également aller de pair avec l'émergence de nouvelles fonctions. La création de nouveaux produits doit s'accompagner de l'ouverture de nou-

veaux postes pour les personnes qualifiées, en particulier les jeunes. Alors que l'ancien gouvernement semblait avoir fait quelques efforts pour rendre la répartition du travail plus flexible, la phase d'instabilité actuelle pourrait enrayer le processus. Il faut noter également que, depuis le milieu des années 2000, la majorité des chercheurs d'emploi sont des femmes et que cette tendance semble s'être accentuée ces dernières années. Le taux de chômage est également beaucoup plus fort ces dernières, un problème qui doit être réglé par les nouvelles autorités. L'importance cruciale de cette question est directement visible dans le cas du chômage parmi les jeunes diplômés universitaires : en 2009, 35% des femmes de cette catégorie étaient touchées (32,9% en 2010), un taux plus de 2 fois supérieur à celui des hommes.

Bien que certaines mesures permettant de réduire les inégalités face au chômage en fonction du sexe (ex : attribution d'une indemnité mensuelle de 80 dinars à 40 000 jeunes hommes et femmes dans le cadre de l'intégration professionnelle des diplômés de second cycle), leur application, leur exhaustivité et leur efficacité restent encore à prouver. Entretemps, un renforcement des répercussions sur le chômage est probable. Par exemple, en début d'année 2011, 33 entreprises étrangères ont mis fin à leurs activités en Tunisie ce qui a entraîné une perte de 2400 postes. Si l'industrie du tourisme et les secteurs tournés vers

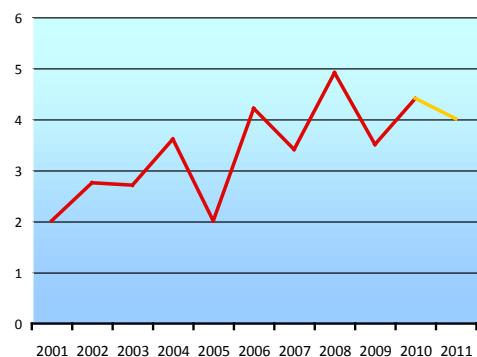
les exportations ne parviennent pas à repartir rapidement à la hausse, le nombre de chômeurs pourrait s'aggraver (taux estimé à 16% en 2011 selon l'UIE).

1.3 Une hausse de l'inflation qui reste toutefois gérable

Le taux moyen d'inflation est en hausse pour la deuxième année consécutive en Tunisie. Les inflations des prix à la consommation et à la production ont subi une hausse en 2010 (l'inflation des prix à la consommation passant de 3,5% à 4,4% tandis que l'inflation des prix à la production est passée de 2,2% à 3,1%) ce qui explique la hausse des prix internationaux, notamment ceux du pétrole (le baril de pétrole brut passant de 61,9 \$ à 79,6 \$). Bien qu'elle soit plus élevée, l'inflation des prix à la consommation reste proche de la moyenne méditerranéenne. Parallèlement, les prix des produits de base et du pétrole pourraient finalement ne pas subir une nouvelle augmentation dans l'année à venir, le taux d'inflation tunisien pour 2011 étant estimé à 4%.

Il faut noter que la progression des salaires nominaux devrait ralentir (de + 4% en 2010 à +3,6% en 2011 et + 3,5% l'année suivante). Les salaires devraient donc augmenter à un rythme inférieur à celui de l'inflation. Jusqu'ici, la hausse limitée des salaires a permis de stimuler la compétitivité de la population active nationale. Toutefois, le salaire minimum devrait être ramené à un niveau supérieur à celui de l'inflation pour éviter une nouvelle dégradation des conditions sociales.

Graphique 8. Inflation (%)



Source : EIU

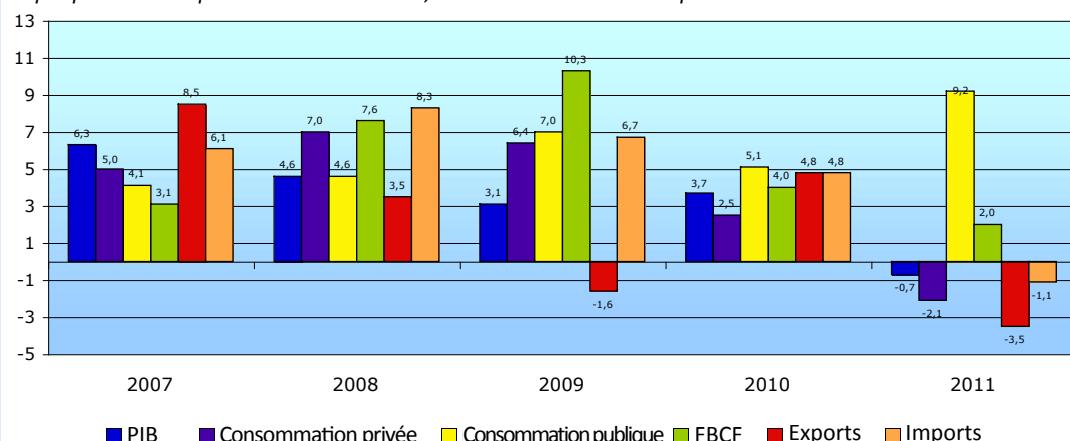
2. Les réponses de la politique macroéconomique

Actuellement, le pays entre dans une phase de pressions accrues sur le déficit budgétaire en raison de recettes limitées découlant du ralentissement de l'activité économique et des réserves plus faibles.

2.1 Une activité économique en phase de test

Malgré les répercussions de la crise de 2008, la croissance a atteint un taux de 3,7% en 2010 avec l'aide des investissements et de la consommation publique qui, en termes de dépenses par rapport au PIB, ont augmenté respectivement de 4% et 5,1%. Au même moment, les exportations sont reparties à la hausse en 2010 après un effondrement en 2009 (hausse des dépenses par rapport au PIB de 4,8% en 2010).

Graphique 9. Décomposition de la demande, variation annuelle des dépenses sur le PIB



Source : EIU

La croissance tunisienne devait normalement retrouver son niveau d'avant 2008 grâce à une reprise des exportations favorisée par une demande internationale plus dynamique. Cependant, le climat socio-politique a affecté le moteur de croissance tunisien dès la fin de l'année 2010. L'interruption des exportations qui fait suite aux manifestations et à la période de transition que traverse le pays devrait entraîner une baisse de 3,5% des dépenses liées aux exportations en 2011. Cela tombe plutôt mal étant donné que la consommation privée est elle aussi en chute avec une baisse de -2,1% prévue en 2011 en termes de dépenses par rapport au PIB. Le gouvernement de transition doit donc faire tout ce qui est en son pouvoir pour encourager les investissements qui, selon les prévisions, devraient afficher une hausse de 2% en termes de dépenses. Les autorités devraient s'appuyer sur des investissements en développement stratégique pour assurer la convergence des conditions sur l'ensemble du territoire. Si elles y parviennent tout en maintenant la stabilité alors les investisseurs privés de Tunisie et des pays partenaires étrangers devraient progressivement suivre le mouvement et favoriser la croissance.

2.2 Un déficit fiscal qui devrait s'aggraver

Au lendemain de la crise internationale, le budget tunisien a largement été mis à contribution notamment pour relancer l'emploi, la consommation et les investissements. Parallèlement, les recettes ont chuté en raison des faibles performances au niveau des exportations ce qui explique l'accroissement du déficit fiscal (0,8% en 2008 ; 3% en 2009 ; 4,6% en 2010). En 2011, le gouvernement de transition a annoncé le déploiement d'un plan d'urgence pour l'économie tunisienne en faveur des investissements et de la création d'emplois. Naturellement, un tel plan est coûteux et fait son apparition alors que les prix du pétrole sont en hausse, que les réserves disponibles sont déjà faibles et que les perspectives de croissance économique ne sont pas bonnes.

Jusqu'à l'année dernière, la Tunisie bénéficiait encore d'une marge de manœuvre budgétaire par rapport

au reste de la région. Désormais, sa situation fiscale semble être pire que la moyenne méditerranéenne. Au niveau des recettes de la balance fiscale, les perspectives sont loin d'être bonnes : les revenus issus des privatisations diminueront logiquement tandis que les emprunts sur les marchés internationaux seront plus coûteux en raison de la hausse des primes de risque pour toute la Méditerranée.

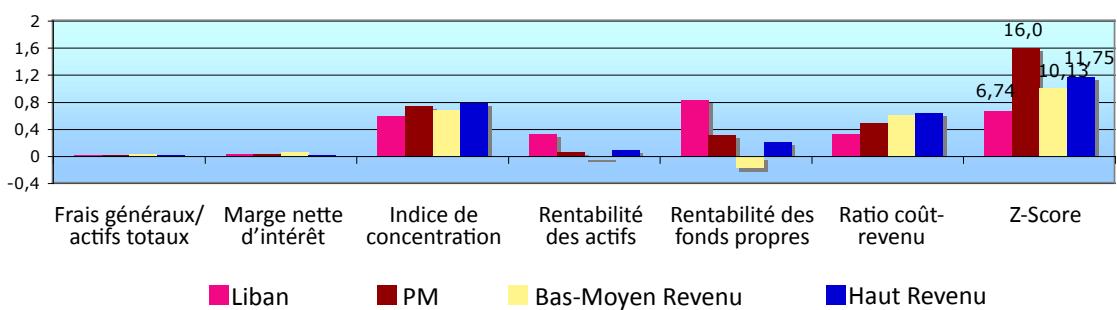
En résumé, le gouvernement tunisien devra certainement envisager un développement des dépenses et apporter un peu de réconfort social à la population dans un contexte particulièrement difficile qui devrait propulser le taux du déficit fiscal à 9,1% en 2011.

2.3 Une politique monétaire pour protéger le secteur bancaire

Jusqu'à très récemment, la Banque centrale tunisienne était dans une phase de transition graduelle vers un ciblage de l'inflation pour permettre, sur le long terme, une pleine convertibilité du dinar. En outre, des initiatives ont été mises en place pour rendre le système de taux de change plus flexible. Toutefois, dans le contexte actuel, la Banque centrale aurait tout intérêt à s'assurer que le système bancaire conserve un maximum de liquidités compte tenu de la récente dégradation de sa note de performance par les agences d'investisseurs internationaux. Il faut notamment souligner que Moody's Investors Service a revu à la baisse la valeur des dépôts mondiaux de devises locales et de devises étrangères de 5 banques tunisiennes début 2011 face aux inquiétudes concernant un impact probable de l'agitation sociale sur l'économie et le crédit.

Lorsque l'on s'intéresse aux indicateurs de performance bancaires, on remarque immédiatement que le taux de rendement de l'actif est supérieur à la moyenne régionale qui dépasse elle-même la valeur relevée dans les pays de l'OCDE à moyens et hauts revenus. Par ailleurs, le taux de concentration (part des 3 plus grandes banques par rapport au total des actifs bancaires) est plus faible en Tunisie que dans le reste du monde (0,59 en Tunisie contre 0,75 dans la région).

Graphique 10. Indicateurs du secteur bancaire : Tunisie VS le Monde (2008)



Source : World Bank Financial Structure Database

Comme l'indiquent Ben Naceur et al (2011), cette situation n'est pas forcément négative puisqu'une trop forte concentration est parfois le signe d'un manque de compétitivité. Dernier élément et pas des moindres, l'indice de score Z de stabilité bancaire (ratio du rendement de l'actif + ratio du capital sur l'actif par rapport à la déviation standard du rendement de l'actif) est plus faible en Tunisie que dans le reste de la région ce qui signifie, tout comme pour l'Egypte, que le système bancaire national est moins stable.

Comme l'a déjà suggéré le FEMISE, en dépit de la nouvelle réglementation, le système bancaire n'est pas suffisamment préparé pour gérer un taux d'intérêt évolutif. Il faut également rappeler que les récents événements en Libye pourraient affecter les remises (une grande partie des remises tunisiennes provenant de Libye) et que, par conséquent, la priorité du maintien des liquidités au niveau de la politique monétaire est l'aspect le plus important.

Comme l'indique l'UIE, le taux d'intérêt principal est passé de 4% à 3,5% et la Banque centrale est susceptible de maintenir une politique monétaire plus souple pour relancer l'économie.

IV. La jeunesse : le défi principal de la nouvelle ère

Le chômage des jeunes tunisiens a plusieurs origines. La faiblesse des investissements privés mais aussi l'explosion démographique et l'augmentation du nombre de diplômés universitaires sont autant de facteurs qui saturent la participation sur le marché du travail. En outre, les jeunes ont plutôt tendance à

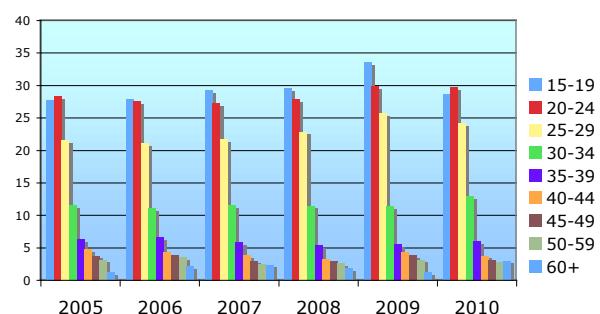
décrocher des emplois de courte durée en raison de la nature des contrats (CDD) qui leur sont proposés.

Le taux de chômage sans précédent parmi les jeunes diplômés est certainement l'un des plus gros défis à relever. Pourtant, peu de solutions ont été proposées dans le cadre de l'ancien plan de développement et le soulèvement populaire qui a entraîné la chute de l'ancien régime a en grande partie puisé sa force dans le mécontentement lié à cette situation.

1. Comprendre le problème du chômage des jeunes

En 2009, le chômage en Tunisie a atteint un niveau considérable, notamment pour les tranches de la population les plus jeunes. Alors que le taux de chômage moyen était proche de 13%, il a encore augmenté pour atteindre respectivement 33,6% chez les 15-19 ans, 29,9% chez les 20-24 ans et 25,7% chez les 25-29 ans. Bien que des initiatives aient été mises en place en 2010 pour faire reculer le chômage chez les jeunes, celui-ci est resté extrê-

Graphique 11. Evolution du chômage par âge, en % de la population



Source : Source : Ministère de la formation et de l'emploi, Tunisie

Encadré. Programmes actifs du marché de l'emploi en Tunisie

En dépit de son inefficience relative dans la lutte contre le chômage, il faut noter que la Tunisie a mis en place une série de mesures destinées à stimuler l'emploi. Ces politiques actives représentent environ 1,5% du PIB total. Elles peuvent être catégorisées comme suit :

Cours d'introduction à la vie professionnelle, mis en place pour aider les chercheurs d'emploi diplômés à trouver leur premier emploi, grâce à des compétences professionnelles fondamentales. La formation se fait essentiellement dans le secteur privé, évaluée après 6 mois avec possibilité d'extension. Les jeunes ciblés reçoivent 150 DT tous les mois, bénéficient de la sécurité sociale, alors que le taux d'intégration minimum est fixé à 50% (moyenne sur 3 ans).

Le contrat d'insertion des diplômés, qui vise les chercheurs d'emploi diplômés au chômage depuis plus de 3 ans après obtention de leur diplôme. L'objectif est d'acquérir les compétences qui répondent aux besoins d'entreprises privées prêtes à proposer un emploi. La formation a lieu dans le secteur privé, bien qu'elle puisse aussi se faire dans le secteur public également. Les personnes cibles reçoivent 150 DT par mois, une couverture sociale pendant 7 ans après le recrutement, et le gouvernement accorde à l'entreprise une allocation d'intégration de 1 000 DT pendant une année après le recrutement.

Le contrat d'adaptation et d'insertion professionnelle, qui vise les demandeurs d'emploi non diplômés, non qualifiés pour pouvoir travailler dans un secteur ou une entreprise donné. Cette formation assure l'acquisition de compétences professionnelles aux chômeurs afin de fournir une main d'œuvre appropriée à une demande d'entreprises. Les personnes cibles reçoivent 80 DT par mois, la sécurité sociale est couverte par le gouvernement pendant la durée du contrat ; de son côté l'entreprise s'engage à recruter les bénéficiaires et perçoit une allocation de 1 000 DT pendant une année après le recrutement.

Contrat de réinsertion dans la vie professionnelle : il vise les travailleurs permanents qui ont perdu leur emploi pour des raisons économiques, techniques ou autres. Cette mesure vise certes les jeunes, mais pas seulement, car son objectif est d'aider à acquérir de nouvelles compétences identifiées par une entreprise privée auparavant. Le gouvernement accorde

une allocation mensuelle de 200DT, couvre les coûts de formation et les frais de sécurité sociale ; de son côté l'entreprise s'engage à recruter les bénéficiaires.

Programme de soutien aux créateurs de PME-PMI : mis en place pour aider les créateurs de PME-PMI dans la mise en oeuvre de leurs projets d'entreprise (étude, plan commercial, aide administrative, et soutien dans divers domaines techniques). Le gouvernement couvre les coûts de formation à la création d'entreprises ainsi que les coûts d'assistance technique pour les promoteurs de projet. Des possibilités de formation dans des entreprises publiques ou privées sont offertes pour acquérir les compétences nécessaires à la création d'une entreprise.

Contrat emploi-solidarité : il vise tous les demandeurs d'emploi, en vue de les intégrer dans des actions spécifiques qui font partie des initiatives locales et régionales d'emploi. Des contrats cibles annuels sont signés avec les régions en fonction des programmes donnés.

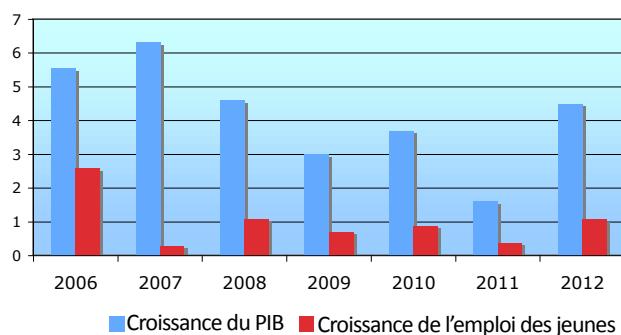
Programme de service public volontaire : mis en place pour permettre à des diplômés d'études supérieures demandeurs d'emploi d'avoir accès à des emplois volontaires à temps partiel au service des collectivités. Le programme est supervisé par des associations/organisations professionnelles dans le cadre d'accords conclus avec le Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle. Les personnes cibles reçoivent 150 DT par mois et le Fond National pour l'emploi 21-21 peut supporter jusqu'à 60% maximum des dépenses pour les transports publics.

Source : Source : Ministère de la formation et de l'emploi, Tunisie

mément important. Les tensions sociales récentes ont par ailleurs prouvé que le problème devait être réglé de manière efficace avant que la situation ne dégénère encore plus.

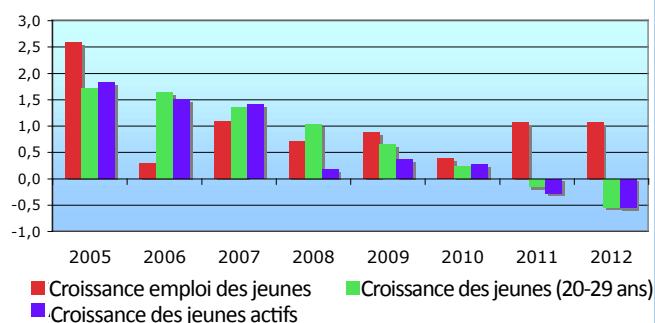
En réalité, les performances macroéconomiques de la Tunisie étaient bonnes mais le pays n'est pas parvenu à faire baisser durablement le chômage chez les jeunes. On pourrait donc se demander quelle est la relation entre la croissance et la création d'emplois pour les jeunes et quels sont les secteurs qui pourraient réduire le chômage.

Graphique 12. Croissance du PIB et relation avec l'emploi des jeunes



Source : Stampini et Verdier-Chouchane, 2011

Graphique 13. Emploi des jeunes et démographie



Source : Stampini et Verdier-Chouchane, 2011

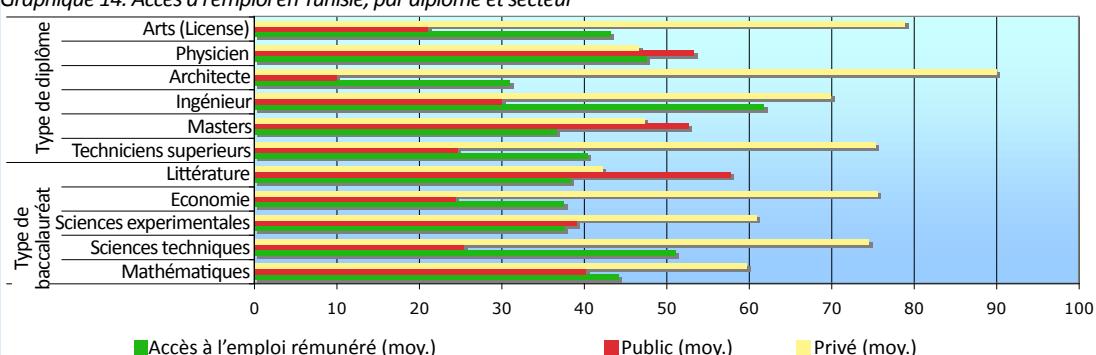
Le travail de Stampini et Verdier-Chouchane (2011) propose une approche plutôt réaliste de ces problèmes et aide à comprendre les dynamiques qui entrent en jeu sur le marché du travail des jeunes en Tunisie. Sur la période 2000-2007, le PIB tunisien a augmenté de 4,9% par an en moyenne avec des pointes à 5,7% en 2006 et 6,3% en 2007. Sur les 2 mêmes années, l'emploi des jeunes Tunisiens a augmenté respectivement de 2,6% et 0,3%. Ainsi, le niveau d'élasticité de l'emploi au niveau du PIB calculé par les deux auteurs (0,47 en 2006 et 0,05

en 2007) montre non seulement que l'économie domestique est de moins en moins portée par la jeunesse mais également que le régime de croissance actuel favorise la création d'emplois pour les jeunes de manière volatile.

Par ailleurs, il semble que la création d'emplois pour les jeunes a été particulièrement faible ces deux dernières années. Elle était estimée à 0,71% en 2009 et 0,88% en 2010 tandis que la croissance dépassait les 3%. À cet égard, la recherche économique suggère que la crise de fin 2008 est responsable de l'aggravation des conditions pour les jeunes.

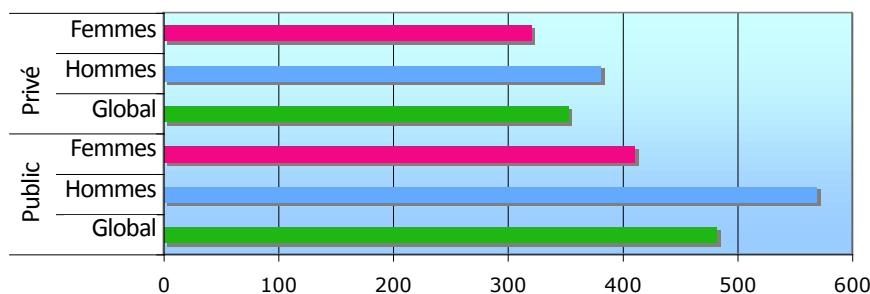
Dans un récent article, Choudry et al (2010) indiquent que les jeunes sont beaucoup plus touchés par le chômage que le reste de la population ce qui a pour conséquence de créer une génération de « travailleurs découragés » ainsi qu'une forme d'exclusion sociale sur le marché du travail. Il semble également que la crise financière ait un impact fort confirmé sur le chômage des jeunes (avec 2 ans de décalage) ce qui signifie que les crises financières renforcent généralement le chômage des jeunes. D'autre part, la crise a un double impact sur la jeunesse. Tout d'abord, la baisse de la demande sur le marché du travail indique que les nouveaux entrants ayant par définition « un manque d'expérience » sont beaucoup plus touchés que les autres. Deuxièmement, la destruction des emplois concerne surtout les jeunes en raison de la nature temporaire de leurs contrats de travail.

Graphique 14. Accès à l'emploi en Tunisie, par diplôme et secteur



Source : Ben Halima et al (2010)

Graphique 15. Salaires moyens par genre, secteurs public-privé



Source : Ben Halima et al (2010)

2. Décomposer le problème du chômage des jeunes

Une étude d'insertion professionnelle récente réalisée en Tunisie (Ben Halima, Kocoglu et Ben Halima, 2010) donne un excellent aperçu de la problématique de la jeunesse.

Tout d'abord, il semblerait que les détenteurs d'un Master (36,7%) et les architectes (31%) soient ceux qui ont le plus de mal à trouver un emploi. Parallèlement, les ingénieurs (61,8%) et les médecins (47,6%) sont ceux qui parviennent à décrocher le plus facilement un poste. Ils sont suivis par les détenteurs d'une licence des beaux-arts (43,2%) et les techniciens (40,4%) qui composent la catégorie intermédiaire.

En outre, l'appartenance au secteur privé et public est un autre critère important. Selon toute vraisemblance, les ingénieurs sont plus présents dans

le secteur privé (69%) que dans le secteur public (30%), une tendance qui va à l'encontre des idées reçues et s'explique par des initiatives anciennes de privatisation. Enfin, le secteur privé semble surtout attirer les techniciens (75%) et les architectes (90%). À l'inverse, plus de la moitié des docteurs (53%) et des détenteurs d'un Master (52%) évoluent dans le secteur public.

L'une des caractéristiques indéniables du marché du travail tunisien est que les salaires du secteur public sont beaucoup plus élevés que ceux du secteur privé ce qui peut constituer une barrière à l'orientation des jeunes vers des emplois plus productifs.

Comme le montre la figure n°16, le salaire mensuel moyen des Tunisiens issus du secteur public est de 482 dinars contre 35 dinars pour le secteur privé. De plus, les hommes du secteur public perçoivent un salaire moyen de 569 dinars tunisiens, soit près de 50% de plus que le salaire moyen des hommes dans le secteur privé. Il faut également noter que, même si la rémunération des femmes est inférieure à celle

Tableau 5. Pourcentage des chômeurs après avoir bénéficié d'un programme d'intégration professionnelle, par niveau d'éducation

	Taux de chômage Post-participation	Indice d'efficacité relative
Moins que niveau Secondaire	15,68	0,76
Secondaire (BAC)	23,64	0,79
Formation Professionnelle	18,95	0,46
Masters en Sciences Sociales	29,22	0,68
Economie, Gestion et Droit	21,18	0,45
Sciences dures	32,59	0,8
Autres disciplines	18,91	0,51
Diplôme en Ingénierie	9,09	0,37
Diplôme en Médecine ou Pharmacie	15,53	0,53
PhD	7,13	0,27

Source : Stampini et Verdier-Chouchane (2011)

Note : L'indice d'efficacité relative est égal au taux de chômage parmi les bénéficiaires divisé par le taux de chômage des non-bénéficiaires.

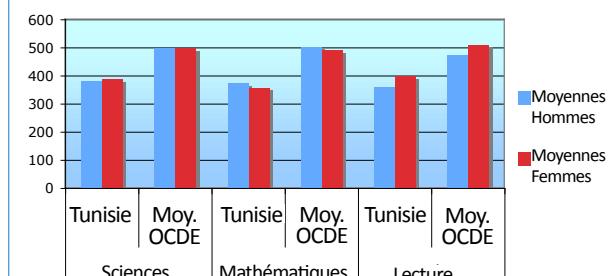
des hommes pour les 2 secteurs, les femmes du secteur privé restent visiblement mieux payées que les hommes dans le secteur public.

Fait relativement intéressant, Ben Halima et al (2010) ont montré que l'accès au secteur public est conditionné par une série de paramètres. La décision d'intégrer le secteur public est une fonction décroissante de l'âge tandis que le sexe semble n'avoir aucun rôle majeur dans ce choix. Les personnes diplômées en sciences expérimentales ou en littérature semblent pouvoir accéder plus facilement au secteur public contrairement aux diplômés en mathématiques. Les techniciens et les diplômés des beaux-arts ont également des difficultés à s'insérer dans le secteur public. Dernier élément et pas des moindres, la taille de l'entreprise a un rôle déterminant sur les salaires. Le fait de travailler dans une petite entreprise (entre 1 et 9 salariés) implique une marge relativement importante de réduction de salaire pour les deux secteurs. Au final, les salaires du secteur public sont plus élevés en raison des détenteurs de Master qui l'intègre pour s'assurer un bon salaire tandis que les autres sont sans emploi ou se rabattent sur des emplois moins bien rémunérés dans le secteur privé. Quelles que soient les qualifications, le secteur privé semble être globalement « mieux rémunéré », même si les différences sont faibles.

3. Évaluer l'efficacité des programmes sur le marché du travail

En ce qui concerne l'influence des programmes dédiés au marché du travail en Tunisie, les employés en CDD (contrat à durée déterminée), en SIVP (stages d'initiation à la vie professionnelle) et en contrat avec le CFNE (cadre du fond national de l'emploi) gagnent respectivement 26%, 36% et 49% de moins que les employés permanents (CDI) dans le secteur public (Ben Halima et al, 2010). Pour les employés sans contrat, le salaire est 56% moins élevé que celui des employés permanents. Dans le secteur privé, les résultats sont, dans une moindre mesure, similaires. De plus, les stages de

Graphique 16. Performance nationale PISA 2009 VS moyenne OCDE



Source : OECD (2010), PISA 2009 Results: Executive Summary

formation semblent avoir un impact positif sur le secteur privé.

On pourrait néanmoins se demander si les programmes d'intégration professionnelle ont eu un impact réellement efficace en Tunisie. Cette question est soulevée dans l'étude de Stampini et Verdier-Chouchane (2011) qui apporte des réponses intéressantes. Comme on le voit dans le tableau, l'indice d'efficacité relative des programmes d'intégration professionnelle est inférieur à 1 ce qui signifie que le taux de chômage parmi les bénéficiaires de ces programmes est plus faible que celui des non bénéficiaires. Le succès reste toutefois relatif en fonction du niveau d'éducation.

Les meilleurs résultats (valeur proche de 0) concernent les individus ayant reçu une formation professionnelle (0,46), les diplômés en économie, management et droit (0,45), en ingénierie (0,37) et les doctorants (0,27). À l'inverse, bien qu'existant, les résultats sont beaucoup moins encourageants pour les individus qui sont allés au bout du cycle secondaire (0,79), qui ont interrompu leurs études avant (0,76) ou les détenteurs de Masters en sciences sociales (0,68). Il semble donc que les programmes d'intégration professionnelle soient surtout efficaces pour les personnes ayant un diplôme en lien avec les secteurs les plus touchés par le chômage plutôt que pour les personnes issues des sciences sociales et d'autres disciplines. Il faut également entamer une grande réflexion en termes d'éducation de manière à orienter les jeunes vers des disciplines présentant les meilleures perspectives d'emploi pour les décennies à venir.

Par ailleurs, les prévisions des auteurs laissent un peu de place à l'optimisme : si la Tunisie revient à un taux de croissance de 4,5% après 2011, chose qui était parfaitement possible avant 2008, le taux de chômage des jeunes pourrait considérablement baisser. C'est pour cela que des réformes économiques pour l'instauration d'un régime de croissance durable sont continuellement mises en place.

IV. Conclusions

Le pays est entré dans une phase de transformation politique profonde qui aura également un impact considérable sur l'économie. Cela amène plusieurs remarques de conclusion.

Premièrement, une transition progressive vers un capitalisme plus démocratique devrait être envisagée. Cela exige l'adoption de réformes politiques pour la couverture des besoins nationaux, l'amélioration des institutions, la création d'opportunités pour tous et la réduction des inégalités. La première étape pour les autorités consiste donc à proposer des compensations à ceux qui ont été frappés de plein fouet par les répercussions économiques immédiates de la crise sociale. Les initiatives à court terme semblent s'engager sur cette voie. En effet, le gouvernement par intérim a pris des mesures économiques pour les entreprises ayant subi un préjudice en proposant par exemple de prendre en charge la moitié du montant des cotisations des employeurs en matière de charges obligatoires de sécurité sociale. La mesure concerne tous les salariés ayant travaillé sur des horaires réduits en raison du ralentissement des activités. De même, les autorités prendront en charge à hauteur de 2% les taux de prêt relatifs à des prêts restructurés ou à des crédits pour réparations.

Le plan de reprise économique et sociale adopté en avril 2011 devrait également proposer des initiatives en matière de création d'emplois et d'investissements. Des exonérations fiscales seront proposées aux investisseurs dans les zones de développement régional ainsi qu'aux entreprises pour

les salaires concernant des projets dans l'industrie, l'artisanat et les services (le tourisme également) sans limite de durée. Des outils seront également mis en place sur les marchés pour inciter au financement des investissements. D'autre part, les entreprises tournées vers l'exportation devraient bénéficier d'un soutien pour affronter les difficultés sous-jacentes à l'exportation de leurs produits et services en obtenant le droit de vendre une partie de leurs biens et services sur le marché local.

Le tourisme, qui est de toute évidence l'un des secteurs les plus touchés, devra être relancé rapidement. Le secteur touristique emploie 400 000 Tunisiens et représente 2,5 milliards de dollars au niveau du PIB tout en étant l'un des premiers postes d'apport de devises étrangères. Le Ministère du tourisme tunisien a lancé la campagne « I love Tunisia » afin d'attirer les étrangers après les récents événements. De même, l'agence française « Eco Tour » devrait mettre en place un plan marketing pour le tourisme tunisien. Reste à voir si de telles mesures fonctionneront et couvriront les pertes attendues au niveau des touristes en provenance de Libye.

Enfin – et il s'agit certainement de l'élément le plus important – la Tunisie doit régler une fois pour toutes la question de la jeunesse. Cette problématique est avant tout liée à l'éducation. À cet égard, la Tunisie devrait donc s'efforcer d'améliorer la qualité de son système éducatif. Le pays occupe actuellement la 56ème place du classement établi selon les critères PISA-OCDE sur un total de 65 pays et arrive en dernière position lorsqu'on le compare aux pays méditerranéens voisins dans l'échantillon. La mise en place d'un cadre qui permettrait d'orienter les étudiants tunisiens vers des secteurs à fort recrutement devrait être envisagée tout en réduisant progressivement la part des filières littéraires qui sont associées à un taux de chômage plus élevé. L'instauration de collaborations par le biais de partenariats public-privé (plus connus sous le nom de PPP) devrait permettre une harmonisation entre la demande sur le marché du travail et les niveaux

de qualification obtenus au sein du système éducatif. Cette question devrait être réglée grâce à des politiques globales permettant l'émergence d'un secteur privé dynamique et compétitif et de l'économie de la connaissance. Les questions de genre devraient être encadrées par des politiques de développement prenant en compte les différences régionales sur le territoire de manière à créer des emplois réduisant les disparités géographiques.

Notes

1. Les valeurs approximatives de la courbe en J ont pu être obtenues en croissant « l'indice d'instabilité politique » (UIE) et « l'indice de démocratie 2010 ».

Nous obtenons alors une équation du second degré correspondant à une relation simplifiée entre ces 2 indices qui se présente sous la forme suivante:

$$Y = 5.2547 - 8.7419 * \ln X + 9.3128 * \ln X^2$$

où X correspond à l'indice de démocratie de 2010 et Y correspond à l'indice d'instabilité démocratique inversé (stabilité politique).

Références:

- AfricanManager (2011), « FDI: new DG of FIPA shows optimism »
- AnsaMed : « Tunisie: TOURISM, TOUR OPERATORS ASK FOR EMERGENCY PLAN », Janvier 28th.
- BBC (2011), « Tunisie tourism industry suffers amid Libya violence », April 7th.
- Ben Halima, Kocoglu and Ben Halima (2010), « Insertion Professionnelle des Diplômés Universitaires en Tunisie: Comparaison Public-Prive », WP June.
- Ben Naceur, Ben-Khediri and Casu (2011), « What Drives the Performance of Selected MENA Banks? A Meta-Frontier Analysis », IMF, WP/11/34, February.
- Bikyamasr (2011), « Tunisie stock market suspended », March 1st.
- Bremmer, Ian (2006), « The J Curve: A New Way to Understand Why Nations Rise and Fall ». (Simon & Schuster, 2006).
- BusinessNews (2010), « Après un octobre noir, la Bourse de Tunis poursuit sa chute », November 2nd.
- BusinessNews (2011), « Un nouveau président pour la Bourse de Tuni », April 19th.
- CBSNews (2011), « Tunisie's Tourism Plunged 40 Pct Amid Jan. Unrest », February 4th.
- Challenges (2011), « -Tunisie : les troubles ont déjà coûté 1,6 milliard », 19-1-2011.
- Economist Intelligence Unit (EIU) (2011) Pays Forecast: Tunisie. The Economist Intelligence Unit: United Kingdom. Various issues.
- FEMISE (2010), « Rapport du Femise sur le partenariat euroméditerranéen 2010 : Le partenariat Euro-Méditerranéen à la croisée des chemins », directed by Jean-Louis Reiffers, November.
- InvestinTunisie (2011), « The following economic measures in favor of businesses », March 30th.
- InvestinTunisie (2011), « Foreign investments during the first two months of 2011 », April 5th.
- InvestinTunisie (2011), « Economic and Social Recovery Plan Adopted », April 8th.
- Moodys (2011), « Moody's takes action on five Tunisien banks' ratings », Janvier 21st.
- NTDTV (2011), « Tunisie's Stock Market Re-Opens for Business », February 2nd.
- REUTERS (2011) , « Tunisie bets «revolution» will boost tourism », February 4th.
- Stampini and Verdier-Chouchane (2011), « Labor Market Dynamics in Tunisie: The Issue of Youth Unemployment », African Development Bank, Working Paper No 123, February.
- The Big Issue (2011), «Arab Spring Slips Into Tunisien Fall», August 22nd)
- TheHindu (2011), « Tunisie's political crisis », Janvier 13th.
- WMC (2011), « Semaine faste pour les valeurs bancaires à la Bourse de Tunis », April 25th.

TURQUIE: Un régime démocratique qui présente quelques failles

La Turquie est démocratiquement plus avancée que la plupart de ses voisins sud-méditerranéens. Le pays a donc été peu affecté par la propagation des troubles politiques à l'ensemble du monde arabe. Considérée comme le modèle démocratique par excellence par la plupart des pays islamiques, la Turquie est même allée jusqu'à soutenir les soulèvements populaires en Égypte et en Tunisie.

Pourtant, alors que le pays jouit encore des bénéfices des initiatives passées de démocratisation et de réforme économique, certains observateurs (Rodrik, 2010) craignent aujourd'hui une régression et le retour à une politique moins ouverte. En effet, le parti politique à la tête du pays ne cesse de minimiser l'influence de l'armée sur le pouvoir. Pire, il n'a pas hésité à exercer des pressions sur les journalistes pour faire taire l'opposition, notamment les anciens membres du régime séculaire. La tenue d'élections parlementaires en juin 2011 a toutefois eu un impact positif : le parti au pouvoir n'ayant pas réussi à obtenir le nombre de sièges nécessaires au Parlement pour modifier la Constitution, il est désormais contraint de s'appuyer sur l'opposition pour faire valider ses décisions.

L'économie turque, dont les performances étaient plutôt modestes avant le début des années 2000, a su endiguer les effets de la crise de 2008 sans avoir à affronter une crise économique à part entière (Macovei, 2009). Si la crise a effectivement été plus marquée que dans les autres économies émergentes, elle n'a été que de courte durée, l'économie du pays manifestant des signes forts de reprise dès 2010 (FMI, 2010a). Cette situation est surtout due à une transformation structurelle et à la mise en place d'un système de gestion plus rigoureux de l'économie (un programme de désinflation efficace, l'application d'une politique disciplinaire et un contrôle du secteur financier) après la crise financière turque de 2001. Grâce à ses efforts, la Turquie a pu consolider ses éléments fondamentaux et se montrer plus rési-

sante aux chocs externes, contrebalançant ainsi l'impact de la crise financière de 2008.

Après la reprise économique fulgurante de 2010, les prévisions pour 2011 sont les suivantes :

- ✓ La croissance, qui culminait à 9% en 2010, devrait atteindre un taux plus modéré de 5,7% en 2011. Elle est à la fois le signe d'une reprise continue de la demande externe et d'une politique monétaire plus contraignante.
- ✓ Parallèlement au retour de la croissance, le taux de chômage, qui est actuellement de 11%, devrait être en légère baisse. Une croissance à long terme est toutefois nécessaire pour que le pays puisse passer en-dessous de la barre des 10% à laquelle il stagne.
- ✓ Le compte courant, en sommeil pendant la crise, devrait grimper à 9,8% du PIB, reflétant les besoins financiers externes croissants de la Turquie.
- ✓ Les IDE devraient se maintenir à un niveau inférieur à celui de la période d'avant-crise (à 1,7 % du PIB).
- ✓ L'inflation devrait être supérieure au taux de 5,5% ciblé par la Banque centrale du fait de l'accroissement de la demande domestique, de la hausse des prix des marchandises et d'une monnaie plus faible.
- ✓ Après des performances meilleures que les prévisions en 2010, le déficit fiscal devrait continuer à baisser et passer de 3,6% à 1,5% du PIB en 2011 grâce à la restructuration de l'impôt sur les revenus et des primes arriérées de sécurité sociale.
- ✓ Enfin, la création d'emplois reste l'un des principaux défis à long terme pour la Turquie, d'autant que les jeunes sont les plus gravement touchés par la crise de 2008 en termes de pertes d'emplois. Cette catégorie de population enregistre le taux de chômage le plus élevé (23%), un phénomène qui concerne plus particulièrement les jeunes diplômés. Pour ceux qui ont un emploi, les revenus sont faibles et les postes occupés restent généralement informels. Les politiques développées jusqu'ici n'ont pas permis de réformer suf-

fisamment la réglementation du marché du travail actuellement perçue comme trop restrictive et peu favorable à la création d'emplois.

I. Les limites du modèle économique politique

Contrairement à la plupart des pays méditerranéens partenaires voisins actuellement confrontés à un avenir politique incertain, la Turquie bénéficie d'une avance en termes de démocratisation. Gouverné par un État démocratique séculaire depuis 1923, le pays bénéficie d'un régime politique pluraliste et démocratique depuis 1945 et a instauré les élections libres dans les années 1950. De nouvelles réformes ont récemment été mises en place. La Constitution a ainsi été modifiée en 2007 afin de permettre l'élection du président turc au suffrage universel direct (la prochaine élection sous ce régime étant prévue en 2014) et une réduction du mandat à 5 ans pour un maximum de 2 mandats. Le parti au pouvoir a remporté les élections parlementaires en juin 2011, s'assurant ainsi un 3ème mandat consécutif au sein de l'institution. Il n'a toutefois pas été en mesure de réunir le nombre minimum de sièges nécessaires (fixé à 326 sur 550) pour pouvoir modifier la Constitution militaire de 1982, à moins d'obtenir le soutien de l'opposition. Pour qu'un amendement soit validé, au moins 2/3 des voix de l'assemblée sont nécessaires (367 membres du Parlement). En revanche, une majorité de 3/5 suffit (plus de 330 membres) pour que les amendements soient votés au Parlement et soumis à un référendum. La nécessité de parvenir

à un consensus large rendra plus difficile l'adoption de réformes constitutionnelles.

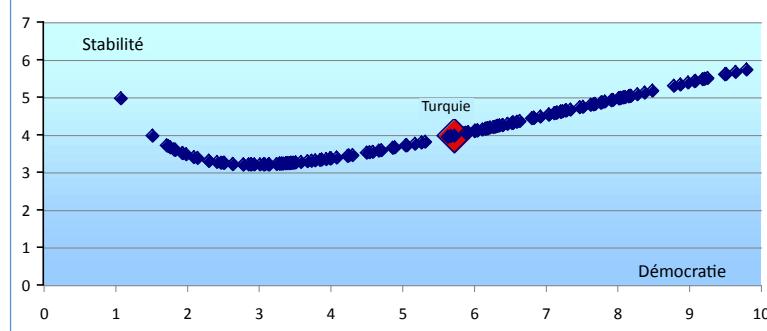
1. Un pays sorti de la période de transition mais qui présente encore quelques risques

La position de la Turquie sur la courbe en J confirme qu'elle est en avance sur la plupart des pays méditerranéens partenaires (comme l'Égypte, la Tunisie ou le Maroc). Elle a franchi l'étape décisive du changement et est sortie de la période de transition inévitablement instable (figure n°1). Les dernières initiatives de la Turquie lui ont permis de se tenir à l'écart de l'agitation politique actuelle et de jouer un rôle déterminant pour répondre au changement politique réclamé par « la rue arabe ». La Turquie a même convié les dirigeants arabes, dont le président syrien, à venir constater et tirer les enseignements de sa propre expérience démocratique. En outre, le modèle démocratique séculaire, véritable vitrine de son dynamisme économique, de sa créativité en matière de politique étrangère et d'une pratique de l'Islam modéré, pourrait servir d'exemple aux autres pays de l'Euromed.

Il faut néanmoins rappeler que le modèle démocratique turc est encore relativement éloigné de celui d'autres pays méditerranéens comme Israël et, à fortiori, de celui de pays pleinement démocratiques comme la Norvège. Un approfondissement du processus démocratique devrait pourtant permettre à la Turquie de combler son retard. Dans le

cas où il ne s'y engagerait pas, le pays prendrait le risque de rester en retrait d'autres pays méditerranéens menant de front une politique de démocratisation authentique. Enfin, certains observateurs (Rodrik, 2010) ont émis l'éventualité d'un retour à une politique moins ouverte pour la Turquie. Alors que le parti dirigeant a promis un renforcement de la liberté politi-

Graphique 1. La Turquie sur la courbe en J mondiale (2010)



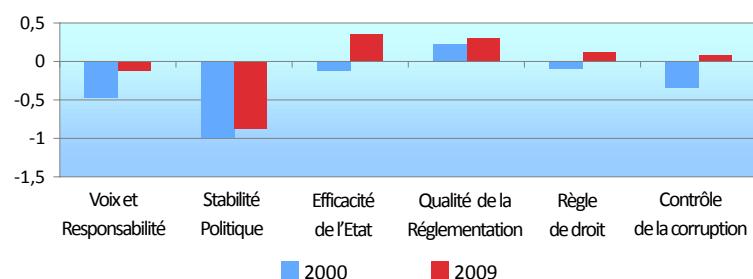
Source : Calculs FEMISE basés sur: EU Political Instability Indicator, Index of Democracy.

que et de la démocratisation ainsi qu'une nouvelle Constitution et une amélioration de l'efficacité du système judiciaire, les tentatives d'affaiblissement de l'opposition par l'intermédiaire des forces militaires (avec l'adoption d'un ensemble de réformes constitutionnelles en 2010 renforçant le contrôle des autorités civiles sur l'armée) ou des médias a suscité une certaine inquiétude. En effet, le gouvernement n'a pas hésité à exercer des pressions sur les journalistes en 2010 pour faire taire l'opposition, notamment les anciens membres du régime séculaire.

2. La gouvernance doit encore être améliorée au niveau des mesures politiques

Les performances de la Turquie en termes de gouvernance sont meilleures que celles de la plupart des économies méditerranéennes, la figure n°2 faisant notamment état d'une amélioration entre 2000 et 2009. Les améliorations les plus visibles concernent l'efficacité gouvernementale, le contrôle de la corruption et l'État de droit. La Turquie a notamment fait d'importants progrès en matière de lutte contre la corruption avec la mise en application de la Convention anti-corruption de l'OCDE depuis 2003. Au regard de cette dernière, des dispositions législatives et réglementaires ont été adoptées et la loi a fait l'objet d'une application plus concrète (OCDE, 2010). En 2010, la Turquie enregistrait un score de 4,4 pour l'indice de perception de la corruption de Transparency International. Elle occupait la 56ème place du classement pour un total de 178 pays mais arrivait en tête des pays d'Europe centrale et orientale (Transparency International, 2010). Cependant, les scores relatifs aux indicateurs de stabilité politique, de voix et de responsabilisation sont négatifs. Ces mauvaises performances font écho aux inquiétudes mentionnées précédemment.

Graphique 2. Turquie: Indicateurs de Gouvernance



Source : Worldwide Governance Indicators 2010, World Bank.
Note : Valeurs de -2,5 (mauvaise gouvernance) à 2,5 (bonne gouvernance)

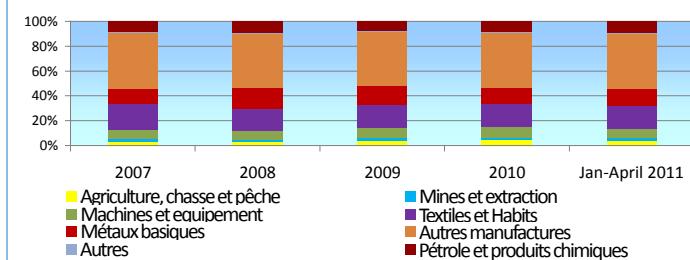
3. Le développement humain et la pauvreté

Contrairement à l'Égypte, l'amélioration des performances macroéconomiques de la Turquie ont été accompagnées d'une progression du développement humain, d'un recul de la pauvreté et d'un renforcement de la qualité. Entre 2000 et 2010, l'indice de développement humain a augmenté de 1,3% chaque année, permettant ainsi au pays d'occuper le 83ème rang du classement sur 169 pays en 2010. La Turquie se situe donc dans la moyenne régionale, à proximité des scores d'autres pays partenaires méditerranéens comme la Tunisie ou la Jordanie mais en retrait par rapport à d'autres pays plus développés comme Israël (PNUD, 2010).

Par ailleurs, Aran et al. (2010) ont signalé une forte baisse de la pauvreté qui est passée de 28% en 2003 à 18% en 2006. Cela s'explique par un net recul enregistré dans les zones urbaines où le nombre de pauvres a chuté de 14 points à 9,4%. La pauvreté reste toutefois relativement marquée dans les zones rurales où elle atteint près de 33%. Les inégalités ne cessent également de se creuser dans les zones urbaines. Ferreira, Gignoux et Aran (2010) ont montré que l'inégalité des chances représentait au moins 26% (31%) de la part des inégalités répertoriées au niveau de la consommation attendue (indice de richesse) pour les femmes mariées âgées de 30 à 49 ans en Turquie. Contrairement à l'Égypte, le tissu de croissance économique turc était pro-pauvre entre 2003 et 2006. En effet, Aran et al. (2010) ont démontré que la croissance et la répartition des richesses ont fortement contribué à la réduction de la pau-

vreté avec une baisse respective de 7 et 3,8 points de pourcentage. La croissance rapide des secteurs tels que le commerce/ le tourisme, la production et la construction qui emploient une grande majorité de personnes pauvres (33%) a permis de réduire la part des travailleurs précaires en 2006 (25%).

Graphique 3. Exportations par secteur, 2007-2011 (%)



Sources : Calculs FEMISE basés sur données Turkish Statistical Institute.

II. Les finances externes repartent à la hausse mais restent exposées au risque d'interruption brutale des afflux de capitaux à court terme.

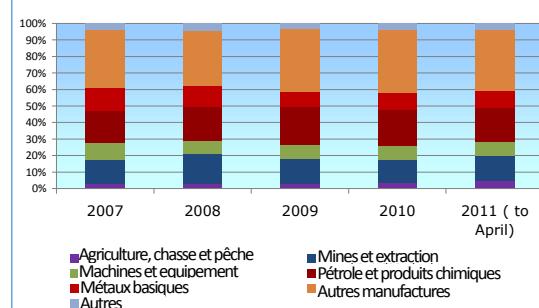
Les bilans financiers externes sont repartis à la hausse en 2010. Selon les prévisions du FMI, les perspectives pour 2011 sont les suivantes :

- ✓ Les exportations de marchandises (en volume) devraient atteindre un taux de croissance positif proche de 7%,
- ✓ Les importations de marchandises sont attendues à la baisse avec un taux de 9%,
- ✓ Le compte courant, en sommeil pendant la crise, devrait grimper à 8% du PIB, reflétant les besoins financiers externes croissants de la Turquie,
- ✓ Enfin, les flux d'IDE devraient atteindre 1,7% du PIB mais rester toutefois à un niveau inférieur à celui de la période d'avant-crise.

1. La reprise de la croissance commerciale met en évidence la dépendance de la Turquie vis-à-vis des énergies importées

Les volumes d'exportations sont passés d'un taux de croissance négatif en 2009 (-22%) à un taux positif de 6,3%, avec une hausse de 18% en année glissante pour le premier semestre 2011. La production représente la majeure partie des exportations (+ de 90%), notamment les exportations de textiles (figure n°3). Ces dernières ont enregistré une reprise caractérisée par une hausse de 10,6% en 2010 après un repli de 24% en 2009. Elles sont marquées par une forte croissance de 12,6% en 2010 après la croissance négative de l'année antérieure. La plupart des exportations liées à la production ont enregistré une croissance positive au 1er semestre 2011 (croissance toutefois

Graphique 4. Importations par secteur, 2007-2011 (%)



Source : Calculs FEMISE basés sur données Turkish Statistical Institute.

inférieure à celle de la période d'avant-crise), à l'exception des métaux de base. Les exportations de pétrole représentent moins de 10% du total des exportations turques ce qui limite donc les bénéfices que le pays pourrait tirer de l'explosion actuelle des prix.

Il faut également rappeler que le système d'assemblage des produits turcs exportés, notamment pour les véhicules de transport, montre que les secteurs visés ont peu de matière disponible localement (ou un niveau élevé de matière importée) pour répondre à la fois à la demande nationale et externe. Ces industries pourraient chercher à se désolidariser et à se tourner vers des pays plus compétitifs comme le montre l'expérience en Europe centrale et orientale.

La forte demande au niveau national et la flambée des prix du pétrole a entraîné une hausse des importations (+21% en 2010 et +45% au premier semestre 2011) mettant en évidence la forte dépendance du pays vis-à-vis des énergies importées. En effet, le pétrole (aussi bien brut que raffiné) représente plus d'1/3 de la part totale des importations (figure n°4). La plupart des autres postes d'importations enregistrent une croissance à 2 chiffres, la

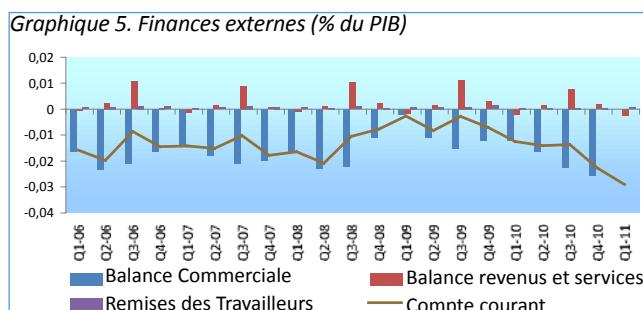
plus forte concernant les métaux de base manufacturés (+40%).

Par conséquent, le déficit commercial est passé de 4% du PIB en 2009 à 6% en 2010. Au premier semestre 2011, il est passé de 2,9% à 6,3% du PIB. Une hausse supplémentaire des prix internationaux pourrait accentuer cette tendance. Parallèlement à la hausse du déficit commercial, le déficit du compte courant, en sommeil pendant la crise de 2008 où les financements extérieurs se sont raréfiés, est monté en flèche. En 2010, il a plus que doublé pour atteindre 6,6% du PIB contre 2,3% en 2009. Pour le premier semestre 2011, il est estimé à 6% du PIB contre 2,8% pour la même période l'an dernier (figure n°5).

La demande de l'UE en exportations turques devant rester assez contenue, leur croissance (en volume) devrait se maintenir à un niveau proche de 7%. La Turquie devrait donc accroître le taux de pénétration de ses exportations sur d'autres marchés afin de relancer leur niveau de croissance. Parallèlement, la croissance soutenue et la hausse des prix des marchandises devraient maintenir la croissance des importations à un niveau légèrement plus faible (9%) et exercer une forme de pression sur le déficit du compte courant de la Turquie attendu en hausse pour 2011, à près de 9% du PIB. Le compte courant devrait légèrement se stabiliser début 2012 sans pour autant que le déficit soit moins conséquent et préoccupant. Actuellement financé par les afflux de capitaux à court terme, le compte courant turc reste vulnérable en cas d'interruption brutale de ce système, en particulier si la situation financière mondiale venait à nouveau à se détériorer. Cela pourrait engendrer de graves problèmes, notamment une dévaluation brutale de la lire comme cela s'est déjà produit par le passé, une montée de l'inflation ainsi qu'un durcissement drastique de la politique monétaire suivi d'un ralentissement de l'activité économique avec l'apparition probable de difficultés en termes de capacité de service de la dette pour le secteur privé.

2. Le secteur financier : les afflux de capitaux repartent à la hausse mais leur qualité s'est dégradée

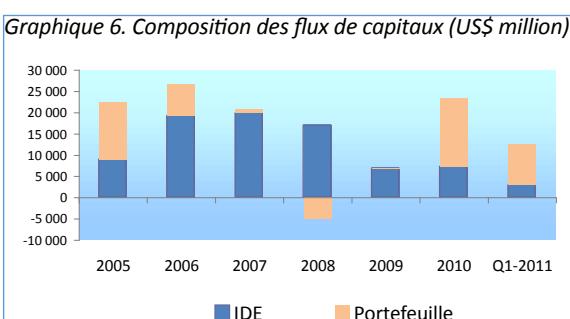
Les afflux de capitaux, qui sont le principal moyen de financement du compte courant turc, repartent à la hausse après une période d'interruption consécutive



Source : Calculs FEMISE basés sur données de la Banque Centrale de Turquie (CBRT).

à la crise de 2008. Composés essentiellement d'IDE et de dette à long terme, ils intègrent aujourd'hui des portefeuilles et des flux à court terme (correspondant à 40% du déficit actuel du compte) dont le secteur bancaire est le principal gestionnaire intermédiaire (figure n°7).

Les portefeuilles d'investissements ont atteint 3% du PIB en 2010 alors que leur valeur était quasi-nulle en 2009. Au premier trimestre 2011, ils représentaient 1,3% du PIB contre 0,7% sur la même période l'an dernier. Cette hausse découle d'une émission internationale d'obligations dominées par le yen (pour un montant équivalant à 2,3 milliards de dollars) et rachetées par les investisseurs étrangers pour un montant de 2,1 milliards de dollars sur le marché obligataire gouvernemental. De leur côté, les banques et les entreprises



Source : CBRT.

ont intensifié le recours aux prêts étrangers pour un montant total d'environ 5,5 milliards de dollars. La prépondérance des afflux de capitaux à court terme accentue le risque d'exposition à des flux de capitaux inversés. Selon le FMI (2010b), les facteurs d'impulsion et de rétractation dominent l'évolution des afflux de capitaux à court terme et devraient continuer à le faire à l'avenir. Parmi les facteurs d'impulsion, on peut citer les taux d'intérêt différentiels élevés, les perspectives de croissance favorable et les finances publiques saines. Les facteurs de rétractation concernent, pour leur part, la compétitivité inadaptée et la hausse du compte courant.

Grâce au retour des afflux de capitaux à court terme, la Bourse d'Istanbul est en progression continue depuis mi-2009. Elle a achevé l'année 2010 sur un taux de croissance de 25%, permettant ainsi à la Turquie de dépasser de nombreux marchés émergents similaires. Depuis le début d'année 2011, le marché des titres enregistre d'excellentes performances favorisées par un sentiment positif quant à l'évolution du système économique mondial et par les résultats satisfaisants des entreprises. Cependant, la recrudescence des inquiétudes quant à la pérennité de la relance du système économique mondial, à la dette de certains États-membres de l'UE et à la prise de mesures sur le déficit du compte courant de la Turquie a récemment renforcé la nervosité sur les marchés. D'après le FMI (2010a), la sensibilité des marchés financiers turcs à l'accroissement du risque mondial – évaluée en fonction de l'étendue des CDS (couvertures de défaillances) souveraines de la Turquie – est actuellement en déclin. En d'autres termes, les marchés nationaux sont moins réceptifs au risque mondial ce qui explique l'élan de la reprise, la résistance à la crise de 2008 et la force des éléments fondamentaux.

En parallèle, les afflux d'IDE restent bien en-dessous du niveau d'avant-crise (1% du PIB contre 3% en 2007 et 2008 et au premier trimestre 2011, ils sont passés de 0,2% à 0,4% du PIB) et de celui

des principaux concurrents en Europe centrale et orientale. En 2011, les IDE devraient augmenter légèrement pour atteindre 1,6% du PIB. Des réformes de l'environnement commercial pourraient favoriser l'afflux des IDE afin de soutenir durablement l'élargissement du compte courant.

III. Principaux bilans macroéconomiques

Alors que la région sud-méditerranéenne est confrontée à des troubles politiques sans précédent ayant des répercussions sur l'activité économique, la Turquie est dans une mouvance rapide de reprise après la crise financière mondiale de 2008. Cette reprise devrait se poursuivre si une demande privée solide et une croissance marquée du crédit portent l'activité économique parmi les politiques macroéconomiques conciliantes.

1. Le secteur réel est caractérisé par la reprise en 2010 et présente des signes d'acalmie pour 2011

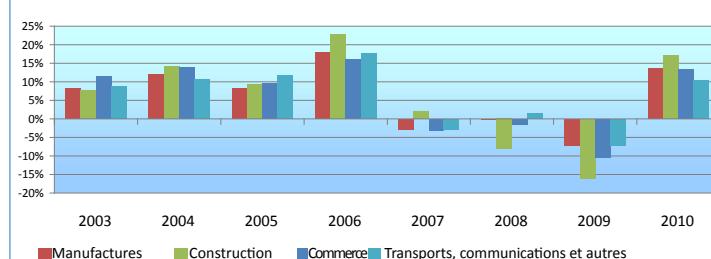
La crise politique dans la région n'a eu aucun effet négatif sur l'économie turque. Certes, l'impact de la crise a été beaucoup plus marqué que dans d'autres économies émergentes en raison de la très forte intégration financière et commerciale de la Turquie à l'économie mondiale (FMI, 2010a). Pourtant, la récession économique nationale a été de courte durée avec une croissance plus favorable que prévue à 8,9% du PIB en 2010 contrastant fortement avec le repli à 4,8% de 2009 (figure n°8). Le phénomène de reprise s'est prolongé au premier et au deuxième trimestre 2011 avec une croissance fixée respectivement à 11% et 8,8% du PIB. L'accélération récente de la croissance est le reflet de certains effets de base mais également d'un accroissement conséquent de la demande nationale favorisée par l'application de faibles taux d'intérêt réels, d'importants afflux de capitaux et une accélération soutenue du développement du crédit bancaire. L'impulsion de la croissance est essentiellement due au secteur privé avec une consommation des mé-

nages en hausse de 6,6% en 2010 (contre une baisse de 2,3% l'année précédente) et une reprise de la croissance des investissements privés (à 30%) qui dépassent les performances d'avant-crise. En termes de part du PIB, les investissements sont passés à 21,5% en 2010 contre 19,9% en 2008, le niveau de 2009 étant encore plus faible.

Du côté de l'offre, les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce et des transports affichent tous des taux de croissance à 2 chiffres (figure n°9). Au premier trimestre, les principaux secteurs ont maintenu cette croissance forte - commerce (+17%), construction (+14,8%), production (+12,3%). Ce rythme s'est ralenti au deuxième trimestre 2011 avec l'enregistrement de la toute première baisse de croissance de la production industrielle depuis février 2011. La productivité globale des facteurs a essuyé un revers en 2009 avec une chute de 5,8% mais s'est ressaisie en 2010 pour atteindre 3,3% (figure n°10).

Une analyse récente des tentatives de réformes passées – avec notamment un secteur bancaire hautement capitalisé et mieux régulé ainsi que des politiques monétaire, fiscale et de dette publique mieux encadrées – a montré que celles-ci ont rendu l'économie plus résistante en l'aident à contenir les effets de la crise de 2008 sans voir à affronter une autre crise financière à part entière (Macovei, 2009 et FMI, 2010a). De plus, Apl et Elekdag (2011) ont démontré que sans ces réformes-clés – en particulier l'adoption d'un objectif d'inflation encadrée reposant sur un système de

Graphique 8. Taux de croissance sectoriels (%)



Source : Calculs FEMISE basés sur données CBRT

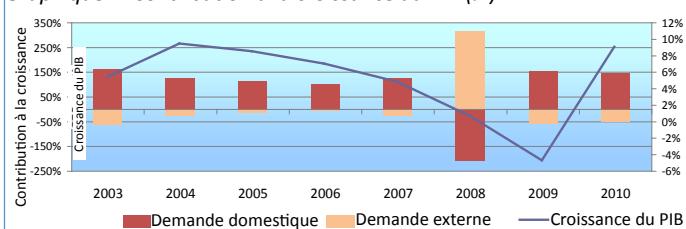
taux de change flexible –, la crise financière mondiale aurait pu s'accompagner d'une contraction économique beaucoup plus forte. À partir de modèles contrefactuels de simulation, ils ont estimé qu'en l'absence d'une réduction contre-cyclique et discrétionnaire des taux d'intérêts décidée par la Banque centrale de la République de Turquie, la croissance aurait chuté à -6,2% en 2009. Par ailleurs, si un régime de taux de change fixe avait été en place, la croissance en 2009 aurait pu descendre jusqu'à -8%.

Si l'on tient compte de la vitesse de la reprise en Europe, de la stabilité politique (après les élections de juin), de la solidité de la demande nationale et de la politique monétaire moins conciliante, la croissance du PIB devrait être modérée pour atteindre 5,7% en 2011 et un taux encore plus faible en 2012 (UIE, 2011b). Le développement du financement externe et la dépendance vis-à-vis des afflux financiers à court terme qui l'alimente soulèvent des questions qui remettent en cause une telle perspective.

Sur le long terme, la croissance devrait se stabiliser à un niveau potentiel de 4,5-5,5% grâce à une économie bien diversifiée (figure n°11), au retour des afflux de capitaux à long terme, à des bilans

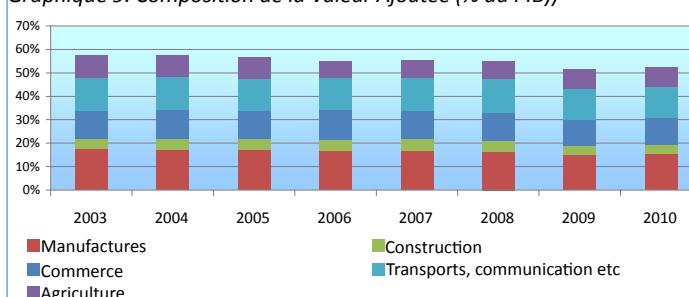
équitables, à l'ancrage externe de l'adhésion à l'UE et aux bénéfices passés d'une gestion économique solide et d'une réforme structurelle. Ces facteurs positifs sont atténués par la faible compétitivité externe et les carences du marché du travail. Des réformes en vue d'améliorer l'ef-

Graphique 7. Contribution à la croissance du PIB (%)



Source : Calculs FEMISE basés sur données EIU..

Graphique 9. Composition de la Valeur Ajoutée (% du PIB)



Source : Calculs FEMISE basés sur données CBRT

ficacité énergétique et d'investir dans des sources énergétiques alternatives sont nécessaires afin de réduire la dépendance de la Turquie vis-à-vis des énergies importées et donc son exposition à la volatilité des prix du pétrole.

2. Le renforcement économique a eu un impact positif sur l'emploi

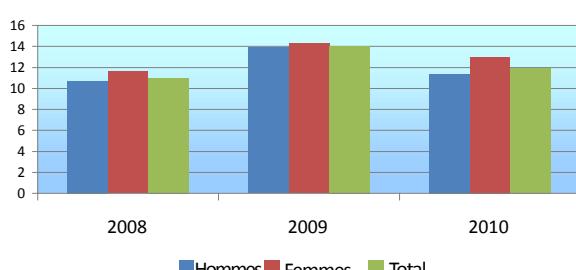
Parallèlement à la reprise économique, l'emploi a enregistré une progression de 6,2% en 2010 et de 7,2% en février 2011 alors qu'il n'affichait que 0,4% en 2009 et qu'un léger déclin était attendu à court terme. Cette amélioration découle de plusieurs initiatives prises l'année précédente pour favoriser l'emploi notamment une baisse de 5 points du pourcentage des primes de sécurité sociale versées par les employeurs, le renforcement du financement des politiques actives pour le marché du travail ainsi que des mesures incitatives plus générales telles qu'une expansion des avantages liés au chômage à court terme et les réductions fiscales temporaires sur les achats de véhicules et d'autres produits durables. Par conséquent, le chômage est passé de 14,1% en 2009

à 12% en 2010. Il devrait encore baisser et atteindre 11% en 2011. Les différences en fonction du sexe sont faibles (13% de chômeurs chez les femmes contre 11,4% chez les hommes) (figure n°12). Le chômage est en forte baisse chez les jeunes (21,7 % en 2010 contre 25% en 2009). Des disparités régionales existent, le taux de chômage dans les zones urbaines (14%) étant deux fois plus élevé que dans les zones rurales (7%). Le chômage dans les zones rurales a baissé plus rapidement que dans les zones urbaines où il reste supérieur au niveau d'avant-crise (figure n°13).

3. L'inflation reste sous contrôle mais devrait se renforcer à court terme

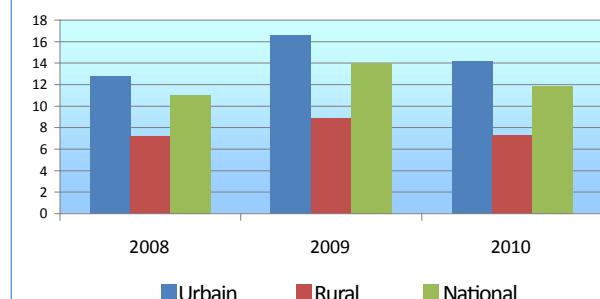
Après une tendance à la baisse entre septembre 2010 (9%) et mars 2011 (un niveau au plus bas de 4%), l'inflation est remontée à 7,2% en mai avant de redescendre à 6,5% en moyenne les mois suivants. Le prix des denrées alimentaires (qui représente plus d'un quart de l'indice des prix à la consommation) avait lui aussi chuté entre octobre 2010 (18%) et avril 2011 (2,7%) avant de connaître un rebond en mai 2011 (13%) qui s'est atténué récemment (figure n°14). Les pressions inflationnistes sont liées à un ensemble de facteurs notamment les effets de base, l'accroissement de la demande nationale, la hausse des prix des marchandises et une monnaie plus faible. Ces facteurs sont susceptibles d'interagir mutuellement et de contribuer à la hausse de l'inflation dans les mois à venir. La Banque centrale

Graphique 10. Chômage par genre (%), 2008-2010



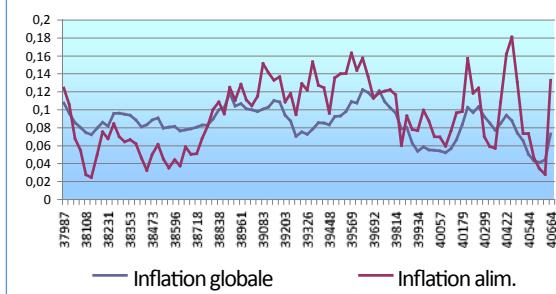
Source : Turkish Statistical Institute.

Graphique 11. Chômage par région (%), 2008-2010



Source : Turkish Statistical Institute.

Graphique 12. Mesures d'inflation



Source : Calculs FEMISE basés sur données CBRT.

de la République de Turquie (BCRT) a conscience de l'existence de ces pressions « temporaires ». Compte tenu de l'augmentation des droits de douane dans les provinces (sur de nombreux produits textiles) instaurée en juillet, elle a revu ses prévisions de mi-2011 à la hausse en les faisant passer de 5,5% à 6,9% (même si la nouvelle prévision est encore soumise à une incertitude de l'ordre de ±2 points de pourcentage). Grâce à l'objectif de stabilité des prix à moyen terme pour la BCRT, à la modération de l'activité économique et à la hausse des taux d'intérêt à court terme, les pressions inflationnistes devraient se résorber. À long terme, il est question de ramener le taux d'inflation à un niveau conforme aux critères de convergence de Maastricht.

IV. Réponses macroéconomiques

1. Une politique fiscale meilleure que prévue

Le budget du gouvernement a finalement été meilleur que prévu en 2010 avec un déficit avoisinant 3,6% du PIB contre 5,5% en 2009 (et une prévision initiale fixée à 4,7% en 2010). Cela est dû en partie à la reprise marquée de la demande nationale qui a permis aux recettes de passer de 22,6% à 23% du PIB. Plus important encore, le pourcentage des dépenses publiques a considérablement chuté (26,6% du PIB contre 28% l'année précédente). Au premier semestre 2011, la forte demande a engendré un léger excédent de budget grâce à une restructuration de l'impôt sur les revenus et aux primes arriérées de sécurité sociale ayant entraîné une hausse des recettes fiscales et

une baisse des charges d'intérêt. Le déficit devrait poursuivre sa chute en 2011 pour atteindre 1,5% du PIB, en-dessous de la cible fiscale fixée à 2,8%. Ce déclin s'explique par la hausse attendue des recettes fiscales après l'annonce d'une nouvelle amnistie qui devrait rapporter des bénéfices à hauteur de près d'1% du PIB.

Le stock de dette publique est, pour sa part, en forte baisse au deuxième semestre 2010 après une absorption complète des hausses des années précédentes. Il atteignait près de 43% du PIB en 2010 contre 46% en 2009. Le taux de dette publique par rapport au PIB devrait quant à lui baisser progressivement, passant de 42,3% du PIB en 2010 à 36,8% en 2013.

Afin de capitaliser sur les actions passées de la Turquie en matière de consolidation fiscale mais aussi de limiter la discrétion du gouvernement pour l'adoption de mesures ad-hoc visant à atteindre les objectifs fiscaux, l'UE estime qu'un ancrage fiscal fort et une accélération des réformes structurelles clés seraient extrêmement bénéfiques (CE, 2011a). À court terme, le principal défi consistera à atteindre les objectifs fiscaux définis dans le Programme à moyen terme qui devrait être annoncé prochainement. Cela permettra non seulement de réduire la dette publique mais aussi de renforcer la crédibilité de la politique auprès des investisseurs, un aspect fondamental pour garantir une stabilité à long terme. Le gouvernement doit encore faire une nouvelle proposition de loi fiscale en ce sens (FMI, 2010a).

2. Le dilemme de la politique monétaire : contenir l'inflation ou gérer les afflux de capitaux ?

Les inquiétudes quant à l'accroissement du déficit du compte courant turc en 2010 ont rendu l'exécution de la politique monétaire plus compliquée pour la BCRT. Face à cette tendance, cette dernière a pris un ensemble de mesures depuis octobre 2010 pour empêcher toute flambée du système économique et maintenir la stabilité financière. La

BCRT a associé une hausse drastique des taux des réserves obligatoires bancaires à une réduction modérée des taux d'intérêt à court terme.

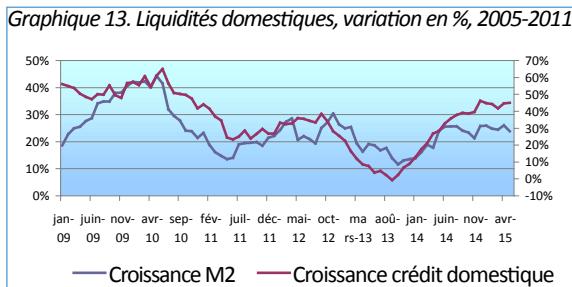
D'une part, la BCRT a augmenté les taux des réserves obligatoires des banques commerciales (qui avaient été réduits fin 2008 afin de contenir l'impact de la crise financière sur l'économie nationale). Pour les encours exprimés en livres turques, les taux ont subi une augmentation d'1 point de pourcentage pour atteindre 6% entre octobre et novembre 2010. En décembre, de nouveaux taux, variables en fonction des échéances, ont été annoncés. Ils ont à nouveau été révisés en janvier et en mars 2011 et pratiquement doublés pour les échéances courtes. Actuellement, les taux varient de 5% pour les dépôts d'1 an ou plus à 16% pour les dépôts à vue. Pour les encours exprimés en devises étrangères, les obligations ont baissé de 2 points de pourcentage et sont fixées à 11%. Les hausses sur les encours à court terme devraient permettre : (i) de juguler la croissance du crédit bancaire qui est passée d'un taux à 1 chiffre en 2009 (figure n°16) à 45% en décembre 2010. Ce taux reste largement supérieur à celui de 25% fixé par les autorités en raison notamment de la hausse des afflux de capitaux et des faibles taux d'intérêt, (ii) d'inciter les banques à repousser les échéances moyennes de leur financement. Près de 90% des dépôts ont une échéance fixée à moins de 3 mois, (iii) de contribuer au durcissement de la politique monétaire sans qu'une forte hausse des taux d'intérêt ne soit nécessaire.

D'autre part, la BCRT a adopté une politique beaucoup plus souple malgré la croissance de la demande domestique et le dépassement du seuil d'inflation fixé attendus. En effet, le taux de rachat de crédit a perdu 1,25 point de base en décembre 2010 ainsi qu'en janvier et août 2011 pour atteindre 5,75%. Cette réduction vise à freiner les afflux de capitaux à court terme qui, attirés par les écarts considérables entre les taux nationaux et internationaux, ont entraîné jusqu'à fin 2010 une hausse de la valeur de la livre ainsi

qu'un renforcement de la pénétration des importations. Cette situation a, de ce fait, accru le déficit du compte courant. Toutefois, la BCRT a fortement augmenté le taux d'emprunt bimensuel (passé de 1,5% à 5%) afin de protéger la monnaie locale.

La BCRT s'attend à ce que la hausse des réserves obligatoires réduisent l'impact des taux d'intérêt sur la croissance du crédit, même si ce dernier ne montre pour l'heure aucun signe de ralentissement. Bien qu'elle juge une nouvelle hausse des réserves obligatoires de moins en moins nécessaire (l'impact des hausses successives étant retardé), la BCRT pourrait être contrainte d'augmenter les taux d'intérêt dans le cas où l'inflation ne faiblirait pas. Elle serait également dans l'obligation de juguler l'accroissement du compte courant, une situation qui exige la mise en place d'une politique monétaire plus stricte. En outre, la croissance du crédit étant restée forte, l'autorité de régulation et de supervision du secteur bancaire a adopté diverses mesures macro-prudentielles en juin 2011. Parmi ces mesures figurent une augmentation des provisions et une modification du risque rattaché aux prêts à court terme afin de réduire les crédits à la consommation ne concernant ni un achat de véhicule ni un prêt immobilier - notamment ceux dont l'échéance est de plus d'1 an - pour ralentir la croissance des accords de prêts.

Après une progression enregistrée en 2010, la livre turque a commencé à être dépréciée en début d'année 2011 (-10%) en raison de forts afflux de capitaux depuis avril 2010 (en hausse de 9% en année glissante). Cette dépréciation est surtout due à la politique de réduction des taux d'intérêt de la BCRT (sur les devises étrangères) et à la volonté de réduire les afflux de capitaux à court terme. Les inquiétudes autour de la dépréciation ont incité la BCRT à suspendre les enchères journalières pour l'achat de devises étrangères et à revoir à la baisse les réserves pour les dépôts exprimés en devises étrangères. Malgré l'importance des liquidités disponibles au niveau mondial qui ont assuré jusqu'ici de forts afflux



Source : Calculs FEMISE basés sur données CBRT.

de capitaux sur les actifs dont la valeur est exprimée en lires, la détérioration progressive de l'équilibre conjoncturel de la Turquie pourrait tirer le taux de change de la livre turque vers le bas. Ces formes de pression pourraient être exacerbées si l'aversion pour le risque global venait à se renforcer. En effet, la Turquie aurait alors plus de mal à satisfaire ses importants besoins financiers externes.

Les réserves officielles de devises étrangères atteignent 86 milliards de dollars (soit 6,6 mois d'importations de marchandises) en 2010 contre 75 milliards en 2009 (5,8 mois d'importations de marchandises). L'accumulation de réserves s'est poursuivie tout au long de l'année 2011 pour atteindre 94 milliards de dollars en juin. Cette situation, qui fait suite à des afflux de capitaux soutenus et à l'émergence d'un euro fort (face au dollar), a permis de renforcer la valeur en dollars des réserves exprimées en euros. Le stock de la dette externe brute s'élevait à 40% du PIB fin 2010, à un niveau quasiment similaire à celui de l'année précédente. Près des 2/3 de ce stock sont détenus par le secteur privé. Répondant partiellement à la baisse de la demande de crédits, l'endettement externe des entreprises a enregistré un déclin.

3. Le secteur bancaire

En 2010, les performances du secteur bancaire se sont améliorées. Parallèlement à la reprise, les prêts et les actifs se sont consolidés avec une croissance respective de 30% et 20%. Le ratio actif/capital s'est stabilisé à 19% fin 2010 contre 20,5% une année plus tôt. Le ratio des prêts non productifs est passé progressivement de 5,3% fin 2009 à 3,7% en décem-

bre 2010 et 3,4% début mars 2011. Les bénéfices du secteur bancaire ont augmenté de 8,5% mais ont chuté de 13,5% en année glissante au premier trimestre 2011 avec la hausse des réserves obligatoires. Toutefois, le secteur devrait continuer à être rentable en 2011 en s'appuyant sur l'expansion économique solide de la Turquie et sur l'effet levier d'un secteur privé en plein essor (CE, 2011b).

V. Le chômage des jeunes : un véritable défi

Tout comme l'Égypte, la Turquie traverse une phase de transition démographique rapide à l'origine de l'augmentation du nombre de jeunes chômeurs (15-29 ans). En 2010, ces derniers représentaient près d'1/3 de la population turque et des actifs. Cette situation suppose une forte progression de l'âge de la population active jusqu'en 2040, la question de la création d'emplois restant, de ce fait, particulièrement pertinente. La forte amplitude de l'âge de la population active est un vecteur de croissance. Toutefois, si les membres de cette population sont sans emploi, la progression du nombre de retraités entraînera une baisse du revenu par habitant (Banque mondiale, 2006). Le marché du travail turc est caractérisé par des taux de recrutement faibles révélateurs d'un chômage marqué et d'un taux de participation de la population active en déclin. Ces problèmes sont exacerbés par la population jeune qui est actuellement confrontée aux défis suivants : (i) une création d'emplois extrêmement lente et alarmante, (ii) le taux de chômage des jeunes, qui est le plus élevé de l'ensemble de la population, (iii) un chômage qui touche plus particulièrement les personnes diplômées, (iv) la réglementation du marché du travail qui ne favorise pas la création d'emplois.

1. La création d'emplois est relativement faible et alarmante

Comme cela a été indiqué précédemment, la forte croissance économique de la Turquie entre 2002 et 2007 n'est pas parvenue à favoriser la création d'emplois. La crise de 2008 n'a fait que renforcer

cette tendance finalement partiellement inversée par la reprise de 2010. En effet, l'emploi a seulement progressé de 5,8% en cumulé entre 2002 et 2010 avec de nombreuses pertes d'emplois recensées jusqu'en 2005. D'une manière générale, la Turquie souffre d'un « manque de postes disponibles » qui constitue un défi spécifique à relever en vue de son adhésion à l'UE. Lors du rassemblement du Conseil européen à Lisbonne en 2000, un taux d'emploi de 70% minimum à atteindre d'ici 2010 a été fixé (Banque mondiale, 2006). Actuellement, le taux d'emploi en Turquie est de 43%, soit l'un des plus faibles dans le monde. Selon la Banque mondiale (2006), la plupart des pays affichent des taux d'emploi supérieurs à 50%.

La situation est plus préoccupante pour les jeunes. En effet, leur taux d'emploi a chuté de près de 10% sur la période 2002-2007. Lorsqu'il enregistrait une croissance positive, celle-ci restait toutefois inférieure à la moyenne nationale à l'exception de l'année 2005 où il a connu une croissance similaire. Après la crise de 2008, les jeunes étaient la tranche de population la plus exposée aux pertes d'emplois avec un recul marqué de 4% en 2009. La reprise est également plus lente pour l'emploi des jeunes que pour les autres groupes de population.

2. Le taux de chômage des jeunes est le plus élevé

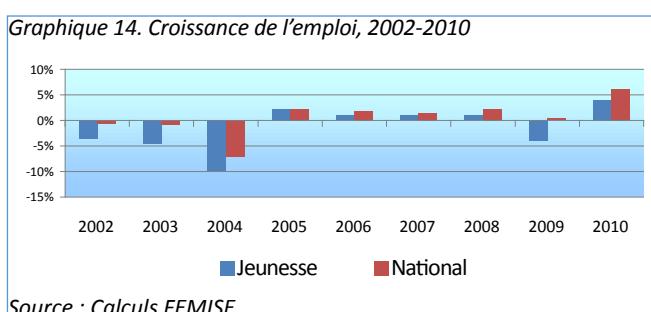
Le taux de chômage des jeunes, qui est passé de 27,6% au lendemain de la crise en 2009 à 22,6% en 2010, reste le plus élevé parmi toutes les catégories d'âge de population – près du double de la moyenne nationale (figure n°18). Le groupe des 20-24 ans – âge d'arrivée en fin de cycle universitaire et donc d'entrée sur le marché du travail – est

le plus touché avec un taux de chômage de 28%. Alors que la taux de participation de la population active présente de fortes disparités en termes d'égalité entre hommes et femmes (71% des hommes ont un emploi contre 27,6% des femmes), celles-ci sont moins marquées entre les jeunes hommes et femmes.

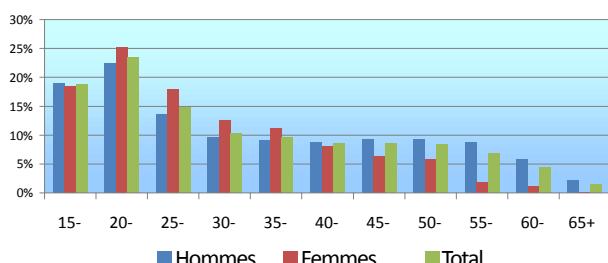
La figure n°16 montre également que la part du chômage des jeunes (15-24 ans) a plus que doublé par rapport au taux de chômage global. Alors que ce dernier est resté à un niveau élevé mais néanmoins stable de 10%, le chômage des jeunes a également stagné à un niveau impressionnant de 25%, atteignant même un pic de 34% en 2009. Le chômage semble être un phénomène plutôt urbain, notamment chez les plus jeunes. Dans les villes, il avoisine 23%, soit près du double du taux de chômage dans les zones rurales (12,4%). Pourtant, au cours des dernières années, la tendance s'est inversée : le chômage des jeunes est en recul dans les zones urbaines et augmente dans les zones rurales.

3. Le chômage des jeunes et l'éducation

Les jeunes diplômés (15-24 ans) en Turquie sont ceux qui ont le plus de mal à trouver un travail. En effet, en 2010, les chercheurs d'emploi détenteurs d'un diplôme intermédiaire ou supérieur représentaient plus de 89% du nombre de chômeurs, dont 56% étaient des personnes détentrices d'un diplôme universitaire ou plus. Les taux de chômage sont généralement élevés pour tous les types de formation, le plus faible (10%) concernant les personnes ayant un diplôme de 1er cycle. Pour les jeunes ayant reçu une formation de base, le taux de chômage est de 15 %. Il s'accentue pour les diplômés universitaires (33%) et les bacheliers (27%) (figure n°17). Pour conclure sur une note plus positive, le taux de chômage a enregistré une baisse au fil du temps quel que soit le niveau de formation, à l'exception du pic relevé après la croissance de 2009 (figure n°18).



Graphique 15. Chômage des jeunes (15-24 Ans), 2002-2010



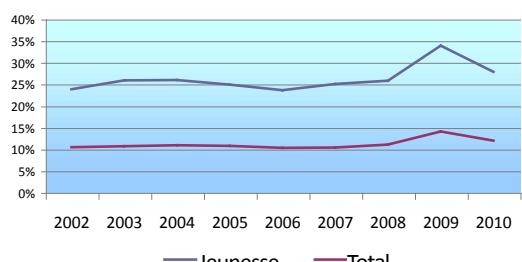
Source : Calculs FEMISE

Les facteurs de l'offre et de la demande peuvent être mis en cause pour expliquer le chômage des personnes diplômées. Si l'économie ne permet pas forcément la création d'emplois facilitant leur intégration, les jeunes diplômés peuvent également ne pas correspondre aux attentes sur le marché du travail. En effet, la Banque mondiale (2007) indique que la qualité de la formation et les compétences acquises par les étudiants en Turquie sont inférieures à celles d'autres pays. De même, seules quelques entreprises proposent des formations à leurs salariés.

4. Les jeunes, les emplois informels et les institutions du marché du travail

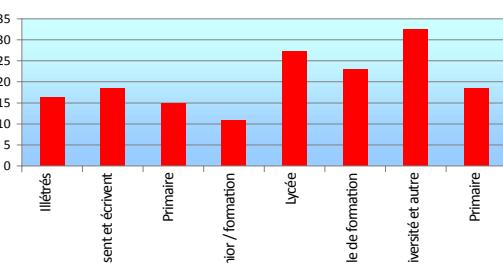
Les emplois informels sont relativement courants parmi les jeunes individus : ils correspondent à 80% des emplois pour les jeunes âgés de 15 à 19 ans et à 50% des emplois pour la tranche 20-25 ans (Banque mondiale, 2010). La productivité moyenne est relativement faible chez les jeunes travailleurs et peut les mettre en porte-à-faux auprès des employeurs, leur manque d'expérience pouvant dissuader ces derniers d'investir dans une création de postes formels. Les jeunes travailleurs accordent également moins d'importance à la sécurité sociale et aux

Graphique 16. Chômage des jeunes (15-24 ans), 2002-2010



Source : Calculs FEMISE

Graphique 17. Chômage des jeunes (15-24) par éducation, 2011

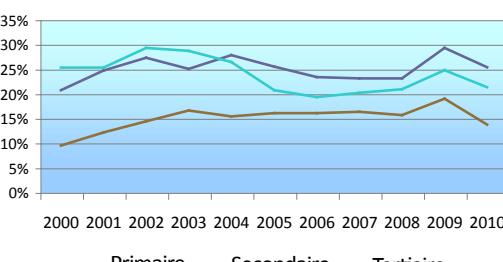


Source : Calculs FEMISE

autres avantages liés à une offre d'emploi formel. De même, ils sont plus enclins à accepter du travail au noir. Une étude de la Banque mondiale réalisée en 2006 a déjà montré que les jeunes travailleurs (15-24 ans) avaient les plus faibles revenus, avec une baisse marquée de 10% entre 1989 et 2002. Cette catégorie de population est à la fois celle qui a le moins bénéficié des hausses de salaires entre 1989 et 2004 (seulement 12,3% de croissance) et celle qui a été la plus touchée par les baisses de salaires entre 1994 et 2002 (chute de 19%). Par conséquent, en 2002, le revenu moyen d'un jeune correspondait à la moitié (50%) du revenu moyen de toutes les autres catégories de travailleurs contre 63% en 1989.

L'emploi informel des jeunes est le reflet de la situation économique globale en Turquie. D'une manière générale, l'emploi informel représente 33% du PIB, une valeur assez modeste si l'on se réfère au revenu moyen par habitant et qu'on le compare à celui d'autres pays dans la même situation (Banque mondiale, 2010). Parmi les éléments positifs, on peut noter que le pourcentage d'emplois informels est passé de 52% en 2001 à 48% en 2006 grâce au déclin relevé dans le secteur agricole (les emplois informels du secteur représentant 87% de

Graphique 18. Chômage des jeunes (15-24 ans), par éducation, 00-10



Source : Calculs FEMISE

l'emploi total en 2006 contre 90% en 2001), à l'urbanisation et à l'exode rural qui ont permis de faire passer le taux d'emplois informels ruraux de 75% à 66%. Toutefois, la population active s'étant déplacée vers les centres urbains, l'emploi informel dans les secteurs non-agricoles a augmenté entre 2001 et 2006, passant de 29% à 34%. Parallèlement, alors qu'ils correspondent à 18% seulement des emplois informels, les salariés représentent plus de la moitié de la population active globale et 2/3 de la population active non agricole.

Cependant, l'emploi informel et la lenteur du processus de création d'emplois semblent découler directement du manque de flexibilité des institutions du marché du travail. En effet, de nombreuses études considèrent que le salaire minimum excessif, la réglementation trop rigide ou protectrice du marché du travail et les coûts salariaux indirects trop élevés sont les principaux facteurs du renforcement de l'emploi informel et de la faible création d'emplois (FMI, 2010a ; Banque mondiale, 2010 et 2006). Tout d'abord, le salaire minimum turc pour les emplois formels est trop élevé (il a été multiplié par 3 depuis 2002) et dépasse le salaire minium de la plupart des États-membres de l'UE (FMI, 2010 et OCDE, 2008). Deuxièmement, la Turquie est le pays où le droit du travail est le plus strict parmi les 28 pays membres de l'OCDE. Parmi les règles de protection de l'emploi, il intègre notamment des restrictions concernant le travail temporaire, les contrats à durée déterminée et les employés permanents. Le facteur le plus représentatif de la rigidité du système de protection de l'emploi est le montant des indemnités de cessation de contrat, beaucoup plus élevé que dans la plupart des autres pays. Ainsi, pour 20 ans d'ancienneté, un travailleur truc bénéficiera d'une indemnité de cessation de contrat correspondant 20 fois à son salaire. Ces indemnités sont égales au salaire mensuel de l'employé multiplié par 6,2 dans les pays de l'OCDE et multiplié par 9,8 pour les pays à moyens et hauts revenus. En outre, les indemnités de cessation de contrat ne se limitent pas aux démissions. Elles s'appliquent aussi aux hommes qui doivent effectuer le service militaire obligatoire,

aux femmes qui quittent leur poste dans l'année suivant leur mariage et aux travailleurs éligibles à un plan de retraite.

Enfin, les coûts salariaux indirects extrêmement élevés viennent s'ajouter aux coûts de mise en conformité avec la réglementation. Le taux combiné de la contribution employeur-employé aux taxes sur les traitements et salaires est de 36,5% (plan de retraite, assurance santé, accidents du travail, assurance maladie-invalidité, assurance chômage). Il dépasse largement la moyenne des pays à revenus intermédiaires (25%) et celle des 20 pays de l'OCDE (pays développés) (27,4%). Les primes d'assurance chômage (qui sont de l'ordre de 4%, dont 2% versés par l'employeur, 1% par le salarié et 1% par l'État) contribuent également aux coûts salariaux indirects. Les critères d'éligibilité aux prestations chômage sont également plus stricts que dans les autres pays de l'OCDE. La réglementation du marché du travail ainsi que l'écart social créé par les cotisations sociales fortes sont autant de facteurs qui ont un impact négatif sur la création d'emplois dans le secteur formel.

VI. Conclusion

La Turquie est démocratiquement plus avancée que la plupart de ses voisins sud-méditerranéens. Si elle jouit encore des bénéfices des initiatives passées de démocratisation et de réforme économique, la Turquie n'en reste pas moins exposée au risque d'un retour à une politique moins ouverte en raison des tentatives de neutralisation du pouvoir de l'opposition.

La Turquie a su contrer les effets de la crise 2008 sans déclencher une nouvelle crise financière locale à part entière. Les perspectives à court terme sont relativement optimistes sauf pour le compte courant qui, essentiellement alimenté par les afflux de capitaux à court terme, ne cesse de s'accroître et reste donc potentiellement vulnérable à une interruption soudaine de ces afflux au cas où la situation financière mondiale viendrait à nouveau à se détériorer.

Le chômage, qui stagne actuellement à 10% et a enregistré plusieurs hausses entre 2002 et 2007, reste l'un des principaux défis à relever pour la Turquie à moyen terme. Alors qu'une légère baisse est attendue, la garantie de taux de croissance élevés à long terme est désormais considérée comme le seul moyen de faire reculer durablement le chômage. D'autre part, il devient urgent de remédier aux problèmes structurels du marché du travail qui ont entraîné une hausse de l'emploi informel et ont mis un frein à la création d'emplois. Parmi ces problèmes structurels, on peut notamment citer le salaire minimum beaucoup plus élevé que la moyenne de la plupart des nouveaux États-membres de l'UE, les indemnités de cessation d'emploi trop conséquentes (un mois de salaire par année d'ancienneté) et la réglementation trop stricte pour les contrats à court terme. Les recommandations pour favoriser l'emploi sont les suivantes :

Premièrement, une baisse de l'emploi informel permettrait d'augmenter les salaires et la productivité au sein de l'économie. Quelle que soit leur taille, les entreprises formelles payent des charges plus élevées que leurs homologues informelles. Les écarts salariaux sont plus marqués pour le secteur des services (près de 55%) que pour le secteur de la production (près de 35%). Deuxièmement, un renforcement de la flexibilité du marché du travail et l'application d'une réglementation de la protection du travail moins stricte pourraient favoriser la création d'emplois. Enfin, il est nécessaire d'aligner les compétences des travailleurs sur les besoins du secteur privé en améliorant la qualité du système éducatif et en incitant les employeurs à proposer plus de formations à leurs salariés.

Références :

- Alp, Harun, and Selim Elekdag. 2011. "The Role of Monetary Policy in Turquie during the Global Financial Crisis." IMF Working Paper. WP/11/150. Washington, DC.
- Aran et al. 2010. "Poverty and Inequality Changes in Turquie (2003-2006)". State Planning Organization of the Republic of Turquie and World Bank Welfare and Social Policy Analytical Work Program. Worksing Paper Number 1. Ankara.
- Central Bank of the Republic of Turquie (CBRT) database.
- Economist Intelligence Unit (EIU). 2011a. Pays Forecast: Turquie. The Economist Intelligence Unit: United Kingdom. Various issues.
- European Commission (EC). 2011a. "2011 Pre-accession Economic Programmes of Candidate Countries: EU Commission Assessments." European Economy Occasional Papers 80. European Commission, Brussels.
- _____. 2011b. Candidate and Pre-Accession Countries' Economic Quarterly. Economic and Financial Affairs. European Commission, Brussels. July.
- Economist Intelligence Unit. 2011a. Pays Report: Turquie. The Economist Intelligence Unit: United Kingdom. Various issues.
- _____. 2011b. Pays Forecast: Turquie. The Economist Intelligence Unit: United Kingdom. September.
- Ferreria, Francisco; Jeremie Gignoux and Meltem Aran. 2010. "Measuring Inequality of Opportunity with Imperfect Data: the Case of Turquie". The World Bank. Policy Research Working Paper 5204.Washington, D.C.
- International Monetary Fund (IMF). 2010a. Turquie: Staff Report for the Article IV Consultation and Post-Program Monitoring. IMF Pays Report No. 10/278. Washington, D.C.
- _____.2010b. Turquie-Second Post-Program Monitoring Discussions, Preliminary Conclusions. Available on: <http://www.imf.org/external/np/ms/2010/121710.htm>
- Macovei, Mihai. 2009. "Growth and Economic Crisis in Turquie: Leaving Behind A turbulent Past". European Economy Economic Papers 386. European Commission, Brussels.
- Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD). 2010. Follow Up Report on the Implementation of the Phase 2 and Phase 2bis. Paris.
- _____.2008. OECD Employment Outlook. OECD, Brussels.

- Political Instability Indicator, Index of Democracy.
EIU. 2010.
- Rodrik, Dani. 2010. "The Death of Turquie's Democracy." Available on: <http://www.hks.harvard.edu/news-events/news/commentary/death-of-Turquies-democracy>
- Turkish Statistical Institute (Turkstat) database.
- Transparency International. 2010. Transparency International Annual Report 2010. Berlin: Transparency International.
- United Nations Development Program (UNDP). 2010. The Real Wealth of Nations: Pathways to Human Development: Human Development Report. New York, UNDP.
- World Bank. 2010. Informality: Causes, Consequences, Policies. Turquie Pays Economic Memorandum. Report No. 48523-TR. Washington, D.C.: The World Bank.
- _____. 2007. Turquie Investment Climate Assessment. Volume I: Overview of Findings and Recommendations. Report No. 41611-TR. Washington, D.C.: The World Bank.
- _____. 2006. Turquie Labor Market Study. Report No. 33254-TR. Washington, D.C.: The World Bank.
- Worldwide Indicateurs de Gouvernance. 2010.
World Bank.

ANNEXE TECHNIQUE.

a. Théorie à la base des nouveaux modèles de gravité : approche d'Anderson et van Wincoop (2003)

Ces dernières années, c'est chez Anderson et van Wincoop (2003) que l'on trouve la spécification la plus populaire du modèle de gravité. Les auteurs développent un cadre théorique général cohérent soulignant en particulier les coûts des échanges permettant d'obtenir l'équation de gravité.

$$X_{ijt} = \left(\frac{Y_{it}^\alpha Y_{jt}^\gamma}{Y_{wt}^\mu} \right) \left(\frac{T_{ijt}}{P_{it} P_{jt}} \right)^{1-\sigma} \quad (1)$$

X_{ijt} correspond aux exportations du pays i vers le pays j l'année t . Le premier terme entre parenthèses inclut les variables de masse, à savoir le PIB du pays i (Y_{it}), le PIB du pays j (Y_{jt}) ainsi que le PIB mondial (Y_{wt}). Le second terme entre parenthèses reflète les coûts des échanges. Ils incluent le coût des échanges bilatéraux (T_{ijt}) ainsi que les prix implicites (P_{it} et P_{jt}) qui mesurent les coûts des échanges multilatéraux (Anderson et van Wincoop, 2003).

De la même manière, les prix implicites peuvent être écrits sous la forme [7] :

$$P_{jt}^{(1-\sigma)} = \sum_i P_{it}^{\sigma-1} \theta_{it} t_{ijt}^{1-\sigma}, \forall j \quad (2)$$

$$P_{it}^{(1-\sigma)} = \sum_j P_{jt}^{\sigma-1} \theta_{ji} t_{ijt}^{1-\sigma}, \forall i \quad (3)$$

où θ_{ij} et θ_{ji} indiquent les parts de revenu des pays i et j .

Dans la mesure où les prix dépendent des barrières tarifaires appliquées à tous les pays, ils reflètent la résistance multilatérale aux échanges, c'est-à-dire les barrières commerciales auxquelles un exportateur est confronté avec tous les pays importateurs, et pas uniquement avec son partenaire bilatéral j . En conséquence, une hausse des coûts des échanges vis-à-vis de tous ses partenaires conduit le pays i à commercer davantage avec son partenaire bilatéral j . La log-linéarisation de

l'équation (1) conduit à la nouvelle équation de gravité où les exportations dépendent du PIB, de la distance et des coûts des échanges bilatéraux et multilatéraux.

b. Calcul des équivalents ad valorem pour les BNT : approche de Kee et al. (2009).

L'approche de Kee et al. (2009), également appelée KNO (2009), permet de calculer les équivalents ad valorem des BNT. Deux étapes sont nécessaires. La première étape inclut une estimation de l'impact quantitatif des MNT sur les importations. Lors de la seconde étape, cet impact est transformé en effets prix en utilisant les élasticités des demandes pour importations calculées selon Kee et al. (2008).

Pendant la première étape, l'équation fondamentale à considérer est la suivante :

$$\log(m_{n,c}) = \alpha_n + \sum_k \alpha_{n,k} C_c^k + \beta_{n,c}^{ntb} ntm_{n,c} + \varepsilon_{n,c} \log(1+t_{n,c}) + \mu_{n,c} \quad (4)$$

Où $m_{n,c}$ est la valeur d'importation du bien (ou industrie) n dans le pays c depuis le pays i , C_c est un vecteur de variables caractéristiques de pays dans le pays c . Elles incluent l'abondance relative des facteurs et la somme des PIB (de l'exportateur et du pays partenaire) qui reproduit la taille économique. La distance géographique entre les pays MED et leurs partenaires méditerranéens est également incluse. $ntm_{n,c}$ est une variable muette qui reflète l'existence de MNT bilatérales. $t_{n,c}$ est le tarif bilatéral appliqué au bien n dans le pays c et $\varepsilon_{n,c}$ correspond à l'élasticité de la demande pour importations.

Le modèle initial est ensuite modifié comme suit. Premièrement, les élasticités des demandes pour importations estimées selon Kee et al. (2008) sont remplacées dans (4). Deuxièmement, le terme tarif est déplacé vers la gauche pour traiter l'endogénéité des tarifs. Cela introduit un nouveau terme d'erreur $k_{n,c}$. Troisièmement, une correction White est apportée pour prendre en

compte l'hétéroscédasticité du terme d'erreur. Quatrièmement, les effets spécifiques des produits sont également introduits afin de saisir la variation de β sur les lignes tarifaires. Cinquièmement, des variables instrumentales adéquates sont incluses afin d'aborder le problème d'endogénéité relatif aux MNT. En réalité, comme le montrent Lee et Swagel (1997), une telle endogénéité peut conduire à une distortion vers le bas de l'impact estimé des MNT sur les importations, ce qui entraînerait une sous-estimation des EAV. Sixièmement, une procédure d'estimation à deux étapes est mise en œuvre pour estimer les coefficients β , selon une procédure à deux étapes de Heckman.

Après ces transformations, l'équation finale estimée devient :

$$\log(m_{n,c}) - \varepsilon_{n,c} \log(1 + t_{n,c}) = \alpha_n + \sum_k \alpha_{n,k} C_c^k + \left(-e^{\beta_{n,c}^{ntb} + \sum_k \beta_{n,c}^{ntb} C_c^k} \right) ntm_{n,c} + \kappa_{n,c} \quad (5)$$

Équation d'estimation (5) selon la procédure d'Heckman à deux étapes (TSHP) décrite ci-après. La dernière étape consiste à calculer les EAV après transformation de l'impact quantitatif dérivé de l'équation (5) en équivalents prix. Cela donne :

$$AVE = \frac{\partial \log P^d}{\partial NTM} \quad (6)$$

Où P^d est le prix intérieur. Cette équation définit le EAV comme les effets des MNT sur les prix. L'introduction de la variable de prix est nécessaire dans la mesure où, à l'instar des tarifs ad valorem, les effets des MNT doivent être calculés sur les prix et non sur les quantités. Après différentiation de l'équation (4), il est facile d'obtenir :

$$AVE_{n,c}^{ntb} = \frac{e^{\beta_{n,c}^{ntb}} - 1}{\varepsilon_{n,c}} \quad (7)$$

c. Choix de l'estimateur adéquat.

Le choix des estimateurs adéquats est guidé par les éventuelles erreurs systématiques économétriques pouvant

réduire la pertinence du calcul des potentiels d'exportation. La première erreur systématique potentielle concerne l'hétérogénéité fréquemment rencontrée dans les modèles de données de panel. Ce problème peut être résolu en incluant les effets spécifiques de pays et de temps, qui permettent de saisir l'hétérogénéité au travers des pays et du temps. Il concerne également le problème des autres variables omises (Egger, 2004). Ces effets spécifiques peuvent être considérés comme fixes ou aléatoires selon la spécification finale du modèle. À ce titre, le calcul des tests de Wald nous permet de vérifier qu'ils sont particulièrement notables.

Un second problème concerne les variables indépendantes du temps, dont le paramètre ne peut pas être estimé par des estimateurs à effets fixes, et l'endogénéité. Ce problème peut être résolu grâce à l'estimateur de décomposition des vecteurs à effets fixes développé par Plümper et Troeger (2007). Ce modèle d'effets fixes à trois étapes permet d'obtenir des paramètres de variables indépendantes du temps plus performants et moins biaisés qu'avec les modèles d'effets aléatoires, tout en traitant le problème d'endogénéité [8]. Toutefois, l'utilisation de cet estimateur a été récemment mise en doute dans la littérature (Greene, 2010).

Un autre estimateur permet également de traiter simultanément le problème d'endogénéité et les variables indépendantes du temps : l'estimateur de Hausman et Taylor, décrit dans Egger (2004). Il s'agit d'un modèle d'effets aléatoires à doubles moindres carrés (2SLS) permettant de traiter la corrélation potentielle entre les effets bilatéraux non observés et certaines variables indépendantes. En outre, il offre une estimation des paramètres indépendants du temps et convient à la prédiction hors échantillons (voir informations complémentaires dans l'annexe technique).

Une dernière erreur systématique potentielle concerne les observations zéro pour la variable d'exportation bilatérale. Des flux zéro sont fréquemment rencontrés dans le modèle de gravité. Le moyen le plus simple de traiter ce problème consiste à estimer l'équation (1) avec une variable d'exportation transformée :

$$\ln X_{ijt}^* = \ln(X_{ijt} + 1)$$

En réalité, lorsque $X_{ijt}=0$, $X^*_{ijt}=1$ et alors que X_{ijt} augmente, $\ln X^*_{ijt} \rightarrow \ln X_{ijt}$. Cette technique est de plus en plus utilisée dans la littérature récente, en particulier depuis Chen (2004). Toutefois, elle ne traite pas spécifiquement la question suivante : pourquoi certaines entreprises exportent alors que d'autres n'exportent pas (erreur systématique de sélection). Une autre méthode intéressante est la procédure d'Heckman à deux étapes (TSHP). Elle repose sur l'idée que les flux d'échanges zéro dans l'ensemble de données n'apparaissent pas aléatoirement mais résultent de la procédure de sélection. En conséquence, l'estimateur TSHP permet une correction de cette erreur systématique de sélection [9].

La dernière erreur systématique est spécifique à la version dynamique du modèle. Elle est liée à la corrélation potentielle entre le terme d'erreur et la variable dépendante déphasée. En raison de l'existence probable d'erreur systématique de simulta-

nité, la méthode d'estimation la mieux adaptée semble être la méthode généralisée des moments (GMM). Nous avons utilisé l'estimateur d'Arellano, Bond et Bover (ABB) (Arellano et Bond, 1998 ; Arellano et Bover, 1995). La structure initiale du modèle est fondamentalement similaire aux modèles HT décrits dans l'annexe technique.

Pour résumer, afin de traiter les erreurs systématiques économétriques décrites ci-dessus, les estimateurs suivants ont été mis en œuvre : Hausman et Taylor, TSHP ainsi qu'ABB pour le modèle dynamique. Les estimateurs sont également contrôlés pour l'hétéroscédasticité transversale et la corrélation en série du terme d'erreur en utilisant respectivement l'estimateur Huber-White Sandwich et la transformation Cocrane-Orcutt AR1. Enfin, la multicolinéarité est contrôlée grâce aux statistiques de facteur d'inflation de variance (VIF), qui doivent être inférieurs [10].

d. Résultats économétriques détaillés (Tableaux A1 et A2)

Tableau A1: Résultats avec plusieurs estimateurs

	HT	TSHP	Heterosc. (HW)	AR(1)	Dynamic ABB	
					court terme	long terme
PIB reporteur	0.8186***	0.7522***	0.8103***	0.8286***	0.1231***	0.8632***
PIB partenaire	0.7719***	0.5594***	0.7706***	0.7829***	0.1101***	0.7721***
tariffs	-0.2624***	-0.1044***	-0.2529***	-0.1570***	-0.0186***	-0.1304***
BNTs	-0.0396***	-0.0227**	-0.0382***	-0.0224**	-0.0104***	-0.0529***
logistique	2.7629***	2.1222***	2.7718***	1.5238**	0.2893***	2.029***
langue commune	0.3356***	0.3629***	0.3334***	0.5614***	0.0782***	0.5483***
colonies	0.5165***	0.3255**	0.5124***	0.6508***	0.0949***	0.6655***
migration	0.2744***	0.2130***	0.2705***	0.2712***	0.0327***	0.2293***
Stocks d'IDE	0.0274***	0.1702***	0.0254***	0.0189***	0.0007**	0.0491**
services	0.1778***	0.1919***	0.1777***	0.4722***	0.0573***	0.4018***
accords régionaux	1.7549***	1.3119***	1.7601***	2.0822***	0.3085***	2.1633***
Gouvernance	0.2025***	0.1925***	0.2042***	0.1734***	0.0337**	0.2363***
exportations différencées	-	-	-	-	0.8574***	-
Intercept	-31.0560***	-22.9977***	-31.0025***	-32.9113***	-4.5888***	-32.1795***
selection variable	-	0.2577***	-	-	-	-
Adjusted R-squared	0.7292	-	-	-	-	-
VIF	2.47	-	-	-	-	-
Hausman	24.8	-	-	-	-	-

Note: HT: Hausman and Taylor; TSHP: Two-step Heckman Procedure; Heterosc: Heteroskedastic Huber-Sandwich;

AR(1): Auoregressive model (lag 1); Dynamic ABB: Arellano, estimateur de Bond et Bover.

Tableau A2: Résultats avec différentes proxies

	HT1	HT2	HT3	HT4	HT5	HT6	HT7
	Accords		Couts commerciaux		Gouvernance	Stocks d'IDE	Echantillon
	Régionaux	Distance	logistiques	MAOTRI	et institutions	ou flux	PM
PIB reporteur	0.7750***	0.8041***	0.8365***	0.7653***	0.8186***	0.8186***	1.3293***
PIB partenaire	0.7937***	0.7692***	0.7696***	0.7713***	0.7719***	0.7719***	0.8122***
tarifs	-0.2488***	-0.1706***	-0.2584***		-0.2624***	-0.2624***	-0.3096***
BNTs	-0.0444***	-0.0469***	-0.0386***		-0.0396***	-0.0396***	-0.0316***
Distance			-0.0001***				
logistique: tout	2.3451***	2.3451***		2.6324***	2.7629***	2.7629***	3.4194***
logistique: douanes				0.6831***			
logistique: infrastructure				0.5673***			
logistique: envoi				0.6216***			
logistique: compétence				0.6388***			
logistique: traçabilité				0.7677***			
logistique: ponctualité				0.1496***			
MAOTRI				-5.7572***			
langue commune	0.2620***	0.3391***	0.3160***	0.4089***	0.3356***	0.3356***	0.7110***
colonies	0.7125***	0.2857***	0.5159***	0.3414***	0.5165***	0.5165***	0.4967***
migration	0.2566***	0.2772***	0.2774***	0.2800***	0.2744***	0.2744***	0.3472***
IDE : stocks (%PIB)	0.0302***	0.0234***	0.0274***	0.0562***	0.0274***	0.0274***	0.0266***
IDE : stocks (US\$)							0.0030*
IDE : flows (%PIB)							0.0496***
IDE : flows (US\$)							0.0551***
services	0.2654***	0.3091***	0.1933***	0.2455***	0.1778***	0.1778***	0.2751***
accords régionaux: All	-	0.6737***	1.7620***	1.6579***	1.7549***	1.7549***	
accords régionaux: EU	2.1510***						
accords régionaux: Euromed	0.3696***						
accords régionaux: Nafta	0.9095***						
accords régionaux: Mercosur	3.0979***						
accords régionaux: Asean	1.9566***						
accords régionaux: Gafta	2.4279***						
Gouvernance	0.1393***	0.5260***	0.1735***	0.1551***	0.2025***	0.2025***	1.1049***
Gouvernance: Stabilité politique					0.5224***		
Gouvernance: efficacité gouvernementale					0.6299***		
Gouvernance: qualité de la réglementation					0.5059***		
Gouvernance: voix					0.1929***		
Gouvernance: contrôle de la corruption					0.2072***		
Intercept	-30.6389***	-27.7076***	-30.4138***	-29.8901***	-31.0560***	-31.0560***	-42.3378***
Adjusted R-squared	0.7536	0.7228	0.7294	0.7362	0.7292	0.7293	0.6555

Note: HT1 to HT7 signifient que les estimateurs de Hausman et Taylor ont été utilisés pour chaque analyse de sensibilité